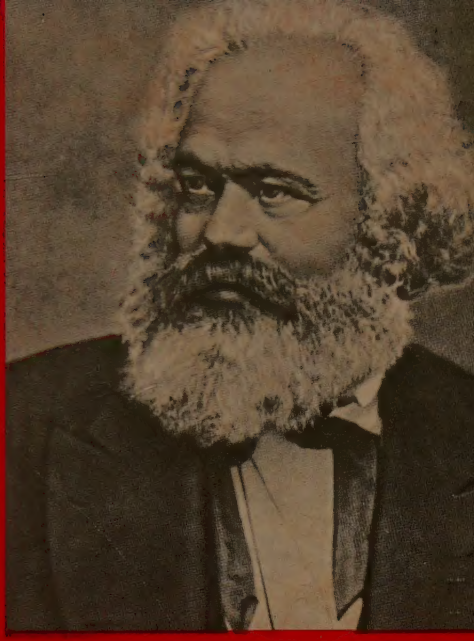
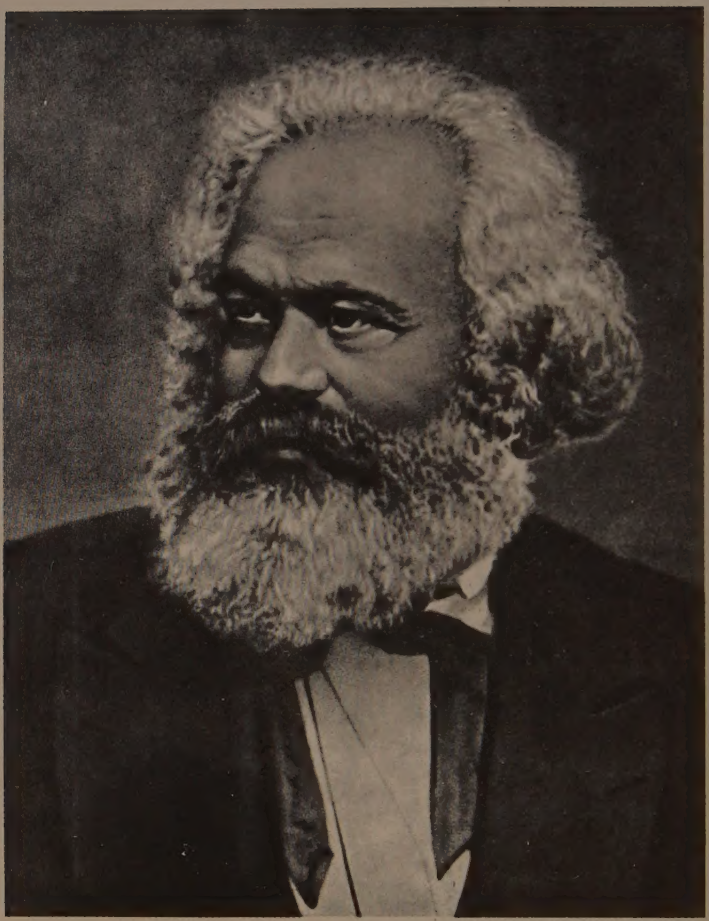
KARL MARX



fondements de la critique de l'économie politique

I

éditions anthropos
paris



KARL MARX

Né à Trèves en 1818, mort à Londres en 1883

Karl Marx

FONDEMENTS DE LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

GRUNDRISSE DER KRITIK DER POLITISCHEN ÖKONOMIE

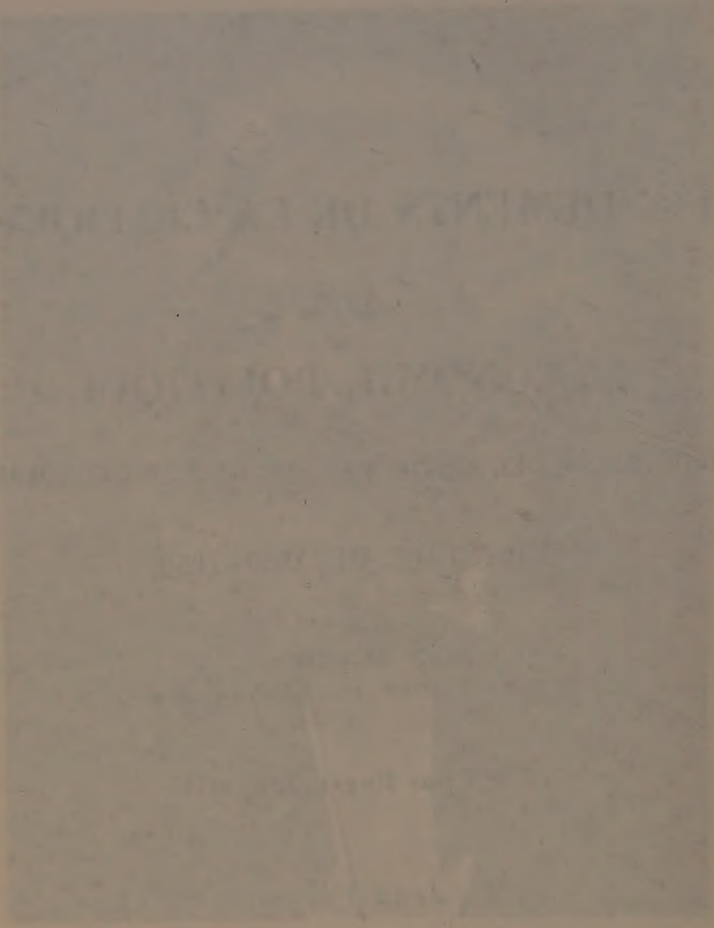
(ÉBAUCHE DE 1857-1858)

EN ANNEXE :
TRAVAUX DES ANNÉES 1850-1859

Traduit par Roger Dangeville

En deux Volumes

éditions anthropos
15, rue Racine, PARIS 6e
Tél. 326 99-99



PRÉFACE

Le manuscrit de 1857-1858 que nous reproduisons ici pour la première fois en édition intégrale, marque une étape décisive dans l'œuvre économique de Marx.

Vers 1848, il avait dégagé les grandes lignes de la théorie de la plus-value, pierre angulaire de sa doctrine économique; ainsi, depuis 1843, il avait déjà accompli un travail gigantesque. Il avait en effet exploré tout le domaine de l'économie politique, et en avait extrait et consigné l'essentiel dans ses nombreux cahiers d'étude. Pour la première fois, dans la «Misère de la Philosophie » publiée par lui en 1847 et dirigée contre Proudhon, il avait formulé les points principaux de sa doctrine « de manière scientifique en même temps que polémique ». *Mais, en trouvant la solution du problème fondamental, il était loin de mettre un terme à son œuvre : elle ne faisait que commencer.*

Dans la « Misère de la Philosophie », Marx reprenait, entre autres, la théorie monétaire de Ricardo (Hume et Montesquieu), ainsi que sa théorie de la rente; il y mettait cependant en évidence ce qui, dans l'optique de Ricardo lui-même, était erroné, car il savait fort bien que ces théories étaient enfermées dans l'horizon bourgeois. En outre, les recherches économiques avaient progressé, et notamment les travaux sur la monnaie, à la suite par exemple des investigations de Tooke.

Marx ne put se mettre aussitôt à l'œuvre; il fut entièrement absorbé par son activité militante tout au long de la Révolution de 1848-1849. Fin 1850, il put reprendre ses travaux sur l'économie qui l'amenèrent à étudier aussi les sciences naturelles et l'histoire. Il ne put éviter une nouvelle confrontation critique avec Ricardo, avant d'élaborer en détail son propre système économique. Or, l'analyse de la société bourgeoise rendait nécessaire

l'étude approfondie et la mise à jour d'un énorme matériel nouveau.

La crise économique de 1857 incita Marx à faire la synthèse de ses études économiques; il voulut avant tout mettre au clair les grandes lignes de sa théorie économique avant la révolution qui pouvait se déclencher à la suite de la crise. C'est surtout au prix d'un travail nocturne que Marx rédigea d'octobre 1857 à mars 1858 les sept cahiers du manuscrit que nous publions ici. L'Introduction *fut écrite en premier d'août à septembre 1857. Marx travaillait au milieu des pires difficultés; il vivait avec sa famille dans la misère la plus sordide, ses seules ressources provenant de très aléatoires articles de journaux. Au cours de ces douze mois, d'octobre 1857 à novembre 1858, Marx rédigea non seulement les 50 feuilles grand format de notre manuscrit, mais encore les 10 feuilles sur l'économie que nous publions en annexe; par ailleurs, il écrivit la valeur de deux volumes — au moins — d'éditoriaux anglais* de omnibus rebus et quisdam aliis (1) *pour la « New York Daily Tribune » et la « New American Cyclopedia ».*

Lorsque Marx commença à rédiger, il avait une vision parfaitement claire du problème de la plus-value, situé au centre de l'économie politique; mais, au cours de son travail, d'innombrables points de détail, nouveaux et imprévus. surgirent à ses yeux : il fallut les éclaircir « parce que des sujets formant, depuis des années, l'objet premier de mes études, réapparaissaient sans cesse sous des aspects imprévus et soulevaient des doutes nouveaux dès qu'il s'agissait de les régler définitivement » (2).

En rédigeant, Marx n'exprimait pas seulement ce qu'il avait éclairci auparavant. Au cours de son travail, il parvint à des conclusions qui étaient des découvertes quant au développement de l'économie politique de son époque. Il enrichit en même temps ses propres conceptions (3). *En analysant les problèmes liés à la pratique immédiate de l'économie capitaliste et laissés en suspens par la littérature spécialisée, Marx eut très souvent recours aux conseils éclairés d'Engels* (4) *qui, tout au long de ce travail, lui apporta comme toujours son soutien énergique dans tous les domaines. Sans l'aide d'Engels, Marx n'aurait pu mener à bien le travail commencé en automne 1857, où il mit le meilleur de lui-même. En avril 1858, sa forte constitution céda au surmenage.*

Voici comment il expose le but de son ouvrage :

« Le travail dont il s'agit, c'est d'abord la critique des catégories économiques ou, si l'on veut, l'analyse du système économique bourgeois : c'est à la fois l'exposé et la critique de ce système. Je ne me rends pas encore clairement compte du nombre de pages que cela représentera. Si j'avais le temps, du calme et les moyens d'élaborer l'ensemble, je le condenserais avant de le publier, car ce procédé m'a toujours été cher. Mais, imprimé de la sorte, en livraisons successives, il sera plus accessible au public, encore que la forme en laisse à désirer. Les choses traîneront forcément quelque peu en longueur... Le tout se divise en 6 livres : 1° Le capital (quelques chapitres préliminaires). 2° La propriété foncière. 3° Le travail salarié. 4° L'Etat. 5° Le commerce international. 6° Le marché mondial. Naturellement je ne puis éviter, çà et là, d'entrer en controverse avec d'autres économistes, d'ouvrir notamment une polémique avec Ricardo dans la mesure où lui-même, en tant que bourgeois, est obligé de commettre des bévues *même du point de vue strictement économique*... Enfin, j'ai le pressentiment qu'au moment où je peux commencer à rédiger, après quinze années d'études, de tumultueux événements extérieurs vont s'en mêler. Ça ne fait rien! Si j'achève mon ouvrage trop tard pour trouver un monde attentif à ces questions, je n'aurai qu'à m'en prendre à moi-même » (5).

Vers la fin septembre 1857, Marx ébaucha un premier plan de son ouvrage et y formula les principes généraux (5*a*). *Il disposa aussi d'un premier fil conducteur. Puis il entreprit de critiquer la conception proudhonienne de la nature et de la fonction de l'argent. En s'opposant à ces « faux frères » du communisme scientifique, Marx développa ses propres conceptions et éclaircit des points de détail qu'on ne pouvait encore voir clairement au début. Après avoir résumé les conclusions auxquelles il était parvenu au 1^er^ cahier* (6), *Marx détermina la place impartie à la théorie monétaire dans l'ensemble* (6*a*), *puis il nota ce qui lui restait à préciser; ces lacunes comblées* (cf. *fin du cahier 7, notes complémentaires au chapitre de l'argent*), *Marx estima cependant que la théorie monétaire exposée dans le manuscrit l'était seulement dans ses grands traits :* « la première section est devenue plus vaste que les deux chapitres introductifs, dont le premier *sur la marchan-*

dise n'est pas du tout développé dans l'« Ebauche » et le second *sur l'argent, ou la circulation simple,* ne l'est qu'à grands traits. J'ai développé plus amplement la première section que je n'en avais l'intention primitivement » (7). *Le « Capital » et la « Contribution à la critique de l'économie politique » traiteront en détail de ces deux chapitres.*

Après le chapitre sur l'argent, Marx passa, mi-novembre 1857, au thème principal : le chapitre du capital. Il analysa les conditions de la transformation de l'argent en capital, et il esquissa ensuite un nouveau plan de l'ouvrage, le plus élaboré et le plus détaillé que nous possédions sur les six livres (*le capital, la propriété foncière, le travail salarié, l'Etat, le commerce extérieur et le marché mondial*). *En outre, nous y trouvons en six parties, un plan particulièrement détaillé du* livre du Capital (8), *ainsi qu'un schéma, le plus fouillé qui soit, du livre de l'Etat. Mais, quelques pages plus loin, après avoir analysé les conditions préalables de l'échange entre le capital et le travail, Marx traça un nouveau schéma du livre du capital, divisé cette fois en trois parties* (9); *il y esquissa le passage de la théorie du capital à celle de la propriété foncière et du travail salarié, et il prévit une étude particulière du capital sous l'angle du marché monétaire qui comprend à la fois le marché intérieur et extérieur des produits.*

Après ce schéma en trois parties, établi en novembre 1857, Marx poursuivit son travail jusqu'à la mi-mars 1858 et peut-être au-delà. C'est alors qu'il décida de ne pas publier le livre du « Capital » à la suite des deux premiers fascicules parus en 1859 sous le titre « Contribution à la critique de l'économie politique ». Il devait constituer un ouvrage à part (10) : *« Le Capital », avec le sous-titre : « Critique de l'économie politique.*

Le thème principal des cahiers II à VII est celui du capital ou plus exactement de la 1re section du livre du Capital : « le capital en général » (11). *Cette 1re section devait comprendre le chapitre de la valeur (marchandise), de l'argent ou de la circulation simple, et du capital en général (avec la division de ce dernier en trois parties : 1° le procès de production du capital; 2° le procès de circulation du capital, et 3° l'unité des deux procès, autrement dit le capital, le profit et l'intérêt). Enfin, le manuscrit contient la matière la plus riche sur les trois autres sections du livre du Capital (la concur-*

rence ou l'action réciproque de tous les capitaux particuliers; le crédit, où le capital se manifeste comme l'élément général vis-à-vis des capitaux particuliers; le capital par actions, forme la plus achevée du capital, renfermant toutes les contradictions capitalistes et basculant dans le communisme). On y trouve en outre des éléments sur les cinq autres livres : la propriété foncière, le travail salarié, le commerce extérieur, le marché mondial. Marx ne se proposait pas alors d'élaborer dans la même mesure chacun des six livres qui composent l'ensemble; il est amené à donner une certaine ampleur aux trois premiers livres qui renferment les fondements de la théorie, et doit se contenter de brosser à grands traits les trois derniers (12).

Lorsque fin mars 1858, Marx, surmené, tomba malade, l'ouvrage était en gros achevé. Entre-temps, un éditeur — Franz Duncker, de Berlin — proposa de publier les deux premiers fascicules et — suivant le succès remporté par le premier — le reste de l'édition sous forme de fascicules, estimés environ à 15 par Engels (13).

Mais, en raison de son état de santé, Marx ne put poursuivre le travail. Pour se reposer, mais plus encore pour débattre avec Engels de la suite de l'œuvre, Marx partit pour Manchester le 6 mai 1858 et demeura chez son ami jusqu'au 20 mai environ. De retour à Londres, il ne rédigea pas aussitôt les deux fascicules, mais releva des passages dans l'Economist qui rendait compte du livre de Maclaren et le citait abondamment (cf. *les notes de Marx à la fin du cahier VII). Le 31 mai seulement, Marx se sentit* in working order *et mit la dernière main au texte pour l'impression.*

Début juin, il commença à lire le brouillon qu'il venait de terminer et, à la fin du cahier M, annota tout ce qui, dans les cahiers I à VII, avait trait aux deux premiers fascicules. Sans ce travail préliminaire, « l'élaboration pour l'impression » eût été impossible : « En effet, dans le manuscrit (l'équivalent d'un gros volume imprimé), tout y est mélangé à la diable, et on y trouve la matière de questions traitées bien plus tard. Je suis donc obligé de me confectionner un index afin de savoir dans quel cahier et en combien de pages se trouvent les éléments dont je veux me servir en premier » (14). *C'est ainsi que fut composée la table des matières, que nous publions dans le volume II et que Marx a*

intitulée « Index relatif aux sept cahiers (à la première partie) ».

La première des deux versions de cet Index *contient le schéma de la 1re partie (le procès de production du capital) de la 1re section du capital en général. A la différence de la seconde version, elle contient aussi la matière du premier chapitre (la valeur ou la marchandise). Il est vraisemblable que cette première version résulte des discussions de Marx et d'Engels à Manchester en mai 1858.*

*Au cours de l'été 1858, Marx ne rédigea cependant que l'***Index** *et le début du chapitre de la valeur. Son état de santé restait précaire et sa situation pécuniaire très difficile :* « Je ne souhaiterais pas à mon pire ennemi, *écrivit-il à Engels le 15 juillet 1858,* d'être dans la mélasse où je me débats depuis deux mois, la rage au cœur de voir mes facultés intellectuelles dégradées et ma force de travail brisée par la misère la plus sordide. »

Le travail pour l'impression ne reprit qu'en septembre et s'acheva fin novembre. Le texte primitif de la « Contribution à la critique de l'économie politique » en est le résultat. Seule la fin nous est parvenue, à savoir les fascicules B' et B'', que nous publions à la fin du tome II; elle contient le premier texte au propre du chapitre sur la transformation de l'argent en capital; le reste est riche d'un matériel nouveau sur la genèse du mode de production capitaliste; on y trouve aussi un chapitre particulier sur **le phénomène de la loi de l'appropriation dans la circulation simple,** *chapitre auquel Marx avait déjà prêté une grande attention dans le manuscrit des sept cahiers, et enfin un certain nombre de formulations d'une extrême importance que nous ne retrouvons nulle part ailleurs dans l'œuvre de Marx et d'Engels.*

Ce travail accompli, Marx ne se sentait pourtant pas satisfait :

« Dans tout... ce que j'écris, le style se ressent de ce que je souffre du foie. Il y a deux raisons qui me poussent à ne pas admettre que ce travail soit gâché par la médecine :

1° C'est le résultat de quinze années de recherches, donc de la meilleure partie de ma vie.

2° J'y expose pour la première fois, de manière systématique et scientifique, les rapports fondamentaux de la société. Je dois au Parti de ne pas en gâcher la forme

par des tics d'écriture secs et noueux, propres à un foie malade.

Je n'aspire pas à l'élégance de l'exposé, je ne vise qu'à exprimer les choses directement et sans fioritures, mais je n'ai même pas pu accomplir ce travail sous cette forme par suite des souffrances que je viens d'endurer pendant tous ces mois » (15).

Ainsi donc, en novembre 1858, Marx remit en chantier les deux fascicules : pour aller plus vite, il ne transcrivit pas le texte au propre, mais se contenta d'améliorer le style du brouillon qu'il venait d'achever; sa femme l'aidait en recopiant le texte ou écrivant sous sa dictée en vue de l'impression. Le 21 janvier, le texte de la « Contribution à la critique de l'économie politique » était achevé; le 25, il était expédié à Duncker, et le 23 février la Préface *suivait.*

*Marx put préparer dès lors le troisième fascicule, celui du capital en général, pour le donner à l'imprimeur. Il se mit à relire tous les textes qu'il avait rédigés d'août 1857 à novembre 1858. Il nota tout ce qui, dans ces cahiers, avait trait au livre du Capital, et notamment aux trois parties de la section du capital en général, et ce qui concernait les trois autres sections de ce livre. En revanche, il laissa de côté tout ce qu'il avait déjà utilisé dans les deux fascicules de la « Contribution à la critique de l'économie politique » et qu'il avait consigné dans l'*Index relatif aux sept cahiers. *Ce nouvel index, Marx l'appela* Références à mes propres cahiers. *Grâce à ces* Références, *Marx se fit une idée claire du matériel manuscrit concernant le chapitre du Capital en général et surtout de sa première partie : le procès de production du capital.*

Grâce aux Références *et à la première version de l'*Index relatif aux sept cahiers, *il établit vers février-mars 1859 l'agencement du troisième fascicule de la « Contribution à la critique de l'économie politique », qu'il avait annoncé dans la dernière note de cet ouvrage. Ce troisième fascicule est devenu tout bonnement la première section du livre du « Capital » qui, selon le schéma de novembre 1858, devait se composer de trois chapitres (le procès de production du capital, le procès de circulation du capital, et l'unité des deux, autrement dit le capital, le profit et l'intérêt). Ces trois fascicules n'englobaient donc pas les trois parties suivantes du livre du capital : la concurrence entre les capitaux, le*

crédit et le capital par actions. Le plan établi en février-mars 1859 ne porte que sur la matière des cahiers I-VII devant servir au troisième fascicule de la « Contribution à la critique de l'économie politique ». Ce plan, que le lecteur trouvera dans le tome II, servit à Marx de fil conducteur pour l'élaboration de son prochain grand manuscrit, fort de 23 cahiers et portant également le titre « Contribution à la critique de l'économie politique » qu'il ne put commencer qu'en été 1861 (16).

Le manuscrit de 1857-1858, composé de sept cahiers, n'a pas de titre général. Nous avons choisi de l'appeler « Grundrisse der Kritik der politischen Okonomie (Rohentwurf). 1857-1858 » en nous fondant sur divers passages de la correspondance (17).

Certaines parties de l'ouvrage furent publiées à la fin du siècle dernier dans la « Neue Zeit » après la mort d'Engels. Il s'agit de l'Introduction *et d'une critique de* Bastiat et Carey. *En les comparant au manuscrit, nous avons constaté que les textes publiés par la « Neue Zeit » et tout ce qui, ultérieurement, fut publié sur la base de ces documents diverge souvent notablement de l'original de Marx. Notre édition du texte original de Marx diffère donc de toutes ces éditions précédentes.*

La critique de Bastiat et Carey *fut écrite en juillet 1857, avant même* l'Introduction. *Elle représente les sept premières pages du cahier que Marx commença à utiliser le 29 novembre 1857 pour le fascicule III. Nous avons placé ce texte dans notre second tome.*

Marx n'a pratiquement pas divisé le manuscrit de ses sept fascicules en chapitres et sous-chapitres, et ne les a pas pourvus non plus de titres appropriés. Il en a cependant donné l'essentiel avec une grande exactitude dans les Références à mes propres cahiers. *Nous avons utilisé ces indications pour établir des sous-titres lorsqu'il n'y en avait pas dans le manuscrit. Dans la reproduction imprimée, nous nous sommes tenu fidèlement à l'original. Nous n'avons pas voulu introduire d'alinéas dans la reproduction imprimée pour y glisser les sous-titres. Mais en groupant certains sous-titres, il nous a été possible de les placer en tête de passages plus longs. Afin de permettre au lecteur de distinguer les sous-titres de Marx de ceux que nous avons extraits des* Références, *nous avons imprimé ces derniers en petits caractères* (18). *Dans cette première édition, nous n'avons pas voulu modifier l'ordonnance du texte, mais en revanche nous*

avons rejeté en notes certains passages mis entre crochets dans l'original; nous ne l'avons fait que lorsque ces passages avaient manifestement le caractère de remarques ou de digressions par rapport au reste du texte. Nous reproduisons donc l'ensemble dans l'ordre exact de l'original. Dans le second tome, nous avons procédé de la même manière pour le texte des Références à mes propres cahiers, *que nous publions avec toutes les remarques, indications de pages et notes de rédaction de Marx. Nous n'avions pu les reproduire intégralement lorsque nous avons regroupé les sous-titres. Ainsi les retrouverons-nous au complet.*

En publiant l'Index relatif aux sept cahiers, les Références à mes propres cahiers *et le schéma du chapitre du Capital en général, nous avons ajouté, dans le tome II, entre crochets, outre les indications de pages de Marx lui-même, les indications relatives au texte imprimé.*

Dans l'original, Marx a aussi bien utilisé les parenthèses que les crochets; nous avons reproduit ces derniers par des doubles crochets; les crochets simples contiennent nos propres ajouts. Nous avons mis en marge du texte la pagination du manuscrit, et nous avons signalé d'un trait droit le commencement de chaque page du manuscrit *.

Voici le sens des chiffres placés à la fin des citations dans le manuscrit : les chiffres romains indiquent le numéro du cahier d'extraits de Marx; les chiffres arabes, la page de ce cahier d'extraits qui contient la citation mentionnée; il ne s'agit donc pas de la page de la source citée. Quand Marx n'indique que des chiffres romains ou des chiffres arabes à côté du nom de l'auteur cité, ces chiffres indiquent le nombre de pages de ses cahiers d'extraits qui ne sont pas numérotés, mais paginés en romain ou en arabe.

En ce qui concerne les citations de l'œuvre maîtresse de Ricardo, que Marx utilise dans la troisième édition anglaise de 1821, il se servit d'un répertoire thématique, confectionné par lui au début de 1851, pour traduire une grande partie de ces extraits. Dans les citations des

---

(*) Nous n'avons pas repris dans notre traduction toutes ces indications relatives au manuscrit qui avaient leur raison d'être dans l'édition originale. (N. d. T.)

« Principes » *de Ricardo, Marx donne, outre le chiffre romain VIII qui indique le numéro de son cahier d'extraits, deux chiffres arabes dont l'un indique la page de son cahier d'extraits, l'autre la page de l'ouvrage de Ricardo.*

C'est en 1851 que Marx releva de nombreux passages dans l'œuvre maîtresse de Ricardo et les commenta abondamment. Sans ces textes, on ne pourrait parvenir à une entière compréhension du manuscrit; nous les reproduisons donc dans notre second tome en même temps que le répertoire thématique les concernant (19).

Nous avons établi les titres courants en tenant compte du contenu des pages ainsi que des indications fournies par Marx dans les Références.

Moscou,

Novembre 1939

Institut Marx-Engels-Lénine.

NOTES DE LA PRÉFACE

(1) *Cf.* la lettre de Marx à Lassalle, 12 novembre 1858. On retrouve la plupart des commentaires de Marx sur la genèse de ses travaux économiques dans « Correspondance Marx-Engels, Lettres sur *Le Capital*, présentées et annotées par G. Badia» Paris, Editions Sociales, 1964. La lettre du 12 novembre se trouve à la page 102.

(2) *Cf.* la lettre de Marx à Lassalle, 22 février 1858, in « Lettres sur *Le Capital*, etc. », p. 85-86.

(3) *Cf.* la lettre de Marx à Engels, 16 janvier 1858, « Par exemple, j'ai entièrement bouleversé la théorie du profit telle qu'on la concevait jusqu'ici ». Et p. 58, 59, 350 de notre volume (dans ce dernier passage, Marx écrit pour la première fois qu'il faut distinguer dans la valeur du produit les parties aliquotes du capital constant, du capital variable et de la plus-value).

(4) *Cf.* les lettres de Marx à Engels du 29 janvier 1858, du 2 mars 1858, du 5 mars 1858, et les réponses d'Engels du 4 mars 1858, 9 avril 1858, etc., in : « Lettres sur *Le Capital*, etc ».

(5) *Cf.* la lettre de Marx à Lassalle du 22 février 1858,

(5*a*) *Cf.* l'*Introduction*, p. 39-40 de notre volume.

(6) *Cf.* p. 168, de notre volume.

(6*a*) *Cf.* p. 159-160 de notre volume.

(7) Marx à Engels, 29 novembre 1858. *Cf.* « Lettres sur *Le Capital*, etc.», p. 103.

(8) *Cf.* p. 211 de notre volume.

(9) *Cf.* p. 223-224 de notre volume.

(10) *Cf.* Marx à Lassalle, le 28 mars 1959, début octobre 1859 et 30 janvier 1860, ainsi qu'à Kugelmann, le 28 décembre 1862. *Cf.* Karl Marx, « Lettres à Kugelmann (1862-1864). Avec une préface de Lénine. Edition complète », Edit. Soc. int., Paris, 1930 et « Les Théories de la plus-value », vol. III, p. VIII (Edit. allemande) où l'on trouve le plan établi par Marx en janvier 1863 et destiné à remplacer celui de novembre 1857.

(11) Le 2 avril 1858, Marx écrit à Engels : « *Le Capital* se subdivise en quatre sections : *a)* capital en général (c'est le sujet du premier fascicule)... Dans toute cette section, on supposera que le salaire est toujours égal à son minimum. »

(12) *Cf.* Marx à Lassalle, 11 mars 1858.

(13) *Cf.* Engels à Marx, 25 juillet 1859.

(14) *Cf.* Marx à Engels, 31 mai 1858.

(15) *Cf.* Marx à Lassalle, 12 novembre 1858. *Cf.* « Lettres sur *Le Capital*, etc. », p. 102.

(16) *Cf.* la Préface d'Engels au II[e] livre du *Capital.*

(17) *Cf.* Marx à Engels, les 8 et 18 juillet 1857 ainsi que le 29 novembre 1858. Marx à Lassalle, les 21 juillet 1857 et 22 février 1858.

(18) Tous les sous-titres en petits caractères correspondent donc aux indications fournies par Marx dans les *Références.* Cependant, le sous-titre en petits caractères que nous avons placé entre crochets ne se trouve pas dans les *Références ;* Marx y fait allusion dans l'*Introduction* en notant en marge *a*1. Le titre inséré page 631 (de l'édition allemande) a été imprimé en gros caractères, bien qu'il soit tiré des *Références*, car Marx l'avait mis en évidence au début de la troisième partie de la première section du capital en général. De même, les sous-titres en petits caractères mis entre crochets aux pages 675 et 690 sont empruntés, non pas aux *Références*, mais au texte de la « *Contribution à la critique de l'économie politique* » (1859).

(19) Ce que Marx écrit en 1862 dans les « Théories de la plus-value » à propos de la construction de l'œuvre de Ricardo repose sur les extraits de 1851 et sur le répertoire thématique.

Karl Marx

FONDEMENTS DE LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

(ÉBAUCHE DE 1857-1858)

EN ANNEXE :
TRAVAUX DES ANNÉES 1850-1859

VOLUME PREMIER

INTRODUCTION

CHAPITRE DE L'ARGENT

CHAPITRE DU CAPITAL

Traduit par Roger Dangeville

NOTE DU TRADUCTEUR

Nous publions ici les deux volumes de l'important manuscrit de Karl Marx que nous avons choisi d'intituler « Fondements de la Critique de l'Economie Politique », parce que ce titre s'est déjà affirmé et répandu en France et dans de nombreux pays. Nous renonçons donc à la traduction littérale — « Ebauche » ou « Grandes lignes », etc. — qui serait évidemment plus évocatrice du contenu, aussi bien que de la forme de ce manuscrit inachevé.

En posant ainsi la question du titre, nous sommes amené à soulever celle de la valeur des manuscrits inédits qui représentent une part importante des travaux et des recherches de Marx. (On sait que les livres II, III et IV du « Capital » n'ont pas été publiés par leur auteur, mais qu'ils ont été préparés par Engels et Kautsky à partir de manuscrits). En général, les conditions de travail de Marx et le caractère révolutionnaire de son œuvre l'empêchaient de parfaire en toute tranquillité ses écrits et de les publier comme il l'entendait. Nous estimons qu'il n'y a donc pas de différence fondamentale *entre ses œuvres inédites et publiées, les unes complétant les autres* (cf. *par exemple notre note n° 140). Un lecteur averti saura apprécier leurs qualités respectives. Ainsi, il est évident qu'un ouvrage préparé entièrement par Marx est plus harmonieux et plus élaboré, le contenu, le style et la présentation formant un tout plus « artistique »; mais ne dit-il pas lui-même qu'il donne une « forme scientifique » (au « Capital ») pour déjouer la censure? En revanche, dans ses manuscrits, nous suivons mieux la progression de sa recherche et donc le développement historique des catégories qu'il analyse, comme il le dit à propos du manuscrit que nous présentons ici.*

*La valeur respective des travaux littéraires ne s'explique que si l'on se reporte à l'intention de Marx, homme politique : chacun de ses ouvrages apparaît alors comme l'élément d'un tout, une contribution à la transformation révolutionnaire de la société. La théorie est de la sorte pratique, et elle participe aux contingences de cette dernière sans perdre pour autant sa pleine validité. Ce lien entre la théorie et la pratique peut être éclairé par la définition que donne Littré des étapes d'une œuvre picturale : contrairement à l'*esquisse *qui est séparée du tableau dont elle est comme le plan, l'ébauche reste et se fait sur le tableau lui-même, — elle en est le* commencement.

*
**

*Etant donné que les « Grundrisse » ont été préparés avec grand soin et s'inscrivent dans la ligne de la M.E.G.A. *, édition scientifique et critique des œuvres complètes de Marx et d'Engels, nous avons tenu à rester le plus fidèle possible à l'édition originale allemande. Nous avons même conservé la Préface de l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou (1939) : si elle est un peu lourde, elle n'en n'est pas moins intéressante et objective. Comme nous n'avons pas repris son système compliqué des renvois chiffrés, nous avons donné le texte de certaines notes dans le corps de la Préface et nous avons rejeté les autres notes en fin de Préface.*

Lorsque nous nous sommes écarté de l'original, c'est soit pour des raisons techniques (cf. *notre Notice qui précède les Notes, en fin de volume*), *soit parce qu'une traduction diffère de ce document qu'est une première édition scientifique et critique d'un manuscrit* (*où sont mentionnées toutes les caractéristiques du manuscrit, etc.*). *Les notes, sauf indication particulière, sont celles de l'édition originale.*

Ce dernier point nous amène à dire quelques mots de la traduction. Comme nous l'avons signalé, les

---

(*) Karl Marx-Friedrich Engels, « Historisch-kritische Gesamtausgabe. Werke. Schriften. Briefe ». Im Auftrage des Marx-Engels-Institut. Moskau. Herausgegeben von D. Riazanov. Marx-Engels-Archiv Verlagsgesellschaft m.b.H. Frankfurt a. M.

Le plan de publication prévu était le suivant : 1re Section : tous les ouvrages et écrits à l'exception du « Capital » ; 2e Section : « Le Capital » et les travaux préparatoires (où entrent les « Grundrisse ») ; 3e Section : la correspondance ; 4e Section : Index général.

« Grundrisse » représentent une sorte de brouillon non achevé (bien que la pensée soit élaborée). Nous avons donc dû faire un effort particulier pour sa rédaction en français : rendre un brouillon par un autre brouillon aurait été mutiler l'original. Cependant, nous n'avons pu — ni voulu — en faire une œuvre littéraire : nous nous sommes efforcé de rendre le texte lisible en restant fidèle à l'auteur. Pour la traduction des termes techniques d'économie politique, nous nous sommes aidé d'un petit dictionnaire que nous avons confectionné à partir de l'auteur lui-même. En effet, Marx a souvent traduit des économistes (cf. ses citations d'auteurs français, anglais, italiens, etc. dans ses œuvres publiées, et notamment le 4e livre du « Capital », ou dans ses cahiers de lecture ou d'extraits); en outre, il a traduit, fait traduire par Engels ou révisé la traduction des diverses œuvres qu'il a rédigées en allemand (« Capital » par ex.), en français (« Misère de la Philosophie ») ou en anglais (« Salaire, prix et profit »).

Ainsi, par exemple, l'allemand Depreziation (*dépréciation*) *a pour contraire* Appreziation, *alors que le français* appréciation *ne traduit pas ce mot. Le plus souvent, les traducteurs ont rendu l'expression « Appreziation des Wertes » par « surestimation de la valeur », ce qui introduit l'idée d'un jugement subjectif, alors que Marx a en vue un procès tout à fait objectif : étant donné que l'or et l'argent représentent, en tant que monnaie, le temps de travail* moyen (*général et social*), *mais qu'à titre de marchandises particulières* (*métal*), *ils contiennent un temps de travail* particulier (*effectué dans les conditions actuelles du développement local des forces productives*), *il peut surgir une contradiction entre leurs valeurs respectives* normales (*c'est-à-dire sur la même base de l'étalon-heure de travail*) *: la valeur réelle de l'or peut descendre au-dessous de sa valeur nominale, et vice versa. Il ne s'agit pas dès lors de surestimation, les deux étant à leur valeur exacte ou nécessaire, selon l'expression de Marx.*

Dans « Misère de la Philosophie », qu'il a écrit en français, Marx utilise l'expression surhaussement de valeur, *terme que nous avons donc repris et qui nous semble plus objectif. Littré lui-même cite l'exemple : « Attendu le surhaussement des espèces et la cherté des denrées, il reçoit deux tiers de moins que les soldats de Henri IV. »*

FONDEMENTS DE LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

(ÉBAUCHE DE 1857-1858)

EN ANNEXE :
TRAVAUX DES ANNÉES 1850-1859

INTRODUCTION

SOMMAIRE

A. Introduction

1° *La production en général* * 11

2° *Rapport général entre production, distribution, échange et consommation* 17

3° *La méthode de l'économie politique* 29

4° *Moyens (forces) de production et rapports de production. Rapports de production et de circulation, etc.* 39

L'Introduction se trouve dans un cahier marqué d'un M. Elle fut commencée le 23 août 1857, et Marx cessa d'y travailler à la mi-septembre.

(*) Ce sommaire a été rédigé pour mémoire : les titres et sous-titres du texte diffèrent quelque peu de ceux du sommaire. (*N.d.T.*)

INTRODUCTION

PRODUCTION, CONSOMMATION, DISTRIBUTION, ÉCHANGE (CIRCULATION).

I. — LA PRODUCTION

Individus autonomes - Idées du XVIII^e siècle

a) Examinons d'abord la *production matérielle.* De toute évidence, il y a au départ des individus produisant en société, et par conséquent une production socialement déterminée. Cependant le chasseur et le pêcheur isolés et dispersés, dont parlent Smith et Ricardo (1), relèvent simplement de l'imagination. De même, n'en déplaise aux historiens de la civilisation, les robinsonnades chères au XVIII^e^ siècle n'expriment en aucune manière une réaction contre un raffinement excessif ou un retour à un état naturel mal interprété jusque-là. Même le « Contrat Social » (2) de Rousseau qui, au moyen d'un pacte, établit des rapports et des obligations entre des individus naturellement indépendants, ne repose pas sur un tel naturalisme qui, dans les petites et grandes robinsonnades, n'est qu'apparence purement esthétique. En fait, il s'agit d'anticipations de la « Société bourgeoise » (2*a*), conçue dès le XVI^e^ siècle et progressant à pas de géant vers sa maturité au cours du XVIII^e^ siècle. Dans cette société où règne la libre concurrence, l'individu semble affranchi des liens naturels et autres qui, aux époques historiques précédentes, le maintenaient au sein d'un conglomérat humain précis et bien délimité. Cet individu du XVIII^e^ siècle est le produit, d'une part, de la dissolution des formes sociales du féodalisme et, d'autre part, des forces productives nouvelles, surgies depuis le XVI^e^ siècle. Aux prophètes du XVIII^e^ siècle, dont Smith et Ricardo assument encore

toutes les idées, il apparaît comme un idéal qui aurait existé dans le passé. Il n'est pas pour eux le résultat de l'histoire, mais son point de départ. Il n'est pas une création de l'histoire, mais une donnée naturelle, conforme à l'idée qu'ils se font de la nature humaine. Cette mystification a été le fait jusqu'ici de toutes les époques nouvelles. Steuart qui s'oppose, à maints égards, au XVIII^e siècle et, en tant qu'aristocrate, se tient davantage sur le terrain historique, a évité cet enfantillage.

Plus nous remontons dans l'histoire, plus l'individu, et l'individu productif, dépend et fait partie d'un ensemble plus vaste, de la famille d'abord et de manière toute naturelle; puis, de la famille élargie à la tribu; plus tard, des communautés aux structures diverses, nées du heurt et de la fusion des tribus (3). Ce n'est qu'au XVIII^e siècle, dans la « société bourgeoise », que les divers liens sociaux apparaissent à l'individu comme de simples moyens pour atteindre ses buts particuliers, comme une nécessité extérieure. Pourtant, l'époque qui crée cette conception de l'individu isolé est justement celle où les rapports sociaux (devenus généraux à ce niveau) ont atteint leur plus grand développement. Au sens le plus fort, l'homme est un *animal politique* * (Gr.); il n'est pas seulement un animal social, mais encore un animal qui ne peut s'individualiser que dans la société.

Concevoir que le langage puisse se développer sans individus vivant et parlant *ensemble* n'est pas moins absurde que l'idée d'une production réalisée par l'individu isolé, en dehors de la société. (Ce fait exceptionnel peut certes arriver à un civilisé échouant dans quelque contrée sauvage et possédant virtuellement les forces de la société). Il est inutile de nous arrêter plus longtemps sur ce point. Nous n'aurions même pas eu à le soulever, si ce genre de fadaise, qui avait un sens et une raison d'être chez les hommes du XVIII^e siècle, n'avait été réintroduit avec le plus grand sérieux en pleine économie moderne par Bastiat, Carey, Proudhon (4), etc. Proudhon, entre autres, se plaît à faire l'analyse histo-

---

(*) Nous introduisons dans notre édition les abréviations suivantes correspondant aux citations et passages rédigés par Marx dans une autre langue que l'allemand : Angl. (Anglais), Fr. (Français), Lat. (Latin), Gr. (Grec). Quand il s'agit de simples expressions, voire de mots étrangers, nous avons préféré, pour faciliter la lecture du texte, les traduire en français sans autre indication. (*N.d.T.*)

rico-philosophique d'un phénomène économique dont il ignore la genèse historique, en recourant à la mythologie : tout élaborée, l'Idée vient à l'esprit d'Adam ou de Prométhée, après quoi elle est introduite dans le monde, etc. Rien de plus fastidieux ni de plus stérile que les lieux communs d'une imagination chimérique.

Eternisation des rapports historiques de production. — Production et distribution en général. — Propriété.

Lorsque nous parlons de production, il s'agit donc toujours d'une production à un niveau de développement déterminé de la société, d'une production d'individus vivant en société. Il pourrait donc sembler que, pour parler de production, il faille suivre les différentes phases du développement historique, ou annoncer d'emblée que nous parlons de telle ou telle époque historique bien déterminée, par exemple de la production bourgeoise moderne qui représente, au fond, notre sujet.

Mais il se trouve que toutes les époques de production ont certains points et traits communs. Si nous admettons que la *production en général* est une abstraction, il faut reconnaître cependant que c'est une abstraction raisonnée, puisqu'elle souligne et précise effectivement les points communs, et nous épargne donc la répétition. Toutefois, ces caractères généraux ou points communs, dégagés par comparaison s'articulent dans la réalité de manière très diverse et se déploient en faisceaux originaux. Certains points sont de toutes les époques, d'autres sont communs à quelques-unes seulement. Tel point se retrouve à la fois dans l'époque la plus moderne et la plus ancienne. Sinon, aucune production ne serait concevable. Certaines lois régissent à la fois les langues très évoluées et d'autres qui le sont moins, mais si elles se développent, c'est à cause des éléments qui ne sont pas généraux et communs. Il est donc indispensable de bien dégager les caractères communs à toute production, ne serait-ce que pour éviter que l'unité résultant du simple fait de l'identité du sujet — l'humanité — et de l'objet — la nature — ne fasse oublier les différences fondamentales.

Toute la sagesse des économistes modernes qui assurent que les rapports sociaux actuels sont éternels et harmonieux n'est qu'une forme de cet oubli. Il ne peut

y avoir production que s'il y a instrument de production, cet instrument ne serait-il que la main; la production est nécessairement aussi le fruit du travail accumulé dans le passé, ne serait-ce que sous la forme de l'habileté acquise et concentrée dans la main de l'homme primitif du fait de la répétition des gestes. Le capital est, entre autres choses, un instrument de production, et aussi du travail passé, objectivé. Le capital est donc un rapport général et éternel de la nature, à condition, bien sûr, que l'on néglige ce qui est spécifique, à savoir l'élément qui fait de cet « instrument de production » et de ce « travail accumulé » du capital. C'est ainsi que Carey prétend que toute l'histoire des rapports de production a été faussée par de malveillants gouvernements.

De toutes façons, il n'y a ni production en général ni production générale. La production est soit une branche productive *particulière* (par exemple l'agriculture, l'élevage, la manufacture), soit l'ensemble. Cependant, l'économie politique n'est pas la technologie.

Nous analyserons ultérieurement le rapport entre les caractères généraux de la production à un niveau social donné et les formes particulières de la production.

Enfin, la production n'est pas seulement une branche particulière, elle constitue toujours un corps social déterminé, un sujet social, qui agit dans un ensemble plus ou moins vaste, plus ou moins riche, de branches productives. Nous n'avons pas encore à étudier ici le rapport entre l'analyse scientifique et le mouvement de la réalité; la production en général; les branches particulières de la production; la production dans son ensemble.

Il est de bon ton d'aborder l'économie politique avec une introduction générale sur la « Production » (*cf.* par exemple J. St. Mill dans ses « Principes d'Economie Politique »), c'est-à-dire un chapitre qui traite des *conditions générales* de toute production. Cette partie générale étudie — ou est censée étudier : 1° les conditions sans lesquelles il ne peut y avoir de production. En fait, c'est une simple énumération des facteurs essentiels de toute production, et on se contente, comme nous le verrons, d'énoncer quelques notions élémentaires qui, à force d'être rabâchées, deviennent de plates tautologies; 2° les conditions qui favorisent plus ou moins la production, par exemple l'analyse d'Adam Smith (5) sur l'état progressif ou stagnant des sociétés. Pour donner un caractère scientifique à ce qui, chez lui, vaut comme un

aperçu, il faudrait se livrer à des recherches sur les divers *niveaux de productivité* atteints au cours de l'évolution de chacun des peuples.

Cette étude déborde largement le cadre de notre sujet; mais dans la mesure où nous pourrons la faire, nous la placerons dans l'analyse de la concurrence, de l'accumulation, etc. En général, la réponse est la suivante : un peuple industriel est à son apogée productive au moment où il est au point culminant de son histoire. En fait, un peuple est à son apogée industrielle quand, pour lui, l'essentiel n'est pas le profit, mais la poursuite du profit (ce qui explique la supériorité des Yankees sur les Anglais). Ou bien : telles races, telles aptitudes, tels climats, telles conditions naturelles (proximité de la mer, fertilité du sol, etc.) sont plus favorables que d'autres à la production. On aboutit alors à cette tautologie : la richesse se crée d'autant plus facilement qu'on dispose d'un plus grand nombre d'éléments subjectifs et objectifs.

Mais, dans cette partie générale, les économistes ne s'intéressent pas qu'à cela. Ils prétendent en effet (*cf.* Mill) (6) que la production, par opposition à la distribution, etc. est soumise à des lois éternelles de la nature, indépendantes de l'histoire : bonne occasion pour insinuer que les rapports *bourgeois* sont des lois naturelles et indestructibles de la société conçue *in abstracto.* Tel est d'ailleurs le but, plus ou moins conscient, de toute la manœuvre. Dans la distribution, en revanche, les hommes pourraient se permettre toutes sortes de fantaisies.

C'est introduire une coupure brutale entre la production et la distribution, et leur rapport réel. Quoi qu'il en soit, une chose est d'emblée évidente : si différente que soit la distribution aux divers niveaux sociaux, il est possible d'en dégager des caractères communs comme nous le faisons pour la production. Certains s'efforceront ensuite d'effacer ou de confondre toutes les différences historiques en formulant des lois de l'*homme en général.*

Par exemple, l'esclave, le serf, l'ouvrier salarié reçoivent tous une quantité de nourriture qui leur permet de subsister en tant qu'esclave, serf et ouvrier salarié. Qu'ils vivent du tribut, de l'impôt, de la rente foncière, de l'aumône ou de la dîme, le conquérant, le fonctionnaire, le propriétaire foncier, le moine ou le curé, reçoivent eux aussi une portion de la production sociale, mais

elle est déterminée suivant d'autres lois que celles qui s'appliquent à l'esclave, au serf et au salarié.

Les deux principaux points que tous les économistes rangent dans cette rubrique sont : 1° la propriété; 2° la sauvegarde de celle-ci par la justice, la police, etc.

Voici ce que nous répondrons brièvement :

au point 1° : Toute production est appropriation de la nature par l'individu au sein d'une forme sociale déterminée et par le truchement de celle-ci. En ce sens, affirmer que la propriété (appropriation) est une condition de la production est une tautologie. Il serait ridicule d'en faire un point de départ pour passer d'un bond à une forme déterminée de la propriété, par exemple la propriété privée (d'autant que celle-ci implique, comme condition, une forme antagonique : la *non-propriété*). L'histoire nous montre plutôt que la propriété collective (par exemple, chez les Indiens, les Slaves, les anciens Celtes) représente la forme primitive et qu'elle a joué longtemps un rôle important dans les communes. Quant à savoir si la richesse se développe mieux sous telle forme de la propriété, ou telle autre, la question ne se pose même pas à ce niveau. Mais c'est pure tautologie de dire qu'il ne saurait être question de production, et par conséquent de société, là où n'existe aucune forme de propriété. Une appropriation qui ne s'approprie rien est une *contradictio in subjecto;*

au point 2° sur la sauvegarde de la propriété acquise, etc. : Si l'on réduit cette trivialité à son contenu réel, elle nous en apprend plus que n'en savent ceux qui les prêchent, à savoir que toute forme de production crée ses propres rapports juridiques, son propre type de gouvernement, etc. Il faut être bien grossier et confus pour voir des rapports fortuits dans ce qui forme un tout organique et pour ne considérer que les reflets dans les rapports. Ce que les économistes ne perdent pas de vue, c'est que la production est plus facile sous la police moderne que sous le règne de la « loi du plus fort » par exemple. Ils oublient seulement que la « loi du plus fort » (*Faustrecht germanique*) fut, elle aussi, un droit, et qu'elle survit sous une autre forme dans leur « Etat Juridique ».

Lorsque les conditions sociales correspondant à une forme déterminée de la production sont en gestation ou à leur déclin, il est naturel que, dans la production,

surviennent des troubles, dont l'intensité et les effets sont variables.

En résumé : tous les niveaux de la production ont certains points communs que la pensée retient comme généraux; mais les *conditions* dites *générales* de toute production sont des éléments abstraits qui ne permettent pas de saisir tel stade historique réel de la production.

II. — RAPPORT GÉNÉRAL DE LA PRODUCTION A LA DISTRIBUTION, L'ÉCHANGE ET LA CONSOMMATION

Avant de poursuivre l'analyse de la production, il est nécessaire d'examiner les différentes rubriques dont l'accompagnent les économistes.

Voilà l'idée toute banale : dans la production, les membres de la société adaptent (produisent, façonnent) les produits de la nature en fonction des besoins humains; la distribution détermine la proportion où l'individu participe à ces produits; l'échange lui fournit les produits qu'il veut obtenir contre la quote-part touchée dans la distribution; enfin, dans la consommation, les produits deviennent objets de jouissance et d'appropriation individuelles.

La production crée les objets correspondant aux besoins; la distribution les répartit selon les lois sociales; l'échange effectue une nouvelle répartition selon les besoins individuels; enfin, dans la consommation, le produit abandonne la sphère sociale pour devenir directement objet et serviteur du besoin de l'individu. La production apparaît ainsi comme le point de départ, la consommation comme le point final, la distribution et l'échange comme le moyen terme qui se dédouble : la distribution ayant sa source dans la société, et l'échange dans les individus.

Dans la production, l'homme s'objective, et dans l'homme * le produit se subjective; dans la distribution,

(*) Dans le texte établi par Kautsky : *dans la consommation.* (*N.d.T.*)

la société, au moyen de règles générales et impératives, assure la liaison entre la production et la consommation; dans l'échange, cette liaison s'opère en fonction de la qualité fortuite de l'individu.

La distribution fixe la proportion (quantité) des produits que reçoivent les individus; l'échange détermine la production, et l'individu réclame à celle-ci la part que lui attribue la distribution. [Pour les économistes] *, production, distribution, échange, consommation forment un véritable syllogisme : la production c'est la majeure, la distribution et l'échange la mineure, la consommation, la conclusion qui boucle le tout (6*a*). C'est évidemment un raisonnement, mais il est plat. La production obéit à des lois générales de la nature; la distribution au hasard social qui peut stimuler plus ou moins la production; l'échange se situe entre les deux comme mouvement qui n'a de social que sa forme; l'acte final de la consommation, qui est conçu non seulement comme aboutissement, mais comme but final, se situe en dehors de l'économie (sauf qu'il réagit sur le point de départ pour amorcer un nouveau cycle) (7).

Les adversaires des économistes — professionnels ou non — leur reprochent de briser d'une façon barbare ce qui constitue un tout. Mais voilà, ils se placent ou bien sur le même terrain qu'eux, ou bien en dessous d'eux. En effet, rien n'est plus courant que de reprocher aux économistes de considérer la production exclusivement comme une fin en soi, en alléguant que la distribution est tout aussi importante. Ce reproche se fonde sur la conception même des économistes, à savoir que la distribution existe à côté de la production, comme sphère autonome et indépendante. Par ailleurs, on leur reproche de ne pas saisir les différents éléments dans leur unité. Mais cette dissociation n'est-elle pas passée de la réalité dans les livres, plutôt que des livres dans la réalité? N'est-ce pas plutôt une conception ** des rapports réels qu'un équilibre dialectique des concepts?

(*) Cette précision est donnée par Kautsky. (*N.d.T.*)

(**) Dans le texte établi par Kautsky : dissociation. (*N.d.T.*)

CONSOMMATION ET PRODUCTION

a_1) La production est directement consommation, aussi bien sur le plan subjectif que sur le plan objectif. D'une part, en produisant, l'individu développe ses facultés et les dépense; il consomme donc dans l'acte productif, tout comme la nature procrée en consommant des forces vitales. D'autre part, il y consomme les moyens de production qu'il utilise; ils s'usent et se dissolvent en partie (comme dans la combustion) au sein des éléments de l'univers. De même, les matières premières perdent leur forme et leur constitution naturelles, et sont consommées.

A tous les stades, le procès de production est donc aussi un acte de consommation. Du reste, les économistes l'admettent volontiers. Ils appellent *consommation productive* la production qui correspond directement à la consommation, et inversement. Cette identité de la production et de la consommation aboutit à la formule de Spinoza: *determinatio est negatio* (8).

Mais ils n'établissent cette définition que pour dissocier la consommation correspondant à la production et la consommation proprement dite qu'ils conçoivent comme négation et destruction de la production.

Considérons donc la consommation proprement dite. La consommation est directement aussi production. Ainsi, dans la nature, la consommation des éléments et des substances chimiques est production de la plante. De même, dans l'alimentation qui n'est qu'une forme particulière de la consommation, l'homme produit son propre corps. Cela est vrai de toute espèce de consommation qui, d'une manière ou d'une autre, produit l'homme : c'est la production consommatrice.

Mais, rétorquent les économistes, cette production équivalant à la consommation appartient à une seconde catégorie, car elle implique la destruction du produit. Dans la première, le producteur s'objective; dans la seconde, l'objet, créé par lui, se personnifie. Cette production consommatrice serait donc *fondamentalement* différente de la production proprement dite, bien qu'elle unisse directement la production et la consommation. Néanmoins, cette unité qui relie la production à la consommation et la consommation à la production, laisserait subsister leur dualité foncière.

En fait, la production est directement consommation, et la consommation directement production, chacune

étant immédiatement son contraire. Ainsi donc, il s'opère entre elles un mouvement médiateur : la production est l'intermédiaire de la consommation en créant son objet et en le lui assignant, mais à son tour la consommation est l'intermédiaire de la production en procurant à ses produits le sujet pour lequel ils deviennent produits. C'est seulement dans la consommation que le produit connaît son dernier accomplissement. Un chemin de fer qu'on n'emprunte pas, n'est ni usé ni consommé : c'est un chemin de fer à titre virtuel, et non réel. Sans production, pas de consommation; mais, sans consommation, pas de production non plus, car la production serait alors inutile.

La consommation crée la production de deux manières :

1° le produit ne devient réellement produit que dans la consommation. Par exemple : un vêtement ne devient véritablement un vêtement que s'il est porté; une maison inhabitée n'est pas réellement une maison. Contrairement à l'objet qui est dans la nature, le produit ne s'affirme comme tel et ne *devient* produit que dans la consommation. En absorbant le produit, la consommation y met la dernière touche; en effet, dans la production, un produit n'est pas seulement une activité objectivée, c'est l'objet d'un sujet actif.

2° La consommation crée le besoin d'une production *nouvelle;* c'est la condition subjective et le mobile intime de la production. La consommation anime la production; elle pose l'objet qui agit comme finalité dans la production. La production fournit, matériellement, l'objet de la consommation, mais il est non moins évident que la consommation pose idéalement l'objet de la production sous forme d'image intérieure, de besoin, de mobile et de but : elle crée les objets de la production sous une forme encore subjective. Sans besoin, nulle production. La consommation reproduit le besoin.

Parallèlement, la production nous montre ceci : *1°* Elle fournit à la consommation sa matière. Dépourvue d'objet, la consommation n'existerait pas. C'est dans ce sens que la production engendre la consommation. *2°* Mais la production ne fournit pas seulement un objet à la consommation, elle lui donne encore son caractère spécifique, son fini; alors que la consommation donne son fini au produit en tant que tel, la production donne son fini à la consommation. En effet, l'objet n'est pas un objet quel-

conque, il est bien précis et doit être consommé d'une façon déterminée, imposée par la production elle-même. La faim est la faim; mais si elle est apaisée avec de la viande préparée et mangée à l'aide d'une fourchette et d'un couteau, elle est différente de celle qui est calmée en avalant de la chair crue, déchirée avec les mains, les ongles et les dents. Ce n'est pas seulement l'objet de la consommation, c'est aussi le mode de consommation que la production crée objectivement et subjectivement. La production crée donc le consommateur.

3° La production ne fournit pas seulement une matière au besoin, mais un besoin à la matière. Quand la consommation se dégage de sa spontanéité et de sa barbarie primitives — et le fait de s'y attarder signifie simplement que la production continue de se maintenir au niveau de la barbarie naturelle —, elle est stimulée par l'objet : le besoin éprouvé est dû à la sensation produite par l'objet. Comme tout autre produit, l'objet d'art crée un public sensible à l'art et susceptible d'apprécier le beau. En ce sens, la production crée non seulement un objet pour le sujet, mais encore un sujet pour l'objet.

Elle produit donc la consommation : a) en lui fournissant sa matière; b) en déterminant le mode de consommation; c) en suscitant chez le consommateur le besoin de produits qu'elle a d'abord créés matériellement. Elle produit par conséquent l'objet, le mode et l'instinct de la consommation. De son côté, la consommation suscite les penchants du producteur en éveillant chez lui un besoin animé d'une finalité.

Il y a trois séries d'identités entre la consommation et la production:

1° *Leur identité est immédiate :* la production est consommation et la consommation production, c'est-à-dire production consommatrice, et consommation productive. Les économistes les appellent toutes deux consommation productive, mais ils font encore une distinction. Ils considèrent la première comme reproduction, et la seconde comme consommation productive. Toutes les recherches sur la première ont pour objet le travail productif ou improductif; sur la seconde, la consommation productive ou non productive.

2° Chacune sert à l'autre de moyen et de médiation. Si l'on peut dire qu'elles sont toutes deux indépendantes, il existe néanmoins entre elles un mouvement de réciprocité qui les fait apparaître comme indispensables

l'une à l'autre bien que chacune reste extérieure à l'autre. La production fournit à la consommation sa matière et son objet extérieur, tandis que la consommation crée le besoin qui est l'objet interne et le but de la production. Sans production, pas de consommation; sans consommation, pas de production. Ce point est amplement développé par l'économie politique.

3° La production n'est pas seulement consommation directe, ni la consommation production directe. La production n'est pas un simple moyen pour la consommation, ni la consommation un simple but pour la production, du fait que l'une fournit à l'autre son objet: la production l'objet tangible, et la consommation l'objet idéal. Non seulement l'une est directement l'autre, et chacune est la médiatrice de l'autre; mais chacune en se réalisant, produit l'autre, se crée sous la forme de l'autre.

La consommation parachève l'acte de la production en réalisant le produit, en le dissolvant et en absorbant sa forme autonome et matérielle. L'habileté développée par le premier acte de la production devient une acquisition en se répétant. La consommation est ainsi l'acte final par lequel non seulement le produit devient vraiment produit, mais encore le producteur vraiment producteur.

En outre, la production engendre la consommation en créant un mode déterminé de consommation et en faisant naître l'appétit en même temps que la capacité de la consommation sous la forme du besoin. L'économie politique évoque essentiellement l'identité citée au point 3, lorsqu'elle traite du rapport entre l'offre et la demande, entre les objets et les besoins, entre les besoins créés par la société et les besoins naturels.

Rien n'est donc plus facile pour un hégélien que d'identifier la production à la consommation. C'est à quoi se sont livrés non seulement de beaux penseurs socialistes, mais encore de prosaïques économistes (par exemple Say) en propageant cette formule : au niveau d'un peuple, ou à celui de l'humanité *in abstracto*, production égale consommation. Storch (9) a relevé l'erreur de Say en faisant remarquer qu'un peuple, par exemple, ne consomme pas simplement son produit, mais crée aussi des moyens de production, du capital fixe, etc.

En outre, il est faux de considérer la société comme un sujet unique, car c'est une notion spéculative. Chez

un même sujet, production et consommation apparaissent comme les éléments d'un seul acte. Il importe de souligner que si l'on considère la production et la consommation comme activités d'un sujet ou d'un grand nombre d'individus *, elles constituent les éléments d'un procès dans lequel la production est le véritable point de départ, et donc le facteur prépondérant. En tant que nécessité et besoin, la consommation est elle-même un élément constitutif de l'activité productive. Cette dernière est le point de départ de la réalisation, et donc aussi son élément prépondérant; c'est l'acte où tout le procès vient se renouveler. L'individu produit un objet; en le consommant, il revient certes à son point de départ, mais il le fait en tant qu'individu qui produit et se reproduit. C'est ainsi que la consommation représente un élément de la production.

Mais, dans notre société, c'est un rapport contingent qui relie le producteur au produit; lorsque le produit est achevé, son retour au sujet dépendra de ses rapports avec les autres individus, car il ne peut pas se l'approprier directement. D'ailleurs, lorsqu'il produit en société, il n'a pas pour but l'appropriation directe du produit. Entre le producteur et les produits, c'est-à-dire entre la production et la consommation, se place la *distribution* qui fixe par des lois sociales la part revenant à chacun dans la masse des produits.

Faut-il pour autant admettre que la distribution forme une sphère autonome, à côté et en dehors de la production?

Distribution et production

b_1) En consultant les manuels courants d'économie politique, on est frappé par le fait que tout y est préprofit, tandis que la terre, le travail et le capital figurent la rente foncière, le travail salarié, l'intérêt et le profit tandis que la terre, le travail et le capital figurent comme agents dans la production. Il est évident que le capital est posé dès l'abord sous deux formes : d'une part, comme agent de la production, et d'autre part comme source de revenus, c'est-à-dire comme un élément déterminant de la distribution.

(*) Dans le texte établi par Kautsky : *d'individus isolés.* (*N.d.T.*)

L'intérêt et le profit figurent, eux aussi, dans la production puisque le capital s'accroît en revêtant ces formes, ce sont donc des éléments de sa production; en tant que formes de la distribution, ils supposent le capital comme agent de la production. Ils sont à la fois des modes de distribution fondés sur le capital et des modes de reproduction du capital.

De même, le salaire c'est le travail salarié que l'on considère aussi sous une autre rubrique; le rôle que le travail joue dans la production se retrouve donc dans la distribution. Si le travail n'était pas défini comme salarié, il ne recevrait pas sa part de produits à titre de salaire, comme c'est le cas dans l'esclavage. Enfin, si nous considérons tout de suite la rente foncière qui est la forme la plus développée sous laquelle la propriété foncière participe à la distribution des produits, on voit qu'elle suppose, comme agent de la production, la grande propriété foncière (ou mieux, la grande agriculture), et non la terre en général; de même, le salaire ne correspond pas à n'importe quel travail.

En fait, les rapports et modes de distribution sont tout bonnement l'envers des agents de la production : l'individu qui contribue à la production par son travail salarié participe sous le mode du salaire à la distribution des produits créés dans la production. La structure de la distribution est entièrement déterminée par celle de la production. La distribution est créée par la production aussi bien en ce qui concerne son objet (car on ne peut distribuer que ce qui résulte de la production) que sa forme (car le mode de participation à la production détermine la forme spécifique de la distribution, autrement dit la forme sous laquelle on participe à la distribution). Il est donc tout à fait vain de ranger la terre dans la production, et la rente foncière dans la distribution, etc.

On reproche essentiellement à des économistes tels que Ricardo (10) de n'avoir en vue que la production et de considérer la distribution comme le seul objet de l'économie. En fait, ils sentaient instinctivement que les formes de la distribution définissaient le mieux les agents de la production au sein d'une société donnée.

Aux yeux de l'individu, la distribution apparaît tout naturellement comme une loi sociale qui fixe sa position au sein de la production, c'est-à-dire le cadre dans lequel il produit : elle précède donc la production. L'in-

dividu n'a ni capital ni propriété foncière de par sa naissance : en venant au monde, il est voué au travail salarié par la distribution sociale. En réalité, cela tient à ce que le capital et la rente foncière sont des facteurs indépendants au sein de la production.

Même à l'échelle de toute une société, il peut sembler que la distribution précède à certains égards la production, voire la détermine, bref qu'elle soit un fait pré-économique. Un peuple conquérant partage la terre entre les conquérants; il impose ainsi une certaine distribution et une forme donnée de la propriété foncière : il déterminerait de la sorte la production; il peut aussi réduire les vaincus en esclavage et faire du travail esclavagiste la base de la production. Par ailleurs, il arrive qu'un peuple révolutionnaire brise la grande propriété et la réduise en parcelles, attribuant par cette nouvelle distribution un caractère nouveau à la production. Enfin, la législation peut perpétuer la propriété foncière entre les mains de certaines familles, tout comme elle peut faire du travail un privilège héréditaire en lui imprimant la rigidité du système des castes. Dans tous ces exemples tirés de l'histoire, la structure de la distribution ne semble pas déterminée par la production, bien au contraire.

Dans l'acception la plus banale, la distribution est répartition des produits; définie de la sorte, elle est la plus éloignée de la production et en est pour ainsi dire indépendante. Mais, avant d'être distribution des produits, elle est : 1° distribution des instruments de la production, et 2°, ce qui est le prolongement du rapport précédent, distribution des membres de la société entre les diverses branches de production, autrement dit soumission des individus à des rapports de production déterminés. La distribution des produits résulte évidemment de la distribution existant au sein du procès de production lui-même et déterminant la structure de la production. Si l'on ne tenait pas compte de cette dernière distribution, on ferait de la production une abstraction creuse.

La distribution des produits est donc donnée directement par cette distribution qui, de par son origine, est un élément de la production. Soucieux surtout de saisir la production moderne dans sa structure sociale bien déterminée, Ricardo est par excellence l'économiste de la production; or, c'est précisément pour cette rai-

son qu'il affirme que le véritable thème de l'économie moderne n'est pas la production, mais la distribution. C'est ce qui montre, une fois de plus, l'ineptie des économistes qui analysent la production comme une vérité éternelle en reléguant l'histoire dans le domaine de la distribution.

Le rapport entre cette distribution et la production qu'elle détermine se situe manifestement, lui aussi, au sein de la production. Puisque la production part nécessairement d'une certaine distribution des moyens de production, on pourrait prétendre qu'à cet égard au moins la distribution précède la production et en est la condition préalable. La réponse à cette objection, c'est que la production a certes ses conditions et prémisses propres, mais ce sont tout bonnement ses éléments constitutifs. A l'origine, elle peuvent sembler issues de la nature, mais le procès même de la production les transforme en données historiques : si, pour une période, elles apparaissent comme des conditions naturelles, elles sont pour la suivante le résultat historique de la précédente. Au reste, elles se transforment constamment au sein de la production. C'est ainsi que le machinisme modifie et la distribution des instruments de production et celle des produits. La grande propriété foncière moderne est le résultat du commerce et de l'industrie moderne tout autant que de l'application de cette dernière à l'agriculture.

En dernière analyse, les questions soulevées ci-dessus se ramènent toutes à celle-ci : quel est l'effet des conditions historiques sur la production, et quel est le rapport de cette dernière avec l'évolution historique? Tout cela relève manifestement de la discussion et de l'analyse de la production elle-même. Cependant, sous la forme triviale où elles ont été soulevées ci-dessus, on peut les régler assez vite. Pour ce qui est des conquêtes, il y a trois possibilités. Le peuple conquérant impose au peuple vaincu son propre mode de production (ce que les Anglais font de nos jours en Irlande, et à un degré moindre en Inde); ou bien il laisse subsister l'ancien mode de production et se contente de prélever un tribut (à la manière des Turcs et des Romains); ou enfin il y a une interaction qui donne naissance à une forme nouvelle, une synthèse (ce qu'ont réalisé les conquêtes germaniques dans certains pays). Dans tous les cas, ce qui est déterminant pour la nouvelle forme de distribution,

c'est le mode de production, que ce soit celui du peuple conquérant, du peuple soumis ou celui qui résulte de la combinaison des deux. Bien que la distribution apparaisse comme la condition préalable de l'ère productive nouvelle, elle est donc le fruit de la production, non seulement de la production historique en général, mais d'une production historique bien déterminée.

En dévastant la Russie, les Mongols, par exemple, opéraient en fonction de leur production — l'élevage du bétail — qui exigeait de vastes espaces inhabités. La production traditionnelle des barbares germains, qui vivaient isolément à la campagne, était l'agriculture exercée par les serfs; ils purent d'autant plus facilement soumettre les provinces romaines à leurs conditions que la concentration de la propriété foncière y avait déjà ruiné irrémédiablement les rapports agraires archaïques.

On a dit souvent, et à tort, qu'à certaines périodes on ne vivait que de pillage. Mais encore faut-il avoir quelque chose à piller, c'est-à-dire une production. Au demeurant, le mode de pillage lui-même est déterminé par le mode de production. Une nation qui pratique la spéculation en bourse ne se pille pas comme une nation de vachers (10*a*).

C'est dans la personne même de l'esclave qu'on ravit l'instrument de production. Mais il faut que la structure productive du pays qui profite du rapt admette le travail esclavagiste, ou (comme en Amérique du Sud (11), etc.) il faut créer un mode de production approprié à l'esclavage.

Des lois peuvent perpétuer dans certaines familles la propriété d'un instrument de production, mettons la terre. Mais elles ne prennent de signification économique que si la grande propriété foncière est en harmonie avec la production sociale, comme c'est le cas en Angleterre. En France, on pratiquait déjà la petite agriculture malgré la grande propriété foncière : aussi cette dernière fut-elle morcelée par la Révolution. Mais les lois peuvent-elles perpétuer le parcellement des terres? Il nous faut donc examiner l'influence qu'exercent les lois sur le maintien des rapports de distribution, et par suite leur effet sur la production.

c_1) ÉCHANGE ET CIRCULATION

Echange et production

La circulation proprement dite, ce n'est qu'un moment déterminé de l'échange, ou bien c'est l'échange considéré dans son ensemble.

L'*échange* n'est manifestement qu'un facteur de la production lorsqu'il sert d'intermédiaire à la production et à la distribution (elle aussi déterminée par la production) d'une part, et à la consommation d'autre part, cette dernière étant tout autant un élément de la production.

1° Il est évident que l'échange d'activités et d'aptitudes au sein de la production, relève directement d'elle et en constitue un facteur essentiel. 2° Il en va de même de l'échange des produits qui permet de réaliser le produit achevé, destiné à la consommation directe. A cet égard, l'échange est inclus dans la production. 3° Ce qu'on appelle l'*exchange* entre *dealers* (12), l'échange entre marchands, est, de par son organisation et de par l'activité productive qu'elle représente, entièrement déterminé par la production. C'est seulement au dernier stade, lorsque le produit s'échange pour être directement consommé, que l'échange semble indépendant et extérieur à la production, et pour ainsi dire indifférent à son égard.

Mais remarquons que : 1° il n'y a pas d'échange sans division du travail, naturelle ou produite par l'histoire; 2° l'échange privé implique la production privée; 3° l'intensité de l'échange tout comme son extension et sa structure sont déterminées par le développement et l'organisation de la production. Par exemple : l'échange entre la ville et la campagne; l'échange à la campagne, à la ville, etc. Ainsi donc, la production englobe et détermine directement l'échange sous toutes ses formes.

Nous ne conclurons pas pour autant que la production, la distribution, l'échange et la consommation sont identiques, mais que chacun d'eux est l'élément d'un tout et représente la diversité au sein de l'unité.

Lorsqu'elle a une forme contradictoire, la production déborde aussi bien son propre secteur étroit que les autres éléments de l'ensemble. C'est à partir d'elle que le procès recommence sans cesse. Il est évident que l'échange et la consommation ne sauraient être l'élément prédominant. Il en est de même de la distribution des

produits. La distribution des agents productifs n'est qu'un élément de la production. En conséquence, telle production détermine telle consommation, telle distribution et tel échange ainsi que tous les *rapports déterminés entre ces divers éléments*. Certes, au sens étroit, la production est, elle-même, déterminée par les autres éléments. Ainsi, lorsque s'élargit le marché, c'est-à-dire la sphère des échanges, la production augmente de volume et se diversifie. La production se modifie en même temps que la distribution, lorsque le capital se concentre ou que la répartition des habitants entre ville et campagne se modifie, etc. Enfin, les besoins de la consommation influent sur la production.

Il y a interaction de tous ces facteurs: c'est le cas de tout ensemble organique.

III. — LA MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Lorsqu'on étudie l'économie d'un pays, on examine d'abord sa population : comment elle est divisée en classes et répartie entre ville et campagne; on poursuit par l'hydrographie, les différentes branches de production, l'exportation et l'importation, la production et la consommation annuelles, les prix, etc.

Il peut sembler de bonne méthode de commencer par la base solide qu'est le réel et le concret, bref d'aborder l'économie par la population qui constitue la racine et le sujet de tout le processus social de production. Toutefois, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que c'est une erreur. La population est une abstraction, si je néglige par exemple les classes dont elle se compose. A leur tour, ces classes sont vides de sens si j'ignore les éléments sur lesquels elles reposent, par exemple le travail salarié, le capital, etc. Ces derniers supposent l'échange, la division du travail, les prix, etc.

Si donc je commençais tout simplement par la population, j'aurais une vision chaotique de l'ensemble. Mais si je procédais par une analyse de plus en plus poussée, j'en viendrais à des notions de plus en plus simples : en partant du concret dont j'aurais la perception, je

passerais à des abstractions de plus en plus minces pour aboutir aux catégories les plus simples. A ce point, il faudrait refaire le voyage en sens inverse pour arriver de nouveau, enfin, à la population. Mais, cette fois, je n'aurais pas une idée chaotique du tout, mais un riche ensemble de déterminations et de rapports complexes.

Historiquement, telle est la première démarche de l'économie politique à sa naissance. Les économistes du XVII[e] siècle, par exemple, commencent toujours par un ensemble vivant, mettons la population, la nation, l'Etat, plusieurs Etats, etc. Mais ils finissent toujours par découvrir, au moyen de l'analyse, un certain nombre de rapports généraux abstraits qui sont déterminants, tels la division du travail, l'argent, la valeur, etc. Dès que ces catégories ont été plus ou moins élaborées et abstraites, ils échafaudent les systèmes économiques qui, à partir de notions simples — tels le travail, la division du travail, le besoin, la valeur d'échange —, s'élèvent jusqu'à l'Etat, l'échange entre les nations et le marché mondial. C'est manifestement la méthode scientifique correcte.

Le concret est concret, parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité. Pour la pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, et non un point de départ. A nos yeux il est le point de départ de la réalité, et donc aussi de l'intuition et de la représentation. Dans le premier cas, la pleine conception se dilue en notions abstraites; dans le second, les notions abstraites permettent de reproduire le concret par la voie de la pensée. Hegel a sombré dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui se concentre sur elle-même, s'approfondit et se meut d'elle-même, alors que la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est, pour la pensée, la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme du concret pensé. Mais ce n'est, en aucune manière, le procès de genèse du concret lui-même. En effet, la catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose une population, et celle-ci produit dans des conditions déterminées; elle suppose en outre un certain type de famille, de commune ou d'Etat, etc. Elle ne peut exister que sous forme d'un rapport unilatéral et abstrait au sein d'un ensemble concret, vivant et déjà donné.

Cependant, comme catégorie, la valeur d'échange a une existence antédiluvienne.

La conscience philosophique est ainsi faite que la pensée conceptive c'est pour elle l'homme réel; le réel devient ainsi le monde conçu : le mouvement des catégories apparaît donc à cette conscience comme un véritable acte de production qui reçoit une simple impulsion de l'extérieur, — et elle trouve que c'est bien dommage. C'est ainsi que le mouvement des catégories a pour résultat le monde. C'est juste, mais c'est une simple tautologie, - dans la mesure où la totalité concrète, puisqu'elle est totalité pensée ou représentation intellectuelle du concret, est le produit de la pensée et de la représentation. Mais elle n'est nullement le produit du concept qui s'engendrerait lui-même, qui penserait en dehors et au-dessus de la perception et de la représentation : elle est le produit de l'élaboration des concepts à partir de la perception et de l'intuition. Ainsi, la totalité, qui se manifeste dans l'esprit comme un tout pensé, est un produit du cerveau pensant qui s'approprie le monde de la seule façon possible. L'appropriation pratique et intellectuelle du monde par l'art et la religion est toute différente.

Tant que l'esprit a une activité purement spéculative et théorique, le sujet réel subsiste de manière autonome, en dehors de l'esprit. C'est pourquoi, dans la méthode théorique aussi, il faut que le sujet — la société — agisse constamment sur l'esprit en tant que donnée préalable.

Mais ces catégories simples n'ont-elles pas une existence indépendante, historique ou naturelle, antérieure aux catégories plus concrètes? *Ça dépend* (Fr). Hegel, par exemple, a raison de commencer la philosophie du droit par la possession, le plus simple des rapports juridiques du sujet. En effet, il n'existe pas de propriété avant la famille ou les rapports de domination et de servitude, qui sont des rapports bien plus concrets. Il faudrait ajouter cependant qu'il existe des familles et des communautés tribales qui ne connaissent que la *possession*, et non la *propriété*. En ce qui concerne la propriété, la catégorie la plus simple est donc le rapport de simples communautés familiales ou tribales. Dans une société plus avancée, elle apparaîtra comme le rapport le plus simple d'une organisation développée. Mais on présuppose toujours le sujet concret dont le rapport

est la possession. On peut s'imaginer un sauvage isolé qui possède, mais il n'y a pas alors de rapport juridique. Il n'est pas vrai historiquement que la possession évolue vers la famille; elle suppose toujours, au contraire, « cette catégorie juridique plus concrète » (13*a*).

Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins vrai que les catégories simples expriment des rapports dans lesquels le faible développement du concret n'a pu produire encore un rapport plus complexe exprimé intellectuellement par la catégorie la plus concrète; ces catégories pourront subsister comme rapports subordonnés lorsque le concret sera plus développé. L'argent peut exister historiquement, et il a effectivement existé avant le capital, les banques, le travail salarié, etc. On peut donc dire à cet égard que la catégorie la plus simple peut exprimer aussi bien les rapports essentiels d'un ensemble encore peu développé que les rapports secondaires d'un ensemble très développé, ces rapports existant déjà historiquement avant que l'ensemble ne se soit développé au niveau de la catégorie la plus concrète. La démarche de la pensée abstraite, qui s'élève du simple au complexe, reflète ainsi le processus historique réel.

Au demeurant, il existe des sociétés dont les formes sont très développées, mais dont l'avancement historique est faible; on y trouve les catégories les plus évoluées de l'économie, telles la coopération, la division du travail développée, etc. mais pas la moindre trace de la monnaie : tel est le cas du Pérou (14). De même, dans les communes slaves, l'argent, et l'échange qui le conditionne, ne se manifestent pas, ou guère, au sein de chaque commune particulière; ils n'apparaissent qu'à leurs frontières dans le commerce avec d'autres communes. D'ailleurs, il est faux de placer l'échange au centre de la communauté, comme s'il en était l'élément constitutif et primitif. A l'origine, l'échange s'effectue d'une commune à l'autre plutôt que d'un individu à l'autre.

En outre, bien que l'argent joue très tôt un rôle étendu, il n'est un élément prépondérant dans l'Antiquité que chez certaines nations spécialisées dans le commerce. Même dans l'Antiquité la plus évoluée, chez les Grecs et les Romains, l'argent n'atteint son plein développement — prémisse de la société bourgeoise — qu'au cours de la période de dissolution. Ainsi donc, cette catégorie toute simple n'a toute son intensité qu'au stade le plus développé de la société, bien qu'historique-

ment elle existe longtemps auparavant sans imprégner tous les rapports économiques : à l'apogée de l'Empire romain, l'impôt et les prestations en nature restaient de règle. L'argent ne s'est développé complètement que dans l'armée (14*a*); il n'a pourtant jamais dominé l'ensemble du travail. Ainsi, bien qu'historiquement la catégorie la plus simple puisse avoir existé avant la catégorie la plus concrète, elle peut appartenir dans son complet développement, intensif et extensif, à une forme de société complexe, alors que la catégorie était plus développée dans une forme de société moins évoluée.

Le *travail* est, semble-t-il, une catégorie toute simple, et l'idée du travail en général — travail tout court — est vieille comme le monde. Conçu sous l'angle économique, dans toute sa simplicité, le « travail » est cependant une catégorie aussi moderne que les rapports qui engendrent cette abstraction pure et simple. Le système monétaire, par exemple, voyait, d'une manière tout à fait matérielle, la richesse dans l'argent, comme une chose tout extérieure. Un grand progrès fut réalisé lorsque le système manufacturier et commercial vit la source de la richesse non plus dans l'objet, mais dans l'activité subjective, c'est-à-dire le travail commercial et manufacturier, bien qu'il continuât, d'une façon étroite, à ne le considérer que comme moyen de faire de l'argent. Par rapport à ce système, les Physiocrates affirmèrent qu'un type particulier de travail — agricole — crée la richesse. Ils considérèrent que l'objet n'était pas la simple enveloppe de l'argent, mais le produit et le résultat général du travail. Pourtant, en raison du caractère unilatéral que l'activité avait à cette époque, ils continuèrent de concevoir le produit sous sa forme naturelle, comme produit de l'agriculture, produit de la terre *par excellence*.

Un immense progrès fut accompli, lorsqu'Adam Smith rejeta toute forme particulière de l'activité créatrice de richesse, par exemple le travail manufacturier, commercial ou agricole, pour ne considérer que le travail tout court, c'est-à-dire toutes les activités sans distinction aucune. A cette universalité de l'activité créatrice de richesse, correspond l'universalité de l'objet, le produit tout court et aussi le travail en général, bien qu'on le conçoive sous la forme du travail passé et objectivé.

On mesure la difficulté et l'étendue de ce progrès au fait qu'Adam Smith retombe çà et là dans le système

des Physiocrates. On peut dire qu'on venait simplement de trouver l'expression abstraite du rapport le plus simple et le plus ancien de la production humaine, la catégorie valable dans toutes les formes de société. C'est apparemment juste, mais en réalité faux. En effet, l'indifférence à tout type particulier de travail suppose qu'il existe un ensemble très diversifié des modes concrets du travail, et qu'aucun d'eux ne prédomine sur les autres. Ainsi donc, les abstractions les plus générales ne surgissent qu'avec le développement concret le plus riche, et c'est alors que la grande masse, ou la totalité des éléments, se réduisent à une même unité. C'est alors seulement qu'on cesse de le concevoir sous une forme particulière.

Au demeurant, cette abstraction du travail tout court n'est pas seulement le résultat intellectuel d'une totalité concrète de travaux : l'indifférence à tout type déterminé de travail répond à une forme de société, dans laquelle les individus passent avec facilité d'un travail à un autre et considèrent comme fortuit — et donc indifférent — le caractère spécifique du travail. Non seulement sur le plan des catégories, mais dans la réalité même, le travail y est devenu le moyen de produire la richesse en général, et il a cessé de se confondre avec l'individu pour former un tout particulier.

Cet état de choses atteint son plus grand développement dans la forme la plus moderne des sociétés bourgeoises : aux Etats-Unis. C'est donc là seulement que la catégorie abstraite du « travail », « travail en général », *travail sans phrase* (Fr.), point de départ de l'économie moderne, devient vraie dans la pratique. Ainsi l'abstraction la plus simple, placée par l'économie politique moderne au premier rang et exprimant un rapport ancestral valable pour toutes les formes de société, n'est pratiquement vraie, dans toute son abstraction, que comme catégorie de la société la plus moderne.

On a pu dire que l'indifférence à tout travail déterminé qui, aux Etats-Unis, est le produit de l'histoire, se manifeste, chez les Russes par exemple, comme une disposition naturelle. Mais la différence est considérable entre des barbares qui se prêtent à n'importe quelle tâche, et des civilisés qui s'emploient eux-mêmes à tout. De plus, cette indifférence à tout travail déterminé signifie que les Russes restent soumis traditionnellement à

un travail bien déterminé auquel, selon toute apparence, ne peuvent les arracher que des événements extérieurs.

Cet exemple de travail montre d'une manière frappante que les catégories les plus abstraites, bien que valables pour toutes les époques, en raison de leur abstraction, n'en sont pas moins, si abstraites soient-elles, le produit de conditions historiques et ne sont pleinement valables que dans les limites de celles-ci.

La société bourgeoise est l'organisation historique de la production la plus développée et la plus diversifiée qui soit. Les catégories qui expriment les rapports de cette société et assurent la compréhension de ses structures, nous permettent en même temps de saisir la structure et les rapports de production de toutes les sociétés passées, sur les ruines et les éléments desquelles elle s'est édifiée et dont certains vestiges, non encore dépassés, continuent à subsister en elle, tandis que certaines virtualités, en se développant, y ont pris tout leur sens. L'anatomie de l'homme donne la clé de l'anatomie du singe. Les virtualités qui annoncent une forme supérieure dans les espèces animales inférieures, ne peuvent être comprises que lorsque la forme supérieure elle-même est enfin connue.

C'est ainsi que l'économie bourgeoise nous donne la clé de l'économie antique, etc, mais nullement à la manière des économistes qui effacent toutes les différences historiques et voient la forme bourgeoise dans toutes les formes sociales. On peut comprendre le tribut, la dîme, etc., quand on connaît la rente foncière, mais il ne faut pas les identifier. Au reste, comme la société bourgeoise demeure une forme antagonique de l'évolution, certains rapports appartenant à des sociétés antérieures ne se retrouveront en elle que tout à fait étiolés ou même travestis; c'est le cas de la propriété communale.

Ainsi donc, si les catégories de l'économie bourgeoise possèdent une vérité pour toutes les autres formes sociales, cela n'est vrai que *cum grano salis*. Elles peuvent les contenir sous une forme développée, étiolée, caricaturée, etc., mais la différence demeure essentielle. Si l'on invoque l'évolution historique c'est en général pour affirmer que la dernière forme de société n'est que l'aboutissement des sociétés passées qui sont autant d'étapes conduisant à elle. On les conçoit donc toujours de façon partiale. La société n'est pas capable de faire

sa propre critique, sauf dans des conditions bien déterminées (mais laissons de côté les périodes historiques qui se considèrent elles-mêmes comme décadentes). La religion chrétienne ne put contribuer à l'intelligence des mythologies antérieures qu'après avoir accompli, à certains égards, pour ainsi dire *virtuellement* (Gr.), sa propre critique. De même, l'économie politique bourgeoise ne parvint à comprendre les sociétés féodale, antique, orientale que le jour où la société bourgeoise commença sa propre critique. Quand l'économie bourgeoise ne s'identifie pas purement et simplement au passé en fabriquant une mythologie, sa critique des sociétés antérieures, et notamment du féodalisme contre lequel la bourgeoisie eut à lutter directement, ressemble à la critique du paganisme par le christianisme, ou encore à celle du catholicisme par le protestantisme.

En ce qui concerne les sciences historiques et sociales, il faut retenir que le sujet — ici la société bourgeoise moderne — est donné à la fois dans la réalité et dans l'esprit. Les catégories expriment donc des formes et des modes de l'existence, et souvent de simples aspects de cette société, de ce sujet : du point de vue scientifique, son existence est antérieure au moment où l'on commence à parler d'elle *en tant que telle* (cela est vrai aussi des catégories économiques). C'est une règle à retenir, car elle nous apporte des éléments essentiels pour le plan de notre étude.

Apparemment, il semblerait naturel de commencer notre analyse par la rente foncière et la propriété terrienne, puisqu'elles sont liées à la terre, source de toute production et de toute existence, donc à l'agriculture, première activité productive de toutes les sociétés plus ou moins stables. Or rien ne serait plus faux. Dans toutes les formations sociales, c'est une production déterminée qui assigne à toutes les autres leur rang et leur importance : les rapports essentiels jouent un rôle déterminant vis-à-vis des autres. On obtient ainsi un éclairage général qui baigne toutes les couleurs et en modifie la tonalité particulière; autrement dit, chaque éther détermine le poids spécifique de chacune des formes d'existence.

Prenons l'exemple des peuples de bergers (les peuples de chasseurs et de pêcheurs se trouvent en deçà du point où commence effectivement l'évolution) : ils connaissent une forme sporadique d'agriculture, détermi-

nante pour la propriété foncière. Celle-ci est collective, et elle le reste, dans la mesure où ces peuples sont attachés à leurs traditions : c'est le cas de la propriété communale des Slaves. Chez les peuples qui, comme dans l'antiquité et le féodalisme, pratiquent surtout l'agriculture sédentaire — marquant ainsi un progrès important —, la structure de l'industrie et les formes de propriété correspondantes dépendent plus ou moins du caractère de la propriété foncière : ou bien l'industrie dépend entièrement de l'agriculture, comme chez les anciens Romains, ou bien elle imite à la ville l'organisation et les rapports de la campagne, comme au moyen âge. Quand il n'est pas simplement du capital monétaire, le capital a, au moyen âge, le caractère de la propriété foncière dans les métiers artisanaux traditionnels. C'est l'inverse dans la société bourgeoise : l'agriculture devient de plus en plus une simple branche de l'industrie, et elle est entièrement dominée par le capital. Il en va de même pour la rente foncière.

Dans toutes les formes de société où domine la propriété foncière, le rapport avec la nature est prépondérant. Sous le règne du capital, la prépondérance passe à l'élément social créé au cours de l'histoire. On ne peut comprendre la rente foncière sans le capital, mais on comprend ce dernier sans la rente foncière. Le capital est la force économique qui domine tous les rapports bourgeois. Il est à la fois le point de départ et le point d'arrivée : il faut donc l'expliquer avant la propriété foncière. Puis, lorsqu'on aura examiné les deux, on étudiera leurs rapports mutuels.

On commettrait une erreur, si on établissait la succession des catégories économiques dans l'ordre de leur influence historique. Tout au contraire, leur ordre est déterminé par leurs rapports au sein de la société bourgeoise moderne. On obtient alors exactement l'inverse de leur ordre naturel ou de l'ordre de leur développement historique. Nous laissons de côté ici les rapports liant historiquement entre elles les conditions économiques des différentes formes successives de la société, ou encore de leur ordre de succession *idéal* (Proudhon), conception nébuleuse, s'il en est, de l'histoire. Ce qui nous préoccupe ici, c'est leur ordre et leurs rapports dans la société bourgeoise moderne.

Au sein du monde antique, les peuples marchands — Phéniciens et Carthaginois — sont apparus dans toute

leur pureté (leur abstraction) en raison même de la prédominance des peuples agriculteurs. Le capital monétaire et commercial a une forme d'autant plus pure et abstraite que le capital n'est pas encore l'élément dominant des sociétés. Les Lombards et les Juifs occupent une place semblable en face des sociétés médiévales pratiquant l'agriculture.

Un autre exemple illustre l'évolution des catégories en fonction des différents stades de la société : l'une des dernières formes de la société bourgeoise moderne — les sociétés par actions — surgit à l'aube de l'ère bourgeoise au sein des grandes compagnies marchandes jouissant de privilèges et de monopoles.

Une certaine notion de la richesse nationale perce chez les économistes du XVII^e^ siècle et continue de subsister chez ceux du XVIII^e^ : la richesse n'est créée que pour l'Etat, dont la puissance est fonction de cette richesse (14*b*). La même idée, inconsciemment hypocrite à l'époque moderne, c'est que la production de richesse est le but des Etats modernes, présentés comme de simples moyens de produire la richesse.

En conséquence, nous établirons notre plan comme suit :

1° Les notions abstraites et générales plus ou moins valables pour tous les types de société, en tenant compte des observations que nous avons faites à ce sujet.

2° Les catégories qui expriment la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Le capital, le travail salarié, la propriété foncière, leurs rapports réciproques. La ville et la campagne. Les trois grandes classes de la société. L'échange entre elles. La circulation. Le crédit (privé).

3° La concentration des rapports de la société bourgeoise dans l'Etat (considéré également en lui-même). Les classes « improductives ». Les impôts. La dette publique. Le crédit public. La population. Les colonies. L'émigration.

4° La production et les rapports internationaux. La division internationale du travail. Les échanges entre les différentes nations. L'exportation et l'importation. Le cours du change.

5° Le marché mondial et les crises (15).

IV. — PRODUCTION

MOYENS DE PRODUCTION ET RAPPORTS DE PRODUCTION

RAPPORTS DE PRODUCTION ET RAPPORTS DE CIRCULATION

FORMES DE L'ÉTAT ET DE LA CONSCIENCE EN FONCTION DES CONDITIONS DE PRODUCTION ET DE CIRCULATION

LE DROIT — LA FAMILLE

Nota bene : Il ne faut pas oublier de traiter aussi les points suivants :

1° *La guerre* (14*a*). Elle se pratique avant la paix; certains rapports économiques, tels que le travail salarié, le machinisme, etc. se sont développés dans l'armée avant de se développer au sein de la société bourgeoise. En outre, l'armée illustre le mieux le rapport entre les forces productives et les modes d'échange et de distribution.

2° *Rapport entre l'histoire réelle et la conception idéaliste de l'histoire que nous connaissons jusqu'ici, et particulièrement ce qu'on appelle l'Histoire des civilisations, l'ancienne histoire* de la religion et des Etats. A ce propos, on pourra parler des différentes façons d'écrire l'histoire jusqu'à nos jours : historiographie dite objective; historiographie subjective (morale, philosophique, etc.).

3° *Phénomènes secondaires et tertiaires :* rapports de production non originaux, dérivés ou transférés. Les rapports internationaux s'inscrivent dans cette rubrique.

4° *Objections contre le matérialisme de notre conception. Rapport avec le matérialisme naturaliste.*

5° *Dialectique des concepts de force productive* (*moyens de production*) *et de rapport de production* (15*a*), dialectique dont il faudra préciser les limites et qui ne doit pas supprimer les différences existant dans la réalité.

6° *Le rapport inégal entre le développement de la production matérielle et celui de l'art par exemple.* Il faut éviter de concevoir le progrès sous la forme abstraite courante. L'art moderne, etc. Cette disparité est moins importante et moins difficile à saisir que celle qui

se produit au sein des rapports sociaux pratiques, par exemple, de la culture. Rapport entre les Etats-Unis et l'Europe. La véritable difficulté est de déterminer comment les conditions de production se développent de manière inégale par rapport au système juridique. Ainsi, par exemple, le rapport entre le droit privé romain (à un degré moindre, le droit pénal et le droit public) et la production moderne.

7° *Cette conception naît d'un développement nécessaire.* Il faut donc justifier le hasard. Comment? (Et entre autres, la liberté). Influence des moyens de communication. L'histoire universelle n'a pas existé de tous temps : elle est le résultat de toute l'histoire antérieure.

8° *Les facteurs naturels représentent évidemment le point de départ,* subjectivement et objectivement. Tribus, races, etc.

[*Art grec et Société moderne*] *

1° A propos de l'art, on sait que certaines époques de floraison artistique ne correspondent nullement à l'évolution générale de la société ni, par conséquent, au développement de la base matérielle qui représente en quelque sorte son ossature. Par exemple, si l'on compare les Grecs, ou même Shakespeare, aux Modernes. Pour certains genres littéraires — telle l'épopée — on reconnaît même qu'ils ne peuvent être produits dans la forme classique où ils font époque, au moment où surgit la production d'art en tant que telle. On admet donc que, dans le domaine de l'art, certaines œuvres importantes ne sont possibles qu'à un stade peu développé de l'art. Si les différents genres littéraires se développent inégalement au sein du monde artistique, il

---

(*) Afin d'alléger et de structurer ce texte particulièrement dense, nous introduisons ici et dans le chapitre de l'argent des sous-titres que nous avons mis entre crochets. Ces sous-titres correspondent aux indications données par Marx lui-même dans l'Index des sept cahiers qui forment ce texte. La table des matières de l'édition allemande les reproduit, bien qu'elle les ait écartés du corps du texte par souci de fidélité puisqu'elle reproduit strictement le manuscrit. En ce qui concerne le reste du texte, nous avons simplement repris les sous-titres fournis pour l'essentiel par Marx lui-même (cf. *Préface*) et incorporés au texte allemand.

Nous reprenons, en outre, les titres courants établis par les éditeurs de l'œuvre originale. Le lecteur y trouvera également des indications qui lui serviront de points de repère. (*N.d.T.*)

n'est pas surprenant de retrouver les mêmes inégalités entre l'évolution de l'art en général et celle de la société. La difficulté, c'est de donner une formulation générale à ces contradictions, mais dès qu'on les spécifie, elles sont expliquées.

Considérons, par exemple, les rapports entre l'art grec, Shakespeare, et l'époque contemporaine. On sait que la mythologie grecque a été non seulement l'arsenal, mais la terre nourricière de l'art grec. La conception de la nature et des rapports sociaux qui alimente l'imagination, et donc la [mythologie] * grecques, est-elle possible à l'époque des *machines à filer automatiques*, des locomotives et du télégraphe électrique? Qu'est-ce que Vulcain auprès de Roberts & Co, Jupiter à côté du paratonnerre, et Hermès auprès du Crédit mobilier? C'est dans et par l'imagination que la mythologie surmonte, domine et façonne les forces de la nature : elle disparaît donc lorsque, dans la réalité, ces forces sont domptées. Que devient *Fama* à côté de *Printing-House Square?* **.

L'art grec suppose la mythologie grecque, c'est-à-dire la nature et les lois sociales élaborées par l'imagination populaire d'une manière non encore consciente mais artistique. Tels sont ses matériaux. Il ne repose donc pas sur n'importe quelle mythologie, n'importe quelle élaboration artistique non encore consciente de la *nature* (nous entendons par là tout ce qui est objectif, donc aussi la société). C'est *une* mythologie qui fournit le terrain favorable à l'épanouissement de l'art grec qui n'aurait pu éclore à partir de la mythologie égyptienne, ni à partir d'une société parvenue à un niveau de développement où il n'existe plus de rapports mythologiques avec la nature, de rapports s'exprimant par mythes et où l'artiste doit donc faire preuve d'une imagination indépendante de la mythologie.

Par ailleurs, Achille est-il possible à l'ère de la poudre et du plomb? Ou l'« Iliade » avec l'imprimerie, ou encore mieux la machine à imprimer? Le chant, la légende et les muses ne s'arrêtent-ils pas nécessairement devant le levier de l'imprimeur, comme s'évanouissent les conditions favorables à la poésie épique?

(*) Mot sauté dans l'original. Kautsky propose *art* dans son texte.

(**) L'imprimerie du « Times » se trouve à cet endroit.

La difficulté n'est pas de comprendre que l'art grec et l'épopée sont liés à certaines formes du développement social, mais qu'ils nous assurent encore un plaisir esthétique et, qu'à maints égards, ils représentent pour nous une norme, voire un modèle inaccessible.

Un homme ne peut redevenir enfant sans être puéril. Mais est-il insensible à la naïveté de l'enfant, et ne doit-il pas s'efforcer, à un niveau plus élevé, de reproduire sa vérité? Dans la nature de l'enfant, chaque époque ne voit-elle pas revivre son propre caractère dans sa vérité naturelle? Pourquoi l'enfance historique de l'humanité, au moment de son plein épanouissement, n'exercerait-elle pas le charme éternel de l'instant qui ne reviendra plus? Il est des enfants mal élevés et des enfants qui ont grandi trop vite : c'est le cas de nombreux peuples de l'antiquité. Les Grecs étaient des enfants normaux. Le charme que nous inspirent leurs œuvres ne souffre pas du faible développement de la société qui les a fait fleurir : elles en sont plutôt le résultat, inséparable des conditions d'immaturité sociale où cet art est né, où seul il pouvait naître, et qui ne reviendra jamais plus.

NOTE DU TRADUCTEUR

*Les pages suivantes risquent de déconcerter le lecteur qui pourrait ne pas voir comment elles se relient à l'*Introduction. *Elles appellent donc quelques éclaircissements.*

*Une remarque d'abord : si Marx n'a pas voulu publier l'*Introduction *au début de la « Contribution à la Critique de l'Economie Politique »* (cf. *la* Préface *de celle-ci), ce n'est pas parce qu'il la jugeait insuffisante, mais parce que, trop générale, elle anticipait sur des résultats qui n'étaient pas tous abordés dans cet ouvrage. Or, ils le sont dans le manuscrit que nous publions ici en traduction française.*

*L'impression d'un décalage entre l'*Introduction *qu'on vient de lire, et la suite — l'analyse du bilan de la Banque de France au cours de chacun des six mois de la seconde moitié de 1855 — provient sans doute du caractère rapide et non élaboré du manuscrit, mais n'est pas due à une rupture dans le cheminement de la pensée.*

*Dans l'*Introduction, *Marx s'est efforcé d'analyser le mécanisme de la* production *sociale en montrant qu'il est impossible d'en dissocier un élément pour changer la forme de la société. Or, voici qu'un théoricien proudhonien propose de changer les structures sociales au moyen de simples réformes monétaires. Le lien est évident si l'on sait que Marx, escomptant une révolution politique et sociale à la suite de la crise économique qui venait d'éclater, avait entrepris de faire la synthèse de ses connaissances économiques pour montrer comment il fallait appliquer le levier pour révolutionner les structures sociales. Il devait donc s'en prendre, dans le pays constituant l'épicentre du mouvement, aux théoriciens les plus influents qui propageaient l'idée selon laquelle il suffisait pour cela de quelques réformes bancaires. Ainsi Marx s'empare de l'illustration que lui fournit l'actualité pour montrer la signification pratique de son ouvrage et en même temps pour commencer l'analyse du capital, avec l'étude sur l'argent (N.d.T.).*

CHAPITRE DE L'ARGENT*

« Le chapitre de l'argent » représente le cahier I et les 7 premières pages du cahier II. Le cahier I a été rédigé en octobre 1857, mais Marx n'y a pas porté de date.

Alfred Darimon,
« De la Réforme des Banques »,
Paris, 1856.

« *Tout le mal vient de la prédominance que l'on s'obstine à conserver aux métaux précieux dans la circulation et les échanges* » (Fr.).

Il commence par les mesures prises par la Banque de France en octobre 1855 « *pour remédier à la diminution progressive de son encaisse* » (Fr.). Il s'efforce de dresser un tableau statistique de la situation de la Banque au cours des six mois qui précèdent les mesures prises en octobre. A cet effet, il compare pour ces six mois les réserves métalliques et les « *fluctuations du portefeuille* » (Fr.), c'est-à-dire la masse des billets escomptés (effets de commerce en portefeuille, traites).

Le chiffre qui exprime la valeur des titres détenus par la Banque « *représente* », selon Darimon, « *le plus ou moins de besoin que le public éprouve de ses services ou, ce qui revient au même, les nécessités de la circulation* » (Fr.).

Ce qui revient au même? Pas du tout! Si la masse des billets présentés à l'escompte était identique aux besoins de la *circulation monétaire* proprement dite, la circulation des billets serait déterminée par la masse des traites escomptées. Or, non seulement en moyenne ce mouvement n'est pas parallèle, mais il est le plus souvent inverse.

La masse des traites escomptées et leurs fluctuations expriment les besoins du crédit; la masse de l'argent en circulation est tout autrement déterminée. Pour pouvoir tirer des conclusions sur la circulation, Darimon aurait dû composer une rubrique sur le montant des billets en circulation à côté des rubriques sur la réserve métallique et sur les traites escomptées. Il est clair qu'il faut d'abord connaître les fluctuations de la circulation proprement dite pour parler de ses besoins.

En négligeant cet élément indispensable de la comparaison, l'auteur trahit une légèreté de dilettante et confond intentionnellement les besoins du crédit et ceux de la circulation monétaire : en fait, le secret de la sagesse proudhonienne c'est de tout mélanger (on établit des tableaux sur la mortalité en y faisant figurer d'une part les maladies, et d'autre part les décès, mais en négligeant les naissances).

Les deux rubriques (*cf.* p. 3) établies par Darimon, celle de la réserve métallique détenue par la Banque d'avril à septembre, et celle des fluctuations de son portefeuille, n'expriment qu'une simple tautologie; il était superflu de s'armer de tableaux statistiques pour démontrer que, dans la mesure où on apporte des traites à la Banque pour retirer du métal, son portefeuille se gonfle de traites, et sa cave se vide de son métal. Mais cette tautologie que Darimon entend démontrer par son tableau n'y trouve même pas une expression claire.

Il montre en effet qu'entre le 12 avril et le 13 septembre 1855 la réserve métallique de la Banque a baissé d'environ 144 millions, alors que ses effets en portefeuille ont monté d'environ 108 * millions. La diminution de la réserve métallique dépassa donc de 36 millions l'augmentation des effets de commerce escomptés : il n'y a pas identité de ces deux mouvements pour l'ensemble des six mois. Si l'on compare les chiffres dans le détail, on découvre d'autres anomalies.

Réserve métallique de la Banque :	*Effets escomptés par la Banque :*
12 avril : 432 614 799 F	12 avril : 322 904 313 F
10 mai : 420 914 028 F	10 mai : 310 744 925 F

En d'autres termes : du 12 avril au 10 mai, la réserve métallique baisse de 11 700 771 F, tandis que les fonds de garantie de la Banque baissent ** de 12 159 388, c'est dire que la diminution *** de ces fonds dépasse d'envi-

---

(*)Dans son texte, Marx avait repris le chiffre donné par Darimon (101), mais un bref calcul montre qu'il s'agit de 108.

(**) Dans son texte, Marx avait écrit par inadvertance *montent* au lieu de *baissent*.

(***) A la suite de l'erreur indiquée dans la note précédente, nous devons rectifier aussi l'élément suivant de la phrase, en mettant *diminution* pour *augmentation*. Tout cela ne change rien aux conclusions tirées par Marx, deux pages plus loin, à partir des tableaux statistiques de Darimon. (*N.d.T.*)

ron un demi-million (458 617 F) la diminution de la réserve métallique. C'est le même phénomène, mais d'une ampleur absolument étonnante, qui se produit, si l'on compare le mois de mai au mois de juin :

Réserve métallique de la Banque :	*Effets escomptés par la Banque :*
10 mai : 420 914 028 F	10 mai : 310 744 925 F
14 juin : 407 769 813 F	14 juin : 310 369 439 F

Du 10 mai au 14 juin, la réserve métallique a donc diminué de 13 144 215 F. Les fonds de garantie ont-ils augmenté dans la même mesure? Nullement, ils ont baissé de 375 486 F au cours de ce laps de temps. Il ne s'agit donc pas d'un décalage quantitatif entre la baisse de l'un et l'augmentation de l'autre. Le rapport n'est pas inverse entre les deux mouvements : nous avons une baisse énorme d'un côté, et une baisse relativement faible de l'autre côté.

Réserve métallique de la Banque :	*Effets escomptés par la Banque :*
14 juin : 407 769 813 F	14 juin : 310 369 439 F
12 juillet : 314 629 614 F	12 juillet : 381 699 256 F

Si l'on compare juin à juillet, on constate une baisse de la réserve métallique (93 140 199 F) et une augmentation des *fonds de garantie* (71 329 817 F) : la diminution de la réserve métallique dépasse de 21 810 382 F l'augmentation du portefeuille.

Réserve métallique de la Banque :	*Effets escomptés par la Banque :*
12 juillet : 314 629 614 F	12 juillet : 381 699 256 F
9 août : 338 784 444 F	9 août : 458 689 605 F

Nous enregistrons ici une double augmentation : la réserve métallique monte de 24 154 830 F et le portefeuille bien davantage, de 76 990 349 F.

Réserve métallique de la Banque :	*Effets escomptés par la Banque :*
9 août : 338 784 444 F	9 août : 458 689 605 F
13 sept. : 288 645 333 F	13 sept. : 431 390 562 F

La chute de la réserve métallique de 50 139 111 F s'accompagne ici d'une chute des fonds de garantie de 27 299 043 F. (En décembre 1855, malgré les mesures de restrictions de la Banque de France, son encaisse avait encore diminué de 24 millions.)

Ce qui est bon pour le gardien d'oies, l'est aussi pour ses oies. Les conclusions qui ressortent de la comparaison entre chacun des six mois sont au moins aussi justes que celles qui découlent de la comparaison de monsieur Darimon entre le premier et le dernier mois. Que fait apparaître la comparaison? Des vérités qui s'annulent.

Le portefeuille augmente dans deux cas tandis que la réserve métallique baisse, une seule fois; mais la baisse de cette dernière ne correspond pas à l'augmentation de la première (juin à juillet et juillet à août). Dans trois cas, la baisse de la réserve métallique s'accompagne de la baisse du portefeuille, mais cette dernière ne couvre pas la première (avril à mai, mai à juin, et août à septembre). Enfin, nous avons une fois augmentation de la réserve métallique et du portefeuille, mais la première ne couvre pas la seconde.

Bref, baisse d'un côté, augmentation de l'autre; baisse des deux côtés; augmentation des deux côtés. On trouve donc de tout, sauf une loi constante, ni surtout un rapport inverse. Il n'y a même pas d'interaction, puisque la baisse du portefeuille ne provoque pas une baisse de la réserve métallique, ni l'augmentation du portefeuille une augmentation de la réserve métallique.

On ne trouve pas de rapport inverse ni d'interaction, lorsqu'on compare seulement le premier et le dernier mois, comme le fait Darimon. Etant donné que l'augmentation du portefeuille (108 millions) ne couvre pas la diminution de la réserve métallique (144 millions), il faut admettre qu'il n'y a pas de lien causal entre l'augmentation d'un côté et la diminution de l'autre. Au lieu de fournir une réponse, le tableau statistique n'a soulevé qu'une foule de questions contradictoires. A la place d'un problème, on a une poussière de données. Il n'y aurait plus de problème si monsieur Darimon avait établi une rubrique de la circulation des billets et des dépôts en regard de celles de la réserve métallique et du portefeuille (billets escomptés). Si la réserve métallique baisse moins que n'augmente le portefeuille,

cela provient de ce que les dépôts métalliques ont augmenté simultanément ou qu'une partie des billets escomptés n'a pas été échangée contre du métal, mais a été remise en circulation, ou enfin que, sans augmenter la circulation, les billets ont été portés aussitôt dans les comptes ou ont servi à payer des traites échues. Si la baisse de la réserve métallique s'accompagne d'une baisse moindre du portefeuille, cela provient du retrait de dépôts et de l'échange de billets contre le métal, effectués par les propriétaires de ces dépôts et de ces billets au détriment du poste de l'escompte.

Enfin, si une faible baisse de la réserve métallique s'accompagne d'une baisse moindre encore du portefeuille, c'est que les mêmes causes ont joué (nous négligeons tout à fait l'écoulement du métal à l'intérieur du pays pour remplacer la monnaie d'argent, puisque Darimon n'en tient pas compte). Mais les rubriques, dont l'une devrait expliquer l'autre, prouvent ce que Darimon ne tenait pas à prouver, à savoir que la satisfaction des besoins croissants du commerce n'exige pas forcément que la Banque augmente le volume des billets en circulation; que la diminution ou l'augmentation de cette circulation ne correspond ni à la diminution ni à l'augmentation de sa réserve métallique; enfin que la Banque ne contrôle pas la masse des moyens de circulation, etc.

Tous ces résultats jurent avec le bric-à-brac de Monsieur Darimon. Pressé qu'il est de mettre en évidence d'une manière criante l'opposition entre la couverture métallique de la Banque représentée par sa réserve métallique, et les besoins de la circulation représentés selon lui par le portefeuille — ce qui n'est que son opinion préconçue —, il isole deux rubriques de leur complément indispensable, si bien qu'elles perdent toute signification, voire témoignent contre lui. Nous nous sommes attardé sur ce fait, pour faire ressortir la valeur des exemples statistiques destinés à étayer les thèses des Proudhoniens. Loin de confirmer leurs théories, les faits économiques prouvent qu'ils n'ont pas saisi les faits avec lesquels ils jonglent. Au demeurant, leur façon de jouer avec les faits démontre quelle est l'origine de leurs abstractions et de leur théorie.

Mais, continuons de suivre Darimon.

Lorsque la Banque de France constata que sa réserve métallique avait diminué de 144 millions tandis que

son portefeuille augmentait de 108 millions, elle prit des mesures de défense en faveur de sa cave et au détriment de son portefeuille (les 4 et 18 octobre 1855). Elle porta successivement le taux de l'escompte de 4 à 5, et de 5 à 6 %, et réduisit le terme des échéances pour les traites à escompter de 90 à 75 jours. En d'autres termes, elle aggrava les conditions dans lesquelles elle mettait son métal à la disposition du commerce. Qu'est-ce que cela prouve? Darimon nous répond : « *Une banque organisée sur les principes actuels, c'est-à-dire fondée sur la prédominance de l'or et de l'argent, se dérobe au service du public au moment même où le public a le plus besoin de ses services.* »

Monsieur Darimon avait-il besoin de ses chiffres pour démontrer que l'offre renchérit ses services à mesure que la demande augmente (et la dépasse)? Ces messieurs qui constituent le « public » de la Banque n'ont-ils pas la « même habitude agréable de l'existence » (16)? Les philanthropiques marchands de grains qui présentèrent leurs traites à la Banque, pour obtenir les billets, puis l'or de celle-ci, afin de troquer le grain de l'étranger contre l'argent du public français, pensaient-ils qu'il était de leur devoir de céder bon marché les céréales dont le public avait à ce moment grand besoin, ou se précipitèrent-ils à la Banque pour exploiter l'augmentation des prix, les besoins du public et le déséquilibre entre l'offre et la demande? Et la Banque échapperait-elle à cette loi économique universelle? *Quelle idée!* (Fr.).

En réalité, le système actuel des banques exige que l'or soit amassé en grande quantité à seule fin de dormir dans les caves, alors qu'on pourrait l'employer bien plus utilement à l'achat de blé pendant la disette. Il fait, en outre, du capital qui pourrait connaître les fécondes transformations de la production, la base improductive et pourrie de la circulation. Si l'on voit les choses sous cet angle, on peut dire que, sur la base du système bancaire actuel, la réserve improductive de métal était au-dessus du minimum indispensable, puisqu'on aurait pu abaisser encore le niveau de l'or et de l'argent en circulation.

Dès lors, tout se ramène à une question de plus ou de moins. Mais, ce faisant, Darimon passe des hauteurs socialistes aux basses pratiques bourgeoises et divague en compagnie des adversaires bourgeois de la Banque

Nationale, comme le font certains socialistes en Angleterre. *Quelle chute!* (Fr.).

Mais peut-être ne s'agit-il pas d'économiser simplement un peu de métal grâce aux billets et à d'autres techniques bancaires, mais d'abandonner la couverture métallique? Dans ce cas encore, on n'a que faire de la fable statistique et de sa morale. En effet, quelles que soient les conditions, si la banque veut exporter des métaux précieux lors des disettes, elle doit les amasser d'abord; et si l'étranger les accepte en échange de ses marchandises, c'est qu'ils ont affirmé leur prédominance.

Selon Darimon, la mauvaise récolte et donc la nécessité d'importer du blé de l'étranger ont été les causes qui privèrent la Banque de son métal précieux. Il oublie le déficit de la récolte de soie qui imposa des achats massifs en Chine. Darimon y ajoute les nombreuses et importantes opérations de ces derniers mois à l'occasion de la Foire industrielle de Paris. Il oublie encore les vastes transactions et spéculations effectuées à l'étranger par le « Crédit mobilier » et ses rivaux pour démontrer, comme le dit Isaac Péreire, que le capital français — à l'instar de la langue française — se distingue de tous les autres capitaux par son cosmopolitisme. Il convient d'y ajouter les dépenses improductives résultant de la guerre en Orient : l'emprunt de 750 millions! Ainsi donc, on a, d'une part, un important et soudain déficit dans les deux principales branches de la production française, et, d'autre part, une utilisation extraordinaire de capitaux français sur les marchés étrangers dans des opérations qui ne procurent aucun équivalent immédiat et dont une partie ne couvrira peut-être pas les frais de production! Pour couvrir d'un côté la diminution de la production intérieure par des importations, et de l'autre, l'augmentation des opérations industrielles à l'étranger, il ne suffit pas de recourir aux signes monétaires qui, dans la circulation, servent à l'échange d'équivalents, il faut avoir recours aux équivalents eux-mêmes, il faut s'attaquer non à l'argent, mais au capital lui-même! En tout cas, le déficit de la production intérieure française n'est pas compensé par l'activité des capitaux français à l'étranger.

Supposons un instant que la Banque de France ne repose pas sur le principe de la couverture métallique, et que l'étranger soit disposé à recevoir l'équivalent ou le capital français sous une forme autre que celle, spé-

cifique, des métaux précieux. La Banque n'aurait-elle pas tout de même été contrainte d'aggraver ses conditions d'escompte, au moment même où le « public » avait le plus pressant besoin de ses services? Les billets utilisés par la Banque pour escompter les traites du public ne sont actuellement que des assignations sur l'or et l'argent. Dans l'hypothèse que nous venons de faire, ce serait des assignations sur le stock de la production nationale et la force de travail directement utilisable : le stock diminuerait donc, et la force de travail ne pourrait se reproduire que dans des limites plus étroites et en une période déterminée. En outre, il faudrait faire travailler sans relâche la planche à billets, et en attendre un effet magique.

Alors que déjà la disette de grains et de soie diminue considérablement la richesse nationale directement échangeable, voilà que les entreprises de chemin de fer, des mines, etc. immobilisent cette richesse sous une forme qui ne fournit aucun équivalent immédiat et l'engloutit donc pour l'heure sans compensation aucune.

La richesse nationale, directement échangeable et en mesure de circuler, c'est-à-dire susceptible d'être envoyée à l'étranger, doit donc diminuer! D'un côté, on a une augmentation vertigineuse des assignations bancaires. La conséquence immédiate en sera l'élévation du prix des produits, des matières premières et du travail. De l'autre côté, on a une chute du prix des assignations bancaires. La Banque n'aurait pas augmenté la richesse nationale d'un coup de baguette magique, elle n'aurait fait que dévaloriser ses propres valeurs au moyen d'une opération très banale. Cette dévalorisation entraînerait une soudaine paralysie de la production!

Mais non! s'exclame notre Proudhonien. Notre nouveau système bancaire ne se satisferait pas de ce mérite tout négatif : abolir la couverture métallique, en laissant subsister tout le reste. Il édifierait de toutes nouvelles conditions de production, de communication et de distribution en intervenant sur la base de principes tout nouveaux. L'instauration des banques actuelles n'a-t-elle pas révolutionné, elle aussi, en son temps les conditions de production? Sans la concentration du crédit, sans la rente de l'Etat que ce nouveau système a opposée à la rente foncière en même temps qu'il opposait les finances et l'intérêt de l'argent à la propriété et à l'intérêt de la terre, bref sans ce nouveau mode de circulation, aurions-

nous pu avoir la grande industrie moderne, les entreprises par actions et les mille formes de valeurs en circulation qui sont à la fois les produits et les conditions de production du commerce et de l'industrie modernes?

Nous touchons ici à la question fondamentale, mais elle n'a plus de rapport avec la question telle qu'elle a été posée au départ. En termes généraux, elle se pose ainsi : est-il possible de changer les rapports de production et de distribution en transformant l'instrument et l'organisation de la circulation? Et en outre : est-il possible de réaliser une telle transformation de la circulation sans toucher aux rapports actuels de la production ni aux rapports sociaux qui en découlent?

Si chacune des transformations de la circulation exige au préalable des bouleversements dans les conditions de la production sociale, on voit aussitôt s'écrouler la doctrine de ceux qui proposent leurs numéros de virtuosité dans la circulation, afin d'empêcher les changements de nature violente, en faisant de ces changements non pas la condition préalable, mais le résultat progressif de la transformation de la circulation.

Si leur prémisse générale est aussi fausse, c'est qu'il n'ont rien compris au mécanisme interne des rapports de production, de distribution et de circulation. Historiquement, l'instauration de modes nouveaux de la circulation ne peut donner l'impulsion, puisque les instituts de crédit modernes furent à la fois la cause et l'effet de la concentration du capital, dont ils ne représentent qu'un élément; en outre, la concentration de la richesse peut être accélérée aussi bien par l'insuffisance de la circulation (comme dans l'ancienne Rome) que par les facilités de la circulation.

Au demeurant, il faudrait rechercher (ce qui revient à soulever la question générale) si les diverses formes modernes de l'argent, telles la monnaie métallique, le papier-monnaie, la monnaie de crédit, et la monnaie-travail (qui serait une forme socialiste) pouvaient avoir la même efficacité, si l'on abolissait en elles le rapport de production qu'exprime l'argent. Enfin, n'est-ce pas une revendication contradictoire en elle-même que de vouloir surmonter des conditions substantielles en modifiant formellement un rapport?

Certes, telle forme de l'argent peut, mieux qu'une autre, répondre aux nécessités de tel niveau de la production sociale et en éliminer certains inconvénients.

Mais, tant qu'elle reste une forme de l'argent et tant que l'argent reste un rapport essentiel de la production, aucune de ces formes ne peut abolir les contradictions inhérentes au rapport monétaire lui-même : elle ne peut que les reproduire sous une forme ou sous une autre. Aucune des formes du travail salarié ne peut effacer les maux du travail salarié, bien que telle forme puisse pallier les inconvénients de telle autre. Tel levier peut, mieux qu'un autre, s'opposer à l'inertie de la matière au repos, mais tout levier repose sur le principe de la résistance de la matière.

Bien sûr, cette question générale des rapports entre la circulation et les autres conditions de production ne peut être soulevée qu'à la fin; néanmoins, a priori, il est curieux que Proudhon et consorts ne posent même pas tout nettement cette question, mais se contentent à l'occasion d'en faire l'objet de leurs déclamations. Lorsqu'ils y feront allusion, nous devrons y prêter toute notre attention.

Il ressort de toute l'introduction de Darimon qu'il identifie entièrement la *circulation monétaire et le crédit*, ce qui est une erreur du point de vue économique. (Soit dit en passant, le *crédit gratuit* (17) n'est qu'une variante hypocrite, petite-bourgeoise et timorée de la formule *la propriété c'est le vol* (Fr.) : au lieu que les ouvriers *enlèvent* le capital aux capitalistes, les capitalistes sont forcés de le leur *donner*.) Il faudra également revenir sur ce point.

Dans ce qu'il a traité, Darimon n'en est arrivé qu'à cette constatation : les banques qui font commerce de crédit, comme les commerçants qui vendent des marchandises ou les ouvriers qui négocient leur travail vendent plus cher, lorsque la demande dépasse l'offre, autrement dit, ils aggravent les conditions de leurs services au moment même où le public en a le plus besoin. Nous avons vu que la banque doit le faire, ses billets fussent-ils convertibles ou non.

La mesure prise en octobre 1855 par la Banque de France provoqua une « immense clameur » (Fr.) et un « grand débat » (Fr.) entre elle-même et les porte-parole du public. Darimon résume ou prétend résumer ces débats. Nous le suivrons à l'occasion seulement, car son exposé reproduit à sa manière les mêmes faiblesses que celui des deux adversaires passant sans cesse du coq à l'âne, à la recherche de causes extérieures. A tout ins-

tant, chacun d'eux laisse tomber son arme pour en chercher une autre. Ils ne peuvent en venir aux mains, non seulement parce qu'ils changent sans cesse l'arme de leur combat, mais encore parce qu'ils ne se rencontrent sur un terrain que pour en changer aussitôt.

De 1806 à 1855, le taux d'escompte n'atteignit jamais 6 % en France; depuis cinquante ans, le maximum de l'échéance des effets de commerce était immuablement de 90 jours.

Dans le passage suivant, les deux adversaires entretiennent un dialogue fictif. La fausseté de la conception de Darimon se reflète dans la faiblesse des arguments qu'il prête à la Banque.

L'adversaire de la Banque dit : « *Vous êtes, grâce à votre monopole, la dispensatrice et la régulatrice du crédit. Quand vous vous montrez rigoureuse, non seulement les escompteurs vous imitent, mais encore ils exagèrent vos rigueurs... Par vos mesures, vous avez jeté l'arrêt dans les affaires.* » (Fr.)

— « *Que voulez-vous que je fasse? dit humblement (!!!) la Banque... Pour me garer de l'étranger, il faut que je me gare des nationaux... Avant tout, il faut que j'empêche la sortie du numéraire, sans lequel je ne suis ni ne puis rien.* » (Fr.)

On attribue de telles fadaises à la Banque! Afin de pouvoir lui répondre par des généralités, on lui pose une question qui donne dans la phraséologie. Dans le dialogue, Darimon fait partager ses illusions à la Banque en prétendant qu'elle règle vraiment le crédit, grâce à son monopole. En réalité, le pouvoir de la Banque commence là où s'arrête celui des « escompteurs » privés, c'est dire que son pouvoir est déjà considérablement limité. Si la Banque maintient un taux de 5 % lorsque le marché monétaire est *à l'aise* et le taux d'escompte pratiqué de 2 ½ %, les escompteurs, au lieu de l'imiter, lui rafleront toutes les affaires. La meilleure illustration en est l'histoire de la Banque d'Angleterre depuis la loi de 1844 : dans les affaires d'escompte, etc., elle est devenue la véritable rivale des banquiers privés. Afin de s'assurer une part, et autant que possible croissante, des affaires d'escompte durant les périodes d'aisance du marché monétaire, la Banque d'Angleterre fut obligée d'abaisser son taux non seulement au niveau de celui des banquiers privés, mais souvent en-dessous. Si donc « elle règle le crédit », c'est *cum grano salis*. Darimon

est cependant attaché à cette superstition : elle contrôle absolument le marché monétaire et le crédit.

Au lieu de soumettre à la critique les conditions de son pouvoir réel sur le marché monétaire, il s'accroche dès le départ à cette phrase : tout ce qui compte pour elle, c'est les espèces *sonnantes;* elle doit donc empêcher qu'elles *affluent* vers l'étranger. Un professeur du Collège de France (Chevalier) répond : « L'or et l'argent sont des marchandises comme les autres... La réserve métallique est tout juste bonne à être envoyée à l'étranger en vue d'y effectuer des achats urgents. » La Banque répond : « La monnaie métallique n'est pas une marchandise comme les autres; c'est un instrument d'échange et, à ce titre, elle a le privilège de prescrire des lois à toutes les autres marchandises. » Darimon s'interpose à ce moment entre les combattants : « Il faut donc attribuer non seulement la crise actuelle, mais toutes les crises périodiques du commerce, au privilège qu'ont l'or et l'argent d'être les seuls instruments authentiques de la circulation et de l'échange. » Pour parer à tous les désagréments des crises, « il suffirait donc que l'or et l'argent devinssent des marchandises comme les autres ou, plus exactement, que toutes les marchandises devinssent au même titre des instruments d'échange comme l'or et l'argent; que les produits s'échangent véritablement contre des produits ».

On nous présente ici la controverse de façon bien plate. Si la Banque émet des assignations sur l'argent (billets de banque) et des reconnaissances de dettes sur le capital (dépôts) remboursables en or ou en argent, il est évident qu'elle ne peut considérer avec indifférence ni supporter, sans réagir à un certain moment, la diminution de sa réserve métallique. Mais cela n'a rien à voir avec la théorie de la monnaie métallique. Nous reviendrons sur la conception des crises de Darimon.

[EXPORTATION DE L'OR ET CRISES]

Dans le chapitre « Petite Histoire des crises de la circulation » (18), M. Darimon néglige la crise anglaise de 1809 à 1811. Il se contente de noter la création du *Bullion-Committee* en 1810; pour l'année 1811 — alors que la crise est commencée depuis 1809, — il se borne à citer d'une part la résolution prise par la Chambre des Communes, selon laquelle « *la dépréciation des bil-*

lets de banque par rapport au métal ne provient pas d'une dépréciation du papier-monnaie, mais d'un renchérissement du métal » (Fr.), etc., et d'autre part le pamphlet de Ricardo qui prétend le contraire et dont la conclusion serait : « *Dans son état le plus achevé, l'argent c'est le papier-monnaie.* » (Fr.) Les crises de 1809 et 1811 sont importantes pour nous, parce que les Banques émirent alors des billets non convertibles : ces crises ne provinrent donc pas de ce que les billets étaient convertibles en or (métal). On ne saurait donc dire qu'elles eussent été surmontées, si on avait aboli cette convertibilité.

Darimon passe allégrement sur ces faits qui contredisent sa théorie des crises. Il s'accroche à l'aphorisme qu'il extrait du pamphlet de Ricardo sur la dépréciation des billets de banque et qui n'a rien à voir avec le thème du débat. Il ignore que la théorie monétaire de Ricardo est entièrement réfutée en même temps que ses fausses prémisses, selon lesquelles la Banque contrôle le montant des billets en circulation. Au lieu que le montant de ceux-ci détermine les prix, ce sont les prix qui déterminent le montant des moyens de circulation, etc. Au temps de Ricardo, on ne connaissait pas toutes les études techniques dont nous disposons aujourd'hui sur les phénomènes de la circulation monétaire, soit dit en passant.

L'or et l'argent sont des marchandises comme les autres, l'or et l'argent ne sont pas des marchandises comme les autres : à titre d'instruments d'échange général, ce sont des marchandises privilégiées qui dégradent toutes les autres marchandises en vertu de leur privilège. Darimon ne va pas au-delà de cet antagonisme. Il décide, en dernier ressort, d'abolir le privilège de l'or et de l'argent en les ravalant au rang de toutes les autres marchandises. Dès lors, on n'aura plus les maux spécifiques de la monnaie en or ou en argent, ou des billets convertibles en or ou en argent. On aura supprimé tous les maux. Ce qu'il propose, c'est en conséquence : élevons toutes les marchandises au monopole détenu actuellement en exclusivité par l'or et l'argent. Laissons subsister le pape, mais que tout un chacun devienne pape! Abolissons l'argent en transformant chaque marchandise en argent, et en la dotant de toutes les vertus spécifiques de l'argent! Or, le problème posé est absurde : on ne saurait le résoudre dès lors que toutes ses pré-

misses sont fausses. Il faut donc répondre en critiquant et en niant la façon dont il est posé.

Pour trouver la solution, il nous faut poser le vrai problème que voici : le système d'échange bourgeois n'exige-t-il pas un instrument spécifique d'échange? Ne crée-t-il pas forcément un équivalent spécial pour toutes les valeurs? Telle forme de l'instrument d'échange ou tel équivalent peut être plus maniable, plus approprié et entraîner moins d'inconvénients que d'autres. Mais les inconvénients résultant de l'existence d'un instrument d'échange déterminé ou d'un équivalent particulier et pourtant général, devront se reproduire pour chaque forme, bien que de manière différente.

C'est évidemment avec enthousiasme que Darimon passe sur cette question. Voici ce qu'il propose : abolissez l'argent, et ne l'abolissez pas! Abolissez le privilège exclusif que l'or et l'argent possèdent du fait de l'exclusivité de leur fonction monétaire; mais transformez toutes les marchandises en monnaie, autrement dit : donnez-leur à toutes en partage une qualité qui n'existe plus dès lors qu'elle est séparée de l'exclusivité.

Dans les sorties d'or, on se trouve devant une contradiction que Darimon interprète aussi platement qu'il la résout. Elles révèlent que l'or et l'argent ne sont pas des marchandises comme les autres, et l'économie moderne se trouve subitement ramenée, pour un temps, aux préjugés du système mercantiliste. Les économistes anglais cherchent à résoudre la difficulté par un distinguo : ce que l'on recherche, disent-ils au moment de ces crises monétaires, ce n'est pas l'or et l'argent sous leur forme de numéraire ou de monnaie, mais sous leur forme de capital. Ils oublient simplement d'ajouter : capital, dans sa forme bien déterminée d'or et d'argent. Si le capital peut s'exporter sous n'importe quelle forme, comment expliquer alors que seules ces marchandises s'écoulent, alors que la plupart des autres se déprécient, faute d'écoulement.

Voyons des exemples précis : écoulement par suite de la disette, dans le pays même, d'une denrée essentielle (blé par exemple), ou d'une disette extérieure qui entraîne le renchérissement d'une denrée de grande consommation qu'on importe (thé par exemple); écoulement dû à une disette de matières premières décisives (coton, laine, soie, lin); écoulement provoqué par des importations exagérées à la suite de spéculations,

guerre, etc. Dans le cas d'une disette intérieure, le comblement de ce déficit, passager ou durable, dépouille doublement la nation. Une partie du capital investi ou du travail n'est pas reproduite :c'est un véritable déficit pour la production. Une partie du capital reproduit doit être cédée pour combler les brèches : elle n'est pas dans un simple rapport arithmétique au déficit, étant donné que le prix du produit raréfié monte forcément par suite de l'offre réduite et de la demande accrue sur le marché mondial. Il faudrait examiner en détail le déroulement de ces crises en faisant d'abord abstraction de l'argent et en déterminant ensuite l'effet ajouté par l'argent au sein des conditions données. (Les cas principaux sont la disette de blé et les importations exagérées. Il faut y ajouter la guerre : du point de vue économique, c'est comme si une nation jetait à l'eau une partie de son capital.)

Cas d'une disette de blé : Par rapport aux autres nations, il est clair que le capital (et non seulement la richesse) de la nation touchée diminue : elle s'appauvrit du montant de l'achat, comme le paysan qui, ayant perdu le pain qu'il confectionne lui-même, se voit obligé de le payer au boulanger. Pour le pays touché par la disette, il semble que l'augmentation du prix du blé ne change en rien la valeur. Cependant, si l'on multiplie la quantité moindre de blé par le prix élevé résultant de la disette, on obtient une somme différente de celle qu'on obtient en multipliant la quantité normale par le prix courant.

Admettons qu'on produise seulement 1 quintal en Angleterre et qu'il ait le même prix que les 30 millions de quintaux précédents. Abstraction faite de ce qu'on n'aurait plus les moyens de reproduction de la vie ni le blé nécessaire à faire lever une autre récolte, on constaterait que, la journée de travail nécessaire à la reproduction d'un quintal étant égale à a, la nation échangerait $a \times 30$ millions de journées de travail (coûts de production) contre $1 \times a$ journée de travail (produit). La force productive de son capital aurait diminué d'autant de millions de fois, et la somme des valeurs aurait diminué, étant donné que chaque journée de travail est dépréciée de 30 millions de fois. Chaque portion de capital ne représenterait plus que la 1/30 000 000 partie de sa valeur précédente, de son équivalent en coûts de production.

Pourtant, dans notre exemple, la valeur nominale du capital national n'a pas baissé (seule la terre se serait dépréciée), puisque la valeur moindre de tous les autres produits est exactement compensée par l'augmentation de prix du quintal de blé. A l'augmentation du prix du blé de $a \times 30$ millions correspondrait une dépréciation égale de tous les autres produits. Au demeurant, la distinction entre ce pays et l'étranger est purement illusoire. La nation qui subit le déficit en blé se comporte vis-à-vis de la nation étrangère à qui elle achète, comme n'importe quel individu vis-à-vis du fermier ou du marchand de blé. La somme supplémentaire utilisée pour acheter du blé représente une diminution directe de son capital et des moyens dont elle dispose.

Afin de ne pas obscurcir la question en y mêlant des facteurs secondaires, prenons à titre d'exemple une nation qui pratique le libre échange des céréales. Même si le blé importé a le même prix que celui qui est produit à l'intérieur du pays, la nation s'appauvrit du capital non reproduit par les fermiers. Par hypothèse, la nation importe du blé aussi longtemps seulement qu'il est au prix normal. L'augmentation des importations suppose donc l'élévation du prix.

Si le prix des céréales augmente, c'est que le prix de toutes les autres marchandises baisse. L'augmentation des coûts de production du quintal de blé (qu'on retrouve dans le prix) correspond à la diminution de productivité du capital sous toutes les autres formes. Au surplus utilisé à l'achat du blé correspond nécessairement une diminution des achats de tous les autres produits, et cela suffit à provoquer une baisse de leur prix. Qu'elle utilise la monnaie métallique ou toute autre monnaie, la nation est touchée par une crise s'étendant non seulement aux céréales, mais à toutes les autres branches de production. En effet, non seulement la productivité de ces dernières est positivement diminuée, et le prix de leurs produits déprécié comparativement à la valeur déterminée par les coûts de production normaux; tous les contrats, obligations, etc. reposant sur les prix moyens des produits sont dévalués. Par exemple, s'il faut livrer une quantité x de blé pour la dette publique, les frais de production de ce blé ont augmenté dans un rapport déterminé. Abstraction faite de l'argent, la nation se trouve plongée dans une crise générale. Même en dehors de l'argent et de la valeur d'échange, les denrées

seraient dépréciées et la productivité nationale réduite dès lors que tous les rapports économiques sont basés sur une productivité moyenne du travail.

La crise provoquée par la disette de blé n'est donc absolument pas due aux sorties de l'or, quoiqu'elle puisse être aggravée par des obstacles que l'on veut dresser contre ces sorties.

En tout cas, on ne saurait dire avec Proudhon que les crises proviennent de ce que les métaux précieux seuls possèdent une valeur authentique en opposition à toutes les autres marchandises. En effet, la conséquence immédiate de l'augmentation du prix des céréales, c'est qu'il faut donner plus d'or et d'argent en échange d'une quantité donnée de blé, c'est dire que le prix de l'or et de l'argent a baissé par rapport à celui du blé. L'or et l'argent partagent donc la dépréciation de toutes les autres marchandises par rapport au blé, et nul privilège ne les en préserve.

L'or et l'argent se déprécient-ils par rapport au blé en raison de l'augmentation du prix de ce dernier?

Ce n'est pas tout à fait exact. Le quintal de blé monte de 50 à 100 sh., c'est-à-dire de 100 %, mais les cotonnades baissent de 80 %. Par rapport au blé, l'argent n'a baissé que de 50, et les cotonnades de 80 %, en raison de l'affaissement de la demande. Autrement dit, le prix des autres marchandises baisse plus que ne monte celui du blé. Mais le contraire est possible également. Ainsi, au cours de ces dernières années, lorsque le blé s'élevait momentanément de 100 %, les produits industriels n'avaient pas tendance à baisser dans la même proportion que l'or vis-à-vis du blé. Mais, pour l'instant, ce fait n'affecte pas le principe général.

On ne peut dire davantage que la possession de l'or est un privilège, parce que, étant monnaie, sa quantité est déterminée d'une façon certaine et précise. Un thaler (argent) reste un thaler, quelles que soient les circonstances. De même, un boisseau de blé reste un boisseau de blé, et un mètre de lin un mètre de lin.

La dépréciation de la plupart des marchandises (y compris le travail) ainsi que la crise due à une importante disette de blé n'ont donc pas leur origine dans les sorties d'or puisque cette dépréciation et cette crise se produiraient même sans aucune exportation d'or national ni aucune importation de blé étranger. La crise s'explique simplement par la loi de l'offre et de la

demande qui, à l'échelle nationale, sévit de façon plus aiguë et plus brutale dans le secteur des produits de première nécessité que partout ailleurs. L'exportation de l'or n'est pas la cause de la crise céréalière; celle-ci est la cause des sorties d'or.

L'or et l'argent proprement dits peuvent influer sur la crise et en aggraver les symptômes de deux manières :

1° lorsque des prescriptions sur les métaux précieux à l'encontre des banques rendent l'exportation de l'or plus difficile, de sorte que les mesures prises par la Banque contre les sorties d'or nuisent à la circulation intérieure du pays;

2° lorsqu'il faut exporter de l'or, parce que les nations étrangères refusent d'accepter du capital sous une forme autre que celle de l'or.

Cette seconde difficulté peut subsister même lorsque la première a été éliminée. La Banque d'Angleterre la connut au moment précis où la loi lui permettait d'émettre des billets inconvertibles. Non seulement les billets de banque baissèrent par rapport au métal-or, mais aussi l'or frappé par la Monnaie : l'or était devenu une marchandise particulière vis-à-vis de la monnaie. On est donc en droit d'affirmer que les billets de banque continuèrent à dépendre de l'or, dans la mesure où ils représentaient nominalement une quantité déterminée d'or qui, en fait, n'était pas échangeable contre eux. L'or était resté leur dénomination, bien que légalement ils ne fussent plus échangeables à la Banque contre cette quantité d'or.

[CONVERTIBILITÉ ET CIRCULATION DES BILLETS DE BANQUE]

Tant que le papier-monnaie reçoit sa dénomination de l'or (par exemple un billet de 5 livres est le représentant en papier de 5 souverains), il nous semble (nous le verrons de manière sûre plus tard, puisque nous n'avons pas à en traiter ici) que la convertibilité des billets reste une loi économique : peu importe qu'elle soit sanctionnée par une loi *politique*. Même de 1799 à 1819, les billets de la Banque d'Angleterre continuèrent à exprimer la valeur de la quantité déterminée d'or qu'ils représentaient. Comment démontrer cette affirmation sinon par le fait que le billet commande pratiquement tant et tant de métal? Lorsque pour un

billet de 5 livres, on ne peut plus avoir de métal correspondant à la valeur de 5 souverains, le billet de banque est déprécié, même s'il est inconvertible. L'égalité entre la valeur des billets et la valeur de l'or, annoncée par son titre entre alors en contradiction avec l'inégalité de fait entre les billets et l'or.

La controverse entre les Anglais partisans du maintien de l'or comme dénomination des billets ne tourne donc pas autour de la convertibilité des billets en or (qui n'est rien d'autre que l'égalité entre la pratique et ce que le titre du billet affirme en théorie). Mais la question est de savoir comment il faut garantir cette convertibilité : doit-on l'assurer au moyen de restrictions imposées légalement à la Banque, ou doit-on s'en remettre au mécanisme économique? Ceux qui croient en ce dernier affirment que cette convertibilité est assurée en moyenne par une banque d'émission qui avance sur traites, si bien que ses billets bénéficient d'un reflux assuré. En outre, disent-ils, jamais nos adversaires ne pourront faire mieux que cette moyenne de garantie, et c'est *exact*. Soit dit en passant, cette moyenne n'est pas à dédaigner, car les calculs de moyenne sont essentiels pour les banques et toutes les compagnies d'assurances, etc. A cet égard, ce sont les banques écossaises que l'on considère, à juste titre, comme des modèles.

De leur côté, les stricts métallistes disent qu'ils prennent au sérieux la convertibilité; que l'obligation faite à la Banque de convertir rend les billets convertibles; que la nécessité de cette convertibilité découle de la dénomination même du billet de banque, et empêche la planche à billets de fonctionner sans arrêt; enfin, que leurs adversaires sont de pseudo-partisans de l'inconvertibilité. Entre ces deux ailes, on trouve toutes sortes de variantes, une foule de petites *espèces* (Fr.).

En fin de compte, les partisans de l'inconvertibilité, antimétallistes déclarés, sont, sans le savoir, de pseudo-partisans de la convertibilité, au même titre que leurs adversaires, opposés à l'inconvertibilité, parce qu'ils veulent laisser subsister la dénomination des billets; autrement dit, ils veulent mesurer la pleine valeur de leurs billets à l'égalité pratique entre ces billets ayant une dénomination précise et une quantité déterminée d'or.

Nous avons, en Prusse, le papier-monnaie à cours forcé. (Un certain reflux y est assuré parce qu'une partie des impôts doit être payée en billets.) Ces thalers de

papier ne sont pas liés au métal-argent, ils ne sont pas légalement échangeables dans les banques. Aucune banque commerciale ne les prête sur traites; en revanche, le gouvernement les utilise pour ses dépenses. Ils tirent cependant leur dénomination de celle du métal-argent, car un thaler de papier affirme qu'il représente la même valeur qu'un thaler d'argent. En pratique, le thaler de papier cesserait de valoir un thaler de métal et se déprécierait, s'il tombait au-dessous de la valeur indiquée par son titre, si la confiance dans le gouvernement était sérieusement ébranlée, ou si le papier-monnaie dépassait largement les besoins de la circulation. En outre, il serait déprécié si un besoin pressant de métal-argent procurait au métal un privilège vis-à-vis des billets, en ce qui concerne par exemple l'exportation.

La convertibilité en or et en argent mesure donc en pratique la valeur de tout papier-monnaie qui tire sa dénomination de l'or ou de l'argent, et peu importe que les billets soient ou non convertibles légalement. Une valeur nominale ne représente que l'ombre courant après le corps : la convertibilité (échangeabilité) de l'un en l'autre doit démontrer dans les faits qu'ils se recouvrent. Il y a dépréciation, si la valeur réelle descend au-dessous de la valeur nominale. Il y a convertibilité si les deux vont de pair et s'échangent mutuellement.

La convertibilité se constate non pas aux guichets de la Banque, mais dans l'échange quotidien des billets contre le métal, dont ils portent la dénomination. En fait, la convertibilité des billets est déjà menacée dès qu'on ne prétend plus la confirmer par le trafic quotidien dans toutes les parties du pays, mais par des manipulations importantes dans les fonds de la Banque.

Dans les campagnes écossaises, on préfère les billets à la monnaie de métal. Avant 1845, date à laquelle on lui imposa la loi anglaise de 1844, l'Ecosse avait naturellement eu sa part de toutes les crises sociales anglaises et avait même souffert plus que l'Angleterre de certaines d'entre elles, étant donné que l'accaparement des terres s'y développait plus brutalement. Néanmoins, l'Ecosse n'a pas connu de crises monétaires proprement dites (nous négligeons ici quelques rares faillites de banques qui faisaient crédit à la légère). Que la quantité d'argent en circulation fût abondante ou non, il n'y eut ni dépréciation des billets, ni plaintes, ni enquêtes, etc. A nos yeux, l'Ecosse est un exemple significatif pour

démontrer qu'un système monétaire peut s'adapter parfaitement aux conditions présentes et supprimer tous les maux que déplore Darimon tout en respectant la base sociale actuelle. Et justement les contradictions, les antagonismes et l'opposition entre les classes se faisaient alors sentir plus dans ce pays que dans toute autre région du monde.

Darimon et son « maître » et préfacier, Emile Girardin qui complète son charlatanisme pratique par un utopisme théorique, agissent de manière caractéristique : ne trouvant pas en Ecosse les antagonismes dus aux banques de monopole, telles la Banque d'Angleterre et la Banque de France, ils le cherchent aux Etats-Unis où, en raison de la charte d'Etat, le système bancaire n'est libre que sur le papier, puisque la règle n'est pas, dans ce pays, la libre concurrence entre les banques, mais un système fédéral de banques monopolistes. Il est évident que le système monétaire et bancaire d'Ecosse représente l'écueil le plus sérieux pour les illusions de nos virtuoses de la circulation.

On ne dit pas que la monnaie d'or ou la monnaie d'argent (là où il n'y a pas un double étalon légal) sont dépréciées, lorsque leur valeur change par rapport aux autres marchandises. Pourquoi? Parce qu'elles tiennent d'elles-mêmes leur dénomination; parce que leur titre n'est pas celui d'une valeur; autrement dit, elles ne se mesurent pas d'après une tierce marchandise, mais elles expriment simplement une portion déterminée de leur propre matière : un souverain équivaut à une quantité de tel ou tel poids. Nominalement, l'or ne peut donc pas se déprécier, non parce qu'à lui seul il exprime *une valeur authentique*, mais parce qu'en tant que monnaie, il n'exprime *aucune valeur :* il ne fait qu'indiquer la quantité de la matière qu'il est, il exprime quantitativement sa propre substance. (Nous aurons à examiner ultérieurement, si cette marque distinctive de la monnaie d'or ou d'argent est inhérente, en dernière analyse, à toute monnaie.)

Abusés par le fait que la monnaie métallique ne se déprécie pas nominalement, les Darimon et consorts ne voient qu'une face de la crise : la hausse du prix de l'or et de l'argent par rapport aux autres marchandises. Mais il y a l'autre face : la *dépréciation* de l'or et de l'argent — ou de la monnaie — par rapport à toutes les autres marchandises (à l'exception peut-être

— mais pas toujours — du travail) dans les périodes dites de prospérité où le prix de toutes les marchandises monte temporairement. Puisque cette dépréciation de la monnaie métallique (et de toutes les monnaies qui s'appuient sur elle) précède toujours son surhaussement, ils auraient dû poser leur problème en termes opposés : comment prévenir la dépréciation périodique de la monnaie (dans leur jargon : comment abolir le privilège des marchandises vis-à-vis de la monnaie)?

En formulant ainsi le problème, ils l'auraient aussitôt résolu : il faut abolir la hausse et la baisse des prix, c'est-à-dire en fin de compte les prix et la valeur d'échange. Il s'agit donc du problème de l'échange dérivant de l'organisation bourgeoise de la société. Or, il exige une révolution économique de toute la société bourgeoise. Dès l'abord, ils auraient constaté qu'on ne peut remédier aux maux de la société bourgeoise en « réformant » les banques ou en instaurant un « système monétaire » rationnel.

Qu'elle soit légale ou non, la convertibilité est donc une nécessité pour la monnaie, lorsque son titre en fait un signe de valeur, c'est-à-dire l'équivalent de telle quantité d'une tierce marchandise. Or, l'égalité implique déjà la possibilité de l'inégalité : la convertibilité implique son contraire, l'inconvertibilité; la hausse des prix implique leur baisse, en puissance comme dirait Aristote.

Nous savons qu'un souverain n'est pas seulement un titre de noblesse, c'est une partie aliquote x d'une once d'or (nom de compte), comme le mètre pour une longueur donnée. Ajoutons qu'il correspond par exemple à x *heures de travail*. En fait, $\frac{1}{x}$ once d'or n'est rien d'autre que $\frac{1}{x}$ heure de travail sous forme matérialisée et objectivée; l'or est donc du temps de travail passé bien déterminé. Son titre fait d'une certaine quantité de travail en général son étalon. La livre d'or doit pouvoir se convertir en x heures de travail, c'est-à-dire acheter autant d'heures à tout instant : elle est dépréciée ou surhaussée, selon qu'elle peut en acheter plus ou moins (dans ce cas, elle n'est plus convertible).

Ce qui détermine la valeur, ce n'est pas le temps de travail déjà incorporé aux produits mais le temps de tra-

vail actuellement nécessaire. Admettons que la livre d'or elle-même soit le produit de 20 h. de travail, et qu'à la suite d'un événement quelconque il ne faille plus que 10 h. pour la produire. La livre d'or dont le titre affirme qu'elle vaut 20 h. de travail, n'en vaudrait plus que 10, puisque 20 h. de travail équivaudraient à 2 livres d'or. En fait, 10 h. de travail s'échangent contre 1 livre d'or et non plus contre 20 h. de travail. La monnaie-or, au titre plébéien de x *heures de travail,* serait exposée à des oscillations plus fortes que toute autre monnaie, et surtout que la monnaie d'or actuelle. En effet, l'or ne peut ni monter ni baisser par rapport à lui-même (étant égal à lui-même). En revanche, le temps de travail passé, contenu dans une quantité d'or donnée, fluctue constamment par rapport au temps de travail vivant actuel : pour maintenir leur convertibilité, il faudrait maintenir stationnaire la productivité de l'heure du travail.

Or, selon la loi générale de l'économie, les coûts de production baissent constamment et le travail vivant devient toujours plus productif, autrement dit le temps de travail objectivé dans les produits ne cesse de se dévaloriser. Une dépréciation continuelle serait donc le sort fatal de cette monnaie-travail dorée. Pour y remédier, on pourrait dire qu'il ne faut pas investir l'or de la représentation des heures de travail, mais le papier-monnaie, simple signe de valeur, comme Weitling l'a proposé (avant lui, c'étaient des Anglais, et après lui, des Français, dont Proudhon et Cie). Le temps de travail incorporé au papier n'entrerait pas plus en ligne de compte que la valeur du papier des billets de banque. Lorsque l'heure de travail devient plus productive, le bon qui la représente augmenterait son pouvoir d'achat et vice versa; c'est ainsi qu'aujourd'hui, avec un billet de 5 livres, on peut acheter plus ou moins, selon que la valeur relative de l'or monte, ou baisse, par rapport aux autres marchandises. La loi même qui provoque une continuelle dépréciation de la monnaie-travail d'or, soumettrait la monnaie-travail de papier à une continuelle augmentation de valeur. Mais, c'est justement ce que nous voulons, diraient nos socialistes : l'ouvrier apprécierait à sa valeur la productivité accrue de son travail, au lieu de la voir actuellement se dévaloriser à mesure que, par son travail même, il augmente la richesse d'autrui.

Malheureusement, il y a un *hic.* D'abord, sitôt que

nous supposons la monnaie, et même les bons horaires, il faut présupposer l'accumulation de cet argent ainsi que les contrats, les obligations et autres charges fixes, qui entrent dans la composition de cet argent. Les bons accumulés augmenteraient de valeur, de même que les bons émis monteraient de valeur avec le temps : la productivité croissante du travail profiterait donc aussi aux non-travailleurs et à ceux qui ont contracté des obligations dans le passé. Les valeurs du passé suivraient la courbe ascendante du rendement du travail.

Nul ne prêterait la moindre attention à la baisse, ou à la hausse, de la valeur de l'or ou de l'argent, si, à chaque instant, le monde pouvait tout effacer et recommencer, et si les obligations passées pouvaient être payées par une quantité déterminée d'or sans qu'elles soient soumises aux perpétuelles oscillations de la valeur de l'or. Il en serait de même du bon horaire et de la productivité de l'heure de travail.

C'est ici que nous devons analyser la convertibilité du bon horaire. Nous parviendrons au même but, si nous faisons un détour. Bien que cela soit prématuré, on peut dès à présent faire remarquer que le bon horaire est une *supercherie* (Fr.). Il nous faudra pour la découvrir, entrer dans le tréfonds du mystère qui relie la théorie proudhonienne de la circulation à sa théorie générale de la valeur. Nous trouvons la même relation chez Bray et Gray par exemple.

Le fond de vérité qui pourrait s'y trouver, nous l'examinerons plus tard (mais auparavant ceci, incidemment : en tant que simples assignations sur l'or, les billets de banque émis ne doivent jamais excéder la quantité de monnaie d'or qu'ils prétendent remplacer, sinon ils se déprécient).

Si je distribuais à trois créanciers différents trois assignations sur les mêmes 15 l. d'or, chacune d'elles ne serait en fait qu'une assignation sur $\frac{15}{3}$ l., soit sur 5 l. D'emblée, chacun de ces billets serait déprécié jusqu'à concurrence de 33 ⅓ %.

[VALEUR ET PRIX]

La *valeur* (valeur d'échange réelle) de toutes les marchandises (y compris le travail) est déterminée par leurs frais de production, en d'autres termes, par le temps de

travail nécessaire à leur production. Le *prix*, c'est la valeur d'échange exprimée en monnaie.

Si l'on remplaçait la monnaie métallique (et les monnaies de papier ou de crédit qui en tirent leur dénomination) par la monnaie-travail tirant sa dénomination du temps de travail, on mettrait, nous dit-on, à parité la valeur réelle (valeur d'échange) des marchandises, et leur valeur nominale, le prix et la valeur monétaire. La valeur réelle équivaudrait alors à la valeur nominale, et la valeur au prix. Mais, on ne le peut que si la différence entre valeur et prix est purement *nominale*. Or, ce n'est nullement le cas, *puisque la valeur des marchandises déterminée par le temps de travail ne représente que leur valeur moyenne.*

Certes, une moyenne est une abstraction extérieure, car c'est le nombre moyen obtenu à partir d'une époque entière : par exemple, 1 livre de café de 1 sh., est la moyenne des prix du café des dernières vingt-cinq années. Mais elle n'en est pas moins très réelle, si l'on veut bien admettre qu'elle est la force motrice et le principe actif des oscillations de prix des marchandises au cours d'une période donnée. Cette réalité n'a pas seulement une importance théorique : c'est la base de la spéculation commerciale, pour laquelle les calculs de probabilité reposent aussi bien sur les prix moyens qui représentent la ligne médiane de l'oscillation que sur ceux qui représentent les moyennes des hauts et des bas, au-dessus ou au-dessous de cette ligne médiane.

La *valeur de marché* est toujours différente de cette valeur moyenne des marchandises : elle est tantôt au-dessus, tantôt au-dessous d'elle. La valeur de marché se ramène à la valeur réelle au travers de ses perpétuelles oscillations, et non au travers d'une équivalence à un tiers : elle est constamment inégale à elle-même (ce n'est pas une identité abstraite, pour parler comme Hegel (19), mais une perpétuelle négation de la négation, c'est-à-dire qu'elle se nie elle-même en niant la valeur réelle).

Dans mon pamphlet contre Proudhon (20), j'ai déjà montré que la valeur réelle (en dehors du fait qu'elle domine les oscillations du prix de marché en étant la *loi* de ces oscillations) se nie elle-même : elle entre constamment en contradiction avec la valeur réelle des marchandises qu'elle exprime en les dépréciant ou en les surhaussant. Je n'ai donc pas à y revenir ici.

Le *prix* ne se distingue donc pas seulement de la valeur, comme la valeur réelle se distingue de la valeur nominale. Il ne s'en distingue pas seulement par la dénomination en or ou en argent, puisque la valeur apparaît comme la loi des mouvements que parcourent les prix. Ces mouvements sont toujours différents et ne se recouvrent pratiquement jamais. Le prix des marchandises est constamment au-dessus ou en dessous de la valeur marchande, et cette dernière ne résulte que *des hauts et des bas* du prix des marchandises.

L'offre et la demande fixent constamment les prix des marchandises : ils ne se recouvrent jamais, si ce n'est par le plus grand des hasards. Ce sont les coûts de production qui déterminent les oscillations de l'offre et de la demande. L'or ou l'argent qui exprime le prix d'une marchandise — sa valeur de marché —, est lui-même une certaine quantité de travail amassé, une portion déterminée de temps de travail matérialisé.

Si les coûts de production des marchandises et ceux de l'or et de l'argent restent stables, la hausse ou la baisse de leur prix de marché signifie qu'une marchandise valant x temps de travail commande ou plus, ou moins, que x temps de travail sur le marché, qu'elle est au-dessus ou au-dessous de sa valeur moyenne, déterminée par le temps de travail.

La première illusion fondamentale des partisans des bons horaires, c'est qu'ils suppriment la différence et l'opposition réelles qui existent entre le prix et la valeur, en abolissant la *différence nominale* entre la valeur réelle et la valeur de marché, entre la valeur d'échange et le prix. Autrement dit, au lieu d'exprimer la valeur par une certaine quantité de temps de travail objectivé, mettons l'or ou l'argent, ils l'expriment directement en temps de travail. Dès lors, il suffit d'introduire le bon horaire pour éliminer toutes les crises et tous les déséquilibres de la production bourgeoise : le prix monétaire des marchandises est égal à leur valeur réelle; la demande est identique à l'offre; la production correspond à la consommation; la monnaie est à la fois abolie et conservée; il suffit de constater le temps de travail qui a produit la marchandise et qui s'est matérialisé en elle pour reproduire son image fidèle dans le signe de valeur, l'argent, les bons horaires. Ainsi chaque marchandise serait directement transformée en monnaie, et l'or et l'argent

seraient ravalés au même rang que toutes les autres marchandises.

Il n'est pas besoin de longs développements pour montrer qu'on n'abolit pas la contradiction entre la valeur d'échange et le prix (le prix moyen ou les prix particuliers dont il est la moyenne ni la différence entre les diverses grandeurs et la grandeur moyenne, en effaçant simplement les *différences d'appellation*, en disant par exemple qu'une livre de pain coûte $\frac{1}{x}$ heure de travail au lieu de 8 d. A l'inverse si 8 d. valent $\frac{1}{x}$ heure de travail, mais si le temps de travail matérialisé dans une livre de pain vaut plus ou moins que $\frac{1}{x}$ heure de travail, la différence entre la valeur et le prix qui est marquée dans le prix-or ou argent, se manifesterait plus violemment que jamais, puisque la mesure de la valeur en serait aussi l'élément constitutif. On obtiendrait une série infinie d'égalités. $\frac{1}{x}$ heure de travail (contenue en 8 d. ou exprimée par un bon) peut être différente de $\frac{1}{x}$ heure de travail (contenue dans une livre de pain.)

Le bon horaire représentant le *temps de travail moyen* ne correspondrait jamais au *temps de travail réellement effectué*, et ne serait jamais convertible en lui. Autrement dit, le temps de travail matérialisé dans une marchandise ne commanderait jamais une quantité égale de monnaie-travail, et vice versa. Il en commanderait plus ou moins, exactement comme aujourd'hui où chaque oscillation des valeurs de marché s'exprime en une hausse ou une baisse de leurs prix-or ou argent.

Cette constante dépréciation des marchandises par rapport aux bons horaires en longues périodes découle de la loi de la productivité croissante du temps de travail et de ce que la valeur relative, liée au principe même de ces bons, à savoir le temps de travail, est perpétuellement remise en cause. L'inconvertibilité des bons horaires, dont nous allons parler maintenant, n'est qu'une simple variante de l'inconvertibilité existant entre la valeur réelle et la valeur de marché, entre la valeur d'échange et le prix.

En opposition à toutes les marchandises, le bon de travail représente un temps idéal qui s'échange tantôt contre plus, et tantôt contre moins de travail réel : dans le bon, le temps de travail idéal a une existence distincte et autonome qui exprime cette inégalité de fait. L'équivalent général, moyen de circulation et étalon des marchandises, continuerait de se dresser en face des marchandises sous une forme autonome et en obéissant à ses propres lois, c'est-à-dire avec toutes les vertus de la monnaie actuelle, mais sans qu'il rende les mêmes services.

Au demeurant, la confusion serait autrement grande, puisque le moyen, qui sert à comparer les marchandises et les quantités de temps de travail matérialisé, ne serait pas une tierce marchandise, mais sa propre mesure de valeur, le temps de travail. La marchandise **a** qui matérialise 3 h. de travail, vaut 2 bons horaires; la marchandise **b** qui matérialise elle aussi 3 h. vaut 4 bons horaires. Cette contradiction est simplement voilée dans les prix monétaires. La différence entre le prix et la valeur, entre la marchandise mesurée par le temps de travail dont elle est le produit et le produit du temps de travail contre lequel elle s'échange, cette différence exige une tierce marchandise en qualité d'étalon, dans lequel s'exprime la valeur d'échange réelle des marchandises.

Etant donné que le prix n'est pas égal à la valeur, l'élément qui détermine la valeur — le temps de travail — ne peut exprimer le prix, parce que le temps de travail devrait représenter à la fois le facteur déterminant et non déterminant, à la fois l'égalité et l'inégalité de lui-même. Etant donné que le temps de travail ne peut avoir qu'une existence idéale à titre d'étalon de valeur, il ne peut en même temps être la matière de la comparaison. On entrevoit ici la raison pour laquelle le rapport de la valeur existe d'une manière distincte et matérielle dans l'argent. Nous devrons expliciter ultérieurement ce point.

La différence entre le prix et la valeur exige que les valeurs représentées par le prix soient mesurées à un autre étalon de valeur. Distinct de la valeur, ce prix a nécessairement la *forme monétaire*. On voit ici que

la différence *nominale* entre le prix et la valeur provient de leur différence *réelle*.

Si la marchandise **a** vaut 1 sh. (c'est-à-dire $\frac{1}{x}$ de métal-argent et la marchandise **b** 2 sh. (c'est-à-dire $\frac{2}{x}$ de métal-argent), la marchandise **b** vaut deux fois la marchandise **a**. Le rapport de valeur entre **a** et **b** s'exprime dans la proportion où ces deux marchandises s'échangent contre la quantité d'une tierce marchandise, le métal-argent : elles ne s'échangent pas contre un rapport de valeur.

MARCHANDISE ET ARGENT

Toute marchandise (produit ou instrument de production) équivaut à une certaine quantité de temps de travail matérialisé. Sa valeur — le rapport dans lequel elle s'échange contre d'autres marchandises ou dans lequel d'autres marchandises s'échangent contre elle — est égale à la quantité de temps de travail réalisée en elle. Si la marchandise équivaut à 1 heure de travail, elle s'échangera contre toute autre marchandise produite en 1 heure de travail. (Tout ce raisonnement implique que la valeur d'échange est égale à la valeur de marché, et la valeur réelle au prix.)

La valeur de la marchandise est distincte de la marchandise elle-même. La marchandise n'est valeur (valeur d'échange) que dans l'échange (réel ou imaginaire). La valeur n'est pas seulement la faculté universelle d'échange de la marchandise, mais la possibilité spécifique de son échange; elle représente à la fois le rapport dans lequel elle va s'échanger avec d'autres marchandises, et celui dans lequel elle s'est déjà échangée, dans la production, contre d'autres marchandises (temps de travail matérialisé); elle peut s'échanger parce qu'elle est quantitativement déterminée.

En fait, les marchandises sont incommensurables : le coton et l'huile sont naturellement différents et possèdent des propriétés spécifiques qui se mesurent d'après des étalons différents, le mètre, le litre.

En tant que valeurs, toutes les marchandises sont qualitativement égales et ne se différencient que par la

quantité : elles sont donc toutes interchangeables et remplaçables (autrement dit, elles s'échangent et se convertissent entre elles), selon un rapport quantitatif déterminé.

La valeur, c'est leur rapport social et leur qualité économique. Un livre d'une valeur donnée et un pain de même valeur s'échangent mutuellement : ils ont la même valeur, seul le matériau change. En tant que valeur, la marchandise équivaut également, selon un rapport déterminé, à toutes les autres marchandises. En tant que valeur, la marchandise est un équivalent; autrement dit, toutes les propriétés naturelles s'effacent en elle : elle n'a plus aucun rapport particulier de qualité avec les autres marchandises; elle est à la fois l'étalon, le représentant et le moyen d'échange général de toutes les autres marchandises. En tant que valeur, elle est *argent*.

Mais, étant donné que la marchandise (ou mieux, le produit ou l'instrument de production) est en soi distincte de la valeur, elle est, en tant que valeur, distincte du produit. En tant que valeur, elle devra donc avoir une propriété distincte de son existence naturelle. Voilà pourquoi : étant donné que les marchandises, en tant que valeurs, ne se différencient les unes des autres que par la quantité, chaque marchandise doit se différencier par la qualité de sa propre valeur. Ainsi donc, leur valeur doit posséder une existence susceptible de se distinguer qualitativement de la marchandise.

Dans l'échange réel, cette séparation devient effective, parce que la diversité naturelle des marchandises entre nécessairement en contradiction avec leur équivalence économique. Si ces deux éléments peuvent coexister, c'est uniquement parce que la marchandise acquiert une existence double, naturelle d'une part, purement économique de l'autre. A ce dernier point de vue, elle n'est qu'un simple signe, chiffre d'un rapport de production, simple signe de sa propre valeur.

En tant que valeur, toute marchandise peut être divisée en parties absolument égales, même si, en tant que telle, elle n'est pas divisible. En tant que valeur, elle reste identique, si nombreuses que soient les métamorphoses qu'elle subit; dans la réalité, on n'échange les marchandises que parce qu'elles sont différentes, inégales et répondent à des besoins différents. En tant que

valeur, la marchandise est générale : en tant que marchandise réelle, elle est particulière. En tant que valeur, on peut toujours l'échanger; dans la réalité, on ne l'échange que si elle remplit certaines conditions déterminées. En tant que valeur, la mesure de son échangeabilité est déterminée par elle-même : la valeur d'échange exprime justement le rapport dans lequel elle remplace d'autres marchandises; dans la réalité, une marchandise ne peut s'échanger qu'en des quantités fixées par ses qualités naturelles et déterminées par les besoins des échangistes. Bref, toutes les propriétés caractéristiques de l'argent sont aussi celles des marchandises en tant que valeurs d'échange, du produit en tant que valeur, à la différence de la valeur en tant que produit.

La valeur d'échange de la marchandise, forme d'existence autonome à côté de la marchandise, c'est la *monnaie*, forme sous laquelle les marchandises se ressemblent, se comparent et s'évaluent, forme à laquelle toutes les marchandises se réduisent et en laquelle elles se dissolvent : l'équivalent général.

A chaque instant, dans les comptes et les registres, les marchandises se transforment en signes de valeur, se figent en valeurs d'échange pures et simples en s'abstrayant de leur substance et de toutes leurs propriétés naturelles. Sur le papier et dans l'esprit, cette métamorphose s'effectue par simple abstraction; mais dans l'échange réel, il faut une médiation réelle, un instrument pour mettre en œuvre cette abstraction.

En raison de ses propriétés naturelles, la marchandise ne peut pas toujours s'échanger contre toute autre marchandise : naturellement, elle n'est pas égale, mais inégale, aux autres marchandises; lorsqu'elle est valeur d'échange, elle se différencie d'elle-même. Afin de la comparer et de l'échanger, il faut d'abord la convertir en valeur d'échange. Dans le troc le plus primitif, il faut, pour échanger deux marchandises, les mettre tout d'abord à parité au moyen d'un signe qui exprime leur valeur d'échange.

Ainsi certains Noirs de la côte occidentale d'Afrique les rapportent à x barres. Telle marchandise veut 1 barre, telle autre 2. Elles peuvent donc s'échanger entre elles. Pour commencer, les marchandises sont transformées en barres, dans la pensée et dans la parole, puis elles sont échangées. Il faut les évaluer, avant de les échan-

ger. Pour les évaluer, on les rapporte à un système numérique donné, afin de les rendre commensurables : il leur faut donc une appellation commune (unité). La barre n'a qu'une existence imaginaire, à la manière d'un rapport qui ne peut obtenir une incarnation, une individualisation, que grâce à une abstraction (21). Dans l'échange, pour compenser l'excédent d'une valeur sur l'autre et pour équilibrer la balance, il faut, dans le troc le plus primitif, comme dans l'actuel commerce international, un paiement en monnaie.

Les produits (ou services) ne peuvent s'échanger que sous la forme de marchandises; dans l'échange, celles-ci n'existent que sous forme de valeurs : elles ne peuvent s'échanger qu'à cette condition. Pour déterminer le poids d'un pain, afin de l'échanger contre un mètre de coton, il faut d'abord établir la valeur du mètre de coton, c'est-à-dire le mettre en équivalence avec $\frac{1}{x}$ h. de travail; puis, il faut effectuer la même opération pour le pain qui vaut, mettons, $\frac{1}{x}$ ou $\frac{2}{x}$ h. de travail. Enfin, il faut rapporter chacune de ces marchandises à une troisième; c'est ce qu'on appelle être inégal à soi-même.

Cette troisième marchandise, distincte des deux précédentes, exprime leur rapport : tout d'abord, elle n'existe que dans l'esprit. Le processus est le même pour tout rapport : pour le **concevoir**, on commence par le distinguer des autres éléments afin de pouvoir le confronter avec eux. En devenant valeur d'échange, un produit (ou un service) n'est pas seulement transformé en un certain rapport quantitatif, nombre proportionnel, c'est-à-dire en un nombre qui exprime une égale quantité de l'autre marchandise, son équivalent, ou le rapport dans lequel il équivaut aux autres marchandises. Il faut encore le transformer qualitativement en un autre élément, de sorte que les deux marchandises deviennent deux grandeurs ayant la même unité de mesure, autrement dit soient commensurables. Il faut d'abord convertir la marchandise en temps de travail, c'est-à-dire en un élément qui est de qualité différente.

En effet, 1° la marchandise n'est pas à proprement parler du temps de travail, mais la matérialisation de celui-ci : elle est du temps de travail au repos, et non

en mouvement; elle est son résultat, et non son procès; 2° elle n'est pas la matérialisation du temps de travail en général, simple représentation abstraite du travail, étrangère à sa qualité particulière et ne se caractérisant que par la quantité; elle est le résultat donné d'un travail naturellement déterminé et qualitativement différent des autres.

Ensuite, on compare le produit, en tant que quantité (ou grandeur) déterminée de temps de travail, à d'autres quantités (grandeurs) de temps de travail. Pour évaluer et comparer simplement les produits entre eux, c'est-à-dire pour déterminer idéalement leur valeur, il suffit de procéder mentalement à cette conversion (dans laquelle le produit n'exprime plus que des rapports quantitatifs de production). Pour comparer les marchandises, cette abstraction est suffisante; mais, dans l'échange réel, il faut un signe pour la matérialiser et la symboliser. C'est une nécessité :

1° Comme nous l'avons déjà dit, les deux marchandises à échanger sont converties mentalement en grandeurs comparables, valeurs d'échange, pour être ainsi évaluées. Mais, lors de l'échange réel, leurs propriétés naturelles entrent en contradiction avec la détermination de leur valeur d'échange et de leur simple nombre : par exemple, on ne peut les diviser comme on veut.

2° L'échange réel porte toujours sur des marchandises bien déterminées. Il dépendra des conditions de temps et de lieu, etc. que la marchandise s'échange, ou non, et dans quel rapport. La conversion de la marchandise en valeur d'échange ne suffit pas à la rendre égale à *telle autre* marchandise bien déterminée : elle en fait un équivalent et exprime son rapport d'échange avec *toutes les autres* marchandises.

Réalisée mentalement, en un éclair, cette conversion ne s'opère que par approches successives dans la réalité, dans une sphère déterminée par les besoins. (Par exemple, j'échange un revenu de 100 thalers au fur et à mesure de mes besoins contre toute une série de marchandises, dont la somme correspond à la valeur d'échange de mes 100 thalers.)

Il ne suffit donc pas d'échanger le produit contre une autre marchandise particulière pour en faire aussitôt une valeur d'échange, et lui donner un effet général : il faut l'échanger contre un troisième objet qui n'est

pas lui-même une marchandise particulière, mais le symbole de la marchandise en tant que telle, sa valeur d'échange. *Il représente, mettons, le temps de travail en tant que tel,* sous forme, soit d'un bout de papier, soit d'un échantillon de cuir représentant une partie aliquote de temps de travail (un tel symbole implique l'accord universel, il est donc un symbole social qui n'exprime effectivement qu'un rapport social). Ce symbole de la valeur d'échange représente les parties aliquotes du temps de travail qui sont susceptibles d'exprimer, par un simple calcul, tous les rapports mutuels entre les valeurs d'échange. Ce symbole, signe matériel de la valeur d'échange, est lui-même un produit de l'échange, et n'est en aucune façon la réalisation d'une idée *a priori* (22). (En fait, la marchandise utilisée comme intermédiaire de l'échange ne se transforme que progressivement en argent, en symbole; mais, par la suite, un autre symbole peut tenir sa place : dès lors, elle est devenue un signe conscient de la valeur d'échange.)

Ce procès bien simple, le voici : le produit devient marchandise, *c'est-à-dire un simple élément de l'échange.* La marchandise se convertit en valeur d'échange. Pour s'identifier à la valeur d'échange, elle s'échange contre un signe qui la représente comme valeur d'échange proprement dite. Etant ainsi devenue valeur d'échange symbolisée, elle peut s'échanger, dans certaines conditions, contre n'importe quelle autre marchandise. Lorsque le produit devient marchandise, et celle-ci valeur d'échange, il a, idéalement d'abord, une double existence. Ce dédoublement idéal entraîne nécessairement que la marchandise se manifeste sous deux formes dans l'échange réel, produit naturel d'une part, valeur d'échange de l'autre. En d'autres termes, sa valeur d'échange acquiert une existence matérielle, distincte du produit.

A titre de valeur d'échange, le produit suppose que la valeur d'échange acquière une existence indépendante et détachée de lui-même. La valeur d'échange, détachée des marchandises et existant à côté d'elles sous forme de marchandise, c'est l'*argent.* Sous l'angle de la valeur d'échange, toutes les propriétés de la marchandise sont distinctes d'elle et ont une forme d'existence sociale, monétaire, indépendante de sa forme naturelle. (En énumérant les propriétés courantes de la monnaie, nous démontrerons en détail cette affirmation.)

Si changeante soit-elle au cours de l'histoire, la matière dans laquelle s'exprime ce symbole n'est pas sans importance. En se développant, la société élabore à chaque fois ce symbole et la matière qui l'exprime le mieux, et les rejette ensuite au cours de sa progression. A moins d'être arbitraire, un symbole exige que le matériau dont il est fait, remplisse certaines conditions. C'est ainsi que les lettres des mots, les caractères d'écriture, etc. ont une histoire.

La valeur d'échange du produit crée donc l'argent à côté du produit. Il est impossible d'abolir les implications et les contradictions résultant de l'existence de l'argent à côté des marchandises particulières, en modifiant simplement la forme de l'argent (bien que l'on puisse prévenir les inconvénients propres à une forme inférieure de la monnaie en passant à la forme supérieure). De même, il est impossible d'abolir l'argent lui-même tant que la valeur d'échange reste la forme sociale des produits. Il est nécessaire de bien s'en rendre compte, si l'on veut s'éviter d'affronter des tâches impossibles et si l'on veut bien connaître les limites dans lesquelles les rapports de production et les conditions sociales correspondantes peuvent être transformées en réformant la monnaie et la circulation.

L'argent peut être : 1° étalon de l'échange de marchandises; 2° moyen d'échange; 3° représentant des marchandises (et donc objet des contrats); 4° marchandise universelle à côté des marchandises particulières. Ces propriétés découlent simplement de ce qu'il est valeur d'échange matérialisée et séparée des marchandises.

La propriété qu'a l'argent d'être la marchandise universelle en face de toutes les autres et l'incarnation de leur valeur d'échange en fait aussi la forme réalisée et toujours réalisable du capital; c'est une forme constamment valable du capital, cette propriété se manifestant dans l'écoulement des métaux précieux. Le capital apparaît d'abord historiquement sous la forme de l'argent; c'est ce qui explique qu'il soit lié à l'intérêt et influe sur son taux.

Plus la production se transforme de sorte que chaque producteur de valeurs d'échange dépende de sa marchandise; autrement dit, plus le produit devient valeur d'échange, et celle-ci l'objet immédiat de la production, plus les rapports monétaires se développent en même

temps que les contradictions immanentes à l'argent et aux rapports du produit avec lui-même en tant qu'argent.

La nécessité de l'échange et la transformation du produit en valeur d'échange pure progressent avec la division du travail; autrement dit, à mesure que la production prend un caractère plus social. A chaque accroissement de la puissance de l'argent, le rapport d'échange gagne en force, indépendamment des producteurs. Ce qui apparaissait au début comme un moyen de stimuler la production devient un rapport extérieur et étranger aux producteurs. Plus les producteurs deviennent indépendants de l'échange, plus celle-ci se rend indépendant d'eux, et plus se creuse le fossé entre le produit sous forme matérielle et le produit sous forme de valeur d'échange.

L'argent ne provoque pas ces contradictions ni ces antagonismes : c'est le développement de ces contradictions et de ces antagonismes qui fait apparaître la puissance transcendentale de l'argent. (Il faudra analyser en détail comment toutes les conditions se transforment en rapports monétaires : l'impôt en nature devenant impôt en argent, la rente naturelle, rente monétaire, le service militaire, mercenariat, toutes les prestations personnelles prenant la forme monétaire et le travail patriarcal, esclavagiste, servile et corporatif aboutissant au travail salarié pur.)

Le produit devient marchandise et celle-ci valeur d'échange, la valeur d'échange de la marchandise étant sa propriété monétaire immanente. Celle-ci s'en détache pour devenir l'argent et acquérir un mode d'existence social, général, détaché de toutes les marchandises particulières et de leur forme naturelle. Le rapport du produit avec lui-même à titre de valeur d'échange devient donc rapport avec l'argent qui existe indépendamment de lui, autrement dit rapport de tous les produits avec l'argent qui existe à côté d'eux. Comme l'échange réel des produits crée leur valeur d'échange, celle-ci crée l'argent.

[1° ÉCHANGEABILITÉ DE LA MARCHANDISE CONTRE L'ARGENT]

Le problème suivant se pose donc : l'existence de l'argent à côté des marchandises ne renferme-t-elle pas

à l'avance toutes les contradictions propres à ce premier rapport?

La marchandise a d'abord une double existence, celle d'un certain produit de forme naturelle qui contient idéalement (de manière latente) la valeur d'échange, puis celle de la valeur d'échange manifeste (argent) qui s'est dégagée de tout lien avec la forme naturelle de ce produit. La séparation ainsi introduite doit se développer en *différence*, et cette différence en *contradiction et en antagonisme.*

La contradiction entre la nature particulière de la marchandise (produit) et sa nature générale (valeur d'échange) fait nécessairement qu'elle existe sous une double forme : marchandise déterminée d'une part, et argent d'autre part. D'emblée, la contradiction entre les propriétés naturelles spécifiques et les propriétés générales et sociales fait que ces deux formes d'existence peuvent ne pas se convertir l'une dans l'autre. La possibilité d'échanger la marchandise devient dans l'argent une chose extérieure, distincte d'elle et ne s'identifie pas immédiatement avec elle. Sitôt que l'argent est devenu une chose extérieure à la marchandise, l'échange de la marchandise contre de l'argent dépend de conditions extrinsèques et incertaines. Dans l'échange, on réclame une marchandise pour ses propriétés naturelles en vue de satisfaire des besoins auxquels elle répond. L'argent, en revanche, n'est que valeur d'échange. Les circonstances décideront si la marchandise s'échangera contre l'argent et donc si elle réalisera sa valeur d'échange. Or, ces circonstances n'ont rien à voir avec la valeur d'échange : elles en sont indépendantes.

L'échangeabilité de la marchandise dépend des propriétés naturelles du produit; celle de l'argent coïncide avec son existence de valeur d'échange symbolique. Dès lors, il peut arriver que la marchandise, dans sa forme déterminée de produit, ne trouve pas à s'échanger, ni à se convertir en la forme universelle de l'argent. En existant extérieurement sous forme d'argent, l'échangeabilité est distincte de la marchandise et lui est devenue étrangère : il faut donc la remettre à égalité avec elle, puisqu'on l'a rendue inégale. Or, cette mise à égalité dépend de conditions extérieures et contingentes.

[2° MARCHANDISE — ARGENT
ARGENT — MARCHANDISE]

Comme la valeur d'échange a une double existence, — marchandise déterminée, et argent —, l'acte de l'échange se décompose à son tour en deux parties indépendantes l'une de l'autre : échange des marchandises contre l'argent; échange de l'argent contre les marchandises; c'est-à-dire achat et vente. Il n'y a plus d'identité immédiate, puisqu'elles ont été séparées dans le temps et dans l'espace, en ayant acquis chacune une forme d'existence indifférente à l'autre. Elles peuvent, ou non, coïncider; elles peuvent, ou non, se recouvrir; elles peuvent se trouver en déséquilibre. Certes, on tentera constamment de les équilibrer, mais, à la place de l'égalité immédiate d'antan, on a maintenant un mouvement de constante égalisation. Or, ce mouvement suppose qu'il y ait d'abord un déséquilibre constant. L'harmonie ne peut plus être obtenue qu'en accordant les pires disparités.

[3° *L'échange devient autonome en opposition aux échangistes*]

La séparation entre l'achat et la vente, la coupure de l'échange en deux actes indépendants et séparés dans le temps et dans l'espace, créent un rapport nouveau.

En même temps que l'échange est ainsi divisé en deux actes indépendants, tout le processus de l'échange est séparé de l'échangiste qui a produit la marchandise. L'échange devient but en soi et cesse d'être un échange qui vise les marchandises elles-mêmes. Un corps de marchands surgit entre les producteurs : ceux-ci n'achètent que pour vendre, et ne vendent que pour acheter, ces opérations ne visant pas la possession des produits qui sont dans ces marchandises, mais l'acquisition des valeurs d'échange proprement dites, l'argent. Un corps de marchands peut, certes, se constituer à partir du simple troc, mais son importance et son effet sur la production sont alors secondaires puisqu'il ne dispose que de l'excédent de la production créée par les communautés.

Lorsque la valeur d'échange prend une forme autonome dans l'argent en se détachant des produits, l'échange (commerce) devient à son tour autonome : cette fonction se détache des échangistes. La valeur

d'échange servait de mesure dans l'échange des marchandises, mais elle visait la possession directe des marchandises échangées : leur consommation (soit pour satisfaire directement les besoins, en servant de produit, soit pour fabriquer des instruments de production).

Le but immédiat du commerce n'est pas de consommer mais d'acquérir de l'argent, de la valeur d'échange. Ce dédoublement de l'échange, pour la consommation d'une part, et pour l'échange lui-même d'autre part, provoque un nouveau déséquilibre. Dans l'échange, le marchand n'a en vue que la différence entre l'achat et la vente de la marchandise; c'est au consommateur de remplacer définitivement la valeur d'échange de la marchandise qu'il achète. Bien que ces rapports admettent une certaine réciprocité entre la circulation — l'échange entre les marchands —, et son aboutissement — l'échange entre les marchands et les consommateurs —, ils obéissent à de tout autres lois et mobiles et peuvent entrer dans la plus violente contradiction.

Dans cette simple séparation, réside déjà la possibilité de crises commerciales. Etant donné que la production travaille de façon immédiate pour le commerce, et de façon médiate pour la consommation, elle doit être elle aussi affectée par le déséquilibre entre commerce et consommation; qui plus est, elle le produit. (En général, on inverse totalement les rapports entre l'offre et la demande.) (Le commerce de l'argent se détache par la suite du commerce proprement dit.)

[APHORISMES]

Toutes les marchandises sont de l'argent éphémère : l'argent est la marchandise impérissable. Plus la division du travail se développe, plus le produit immédiat cesse d'être un moyen d'échange. Il faut de toute nécessité un moyen d'échange général, c'est-à-dire un instrument indépendant de la production spécifique de chaque marchandise. Dans l'argent, la valeur des choses est séparée de leur substance. A l'origine, l'argent est le représentant de toutes les valeurs; dans la pratique, les choses se renversent : tous les produits et travaux réels deviennent les représentants de l'argent.

Dans le troc direct, on ne peut échanger un article contre n'importe quel autre; on ne peut y échanger qu'une activité déterminée contre un produit déterminé.

L'argent ne peut abolir les difficultés inhérentes au troc qu'en les rendant générales et universelles. De toute nécessité, les éléments séparés par la violence alors qu'ils ne font qu'un, manifestent de façon explosive qu'ils ont été *séparés* de leur ensemble organique : l'unité se réalise *par la violence*. Lorsque la coupure antagonique provoque l'explosion, les économistes soulignent l'*unité organique* et font abstraction de l'aliénation. Leur sagesse d'apologiste, c'est d'oublier leurs propres définitions à tous les moments décisifs.

Tant qu'il est moyen d'échange immédiat, le produit se caractérise de la façon suivante : 1° il est directement lié à sa qualité naturelle, c'est-à-dire qu'il est à tous égards limité par elle. Il peut, par exemple, se détériorer; 2° il dépend du besoin immédiat qu'autrui éprouve, ou non, de ce, ou de son produit. Lorsque le produit est subordonné au travail, et le travail à l'échange, il arrive un moment où ils se séparent de leur possesseur. C'est pur hasard si, après cette séparation, ils lui reviennent sous une autre forme.

Lorsque l'argent entre dans l'échange, je suis forcé d'échanger mon produit contre la valeur d'échange générale ou l'échangeabilité générale : mon produit dépend alors du commerce universel. Il est arraché de son cadre local, naturel et individuel. C'est ainsi qu'il cesse d'être un produit.

[4° GENÈSE DE LA MONNAIE I]

Lorsque la valeur d'échange trouve dans l'argent la *marchandise générale*, à côté de toutes les marchandises particulières, elle se fixe du même coup dans une *marchandise particulière*, l'argent (qui a une telle existence à côté de toutes les autres marchandises). Il n'en résulte pas seulement une discordance du fait que l'argent, qui n'existe que dans l'échange, fait face en tant qu'échangeabilité générale à l'échangeabilité particulière des marchandises et l'efface directement, alors qu'ils doivent rester constamment convertibles l'un dans l'autre. L'argent entre encore en contradiction avec lui-même et avec sa fonction, puisqu'il est lui-même une marchandise *particulière* (même s'il n'est qu'un simple signe). Dans son échange contre d'autres marchandises, il est de nouveau soumis à des conditions d'échange spéciales qui sont en contradiction avec son échangeabilité générale et inconditionnelle. (Nous analyserons

plus tard comment l'argent se fixe dans la substance d'un produit particulier, etc.)

A côté de son existence dans la marchandise, la valeur d'échange a donc acquis une existence propre dans l'argent : elle s'est détachée de sa substance parce que la forme naturelle de celle-ci s'opposait à sa forme générale de valeur d'échange. Chaque marchandise est égale (et comparable) à l'autre, sous l'angle de la valeur d'échange (*qualitativement :* chacune ne fait que représenter un plus ou un moins *quantitatif* de la valeur d'échange). C'est pourquoi, la valeur d'échange est leur égalité et leur unité, distinctes de leur diversité naturelle. C'est pourquoi, dans l'argent, elle est à la fois leur élément commun, et un tiers vis-à-vis d'elles. Mais, d'une part, la valeur d'échange reste naturellement à la fois une qualité inhérente aux marchandises et une existence extérieure à elles; d'autre part, l'argent devient une marchandise **particulière,** individuelle à côté des autres marchandises, lorsqu'il cesse d'exister comme propriété et universalité des marchandises. Il se détermine par l'offre et la demande; il se décompose en diverses sortes de monnaie, etc.

Il est une marchandise comme les autres, en même temps qu'il n'est pas une marchandise comme les autres. Malgré sa fonction générale, il s'échange lui-même comme les autres marchandises. Il est non seulement la valeur d'échange générale, mais une valeur d'échange particulière à côté des autres valeurs d'échange particulières. Une nouvelle source de contradictions surgit dans la pratique. Cet aspect particulier de l'argent se manifeste dans la séparation du commerce de l'argent et du commerce proprement dit.

Voici quelques contradictions immanentes à l'argent : il réalise ses buts en se niant lui-même; il se rend autonome en face des marchandises; de moyen, il devient but; il réalise la valeur d'échange des marchandises en se séparant d'elles; il facilite l'échange, en le fragmentant; il surmonte les difficultés de l'échange immédiat de marchandises en les généralisant; plus les producteurs dépendent de l'échange, plus celui-ci s'en rend indépendant.

(Avant de passer à autre chose, il faudra corriger la manière idéaliste de l'exposé, car elle éveille l'impression qu'il s'agit seulement d'établir des catégories et

de manier leur dialectique. Ainsi, surtout la phrase : le produit (ou travail) devient marchandise; la marchandise, valeur d'échange; la valeur d'échange, argent).

[L'« ECONOMIST » ET LA MONNAIE]

Cf. l'« *Economist* », 24 janvier 1857. Il faudra tenir compte du passage suivant, lorsqu'il sera question des banques :

« *Dans la mesure où les classes marchandes participent aux profits des banques, ce qu'elles font à présent de façon tout à fait générale, et ce qu'elles peuvent faire à un point encore plus élevé grâce à l'extension des banques de dépôt, à la suppression de tous les privilèges établis et à la propagation d'une liberté totale aux affaires bancaires, ces classes se sont enrichies en bénéficiant des taux d'intérêt accrus de l'argent. En vérité, les classes marchandes, grâce à l'augmentation de leurs dépôts, sont pratiquement leurs propres banquiers; dès lors, le taux d'escompte n'a pour elles que peu d'importance. Toutes les opérations et autres dépôts bancaires doivent naturellement résulter de l'industrie en activité constante et de l'épargne tirée des bénéfices; par conséquent, si l'on considère les classes marchandes (et) industrielles comme un tout, elles doivent être leurs propres banquiers. Il suffit que l'on étende les principes du libre-échange à toutes les affaires pour égaliser ou convertir en leur faveur les avantages et les inconvénients de toutes les fluctuations du marché monétaire* » (Angl.) (23).

Toutes ces contradictions de l'argent et de l'échange des produits sous le régime monétaire sont le prolongement de celles qui ont surgi avec le rapport des produits en tant que valeurs d'échange, et la notion de valeur en général.

Cf. le « Morning Star », 12 février 1857 : « *La tension monétaire de l'année dernière et le taux d'escompte élevé que l'on adopta en conséquence a été très bénéfique au compte des profits de la Banque de France. Son dividende n'a cessé d'augmenter : 118 F en 1852, 154 F en 1853, 194 F en 1854, 200 F en 1855, 272 F en 1856* » (Angl.).

A noter aussi le passage suivant de l'« Economist » du 24.1.1857 : « *Les pièces d'argent anglaises frappées ont un prix supérieur à la valeur du métal qu'elles contiennent. Une livre d'argent a pour valeur intrinsèque 60-*

62 sh. (3 livres en moyenne); lorsqu'elle est frappée en pièces-or elle vaut 66 sh. » *La Monnaie paie « le prix courant de 5 à 5 sh. 2 d. l'once et émet au taux de 5 sh. 6 d. l'once. Il y a deux raisons qui préviennent tout inconvénient d'ordre pratique découlant de cet arrangement* » (*relatif aux* pièces de monnaie d'argent, *et non à la valeur intrinsèque*) *: « tout d'abord, on ne peut se procurer la pièce qu'à la Monnaie, et à ce prix-là; et, en tant que moyen de la circulation intérieure, elle ne peut se déprécier et on ne peut l'envoyer à l'étranger parce qu'elle circule ici à un taux supérieur à celui de sa valeur intrinsèque; ensuite, comme elle n'a cours que pour des paiements de moins de 40 sh., elle n'empiète jamais sur le domaine des pièces d'or et n'en affecte pas la valeur* » (Angl.).

Il donne à la France le conseil de frapper elle aussi des pièces d'appoint en argent au-dessus de leur valeur intrinsèque, et de limiter le montant auquel elles ont cours. En même temps : en ce qui concerne la qualité de la pièce, laisser une marge plus grande entre la valeur intrinsèque et la valeur nominale qu'en Angleterre, parce que la valeur de l'argent augmente par rapport à l'or et risque sous peu d'atteindre le prix actuel de notre Monnaie, et alors nous serions obligés de la modifier de nouveau. Notre pièce d'argent n'est guère qu'à 5 % au-dessus de la valeur intrinsèque : il y a peu de temps, elle était à 10 % (Angl.) (24).

[QUESTION DES BONS HORAIRES DU TRAVAIL]

On pourrait penser que l'émission de bons horaires résout toutes ces difficultés. Certes, les bons horaires impliquent déjà des conditions qu'on ne rencontre pas encore dans le rapport de la valeur d'échange et de l'argent, puisque ceux-ci peuvent exister sans que ces conditions soient développées : crédit public, banque, etc. mais nous n'avons pas à aborder tout cela ici. Les partisans des bons horaires les considèrent naturellement comme le *dernier* produit de la « série » : s'ils correspondent le plus à la catégorie « pure » de l'argent, c'est qu'ils « apparaissent » en dernier dans la pratique.

Remarquons tout d'abord : si l'on suppose réalisées les conditions dans lesquelles le prix des marchandises est égal à leur valeur d'échange; si l'offre correspond à la demande, la production à la consommation, et en dernier

ressort si la *production est proportionnée* (25) (les prétendus rapports de distribution étant eux-mêmes des rapports de production), — le problème monétaire devient tout à fait secondaire, et, en particulier, la question de savoir s'il faut émettre des tickets bleus ou verts, de tôle ou de papier, ou s'il faut tenir la comptabilité sociale sous telle ou telle forme. Il est alors inepte de continuer à prétexter qu'il faut entreprendre des recherches sur les rapports monétaires réels.

La Banque (n'importe quelle banque) émet des bons horaires. Une marchandise a de x valeur d'échange, c'est-à-dire x temps de travail, s'échange contre l'argent représentant x temps de travail. Comme la Banque d'Angleterre par exemple doit actuellement donner des billets pour de l'or, cette banque devrait acheter des marchandises pour procéder à leur échange contre la monnaie qui les sépare. La marchandise, forme substantielle et donc contingente de la valeur échangeable, est échangée contre la forme symbolique de la valeur d'échange en tant que telle : sa conversion en monnaie ne soulève pas de difficultés. Il suffit de vérifier si elle contient vraiment tel temps de travail (ce qui, soit dit en passant, suppose tout de même un instrument complexe, comme le prouvent la finesse et le poids de l'or et de l'argent), et l'on a aussitôt sa contre-valeur, sa forme monétaire.

De quelque façon qu'on tourne et retourne la chose, voici comment elle se présente en fin de compte : la banque qui émet les bons horaires, achète les marchandises à leurs coûts de production; elle les achète toutes, et l'achat ne lui coûte rien d'autre que la production de morceaux de papier; au lieu de donner au vendeur la valeur d'échange qu'elle possède sous une forme substantielle déterminée, elle lui remet la valeur d'échange symbolique de la marchandise, en d'autres termes une assignation sur n'importe quelle autre marchandise de même valeur. Naturellement, la valeur d'échange en tant que telle ne peut exister que d'une manière symbolique, bien que ce symbole doive revêtir la forme d'un objet pour qu'on puisse l'utiliser dans la pratique : il ne doit donc pas rester sous une forme imaginaire. (Il faut pouvoir tenir une mesure en main; la valeur sert à mesurer, mais elle n'échange qu'en faisant passer la mesure d'une main dans l'autre) (26).

Ainsi donc, la banque donne de l'argent pour la marchandise; cet argent, c'est exactement une assignation

sur des valeurs d'échange, c'est-à-dire sur des marchandises de même valeur; la banque est l'acheteur universel, car elle n'achète pas seulement telle ou telle marchandise, mais toutes les marchandises. En effet, ne doit-elle pas réaliser la conversion de chaque marchandise en sa forme symbolique de valeur d'échange?

Mais, si la banque est l'acheteur universel, elle est aussi le vendeur universel. Elle n'est donc pas un simple entrepôt, où l'on rassemble toutes les marchandises, ni un magasin général; c'est le propriétaire des marchandises, exactement comme le premier commerçant venu.

J'ai échangé ma marchandise **a** contre le bon horaire **b** qui représente sa valeur d'échange, afin de pouvoir changer **b** à mon gré contre les marchandises réelles **c**, **d**, **e**, etc. La question se pose : cet argent, peut-il circuler en dehors de la banque? En dehors de son détenteur et de la banque? Qu'est-ce qui assure la convertibilité de ce bon?

Il ne peut y avoir que deux cas : ou bien tous les détenteurs de marchandises (produit ou travail) veulent vendre leurs marchandises à leur valeur d'échange, ou bien certains le veulent et d'autres non. S'ils le veulent tous, ils n'attendront pas l'occasion de trouver un acheteur, ils iront directement à la banque pour livrer leur marchandise et obtenir en échange le signe de valeur, l'argent : ils la remettent contre leur propre argent. Dans ce cas, la Banque est en une seule personne l'acheteur et le vendeur universels.

Ou bien c'est le contraire qui se produit. Dans ce cas, le billet de la banque ne serait que du papier : il affirmerait simplement qu'il est le symbole universellement reconnu de la valeur d'échange, mais n'aurait pas de valeur. En réalité, le symbole ne représente pas seulement la valeur d'échange, mais il *est* celle-ci dans l'échange véritable. Dans le second cas, le billet de la banque n'est pas de l'argent, ou il n'est que de l'argent conventionnel entre la banque et ses clients : il n'a pas cours sur le marché mondial. C'est comme qui dirait une douzaine de tickets de restaurant pris en abonnement chez un traiteur, ou une douzaine de places de théâtre : ils représentent de l'argent, mais seulement pour tel restaurant ou tel théâtre. Le billet de banque cesse alors de correspondre aux exigences de l'argent, étant donné qu'il ne circule pas dans l'ensemble du public, mais seulement entre la banque et ses clients.

Nous pouvons donc laisser tomber cette dernière hypothèse.

Ainsi donc, la Banque serait l'acheteur et le vendeur universels. Au lieu de bons, elle pourrait délivrer des *chèques* ou ouvrir de simples comptes bancaires. X aurait sur d'autres marchandises un crédit équivalent à la somme de valeurs qu'il aurait cédée à la Banque. Il faudrait dès lors attribuer une seconde fonction à celle-ci : déterminer de manière authentique la valeur d'échange de toutes les marchandises, c'est-à-dire le temps de travail matérialisé en elles.

Mais alors, il n'y aurait plus de fin à ses fonctions : elle devrait déterminer le temps de travail nécessaire à la production, le temps dans lequel il faut produire les marchandises dans les conditions moyennes de l'industrie. Mais ce n'est pas suffisant. Elle devrait encore déterminer le temps dans lequel une certaine quantité de produits doit être fabriquée, en mettant les producteurs dans des conditions telles que leur travail ait la même productivité (elle devrait donc équilibrer et ordonner même la distribution des moyens de travail). Puis elle devrait fixer les quantités de temps de travail à employer dans chacune des branches de la production. Il le faudrait de toute nécessité, étant donné que, pour réaliser les valeurs d'échange et pour assurer la convertibilité de sa monnaie, il faut fixer à l'ensemble de la production des conditions propres à satisfaire les besoins des échangistes. Mais ce n'est pas tout. L'échange le plus important n'est pas celui des marchandises, mais celui du travail contre des marchandises. (Nous verrons bientôt ce point en détail.)

Les ouvriers ne vendent pas leur travail à la Banque, mais ils obtiennent la valeur d'échange pour le plein produit de leur travail, etc. Il ressort clairement que la Banque n'est pas seulement l'acheteur et le vendeur universels : c'est aussi le producteur universel. En fait, elle serait, ou le gouvernement despotique de la production et l'administrateur de la distribution, ou un simple comptoir qui tiendrait les livres et les registres pour la société travaillant en commun. Or, c'est ce qui implique la communauté des moyens de production, etc. Les saint-simoniens faisaient de leur Banque le pape de la production (27).

[VALEUR D'ÉCHANGE ET PRODUCTION PRIVÉE]

La réduction en valeurs d'échange de tous les produits et de toutes les activités présuppose à la fois la dissolution de tous les rapports de dépendance (historiques) qui attachent les individus à la production, et une interdépendance universelle des producteurs. La production de chaque individu dépend de celle de tous les autres, de même que la transformation de son produit en aliment pour lui-même dépend de la consommation de tous les autres. Certes, les prix sont aussi vieux que l'échange : mais à présent les prix se déterminent de plus en plus par les coûts de production, et l'échange l'a emporté sur tous les rapports de production. C'est seulement dans la société bourgeoise, où règne la libre concurrence, qu'ils se développent véritablement, et ce dans une ampleur toujours croissante. Ce qu'Adam Smith, tout à fait dans la manière du XVIII[e] siècle, situe dans la période antéhistorique n'est en réalité que le produit de son siècle.

Cette dépendance mutuelle se manifeste à présent dans la nécessité perpétuelle de l'échange, la valeur étant l'intermédiaire universel. Voici comment les économistes voient les choses : chaque individu n'a en vue que son intérêt privé, et rien d'autre; mais, par là-même, il sert l'intérêt privé de tous, c'est-à-dire, sans le savoir ni le vouloir, l'intérêt général. L'ironie, ce n'est pas qu'en poursuivant son intérêt privé, l'individu atteigne la totalité des intérêts privés, c'est-à-dire l'intérêt général. Or, on pourrait déduire de cette formule abstraite que chacun gêne la mise en valeur de l'intérêt de l'autre : au lieu d'une affirmation générale, on en aurait déduit alors une négation générale, *la guerre de tous contre tous* (28) (Lat.). Mais le comble, c'est que l'intérêt privé est déterminé par la société, et ne peut être atteint que dans les conditions données par la société et grâce aux moyens fournis par elle; qui plus est, il est lié à la reproduction de ces conditions et de ces moyens. C'est certes l'intérêt des personnes privées, mais son contenu ainsi que la forme et les moyens de sa réalisation ne sont donnés que par les conditions sociales, indépendantes de tous ces individus.

[LA MONNAIE, RAPPORT SOCIAL]

La dépendance mutuelle et universelle des individus

alors qu'ils restent indifférents les uns aux autres, — telle est actuellement la caractéristique de leurs liens sociaux. Ces liens sociaux s'expriment dans la *valeur d'échange*, car c'est grâce à elle seulement que l'activité, ou le produit, de chaque individu devient pour lui une activité et un produit; l'individu doit créer ce produit général qu'est la valeur d'échange, ou, sous sa forme autonome et individualisée, l'*argent*. Par ailleurs, le pouvoir qu'exerce un individu sur l'activité d'un autre ou sur la richesse sociale, il le tient de ce qu'il est propriétaire de *valeurs d'échange, d'argent*. Il a ainsi dans sa poche tout son pouvoir sur la société ainsi que ses relations avec elle. Quels que soient la forme et le contenu particulière de l'activité et du produit, nous avons affaire à la *valeur*, c'est-à-dire à quelque chose de général qui est négation et suppression de toute individualité et de toute originalité. Au reste, ces conditions diffèrent totalement de celles où l'individu, naturel ou historique, s'étend à la famille et à la tribu (plus tard à la commune) et se reproduit directement dans la nature, ou a une activité productive et une part dans la production liées à une forme déterminée du travail et du produit, son rapport avec les autres hommes étant pareillement déterminé.

Le caractère social de l'activité et du produit ainsi que la participation de l'individu à la production sont, ici, étrangers et réifiés en face de l'individu. Les relations qu'ils entretiennent sont, en fait, une subordination à des rapports qui existent indépendamment d'eux et surgissent du choc entre les individus indifférents les uns aux autres. L'échange universel des activités et des produits, qui est devenu la condition de vie et le rapport mutuel de tous les individus particuliers, se présente à eux comme une chose étrangère et indépendante.

Dans la valeur d'échange, les relations sociales des personnes sont changées en rapport social des objets; la richesse personnelle est changée en richesse matérielle. Tant que la valeur d'échange n'a guère de force sociale et qu'elle est liée à la substance du produit direct du travail ainsi qu'aux besoins immédiats des échangistes, la communauté qui relie entre eux les individus reste forte : rapport patriarcal, commune antique, féodalisme, corporations et jurandes. (*Cf.* mon cahier XII, f. 34 b.) (29). Mais, à présent, chaque individu détient la puissance sociale sous forme d'objet. Il dérobe à la chose

cette puissance sociale, car il vous faut l'exercer avec des personnes sur des personnes (30).

Les rapports de dépendance personnelle (d'abord tout à fait naturels) sont les premières formes sociales dans lesquelles la productivité humaine se développe lentement et d'abord en des points isolés. L'indépendance personnelle fondée sur la dépendance à l'égard des *choses* est la deuxième grande étape : il s'y constitue pour la première fois un système général de métabolisme social, de rapports universels, de besoins diversifiés et de capacités universelles. La troisième étape, c'est la libre individualité fondée sur le développement universel des hommes et sur la maîtrise de leur productivité sociale et collective ainsi que de leurs capacités sociales. La seconde crée les conditions de la troisième. Les structures patriarcales et antiques (ainsi que féodales) tombent en décadence, lorsque se développent le commerce, le luxe, l'*argent* et la *valeur d'échange*, auxquels la société moderne a emprunté son rythme pour progresser.

L'échange et la division du travail se conditionnent réciproquement. Etant donné que chacun travaille dans son propre intérêt et que son produit n'est pas créé pour lui-même, il doit avoir recours à l'échange, non seulement pour participer à la capacité générale de production, mais pour transformer son propre produit en moyens de subsistance pour lui. (*Cf.* mes « Remarques sur l'économie », p. V (29)]. L'échange médiatisé par la valeur et l'argent implique une dépendance universelle entre les producteurs, en même temps que le complet isolement de leurs intérêts privés et une division poussée du travail social dont l'unité et la complémentarité existent dès lors comme un fait naturel et extérieur, indépendant des individus. La tension entre l'offre et la demande, tel est le lien entre les individus indifférents les uns aux autres.

La nécessité de commencer par transformer le produit ou l'activité des individus en *valeur d'échange*, en *argent*, afin qu'ils acquièrent et affirment leur *puissance* sociale sous cette forme *matérielle* prouve deux choses : 1° que les individus ne produisent plus que pour et dans la société; 2° que leur production n'est pas encore directement sociale ni le fruit de l'association, et que le travail n'est pas réparti de façon communautaire. Les individus restent subordonnés au travail social qui pèse

sur eux comme une fatalité : la production sociale n'est pas encore subordonnée aux individus qui la manieraient comme une puissance et une capacité communes.

Il n'est donc rien de plus inepte ni de plus faux que de fonder sur la *valeur d'échange* et sur l'*argent* le contrôle de l'ensemble de la production par les individus associés, comme le font les partisans des bons horaires.

Certes, l'*échange privé* de tous les produits du travail, capacités et activités s'oppose à la distribution fondée sur la hiérarchie et la subordination naturelles ou politiques des individus au sein des sociétés patriarcale, antique et féodale (l'échange n'y joue d'ailleurs qu'un rôle secondaire et n'affecte guère la vie des communautés tout entières, puisqu'il se déroule uniquement entre elles et ne domine pas tous les rapports de production et de distribution). Mais l'échange privé s'oppose tout autant au libre rapport des individus associés sur la base de l'appropriation et du contrôle collectifs des moyens de production. (Cette dernière association n'est pas une vue de l'esprit : elle implique le développement de conditions matérielles et intellectuelles, dont l'analyse n'a pas sa place ici.)

La division du travail engendre la concentration, la combinaison, la coopération, l'antagonisme des intérêts privés, les intérêts de classe, la concurrence, la centralisation du capital, les monopoles et les sociétés par actions, autant de formes contradictoires de l'unité que suscitent toutes ces contradictions. L'échange privé produit le commerce mondial, l'indépendance privée crée une dépendance complète à l'égard du prétendu marché mondial; les actes morcelés de l'échange nécessitent un système de banques et de crédit dont la comptabilité dresse le bilan des échanges privés et établit des compensations entre eux. Le commerce national acquiert un *semblant* d'existence dans le cours des changes, — car l'intérêt privé des nations est aussi divisé qu'il y a de nations majeures; les intérêts des exportateurs et des importateurs d'une même nation s'opposent sur ce terrain, etc. Personne ne croira, pour autant, qu'on puisse abolir les *bases* du commerce intérieur et extérieur par une *réforme boursière*. Cependant, au sein de la société bourgeoise fondée sur la valeur d'échange, il se développe des rapports de distribution et de production qui sont autant de mines devant la faire éclater.

Les innombrables formes contradictoires de l'unité

sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classes.

Nous savons que la valeur d'échange est égale au temps de travail variable, matérialisé dans chaque produit, et que l'argent correspond à la valeur d'échange détachée de la substance des marchandises. La valeur d'échange et les rapports monétaires renferment donc toutes les contradictions existant entre les marchandises et leur valeur d'échange, entre les marchandises en tant que valeurs d'échange et l'argent. S'imaginer qu'une banque puisse créer la réplique directe de la marchandise dans la monnaie-travail est, nous l'avons vu, une utopie. Comme l'argent est la valeur d'échange qui se détache de la substance des marchandises pour apparaître dans toute sa pureté, la marchandise ne peut devenir elle-même l'argent; autrement dit, le certificat qui authentifie la quantité de temps de travail réalisé dans la marchandise ne peut pas lui servir de prix dans le monde des valeurs d'échange. *Qu'en pensez-vous?* (Angl.).

C'est lorsque l'argent revêt la forme de *moyen d'échange* — et non lorsqu'il sert d'étalon — que les économistes s'aperçoivent qu'il implique l'objectivation des relations sociales; cela les frappe surtout lorsqu'il se présente comme le *gage* qu'un individu dépose auprès d'un autre en échange d'une marchandise. Les économistes reconnaissent alors que les hommes préfèrent se fier à la chose (argent) plutôt qu'aux hommes. Pourquoi donc? N'est-ce pas de toute évidence parce que les *rapports* entre individus se sont *figés dans les choses,* parce que la valeur d'échange est de nature matérielle et n'est qu'une relation aliénée de l'activité productive entre les personnes. Un gage peut être utile à son détenteur, mais l'argent ne l'est qu'à titre de « gage de force sociale », (31), et cela, il ne le peut qu'en vertu de sa propriété sociale (symbolique); or, l'argent a uniquement cette propriété nouvelle parce que les individus aliènent leur relation sociale sous forme d'objet.

Toutes les valeurs figurent sous forme de prix dans les mercuriales, où le caractère social des choses apparaît indépendamment des personnes et face à elles. De même, l'activité du commerce s'y manifeste sur la base de l'alié-

nation : l'ensemble des rapports de production et de distribution s'oppose au simple particulier, à tous les individus, pour se soumettre de nouveau au simple particulier. L'autonomie du marché mondial (où s'insère l'activité de chaque individu) augmente, *s'il vous plaît,* (Angl.) avec le développement des rapports de l'argent (valeur d'échange), et vice versa.

De même, la connexion et la dépendance universelles dans la production et dans la consommation grandissent avec l'indépendance et l'indifférence des consommateurs et des producteurs les uns à l'égard des autres : ces contradictions mènent à la crise, etc.; au cours du développement de cette aliénation, il arrive que certains s'efforcent de la dénouer en restant sur ce terrain lui-même.

Les mercuriales, les cours du change, les relations entre les agents de commerce au moyen de lettres, télégrammes, etc. (il va de soi que les moyens de communication croissent en même temps qu'eux), tels sont les moyens dont dispose l'individu pour se tenir informé de l'activité générale, afin d'y conformer la sienne propre. En d'autres termes, bien que l'offre et la demande, devenues forces autonomes, relient les individus entre eux, chacun cherche néanmoins à savoir où en sont l'offre et la demande sur le plan universel, et ces connaissances acquises modifient à leur tour son comportement pratique. Bien que sur ce terrain l'aliénation ne s'en trouve pas pour autant abolie, il s'y développe des rapports et des liaisons susceptibles de causer la destruction des anciennes conditions. Il devient possible d'établir des statistiques générales, etc.

(Il faudra développer tout cela sous les rubriques *Prix, offre et demande.* Il suffit de remarquer ici que le panorama de l'ensemble du commerce et de la production tel qu'on l'aperçoit en consultant les mercuriales est un exemple parfait de l'opposition qui dresse les individus face à leurs propres échanges et produits figés en un rapport *matérialisé* et *indépendant.* Sur le *marché mondial,* les *liens entre les individus se resserrent, mais* ils se figent *en dehors d'eux* et ont un caractère *autonome :* c'est ainsi que mûrissent les conditions de leur dépassement.) C'est la *comparaison,* au lieu de la *communauté* et de l'*universalité véritables.*

On a fait ressortir, non sans raison, la grandeur et la beauté de l'effort tenté par les individus pour appli-

quer leur science et leur volonté, en un processus d'échange matériel et spirituel, à ce lien social qui repose sur lui-même et sur l'indifférence à l'égard des individus. Certes, ce lien matérialisé est préférable à l'absence de liens ou à des liens purement locaux, fondés sur la consanguinité ou sur des rapports de souveraineté et de servitude.

Il est évident que les individus doivent commencer par produire leurs rapports sociaux avant de pouvoir se les soumettre. Mais c'est une ineptie de voir un lien *naturel* entre ces simples objets ou de croire que ce lien est inhérent à la nature des individus et donc indissociable de celle-ci (contrairement au savoir et au vouloir réfléchis). Tout cela est le produit du devenir historique de l'humanité et constitue une phase déterminée de son développement. Si ce lien est encore extérieur et autonome vis-à-vis des individus, cela montre simplement qu'ils en sont encore à créer les conditions de leur vie sociale, dont ils ne peuvent encore aborder la transformation. Ces liens naturels qui unissent les individus correspondent à des rapports de production limités.

Les individus universellement développés n'ont, entre eux, que les liens sociaux qui naissent de rapports communautaires qu'ils contrôlent collectivement; ces individus ne sont pas des produits de la nature, mais de l'histoire. Pour développer des capacités suffisamment intenses et universelles et rendre possible une *telle individualité*, il faut au préalable une production fondée sur la valeur d'échange, afin de créer l'universalité de l'aliénation de l'individu vis-à-vis de lui-même et des autres, en même temps que l'universalité des rapports et des aptitudes. Dans les périodes antérieures de l'évolution, l'individu jouit d'une plénitude plus grande justement parce que la plénitude de ses conditions matérielles n'est pas encore dégagée, en lui faisant face comme autant de puissances et de rapports sociaux, indépendants de lui. Il est aussi ridicule d'aspirer à cette plénitude du passé (32) que de vouloir en rester au total dénuement d'aujourd'hui. Aucune conception bourgeoise ne s'est jamais opposée à l'idéal romantique tourné vers le passé : c'est donc que celui-ci subsistera jusqu'à la fin bienheureuse de la bourgeoisie.

(On pourrait illustrer ceci à l'aide du rapport unissant l'individu à la science.)

La comparaison de l'argent avec le sang — dont le

prétexte est le mot « circulation » — vaut celle de Menenius Agrippa pour les patriciens et l'estomac. Il est tout aussi faux de comparer l'argent avec le langage : les idées forment un tout avec la parole; on ne peut les en détacher ni considérer qu'elles ont une existence à part, sociale et étrangère au langage. C'est ce qui les différencie des prix dans leur rapport avec la marchandise. Dans le cas où l'on fait circuler et où l'on échange des idées en les faisant passer d'une langue à l'autre, on aperçoit plus clairement l'analogie de ce processus avec celui du prix-marchandise, à condition de remarquer que cette analogie ne vient pas de l'expression de l'idée en une langue, mais en une langue étrangère (33).

La possibilité d'échanger n'importe quel produit, activité et rapport contre autre *chose* qui peut s'échanger à son tour contre n'importe quoi, *sans distinction aucune;* autrement dit, le développement des valeurs d'échange et des rapports monétaires correspond à une vénalité et une corruption générales. La prostitution universelle — ou si l'on veut s'exprimer plus poliment : le principe général d'utilité — est une phase nécessaire de l'évolution sociale des dispositions, facultés, capacités et activités humaines. Shakespeare décrit admirablement l'argent comme ce qui pose l'égalité de l'inégalité (34). Il n'est pas de véritable soif de richesses sans l'argent : toute autre accumulation ou soif d'accumuler a un caractère naturel et limité par les besoins d'une part, et par la nature finie des produits de l'autre (*sacra auri fames*) (35).

(Le développement de l'argent suppose manifestement des conditions générales, différentes de lui.)

Les rapports sociaux qui engendrent un système encore peu développé de l'échange, des valeurs et de l'argent, ou qui correspondent à un faible niveau de leur développement, laissent apercevoir ce fait : bien que les rapports soient de caractère personnel, les individus n'entrent en relation mutuelle que sous une forme déterminée, en tant que seigneurs et vassaux, propriétaires terriens et serfs, membres d'une caste, citoyens d'un Etat, etc.

Dans les rapports monétaires et dans le système d'échange développé (et la démocratie renforce cette apparence), les liens de dépendance personnelle se rompent et tombent en pièces ainsi que les différences de race, de culture, etc. : les liens personnels deviennent

une affaire personnelle. Les individus sont libres d'entrer en heurt et d'échanger dans un climat de liberté; ils semblent *indépendants* (cette indépendance n'est d'ailleurs qu'une illusion, et il serait plus juste de l'appeler indifférence). Dès lors, ils sont tout simplement abstraits de leurs *conditions d'existence* et des *rapports* dans lesquels ils nouent contact entre eux (c'est ce qui montre bien que ces conditions sont parfaitement indépendantes des individus); bien que produites par la société, elles apparaissent comme des conditions naturelles; en d'autres termes, elles échappent au contrôle des hommes.

Ce qui apparaît, dans le premier cas, comme une limitation de l'individu par un autre, est dans le second cas la limitation objective de l'individu par des conditions indépendantes de lui et ayant leurs propres lois. (Le simple particulier ne peut se dégager de ses déterminations personnelles, mais il peut surmonter des rapports extérieurs et s'en rendre maître, c'est pourquoi sa liberté *paraît* plus grande dans le second cas. Cependant, un examen attentif de ces rapports et de ces conditions révèle qu'il est impossible à la masse des individus d'une classe, etc. de les surmonter, à moins de les abolir. A l'occasion, un individu peut en venir à bout; mais la masse leur reste soumise; d'ailleurs son existence même exprime déjà la subordination des individus à ces conditions).

Ainsi donc, au lieu d'éliminer les « rapports de dépendance », ces rapports extérieurs ne font que les généraliser : ils développent la *base* universelle de ces rapports de dépendance personnels (36). Ici aussi, les individus ne peuvent entrer en contact avec les autres que sous une forme déterminée.

Les rapports réifiés de dépendance révèlent que les rapports sociaux — donc les conditions de production — sont autonomes en face des individus apparemment autonomes.

Contrairement aux rapports de dépendance *personnels*, où un individu est subordonné à un autre, les rapports *réifiés* de dépendance éveillent l'impression que les individus sont dominés par des *abstractions*, bien que ces rapports soient, en dernière analyse, eux aussi, des rapports de dépendance bien déterminés et dépouillés de toute illusion. Dans ce cas, l'abstraction, ou l'idée, n'est rien d'autre que l'expression théorique des rapports

matériels qui dominent. Or, il se trouve qu'on ne peut exprimer les rapports qu'au moyen d'idées. C'est pourquoi les philosophes décrivent l'ère moderne comme étant dominée par les idées, et ils identifient la production de la libre individualité au renversement de cette domination. Au point de vue idéologique, l'erreur était d'autant plus facile que la domination de ces rapports apparaît à la conscience individuelle comme domination des idées; sans compter que l'éternité de ces idées, c'est-à-dire de ces rapports réifiés de dépendance, est, bien sûr, une superstition qui se trouve nourrie, renforcée et bourrée dans les crânes de mille manières.

Naturellement, en ce qui concerne l'illusion des « rapports purement personnels » du féodalisme, il convient de ne jamais perdre de vue que 1° ces rapports revêtaient, eux aussi, dans leur sphère, un caractère réifié, comme le montre par exemple le développement des conditions de la propriété foncière à partir de rapports de subordination purement militaires, mais que 2° le rapport matériel qui les ruine, a lui-même un caractère borné, naturel, et *apparaît* donc comme personnel. Dans le monde moderne, les rapports personnels découlent purement et simplement des rapports de production et d'échange.

[GENÈSE DE LA MONNAIE (II)]

Le produit devient marchandise, celle-ci valeur d'échange. Cette dernière acquiert ainsi une existence particulière à côté des marchandises; autrement dit 1°une forme permettant à la marchandise de s'échanger contre toutes les autres; 2° une marchandise par conséquent générale, toutes ses particularités naturelles étant effacées; 3° une marchandise ainsi parfaitement mesurable et pouvant s'échanger dans un rapport précis d'équivalence avec les autres marchandises. La marchandise n'a donc pas une forme monétaire en général, c'est une *somme déterminée d'argent*, car, pour exprimer toutes les différences de la valeur d'échange, l'argent doit être quantitativement chiffrable et divisible.

L'argent, c'est la forme commune que doivent revêtir toutes les marchandises dès lors qu'elles sont valeurs d'échange. Mais, cette marchandise universelle doit être particulière et exister à côté des autres marchandises, car elle ne leur sert pas seulement de mesure pour les

opérations mentales, mais encore pour les échanges réels, où elle s'échange d'ailleurs elle aussi.

La contradiction qui en découle, nous l'analyserons ailleurs.

Pas plus que l'Etat, la monnaie n'est le fruit d'une convention, car elle surgit spontanément de l'échange, dont elle est le produit. A *l'origine*, c'est la marchandise circulant et s'échangeant le plus souvent pour la satisfaction des besoins qui devient argent, c'est dire qu'elle ne s'échange plus pour satisfaire matériellement un besoin et une consommation, mais pour s'échanger à nouveau contre d'autres marchandises. C'est celle qui offre le plus de chance de pouvoir être échangée de nouveau contre toutes les autres marchandises. Dans l'organisation sociale donnée, elle doit représenter la richesse par excellence et, étant l'objet de l'offre et de la demande la plus universelle, elle doit posséder d'abord une valeur d'usage particulière. Il en est ainsi du sel, des peaux, du bétail, des esclaves (37). Plus que les autres marchandises, elle a les caractéristiques de la denrée.

Il est dommage qu'on ne puisse rendre en allemand la différence entre *denrée* et *marchandise* (Fr.). L'utilité particulière de la marchandise, soit comme objet courant de consommation (peaux), soit comme instrument direct de production (esclave), lui imprime, à ce niveau, le cachet de l'argent. Plus tard, ce sera exactement l'inverse : la marchandise qui satisfait le moins directement la consommation ou la production, satisfera le mieux les besoins de l'*échange proprement dit*. Dans le premier cas, la marchandise devient argent parce qu'elle a une valeur d'usage particulière; dans le second, en servant d'argent, elle acquiert une valeur d'usage particulière. Durabilité, immutabilité, divisibilité, maniabilité et relative facilité de transport parce que renfermant une grande valeur d'échange sous un petit volume, c'est ce qui favorise les métaux précieux dans ce rôle au cours de la dernière étape. En outre, ils stimulent tout naturellement la transition au-delà de la première forme monétaire.

Lorsque la production et l'échange sont quelque peu développés, les instruments prennent l'*avantage* sur les produits. Les pierres, puis les *métaux* sont les indispensables instruments de production. Le *cuivre*, qui joue un rôle si important comme monnaie chez les Anciens, a encore les deux fonctions : une valeur d'usage parti-

culière en tant qu'instrument de production, et les autres propriétés qui ne proviennent pas de sa valeur d'usage, mais de son rôle de valeur d'échange (moyen d'échange). Les métaux précieux se distinguent par la suite des autres métaux du fait qu'ils ne s'oxydent pas et qu'ils sont d'une qualité constante, etc; sans parler de ce qu'ils conviennent davantage à une étape supérieure, leur moindre utilité immédiate pour la consommation et la production ainsi que leur rareté les faisant coïncider avec la valeur fondée uniquement sur l'échange. En outre, ils représentent l'excédent, c'est-à-dire la forme primitive de la richesse. On préfère échanger le métal contre d'autres métaux plutôt que contre d'autres marchandises.

[L'ARGENT DANS SA FONCTION D'ÉTALON]

La première forme monétaire correspond à un faible niveau de l'échange et du troc : l'argent y est davantage un *étalon* qu'un *instrument d'échange* proprement dit. A ce niveau, l'étalon peut encore être purement imaginaire (cependant, les Noirs introduisent le fer dans leur monnaie appelée *barre*. Les *coquillages*, etc., se situent juste au-dessous du niveau de l'or et de l'argent.)

En devenant valeur d'échange générale, une marchandise devient particulière : elle doit obtenir, vis-à-vis de toutes les autres, le privilège de représenter et de symboliser leur valeur d'échange, c'est-à-dire de devenir *argent*. Il découle de la nature même de la valeur d'échange que la propriété monétaire de toutes les marchandises s'exprime dans une marchandise particulière, l'argent. Par la suite, la valeur d'échange de l'argent peut, à son tour, revêtir une forme distincte de sa substance et de sa matière, par exemple celle du papier-monnaie, sans que le privilège de cette marchandise particulière soit pour autant aboli, puisque la forme nouvelle doit emprunter la dénomination de la marchandise particulière.

[L'ARGENT, ÉQUIVALENT GÉNÉRAL]

C'est parce qu'elle est valeur d'échange que la marchandise est échangeable contre de l'argent, et qu'elle équivaut à de l'argent. Si elle se convertit en argent, c'est qu'elle suppose préalablement le rapport d'équivalence avec l'argent, c'est-à-dire une valeur déterminée. Le rapport selon lequel telle marchandise s'échange

contre de l'argent, autrement dit, la somme d'argent nécessaire à l'échange d'une certaine quantité de marchandise, est déterminé par le temps de travail matérialisé en elle.

La marchandise est valeur d'échange, parce qu'elle réalise un certain temps de travail. Dans l'argent, la quantité de temps de travail représentée par la marchandise est à la fois mesurée et posée sous une forme échangeable, générale et adéquate. L'argent est l'intermédiaire matériel vers lequel convergent les valeurs d'échange, qui obtiennent en lui une forme correspondant à leur fonction universelle.

Adam Smith affirme que le travail (temps de travail) est l'argent originel, grâce auquel on achète toutes les marchandises (38). Si l'on considère l'acte de production (et les valeurs relatives), cette affirmation reste vraie. Dans la production, chaque marchandise est constamment échangée contre du temps de travail. La monnaie doit se distinguer du temps de travail, parce que la quantité de temps de travail ne doit pas être exprimée directement dans le produit qu'il crée, mais dans un produit général et médiat, produit particulier du travail, convertible en tous les autres et égal à tous. Ce temps de travail n'est pas contenu dans une marchandise, mais dans toutes; cependant il n'est représenté, dans toutes les marchandises que par une seule. Le temps de travail ne peut pas être directement de l'argent (il serait tout aussi faux de prétendre que chaque marchandise est directement son propre argent), pour la simple raison qu'il s'incarne toujours en des produits particuliers (en tant qu'objet) : en tant qu'objet général, il peut exister seulement comme symbole, c'est-à-dire dans une marchandise particulière qui devient l'argent.

En outre, le temps de travail n'existe pas comme objet d'échange général, indépendamment et séparément des propriétés naturelles de la marchandise. Mais, c'est ce qu'il devrait devenir pour remplir directement les conditions de l'argent. C'est parce que le caractère général et social du travail (et donc aussi le temps de travail contenu dans la valeur d'échange) s'objective lui-même que le produit du travail devient valeur d'échange et que la marchandise acquiert la propriété de l'argent qui implique à son tour un sujet monétaire autonome existant en dehors d'elle.

Le temps de travail déterminé se matérialise en une marchandise particulière et déterminée, ayant telles propriétés et tels rapports particuliers avec les besoins; mais, en tant que valeur d'échange, il doit être matérialisé dans une marchandise indifférente à ses propriétés naturelles et n'exprimant que sa quotité ou quantité; autrement dit, elle doit être susceptible de se métamorphoser ou de s'échanger avec n'importe quelle autre marchandise contenant un temps de travail équivalent. C'est l'objet lui-même qui doit avoir ce caractère général en opposition à sa particularité naturelle. On ne peut résoudre cette contradiction qu'en lui donnant la forme d'un objet, c'est-à-dire en posant la marchandise à la fois dans sa forme naturelle et immédiate, et dans sa forme médiate d'argent; autrement dit, en faisant d'une marchandise particulière la substance générale de la valeur d'échange, ou en identifiant la valeur d'échange des marchandises à une substance particulière, marchandise particulière, différente de toutes les autres.

En d'autres termes, il faut commencer par échanger la marchandise contre cette marchandise générale, produit symbolique universel ou objectivation du temps de travail, pour échanger ensuite à volonté celle-ci, comme valeur d'échange, contre toutes les autres marchandises, pour la métamorphoser en elles. L'argent, c'est le temps de travail sous forme d'objet universel ou l'objectivation du temps de travail général; c'est le temps de travail sous forme de *marchandise universelle*.

En apparence, les choses sont très simples : le temps de travail régulateur des valeurs d'échange, c'est en fait non seulement leur mesure interne, mais leur substance même (puisque, en tant que valeurs d'échange, les marchandises n'ont pas d'autre matière ni contenu naturel); il pourrait donc leur servir directement d'argent, c'est-à-dire leur fournir l'élément grâce auquel les valeurs d'échange pourraient se réaliser en tant que telles.

Mais cette simplicité apparente est trompeuse. Le rapport des valeurs d'échange, c'est-à-dire des marchandises égales ou égalisables en vertu du temps de travail qu'elles matérialisent, renferme en fait des contradictions qui trouvent leur expression objective dans une *monnaie distincte* du temps de travail.

Chez Adam Smith, cette contradiction se présentait comme une simple juxtaposition : outre le produit particulier de son travail (temps de travail sous forme

d'objet particulier), l'ouvrier doit encore créer une certaine quantité de la marchandise générale (temps de travail sous forme d'objet général). Les deux déterminations de la valeur d'échange se trouvent encore *côte à côte* en dehors d'elle (39). Le contenu intérieur de la marchandise ne semble pas encore saisi et pénétré par la contradiction. Cette situation correspond d'ailleurs au niveau de la production d'alors : l'ouvrier produisait directement une partie de ses subsistances; toute son activité et tout son produit ne dépendaient pas encore de l'échange; c'est dire que l'agriculture de subsistance (comme l'appelle Steuart) (40) dominait alors largement, de même que l'industrie patriarcale (tissage à la main, filature domestique, liés à l'agriculture). L'excédent seul s'échangeait dans la sphère nationale. La valeur d'échange et la détermination par le temps de travail n'avaient pas encore atteint un développement national.

[INCIDENCES]

Soit dit en passant, l'or et l'argent ne voient pas augmenter leur consommation autant que les autres marchandises lorsque diminuent leurs frais de production. En effet, leur consommation augmente avec l'accroissement général de la richesse, puisque leur utilisation correspond spécifiquement à la richesse, à la surabondance et au luxe, du fait qu'ils sont les *représentants* de la richesse générale. En dehors de leur usage monétaire, l'or et l'argent voient leur consommation augmenter en rapport avec l'accroissement de la richesse générale. Si leur offre augmente donc subitement, même si leurs coûts de production ou leur valeur ne diminuent pas, ils trouveront un marché en extension rapide, ce qui freine leur dépréciation. C'est ce qui explique ce qui, dans le cas *australien et californien,* restait obscur aux économistes, qui tournaient en rond parce qu'ils croyaient que la consommation générale de l'or et de l'argent était uniquement liée à la baisse de leurs coûts de production. Tout cela provient de ce que l'or et l'argent représentent la richesse, et ont la propriété d'être monnaie.

Tel que nous le trouvons chez Petty (41), l'antagonisme de l'or et de l'argent, marchandises éternelles en face des autres marchandises, nous l'avions déjà chez Xénophon (42) qui dit de l'argent et du marbre : « *Non*

seulement ce pays est puissant par les choses qui croissent et mûrissent chaque année, mais encore il possède des choses éternelles, car la pierre (et notamment le marbre) s'y trouve naturellement en abondance, etc. Il y a aussi la terre qui, ensemencée, ne produit pas de récolte mais qui, fouillée, nourrit beaucoup plus de gens que si elle produisait du blé » (Gr.).

Il faut bien mettre en évidence que l'échange entre les tribus ou les peuples — qui n'a donc pas, à l'origine, la forme de l'échange privé — commence de la manière suivante : on achète (ou on extorque) à une tribu non civilisée l'excédent qui n'est pas le produit de son travail, mais le produit naturel de la terre ou de la nature ambiante.

Il faut montrer à présent que l'argent est nécessairement symbolisé par une marchandise déterminée, puis examiner la nature de cette marchandise (l'or, etc.), et les contradictions économiques qui en découlent. C'est le point 2.

Enfin, étant donné que toutes les marchandises doivent s'échanger contre l'argent pour se voir attribuer un prix, il importe peu que cette conversion ait lieu dans la réalité ou seulement dans l'esprit. Il s'agit simplement de déterminer quel est le rapport entre la quantité d'or ou d'argent et le prix des marchandises. C'est le point 3.

Il est clair que la quantité d'or ou d'argent dont on dispose, n'a aucun effet sur le prix des marchandises puisqu'on les *mesure* simplement avec l'or ou l'argent. La difficulté surgit lorsque l'argent sert d'instrument réel de circulation; les rapports entre l'offre et la demande, etc. Ce qui affecte sa valeur d'instrument de circulation affecte aussi sa valeur de mesure.

[LE TEMPS DE TRAVAIL, ÉQUIVALENT GÉNÉRAL]

En lui-même, le temps de travail n'existe que sous la forme subjective de l'activité. Dans la mesure où, en tant que tel, il s'échange (comme marchandise), il est déterminé et il est différent non seulement par la quantité mais par la qualité : ce n'est donc en aucune manière du travail général et égal à lui-même. En tant que sujet, le travail vivant ne correspond ni au temps de travail général qui détermine les valeurs d'échange, ni aux marchandises, ni aux produits qu'il a objectivés.

A. Smith affirme que l'ouvrier doit produire une

marchandise générale en plus de sa marchandise particulière; autrement dit, dans la mesure où son produit ne lui sert pas de valeur d'usage, mais de valeur d'échange, il doit donner à une partie de ses marchandises la forme de l'argent. Subjectivement, cela revient à dire que son temps de travail particulier ne peut s'échanger directement contre n'importe quel autre. Pour pouvoir l'échanger universellement, il doit d'abord disposer d'un intermédiaire et prendre une forme différente de lui-même.

Dans l'activité productive, le travail de l'individu lui sert d'argent pour acheter directement le produit, l'objet de son activité particulière, mais c'est un argent *particulier* qui achète uniquement ce produit *déterminé*. Pour être directement de l'*argent général*, il faudrait qu'il soit du travail *général*, et non du travail *particulier*, autrement dit, il devrait être d'emblée un élément de la *production générale*. Mais alors, ce ne serait plus l'échange qui lui donnerait un caractère général; ce serait son caractère communautaire qui déterminerait directement sa participation à la production. D'emblée, ce serait le caractère communautaire de la production qui rendrait le produit général et collectif. Dès lors, l'échange qui s'effectue au début de la production, ne porterait plus sur des valeurs, mais sur des activités déterminées par les besoins et les buts collectifs : il impliquerait d'emblée la participation de l'individu au monde collectif des produits.

Mais sur la base des valeurs d'échange, l'*échange* doit d'abord rendre le travail général. Sur la base communautaire, il le *serait* avant l'échange; autrement dit, l'échange des produits ne serait en aucune façon l'*intermédiaire*, grâce auquel l'individu participe à la production universelle.

Il faut naturellement une médiation. Dans le premier cas, on part de la production autonome des individus particuliers, qui est déterminée et modifiée *post festum* par des rapports complexes : la médiation s'effectue par l'échange de marchandises, la valeur et l'argent, autant d'expressions d'un seul et même rapport. Dans le second cas, c'est la *présupposition elle-même qui sert de médiation;* autrement dit, la présupposition c'est une production collective, la communauté étant le fondement de la production. D'emblée, le travail de l'individu y est posé comme travail social. Quelle que soit donc la forme

matérielle et particulière du produit qu'il crée ou contribue à créer, ce qu'il achète avec son travail, ce n'est pas tel ou tel produit, mais une participation déterminée à la production collective. Il n'a donc pas à échanger ici de produit particulier : son produit *n'*est *pas une valeur d'échange*. Le produit n'aurait pas besoin d'être d'abord transformé en une forme particulière pour obtenir un caractère général en ce qui concerne l'individu. Au lieu d'une division du travail nécessairement engendrée par l'échange de valeurs, on aurait une organisation du travail ayant pour conséquence la participation de l'individu à la consommation collective.

Dans le premier cas, le caractère social de la production n'*est obtenu* — *post festum* — qu'en érigeant les produits en valeurs et en les échangeant. Dans le second, le *caractère social de la production* est directement assuré. La participation au monde des produits et à la consommation n'a pas à passer par l'échange de travaux ou de produits dépourvus de liens entre eux. Elle est assurée par les conditions de la production au sein desquels l'individu travaille.

Ainsi donc, vouloir faire directement du travail de l'individu et de son produit une *monnaie,* une *valeur d'échange réalisée,* signifie qu'on détermine directement son travail comme du travail général ; c'est nier les conditions dans lesquelles il doit nécessairement devenir argent et valeur d'échange, dès lors qu'il dépend de l'échange privé. On ne peut satisfaire cette revendication que dans les conditions où elle ne se pose plus. Sur la base des valeurs d'échange, le travail de l'individu et son produit ne sont pas *directement* généraux ; pour obtenir ce caractère, il leur faut un *intermédiaire matériel,* une *monnaie* différente d'eux.

[TEMPS DE TRAVAIL ET PRODUCTION COMMUNAUTAIRE]

Dans les conditions de la production communautaire, la détermination du temps demeure, bien entendu, essentielle. Moins il faut de temps à la société pour produire du blé, du bétail, etc., plus elle gagne de temps pour d'autres productions, matérielles ou spirituelles. De même, chez un individu, l'universalité de son développement, de sa jouissance et de son activité dépend de l'économie de son temps. En dernière analyse, c'est à quoi se réduisent toutes les économies. En outre, la

société doit répartir judicieusement son temps pour obtenir une production conforme à ses besoins généraux; de même, l'individu doit bien diviser son temps pour acquérir ce qu'il faut de connaissances ou pour satisfaire aux diverses exigences de son activité.

Sur la base de la production communautaire, la première loi économique demeure donc l'économie de temps, ainsi que la distribution rationnelle du temps de travail entre les différentes branches de la production. Cette loi y gagne encore en importance. Mais tout cela diffère fondamentalement de la mesure des valeurs d'échange (des travaux et des produits du travail) par le temps de travail. Les travaux des individus participant à la même *branche d'activité* et les multiples types de travail ne diffèrent pas seulement en *quantité*, mais aussi en *qualité*. Or, qu'implique la différence simplement *quantitative* des choses, si ce n'est que la *qualité* est la même? Si l'on mesure quantitativement des travaux, c'est qu'ils sont semblables et que leur *qualité* est la même.

Strabon (43) écrit à propos des Albanéens du Caucase : « *Les hommes sont remarquables par la beauté et par la taille. Ils sont sans détour et n'ont pas l'esprit mercantile, car la plupart du temps ils n'utilisent pas de monnaie et ils ne connaissent pas de nombre au-delà de cent. Mais, ils font des échanges de denrées* » (Gr.). Il dit en outre : « *Ils ne connaissent pas davantage les mesures au moyen d'instruments* » (Gr.).

L'argent a d'abord la fonction de mesure (chez Homère), par exemple, ce sont des bœufs qui jouent ce rôle), parce que, dans le troc, la marchandise est encore son propre moyen d'échange. Mais elle ne peut être son propre étalon ni son propre terme de comparaison.

LES SUBSTANCES DU RAPPORT MONÉTAIRE :

1° Voici ce qui ressort de l'analyse ci-dessus : Un produit particulier (*marchandise*) doit devenir matériellement le sujet de l'argent qui existe comme propriété de chaque valeur d'échange. Le sujet qui représente ce symbole n'est pas indifférent, puisque ce qui est demandé à ce représentant découle des conditions de ce qu'il représente (à savoir déterminations de forme et des rapports déterminés).

Contrairement à ce que croit Proudhon, l'analyse des

métaux précieux, sujets et incarnations du rapport monétaire, n'est pas étrangère à l'économie politique, pas plus que l'étude des propriétés physiques des couleurs et du marbre ne l'est au domaine de la peinture et de la sculpture. En tant que valeur d'échange, la marchandise a des propriétés qui ne correspondent pas à ses qualités naturelles : les exigences ainsi posées aux marchandises sont *par excellence* (Gr.) réalisées dans la matière de l'argent.

A ce niveau-là, ces exigences trouvent leur accomplissement le plus total dans les métaux précieux. Entre toutes les marchandises, ce sont les métaux servant d'instruments de production qui obtiennent la préférence et, parmi ces métaux, celui que l'on trouve en premier à l'état complet et pur : l'or; c'est ensuite le cuivre; et, enfin, l'argent et le fer. Comme dirait Hegel, les métaux précieux réalisent mieux le *métal* que les autres.

Les métaux précieux ont des propriétés physiques invariables : à quantité égale, il n'y a donc pas à préférer l'une de leur portion à l'autre. On ne peut en dire autant d'un même nombre de têtes de bétail, ni d'une même quantité de grains (Angl.).

a) L'OR ET L'ARGENT PAR RAPPORT AUX AUTRES MÉTAUX

Les métaux non précieux s'oxydent à l'air; mais les métaux précieux (mercure, argent, or, platine) sont inaltérables.

Aurum (Au). Densité : 19,5. Point de fusion : 1 200 °C. « L'or brillant est le plus splendide des métaux, c'est pourquoi les Anciens l'appelaient déjà soleil, ou roi des métaux. Assez répandu quoique jamais en grandes quantités, il est donc plus précieux que les autres métaux. Généralement, on le trouve à l'état vierge, soit en pépites assez grosses, soit en petits grains incrustés dans la roche. La désagrégation de celle-ci produit le sable aurifère que charrient de nombreux cours d'eau, dont on extrait l'or grâce à sa forte densité. Malléabilité extrême de l'or; on peut étirer un grain en un fil long de 500 pieds, de même qu'on peut le battre en feuilles extrêmement minces (moins de 1/200 000 pouce). Nul acide n'attaque l'or, seul le chlore libre le dissout (*eau régale*, mélange d'acide azotique et d'acide chlorhydrique). Dorer. »

Argentum (Ag.). Densité : 10. Point de fusion : 1000° C. Aspect luisant; le plus attachant de tous les métaux, très blanc et malléable; il se travaille aisément et s'étire en fils extrêmement fins. On trouve l'ar-

gent à l'état vierge; très souvent allié au plomb dans les minerais de plomb argentifères.

Nous avons vu jusqu'ici les propriétés *chimiques* de l'or et de l'argent. (La divisibilité, la facilité de reconstitution et la constance de l'or et de l'argent purs, etc. sont bien connues.) *Etude des minéraux :*

Or : Il est curieux de constater que plus les métaux sont précieux, et plus ils se trouvent disséminés et séparés des substances communes — comme les natures supérieures sont éloignées du vulgaire. Ainsi, en règle générale, nous trouvons l'or à l'état vierge, en cristaux, sous les multiples formes du dé ou sous des formes encore plus complexes : pépites plus ou moins grosses, grains irréguliers, sable et poussière, ou bien encastré dans toutes sortes de roches, par exemple le granit, dont la désagrégation permet de le retrouver dans le sable des rivières et dans les terrains alluvionnaires. Etant donné que l'or peut atteindre une densité de 19,4, on peut extraire jusqu'aux particules d'or les plus fines en agitant dans l'eau le sable aurifère. Le métal d'un poids spécifique supérieur se dépose : c'est ce qu'on appelle le lavage de l'or. Très souvent, l'argent se trouve aux côtés de l'or; il existe des alliages naturels de ces deux métaux, la part de l'argent y variant de 0,16 à 38,7 %, ce qui a naturellement pour conséquence des différences de couleur et de densité.

Argent : Il a une grande diversité minéralogique; c'est l'un des métaux les plus répandus, tant à l'état vierge qu'allié à d'autres métaux ou combiné à l'arsenic et au soufre. (Chlorure d'argent, bromure d'argent, oxyde d'argent carbonaté, minerai de bismuth d'argent, etc.)

Les principales propriétés *chimiques, communes à tous les métaux précieux* sont les suivantes : ils ne s'oxydent pas à l'air; propriétés spécifiques de l'or et du platine : ils ne se dissolvent pas dans les acides, le premier ne se dissout que dans le chlore. Etant donné qu'ils ne s'oxydent pas à l'air, il ne se rouillent pas : ils restent ce qu'ils sont. Ils résistent à l'action de l'oxygène. Indestructibilité (tant appréciée des vieux fanatiques de l'or et de l'argent).

Propriétés physiques : poids spécifique considérable, c'est-à-dire grand poids sous un faible volume : essentiel dans leur fonction d'instrument de circulation. Or : 19,5. Argent : 10. *Eclat de la couleur.* Luminosité de

l'or, blancheur de l'argent, splendeur, *malléabilité*. C'est pourquoi ils se prêtent admirablement à la joaillerie et à l'ornementation de tous les objets. La *couleur blanche* de l'argent reflète tous les rayons lumineux dans leur mélange originel; le rouge-jaune de l'or détruit tous les rayons colorés de la lumière et ne reflète que le rouge. Point de fusion élevé.

Propriétés géognostiques : on trouve les métaux précieux (surtout l'or) à l'état vierge, distincts des autres corps, disséminés et individualisés. Ils semblent avoir une existence individuelle par-delà leur forme élémentaire.

En ce qui concerne les deux autres métaux précieux 1° le *platine :* il n'a pas de couleur, il est gris sur gris (c'est le plus russe des métaux); trop rare; inconnu des Anciens, connu seulement depuis la découverte de l'Amérique, puis découvert en Oural au XIX^e^ siècle; ne s'attaque qu'au chlore; toujours à l'état pur; poids spécifique : 21; résiste aux températures les plus élevées; a surtout un intérêt pour la science.

2° Le *mercure* est liquide, s'évapore; ses vapeurs sont nocives; il se mélange aux matières liquides (amalgame). Densité : 13,5; point de fusion : 360° C. Le *platine*, et à plus forte raison le mercure, sont impropres à servir de monnaie.

L'une des propriétés *géognostiques*, communes à tous les métaux précieux, c'est leur *rareté* (43*a*). (En dehors de l'offre et de la demande), la rareté est un élément de la valeur; elle existe ne serait-ce qu'en opposition à ce qui n'est pas rare en soi et pour soi, à ce qui est élémentaire, c'est-à-dire n'a pas de valeur et n'a pas à être produit. A l'origine, ce qui est le plus précieux c'est, dans la plupart des cas, ce qui est indépendant de la production voulue et consciente et dispose néanmoins d'une demande. Les cailloux n'ont pas de valeur relativement parlant, parce qu'on les trouve *sans* qu'il y ait *production* (même si celle-ci ne consiste qu'en une recherche). Pour qu'un objet soit soumis à l'échange et possède une valeur, il ne doit pas être trouvé par le premier venu qui pourrait l'obtenir sans passer par l'échange. Il ne doit pas être élémentaire au point d'être un bien commun. La rareté est donc un élément important de la valeur d'échange, et c'est une propriété majeure des métaux précieux, même si l'on fait abstraction du rapport étroit de l'offre et de la demande.

Il est normal qu'on ait choisi les métaux pour servir d'instruments de circulation. A ce point de vue, l'or a l'avantage au fond d'être le *premier métal qui fut découvert en tant que métal.* Ceci pour une double raison : 1° parce que, de tous, il est le plus « métallique », le métal qui est le plus différencié et se repère le mieux dans la nature; 2° parce que, dans sa préparation, la nature a pris sur elle l'art de la technique : pour l'avoir, il suffit d'un travail brut; il n'est besoin ni de science ni d'instruments de production développés.

« Il est certain que l'or doit prendre place comme *le premier des métaux connus,* et dans les premières annales mentionnant les progrès humains on le cite comme la mesure de la civilisation de l'homme » (Angl.), parce qu'il représente la *surabondance* quelle que soit la forme sous laquelle la richesse apparaît d'abord.

La première forme de la valeur, c'est la *valeur d'usage,* le quotidien, ce qui exprime le lien de l'individu avec la nature; la seconde, c'est la *valeur d'échange* A COTE de la valeur d'usage, régnant sur les valeurs d'autrui, à titre de rapport social. Mais, à l'origine, elle était ce qui servait le dimanche, ce qui était quelque peu au-dessus du besoin immédiat.

L'or a été découvert par l'homme en des temps très reculés :

« *L'or se différencie* (44) *notablement des autres métaux, à quelques rares exceptions près, car on le trouve dans la nature sous sa forme de métal. On trouve habituellement le fer, le cuivre, l'étain, le plomb et l'argent combinés chimiquement à l'oxygène, au soufre, à l'arsenic ou au carbone; et les quelques très rares exemples de ces métaux découverts sous leur forme élémentaire ou, comme on le disait dans le temps, à l'état vierge, doivent être mentionnés plutôt comme des curiosités minéralogiques que comme des produits courants. En revanche, on trouve toujours l'or à l'état naturel ou métallique... Donc, en tant que masse métallique, originale de par sa couleur jaune, il attire l'attention de l'homme le plus primitif, alors que les autres substances qu'il rencontre sur son chemin ne présentent aucune particularité susceptible de capter sa faculté d'observation à peine éveillée. De plus, on trouve l'or dans les éboulis montagneux, étant donné qu'il s'est formé dans les roches les plus exposées aux effets*

atmosphériques. Des quartiers entiers de roc se détachent sans arrêt par suite de l'érosion due à l'air, aux variations de température, au travail des eaux, et spécialement à l'action de la glace. Les eaux les transportent jusque dans les vallées, et le mouvement continuel de l'eau courante, en les faisant rouler, les transforme en cailloux. C'est parmi eux que l'on découvre les pépites ou grains d'or. Les fortes chaleurs d'été, en asséchant le lit des fleuves ou des torrents d'hiver en firent des chemins utilisés par le nomade dans ses voyages; c'est en ces lieux que l'on peut imaginer la découverte de l'or aux temps les plus anciens » (Angl.).

« *La plupart du temps, on trouve l'or à l'état pur ou si proche de la pureté qu'on peut reconnaître directement sa nature métallique,* aussi bien dans les cours d'eau que dans les filons de quartz. » (Angl.)

« *Le poids spécifique du quartz ainsi que de la plupart des autres roches pesantes et compactes est d'environ 2,5, alors que le poids spécifique de l'or est de 18 ou 19. L'or pèse donc environ sept fois plus que n'importe quelle roche ou pierre avec laquelle il peut s'associer. Par conséquent, un cours d'eau qui aurait assez de force pour charrier du sable ou des fragments de quartz, etc., ne serait pas capable de transporter les fragments d'or qui leur sont mêlés. L'eau courante a donc fait, au cours du temps, pour les roches aurifères, exactement ce que le mineur ferait maintenant, à savoir les faire éclater en mille morceaux, balayer les fragments légers et laisser l'or sur place. Les fleuves sont, en effet, de grands* berceaux *naturels qui rassemblent les fragments légers et fins, ceux qui sont lourds se fixant au terrain envers et contre tous les obstacles naturels ou se déposant toutes les fois que le courant devient moins fort ou moins rapide* » (Angl.) (44).

« *Très vraisemblablement, selon la tradition et l'histoire la plus ancienne,* la découverte de l'or dans le sable et dans les gravillons des cours d'eau semblerait avoir constitué la première étape de la connaissance des métaux. *Dans presque tous, peut-être dans tous les pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, et depuis des temps immémoriaux, des quantités d'or plus ou moins importantes ont été lavées à l'aide de simples instruments et extraites des dépôts aurifères. De temps à autre, les découvertes dans les cours d'eau charriant de l'or ont été assez importantes pour déclencher une poussée de*

fièvre qui s'est prolongée pendant un certain temps dans une région avant de se calmer.

« *En 760, les pauvres apparurent en grand nombre pour laver de l'or dans les rivières sablonneuses au sud de Prague; en un jour, trois hommes pouvaient extraire un marc d'or (une demi-livre); la ruée vers les placers qui s'ensuivit fut si grande que, dans le courant de l'année suivante, le pays fut ravagé par la famine* *.

« *Nombreux sont les récits d'événements semblables qui se sont répétés au cours des siècles suivants. Ici comme ailleurs, les procédés réguliers et systématiques d'extraction succédèrent à l'attraction qu'exerçaient les filons à fleur de terre* ».

« *On trouve l'or dans deux genres de dépôts, les* filons *ou les* veines *qui coupent le rocher dans une direction plus ou moins perpendiculaire à l'horizon; les* lits de charriage *ou* courants, *où l'or se mêle au gravillon, au sable ou à l'argile et se dépose, grâce à l'action mécanique de l'eau, à la surface de ces rochers dans lesquels les filons plongent à des profondeurs insondables. A la première catégorie correspond tout spécialement l'*art de la mine; *à la deuxième correspondent les simples opérations de* fouille. *L'extraction de l'or dans les mines proprement dites est, comme toute recherche minière, un art qui nécessite l'emploi de capitaux et d'un travail qualifié que l'on ne peut acquérir que grâce à des années d'expériences. Aucun art pratiqué par des hommes civilisés n'exige, pour se développer pleinement, l'utilisation d'autant de science et de techniques-sœurs. En revanche, bien qu'elles soient si essentielles pour le mineur, le laveur d'or et celui qui fouille les cours d'eau n'en ont guère besoin, puisqu'ils doivent surtout se fier à la force de leurs bras ou à la vigueur de leur santé. Il faut que l'instrument qu'ils utilisent soit assez simple pour être transporté d'un endroit à l'autre, pour être facilement réparé s'il est abîmé et pour n'exiger aucune de ces délicates manipulations qui leur ferait perdre le temps qu'ils emploient à s'approprier de petites quantités d'or* » (Angl.).

Il importe de distinguer les dépôts d'or par charriage

(*) Dans la « Contribution à la Critique de l'Economie politique », ce dernier alinéa est attribué à A.G. Koerner. On y trouve de légères différences. Il est possible que le conférencier anglais ait cité A.G. Koerner — ou l'événement — sans mentionner ses sources. (*N.d.T.*)

dont l'importance est considérable de nos jours en Sibérie, en Californie et en Australie; les rivières amassent chaque année des sables fins dont certains, à l'examen, contiennent de l'or en quantités exploitables. On découvre cet or à la surface, tandis que l'or en filon peut se rencontrer sous une couche dont l'épaisseur varie de 1 à 70 pieds et qui se compose de terre, de tourbe, de sable, de gravillons, etc. Les techniques d'exploitation de ces deux types de gisement reposent sur des principes semblables. Pour le chercheur d'or, la nature a disloqué les parties les plus élevées, les plus altières et les plus riches des filons et a si bien trituré et lavé la matière que le laveur trouve déjà accomplie la partie la plus pénible de son travail; tandis que le mineur qui s'attaque aux filons profonds, plus pauvres, mais plus durables, doit recourir à toutes les ressources de la technique la plus raffinée.

On a considéré à juste titre l'or comme le plus noble de tous les métaux à cause de ses différentes propriétés physiques et chimiques. Il ne s'altère pas à l'air et ne rouille pas. (L'immutabilité, c'est justement la résistance à l'oxygène de l'air.) Il est d'un jaune rougeâtre et vif, quand il se présente sous forme compacte et très dense. Il est très malléable. Il ne fond qu'à une température très élevée. Poids spécifique (Angl.).

Il y a donc trois types de production aurifère :

1° Dans le sable des cours d'eau, simple découverte en surface : *lavage.*

2° Dans les lits d'alluvions : *fouille.*

3° *Extraction.* Le lavage et la fouille n'exigent pas un grand développement des forces productives : la nature accomplit la plus grande partie du travail.

(Pour l'étymologie des mots or, argent, etc., *cf. Grimm* (45); dans ces mots, on retrouve surtout des notions d'*éclat,* de *couleur.* Argent blanc, or jaune; bronze et or, bronze et fer échangent leur nom. Les Allemands utilisaient jadis le bronze aussi bien que le fer. Parenté de l'*aes* et de l'*aurum.*

Le cuivre (*airain, bronze :* étain et cuivre) et l'or ont été utilisés avant l'argent et le fer.

« *L'or est employé bien avant l'argent, parce qu'on le trouve à l'état pur ou rarement en alliage avec l'argent; on l'obtient par simple lavage. L'argent existe généralement en filons encastrés dans les roches les*

plus dures des terrains primitifs : il exige, pour son extraction, des machines et des travaux compliqués. En Amérique méridionale, ce n'est pas l'or en filons que l'on exploite, mais l'or disséminé en poudre et en grains, dans les terrains d'alluvions. Il en allait de même à l'époque d'Hérodote. Les monuments les plus anciens de Grèce, d'Asie, d'Europe septentrionale et du Nouveau-Monde attestent de l'usage de l'or dans la fabrication des ustensiles et des bijoux, même dans les Etats semi-barbares; l'emploi de l'argent pour les mêmes usages dénote à lui seul un état social assez avancé » (Fr.). *Cf.* Dureau de la Malle (46).

Le cuivre est l'instrument essentiel de la guerre et de la paix (*ibid.*). (Comme monnaie en Italie, *ibid.*).

[*b*) OSCILLATIONS DE LA VALEUR DES DIVERS MÉTAUX]

Les problèmes de l'utilisation des métaux comme matière de la monnaie, leur utilisation simultanée ou sucessive et leur apparition plus ou moins précoce, doivent être analysés en liaison *avec les oscillations de leur valeur relative* (Letronne, Böckh, Jacob). Nous n'étudierons pas ici le rapport de ces oscillations avec la masse des métaux en circulation et avec les prix; cette question devra être traitée dans l'annexe historique du chapitre sur la monnaie et les prix.

Les changements successifs affectant l'or, l'argent et le cuivre aux différentes époques dépendent en premier lieu de la nature des gisements de ces trois métaux, et de l'état plus ou moins pur dans lequel on les trouve; en second, de bouleversements politiques, tels que l'invasion de l'Asie et d'une portion de l'Afrique par les Perses et les Macédoniens, plus tard la conquête par les Romains d'une partie des trois continents (*orbis romanus*, etc.). Autrement dit, tout dépend de l'état relatif de pureté dans lequel on les trouve, et de leur localisation.

Le rapport de valeur entre les divers métaux peut être déterminé indépendamment des prix, — au moyen du simple rapport *quantitatif* de leur échange mutuel. Le procédé n'est possible que si nous avons à comparer un petit nombre de marchandises ayant une commune unité de mesure. Par exemple, tant de quintaux de seigle, d'orge et d'avoine, contre tant de quintaux de blé. Dans le troc, où l'échange est peu important et ne porte que sur quelques rares marchandises, on utilisait cette

méthode et l'argent n'était donc pas absolument nécessaire.

Strabon nous rapporte que, chez les *Arabes* qui sont les voisins des Sabéens, *l'or natif est si abondant* (Fr.) que 10 livres d'or sont échangées contre 1 livre de fer, et 2 livres d'or contre 1 livre d'argent. Les terrains de Bactriane (bref, le Turkestan) et de la partie de l'Asie située entre le Paropamisus (Indoukouch) et l'Imaus (montagne de Mustag) sont riches en or, *desertum arenosum auro abondans* (désert de Gobi) : Dureau de la Malle estime vraisemblablement qu'entre le XV^e^ et le VI^e^ siècle avant J.-C., le rapport entre l'or et l'argent était de 6 à 1 ou de 8 à 1, rapport qui a existé en Chine et au Japon jusqu'au commencement du XIX^e^ siècle; Hérodote le fixe de 13 à 1, sous Darius Hystaspès. Selon le livre de la loi de Manou, rédigé entre 1300 et 600 avant J.-C., le rapport de l'or à l'argent était de 2 1/2 à 1.

« Les mines d'argent ne se trouvent guère en effet que dans les terrains primitifs, surtout dans les terrains à couches, et dans quelques filons des terrains secondaires. Les gangues de l'argent, au lieu d'être des sables d'alluvion, sont ordinairement les roches les plus compactes et les plus dures, telles que le quartz, etc. Ce métal est plus commun dans les régions froides, soit par leur latitude, soit par l'élévation absolue, que l'or, qui en général préfère les pays chauds. Au contraire de l'or, on ne rencontre que très rarement l'argent à l'état de pureté, etc. » (Fr.) (allié le plus souvent à l'arsenic et au soufre) (acide chlorhydrique muriatique, salpêtre nitreux).

Avant la découverte de l'Australie et de la Californie : Humboldt, 1811, estime que le rapport entre les quantités respectives d'or et d'argent était pour l'Amérique de 1 à 40. *Les minéralogistes de l'Académie des Sciences* (Fr.) l'estiment de nos jours (1840) de 1 à 52; néanmoins la livre d'or vaut seulement 15 livres d'argent : le rapport de valeur est donc de 15 à 1.

Cuivre. Densité : 8,9. Belle couleur rouge comme l'aurore; assez dur; ne fond qu'à des températures très élevées. Il n'est pas rare de le trouver à l'état vierge; souvent combiné à l'oxygène ou au soufre. Il a pour *gisements les terrains primaires anciens* (Fr.). Mais il se trouve plus que les autres minéraux, soit en surface, « soit à des petites profondeurs, aggloméré en mas-

ses pures, quelquefois d'un poids considérable » (Fr.). Employé avant le *fer*, aussi bien pour la guerre que pour la paix. Comme monnaie, l'or est à l'argent ce que le cuivre fut historiquement au fer, comme instrument de travail. Il circulait en grandes quantités dans l'Italie soumise aux Romains entre le I^er^ et le V^e^ siècle. On peut « *déterminer a priori le degré de civilisation d'un peuple d'après la seule connaissance de l'espèce de métal, or, cuivre, argent, ou fer, qu'il emploie pour ses armes, ses outils ou sa parure* » (Fr.). Dans son poème sur l'agriculture, Hésiode écrit :

« Ils travaillaient avec des outils de bronze, car le fer sombre n'existait pas » (Gr.).

Lucrèce : « Et ils connaissaient l'airain bien avant de connaître l'usage du fer » (Lat.).

Jacob mentionne l'existence fort ancienne de mines de cuivre en Nubie et en Sibérie (*cf.* Dureau I, p. 58); Hérodote affirme que les Massagètes ne connaissaient que le bronze, et non le fer. D'après les marbres d'Oxford, le fer était inconnu jusqu'en 1431 avant J.-C.

Chez Homère, le fer est encore rare, en revanche, on utilise très communément l'*airain* (bronze), cet alliage de cuivre, de zinc et d'étain, « *dont les sociétés grecque et romaine se servirent si longtemps, même pour la fabrication des haches et des rasoirs. L'Italie assez riche en cuivre natif; aussi la monnaie de cuivre forma-t-elle jusqu'en 247 avant J.-C., sinon le numéraire unique, du moins la monnaie normale, l'unité monétaire dans l'Italie moyenne* » (Fr.).

Les colonies grecques du sud de l'Italie recevaient directement de Grèce, de Tyr et Carthage, l'argent avec lequel elles battaient monnaie depuis le V^e^ et VI^e^ siècle. Il semble que les Romains utilisaient déjà de la monnaie d'argent à l'époque des rois, mais Pline (47) affirme : « *Cela était interdit par un ancien décret des sénateurs voulant protéger l'Italie* » (c'est-à-dire ses mines d'argent). Ils craignaient aussi les conséquences d'un moyen de circulation trop commode : luxe, augmentation des esclaves, accumulation et concentration de la propriété foncière. Chez les Etrusques aussi, le cuivre servit de monnaie avant l'or.

Il est faux de dire comme Garnier : « *On cherche et on choisit naturellement dans le règne minéral, la* matière destinée à l'accumulation » (Fr.) (48). Au contraire, c'est lorsqu'on eût trouvé la monnaie métal-

lique (soit comme monnaie proprement dite, soit comme simple moyen d'échange préféré pour son poids) que l'accumulation commença. Lorsqu'il sera question de l'*or*, il faudra revenir en détail sur ce point.

Reitemeier (49) dit avec raison : « L'or, l'argent et le cuivre furent d'abord utilisés chez les Anciens comme instruments servant à couper et à battre, en dépit de leur manque relatif de solidité, et ce, bien avant qu'on connût le fer et qu'on les utilisât comme monnaie. » Les outils furent améliorés lorsqu'on sut rendre plus dur le cuivre en le trempant, ce qui permit de braver le roc. A partir d'un cuivre fortement trempé, on fit des burins et des marteaux, dont on se servit pour briser la roche. Le fer fut découvert ensuite.

Jacob (50) affirme : « *Dans l'état patriarcal, les métaux — tels que le cuivre d'abord et le fer ensuite — dont on se servait pour faire des armes, étaient rares et incroyablement chers comparés à la nourriture et aux vêtements courants. Alors qu'on ignorait l'usage de battre monnaie avec des métaux précieux, l'or et l'argent avaient pourtant acquis la faculté de s'échanger plus facilement et plus commodément contre d'autres métaux que le grain et le bétail* » (Angl.).

« *D'ailleurs, pour obtenir l'or pur ou presque pur des immenses terrains d'alluvion situés entre les chaines de l'Indou-Kosh et de l'Himalaya, il ne fallait qu'un simple lavage. Jadis, la population était abondante dans ces contrées d'Asie; et par conséquent la main-d'œuvre à très bon marché. En raison des difficultés (techniques) de son exploitation, l'argent était relativement cher. L'effet contraire s'est produit dans l'Asie et dans la Grèce à partir de la mort d'Alexandre. Les sables aurifères s'épuisèrent; le prix des esclaves et de la main-d'œuvre augmenta; la mécanique et la géométrie ayant fait d'immenses progrès depuis Euclide jusqu'à Archimède, on put exploiter avec profit les riches filons des mines d'argent de l'Asie, de la Thrace et de l'Espagne, et l'argent étant 52 fois plus abondant que l'or, le rapport de valeur entre les deux métaux dut changer, et la livre d'or qui, du temps de Xénophon, 350 avant J.-C., s'échangeait contre 10 livres d'argent, valut 18 livres de ce dernier métal l'an 422 après Christ.* » (Fr.). Le rapport est donc passé de 10 : 1 à 18 : 1.

A la fin du v[e] siècle après J.-C., la masse des liquidités diminua considérablement, l'extraction minière

s'arrêta. Du moyen âge à la fin du XV^e siècle, les pièces d'or représentaient une portion relativement importante de la monnaie. (La diminution porta essentiellement sur l'argent qui, auparavant, circulait le plus.) Au XV^e siècle, le rapport était de 10 à 1; au XVIII^e siècle, de 14 à 1 sur le continent, et en Angleterre de 15 à 1. Dans l'Asie moderne, l'argent est surtout une marchandise, particulièrement en Chine où la monnaie nationale est en cuivre (le tsein était composé de cuivre, de zinc et de plomb); en Chine, l'or (et l'argent) sont, d'après leur poids, des marchandises pour régler la balance du commerce extérieur (51).

Fortes oscillations à Rome entre la valeur du cuivre et de l'argent (dans les monnaies). Jusqu'à Servius, on utilisait pour l'échange le métal en lingots : *aes rude*. L'étalon monétaire, l'as de cuivre, valait une livre de ce métal. A l'époque de Servius, l'argent était dans un rapport de 279 à 1 avec le cuivre; jusqu'à la première guerre punique de 400 à 1; à l'époque de la première guerre punique de 140 à 1; lors de la seconde guerre punique de 112 à 1.

Aux premiers temps de Rome, l'or était très cher, l'argent provenait de Carthage (et d'Espagne); jusqu'en 547, l'or n'était utilisé qu'en lingots. Rapport de l'or à l'argent dans le commerce : 13,71 à 1; dans les monnaies 17,14 à 1; sous César : 12 à 1 (au moment où éclata la guerre civile, après le pillage de l'*aerarium* par César, de 8 à 1 seulement; sous Honorius et Arcadius (397), il est de 14,4 à 1; sous Honorius et Théodose le Jeune (422) : 18 à 1. L'argent par rapport au cuivre : 100 à 1; l'or par rapport à l'argent : 18 à 1.

La première monnaie d'argent fut frappée à Rome en 485 avant J.-C., la première monnaie d'or en 547. Aussitôt après la seconde guerre punique, l'as fut ramené à 1 once, il ne servit plus que de monnaie d'appoint; le sesterce (d'argent) devint unité monétaire : tous les paiements importants furent effectués en argent. Dans le trafic quotidien, le cuivre (et plus tard le fer) resta le métal principal. Sous les empereurs d'Orient et d'Occident, le *solidus* (*aureus*), donc l'or, est la monnaie déterminante.

Dans le monde antique, on obtient donc la moyenne suivante :

1° **L'argent a une valeur relativement élevée par rapport à l'or.** A de rares exceptions près, tels les Ara-

bes, chez lesquels l'or était meilleur marché que l'argent et bien meilleur marché encore que le fer, on a, en Asie du XV^e^ au VI^e^ siècle avant J.-C., le rapport suivant entre l'or et l'argent : 6 à 1 ou 8 à 1. (Ce dernier rapport subsista en Chine et au Japon jusqu'au début du XIX^e^ siècle.) Dans le *Code de Manou :* 2 ½ à 1. Ce rapport va en diminuant parce que l'or fut découvert en premier. L'or provenait alors essentiellement de l'Asie et de l'Egypte. Au cours de la même période, le développement italien n'en est arrivé qu'à la monnaie de *cuivre*. Si le cuivre est le principal instrument de la paix et de la guerre, l'or domine parmi les métaux précieux. Jusqu'à l'époque de Xénophon, le rapport entre l'or et l'argent resta de 10 à 1.

2° Après la mort d'Alexandre, la valeur de l'or augmente par rapport à celle de l'argent, car on assiste à l'épuisement des sables aurifères ainsi qu'à la progression de la technique et de la civilisation. On se met à exploiter des mines d'argent; c'est alors seulement que **joue le fait que l'argent existe en plus grandes quantités que l'or sur la terre.** Ce sont surtout les Carthaginois et l'exploitation en Espagne qui révolutionnèrent le rapport entre l'or et l'argent, comme lors de la découverte de l'argent américain à la fin du XV^e^ siècle. Avant César, le rapport était de 17 à 1; ensuite de 14 à 1; enfin en 422 après J.-C. : 18 à 1. (La baisse de l'argent sous César eut des causes fortuites.) Quand l'argent baissa par rapport à l'or, le fer devint l'instrument de production principal dans la guerre et dans la paix. Dans la première période, l'or fut importé d'Orient; dans la seconde, l'argent fut importé de l'Occident tempéré.

3° *Au moyen âge :* nous avons de nouveau le même rapport qu'à l'époque de Xénophon, 10 à 1 (en certains lieux : 12 à 1?) (52).

4° *Après la découverte de l'Amérique :* Nous avons de nouveau, à peu de choses près, le même rapport qu'à l'époque d'Honorius et d'Arcadius (397) : 14 ou 15 à 1. Bien que, depuis environ 1815-1844, il y ait une augmentation de la production d'or, l'or bénéficiait d'une prime (en France, par exemple). Il est vraisemblable que la découverte de la Californie et de l'Australie ait eu cette conséquence :

5° ramener un rapport semblable, voire supérieur à celui de l'époque impériale romaine : 18 à 1. Le meilleur

marché relatif de l'argent va de pair avec le progrès de la production des métaux précieux, tant dans le monde antique que moderne; ce mouvement va d'Orient vers l'Occident et atteint la Californie et l'Australie. Nous constatons de fortes oscillations de détail; mais si l'on considère les points essentiels, on voit qu'ils se reproduisent de façon frappante.

Chez les Anciens, le cuivre était trois ou quatre fois plus cher qu'aujourd'hui. (Garnier) (53).

c) Il convient de considérer maintenant les sources d'où proviennent l'or et l'argent, et leur rapport avec l'évolution historique.

d) *L'argent comme monnaie.* Bref historique des monnaies. Les hauts et les bas, etc.

[CIRCULATION MONÉTAIRE ET CIRCULATION MARCHANDE]

La *circulation* ou la *rotation de l'argent* correspond à la *circulation ou à la rotation des marchandises,* mais le sens en est inverse : la marchandise de A passe aux mains de B, tandis que l'argent de B passe aux mains de A, etc. Comme celle de la marchandise, la circulation de l'argent part d'une infinité de points et retourne à une infinité de points. Tant que la circulation monétaire est encore *immédiate,* il n'y a pas départ d'un seul point central en direction des différents points de la périphérie, ni retour vers un seul centre, comme cela se produit lorsque la circulation a pour intermédiaire le système bancaire. La première forme naturelle de la circulation consiste en une masse de circuits. La circulation proprement dite commence seulement lorsque l'or et l'argent ont cessé d'être des marchandises. Entre les pays qui exportent les métaux précieux et ceux qui les importent, il n'y a pas une telle circulation, mais un simple échange, l'or et l'argent ne figurant pas ici comme monnaies, mais comme marchandises. Si l'argent médiatise l'échange des marchandises, c'est-à-dire s'il les fait circuler en servant de moyen d'échange, il est *instrument de la circulation, rouage de la circulation;* mais si, dans ce procès, il circule lui-même, et suit son mouvement propre, il a une *rotation* propre, dite *circulation monétaire.*

Il importe de déterminer dans quelle mesure cette circulation obéit à des lois particulières. De prime abord, il est clair que si l'argent est un rouage de la

circulation marchande, la marchandise est un rouage de la circulation monétaire. Si l'argent fait circuler les marchandises, les marchandises font circuler l'argent. Les deux circulations se conditionnent donc l'une l'autre.

Dans la circulation de la monnaie, il y a trois choses à considérer : 1° la forme du mouvement lui-même; la ligne qu'elle décrit (son sens); 2° la quantité de monnaie en circulation; 3° la vitesse avec laquelle elle accomplit son mouvement, elle circule. Tout cela ne peut s'effectuer qu'en liaison avec la circulation marchande.

En outre, il est clair que certaines phases de la circulation marchande sont tout à fait indépendantes de la circulation monétaire, tandis que d'autres la conditionnent, soit directement, soit indirectement; par exemple, tel élément de la circulation des marchandises — la vitesse — détermine aussi la circulation monétaire. Le caractère général du mode de production déterminera les deux, mais plus directement la circulation des marchandises.

Il faut considérer aussi la masse des échangistes (volume de la population) et sa répartition entre la ville et la campagne; la quantité absolue des marchandises, des produits et des agents de la production; la masse relative des marchandises en circulation; le développement des moyens de transport et de communication, dont l'effet est double, puisqu'ils déterminent d'une part la sphère de ceux qui échangent et entrent en contact, et d'autre part la vitesse avec laquelle la matière première parvient au producteur, et le produit au consommateur; enfin, le développement de l'industrie qui concentre les diverses branches de la production, tels le filage, le tissage et la teinturerie, et rend superflue toute une série d'actes intermédiaires de l'échange. La circulation des marchandises est la condition première de la circulation monétaire, mais il convient de voir comment, à son tour, celle-ci réagit sur la circulation marchande.

Définissons d'abord le *caractère général de la circulation ou de la rotation*.

Mais auparavant il faut encore noter que l'argent fait circuler les valeurs d'échange, et donc les *prix*. Dans la circulation marchande, il faut donc considérer aussi bien la masse des marchandises que leurs prix. Une

grande masse de marchandises d'une faible valeur d'échange (prix) exige manifestement moins d'argent pour circuler qu'une plus faible quantité d'un prix double. Il faudrait, pour bien faire, analyser la notion de *prix* avant celle de circulation. La circulation pose les prix, c'est le mouvement de transformation des marchandises en prix, en même temps que leur réalisation. Les deux fonctions de l'argent — à savoir 1° *mesure* ou élément dans lequel la marchandise se réalise en tant que valeur d'échange, et 2° *moyen d'échange*, instrument de la circulation — agissent en un sens diamétralement opposé.

L'argent ne peut faire circuler les marchandises que si, au préalable, elles ont été transformées en argent, *idéalement* au moins, c'est-à-dire non seulement dans l'esprit de l'individu, mais dans la représentation de la société (autrement dit, pour les parties directement engagées dans le processus de l'achat et de la vente). Cette transformation idéale en argent n'obéit pas aux mêmes lois que la transformation réelle. Il nous faut donc analyser leurs rapports.

DÉFINITION GÉNÉRALE DE LA CIRCULATION

[*a*) CIRCULATION DES PRIX]

a) L'une des caractéristiques essentielles de la circulation, c'est que les produits ou le travail y circulent comme valeurs d'échange, ou plus exactement comme valeurs d'échange converties en *prix*. Le troc, les livraisons en nature, les prestations de services féodales ne constituent donc pas encore une circulation.

Il faut deux choses pour qu'il y ait circulation : 1° l'indication du prix des marchandises; 2° les actes de l'échange ne doivent pas être isolés, mais couvrir toute une sphère, représenter une totalité en flux constant, et se dérouler à peu près à l'échelle de la société tout entière, bref constituer un système d'échanges. La marchandise est déterminée par la valeur d'échange; en tant que telle, elle a un rapport déterminé (en raison du temps de travail contenu en elle), c'est un équivalent pour toutes les autres valeurs (marchandises).

Toutefois, elle ne s'identifie pas directement à cette détermination. En tant que valeur d'échange, elle se distingue de ce qu'elle est : un produit naturel. Il lui faut un intermédiaire, c'est pourquoi la valeur d'échange

fait face à la marchandise comme quelque chose de différent, en prenant la forme de l'argent. Lorsqu'on lui a fixé un prix, la marchandise devient valeur d'échange pure, autrement dit, argent. L'argent existe maintenant en dehors et à côté de la marchandise : sa valeur d'échange, comme toutes les valeurs d'échange des marchandises, a acquis une existence indépendante d'elle; elle s'incarne dans une substance qui lui est propre, dans une marchandise spécifique.

La valeur d'échange de la marchandise exprime l'ensemble des rapports quantitatifs dans lesquels toutes les autres marchandises peuvent s'échanger contre elle; elle détermine, au travers de quantités inégales, celles qui peuvent être produites en un même temps de travail. En tant que valeur d'échange de toutes les marchandises, l'argent existe maintenant en dehors et à côté d'elles. Elles doivent d'abord s'échanger contre cette substance universelle, c'est-à-dire être dorées et argentées pour acquérir une libre existence de valeurs d'échange. Elles doivent être traduites et exprimées en argent; celui-ci est le commun dénominateur de toutes les marchandises. La valeur d'échange exprimée en argent, c'est-à-dire ramenée à l'argent, c'est le *prix*. Lorsque l'argent a obtenu son indépendance vis-à-vis des valeurs d'échange, celles-ci jouent à son égard le rôle de sujet.

Chaque valeur d'échange est une grandeur déterminée; la valeur d'échange est quantitativement déterminée. En tant que telle, elle est égale à une certaine quantité d'argent. C'est ce qui découle de la loi générale selon laquelle le temps de travail est réalisé dans la valeur d'échange. Une valeur d'échange, produite en une journée s'exprimera donc en une quantité d'or ou d'argent équivalant au temps de travail d'une journée. L'étalon universel des valeurs d'échange sert maintenant de mesure à chaque valeur et à l'argent avec lequel il est *mis à parité*. L'or et l'argent sont d'abord déterminés par leur coût de production dans les pays producteurs. Senior (54) écrit à ce sujet : « Dans les pays miniers, tous les prix dépendent en fin de compte du coût de production des métaux précieux... la rétribution des mineurs... fournit l'échelle d'après laquelle est calculée la rémunération de tous les autres producteurs... La valeur en or ou en argent de toutes les marchandises non soumises à un monopole dépend, dans un pays qui

ne possède pas de mines, de l'or et de l'argent qu'on peut obtenir en exportant le produit d'une quantité déterminée de travail, le taux courant du profit et, dans chaque cas individuel, le montant du salaire qui est payé ainsi que le temps pour lequel il est avancé » (Angl.).

En d'autres termes : c'est la quantité d'or et d'argent obtenue directement ou indirectement des pays détenteurs de mines, en échange d'une certaine quantité de travail (produits exportables). L'argent exprime tout d'abord la relation d'équivalence de toutes les valeurs d'échange : en se regroupant sous son nom, elles sont identiques.

[LE PRIX]

La valeur d'échange exprimée en termes de monnaie, c'est le prix. Dans le prix, la valeur d'échange s'exprime sous une quantité déterminée d'argent. Dans le prix, l'argent apparaît premièrement comme l'*unité* de toutes les valeurs d'échange; deuxièmement, comme l'unité dont chacune d'elles renferme ou représente une quantité déterminée, si bien qu'en comparant leur propre quantité avec elle, on exprime leur rapport quantitatif mutuel. L'argent apparaît donc ici comme la *mesure* des valeurs d'échange, et les prix comme les valeurs d'échange mesurées grâce à l'argent. Par définition, l'argent est la mesure des prix; autrement dit, c'est d'après lui que les valeurs d'échange se comparent entre elles.

Mais ce qui importe le plus dans notre analyse, c'est que, dans le prix, *la valeur d'échange se compare avec l'argent.* Une fois que l'argent est devenu une valeur d'échange indépendante et séparée des autres marchandises, il faut de nouveau mettre la marchandise particulière à parité avec l'argent; autrement dit, mettre la valeur d'échange particulière à égalité avec une certaine quantité d'or, exprimée et traduite en monnaie.

En étant mises à parité avec l'argent, les marchandises se trouvent mises en rapport entre elles, comme le veut la notion de valeur d'échange : elles se couvrent et se comparent entre elles, selon des rapports déterminés. La valeur d'échange particulière (marchandise) est exprimée au travers de la valeur d'échange devenue autonome (argent), et lui est soumise. Nous avons vu plus haut comment cela se produit, c'est-à-dire comment on découvre un rapport quantitatif entre la valeur d'échange

quantitativement déterminée et une certaine quantité d'argent.

Mais sitôt que l'argent a une existence autonome à côté des marchandises, le prix de la marchandise devient une relation *extérieure* entre les valeurs d'échange (marchandises) et l'argent; la marchandise n'est pas *prix* à la manière dont elle était valeur d'échange de par sa substance sociale : cette détermination ne coïncide pas *directement* avec elle, mais passe par la comparaison avec l'argent. La marchandise *est* valeur d'échange, mais elle *a* un prix.

La valeur d'échange était directement unie à la marchandise dont elle était une propriété immédiate, mais dont elle se séparait tout aussi directement, en étant d'un côté marchandise et de l'autre (dans l'argent) valeur d'échange. Or, à présent, dans le *prix*, la marchandise se rapporte d'une part à l'argent comme à quelque chose qui lui est extérieur, et d'autre part elle se manifeste elle-même *idéalement* comme argent, étant donné que l'argent a une réalité distincte d'elle. Le prix est une propriété de la marchandise, c'est la forme sous laquelle elle est *imaginée* en tant qu'argent. Il n'est plus une donnée immédiate, mais réfléchie de la marchandise. A côté de l'argent réel, la marchandise existe maintenant sous forme d'argent idéal.

[MONNAIE DE COMPTE]

La détermination de l'argent *en tant qu'étalon*, et de la marchandise *en tant que prix* trouve sa meilleure illustration dans la différence entre l'*argent réel* et l'*argent de compte*. En tant qu'étalon, l'argent sert toujours de monnaie de compte; en tant que prix, la marchandise n'est qu'idéalement convertie en argent.

« L'évaluation de la marchandise par le vendeur, l'offre faite par l'acheteur, les comptes, obligations, rentes, inventaires, etc., bref tout ce qui annonce et précède l'acte matériel du paiement, doit s'exprimer en monnaie de compte. L'argent réel n'intervient que pour réaliser les paiements et solder (liquider) les comptes. Si j'ai 24 livres 12 sous à payer, la monnaie de compte présente 24 unités d'une espèce et 12 d'une autre, alors que je paierai en réalité avec deux pièces : une pièce d'or valant 24 livres et une pièce d'argent valant 12 sous. La masse totale de l'argent réel a nécessairement des limites dans

les besoins de la circulation. La monnaie de compte est un étalon idéal qui n'a d'autre limite que celle de la représentation. On l'emploie pour *exprimer toute espèce de richesse, à condition que ce soit sous l'angle de sa valeur d'échange;* ainsi la richesse nationale, le revenu de l'Etat et des particuliers; quelle que soit la forme de ces valeurs, on les règle toujours de la même manière; ainsi, il n'existe aucun article dans la masse des choses consommables qui n'ait été converti plusieurs fois en argent par la pensée, alors que, comparée à cette masse, la somme totale de l'argent existant réellement est tout au plus dans un rapport de 1 à 10 » (*Garnier*) (55).

[Ce dernier rapport est contestable; il serait plus juste de dire de 1 à x millions. En réalité, il ne peut pas se mesurer.]

Au début, l'argent exprimait la valeur d'échange; maintenant la marchandise exprime une somme d'argent sous forme de prix, une valeur d'échange posée idéalement et réalisée dans l'esprit : de l'argent en une certaine proportion. En tant que prix, les marchandises, sous des formes diverses, représentent toutes de l'argent, alors qu'auparavant l'argent, en tant que valeur d'échange autonome, représentait toutes les marchandises. A présent que l'argent est réellement devenu marchandise, la marchandise est représentée idéalement à titre d'argent.

Dès lors, il est évident que, pour convertir idéalement les marchandises en argent, et donc leur attribuer un *prix,* il importe peu que l'or existe réellement en quantité équivalente, et ce pour deux raisons :

1° La transformation idéale des marchandises en argent est *prima facie* indépendante de la masse de l'argent réel; celle-ci ne constitue pas une limite pour elle. Point n'est besoin d'une seule pièce de monnaie dans ce processus : si l'on exprime idéalement une certaine longueur, on n'a pas besoin non plus d'une mesure réelle, mettons d'un mètre. Si par exemple on évalue en monnaie tout le revenu national de l'Angleterre, on sait que tout l'argent du monde ne suffirait pas à en réaliser le prix. L'argent suffit ici comme catégorie, comme rapport pensé.

2° L'argent représente l'unité; il exprime la marchandise comme si elle contenait une somme déterminée de parties aliquotes d'argent, comme si elle se mesurait en lui : la mesure des deux est l'étalon universel des valeurs

d'échange, c'est-à-dire les coûts de production ou le temps de travail. Si, par exemple, 1/3 d'once d'or est le produit d'une journée de travail, et la marchandise x le produit de 3 journées de travail, la marchandise x vaudra 1 once ou 3 l. st. 17 sh. 4 d. Lorsqu'on mesure l'or et la marchandise, on voit réapparaître l'étalon primitif des valeurs d'échange. Au lieu de s'exprimer en 3 journées de travail, la marchandise s'exprime en une quantité d'or ou d'argent produite par 3 journées de travail. Le volume de l'or effectivement en réserve n'a manifestement rien à voir avec cette proportion.

L'erreur de James Mill (56), c'est qu'il ne voit pas que ce sont les coûts de production — et non la quantité des métaux précieux — qui déterminent la valeur des marchandises, et que le prix de ces marchandises *ne se mesure pas en fonction de la valeur des métaux précieux* (Angl.).

« Dans l'échange, les marchandises sont leur étalon réciproque... Mais ce procédé exigerait autant de points de comparaison qu'il y a de marchandises en circulation. Si l'on n'échangeait qu'une marchandise contre une autre, et non contre deux marchandises, elle ne pourrait pas servir de terme de comparaison... D'où la nécessité d'un *terme commun de comparaison*... Ce terme peut être purement idéal... A l'origine, la détermination de l'étalon est plus importante que celle du *gage*... Dans le commerce entre la Russie et la Chine, l'argent sert à évaluer toutes les marchandises, et cependant ce *commerce* s'effectue par *trocs*. » (*Storch*) (57).

« Lorsqu'on mesure une marchandise au moyen de l'argent, on procède comme lorsqu'on pèse et on compare des quantités matérielles. Le même nom sert pour les deux unités qui déterminent le poids ou la valeur d'une chose (la livre par ex.). *Les mesures de poids et de valeurs ont le même nom.* Un *étalon* dont le poids reste toujours identique était facile à trouver. Pour l'argent, c'était la *valeur* de la livre d'argent qui équivaut à ses coûts de production » (*Sismondi*) (58). Ce n'était pas seulement le même nom. L'or et l'argent étaient pesés à l'origine. Ainsi, chez les Romains, un as pesait une livre de cuivre (59).

« Ce n'était pas l'or et l'argent, mais les moutons et les bœufs qui servaient, chez Homère et Hésiode, de monnaie et d'étalon de la valeur. A l'époque de la cam-

pagne de Troie, on faisait du troc. » (*Jacob*) (Au moyen âge, c'était les serfs) (60).

L'argent peut servir de mesure et représenter l'élément général des valeurs d'échange sans que ses fonctions ultérieures soient encore développées, et donc avant même qu'il ait revêtu la forme de la monnaie métallique. Témoin, le troc simple. Cependant, cela signifie que les échanges sont encore rares et, que les marchandises ne sont pas encore des valeurs d'échange ni, à plus forte raison des *prix*. (« *Un étalon commun dans le prix de toute chose suppose une fréquente et habituelle aliénation. Ce n'est pas le cas dans les états primitifs de la société. Dans les pays non industriels, de nombreux objets n'ont pas de prix déterminé... La vente isolée ne peut déterminer un prix; seule la vente répétée peut fixer un étalon. La vente fréquente d'un article de première nécessité dépend du rapport entre la ville et la compagne* », etc. *Cf.* Steuart, *l. c.* vol. I, p. 351.)

Le développement systématique des prix implique que l'individu ne produit plus directement ses moyens de subsistance, mais des *valeurs d'échange*; autrement dit, son produit doit passer par un processus social avant d'être *moyen de subsistance* pour lui. Entre le développement complet de cette base de la société industrielle et l'état patriarcal, il y a de nombreux échelons intermédiaires et une infinité de nuances.

Voici ce qui ressort de ce premier point. Si les frais de production des métaux précieux montent, le prix des marchandises baisse. Si les frais de production des métaux précieux baissent, le prix de toutes les marchandises monte. Telle est la loi générale qui change dans les détails, comme nous le verrons.

[*b*) MOYEN DE CIRCULATION]

b) Dans les prix, les valeurs d'échange sont converties *idéalement* en argent; mais dans l'échange — la vente et l'achat —, elle sont *réellement* converties en argent, échangées contre de l'argent qui, à son tour, est échangé contre une marchandise. La valeur particulière doit s'échanger d'abord contre la valeur d'échange *générale* pour s'échanger ensuite, de nouveau, contre une marchandise particulière. La marchandise ne se réalise comme valeur d'échange qu'au travers d'un mouvement où l'argent joue le rôle d'intermédiaire. L'argent circule

en direction opposée à celle des marchandises. C'est le médiateur de l'échange des marchandises ou moyen d'échange. C'est le rouage et l'instrument de la circulation des marchandises; mais, en tant que tel, il a sa propre circulation : la *rotation ou circulation monétaire*. Le prix de la marchandise se réalise seulement lorsqu'elle s'échange contre de l'argent réel, ou lorsqu'elle s'échange réellement contre de l'argent.

[MASSE DE L'ARGENT EN CIRCULATION]

Ce second point nous amène à ceci : les marchandises ne sont échangées contre de l'argent réel qu'une fois converties idéalement en argent; autrement dit, lorsqu'on leur a fixé un *prix*. Les prix sont donc la présupposition de la circulation monétaire, et leur réalisation en apparaît comme le résultat.

Les circonstances qui font monter ou baisser le *prix* des marchandises au-dessus ou au-dessous de leur valeur moyenne à cause de leur valeur d'échange, doivent trouver place dans le chapitre de la valeur d'échange avant l'analyse du procès effectif de la *réalisation* des marchandises en argent; elles sont donc tout à fait distinctes de notre sujet actuel. Un nombre ne change pas si je l'exprime au moyen d'une fraction. Il ne fait que changer de nom.

Pour que les marchandises circulent vraiment, il faut des instruments de transport, l'argent ne saurait se substituer à eux dans cette opération. Si j'ai acheté 1 000 livres de fer pour la somme de x livres sterling, j'en suis, d'ores et déjà, propriétaire. Mes x livres sterling ont accompli leur fonction de moyen d'échange, elles ont circulé et, avec elles, le titre de propriété. Le vendeur a touché le prix du fer, en réalisant celui-ci sous forme de valeur d'échange. Mais, pour faire passer le fer de chez lui à chez moi, point n'est besoin d'argent, il faut au contraire utiliser une voiture, des chevaux, des routes, etc.

La véritable circulation des marchandises, dans le temps et dans l'espace, n'est pas exécutée par l'argent. Celui-ci ne réalise que le prix et, par suite, transfère le titre sur la marchandise au vendeur qui offre le moyen d'échange. Ce que l'argent fait circuler, ce ne sont pas les marchandises mais leur titre de propriété : ce qui est réalisé en échange de lui dans cette circulation —

que ce soit dans l'achat ou dans la vente —, ce n'est pas, répétons-le, les marchandises, mais leur prix.

La quantité d'argent nécessaire à cette circulation est d'abord déterminée par le prix plus ou moins élevé des marchandises mises en circulation. Le montant total de ces prix est déterminé : 1° par le prix des différentes marchandises, 2° par la masse des marchandises mises en circulation et pourvues d'un prix déterminé.

Par exemple, pour faire circuler un quintal de blé de 60 sh., il faut deux fois plus de sh. que pour faire circuler une marchandise valant 30 sh. Si l'on veut faire circuler 500 quintaux de blé de 60 sh., il faut 30 000 sh., alors que la circulation de 200 quintaux n'en exige que 12 000. Le montant total dépendra donc des prix marchands plus ou moins élevés, et des quantités de marchandises d'un prix déterminé.

3° Cependant la quantité d'argent nécessaire à la circulation ne dépend pas seulement de la somme totale des prix à réaliser, mais aussi de la *vitesse* à laquelle l'argent circule et réalise les affaires. Si, en 1 heure, 1 thaler effectue 10 achats correspondant chaque fois à sa valeur, bref s'il s'échange 10 fois, il réalise exactement les mêmes opérations que 10 thalers qui ne feraient qu'un achat à l'heure. La vitesse est l'élément négatif; elle remplace la quantité; c'est grâce à elle qu'une pièce de monnaie se multiplie.

Nous analyserons plus tard les conditions qui déterminent d'une part la masse des prix marchands à réaliser, d'autre part la vitesse de rotation de la monnaie. Mais, nous avons déjà montré que les prix ne sont pas hauts ou bas, parce qu'il y a beaucoup ou peu d'argent en circulation. Au contraire, il circule plus ou moins d'argent, parce que les prix sont hauts ou bas. En outre, la vitesse de circulation de l'argent ne dépend pas de sa quantité; la quantité du moyen de circulation dépend de sa vitesse (les paiements importants ne s'effectuent pas en espèces, mais se compensent; c'est ce qui abrège le temps).

Cependant, comme nous l'avons déjà vu, la circulation ne part pas d'un seul centre, et ne reflue pas non plus de tous les points de la périphérie vers ce seul centre (comme c'est le cas pour les banques d'émission, et en partie pour la monnaie d'Etat). Il part bien plutôt d'une infinité de points pour revenir à une infinité de points (ce reflux et le temps de circulation utilisé étant for-

tuits). La vitesse du moyen de circulation ne peut donc remplacer complètement la masse du moyen de circulation. (Les fabricants et les fermiers paient par exemple leurs ouvriers, ceux-ci paient le boutiquier, etc.; de celui-ci, l'argent revient aux fabricants et aux fermiers.)

Quelle que soit sa vitesse, une même quantité d'argent ne peut qu'effectuer des paiements successifs. Or, une certaine quantité de paiements doivent se régler *simultanément*. Comme la circulation part simultanément d'une foule de points, il faut absolument une certaine quantité d'argent pour la circulation, et cet argent ne peut jamais quitter la circulation : il est déterminé par la somme totale quittant au même moment les points de départ de la circulation, et par la vitesse avec laquelle il parcourt sa rotation (reflue). En dépit de tous les mouvements de flux et de reflux qui affectent cette somme, il résulte un niveau moyen; les changements durables n'interviennent que très progressivement et portent sur de longues périodes; mais il sont constamment paralysés par une foule de faits secondaires, comme nous le verrons.

[REMARQUES CONCERNANT LE POINT A]

A propos du point a) sur la circulation des prix, il faut noter : « Si l'argent est utilisé comme mesure, on peut l'appeler *indicateur de mesure*. » Il est ridicule de dire que « les prix doivent tomber, parce que les marchandises sont évaluées à tant d'onces d'or et que la quantité d'or a diminué dans le pays... L'efficacité de l'or en tant qu'indicateur de la valeur n'est pas affectée du fait qu'il se trouve en quantités plus ou moins grandes dans tel pays particulier. Si, en utilisant des expédients bancaires, on parvenait à réduire de moitié toute la circulation du métal et du papier de ce pays, la valeur relative de l'argent et des marchandises resterait la même » (Angl.). La meilleure illustration en est l'exemple du Pérou au XVI[e] siècle et le transfert de France en Angleterre. Cf. *Hubbard* (61).

« Sur la côte africaine, la mesure de la valeur n'est ni l'or ni l'argent, mais un *étalon* idéal, un lingot imaginaire. » (*Jacob*) (62).

Dans sa fonction d'étalon, l'argent est indifférent à sa quantité réelle. Dans sa fonction de moyen d'échange (instrument de circulation), sa quantité est mesurée.

Nous verrons plus tard que ces deux fonctions de l'argent peuvent entrer en conflit.

(Nous n'avons pas encore à examiner ici la *circulation forcée et non volontaire*. Cf. *Steuart*). (62*a*).

[ÉCHANGE ET PRODUCTION DE VALEURS D'ÉCHANGE]

Dans la *circulation*, l'échange est essentiellement un procès, un ensemble fluide d'achats et de ventes. Sa première présupposition c'est la circulation — naturelle — des marchandises, partant de points divers. Les marchandises circulent à condition qu'elles soient médiatisées par la valeur d'échange, c'est-à-dire qu'elles soient produites en tant que *valeurs d'échange*, et non en tant que *valeurs d'usage immédiates*. Ce qui est fondamental, c'est que l'appropriation s'effectue au travers de la vente et de l'aliénation.

La circulation dans laquelle se réalisent les valeurs d'échange suppose que : 1° mon produit n'est produit que s'il l'est pour autrui; c'est du particulier en suspens, du général; 2° il n'est produit pour moi que s'il est vendu et devient produit d'un autre; 3° il n'est produit d'autrui que si celui-ci a vendu le sien, ce qui implique déjà que 4° la production n'est pas une fin pour moi, mais un moyen.

La circulation, c'est le mouvement qui fait apparaître l'aliénation universelle comme l'appropriation générale, et vice versa. Bien que tout ce mouvement apparaisse comme un processus social et que ses différentes phases semblent résulter de la volonté consciente et des buts particuliers des individus, il n'en n'est pas moins vrai que l'ensemble de ce procès se développe comme un enchaînement objectif et spontané; il résulte certes de l'action réciproque d'individus conscients, mais il ne dépend pas de leur conscience et ne leur est pas soumis dans son ensemble. Les heurts entre les individus créent une puissance sociale, *étrangère*, qui les domine : leur interaction crée un procès et une puissance indépendants d'eux. Etant une totalité du procès social, la circulation représente la première forme dans laquelle non seulement le rapport social, mais encore tout le mouvement de la société, ont une forme indépendante des individus (comme par exemple dans la pièce de monnaie, ou dans la valeur d'échange). Si cette relation sociale, indépendante des individus, apparaît comme une puis-

sance naturelle, comme le fruit du hasard ou de toute autre cause, c'est qu'au départ, l'individu social n'est pas libre. La circulation, première totalité parmi les catégories économiques, est bien faite pour illustrer tout cela.

[LA CIRCULATION EST UN PROCÈS SANS FIN]

La circulation apparaît, au premier coup d'œil, comme *un procès illimité* (63). La marchandise s'échange contre de l'argent; l'argent s'échange contre la marchandise, et ainsi de suite, à l'infini. Ce renouvellement constant du même processus constitue, en fait, l'élément essentiel de la circulation. Mais, si on l'observe de plus près, on aperçoit bien d'autres phénomènes, tels que la médiation ou le retour au point de départ.

La marchandise s'échange contre de l'argent; celui-ci s'échange contre la marchandise. Il faut tout cela pour échanger une marchandise contre une autre; l'échange, c'est la médiation. L'acheteur devient de nouveau vendeur, et le vendeur de nouveau acheteur. Chacun se manifeste ainsi sous une forme double et opposée, et représente donc l'unité vivante de ces deux formes. Il est donc tout à fait erroné de procéder comme les économistes qui, sitôt qu'éclatent les contradictions de la monnaie, n'ont plus d'yeux que pour les résultats finaux et font abstraction du procès qui les relie, bref voient l'unité, mais non la différence, l'affirmation, mais non la négation.

Dans la circulation, la marchandise s'échange contre la marchandise : si elle s'échange contre l'argent, elle ne s'échange pas contre une marchandise. En d'autres termes, l'achat et la vente apparaissent comme deux actes indifférents l'un à l'autre et séparés dans le temps ainsi que dans l'espace. Si l'on dit que celui qui vend achète aussi puisqu'il achète de l'argent, et que celui qui achète vend aussi puisqu'il vend de l'argent, on fait précisément abstraction de la différence spécifique entre la marchandise et l'argent. Après que les économistes nous aient brillamment démontré que le troc, dans lequel l'achat et la vente se recouvrent, ne correspond plus aux exigences d'une forme sociale ni d'un mode de production développés, les voilà qui considèrent subitement comme immédiat l'échange médiatisé par l'argent, en faisant abstraction du caractère *spécifique* de cette transaction. Après nous avoir démontré qu'en plus de la

marchandise, il faut de l'argent, ils affirment soudain qu'il n'y a pas de différence entre l'argent et la marchandise. Ils recourent à de telles abstractions parce que le développement effectif de l'argent fait surgir des contradictions qui n'ont pas l'heur de plaire aux apologistes du *bon sens* bourgeois, et doivent donc être escamotées. Comme l'achat et la vente, ces deux éléments fondamentaux de la circulation, sont indifférents l'un à l'autre, ils n'ont pas besoin de coïncider. Cette indifférence renforce leur apparente autonomie réciproque. Mais, comme ils constituent des éléments essentiels d'un tout unique, il est inévitable que cette autonomie soit brisée à un moment donné par la force des choses et que l'unité interne se rétablisse de l'extérieur par une action violente. Dans la fonction d'intermédiaire de l'argent et dans la coupure de l'échange en deux actes séparés, réside ainsi le germe des crises, ou tout au moins leur possibilité; mais elles ont d'autant plus de chance d'éclater que les conditions fondamentales de la circulation sont entièrement développées et tout à fait pures.

[RÉALISATION DU PRIX ET AUTONOMIE DE L'ÉQUIVALENT GÉNÉRAL]

Nous avons vu, en outre, que dans la circulation l'argent réalisait seulement le prix. Le prix n'est d'abord qu'une indication idéale des marchandises; mais l'argent échangé contre la marchandise est son prix réalisé, son prix effectif. Le prix apparaît donc comme *extérieur* à la marchandise en même temps qu'il existe idéalement en elle. Si elle n'est pas réalisable en argent, elle cesse d'être capable de circuler : son prix devient alors purement imaginaire.

Il en est de même, à l'origine, du produit transformé en valeur d'échange : il cesse d'être un produit, s'il ne s'échange pas dans la réalité. (Inutile de parler ici de la hausse ou de la baisse des prix.) Dans la première rubrique, le *prix* apparaît comme une *fonction au sein des marchandises;* mais, sous la seconde, *l'argent* apparaît *comme le prix en dehors de la marchandise.* Il ne suffit pas qu'il y ait une demande de marchandises : elle doit être *solvable.* La marchandise est donc *dévalorisée, dépréciée,* si son prix ne peut être réalisé, si on ne peut la convertir en argent. La valeur d'échange exprimée par son prix doit être sacrifiée sitôt que cette transfor-

mation spécifique en argent est nécessaire. D'où les doléances de Boisguillebert par exemple : l'argent est le bourreau de toutes choses, le Moloch à qui on sacrifie tout, le despote des marchandises. Au cours de la période ascendante de la monarchie absolue, lorsque tous les impôts sont perçus en monnaie, l'argent est effectivement un Moloch à qui on sacrifie la richesse réelle. C'est ce qui se révèle aussi lors de chaque *panique monétaire*. De valet du commerce, dit Boisguillebert, l'argent en est devenu le despote (64).

En fait, on trouve déjà dans la détermination des prix ce qui apparaît dans l'échange contre l'argent : l'argent ne représente plus la marchandise, c'est celle-ci qui représente l'argent. Les écrivains qui marquent la transition du féodalisme à l'époque moderne ne cessent de protester contre l'illégitimité du commerce de l'argent, comme le feront plus tard les socialistes.

[L'ÉQUIVALENT GÉNÉRAL]

a) A mesure que la division du travail se développe, le produit cesse d'être un moyen d'échange. On ressent la nécessité d'un moyen d'échange universel, indépendant de tous les produits spécifiques. Dans la production orientée vers la subsistance immédiate, on ne peut échanger *n'importe quel* article contre *n'importe quel* autre; de même, on ne peut échanger qu'une certaine activité contre tel produit *déterminé*. Plus les produits deviennent spécialisés, divers et interdépendants, plus s'impose un moyen d'échange universel. Au début, le produit du travail, ou le travail lui-même, était le moyen d'échange général; mais le produit et le travail cessent de jouer ce rôle à mesure qu'ils se particularisent. Une division du travail quelque peu développée suppose que se multiplient les besoins de chacun en même temps que se particularise le produit du travail.

Le besoin de l'échange et le moyen d'échange *immédiat* se développent en raison inverse. Un moyen d'échange *universel* devient absolument nécessaire, lorsqu'il faut échanger le produit déterminé et le travail déterminé contre la faculté d'échange (argent).

La valeur d'échange d'un objet n'est rien d'autre que l'expression quantitativement spécifiée de sa faculté de servir de moyen d'échange. Dans l'argent, le moyen d'échange devient un objet; autrement dit, la valeur d'échange d'une marchandise acquiert une existence

indépendante, en dehors de celle-ci. Lorsqu'elle ne représente plus vis-à-vis de l'argent qu'un moyen d'échange dérisoire, la marchandise peut cesser d'être, en face de l'argent, un moyen d'échange.

[SÉPARATION DE LA VENTE ET DE L'ACHAT]

b) La dissociation de l'échange en achat et vente crée la possibilité d'acheter sans vendre (accaparement de marchandises), ou de vendre sans acheter (accumulation de l'argent). Elle permet la spéculation. Elle fait de l'échange une affaire particulière, bref elle crée l'*ordre des marchands*. Cette dissociation rend possible une foule de transactions intermédiaires avant l'échange de la marchandise et permet à toute une catégorie de gens d'exploiter cette situation. Elle rend possible toute une série de *pseudo-transactions*. Tantôt cette dissociation apparaît comme étant essentiellement une union, et tantôt cette union idéale apparaît comme étant, au fond, une véritable dissociation.

Aux époques où l'achat et la vente s'affirment comme des actes essentiellement différents, on assiste à une dépréciation générale de toutes les marchandises. Aux époques où l'argent n'est qu'un moyen de l'échange, il se produit une dépréciation de la monnaie. Il y a ainsi chute ou montée générale des prix.

[ARGENT ET DIVISION DU TRAVAIL]

L'argent permet une division absolue du travail, parce qu'il rend le travail indépendant de son produit spécifique qui n'a plus pour lui une valeur d'usage immédiate. La montée générale des prix dans les périodes de spéculation ne saurait être attribuée à une augmentation générale de la *valeur d'échange* et des *coûts de production*. En outre, si la *valeur d'échange ou les coûts de production* de l'or augmentaient autant que ceux de toutes les autres marchandises, leur valeur d'échange exprimée en argent, c'est-à-dire leur *prix*, resterait la même. On ne saurait davantage l'attribuer à une baisse du prix de production de l'or. (Nous ne traitons pas encore ici du crédit.) Mais, étant donné que l'argent n'est pas seulement marchandise générale, mais *aussi* marchandise particulière, soumise, en tant que telle, à la loi de l'offre et de la demande, la demande générale de marchandises particulières en opposition à l'argent doit faire baisser celui-ci.

Comme on le voit, l'argent ne résout les contradictions du troc et de la valeur d'échange qu'en les généralisant. Autrefois, c'est par hasard que tel moyen d'échange particulier s'échangeait ou non contre tel autre; mais, à présent, la marchandise doit s'échanger contre le *moyen d'échange universel*, vis-à-vis duquel sa particularité s'oppose bien davantage. Pour garantir l'échangeabilité des marchandises, on leur oppose l'échangeabilité elle-même sous la forme d'une marchandise autonome. (De moyen, l'argent devient but.) La question était la suivante : la marchandise particulière en trouvera-t-elle une autre? Mais, voilà que l'argent transforme l'acte de l'échange lui-même en deux actes indifférents l'un à l'autre.

[MARCHANDISE — ARGENT — MARCHANDISE. ARGENT — MARCHANDISE — ARGENT.]

(Il reste à envisager la troisième fonction de l'argent, avant de développer les questions relatives à la circulation, à savoir si elle est forte, faible, et enfin le point controversé sur la quantité de la monnaie en circulation et les prix.)

L'un des moments de la circulation, c'est l'échange de la marchandise au moyen de l'argent contre la marchandise. Mais il existe également cet autre moment : la marchandise s'échange contre l'argent, et l'argent contre la marchandise, de même que l'argent s'échange contre la marchandise, et celle-ci contre l'argent; l'argent est donc médiatisé vis-à-vis de lui-même par la marchandise et il apparaît comme sa propre unité au cours de sa rotation. il n'est plus dès lors le moyen, mais le but de la circulation (comme c'est le cas dans l'ordre des marchands, et dans le commerce en général).

Si l'on ne considère pas seulement la circulation comme une continuelle permutation, mais comme des circuits qu'elle parcourt, elle revêt une double figure : d'une part, marchandise - argent - argent - marchandise; d'autre part, argent - marchandise - marchandise - argent; autrement dit, si je peux vendre pour acheter, je peux aussi acheter pour vendre. Dans le premier cas, l'argent n'est qu'un moyen pour obtenir la marchandise, et celle-ci est le but. Dans le second cas, la marchandise n'est qu'un moyen pour obtenir l'argent, et celui-ci est le but. C'est ce que révèle l'ensemble des figures de la circulation. Si l'on ne considère que la circulation, il

importe peu de la saisir à tel ou tel point pour en faire le point de départ.

Il existe cependant une différence spécifique entre la marchandise et la monnaie en circulation. A un point donné, la marchandise est projetée hors de la circulation et n'arrive à son but que lorsqu'elle lui est irrémédiablement soustraite, pour être consommée soit dans l'acte productif, soit dans la consommation proprement dite. En revanche, l'argent est destiné à demeurer dans la circulation pour lui servir de rouage, pour recommencer sans cesse le circuit en tant que *perpetuum mobile*.

Toutefois, on trouve aussi bien la première fonction que la seconde dans la circulation. On peut dire que l'échange d'une marchandise contre une autre a une raison d'être, car, bien que leur prix soit équivalent, elles diffèrent chacune qualitativement : leur échange permet de satisfaire des besoins différents. En revanche, il est absurde d'échanger de l'argent contre de l'argent, à moins que l'on obtienne une différence quantitative, en échangeant moins d'argent contre plus d'argent, en vendant plus cher qu'on n'a acheté; mais nous n'avons pas encore affaire à la catégorie du profit.

Si nous analysions la circulation comme décrivant le cycle argent - marchandise - marchandise - argent, nous en tirerions une conclusion tout aussi abstraite, arbitraire et absurde que si nous schématisions le cycle vital comme suit : mort - vie - mort. Pourtant, dans ce dernier cas, il est incontestable que la perpétuelle dissolution de l'élément individualisé en élément primaire est un moment du procès naturel, au même titre que l'incessante individualisation de la substance élémentaire. De même, dans l'acte de la circulation, les marchandises sont constamment transformées en argent et l'argent en marchandises *.

(*) Passage barré : A ce propos, il convient de noter d'abord que les deux moments de la circulation sont engendrés par un troisième que nous avons appelé son procès infini; c'est pourquoi il importe peu que ce soit la marchandise ou l'argent que nous saisissions au départ, puisque le point final est toujours le mouvement de rotation. Nous avons donc : marchandise - argent - argent - marchandise, mais aussi : argent - marchandise - marchandise - argent; ainsi donc, aucun de ces deux éléments ne s'achève de par lui-même, ce qui n'empêche qu'il faille l'analyser à part; dès lors, il parait moins étrange que l'un des éléments du mouvement consiste en ce que l'argent s'échange contre lui-même par l'intermédiaire de la marchandise, et apparaisse comme but momentané.

Dans le procès réel de l'achat en vue de la vente, le motif est, certes, le profit réalisé au cours de l'opération, et le but final l'échange, grâce à la marchandise, de moins d'argent contre plus d'argent, puisqu'il n'existe aucune différence qualitative entre l'argent et l'argent (nous ne parlons pas ici de telle ou telle variété particulière de monnaie). Cependant, on ne saurait nier que l'opération puisse échouer, et il arrive fréquemment que l'échange de l'argent contre de l'argent ne laisse aucune différence quantitative.

Mais pour que soit possible ce procès sur lequel repose le commerce et qui représente donc l'un des ressorts fondamentaux de la circulation, il faut reconnaître une valeur particulière au circuit : argent - marchandise - marchandise - argent.

Cette forme spécifique se distingue de celle où l'argent apparaît comme simple moyen d'échange des marchandises, intermédiaire et mineure de la conclusion. Outre son aspect quantitatif dans le commerce, il convient d'analyser sa forme purement qualitative, son mouvement spécifique.

Deuxièmement : tout cela présuppose que l'argent n'est pas seulement un étalon, ni un moyen d'échange, ni les deux à la fois, mais possède encore une troisième fonction. Il apparaît ici d'abord comme but en soi que le commerce et l'échange de marchandises servent simplement à réaliser; ensuite, étant donné que la circulation s'achève ainsi, il en sort, tout comme la marchandise est projetée hors d'elle, après avoir été échangée — grâce à l'argent — contre son équivalent. Il est exact que l'argent ne quitte jamais la circulation, s'il y opère comme simple agent. Mais l'on constate à ce point qu'il n'est pas simplement un tel instrument de circulation, car il possède une existence autonome en dehors de la circulation et, en cette qualité, il peut se soustraire à elle, à l'instar de la marchandise. Il nous faut donc examiner l'argent dans cette troisième détermination, qui renferme en elle les deux précédentes, celle où il sert de mesure et celle où il est moyen d'échange universel pour réaliser le prix des marchandises.

[c) L'ARGENT DANS SA FONCTION DE REPRÉSENTANT MATÉRIEL DE LA RICHESSE (ACCUMULATION DE L'ARGENT); MAIS, AUPARAVANT, L'ARGENT EST LA MATIÈRE GÉNÉRALE DES CONTRATS, etc.]

La circulation est ainsi faite que chaque point apparaît en même temps comme point de départ et point d'arrivée, ou plus exactement, il est l'un dans la mesure où il est l'autre. Le cycle : A - M - M - A est donc aussi juste que le cycle qui le précède : M - A - A - M. La difficulté, c'est que les marchandises échangées sont qualitativement différentes, contrairement à l'argent qui ne se distingue que par la quantité.

Dans son rôle d'*étalon*, la substance matérielle de l'argent est essentielle, bien que son existence et sa quantité, le nombre d'unités qui composent la masse d'or ou d'argent n'aient aucune importance dans cette fonction, puisqu'il ne sert que d'unité imaginaire. Bref, il doit y exister comme unité, et non comme nombre. Si je dis qu'une livre de coton vaut 8 d., je dis qu'une livre de coton vaut 1/116 once d'or (l'once valant 3 l. 17 sh. 7 d. ou 931 d.) C'est ce qui exprime également sa fonction de valeur d'échange et d'équivalent par rapport à toutes les autres marchandises qui contiennent tant d'onces d'or, puisqu'elles sont toutes, de leur côté aussi, comparées à l'once d'or.

S'il est possible de déterminer la quantité d'or correspondant à une livre de coton — l'or contenu dans le coton —, c'est parce qu'à l'origine le rapport qui les relie, repose sur la quantité de temps de travail qu'ils matérialisent, c'est parce que les valeurs d'échange sont faites d'une substance vraiment commune à toutes. On traitera de ces considérations préliminaires dans le chapitre relatif à la valeur d'échange.

La solution de cette équation n'est pas aussi difficile qu'il le semble. Ainsi, dans le travail directement producteur d'or, une quantité déterminée d'or est le produit direct d'une journée de travail. La concurrence met les autres journées de travail à égalité avec elle, *modificandis motificatis*, directement ou indirectement. En un mot, dans les mines aurifères, le travail produit directement une quantité déterminée d'or, et donc la valeur et l'équivalent d'un temps de travail déterminé. Il suffit de déterminer le temps de travail réalisé dans les diverses marchandises pour les mettre en équivalence avec

le temps de travail nécessaire à la production de l'or, et pour savoir combien telle ou telle marchandise contient d'or.

On fixe progressivement des prix à toutes les marchandises en mesurant leur valeur d'échange. Mais, cette opération suppose que les échanges soient fréquents, c'est-à-dire qu'on compare souvent entre elles les marchandises sous forme de valeur d'échange. Lorsque les marchandises ont toutes un prix — ce qui est le résultat de tout un processus social et le fruit d'un procès de production social —, les prix se déterminent plus facilement du fait que les éléments constitutifs des frais de production en sont eux-mêmes déjà pourvus, si bien qu'il suffit d'une addition. On retrouve souvent les expressions suivantes chez Steuart (65) : fréquence des ventes, cessions, aliénations fréquentes. Telles sont les conditions indispensables pour que les prix suivent une courbe assez régulière avec une certaine continuité.

Nous avons voulu éclaircir ici le point suivant : par rapport aux autres marchandises, l'or — en tant qu'unité de mesure — se détermine par le *troc*, l'échange direct; tel est aussi le rapport de toutes les autres marchandises entre elles. Dans le *troc*, la valeur d'échange du produit n'existe qu'*en lui;* dans cette première forme, le produit n'est pas encore posé comme valeur d'échange. Celle-ci ne s'étend pas encore à toute la production, mais à son excédent seulement, c'est dire qu'elle est encore plus ou moins *superflue* (comme l'échange lui-même); elle correspond à un élargissement fortuit de la sphère des besoins et des jouissances (à un rapport avec des objets nouveaux). L'échange ne se déroule donc qu'en de rares points (à l'origine, aux confins des communautés naturelles, là où elles entrent en contact avec les étrangers). Ainsi donc, l'échange est limité à une sphère étroite; pour la production, il constitue quelque chose de passager et de secondaire; il s'éteint fortuitement, comme il a surgi.

L'excédent de la production intérieure s'échange par hasard contre le surplus étranger au moyen du troc, *première forme* sous laquelle le produit apparaît comme valeur d'échange en général : il est déterminé au hasard des besoins et des caprices. Mais, si l'échange se répète, devient un acte continu et renferme en lui les moyens de son constant renouvellement, la régulation de l'échange mutuel, tout d'abord extérieur et fortuit, cède

le pas à la régulation de la production mutuelle par les frais de production : le temps de travail devient en fin de compte la mesure de l'échange. Tel est le développement de l'échange et de la valeur marchande.

Mais un rapport ne se manifeste en aucune manière dans toute sa pureté et son intégralité en vertu des conditions présidant à sa naissance. Lorsqu'un produit est posé comme valeur d'échange, il n'a pas une détermination simple : il acquiert des propriétés distinctes de ses qualités naturelles, il devient un *rapport*, qui plus est de caractère général, à l'égard non seulement d'une marchandise, mais de toute marchandise ou produit possible. Il exprime donc un rapport général : le produit se rapporte à lui-même comme à la réalisation d'une *quantité déterminée* de travail général — temps de travail social — et représente ainsi l'équivalent de tout autre produit renfermant un rapport semblable de la valeur d'échange. Celle-ci suppose que le travail social forme la substance de tous les produits, abstraction faite de leurs qualités naturelles. Elle ne peut exprimer qu'un rapport avec quelque chose; un rapport général ne peut s'exprimer qu'en fonction de ce qui est général. Le travail étant mouvement, sa mesure naturelle est le temps.

Même sous sa forme la plus primitive, le *troc* suppose le travail comme substance, et le temps de travail comme mesure des marchandises. Sitôt qu'il a acquis une certaine régularité et qu'il est devenu continu, c'est-à-dire dès qu'il contient en lui-même les conditions de son renouvellement, on voit surgir la *valeur d'échange*, et la marchandise n'est valeur que dans la mesure où elle s'exprime dans une autre, bref où elle est un rapport. Un boisseau de blé vaut tant de boisseaux de seigle : le blé est valeur d'échange, dans la mesure où il s'exprime dans le seigle, et celui-ci, dans la mesure où il s'exprime dans le blé. S ils ne se rapportaient qu'à eux-mêmes, aucun ne serait valeur d'échange.

Or, dans sa fonction de mesure, l'argent n'est pas lui-même un rapport, ni une valeur d'échange : comme quantité naturelle d'une certaine matière, il exprime une portion du poids naturel de l'or ou de l'argent. En général, la marchandise exprimant la valeur d'échange d'une autre, n'est jamais valeur d'échange, ni rapport, mais quantité déterminée d'une substance naturelle.

Si 1 boisseau de blé vaut 3 boisseaux de seigle, seul le boisseau de blé est exprimé en tant que valeur,

ce n'est pas le cas des boisseaux de seigle. Certes, *en soi*, l'autre est posé du même coup, puisque 1 boisseau de seigle vaut alors 1/3 de boisseau de blé; mais il n'est pas *posé*, car c'est un second rapport, quoiqu'il se trouve déjà directement dans le premier. Lorsqu'une marchandise est exprimée par une autre, elle est posée comme rapport, l'autre étant une simple quantité de telle ou telle matière.

En soi, 3 boisseaux de seigle ne sont pas de la valeur; le seigle remplit simplement telle ou telle place dans l'espace, et on le mesure grâce à un étalon volumétrique. Il en va de même de l'argent, comme étalon et unité, il sert à mesurer les valeurs d'échange des autres marchandises. C'est un poids déterminé de la substance naturelle dont il est constitué : or, argent, etc.

Si on donne à 1 boisseau de blé le prix de 77 sh. 7 d., on l'exprime en tant qu'autre, distinct de lui-même et on le met à égalité avec lui : once d'or, rapport, valeur d'échange. Mais, en soi, l'once d'or n'a pas de valeur et n'est pas exprimée comme valeur d'échange, mais comme quantité déterminée d'elle-même, de sa substance, l'or. Un boisseau de blé vaut 77 sh. 7 d., ou une once d'or; il pourrait représenter une valeur plus ou moins grande, puisque l'once d'or peut changer de valeur, selon qu'augmente ou baisse la quantité de travail nécessaire à la production. Mais, cela n'affecte pas la détermination de son prix, puisque 77 sh. 7 d., expriment exactement le rapport dans lequel on peut l'acheter, dans lequel il est l'équivalent de toutes les autres marchandises. Le fait de fixer tel prix bien déterminé — le boisseau vaut-il 77 ou 78 sh.? — n'a rien à voir avec la détermination des prix en général, c'est-à-dire du rapport qui donne un prix au blé : qu'il coûte 100 sh. ou 1 seul, il a un prix. Le prix ne fait qu'exprimer sa valeur d'échange dans une unité commune à toutes les marchandises; il implique donc que cette valeur d'échange soit déjà réglée par d'autres rapports. L'or et le blé n'ont absolument aucun rapport entre eux en tant qu'objets naturels; en tant que tels, ils ne peuvent se servir de mesure, car ils sont mutuellement *indifférents*.

Si néanmoins 1 boisseau de blé vaut 1 once d'or, c'est parce que l'once d'or est en rapport avec le temps de travail nécessaire à sa production et que tous deux — le blé et l'or — sont reliés à un tiers, au travail, et, dans ce rapport ils sont mis à égalité : on les compare comme

valeurs d'échange. Mais cela nous montre simplement comment on trouve le prix du blé, la quantité d'or avec laquelle il est mis à égalité. Lorsque l'argent apparaît comme prix du blé, il n'est pas lui-même posé comme un rapport, valeur d'échange, mais comme une quantité déterminée d'une matière naturelle.

La valeur d'échange rapporte les marchandises (produits) à leur substance sociale, le travail; mais leur prix exprime la quantité d'autres produits en fonction de leurs propriétés physiques.

Certes, on peut dire que le prix de l'argent est égal, lui aussi, à 1 boisseau de blé, 3 boisseaux de seigle ou à telle ou telle quantité des différentes marchandises dont le prix est d'une once d'or. Mais pour avoir le prix de l'argent, il faudrait alors énumérer toutes les marchandises, en indiquant la quantité où chacune d'elle est égale à 1 once d'or : l'argent aurait autant de prix qu'il y a de marchandises, dont il exprimerait lui-même le prix. La caractéristique essentielle du prix — l'*unité* — disparaîtrait. Nulle marchandise n'exprime le prix de l'argent, parce qu'aucune n'exprime le rapport de celui-ci à toutes les autres marchandises, la valeur d'échange universelle.

Ce qui est spécifique dans le prix, c'est que la valeur d'échange doit s'exprimer dans son universalité, tout en se présentant dans une marchandise déterminée. Mais même cela est sans importance.

Dans la mesure où le prix apparaît comme matière dans laquelle s'exprime et se mesure le prix de toutes les marchandises, l'argent est lui-même une quantité déterminée d'or, d'argent, etc., bref de sa substance naturelle; c'est une simple quantité d'une matière déterminée qui n'est ni valeur d'échange ni rapport. Ainsi donc, la marchandise servant de prix à une autre *n'est pas elle-même posée comme valeur d'échange, mais comme simple quantité d'elle-même.*

Lorsque l'argent sert d'unité, d'étalon et de point de comparaison universels aux valeurs d'échange, sa matière naturelle — or, argent — apparaît comme essentielle, puisque le prix de la marchandise n'est pas une valeur d'échange, ni un rapport, mais un poids déterminé d'or ou d'argent : par exemple, une livre et ses subdivisions (effectivement l'argent apparaît primitivement comme livre, *aes grave*) (66). Telle est la différence entre le prix et la valeur d'échange; or, nous avons vu que la valeur

d'échange tend nécessairement à poser les prix. Ceux qui veulent que le temps de travail en tant que tel soit directement monnaie posent à la fois la différence entre prix et valeur d'échange, et ne la posent pas, ce qui est absurde.

En tant qu'étalon, élément de la détermination du prix et unité de mesure des valeurs d'échange, l'argent présente le phénomène suivant : 1° il suffit qu'il soit unité imaginaire, dès lors que la valeur d'une once d'or est déterminée vis-à-vis d'une quelconque marchandise; il n'a donc pas besoin d'exister véritablement en telle ou telle quantité : en tant qu'*indicateur* de la valeur, peu importe le montant auquel il s'élève dans tel pays; il suffit qu'il soit unité de compte.

2° Comme il suffit qu'il soit posé idéalement (et, effectivement, en tant que prix de la marchandise, il ne lui est attaché qu'idéalement), il fournit le point de comparaison, l'unité et l'étalon de par la simple quantité de sa substance naturelle et le poids déterminé d'or ou d'argent qu'on a pris pour unité. Dans l'esprit, les valeurs d'échange (marchandises) sont converties en tel ou tel poids d'or ou d'argent, et elles sont idéalement mises à égalité avec cette quantité d'or, etc., comme si elles l'exprimaient.

Mais, passons maintenant à la seconde fonction de la monnaie. Pour agir comme moyen d'échange et réaliser les prix, nous avons vu qu'elle doit exister en une certaine quantité : il faut un montant déterminé d'or ou d'argent posé comme unité, afin qu'elle puisse remplir cette fonction. Si l'on a d'une part la somme des prix à réaliser (on obtient celle-ci en multipliant le prix par la quantité des marchandises) et d'autre part la vitesse de la circulation monétaire, on a la quantité des moyens de circulation nécessaires.

Mais, considérons de plus près la forme primitive et immédiate de la circulation : M - A - A - M; l'argent y apparaît comme moyen d'échange pur et simple. La marchandise s'échange contre la marchandise, et l'argent est le simple instrument de leur échange. Celui qui touche en argent le prix de la première marchandise n'a pas l'intention de conserver par devers lui le montant nécessaire à l'achat de l'autre marchandise, mais bien plutôt de l'utiliser pour obtenir celle-ci. Au fond, l'argent lui sert uniquement à échanger la première marchandise contre la seconde. En tant que simple moyen de circu-

lation l'argent n'a pas d'autre but. Celui qui a vendu sa marchandise contre de l'argent, veut à son tour acheter une marchandise, et celui à qu'il il l'achète a lui aussi besoin de l'argent pour acheter une marchandise, etc. En tant que moyen de circulation, l'argent assure cette circulation en déterminant simplement au préalable sa quantité, son montant. Le prix représente d'abord le nombre d'unités qui figurent dans les marchandises; en tant qu'instrument de circulation, il n'est rien d'autre que le nombre de ces unités présupposées.

Le prix se réalise, lorsque la marchandise s'échange contre son équivalent réel en or ou en argent; sa valeur est alors vraiment échangée contre l'argent comme lorsqu'il l'est contre n'importe quelle marchandise; mais, dans la mesure où ce processus ne s'effectue que pour transformer de nouveau l'argent en marchandise, bref pour échanger la première marchandise contre la seconde, l'argent est purement éphémère, autrement dit, sa substance consiste uniquement à apparaître sans cesse pour disparaître en tant que support de cette médiation. En tant que moyen de circulation, l'argent remplit simplement cette fonction. La seule propriété essentielle dans cette fonction, c'est celle de la quantité et du nombre de ce qui circule.

Etant donné que le nombre est également déterminé par la vitesse, nous ne citerons ici cette dernière que pour mémoire.

Pour réaliser le prix, l'existence matérielle de l'or ou de l'argent est essentielle; mais dans la mesure où cette réalisation est purement fugitive et disparaît, l'argent importe peu : il semble qu'on échange en apparence seulement une marchandise contre cette autre qu'est l'or ou l'argent, et cette apparence elle-même s'efface lorsque le procès s'achève, sitôt que l'or et l'argent sont eux aussi échangés contre la marchandise : nous avons donc échange d'une marchandise contre une autre marchandise. L'or et l'argent, en tant que simples moyens de circulation, ou ce qui revient au même le moyen de circulation en tant qu'or et argent, est donc indifférent à sa propre matière, à la marchandise naturelle et particulière qui en est le support.

Admettons que le prix total des marchandises en circulation s'élève à 10 000 thalers. Leur mesure est alors 1 thaler valant x poids d'argent. S'il faut 100 thalers pour faire circuler ces marchandises en 6 heures,

autremend dit, si chaque thaler réalise le prix de 100 en 6 h. l'essentiel est que 100 thalers, le nombre 100, existent comme unités métalliques mesurant la somme totale des prix des marchandises, qu'on dispose de 100 de ces unités. Il importe peu, pour le procès lui-même, que ces unités soient en argent.

Comme on le voit, en fait, un thaler représente, dans le mouvement de la circulation, une masse cent fois plus grande d'argent qu'il n'en contient en réalité. Si, dans chaque échange, il représente le poids d'argent d'un thaler, dans l'ensemble de la circulation, un thaler en représente 100; autrement dit, cent fois plus que son poids d'argent réel. Il réalise donc un prix cent fois supérieur à celui que représente sa quantité réelle d'argent.

Admettons qu'une livre sterling vaille 1/3 d'once d'or (ce qui est exagéré). Si on paie le prix d'une marchandise valant une livre sterling, c'est-à-dire si son prix est réalisé par 1 livre sterling, ou si elle s'échange contre une livre sterling, ce qui compte c'est que la livre sterling contienne vraiment le tiers d'une once d'or. Si la livre était fausse parce que, composée d'un métal non précieux, simulacre de livre sterling, le prix de la marchandise ne serait pas en fait réalisé; pour le réaliser, il faudrait qu'on ajoute du métal non précieux jusqu'à la valeur de 1/3 d'once d'or. Si on considère cette partie de la circulation, il est essentiel que l'unité monétaire représente vraiment une quantité déterminée d'or et d'argent.

Mais il en va autrement, si nous considérons l'ensemble de la circulation — le procès total M - A - A - M. Dans le premier cas, la réalisation du prix ne serait qu'apparente : une seule partie en serait réalisée. Le prix fixé idéalement ne serait pas réglé dans la réalité. La marchandise rapportée idéalement à la valeur et à tel poids d'or ne serait pas mise en équivalence à ce poids d'or dans l'échange réel. En revanche, dans l'ensemble de la circulation, une livre sterling remplit les mêmes services, qu'elle soit authentique ou fausse.

Si l'on échangeait une marchandise a valant une livre contre une fausse livre, et celle-ci à nouveau contre la marchandise b valant 1 livre, la fausse livre aurait rendu absolument le même service qu'une vraie livre. En conséquence une livre réelle n'est, pratiquement, dans tout ce procès, qu'un *signe*, à condition de négliger le moment où elle réalise les prix, et de ne considérer que l'ensem-

ble du procès où elle sert de simple moyen de circulation et où la réalisation du prix n'est que pure apparence et médiation fugitive. La livre d'or ne sert ici qu'à échanger les marchandises **a** et **b** de même valeur. La véritable réalisation de **a**, c'est **b**, et la véritable réalisation du prix de **b**, c'est **a** ou **c** ou **d**, autant de formes d'un rapport où le contenu particulier des marchandises importe peu, puisqu'on échange des marchandises d'un prix équivalent.

Au lieu d'échanger directement la marchandise **a** contre **b**, on échange le prix de **a** contre **b** et le prix de **b** contre **a**. Par rapport aux marchandises, l'argent ne représente donc que le prix. Elles sont échangées à leur prix l'une contre l'autre. C'est idéalement que le prix fixé à la marchandise exprime le multiple d'une certaine unité naturelle (portion de poids) d'or ou d'argent, de la matière incarnant la monnaie. Dans l'argent, ou le prix réalisé, c'est le multiple réel de cette unité qui vient faire face à la marchandise. Mais si le but n'est pas de réaliser le prix; autrement dit, s'il ne s'agit pas de toucher le prix de la marchandise sous forme de prix, mais seulement de le percevoir en vue d'une autre marchandise, peu importe la matière de la monnaie, et donc l'or ou l'argent.

En tant qu'instrument de la circulation, moyen d'échange, la monnaie devient sujet et sa matière naturelle n'est qu'un *accident* fugitif dans l'acte de l'échange, puisqu'elle n'est pas la matière de la marchandise finalement réalisée grâce à l'argent.

Voici d'autres points relatifs à la circulation : 1° l'argent y réalise les prix; 2° c'est le titre de propriété qui circule; 3° c'est dans la circulation que la valeur d'échange d'une marchandise s'exprime dans celle de n'importe quelle autre.

Supposons que 1 mètre de coton coûte 2 sh., et 1 livre de sucre 1 sh.; si 1 mètre de coton est échangé grâce à 2 sh. contre 2 livres de sucre, le sucre est transformé en la matière où se réalise sa valeur d'échange. En tant que simple moyen de circulation, dans sa fonction de moteur de la circulation, l'argent n'est ni étalon des prix (ceux-ci étant déjà posés), ni moyen de leur réalisation (il existe comme tel à un stade de la circulation, mais disparaît dans la totalité de celle-ci).

Il n'est qu'un *représentant* des prix vis-à-vis de toutes les autres marchandises et leur moyen d'échange à

condition que leurs prix soient les mêmes. L'argent s'échange contre une marchandise, parce qu'il est le représentant général de leur valeur d'échange et, en tant que tel, le *représentant* de toutes les autres marchandises de même valeur : c'est à ce titre qu'il se trouve dans la circulation. Il *représente* le prix d'une marchandise en face de toutes les autres, ou celui de toutes les marchandises vis-à-vis de l'une d'entre elles. Dans ce rapport, il ne représente pas seulement le prix des marchandises, il est le *signe* de lui-même, c'est dire que, dans l'acte de la circulation, il est indifférent à sa matière, or ou argent.

Il *est* prix, quantité déterminée d'or ou d'argent. Cependant, comme le prix n'est qu'éphémère et voué à disparaître sans cesse, c'est-à-dire n'est pas réalisé définitivement, mais toujours provisoirement, comme il ne s'agit pas de réaliser le prix, mais la valeur d'échange d'une marchandise particulière dans la matière d'une autre, la substance de la monnaie est indifférente : l'argent disparaît au moment où se réalise le prix.

Au sein de ce constant mouvement, l'argent représente uniquement la valeur d'échange : celle-ci devient réelle chaque fois qu'elle prend la place du représentant, permute avec lui, s'échange avec lui. Sa réalité dans ce procès n'est donc pas qu'il soit prix, mais qu'il soit le représentant tangible des prix, donc de lui-même et, en tant que tel, de la valeur d'échange des marchandises. En qualité de moyen d'échange, il ne réalise le prix qu'en posant la valeur d'échange de l'une des marchandises dans l'autre, en étant leur unité : il réalise la valeur d'échange de l'une dans l'autre. Bref, il pose telle marchandise comme matière de la valeur d'échange de telle autre.

Il n'est signe matériel que dans la circulation; si on l'en retire, il est prix réalisé; mais, au sein du procès, la quantité ou le nombre de ces signes matériels de l'unité monétaire est matériellement déterminée, comme nous l'avons vu. Dans la circulation, l'argent apparaît donc sous forme tangible en face des marchandises : sa substance matérielle ou son substrat — sa quantité déterminée d'or ou d'argent — importe peu; en revanche, son nombre est bien déterminé, puisqu'il est le *signe* d'un certain montant de l'unité.

Dans sa fonction purement idéale d'étalon, ce qui compte c'est son substrat matériel, alors que sa quantité et son existence sont parfaitement indifférentes. Il

s'ensuit que, dans sa fonction de *simple* moyen de circulation et d'échange, la monnaie d'or et d'argent peut être remplacée par n'importe quel *signe* représentant une certaine quantité de l'unité. L'argent symbolique peut donc remplacer l'argent réel, parce qu'il est purement symbolique en tant que moyen d'échange.

Ces fonctions contradictoires de l'argent — étalon, réalisateur des prix, simple moyen d'échange — expliquent des phénomènes autrement inexplicables : lorsqu'on *falsifie* la monnaie métallique, l'or, l'argent, en y adjoignant du métal vulgaire, la monnaie se déprécie et les prix montent. Dans ce cas, en effet, la mesure des prix n'est plus le prix de production, mettons de l'once d'or, mais une once d'or où entre deux tiers de cuivre, etc.

Si les falsifications de la monnaie consistent à truquer ou à modifier le nom des parties aliquotes du poids des métaux précieux; ainsi, par exemple, si l'on appelle souverain la 8e partie d'une once, elles n'affectent en aucune manière l'étalon qui change simplement de nom. Si on appelait autrefois *souverain* 1/4 d'once, c'est maintenant 1/8 d'once : le prix d'un souverain n'exprime plus désormais que 1/8 d'once d'or; il faut donc (environ) 2 souverains pour exprimer le prix d'un ancien souverain.

Ou bien, si l'on falsifie simplement le nom des parties aliquotes du métal précieux, l'étalon reste le même, mais la partie aliquote s'exprime en deux fois plus de francs qu'auparavant. Au demeurant, si le substrat de la monnaie — l'or et l'argent — est complètement écarté et remplacé par du papier portant le signe d'une quantité déterminée d'argent véritable, et s'il est émis dans la quantité exigée par la circulation, le papier aura cours à la pleine valeur de l'or et de l'argent. Dans le premier cas, c'est parce que le moyen de circulation est à la fois la matière de la monnaie servant d'étalon et la matière dans laquelle le prix se réalise définitivement; dans le second cas, c'est parce que la monnaie n'opère que dans sa fonction de moyen de circulation.

[CONFUSIONS DANS LA DÉFINITION DE L'ARGENT]

Voici (67) un exemple d'une confusion grossière des fonctions contradictoires de la monnaie : « *Le prix est exactement déterminé par la quantité de monnaie qu'il*

faut pour acheter. Toutes les marchandises du monde ne peuvent valoir plus que tout l'argent du monde. » (Angl.) Premièrement, la fixation du prix n'a rien à voir avec la vente effective : l'argent n'y est qu'étalon. Deuxièmement, toutes les marchandises (en circulation) peuvent valoir mille fois plus que l'argent existant au monde, il suffit que chaque pièce circule mille fois.

[SOMME DES PRIX, MASSE DES MARCHANDISES ET VOLUME DES MOYENS DE CIRCULATION]

Etant donné que la somme totale des prix à réaliser dans la circulation change en fonction des prix des marchandises et de la masse jetée dans le circuit, et que, par ailleurs, la vitesse du moyen de circulation est déterminée par des causes indépendantes de lui, il faut que la quantité des moyens de circulation puisse se modifier, augmenter ou diminuer (*contraction et expansion de la circulation*).

[MOYEN DE CIRCULATION]

On peut dire que l'argent — simple moyen de circulation — cesse d'*être* une marchandise (marchandise particulière), puisqu'il est indifférent à sa matière et ne satisfait que les besoins de l'échange, à l'exclusion de tous les autres : l'or et l'argent cessent d'être des marchandises lorsqu'ils circulent comme monnaie. Mais, par ailleurs, on peut dire qu'il est uniquement marchandise (*universelle*), marchandise sous sa forme pure, en étant indifférent à sa substance particulière et, par conséquent, à tous les besoins immédiats.

Les partisans du système monétaire et certains protectionnistes (*cf.* par exemple Ferrier) (68) ne s'attachent qu'au premier aspect de l'argent, tandis que les économistes modernes ne s'attachent qu'au second; Say (69) dit ainsi que l'argent est une marchandise « particulière », comme n'importe quelle autre. En qualité de moyen d'échange, l'argent est le médiateur nécessaire entre la production et la consommation. Dans le système monétaire développé, on produit uniquement pour échanger, ou mieux on produit en échangeant. Si l'on biffait l'argent, on retomberait à un niveau inférieur de production (correspondant au troc), ou bien on avancerait à un stade supérieur, où la valeur d'échange n'est

plus la fonction première des marchandises, car le travail général qu'elle représente y perd son caractère de travail privé et n'a donc plus besoin de médiateur pour avoir un caractère social.

Il est tout aussi facile de répondre à la question : l'argent, en tant que moyen de circulation, est-il productif ou non? Selon Adam Smith, il est improductif (70). Mais Ferrier nous dit par exemple : « Il crée les *valeurs* qui sans lui n'existeraient pas. » Il faut « considérer non seulement sa valeur métallique, mais encore sa propriété monétaire » (71). Adam Smith a raison dans la mesure où l'argent n'est pas l'instrument d'une branche de production particulière; Ferrier a raison puisque la production basée sur la valeur d'échange doit, à un moment, donner au produit et à l'argent productif la forme monétaire, qui est nécessairement distincte du produit; effectivement le rapport monétaire est lui-même un rapport de production, si l'on considère la production dans sa totalité.

Si l'on divise M - A - A - M en ses deux phases, la circulation ne représente plus que deux actes correspondant au troc direct, bien que les marchandises aient un prix (ce qui représente une différence essentielle). M - A : la valeur d'échange de la marchandise s'exprime dans l'autre marchandise particulière, la substance de la monnaie, et celle-ci dans la marchandise; il en va de même dans A - M. Dès lors, c'est Adam Smith qui a raison lorsqu'il affirme que l'argent, moyen d'échange, n'est qu'une variété, plus complexe, du troc. Mais, si l'on considère l'ensemble du procès, où les deux actes ne sont pas indifférents l'un à l'autre, c'est-à-dire où la marchandise se réalise en argent, et l'argent en marchandise, alors les adversaires d'Adam Smith ont raison de lui reprocher d'avoir méconnu la nature de la monnaie et de n'avoir pas vu que la circulation monétaire se substitue au troc au cours de l'évolution : l'argent ne servant qu'à solder la *division arithmétique*, née de la division du travail. Ces *figures arithmétiques* (Angl.) n'ont pas plus besoin d'être de l'or ou de l'argent que les mesures de longueur, cf. *Solly* (72). Les *marchandises* redeviennent *denrées*, et sont consommées; mais ce n'est pas le cas de l'argent, moyen de circulation. Aussi longtemps qu'il remplit cette fonction, il est à chaque point une marchandise.

Passons maintenant à la troisième fonction de l'ar-

gent qui résulte de la seconde figure de la circulation : A - M - M - A. La monnaie n'y apparaît pas seulement comme moyen et étalon, mais comme but en soi. Comme toute autre marchandise parvenue à la fin du cycle, elle sort alors de la circulation et devient *denrée*.

Il convient de noter, auparavant, que si l'on suppose l'argent comme un rapport immanent de la production universellement fondée sur la valeur d'échange, il est possible de prouver à certains égards son utilité d'instrument de production : « L'utilité de l'or et de l'argent provient de ce qu'ils remplacent le travail. » (*Lauderdale*) (73). Sans l'argent, il faudrait procéder à toute une foule de *trocs* avant de pouvoir obtenir l'objet souhaité. En outre, il faudrait, à chaque échange particulier, procéder à l'analyse de la valeur relative des marchandises. On s'épargne le premier genre d'opérations avec l'argent, instrument d'échange (instrument du commerce) ; et le second avec l'argent, étalon de la valeur et représentant de toutes les marchandises (*idem*).

Dire que l'argent *n'est pas* productif signifie simplement qu'en dehors de sa fonction productive d'étalon, d'instrument de la circulation et de représentant des valeurs, il est *improductif*, autrement dit qu'il n'est productif que s'il se trouve en quantité adéquate pour remplir ses fonctions. Il devient non seulement *improductif*, mais encore *faux frais de production* (74), si on en utilise plus qu'il ne faut pour sa fonction productive, ce qui est vrai d'ailleurs de tout autre instrument de production et d'échange, de la machine aussi bien que du moyen de transport. Mais si l'on veut dire par là que l'argent n'échange qu'une richesse déjà existante, c'est une erreur, car ne s'échange-t-il pas contre de la richesse *en puissance* et n'achète-t-il pas du travail, de l'activité productive?

Lorsque la *troisième fonction* de l'argent est entièrement développée, elle englobe les deux précédentes et représente leur unité. Ainsi, l'argent a une existence autonome, en dehors de la circulation, dès lors qu'il en est sorti. Etant une marchandise *particulière*, il peut alors se transformer de sa forme monétaire en objets de luxe et autres joailleries (tant que cet art demeura très simple, comme par exemple dans l'ancienne période anglaise, on convertissait sans cesse la monnaie d'argent en argenterie et vice versa. Cf. *Taylor*) (75). Mais on peut aussi l'*amasser*, le *thésauriser*.

Si l'argent sort de la circulation sous sa forme autonome, il apparaît dans celle-ci comme son résultat : grâce à elle, il peut se coaguler. Cette forme contient déjà, de manière latente, le *capital*. L'argent est alors nié comme simple moyen d'échange. Il peut, historiquement, servir d'étalon avant d'être moyen d'échange; de même, il peut servir de moyen d'échange avant d'être étalon (il n'est alors qu'une *marchandise* privilégiée); enfin, il peut surgir sous sa troisième forme avant d'exister sous les deux précédentes. Mais en tant que *monnaie*, l'or et l'argent ne peuvent être accumulés que s'ils remplissent déjà l'une des deux premières fonctions; la troisième ne peut se développer vraiment que si les deux précédentes existent déjà, sinon on aurait une accumulation non monétaire de l'or et de l'argent.

(Il serait intéressant d'approfondir l'exemple de l'*accumulation de la monnaie de cuivre* aux premiers temps de la République romaine.)

Lorsque l'argent, *représentant matériel et universel de la richesse*, sort *de la circulation dont il est le produit* (ce qui implique une circulation très développée et une forme *particulière* de l'échange), il lui fait face sous sa troisième forme. Il est indépendant, mais cette indépendance découle du procès de la circulation elle-même. Il n'en sort que pour y entrer, de nouveau, inchangé. Sans cette connexion, il ne serait plus monnaie, mais simple objet naturel, or ou argent. Dans cette fonction, il est à la fois présupposition et résultat de la circulation. Bien qu'indépendant, il reste en relation avec la circulation, mais ce rapport est à présent négatif. Cette indépendance est le résultat de A - M - M - A.

L'argent, en tant que *capital*, a les caractéristiques suivantes : 1° il est à la fois présupposition et résultat de la circulation; 2° son indépendance n'est qu'un rapport *négatif*, mais rapport tout de même, à la circulation; 3° il est posé comme *instrument de production*, car la circulation n'apparaît plus dans sa simplicité première, comme échange quantitatif, mais comme mouvement de la production, métabolisme réel. Ainsi donc, l'argent devient un facteur du procès de production, où il ne s'agit plus simplement de déterminer les prix, c'est-à-dire de traduire les valeurs d'échange des marchandises dans une unité commune, mais de produire les valeurs d'échange, et donc de *déterminer* les prix.

Outre la forme, il y a le contenu. Si, dans la circula-

tion simple, l'argent apparaît en général comme productif, c'est parce que la circulation en général est elle-même un élément du système de production; mais notons que cette détermination n'est posée que pour nous, et non encore pour l'argent.

4° En tant que capital, l'argent se trouve en rapport avec lui-même, par l'intermédiaire de la circulation, dans le *rapport de l'intérêt et du capital*. Mais nous n'en sommes pas encore là. Nous devons simplement considérer comment l'argent surgit sous sa troisième forme, indépendamment de la circulation et comme résultat de ses deux fonctions précédentes.

« La multiplication de l'argent n'est que la multiplication des *moyens de compte* » (*Sismondi*). C'est exact dans sa fonction de moyen d'échange, mais dans les autres fonctions, il est aussi multiplicateur des *moyens de paiement*.

« Le commerce a séparé l'ombre du corps, et a introduit la possibilité de les posséder séparément » (*Sismondi*) (76).

La monnaie est donc maintenant valeur d'échange devenue autonome sous sa forme générale (en cette qualité, elle est seulement *moyen d'échange* éphémère). Elle possède un corps ou une substance particulière — or ou argent —, et c'est ce qui lui donne son autonomie (ce qui n'existe qu'en fonction d'autre chose ne saurait être indépendant).

Par ailleurs, dans ce corps autonome de l'or et de l'argent, la monnaie ne représente pas seulement la valeur d'échange de la marchandise vis-à-vis d'une autre, mais de toutes les autres marchandises; sa propre substance représente à la fois son existence particulière dans l'or ou l'argent, et la valeur d'échange générale des autres marchandises. D'une part, elle est possédée par leur valeur d'échange, et d'autre part les substances particulières des marchandises sont autant de modes d'existence de la monnaie qui peut s'échanger contre n'importe laquelle d'entre elles ou, sublime au-dessus d'elles, rester insensible à leur détermination et à leur particularité. Elles n'ont plus que des existences fortuites. La monnaie est le « précis de toutes les choses » (77) (Fr.); tout caractère particulier s'efface en elle. C'est la richesse générale cristallisée ou synthétisée en face de la richesse étalée et éparpillée du monde des marchandises.

La richesse apparaît comme un élément constituant de la marchandise ou bien la marchandise apparaît comme un élément particulier de la richesse. Mais dans l'or et dans l'argent, la richesse générale est concentrée en une matière particulière. A titre de valeur d'échange, chaque marchandise particulière a un prix et exprime une certaine quantité d'argent sous une forme imparfaite, puisque pour la réaliser il faut d'abord la jeter dans la circulation. En raison justement de sa particularité, sa réalisation est aléatoire. Outre son prix, sa détermination naturelle en fait un élément de la richesse au travers de son rapport à un besoin qu'elle satisfait; dans ce rapport, elle n'exprime que la richesse de l'utilité et un aspect tout particulier de la richesse.

Abstraction faite de son utilité particulière en tant que marchandise précieuse, l'argent est d'abord le prix réalisé, puis satisfaction possible de tous les besoins parce qu'il peut s'échanger contre l'objet de n'importe quel besoin, quelle qu'en soit la particularité. La marchandise ne possède cette propriété qu'au travers de l'argent. L'argent la possède directement vis-à-vis de toutes les marchandises, par conséquent vis-à-vis du monde entier de la richesse et de la richesse en tant que telle.

Non seulement la richesse universelle trouve sa forme dans l'argent, mais encore en est-elle le contenu. La richesse est, pour ainsi dire, réalisée et *individualisée* dans un objet particulier. Dans une marchandise particulière pourvue simplement d'un prix, la richesse n'est posée qu'idéalement, et n'est pas encore réalisée; quant à sa valeur d'usage, elle n'en représente qu'un aspect tout particulier. En revanche, dans l'argent, le prix se trouve réalisé, et sa substance est la richesse même, totale et détachée de tous ses modes d'existence particuliers.

La valeur d'échange forme la substance de l'argent, et la valeur d'échange c'est la richesse. L'argent est également la forme corporelle de la richesse en face de toutes les autres substances, dont il est la synthèse. Ainsi donc, dans l'argent en soi, la forme et le contenu de la richesse sont identiques. Par ailleurs, il est la forme générale de la richesse, en opposition à toutes les autres marchandises, et sa substance est faite de la totalité de leurs particularités. Si, dans la première détermination, l'argent est la richesse elle-même; dans la seconde, il

est son *représentant matériel universel.* Dans l'argent, cette totalité existe comme quintessence idéale des marchandises. La richesse (valeur d'échange à la fois totale et abstraite) n'existe sous forme tangible, individualisée dans l'or et l'argent qu'en excluant toutes les autres marchandises. C'est pourquoi l'argent est le Dieu des marchandises.

Etant un objet tangible et différencié, l'argent peut être cherché, volé et découvert par hasard; la richesse générale peut tomber de la sorte entre les mains de tel ou tel individu. De valet qu'il était lorsqu'il opérait comme simple instrument de la circulation, le voilà soudain devenu le souverain et le Dieu du monde des marchandises. Il représente l'existence céleste des marchandises, tandis qu'elles représentent son existence terrestre (77*a*).

Avant d'être transposée en valeur d'échange, chaque forme de la richesse naturelle implique un rapport essentiel entre l'individu et l'objet : l'individu s'objective dans la chose, et la possession de celle-ci représente à son tour un certain développement de son individualité (s'il est riche en moutons, l'individu devient pasteur; s'il est riche en céréales, il devient agriculteur, etc.).

L'argent, en revanche, devient sujet de la richesse générale à l'issue de la circulation : en tant que *résultat social,* il représente uniquement ce qui est général, il n'implique donc absolument aucun rapport individuel avec son propriétaire; sa possession ne développe aucune qualité essentielle de son individualité, car cette possession porte sur un objet dépourvu de toute individualité; en effet, ce rapport social existe en tant qu'objet tangible et extérieur que l'on peut acquérir machinalement, et perdre de même. Son rapport avec l'individu est donc purement fortuit. Bref, ce rapport n'est pas lié à la personne mais à une chose inerte, et celle-ci investit l'individu de la domination générale sur la société et le monde des jouissances, des travaux, etc. C'est comme si la découverte d'une pierre me procurait, indépendamment de ma personne, la maîtrise de toutes les sciences. La possession de l'argent me met en relation avec la richesse (sociale), comme la pierre philosophale avec toutes les connaissances.

L'argent n'est donc pas seulement *un* objet du désir d'enrichissement, c'est *son* objet même. C'est essentiellement l'*auri sacra fames.* La passion des richesses est

autre chose que la soif instinctive de richesses particulières, telles les habits, les armes, les bijoux, les femmes, le vin; elle n'est possible que si la richesse générale, en tant que telle, s'individualise dans un objet particulier, bref si l'argent existe sous sa troisième forme.

L'argent n'est donc pas seulement l'objet, mais encore la source de la soif de s'enrichir. Le goût de la possession peut exister sans l'argent; la soif de s'enrichir est le produit d'un développement social déterminé, elle n'est pas *naturelle,* mais historique. D'où les récriminations des Anciens contre l'argent, source de tout Mal.

La soif de jouissance sous une forme générale, et l'avarice sont les deux manifestations particulières de la soif d'argent. La soif abstraite de jouissances suppose un objet contenant la possibilité de toutes les jouissances : l'argent dans sa troisième fonction de *représentant matériel de la richesse;* l'avarice, elle aussi, n'existe que dans la mesure où l'argent est la forme générale de la richesse en face des marchandises qui sont ses substances particulières. Pour le retenir et satisfaire son besoin d'avarice, le thésauriseur doit tout sacrifier et renoncer à toute relation avec les objets qui satisfont des besoins particuliers.

La soif d'argent ou d'enrichissement, c'est nécessairement la ruine des anciennes communautés. D'où leur antagonisme. L'argent étant lui-même la *communauté,* il ne peut en tolérer d'autres en face de lui. Mais cela suppose le plein développement des valeurs d'échange, et donc une organisation correspondante de la société. Dans l'Antiquité, la valeur d'échange n'était pas le *nervus rerum;* elle ne l'était que chez les peuples marchands qui, tout en assurant les transports, ne produisaient pas ce qu'ils vendaient. Mais, les Phéniciens, les Carthaginois, etc. n'y jouaient qu'un rôle secondaire. Ils vivaient dans les interstices du monde antique, comme les Juifs en Pologne ou au moyen âge. C'était le monde ambiant qui était le support de ces peuples marchands, et chaque fois qu'ils entraient sérieusement en conflit avec les communautés anciennes, il leur en cuisait. A Rome et en Grèce, etc. l'argent apparut tout d'abord ingénument et sous une forme peu développée dans ses deux premières fonctions d'étalon et de moyen de circulation. Mais lorsque le commerce s'y développa ou, comme chez les Romains, que les conquêtes firent entrer des flots d'argent, bref, subitement, à un niveau

donné du développement économique, l'argent apparut nécessairement dans sa troisième fonction, et sous une forme d'autant plus élaborée que l'ancienne communauté était ébranlée.

Mais, comme nous l'avons vu, pour agir sur la production, l'argent, dans sa troisième fonction, ne doit pas seulement être la condition préalable de la circulation, mais encore son résultat, et qui plus est, en tant que condition préalable, il doit en être un élément immanent, et doit être posé par elle.

Chez les Romains par exemple, où l'argent provenait du pillage du monde entier, ce n'était pas le cas. De la simple notion de l'argent, il ressort qu'il ne peut constituer un élément développé de la production que si le *travail salarié* existe déjà; mais alors, loin de dissoudre la forme sociale, il est la condition de son développement et un rouage du développement de toutes les forces productives, matérielles aussi bien qu'intellectuelles. Aujourd'hui encore, un individu peut entrer par hasard en possession d'une somme considérable d'argent, et celle-ci peut agir de manière aussi dissolvante sur lui que sur les anciennes communautés. Mais, dans la société moderne, la dissolution de cet individu ne fait qu'enrichir le secteur productif. Le possesseur d'argent — au sens antique — fut dissous par le processus industriel sans le savoir ni le vouloir. La dissolution n'affecte que sa personne.

Pour représenter matériellement la richesse générale et individualiser la valeur d'échange, l'argent doit être *directement* l'objet, le but et le produit du travail général, du travail de tous les individus. Le travail doit produire directement la valeur d'échange, c'est-à-dire l'argent : il doit donc être du *travail salarié.*

Seule la richesse générale fait de la soif de s'enrichir un instinct de l'ensemble des individus qui veulent tous faire de l'argent. Pour être la source de la richesse générale, la soif universelle de s'enrichir doit produire sans cesse de nouvelles richesses. Lorsque le travail devient travail salarié, le but en est directement l'argent; la richesse générale est donc posée à la fois comme son but et son objet. (Il faudrait montrer ici comment le système militaire antique gagna en cohésion lorsqu'il devint mercenaire.)

De but, l'argent devient maintenant le moyen de rendre tous les individus zélés au travail : on produit la

richesse générale pour s'emparer de son représentant. Ainsi jaillissent les véritables sources de la richesse. Le but du travail n'est plus, dès lors, tel produit spécifique ayant des rapports particuliers avec tel ou tel besoin de l'individu, c'est l'argent, richesse ayant une forme universelle, si bien que le zèle au travail de l'individu ne connaît plus de limites : indifférent à ses propres particularités, le travail revêt toutes les formes qui servent ce but. Le zèle se fait inventif et crée des objets nouveaux pour le besoin social, etc. Il est donc évident que, sur la base du travail salarié, l'argent n'agit pas comme un dissolvant, mais comme élément productif, alors que la communauté antique était en contradiction directe avec le système généralisé du travail salarié. Il ne peut y avoir d'industrie universelle que si chaque travail produit la richesse, non pas sous une forme déterminée, mais générale, c'est-à-dire si le salaire de l'individu est payé en argent, sinon il n'existe que des formes particulières (métiers) du travail. La valeur d'échange produite directement par le travail, c'est l'argent, et le travail produisant directement la valeur d'échange en tant que telle, c'est le travail salarié.

Lorsque l'argent n'est pas lui-même la communauté, il lui faut la dissoudre. Les Anciens pouvaient acheter directement le travail, l'esclave, mais celui-ci ne pouvait acheter de l'argent avec son travail. La multiplication de l'argent pouvait renchérir les esclaves, mais ne pouvait rendre leur travail plus productif.

L'*esclavage des Noirs* (78) — esclavage purement industriel — est supposé par la société bourgeoise, bien qu'au cours de son développement il devienne insupportable à celle-ci et disparaisse; en effet, sans les Etats libres pratiquant le salariat, les pays esclavagistes isolés verraient bientôt leurs structures sociales retourner aux formes précivilisées.

Les alchimistes ont recherché l'argent sous sa forme individualisée de valeur d'échange et de richesse incarnée; c'est avec cette fonction qu'on le trouve d'ailleurs dans le système monétaire et mercantile. L'époque antérieure au développement de la société industrielle fait preuve d'une soif d'argent universelle; celle-ci affecte aussi bien les individus que les Etats. N'étant préoccupée que des moyens de s'emparer du représentant de la richesse, cette époque est incapable de voir comment les sources de la richesse se développent effectivement. Lors-

que l'or n'est pas issu de la circulation, mais est trouvé tout achevé, le pays s'appauvrit — comme c'est le cas de l'Espagne; en revanche, les nations qui sont obligées de travailler pour l'enlever aux Espagnols développent les sources de la richesse et s'enrichissent réellement.

La recherche et la découverte de l'or dans de nouveaux pays et continents jouent un rôle considérable dans l'histoire de la réévaluation, car elles déclenchent la colonisation et la développent comme en serre chaude. La chasse à l'or universelle conduit à la découverte de nombreux pays, à l'édification de nouveaux Etats; on assiste d'abord à une augmentation des produits en circulation, puis à la production de denrées nouvelles destinées à satisfaire des besoins nouveaux : des territoires lointains sont entraînés dans le circuit des échanges de marchandises.

En ce sens donc, le représentant général de la richesse et la valeur d'échange individualisée étaient un double moyen d'universaliser la richesse et d'étendre les dimensions de l'échange à toute la terre. Mais il restait à créer l'universalité réelle de la valeur d'échange tant du point de vue de la substance que de l'espace.

La fonction dans laquelle l'argent se trouvait alors développée, était bien faite pour mystifier les individus : ils s'accrochèrent au plus abstrait de ses attributs, celui qui lui donne sa fascination magique, et ils ne virent pas les autres contradictions que l'or renferme. C'est ainsi que les choses se déroulèrent en fait à l'insu des individus. En raison même de son caractère contradictoire, mystificateur et abstrait, l'or fut ainsi un instrument formidable * du développement réel des forces productives sociales.

[TRAVAIL SALARIÉ ET CAPITAL]

La présupposition élémentaire de la société bourgeoise, c'est que le travail immédiat produise la valeur d'échange, c'est-à-dire l'argent et, de même que l'argent achète directement le travail, que l'ouvrier vend lui-même dans l'échange : *travail salarié* d'un côté, *capital* de l'autre, telles sont les formes que revêt la valeur

---

(*) En marge de cette page, on lit : troc (*barter*), vente (*sale*), commerce, telles sont les trois étapes de l'échange. *Cf.* Steuart.

d'échange développée et son incarnation, l'argent. En conséquence, l'argent est directement la *communauté réelle* de tous les individus puisqu'il est leur substance même, ainsi que leur produit commun. Mais, comme nous l'avons vu, la communauté n'est, dans l'argent, qu'une abstraction pure, une chose absolument fortuite et extérieure à l'individu, en même temps qu'un simple moyen pour lui de satisfaire ses besoins. L'antique communauté renferme et suppose un tout autre rapport de l'individu à lui-même. Le développement de l'argent dans sa troisième fonction provoque la désagrégation de celle-ci. Toute production est objectivation de l'individu. Mais, dans l'argent (valeur d'échange) l'objectivation de l'individu ne s'effectue pas en fonction de sa nature, mais dans des conditions (relations) sociales extérieures à lui.

[NUMÉRAIRE ET MONNAIE UNIVERSELLE]

Lorsqu'il sert de moyen de circulation, l'argent devient *numéraire*. En tant que tel, il a perdu sa valeur d'usage, qui s'efface dans cette fonction. Ainsi, pour servir d'argent en tant que tel, il doit être refondu, démonétisé. C'est pourquoi, dans le numéraire, il n'est qu'un simple *signe* et il est indifférent à sa matière. En outre, il perd son universalité et prend un caractère national et local. Il se subdivise en monnaies de toutes sortes, selon le métal employé : or, cuivre, argent, etc. On lui donne un titre politique et il parle, pour ainsi dire, la langue de chaque pays. Enfin, dans un même pays, on lui donne différentes dénominations, etc.

Dans la troisième fonction, l'argent sort de la circulation et lui fait face de manière *autonome :* il est alors la négation de ce qu'il sera en tant que numéraire. Il redevient or et argent, qu'il soit fondu en ces métaux, ou qu'il soit évalué selon une fraction de leur poids. Il perd de nouveau son caractère national et sert de moyen d'échange entre les nations : il est alors moyen d'échange universel, non plus comme *signe*, mais comme quantité déterminée d'or et d'argent. Dans le système d'échange international le plus développé, l'or et l'argent reprennent donc exactement la forme qu'ils avaient dans le troc primitif.

Comme nous l'avons vu, l'or et l'argent, de même que l'échange, n'apparaissent pas primitivement au sein de la communauté sociale, mais à ses frontières, à ses

quelques points de contact avec les communautés étrangères.

A présent, l'or est la *marchandise* en tant que telle, universelle, conservant partout son caractère marchand : il est pareillement valable en tous lieux. C'est qu'il est le représentant matériel de la richesse *universelle*. Dans le système mercantile, l'or et l'argent sont donc la mesure de la puissance des différentes collectivités. « Sitôt que les métaux précieux deviennent objets de commerce, équivalents universels de toute chose, ils deviennent aussi la mesure de la puissance respective des nations. D'où le système mercantiliste » (*Steuart*) (14*b*).

Les économistes modernes ont beau se gausser du système mercantiliste, dans les périodes de crise générale, en 1857 par exemple, l'or et l'argent resurgissent tels qu'en 1600.

L'or et l'argent jouent un rôle important sous cette forme dans la création du marché mondial. Ainsi par exemple, la circulation de l'argent américain d'Ouest en Est; les échanges de métaux entre l'Amérique et l'Europe d'une part, entre ceux-ci et l'Asie de l'autre, depuis le début de l'ère moderne.

Dans les communautés primitives, le commerce de l'or et de l'argent ne jouait qu'un rôle secondaire; de même que l'échange en général, il ne portait que sur l'excédent. En revanche, dans le commerce évolué, c'est un élément fondamental, lié à toute la production, etc. Les métaux précieux ne servent pas à échanger l'excédent, mais à solder le reliquat dans le procès global et international du commerce des marchandises. S'ils sont du numéraire de nos jours c'est en tant que *monnaie universelle*. En tant que telle, peu importe la forme déterminée qu'ils ont dans leur fonction de moyen de circulation : leur matière est primordiale; l'or et l'argent représentent la *marchandise* proprement dite, accessible en tous lieux.

[LES SIX ÉLÉMENTS DU SYSTÈME DE L'ÉCONOMIE BOURGEOISE]

Dans cette première section qui traite des valeurs d'échange, de la monnaie et des prix, nous avons constamment affaire à la marchandise. Il est facile de déterminer toutes les formes sous lesquelles elles se présente, si l'on sait qu'elles expriment des rapports de la pro-

duction sociale : cette dernière est leur présupposition, bien qu'elles ne soient *pas posées* de la sorte. C'est ainsi que, dans la réalité, l'échange, ne porte d'abord que sur l'excédent; il ne saisit donc pas plus l'ensemble de la production qu'il ne la détermine. C'est l'excédent disponible d'une production extérieure au monde des valeurs d'échange.

De même, dans la société développée, ce qui se manifeste en surface c'est l'échange des marchandises. Mais, au travers de celle-ci, on aperçoit ce qui est au-delà : les *rapports de production* économiques. C'est pourquoi l'organisation interne de la production ne constituera que notre seconde Section; sa synthèse dans l'Etat, la troisième; les rapports internationaux, la quatrième, et le marché mondial, la conclusion, car la production y apparaît à la fois dans sa totalité et dans chacun de ses éléments : on y voit toutes les contradictions en mouvement. Mais, à son tour, le marché mondial représente la présupposition et le support de l'ensemble. En général, les crises mettent en évidence cette présupposition et poussent à l'adoption d'une nouvelle forme sociale.

« *La masse de biens, ainsi que la quantité de monnaie peuvent rester les mêmes, et les prix néanmoins monter ou baisser* » (Angl.) par exemple à la suite de fortes *dépenses* engagées par les capitalistes de la finance, les rentiers et les fonctionnaires de l'Etat, etc. Cf. *Malthus* (79).

[NUMÉRAIRE ET MONNAIE UNIVERSELLE]

Comme nous l'avons vu, l'argent tel qu'il est issu de la circulation et qu'il lui fait face sous une forme autonome, est la négation (unité négative) de sa fonction en tant que moyen de circulation et étalon * (79*b*).

Voici les points que nous avons déjà développés :

1° La monnaie est la négation du moyen de circulation en tant que tel, du *numéraire*. Elle le contient dans

(*) Dans sa fonction de moyen de circulation (80), la quantité d'argent ne peut jamais être utilisée par les individus : elle doit sans cesse circuler. *Cf.* Storch. L'individu ne peut utiliser l'argent qu'en l'aliénant, en le *posant pour un autre*, conformément à sa fonction sociale. C'est pourquoi, comme Storch le remarque pertinemment, la matière de l'argent « n'est pas indispensable à l'existence humaine », comme par ex. les peaux, le sel utilisés en tant qu'argent par certains peuples, car la quantité d'argent en circulation est perdue pour la consommation. En général, on préfère comme monnaie les métaux

ses attributs, négativement (puisqu'elle peut constamment être reconvertie en numéraire) et, positivement (en tant que *monnaie* universelle, elle est indifférente à sa forme, c'est essentiellement une *marchandise*, autrement dit, elle est omniprésente et ne dépend pas des conditions locales).

Cette indifférence s'exprime de deux façons : *d'abord*, ce n'est plus une monnaie, ni un *signe*, ni du numéraire, mais seulement de l'or et de l'argent. C'est pourquoi la façon que l'Etat donne à la monnaie n'a pas de valeur, seul importe le contenu métallique. Même dans le commerce intérieur, elle n'a qu'une valeur éphémère, locale « parce qu'elle n'est pas plus utile à celui qui la possède qu'à celui à qui appartiennent les marchandises qui sont à vendre » (81).

Plus le marché intérieur est déterminé en tous sens par le marché extérieur, et plus cette façon perd toute valeur : elle n'existe pas dans l'échange privé, c'est un simple impôt.

Ensuite, étant *marchandise générale* et monnaie universelle, l'or et l'argent n'ont pas besoin de revenir à leur point de départ, la circulation leur importe peu désormais. *Exemple :* l'Asie et l'Europe. Ainsi les partisans du système monétaire déplorent que l'argent disparaisse sans retour chez les Païens. (Cf. *Misselden* vers 1600) (82).

Plus la circulation extérieure est déterminée et dominée par celle d'un seul pays, plus la monnaie universelle entre, en tant que telle, dans sa circulation (rotation). Nous n'examinerons pas ici cette phase supérieure, car elle dépasse le caractère élémentaire de notre présente analyse.

[LE REPRÉSENTANT UNIVERSEL DE LA RICHESSE]

2° La monnaie est sa propre négation lorsqu'elle réalise simplement le prix des marchandises, car la mar-

---

aux autres marchandises et, parmi ceux-ci, les métaux précieux à ceux qui servent d'instrument de production. De manière caractéristique pour l'économie politique, Storch dit que la matière de l'argent doit « avoir une valeur directe, mais fondée sur un *besoin factice*. » *Besoin factice*, tels sont pour l'économiste 1° les besoins résultant de l'existence *sociale* des individus et 2° ceux qui ne découlent pas de sa simple existence d'objet naturel. Cela montre bien la pauvreté désespérante sur laquelle s'édifient la richesse bourgeoise et sa science.

chandise particulière y reste toujours l'essentiel. Elle est, bien plutôt, le prix réalisé en lui-même et, en tant que tel, le *représentant matériel de la richesse*, ainsi que la *forme universelle de la richesse* eu égard à toutes les autres marchandises qui ne sont que ses substances particulières.

[ACCUMULATION DE L'ARGENT (THÉSAURISATION)]

Mais, 3° la monnaie se nie également dans sa simple fonction d'*étalon* des valeurs d'échange. En tant que forme universelle et représentant matériel de la richesse, elle n'est plus la mesure idéale d'une autre richesse ou des valeurs d'échange, car elle est devenue elle-même la réalité adéquate de la valeur d'échange, la forme métallique de celle-ci. Elle a besoin elle-même d'une mesure, mais elle est sa propre unité et son propre étalon de valeur; elle se mesure, en tant que richesse et valeur d'échange, d'après sa quantité. Le montant de sa propre quantité lui sert d'unité. En tant qu'étalon, sa quantité lui importait peu; en tant que moyen de circulation, sa substance et la matière de l'unité importaient peu; mais en tant que monnaie, dans sa troisième fonction, son propre montant, quantité matérielle bien déterminée, est essentielle. En tant que richesse générale, il n'existe en elle qu'une différence quantitative. La richesse générale varie selon la quantité. L'individu est d'autant plus riche qu'il possède davantage, et tout ce qui importe, c'est d'*entasser*.

Cela est tout aussi valable pour le simple particulier que pour les nations. La monnaie sort de la circulation sous cette forme déterminée. Mais, désormais, son retrait de la circulation et son *accumulation* sont l'objet essentiel de la soif de s'enrichir. Tel est le processus fondamental de l'enrichissement. Si j'ai de l'or et de l'argent, je possède la richesse universelle sous sa forme solide, et plus j'en amasse, plus je m'approprie de richesses générales.

Si l'or et l'argent sont la richesse générale en tant que quantités déterminées, ils ne représentent plus celle-ci que dans une mesure limitée, puisque la quantité va jusqu'à l'infini. Comme cette accumulation s'effectue par retraits successifs de la circulation de l'or et de l'argent, elle représente une mise en sécurité (83) de la richesse générale vis-à-vis de la circulation où ils se perdent cons-

tamment dans l'échange contre une richesse particulière qui disparaît finalement dans la consommation.

Chez tous les peuples anciens, l'accumulation de l'or et de l'argent était, à l'origine, le privilège des prêtres et des rois, puisque le dieu et le roi des marchandises ne peut échoir en partage qu'aux dieux et aux rois, seuls dignes de posséder la richesse véritable. Cette accumulation étalait aux yeux de tous la surabondance de biens, la richesse en tenue de dimanche, c'était l'offrande aux divinités dans les temples, l'objet des arts publics, et enfin la *garantie* dans les cas de détresse exceptionnels; ils servaient à acheter des armes en cas de guerre, etc. Plus tard, chez les Anciens, l'accumulation devint politique. Le Trésor public, fonds de réserve de l'Etat, et le Temple furent les premières banques où se tenait et se conservait le Saint des Saints. L'accumulation et l'entassement atteignent leur ultime développement dans les banques modernes, mais leurs destinations sont alors bien plus complexes. Chez les particuliers, l'accumulation est surtout une mise en sécurité de la richesse sous sa forme solide, pour parer aux vicissitudes du monde extérieur : elle est souvent *enterrée* et entre alors dans un rapport *tout à fait mystérieux* avec l'individu. Cette pratique se fait encore de nos jours à une grande échelle en Asie, et se répète lors de toutes les paniques, guerres, etc. au sein de la société bourgeoise qui retombe alors dans le stade de la barbarie. L'or est également accumulé sous forme de bijoux et autres joailleries chez les semi-barbares.

Mais, dans la société bourgeoise la plus évoluée, on en retire une fraction toujours croissante de la circulation pour en faire des objets de luxe (cf. *Jacob* , etc.) (84). Les individus démontrent qu'ils sont riches en conservant par devers eux l'or et l'argent qui représentent la richesse générale : ils les retirent de la circulation, mais ne s'en servent pas pour satisfaire leurs besoins particuliers.

Lorsque l'argent se développe dans ses diverses fonctions et que la richesse devient la mesure de la valeur de l'individu, celui-ci a davantage tendance à en faire étalage et donc à les exposer au grand jour comme représentants de la richesse. Si je ne m'abuse, M. de Rothschild a choisi, comme digne emblème, deux billets de banque de 100 000 livres sterling qu'il a fait encadrer et exposer dans son bureau.

L'étalage barbare de l'or, etc, était naïf, comparé à celui des temps modernes, car autrefois l'or n'avait pas autant le caractère de monnaie. C'était alors le simple éclat de l'or qui fascinait. Il brillait de mille feux, et la monnaie n'y avait pas de part. Dans l'or moderne, l'essentiel c'est son antagonisme vis-à-vis de la circulation.

L'accumulation des autres marchandises est plus récente que celle de l'or et de l'argent, à cause de leur fragilité. Les métaux représentent, en eux-mêmes, la durée par rapport aux autres marchandises; on les accumule de préférence car ils sont bien plus rares et exceptionnels en tant qu'instruments de production *par excellence*. N'étant pas oxydables à l'air, etc. les métaux précieux sont plus perdurables que les métaux ordinaires. Dans les autres marchandises, la forme est périssable. Or, c'est elle précisément qui leur donne une valeur d'échange, leur valeur d'usage s'exprimant, dans la consommation, par la destruction de cette forme. En revanche, la substance et la matérialité de l'or, c'est la forme même dans laquelle il représente la richesse.

L'or est la marchandise générale non seulement partout dans l'espace, mais aussi à présent, dans le temps. Il conserve la richesse en tous temps. Ce qu'il a de spécifique, c'est sa durée. C'est un trésor que ne mangent ni les mites ni la rouille (*Nouveau Testament*. Matthieu, VI, 9). Les marchandises ne sont que la forme monétaire, fugitive. L'argent est la marchandise omniprésente. La marchandise est de l'argent purement local. L'accumulation est un procès qui se déroule essentiellement dans le temps. A cet égard, Petty (85) affirme : « Le grand et ultime effet du commerce, ce n'est pas la richesse en général, mais de préférence la surabondance de l'argent, de l'or et des bijoux qui sont *impérissables* et inaltérables. Contrairement aux autres marchandises, ils représentent la richesse en tous temps et en tous lieux. La surabondance en vins, blés, victuailles, viandes, etc., c'est certes la richesse, mais *hic et nunc*... C'est pourquoi la production de ces marchandises est préférable à toute autre, de même que le commerce qui procure de l'or et de l'argent à un pays. »

« Si les impôts prennent l'argent à tel particulier qui le dépense à manger et à boire, et le donnent à un autre qui l'utilise pour améliorer l'agriculture, la pêche, les mines, les manufactures ou même les vêtements, la communauté y trouvera toujours son avantage, car les

vêtements eux-mêmes disparaissent moins vite que les victuailles. Si cet argent est dépensé en meubles, l'avantage est un peu plus grand, et plus grand encore si c'est dans la construction de maisons, l'amendement des terres, l'outillage des mines et la pêche. Là où il est le plus considérable, c'est quand on importe de l'or et de l'argent dans le pays, parce qu'eux seuls sont *perdurables*, et tenus pour richesse en tous temps et en tous lieux. » (*Ibid.*) Ainsi s'exprime un auteur du XVII^e^ siècle.

On voit que l'accumulation de l'or et de l'argent a reçu une réelle impulsion quand on les a considérés comme les représentants matériels et la forme générale de la richesse. Le culte de l'or a son ascétisme, ses renoncements et ses sacrifices : l'épargne, la frugalité, le mépris des jouissances terrestres, temporelles et passagères; c'est la chasse au trésor *éternel*. Faire de l'argent se relie ainsi au puritanisme anglais et au protestantisme hollandais. Voici ce qu'exprime en toute ingénuité un auteur du début du XVII^e^ siècle, *Misselden* (86) :

« La matière naturelle du commerce, c'est la marchandise; sa matière artificielle, c'est l'argent. Bien que, dans la nature et le temps, l'argent vienne après la marchandise, il est cependant devenu l'essentiel dans nos mœurs. » Il les compare aux deux fils du vieux Jacob qui posait la main droite sur le cadet, et la main gauche sur l'aîné.

« Nous consommons, chez nous, bien trop de vins d'Espagne, de France, du Rhin, du Levant et des Iles, raisins secs d'Espagne, de Corinthe, du Levant, batiste du Hainaut et des Pays-Bas, soieries d'Italie, sucre et tabac des Indes occidentales, épices des Indes orientales, toutes choses dont nous n'avons pas vraiment besoin et que nous achetons pourtant en échange de l'argent *solide*... Si l'on achetait plus de produits de notre pays et moins de l'étranger, l'excédent nous reviendrait en or et en argent, sous forme de trésor. »

Les économistes modernes en font, bien sûr, des gorges chaudes dans leurs exposés d'économie. Mais ils sont pleins d'appréhension lorsqu'ils traitent de la monnaie et ont une peur panique lorsqu'ils suivent les oscillations de l'or et de l'argent en temps de crise. C'est ce qui montre que l'argent, sous la forme où les partisans du système monétaire et mercantile le concevaient ingénument et unilatéralement, reste encore valable de nos

jours non seulement en théorie, mais encore en pratique économique réelle.

Le point de vue opposé est soutenu de la façon la plus frappante par *Boisguillebert,* qui défend les véritables besoins de la production contre l'hégémonie de l'argent (cf. les citations caractéristiques dans mon cahier) (87).

[THÉSAURISATION ET ACCUMULATION DU CAPITAL]

2° L'accumulation d'autres marchandises, dont la nature est éphémère, se distingue essentiellement de l'accumulation de l'or et de l'argent, c'est-à-dire de la monnaie. Cette accumulation est double : *d'abord,* leur amoncellement a le caractère d'une accumulation de richesse particulière et non générale; c'est un acte productif particulier où il ne suffit pas simplement d'amasser. Empiler des céréales exige des installations spéciales, etc. Si l'on accumule des moutons, on devient berger; si l'on amasse des esclaves et de la terre, on crée nécessairement des rapports de domination et de servitude, etc. Le simple fait d'amasser exige des actes distincts de l'accumulation de la richesse proprement dite et crée des rapports déterminés. *Ensuite,* pour convertir les marchandises amoncelées en richesse universelle et pour s'approprier telle ou telle richesse particulière, il faut mettre en commerce la marchandise particulière qui a été amassée, bref il faut devenir marchand de grains, de bétail, etc. L'argent me dispense de tout cela, puisqu'il est le représentant *universel* de la richesse.

L'accumulation de l'or et de l'argent (monnaie) est le premier phénomène historique de l'amoncellement du capital, c'est aussi le premier grand moyen de celui-ci. Mais, en tant que tel, ce n'est pas encore l'accumulation du capital. Pour cela, il faudrait que les biens accumulés retournent dans la circulation comme éléments et moyens de l'accumulation.

Dans sa dernière forme, la plus achevée, l'argent apparaît à tous égards comme une contradiction qui se dissout elle-même et tend à se décomposer. En tant que *forme générale de la richesse,* il s'oppose au monde entier des richesses véritables, dont il est une simple abstraction; c'est pourquoi on le retient comme purement imaginaire. Sous sa forme tout à fait matérielle et solide, la richesse n'existe que dans les esprits, comme pure chimère : Midas (88). En outre, comme *représen-*

tant matériel de la richesse universelle, l'argent ne se réalise que s'il est lancé de nouveau dans la circulation où il s'évanouit, en face des modes d'existence particuliers de la richesse.

Dans la circulation, il reste moyen de circulation, mais, pour le thésauriseur, il se perd, bien que cette disparition soit le seul moyen de le conserver comme richesse. Lorsqu'on réalise ce qui est amassé, on le détruit en le consommant. Il peut certes de nouveau être mis de côté par tel autre individu, mais alors c'est tout le processus qui recommence. Je ne peux poser réellement son être qu'en le sacrifiant à autrui. Si je le retiens, il s'évapore entre mes mains, simple simulacre de la richesse qu'il est. En outre, il n'est pas vrai que l'argent s'accroît lorsqu'on l'accumule, sa propre quantité étant la mesure de sa valeur. Les autres richesses ne s'accumulent pas; sa valeur à lui diminue dans la mesure même où on l'accumule. Ce qui apparaît comme son accroissement n'est en fait que sa diminution. Son autonomie n'est que simple apparence : son indépendance vis-à-vis de la circulation n'existe qu'en liaison avec elle, grâce à elle. Il prétend être marchandise universelle, mais de par sa spécificité naturelle, c'est une marchandise particulière, dont la valeur change en fonction de l'offre et de la demande ainsi que de ses coûts de production. En s'incarnant dans les métaux précieux, il revêt une forme unilatérale : il est à la fois monnaie et marchandise particulière, et chaque forme révèle en même temps l'autre. Il est la richesse absolument sûre et indépendante de mon individualité, mais en même temps c'est le complément extérieur de ma personne; il est alors absolument incertain car un simple hasard suffit à le séparer de moi.

Il en va de même de ses déterminations contradictoires en tant qu'étalon, moyen de circulation et monnaie proprement dite. Dans cette dernière, il est en contradiction avec lui-même : il doit représenter la valeur en tant que telle, mais ne représente qu'une quantité correspondante d'une valeur variable. Il s'abolit donc en tant que valeur d'échange *achevée.*

Comme simple étalon, il est nié en soi par le moyen de circulation; comme moyen de circulation et étalon, il l'est par la monnaie. Dans cette dernière forme, sa négation est celle de ses deux précédentes. Lorsqu'il est nié en tant que *forme générale de la richesse,* il se réa-

lise dans les substances particulières de la richesse véritable; mais, lorsqu'il s'avère effectivement le *représentant matériel* de toutes les richesses, il doit se conserver dans sa forme générale. Son entrée dans la circulation représente une forme de son autonomie, et son autonomie, l'entrée dans la circulation. C'est dire qu'à titre de valeur d'échange réalisée, il doit être dans le procès de réalisation de la valeur d'échange. Il est aussi la négation de lui-même en tant que simple objet, forme extérieure et fortuite vis-à-vis des individus.

Il doit apparaître comme production de la richesse, et celle-ci comme résultat des rapports mutuels des individus dans la production. La valeur d'échange est déterminée à présent en tant que procès, elle n'est plus une simple chose pour laquelle la circulation n'est qu'un mouvement extérieur ou une substance particulière dans laquelle elle s'incarne : c'est un rapport avec lui-même au travers du mouvement de la circulation. Dès lors, la circulation n'est plus le simple procès d'échange M - A - A - M, ni le mouvement de médiation en vue de réaliser les prix des diverses marchandises et de mettre à parité les valeurs d'échange, sous une forme apparemment extérieure à la circulation : la valeur d'échange est présupposée, et la marchandise se retire finalement pour être consommée. Nous avons donc, d'une part, destruction de la valeur d'échange et, d'autre part, retrait de l'argent qui devient autonome en opposition à sa substance, ce qui est encore une forme de sa destruction. La valeur d'échange non pas générale, mais mesurée est posée maintenant comme présupposition par la circulation : elle doit précéder la circulation et lui servir de présupposition. De même le procès de la circulation doit apparaître comme procès de production des valeurs d'échange. Nous constatons ainsi que la valeur d'échange revient au travail, et l'argent à la valeur d'échange, dont l'emprise ne cesse d'augmenter. Le prix est déterminé préalablement à la circulation qui ne le pose que formellement en tant qu'argent.

La *détermination* de la valeur d'échange elle-même, ou la mesure des prix, apparaît désormais comme acte de la circulation. Ainsi donc, la valeur d'échange est du *capital,* et la circulation, un acte de la production.

[L'ARGENT, MOYEN DE PAIEMENT]

Points à reprendre : La circulation de caractère moné-

taire implique toujours la simultanéité des deux pôles de l'échange. Mais il peut s'écouler un certain temps avant que les deux marchandises ne s'échangent effectivement. La nature des prestations peut exiger que l'une se réalise aujourd'hui, et l'autre dans un an seulement.

Senior (89) affirme : « Dans la plupart des contrats, l'une des parties seulement dispose de l'objet et le prête; lorsque l'échange a lieu, on le cède aussitôt à la condition de recevoir l'équivalent plus tard. Comme la valeur de toute chose change au bout d'un certain temps, on choisit comme moyen de paiement la chose dont la valeur varie le moins et qui conserve le plus longtemps une faculté moyenne d'achat. C'est ainsi que l'argent devient l'*expression ou le représentant* de la valeur. »

Si cela était exact, la dernière fonction de l'argent serait sans rapport avec les précédentes fonctions. Mais c'est faux. L'argent doit s'être transformé en représentant autonome de la valeur pour que les contrats ne soient plus évalués en quantités de blé par exemple, ou en services (ce qui était courant sous la féodalité).

On doit ceci à la réflexion de M. Senior : l'argent possède « une faculté moyenne supérieure » de conserver sa valeur. Le fait est qu'on le choisit comme matière générale des contrats (*marchandise générale des contrats*, dit Bailey) (90) et il est, en tant que tel, *marchandise générale, représentant de la richesse universelle* (Storch) (91), *valeur d'échange devenue autonome*. L'argent doit être déjà très développé dans ses deux premières fonctions pour jouer un rôle général dans la troisième. Au sein de la pratique, on constate maintenant que la valeur de l'argent change, bien que sa quantité reste exactement la même : en tant que quantité, il subit les mêmes variations que n'importe quelle autre marchandise.

Sa nature particulière de marchandise s'affirme en opposition à sa détermination générale. Cette variation n'affecte pas l'étalon, car « si le médiateur est susceptible de varier, deux variables peuvent se rapporter à lui aussi bien que s'il était constant » (92). En tant que moyen de circulation, il est indifférent aux changements de valeur, étant donné que sa quantité est fixée par l'étalon : mais, en tant qu'*argent*, tel qu'il apparaît dans les contrats, sa valeur est essentielle; notons que toutes les contradictions qui surgissent de cette détermination sont fondamentales.

[PLAN DU CHAPITRE DE L'ARGENT]

Il faudra reprendre les points suivants :

1° *L'argent en tant que numéraire.* Bref sommaire de la nature du numéraire. 2° Historique des sources; d'où proviennent l'or et l'argent. Leur découverte, etc. L'histoire de leur production. 3° Causes des *variations* de valeur des métaux précieux, et, par suite, de la monnaie métallique; effet de ces variations sur l'industrie et les différentes classes. 4° *Avant tout :* montant de la circulation en fonction de la hausse et la baisse des prix. (XVI^e siècle. XIX^e siècle.) Examiner en même temps comment l'étalon est affecté par une quantité en augmentation, etc. 5° A propos de la circulation : vitesse, quantité requise, effet de la circulation, selon qu'elle est plus ou moins développée, etc. 6° Action dissolvante de l'argent.

Il faudra reprendre tout cela. Les analyses proprement économiques sont à développer ici.

[LES MÉTAUX PRÉCIEUX,
SUPPORTS DU RAPPORT MONÉTAIRE]

Le poids spécifique de l'or et de l'argent : *comparés aux autres métaux,* ils ont un poids élevé sous un volume relativement restreint; cette propriété est essentielle dans le monde des valeurs; une grande valeur (temps de travail) est réalisée sous un volume réduit dans les métaux précieux. Le temps de travail ou valeur d'échange qui est matérialisé en eux représente le poids spécifique des marchandises. C'est ce qui assigne aux métaux précieux leur rôle dans la circulation (car ils permettent d'avoir en poche des sommes importantes de valeurs), ainsi que dans l'accumulation (car on peut mettre en sécurité et amasser de grandes valeurs dans un espace réduit). L'or ne s'altère pas au cours de l'accumulation, contrairement au fer, au plomb, etc. il reste ce qu'il est.

Ravenstone (93) dit avec raison : « *Si l'Espagne n'avait pas possédé les mines du Mexique et du Pérou, elle n'aurait jamais eu besoin du blé de Pologne.* »

« *Ceux-ci n'ont qu'un seul besoin, et ils donneront leur puissance à la bête... Et personne ne peut acheter ni vendre, excepté celui qui a l'estampille ou le nom de la bête ou le nombre de son nom* » (93*a*) (Lat.).

Dans son « Cours d'économie politique », Storch écrit : « *Les quantités corrélatives de marchandises que l'on se cède mutuellement constituent le prix des marchandises... Le prix, c'est le degré de la valeur échangeable* » (Fr.).

[LA LOI DE L'APPROPRIATION SE CHANGE EN SON CONTRAIRE]

Comme nous l'avons vu, dans la circulation simple (le mouvement de la valeur d'échange), l'action des individus les uns sur les autres ne tend, si l'on considère le contenu, qu'à la satisfaction mutuelle et intéressée de leurs besoins; si l'on considère la forme, cette action se ramène à l'échange et à l'égalisation générale (équivalence).

La propriété correspond tout d'abord à l'appropriation du produit du travail par le travailleur; autrement dit, on achète le produit de son propre travail grâce au travail d'autrui. La propriété de ce travail d'autrui s'obtient grâce à l'équivalence du travail qu'on fournit soi-même. Cette forme de la propriété — de même que la liberté et l'égalité — reposent sur ce simple rapport.

Dans le développement ultérieur de la valeur d'échange, il n'en sera pas de même; on verra finalement que la propriété privée du produit de notre propre travail entraîne la séparation du travail et de la propriété : travailler, c'est produire la propriété d'autrui, et la propriété signifie commandement sur le travail d'autrui (94).

CHAPITRE
DU CAPITAL

« Le chapitre du Capital » (appelé d'abord le chapitre de l'argent en tant que capital) se trouve dans les cahiers II (à partir de la page 8), III, IV, V, VI et VII.

Date de rédaction :

Cahier II : *novembre 1857.*

Cahier III : *29 novembre — mi-décembre 1857.*

Cahier IV : *mi-décembre — 22 janvier 1858.*

Cahier V : *22 janvier — début février 1858.*

Cahier VI : *février 1858.*

Cahier VII : *fin février, mars et fin mai — début juin 1858.*

« *Dès les premiers pas de la civilisation, les hommes ont fixé la valeur d'échange des produits de leur travail, non par comparaison avec les* produits offerts en échange, *mais par leur comparaison avec un produit préféré* » (Fr.). (Ganilh) (95).

Echange simple. Rapports entre les échangistes. *Egalité, liberté, harmonies, etc.* (*Bastiat, Proudhon*).

La notion de l'argent est particulièrement difficile à saisir lorsqu'il assume toutes ses fonctions; c'est un rapport social et une relation déterminée entre les hommes, alors qu'il se présente sous la forme d'un métal, d'une pierre, d'un objet extérieur aux individus et qu'on le trouve tout achevé dans la nature : rien, sous sa forme naturelle apparente, ne laisse deviner cette fonction sociale. Quant aux économistes, ils esquivent cette difficulté en oubliant tour à tour chacune de ses fonctions : si on leur parle de l'une, ils font appel à l'autre.

En soi et pour soi, ni l'or ni l'argent ne sont de la monnaie. La nature ne produit pas plus la monnaie qu'elle ne crée le cours des changes ou les banquiers. Bien qu'un système de production évolué existât au Mexique et au Pérou, l'or et l'argent ne servaient pas de monnaie, mais à l'ornementation. L'or et l'argent n'ont pas pour propriété naturelle d'être de la monnaie : le physicien, le chimiste, etc., ne leur connaissent pas cette vertu. En revanche, la monnaie est directement or et argent. En tant qu'étalon, la forme est essentielle, et cela est le plus manifeste lorsque, frappé, le métal est utilisé comme numéraire; mais, dans sa troisième fonction, lorsque sa forme est la plus achevée, lorsque l'étalon et le numéraire ne représentent plus que des fonctions de la monnaie, toute détermination de forme disparaît ou finit par coïncider directement avec le métal. On n'y distingue en aucune manière que la monnaie est uniquement le résultat d'un procès social : l'or et l'argent *sont* la monnaie. Celle-ci est d'autant plus solide

que sa valeur d'usage immédiate n'a pour l'individu vivant aucun rapport avec sa fonction, et qu'en général, on ne voit plus en elle que l'incarnation de la valeur d'échange détachée du souvenir même de sa valeur d'usage. Nous voyons apparaître ici dans toute sa pureté la contradiction fondamentale entre la valeur d'échange et le mode social de production fondé sur elle.

On a parfois tenté d'abolir cette contradiction en retirant à la monnaie sa forme métallique et en lui imprimant, même extérieurement, un cachet social pour mettre en évidence qu'elle constitue un rapport social. La dernière tentative en date est le bon de travail que nous nous sommes attaché à critiquer. A présent, il devrait être parfaitement clair que ce n'est que du rafistolage, si on conserve la base de la valeur d'échange. En outre, il est illusoire de croire que la monnaie métallique fausse l'échange. Toutes ces erreurs ne s'expliquent que par une méconnaissance totale de la nature de l'argent.

Au demeurant, il est bien évident qu'à mesure que grandissent les antagonismes au sein des rapports de production dominants et que le besoin se fait plus violent d'arracher à ceux-ci leur forme contradictoire, la polémique contre l'argent métallique ou la monnaie en général illustre de la manière la plus caractéristique les contradictions et les oppositions au sein du système en vigueur. Mais peut-on abolir les contradictions les plus violentes, au moyen d'artifices appliqués à la monnaie et aux simples reflets de ces contradictions? Des mesures révolutionnaires peuvent-elles être efficaces si l'on s'attaque uniquement à la monnaie, en laissant tout le reste en l'état, bref si l'on procède à de simples rectifications? On aurait l'air de taper sur le sac pour frapper l'âne qui y est enfermé. Cependant, si l'âne ne sent pas les coups assénés sur le sac, c'est qu'on ne touche que le sac, et non l'âne. Tant que les mesures sont dirigées contre l'argent en tant que tel, on ne s'attaque qu'aux conséquences et on laisse subsister les causes : il se peut qu'on dérange le procès de production qui est la base solide et a aussi la force de dominer les *troubles* passagers en réagissant plus ou moins violemment.

Au reste, si on considère la monnaie dans toute sa pureté en faisant abstraction des rapports de production développés, on aperçoit que, dans la simple catégorie de la monnaie, toutes les contradictions immanentes à la société bourgeoise semblent effacées : la démocratie

bourgeoise et, plus encore, les économistes bourgeois s'y abritent sans cesse pour faire l'apologie des conditions économiques existantes (les économistes poussent même plus loin l'esprit de conséquence et vont jusqu'aux catégories les plus simples de la valeur et de l'échange).

Effectivement, tant que la marchandise ou le travail est une simple valeur d'échange, et que le rapport des différentes marchandises entre elles est représenté par leur échange de valeurs et d'équivalents, les individus engagés dans ce procès sont de simples échangistes. Il n'existe absolument aucune différence entre ces derniers du point de vue formel, qui est aussi économique. La base économique indique la nature de leur rapport social mutuel et leur fonction sociale. Chacun des sujets est un échangiste, c'est-à-dire a le même rapport social vis-à-vis des autres que ceux-ci vis-à-vis de lui. En tant que sujets de l'échange, leur relation est donc celle de l'*égalité*. Il est impossible de déceler la moindre différence ou opposition entre eux. Les marchandises qu'ils échangent sont équivalentes, ou du moins passent pour telles (il ne peut y avoir qu'une erreur subjective dans l'évaluation mutuelle, et si l'un des individus lésait l'autre, cela ne résulterait pas de la *nature de la fonction sociale* dans laquelle ils entrent respectivement, car elle est la même pour tous et il y sont *égaux;* ce ne pourrait provenir que de leur ruse naturelle, de leurs « dons » de persuasion, etc., bref de la supériorité personnelle d'un individu sur l'autre. La différence serait naturelle et n'affecterait pas la nature de leur relation proprement dite. Comme nous le verrons plus tard, cette différence s'atténue même avec la concurrence, etc. et perd de son efficacité).

Le contenu du rapport est donc extérieur à l'économie, il a un caractère naturel, distinct du contenu économique; on peut dire qu'il est encore tout à fait séparé du rapport économique, bien qu'il coïncide directement avec lui. Mais, en ce qui concerne la forme pure, c'est-à-dire le côté économique du rapport, elle est faite de trois éléments formellement distincts : d'abord, les sujets du rapport, les *échangistes;* ensuite, sur le même plan, les objets de leur échange, valeurs ou *équivalents* qui sont non seulement égaux, mais doivent l'être expressément; enfin, le procès d'échange lui-même, la médiation : par son intermédiaire, les sujets sont posés comme échangistes égaux et leurs objets comme équivalents.

Les équivalents sont l'objectivation d'un sujet pour l'autre, c'est dire qu'ils se valent et se confirment comme tels dans l'acte de l'échange; en outre, ils sont indifférents l'un à l'autre. Les sujets n'existent mutuellement dans l'échange que grâce aux équivalents et se confirment égaux en vertu de l'échange d'objets où l'un existe pour l'autre. Ils sont sur un pied d'égalité en tant que possesseurs d'équivalents dont ils sont les garants réciproques dans le procès de l'échange; mais, comme ils se valent, ils sont indifférents les uns aux autres : toutes leurs autres différences personnelles ne les intéressent pas, et peu importent toutes leurs autres qualités individuelles.

Tout cela est extérieur à l'échange qui pose et confirme les valeurs et les sujets de l'échange. Celui-ci a, comme on l'a dit, un contenu extérieur à sa forme économique. Il est composé de la particularité naturelle de la marchandise échangée et du besoin naturel spécifique des échangistes, ou des deux à la fois, bref de la diversité de la valeur d'usage des marchandises échangées.

Le contenu de l'échange est totalement étranger à sa destination économique. Néanmoins, loin de compromettre l'égalité sociale des individus, il fait de leur diversité naturelle la base de leur égalité sociale. Si A avait le même besoin que B et si son travail avait le même objet, il n'y aurait pas lieu de les relier l'un à l'autre; du point de vue de la production, ce ne serait pas des individus autres. Tous deux ont besoin de respirer; l'air existe pour l'un comme pour l'autre, mais cela ne crée aucun contact social entre eux. Le fait qu'ils respirent établit entre eux des rapports naturels, mais non personnels. La diversité de leurs besoins et de leur production fournit l'amorce de leur échange et de leur égalité sociale à travers lui. Cette *diversité naturelle* est donc la condition préalable de leur *égalité sociale* au sein de l'échange et de l'ensemble de leurs relations productives.

Voyons le rôle de cette diversité naturelle : A possède une valeur d'usage pour B, et B une valeur d'usage pour A. Ainsi donc, la diversité naturelle est mise à égalité. Mais, de ce point de vue, ils ne sont pas indifférents l'un à l'autre : ils s'intègrent, ils ont besoin l'un de l'autre. L'individu B objective dans sa marchandise un besoin pour l'individu A, et vice versa. Ils n'ont donc pas seulement un rapport d'égalité, mais encore un rapport

social. Ce n'est pas tout. Si le besoin de l'un est satisfait par le produit de l'autre et vice versa, c'est que l'un est capable de produire l'objet du besoin de l'autre et que chacun fait face à l'autre en étant propriétaire de l'objet du besoin de l'autre. C'est ce qui démontre que chacun, en tant qu'homme, domine son propre besoin, etc., et que les sujets se comportent en hommes les uns vis-à-vis des autres, bref qu'ils sont conscients d'appartenir à la même espèce ou collectivité. Cela ne se retrouve nulle part ailleurs. Par exemple, un éléphant ne produit pas pour un tigre, ni tel animal pour tel autre. Un essaim d'abeilles ne représente, au fond, qu'une seule abeille, et en outre chacune d'elles produit la même chose que l'autre.

Il convient de remarquer ici que les produits ne sont pas encore séparés du travail : ils existent sous la forme de marchandises ou, comme le veut monsieur Bastiat, à la suite de Say, de *services* (96). En identifiant la nature économique de la valeur d'échange au contenu naturel de la marchandise ou du service, c'est-à-dire en démontrant qu'il est incapable de saisir le rapport économique de la valeur d'échange proprement dite, Bastiat se figure qu'il est en grand progrès sur les économistes classiques anglais, capables, eux, de saisir les rapports de production dans leur pureté et leur spécificité.

Cette diversité naturelle des individus et de leurs marchandises détermine l'intégration de ceux-ci dans des rapports sociaux d'échangistes égaux entre eux et *supposés* tels, et cette notion d'égalité est alors complétée par celle de *liberté*. Bien que A ressente en lui le besoin de la marchandise de B, il ne s'en empare pas par la force, et vice versa : ils se reconnaissent mutuellement la qualité de propriétaires, de personnes dont la volonté perce à travers leurs marchandises. D'où les notions juridiques de personne et de liberté (dans la mesure où cette dernière entre dans ce rapport). Nul ne s'empare de la propriété d'autrui par la force; chacun l'aliène librement. Mais, ce n'est pas tout : A ne sert le besoin de B, au moyen de la marchandise a, que pour autant et parce que B sert le besoin de A au moyen de la marchandise b, et vice versa. Chacun sert l'autre pour se servir soi-même, chacun se sert de l'autre comme de son moyen à lui.

Les deux individus ont conscience que : 1° chacun

n'atteint son but qu'en servant de moyen à l'autre; 2° chacun n'est qu'un moyen pour l'autre (être pour autrui) en étant but intéressé (être pour soi) (97); 3° chacun est tour à tour moyen et but, et l'un n'atteint son but qu'en étant moyen de l'autre; chacun se fait donc moyen pour être son propre but; chacun pose son être pour autrui en même temps que son être pour soi; l'autre, c'est à la fois l'être pour lui-même et l'être pour autrui.

Cette réciprocité est un fait nécessaire; c'est la condition préalable et naturelle de l'échange; mais, en soi, elle est indifférente aux deux sujets de l'échange; elle compte seulement, si elle satisfait l'intérêt de l'un qui exclut celui de l'autre et n'a pas de rapport avec lui. C'est dire que l'intérêt collectif apparaît certes comme le mobile de l'ensemble de l'acte et il est reconnu comme un fait par les deux parties; mais, en soi, il n'est pas le mobile; il se déroule pour ainsi dire à l'insu des intérêts particuliers, tournés vers eux-mêmes, puisque l'intérêt particulier de l'un s'oppose à celui des autres. Ici, l'individu peut toujours se dire que la satisfaction de son contradictoire intérêt particulier est le dénouement positif de l'antagonisme et la réalisation de l'intérêt social général. A partir de l'acte de l'échange, chacun des individus est réfléchi en soi comme sujet exclusif et dominant (souverain). Ainsi donc, on aboutit à la liberté la plus complète de l'individu : transaction volontaire; nulle violence d'où que ce soit; manifestation de soi en étant moyen ou en servant; pur moyen afin d'être but en soi, afin de dominer et de maîtriser; enfin, l'intérêt égoïste qui ne réalise aucun intérêt supérieur.

De même, on sait et on reconnaît que l'autre, lui aussi, réalise uniquement son intérêt égoïste; chacun sait donc que l'intérêt collectif existe uniquement dans la dualité, la multiplicité, l'autonomie complète et l'échange des intérêts égoïstes : l'intérêt général, c'est l'ensemble des intérêts égoïstes.

La forme économique — l'échange — implique absolument l'égalité des sujets, tandis que le contenu et la matière des individus et des objets incitant à l'échange impliquent la *liberté*.

Non seulement l'égalité et la liberté sont respectées dans l'échange fondé sur les valeurs, mais l'échange de valeurs est la base productive et réelle de toutes les *libertés* et de l'*égalité*. A titre d'idées pures, elles n'en

sont que des expressions idéalisées; lorsqu'elles sont développées en rapports juridiques, politiques et sociaux, leur base reste la même, seule change leur force. C'est ce que l'histoire a d'ailleurs confirmé.

Dans cette acception, l'égalité et la liberté sont exactement le contraire de l'antique liberté et égalité : non seulement elles n'avaient pas pour base la valeur d'échange évoluée, mais elles furent détruites par son développement. Elles présupposent des rapports de production qui n'étaient pas encore réalisés dans le monde antique, ni même au moyen âge. Dans l'antiquité, le travail forcé direct est la base de la collectivité. Le travail lui-même est un privilège, il crée des produits particuliers, et non des valeurs d'échange générales qui représentent la base du monde moderne dans lequel le travail n'est pas forcé, mais ne s'effectue pas en tenant compte de la communauté supérieure (corporations).

On ne peut nier cependant que le rapport des échangistes repose, lui aussi, sur une certaine contrainte, si l'on considère les mobiles qui sont naturels, c'est-à-dire extérieurs au procès économique. Cette contrainte correspond, en un sens, à l'indifférence des autres vis-à-vis de mon besoin et de ma personne naturelle : l'autre m'est égal, et il est libre. Sa liberté et son égalité sont cependant la condition des miennes. En outre, étant déterminée et contrainte par des besoins, ma propre nature, en tant qu'ensemble de besoins et d'impulsions, me fait violence, ce n'est donc pas quelque chose d'étranger (ni mon *intérêt* général et réfléchi). C'est par ce biais aussi que je fais violence à autrui et que je le pousse dans le système de l'échange.

Le droit romain définit donc correctement le *servus :* il ne peut acquérir quoi que ce soit pour lui dans l'échange (cf. *Institutiones*) (98). On notera en passant que ce droit pouvait connaître les *caractéristiques de la personne juridique, c'est-à-dire de l'individu déterminé par l'échange*. En effet, ce droit correspond à une société où l'échange n'était pas développé en général, mais l'était cependant dans des sphères déterminées. Ce droit (du moins dans ses fondements) pouvait donc anticiper celui de la société industrielle; mais c'est surtout vis-à-vis du moyen âge qu'il devait apparaître comme le droit de la société bourgeoise montante. Quoi qu'il en soit, ce droit s'était développé parallèlement à la dissolution de la commune romaine.

Comme l'argent n'est rien d'autre que la réalisation de la valeur d'échange, et que le système monétaire doit être développé pour que se réalise le système des valeurs d'échange (ou inversement), le système monétaire signifie la réalisation du règne de la liberté et de l'égalité. Comme étalon, l'argent donne une expression adéquate à la valeur d'échange, et en fait un équivalent jusque dans sa forme. Certes, dans la circulation, il surgit encore une différence, quant à la forme : les deux échangistes se présentent sous les traits distincts de l'acheteur et du vendeur; la valeur d'échange, sous la forme de l'argent, est générale pour le vendeur, et particulière dans la marchandise naturelle, pourvue d'un prix par l'acheteur; mais, tout cela permute; la circulation n'admet pas l'inégalité, mais l'égalité; c'est l'abolition d'une différence, celle-ci se niant elle-même. L'inégalité y est donc purement formelle.

Enfin, lorsque l'argent circule, il réalise matériellement l'égalité en apparaissant tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre main, tout en étant indifférent à cette permutation. Chacun apparaît vis-à-vis de l'autre comme possesseur de l'argent ou mieux comme argent lui-même, si l'on considère le procès de l'échange. C'est pourquoi l'indifférence et l'équivalence s'expriment sous la forme d'une chose. La différence spécifique et naturelle de la marchandise s'y efface : le rôle de la circulation c'est de l'effacer constamment.

Un ouvrier qui achète pour 3 sh. de marchandises apparaît au vendeur dans la même fonction et dans la même égalité — sous forme de 3 sh. — que le roi qui fait le même achat. Toutes les différences entre eux sont effacées. Ils sont parfaitement égaux, puisque le vendeur se manifeste uniquement comme possesseur d'une marchandise d'un prix de 3 sh., à cela près que les 3 sh. apparaissent ici sous forme d'argent, et là sous forme de sucre.

Sous sa troisième forme, l'argent pourrait être à l'origine d'une certaine différence entre les sujets du procès. Mais, dans la mesure même où l'argent se manifeste matériellement comme marchandise générale des contrats, toutes les différences entre les parties contractantes sont effacées. S'il est accumulé, il semble qu'au lieu de retirer des marchandises de la circulation, le sujet en retire une valeur égale d'argent, forme générale de la richesse. L'individu est libre d'accumuler ou

non. Mais, nul ne le fait aux dépens de l'autre : l'un jouit de la richesse réelle, tandis que l'autre entre en possession de la forme générale de la richesse. Si l'un s'appauvrit tandis que l'autre s'enrichit, c'est que tel est leur bon vouloir, mais cela ne résulte en aucune manière des rapports économiques, qu'ils ont noués.

Même les héritages et autres biens juridiques qui perpétuent les inégalités ainsi engendrées, ne portent pas atteinte à cette liberté ni à cette égalité naturelle. Si la siuation originelle de A n'est pas en contradiction avec ces notions, le rapport qui perpétue cette situation ne le sera pas non plus : A pourra donc céder sa place à B, etc. Il s'agit tout simplement de faire valoir les conditions sociales par-delà les limites de la vie naturelle de l'individu : c'est une sauvegarde de celles-ci contre les aléas naturels. Ici encore, la nature tendrait à abolir les libertés de l'individu. En outre, étant donné qu'ici l'homme n'est que l'individuation de l'argent, il est, en tant que tel, immortel comme l'argent, et sa perpétuation par l'héritage n'est que l'exécution de cette propriété (98*a*).

Si on évite de souligner le caractère historique de cette conception, c'est qu'elle sert d'argument polémique dans les conditions économiques les plus développées, où les individus ne sont plus seulement échangistes, acheteurs et vendeurs, mais nouent des rapports qu'on ne saurait définir à partir de ces critères. On affirme ainsi qu'il n'y a ni différence ni antagonisme entre les corps naturels, parce qu'ils sont soumis à la pesanteur, si bien qu'ils sont tous pesants et donc égaux; ou encore, ils sont égaux parce qu'ils occupent tous un espace à trois dimensions (98*b*). De même, on retient la forme simple de la valeur d'échange, en opposition à ses formes plus développées et contradictoires. Dans le processus scientifique, les notions abstraites apparaissent en premier et sont les plus minces; c'est ainsi qu'elles surgissent d'ailleurs le plus souvent dans l'histoire; les formes plus développées viennent ensuite.

Dans l'ensemble de la société bourgeoise actuelle, la fixation des prix et leur circulation, etc., apparaissent comme le processus superficiel; mais on sait que dans les profondeurs se déroulent de tout autres mouvements, où disparaît cette apparente égalité et liberté des individus.

Voici ce qu'on oublie d'emblée : si la valeur d'échange

constitue la base objective de tout le système de production, cette *présupposition* implique déjà pour l'individu une contrainte, puisque son produit immédiat n'est pas un produit pour lui, mais ne le *devient* qu'au travers du procès social où il doit revêtir cette forme générale et tout extérieure; l'individu n'a d'existence productive qu'au travers de la valeur d'échange, ce qui implique déjà la négation de son existence naturelle; tout cela présuppose la division du travail dans laquelle les individus ont des rapports tout différents de ceux des simples *échangistes*, etc. Cette présupposition ne découle donc nullement de la volonté ni de la nature immédiate de l'individu : elle est *historique* et l'individu se trouve placé d'emblée dans *certaines conditions* par la société.

Il se trouve que, dans les formes plus développées, l'échange, ou les rapports de production qui lui correspondent, ne restent pas figés dans leur simplicité première, où la contradiction la plus profonde était purement formelle, et donc indifférente. Enfin, on oublie que les notions simples de la valeur d'échange et de l'argent renferment déjà de manière latente l'opposition entre salariat et capital, etc. Toute cette sagesse se propose d'en rester aux rapports économiques les plus simples qui, en eux-mêmes, ne sont plus que des abstractions, alors que dans la réalité se manifestent les contradictions les plus profondes. Bref, ces notions ne représentent qu'une face, celle où les contradictions ont disparu.

Au demeurant, il se trouve que des socialistes reprennent ces insanités, notamment en France. Ils entendent démontrer que le socialisme est la réalisation des idées de la société *bourgeoise* énoncées par la Révolution française. Ils affirment entre autres, qu'*à l'origine*, l'échange, la valeur, etc. représentaient (sous une forme adéquate) le règne de la liberté et de l'égalité pour tous, mais que tout cela a été faussé par l'argent, le capital, etc. L'histoire aurait vainement tenté jusqu'à ce jour de réaliser ces idées conformément à leur essence véritable (que Proudhon par exemple, tel Jacob, a découverte) : l'histoire fausse de ces idées peut donc faire place maintenant à l'histoire véritable.

Il faut leur répondre : la valeur d'échange, et mieux encore le système monétaire, constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté; les perturbations survenues dans l'évolution moderne ne sont que des troubles immanents à ce système; autrement dit, la

réalisation de l'*égalité* et de la *liberté* provoque l'inégalité et le despotisme. Vouloir que la valeur d'échange ne se développe pas en capital, ou que le travail produisant des valeurs d'échange n'aboutisse pas au salariat, c'est un vœu aussi pieux que niais. Voici ce qui distingue ces messieurs des apologistes bourgeois : ils ont, d'une part, le sentiment des contradictions internes du système social; et d'autre part, ils se lancent dans les utopies, en ne discernant pas la différence qui existe nécessairement entre la forme réelle et la forme idéale de la société bourgeoise, ce qui les incite à vouloir entreprendre des tâches vaines, telle la mise en pratique des idéaux de cette société, qui ne sont en fait que l'image réfléchie de la réalité présente.

C'est l'économie la plus moderne et la plus avilie qui fournit à ses adversaires socialistes une terne réplique (et son représentant le plus typique est *Frederick Bastiat* en ce qui concerne la fadeur, la dialectique affectée, l'enflure bonasse, les lieux communs sottement suffisants et l'incapacité totale de comprendre le processus historique; pour sa part, l'Américain Carey nous fournit au moins quelques données sur l'Amérique qu'il oppose à l'évolution européenne).

Les économistes s'attachent ainsi à *démontrer* que les rapports économiques expriment partout les *mêmes* catégories; on retrouve donc partout la liberté et l'égalité de l'échange des valeurs sous sa forme simple : tout est ainsi ramené à des abstractions qui ne sont rien moins que puériles. Par exemple, les économistes réduisent le capital et l'intérêt à l'échange des valeurs. Alors que le phénomène qu'ils décrivent montre que la valeur d'échange n'existe pas seulement dans sa simplicité primitive, mais sous sa forme, essentiellement différente, de capital, ils réduisent le capital à la simple notion de valeur d'échange. Ils font de même pour l'intérêt, qu'ils détachent du capital, alors qu'il résulte d'un rapport certain avec lui. Bref, ils font abstraction de tous les rapports spécifiques et reviennent au rapport non encore développé de l'échange de marchandises. Si l'on néglige ce qui distingue le concret de son expression abstraite, on s'en tient à l'abstraction.

Toutes les catégories économiques ne sont ainsi que d'autres catégories et d'autres noms d'un seul et même rapport. Cette grossière incapacité de saisir les différences réelles est ensuite présentée comme étant du pur bon

sens. Les « Harmonies économiques » de Monsieur Bastiat signifient, au fond, qu'il n'existe qu'un seul rapport économique qui reçoit plusieurs noms; tout n'est donc qu'une question de nom. L'analyse n'a même pas un caractère scientifique formel, comme c'est le cas lorsqu'on ramène toutes les données à un rapport économique réel, en laissant de côté les différences introduites par le développement historique. Ces économistes vont bien plus loin : tantôt ils ignorent telle face, et tantôt telle autre, pour mettre l'identité en évidence. Ainsi le salaire, c'est le paiement du service rendu à autrui (on néglige tout simplement la forme économique et spécifique qu'est le salaire). Le profit, c'est aussi le paiement d'un service rendu à autrui. Le salaire et le profit sont donc la même chose : c'est par suite d'une erreur de langage qu'on appelle un paiement salaire, et l'autre profit.

Passons au profit et à l'intérêt : dans le profit, le paiement du service est aléatoire; dans l'intérêt, il est fixe. Etant donné que, dans le salaire, le paiement est, *relativement parlant* (Fr.), aléatoire, alors que, dans le profit, il est fixe en opposition au travail, le rapport entre l'intérêt et le profit est le même que celui qui existe entre le salaire et le profit : c'est, comme nous l'avons vu, un échange réciproque d'équivalents.

Tout cela n'est que fadaise, parce qu'on est parti de rapports économiques où les contradictions éclatent au grand jour pour revenir à des rapports où elles ne sont que latentes et masquées. Mais voici que les adversaires des économistes les prennent au mot et leur disent qu'il n'y a pas simple échange entre le capital et l'intérêt, et que le capital n'est pas remplacé par un équivalent : en effet, on constate que le propriétaire, après en avoir mangé 20 fois l'équivalent sous forme d'intérêt, continue de le percevoir sous forme de capital, ce qui lui permet de l'échanger de nouveau contre 20 équivalents. Il s'ensuit des débats ineffables, où les uns prétendent qu'il n'existe aucune différence entre la valeur d'échange développée et celle qui ne l'est pas, tandis que d'autres affirment qu'elle existe, hélas, bien qu'en toute équité elle ne devrait pas exister (99).

Capital. Somme de valeurs. — *Propriété foncière et capital. — Le capital est issu de la circulation. Contenu de la valeur d'échange. — Capital marchand, capital monétaire et intérêt de l'argent. — La circulation suppose un autre procès. Le mouvement entre les deux extrêmes présupposés.*

L'*argent-capital* est une notion plus complexe que celle de l'argent tout court. C'est, peut-on dire, une réalisation plus achevée, un peu comme l'homme par rapport au singe. Mais, ainsi, on place la forme inférieure, comme un sujet dominant, au-dessus de la forme supérieure.

Quoi qu'il en soit, on distingue l'*argent-capital* de l'*argent* proprement dit. Il faut donc analyser la notion nouvelle. Au demeurant, le capital sous sa forme argent semble une régression du capital vers une forme inférieure. Pourtant, il ne représente qu'un de ses moments particuliers puisqu'il existait avant lui comme non-capital et constitue l'une de ses conditions préalables. L'argent resurgit dans tous les rapports ultérieurs. Mais il n'opère plus dès lors comme simple argent. Si, comme nous le ferons pour commencer, nous suivons son développement jusqu'à ce qu'il forme une totalité dans le marché monétaire, nous devrons présupposer tout le reste du développement auquel nous nous référerons.

Si je dis, comme Say (100) par exemple, que le capital est une *somme de valeurs*, j'affirme tout simplement que le *capital est de la valeur d'échange.* Toute somme de valeurs est *une* valeur d'échange, et toute valeur d'échange est une somme de valeurs (101). On ne saurait passer de la valeur d'échange au capital par simple addition : comme nous l'avons vu, le rapport de la capitalisation n'existe pas encore dans la simple accumulation de l'argent.

Dans ce qu'on appelle le commerce de détail, c'est-à-dire le cercle quotidien de la vie bourgeoise tel qu'il se pratique directement entre producteur et consommateur, bref dans le petit commerce, le but est d'une part l'échange de la marchandise contre de l'argent, et d'autre part l'échange de l'argent contre de la marchandise pour la satisfaction des besoins individuels. C'est uniquement dans ce processus qui se déroule à la surface du monde bourgeois, que s'effectue dans sa pureté le mouvement des valeurs d'échange, leur circulation. Dans

cet acte, l'ouvrier et le millionnaire qui achètent leur pain font figure de simples acheteurs; de même que le boutiquier leur fait face comme simple vendeur. Toutes les autres caractéristiques y sont effacées. Le *contenu* comme le volume de leurs achats sont complètement indifférents à la forme de l'échange.

En théorie, la notion de valeur précède celle de capital, bien qu'elle implique, pour se développer dans toute sa pureté, le mode de production basé sur le capital. Or, on retrouve la même chose dans la pratique. Il est donc inévitable que les économistes considèrent tantôt que le capital est source et créateur des valeurs, tantôt que les valeurs sont antérieures à la formation du capital, qui ne représenterait qu'une somme de valeurs ayant une fonction déterminée. La valeur, dans toute sa pureté et son universalité, implique un mode de production dans lequel le produit a cessé d'être isolé pour le producteur, et plus encore pour l'ouvrier, et n'existe que s'il est réalisé au travers de la circulation. Pour celui qui produit une portion infinitésimale d'une aune de coton, ce n'est pas un point formel de savoir que c'est une valeur d'échange : il ne produirait rien du tout s'il ne créait de la valeur, de la valeur d'échange. Cette forme de la valeur implique à son tour un niveau historique donné du mode de production social : elle est donc, elle-même, un rapport historique.

Au reste, certains éléments de la forme-valeur se développent à des stades antérieurs du procès de production historique de la société et en sont le résultat.

Donc, au sein du système de la société bourgeoise, le capital succède immédiatement à la valeur. *Au cours de l'histoire, divers systèmes* ont constitué la base matérielle du développement encore incomplet de la valeur. Tant que la valeur d'échange ne joue qu'un rôle secondaire à côté de la valeur d'usage, ce n'est pas le capital, mais son rapport avec la propriété foncière qui apparaît comme sa base réelle. En revanche, on ne peut absolument pas comprendre la propriété foncière moderne sans le capital dont elle implique l'existence : en effet, le capital produit cette forme historique, après avoir transformé à son image la précédente figure historique de la propriété foncière. C'est justement à l'évolution de la propriété foncière que l'on peut mesurer la victoire et la formation progressives du capital; c'est pourquoi l'économiste des temps modernes, Ricardo, a

fait preuve d'un grand sens de l'histoire en étudiant les rapports du capital, du travail salarié et de la rente foncière dans les limites de la propriété foncière pour saisir leurs formes spécifiques. Le rapport entre le capitaliste industriel et le propriétaire foncier se situe en dehors du système de la rente foncière. Mais, si ce rapport est directement conditionné par le capital, le rapport entre le fermier moderne et le rentier de la terre apparaît comme immanent à la propriété foncière elle-même. En fait, la genèse du capital moderne, c'est l'histoire de la propriété foncière, c'est-à-dire la transformation progressive du *landlord* (seigneur foncier) en rentier de la terre, du colon héréditaire, semi-tributaire pratiquement attaché à la glèbe en fermier moderne, et du paysan corvéable en ouvrier agricole salarié. En outre, cette histoire de la propriété foncière comprend son rapport avec le capital urbain, avec le commerce, etc. Mais répétons-le, nous avons affaire ici à la société bourgeoise réalisée et stimulée par sa propre base matérielle.

Le capital est tout d'abord issu de la circulation, il a notamment l'argent comme point de départ. Nous avons vu que l'entrée de l'argent dans la circulation et son retour à l'autonomie, constituent le dernier cycle qu'il lui faut parcourir avant que l'argent se nie et adopte la première forme sous laquelle apparaît le capital. L'argent se nie à la fois en se dissolvant dans la circulation et en lui faisant face de manière autonome. Si l'on réunit ses points positifs, cette négation renferme les premiers éléments du capital; l'argent est la première forme sous laquelle le capital apparaît comme tel : A - M - M - A, l'argent s'échangeant contre de la marchandise, et la marchandise contre de l'argent. Aux temps les plus anciens de l'évolution économique, *ce processus de l'achat en vue de la vente constitue la forme propre du commerce : le capital sous la forme du capital marchand.*

C'est le premier mouvement, dont la valeur d'échange proprement dite forme la substance; elle n'est pas seulement sa forme, mais son contenu. Ce mouvement peut se dérouler au sein des peuples ou entre eux, bien que la production n'implique encore en aucune manière la valeur d'échange. Elle n'affecte que le surplus de leur production calculée pour l'essentiel en fonction de l'utilité immédiate; le mouvement de la valeur d'échange ne se déroule qu'à leur frontière. Comme les Juifs au sein

de l'ancienne société polonaise ou de la société féodale en général, les peuples marchands de l'Antiquité, et les Lombards ensuite, ont occupé cette position entre les peuples, dont le mode de production n'a pas encore suscité la valeur d'échange comme condition générale. Le capital marchand n'est que du capital circulant (101*a*), et le capital circulant en est la première forme : il n'est *encore en aucune manière la base de la production. Le capital monétaire* et *l'intérêt de l'argent* sont des formes développées de l'usure qui surgit, elle aussi, de manière autonome à une époque très ancienne. Enfin, la forme M - A - A - M, où l'argent et la circulation en général ne sont que de simples moyens pour les marchandises qui finissent par sortir de la circulation pour satisfaire un besoin : cette forme a été la condition préalable du précoce capital marchand. Toutes ces conditions préalables se répartissent entre différents peuples; au sein de la société, le capital marchand, en tant que tel, ne repose que sur une circulation purement orientée vers la consommation. En outre, la *marchandise circulante*, la marchandise qui ne se réalise qu'en prenant la forme d'une autre marchandise et sort de la circulation pour servir les besoins immédiats, représente également une des premières formes du capital : le *capital-marchandise*.

Au reste, il est absolument évident que le pur mouvement des valeurs d'échange, tel qu'il s'effectue dans la circulation simple, ne pourra jamais produire le capital. Il peut conduire au retrait et à l'accumulation de l'argent; mais sitôt que l'argent retourne dans la circulation, il se dilue en une série de procès d'échange avec des marchandises qui seront consommées : il est donc perdu sitôt que sa capacité d'achat est épuisée.

Il en va de même de la marchandise qui s'échange contre une marchandise, au moyen de l'argent : elle sort de la circulation pour être consommée, détruite. Or si, dans l'argent, elle acquiert une autonomie en face de la circulation, elle ne représentera plus qu'une forme générale, mais privée de substance, de la richesse. Puisqu'en échange des équivalents, la forme de la richesse, figée sous forme d'argent, disparaît sitôt qu'elle est échangée contre la marchandise, tout comme la valeur d'usage contenue dans la marchandise sitôt qu'elle est échangée contre l'argent. Par le simple acte de l'échange, chacun se perd dans l'autre, dès qu'il se réalise en lui. Aucun

ne peut se conserver tel qu'il est, en passant dans l'autre.

Aux sophismes des économistes bourgeois qui enjolivent la réalité du capital en voulant le réduire à un échange pur, on peut opposer une demande toute aussi sophiste, mais justifiée (102) vis-à-vis d'eux : réduisons *effectivement* le capital à un pur échange. Il disparaît alors comme puissance et se trouve détruit aussi bien dans la forme de la marchandise que dans celle de l'argent *.

L'échange n'exige pas le renouvellement du procès des deux éléments, argent ou marchandise : ce n'est pas une condition de l'échange. L'acte peut se renouveler seulement jusqu'à son achèvement, c'est-à-dire l'échange ne peut se faire qu'à concurrence du montant de la valeur d'échange. Il ne peut s'amorcer de lui-même. *La circulation ne renferme donc pas en elle le principe de son propre renouvellement. Ses éléments sont antérieurs à elle,* ils ne sont pas posés par elle. Constamment les marchandises doivent y être de nouveau jetées à partir de l'extérieur, comme on entretient un feu avec du combustible. Sinon elle s'éteint dans l'indifférence, et effectivement elle s'éteint dans l'argent comme en un résultat indifférent qui cesse d'être argent et d'exprimer un rapport de production sitôt qu'il n'est plus en rapport avec les marchandises, les prix, la circulation; il ne subsiste plus que comme métal, car son existence économique est alors détruite. De même, la circulation qui apparaît comme une donnée immédiate à la surface de la société bourgeoise, n'existe que si elle est constamment entretenue.

Considérée en elle-même, la circulation est l'intermédiaire de deux extrêmes qui lui sont présupposés. Mais ce n'est pas elle qui engendre et détermine ces extrêmes. Elle a donc besoin elle-même d'intermédiaires, non seulement pour chacun des éléments, mais pour l'ensemble du mouvement, pour le procès total lui-même. Son existence immédiate est donc pure apparence : *le véritable processus se déroule au-dessous d'elle.* Dans chacun de ses éléments, elle se trouve désormais niée : comme mar-

(*) La valeur d'échange, c'est-à-dire tous les rapports des marchandises en tant que valeurs d'échange, apparaît comme chose dans l'argent. Dans le capital, il en va de même du travail, activité qui crée tous les éléments de la valeur d'échange (Marx).

chandise, comme argent et comme rapport entre les deux, bref comme simple échange et circulation des deux.

A l'origine, l'acte de la production sociale conditionnait les valeurs d'échange; celles-ci, au cours de l'évolution ultérieure, déterminèrent la circulation, mouvement totalement développé des valeurs d'échange entre elles.

Mais, à présent, la circulation elle-même se réduit à l'activité créatrice de la valeur d'échange, qui est son fondement. Sa condition préalable, ce sont les marchandises (sous leur forme particulière ou sous la forme générale de l'argent) qui sont la réalisation d'un temps de travail déterminé et, en tant que telles, des valeurs; sa condition préalable est donc à la fois la production de marchandises par le travail et leur production comme valeurs d'échange. Tel est son point de départ, et c'est par son propre mouvement qu'elle revient à la production créatrice des valeurs d'échange comme à son résultat.

Nous voici donc revenu au point de départ, la *production* qui pose et crée les valeurs d'échange. Mais, à présent, *la production présuppose la circulation en tant qu'élément développé*, et elle représente un procès continuel qui pose la circulation et revient sans cesse de celle-ci à elle-même pour la poser à nouveau. Le mouvement qui pose la valeur d'échange a donc maintenant une forme bien plus complexe : il n'est plus simplement le mouvement des valeurs d'échange présupposées ou posées de manière formelle comme prix, puisqu'il les engendre et les produit. La production n'a plus ici d'existence antérieure à ses résultats, elle n'est plus présupposée : elle produit ses résultats, en même temps qu'elle. Ceux-ci n'aboutissent plus simplement, comme au premier stade, à la circulation. La production englobe la circulation développée dans son propre procès.

Au fond, la circulation n'est plus qu'un procès formel qui consiste à poser la valeur d'échange, d'une part sous forme de marchandise, et, d'autre part, sous forme d'argent.

Passage de la circulation à la production capitaliste. — Le capital, travail objectivé, etc. — Somme de valeurs en vue de la production de valeurs.

Ce mouvement apparaît sous des formes diverses : historiquement, il mène au travail produisant de la valeur, et, dans le système bourgeois, à la production posant

la valeur d'échange. Les peuples marchands servent d'abord d'intermédiaires entre les peuples plus ou moins barbares; ou bien ce sont les tribus dont la production est naturellement diverse, qui nouent elles-mêmes des contacts pour l'échange de leur surplus.

Le premier cas est le plus classique. C'est lui que nous considérerons donc. L'échange du surplus est une circulation qui pose l'échange et la valeur d'échange. Mais, il ne s'étend qu'au surplus et se déroule à côté de la production. Cependant, si les peuples qui sollicitent l'échange font des apparitions renouvelées, il se développe un commerce régulier (au moyen âge, les Lombards, les Normands, etc. remplissaient cette fonction vis-à-vis de la plupart des peuples européens); le peuple producteur ne fera, lui, qu'une sorte de commerce *passif*, puisque l'impulsion à l'activité posant la valeur d'échange, provient de l'extérieur et non de la structure interne de production. Dès lors, l'excédent de production n'est plus le fait du hasard ou de l'occasion, mais il se renouvelle régulièrement si bien que la production intérieure tend à s'orienter vers la circulation et les valeurs d'échange.

Au début, l'effet est plus substantiel. Le cercle des besoins s'élargit; le but, c'est la satisfaction de besoins nouveaux, la production s'accroît et connaît une plus grande régularité. L'organisation de la production intérieure elle-même est déjà modifiée par la circulation et la valeur d'échange, bien que celles-ci n'aient pas encore gagné toute la surface ni toute la profondeur de la société. C'est ce qu'on appelle l'*effet civilisateur* du commerce extérieur.

Le mouvement posant la valeur d'échange conquiert l'ensemble de la production, à mesure que s'intensifie cette action venant de l'extérieur et que se développent les agents de la production intérieure (division du travail, etc.). Par exemple, ce qui fut décisif en Angleterre au cours du XVI^e^ siècle et au début du XVII^e^, ce fut l'importation des marchandises des Pays-Bas qui exigèrent en contrepartie que l'Angleterre produise un surplus de laine. Pour produire davantage de laine, celle-ci transforma ses champs en pâturage pour les moutons, le système du petit métayage en fut ébranlé, etc., enfin, les paysans furent chassés de leurs tenures et celles-ci accaparées par les grands propriétaires terriens. L'agriculture cessa dès lors de travailler en vue de la valeur

d'usage et l'échange de son surplus cessa d'être indifférent eu égard à sa structure interne. En certains points, l'agriculture fut conditionnée uniquement par la circulation et transformée en production pour la valeur d'échange. Non seulement le mode de production s'en trouva modifié, mais tous les vieux rapports de production et de population ainsi que les rapports économiques correspondants furent dissous. On avait eu une production, dont seul le surplus était valeur d'échange, et qui était présupposée à la circulation; on passe maintenant à une production qui ne fonctionne qu'en liaison avec la circulation et dont le contenu exclusif est la valeur d'échange.

Dans la production moderne qui présuppose la valeur d'échange et la circulation développée, ce sont d'une part les prix qui déterminent la production, et d'autre part la production qui détermine les prix.

Si l'on dit que le capital, c'« est du travail accumulé (réalisé) », c'est-à-dire, en fait, du travail *objectivé* « qui sert de moyen au travail (production) nouveau » (103), on n'a en vue que la matière du capital, et on néglige la forme sans laquelle il n'est pas capital. Cela revient à dire que le capital est moyen de production. En effet, au sens le plus large, il faut tout d'abord qu'une activité quelconque s'approprie l'objet (même si, comme les pierres, il est fourni tout entier par la nature) avant qu'il puisse servir d'instrument, de moyen de production. Ainsi, le capital aurait existé dans toutes les formes de société, ce qui est parfaitement non historique. Ainsi chaque membre du corps serait du capital, puisqu'il doit être non seulement développé, mais nourri et reproduit par l'activité, le travail, pour pouvoir fonctionner comme organe. Le bras, et même la main, seraient alors du capital. Le capital ne serait plus qu'un nom nouveau pour désigner une chose vieille comme le monde, puisque toute espèce de travail, et même le moins développé, par exemple la chasse, la pêche, etc., suppose que l'on utilise le produit du travail passé comme moyen pour un travail vivant et immédiat.

La définition que nous venons de citer révèle que l'on fait complètement abstraction de la relation sociale des produits et que l'on considère le travail passé comme son seul contenu (substance); enfin, on fait abstraction du but déterminé et particulier pour lequel ce produit doit à nouveau servir de moyen et on lui oppose une

production en général. On aurait tort de croire que tout cela est une abstraction, également vraie pour tous les systèmes sociaux ; qu'elle procède, pour ainsi dire, d'une analyse entreprise avec des formules plus abstraites (générales) qu'à l'accoutumée. Si l'on fait ainsi abstraction de la forme déterminée du capital et si l'on ne souligne que le *contenu qui en fait un élément nécessaire à tout travail, rien n'est plus facile, bien sûr, que de prouver que le capital est une condition nécessaire à toute production humaine.* On apporte la preuve en faisant abstraction de toutes les conditions spécifiques qui font du capital l'élément d'un stade *historique* particulièrement développé de la production humaine. On confond deux choses : si tout le capital est du travail objectivé servant de moyen à une production nouvelle, tout le travail objectivé servant de moyen à une production nouvelle n'est pas du capital. *On conçoit le capital comme une chose et non comme un rapport.*

Si l'on dit, en outre, que le capital est une somme de valeurs appliquée à la production de valeurs, cela signifie que le capital est une valeur d'échange se reproduisant elle-même. Mais, formellement, la valeur d'échange se reproduit aussi dans la circulation simple. Dans cette formule, on retient certes la forme qui fait de la valeur d'échange le point de départ, mais on néglige son rapport avec le contenu (qui n'est pas *indifférent* dans le capital alors qu'il l'est dans la valeur d'échange simple). Si l'on dit que le capital est de la valeur d'échange créatrice de profit, ou du moins utilisée en vue de créer du profit, on a déjà présupposé le capital dans l'explication, puisque le profit est un rapport déterminé du capital avec lui-même (104). Le capital n'est pas un simple rapport, mais un procès; tout au long des diverses phases de ce *procès,* il ne cesse d'être du capital. C'est ce qu'il faut développer. Il y a déjà quelque chose d'ambigu dans le travail *amassé,* puisque par définition il ne devrait être que du travail *objectivé,* dans lequel est certes amassé un certain quantum de travail. Mais le travail amassé comprend aussi un quantum d'objets dans lesquels du travail est réalisé (105).

« Au début, chacun se suffisait à lui-même, l'échange ne portant que sur des objets sans valeur pour l'échangiste qui l'offrait : l'échange ne portait que sur des objets sans valeur pour chaque échangiste; chacun se trouva satisfait de recevoir une chose utile en échange d'une

chose sans utilité. Mais, lorsque la division du travail fit de chacun un marchand et de la société une société commerciale, chacun ne voulut livrer ses produits que contre leur équivalent; il fallut donc, pour déterminer cet équivalent, connaître la *valeur* de ce que l'on recevait » (Fr.) (106).

En d'autres termes, cela signifie que l'échange n'en est pas resté au stade formel des valeurs d'échange, mais s'est nécessairement développé au point d'assujettir la production elle-même à la valeur d'échange.

1° La circulation et la valeur d'échange issue de la circulation : présuppositions du capital

Pour analyser le développement du capital, il ne faut pas partir du travail, mais de la valeur, et plus précisément de la valeur d'échange déjà développée dans le mouvement de la circulation. Il est tout aussi impossible de passer directement du travail au capital, que de passer directement des diverses races humaines au banquier, ou de la nature à la machine à vapeur.

Nous avons vu que, dans l'argent comme tel, la valeur d'échange a déjà pris une forme autonome en opposition à la circulation, mais qu'elle est purement négative, évanescente ou illusoire lorsqu'elle se fixe. L'argent n'existe que par rapport à la circulation et comme possibilité d'y entrer : il perd sa fonction monétaire sitôt qu'il est réalisé, et il retombe dans ses fonctions antérieures d'étalon et de moyen d'échange. Sitôt que l'argent est posé comme valeur d'échange qui est non seulement autonome vis-à-vis de la circulation, mais se conserve en elle, il n'est plus de l'argent puisque celui-ci, en tant que tel, est incapable d'aller au-delà de sa fonction négative : il est du *capital*.

C'est un fait historique que l'argent est la première forme sous laquelle la valeur d'échange prend la qualité de capital. C'est pourquoi, on confond cette première *manifestation* du capital avec le capital lui-même, ou bien on le considère comme la seule forme qui lui corresponde. Toutefois, loin de contredire notre analyse, ce fait la confirme. La première caractéristique du capital, c'est donc que la valeur d'échange qui est issue de la circulation et en est la présupposition, se conserve en elle et par elle; qu'elle ne se perd pas en y entrant, et qu'elle n'est pas le mouvement de sa disparition, mais de sa propre manifestation et de sa propre réalisation

en tant que valeur d'échange. On ne saurait dire que la valeur d'échange comme telle se réalise dans la circulation simple : elle ne s'y réalise qu'au moment de sa disparition. Si la marchandise est échangée au moyen de l'argent contre une marchandise, elle perd sa qualité de valeur au moment où elle se réalise, et elle sort du rapport, devient indifférente à son égard et n'est plus qu'un objet direct du besoin.

Si l'argent s'échange contre de la marchandise, c'est la forme même de l'échange, simple médiation formelle, qui disparaît lorsqu'on s'empare de la matière naturelle de la marchandise. Si la marchandise est échangée contre de l'argent, la forme de la valeur d'échange subsiste; la valeur d'échange posée comme telle, l'argent, se conserve aussi longtemps seulement qu'elle se tient en dehors de l'échange, s'y soustrait; c'est donc une réalisation purement illusoire et idéale d'une forme où l'autonomie de la valeur d'échange a une existence palpable. Enfin, si l'on échange de l'argent contre de l'argent, c'est-à-dire la quatrième forme sous laquelle on peut analyser la circulation, mais qui au fond n'est que la troisième forme exprimée par la figure de l'échange, on n'aperçoit pas non plus de différence formelle entre les différentes parties; *c'est une distinction, mais non une différence* (Angl.). La valeur d'échange disparaît et, avec elle, les traces elles-mêmes de sa disparition (107).

Au fond, on peut ramener les quatre formes de la circulation simple à deux qui, elles-mêmes, se recouvrent. La différence consiste alors à mettre plus ou moins l'accent sur l'une ou l'autre : est-ce l'argent, ou la marchandise, qui constitue le point de départ? Si c'est l'argent qui s'échange contre la marchandise, la valeur de la marchandise s'efface devant son contenu matériel (substance); si c'est la marchandise qui s'échange contre l'argent c'est son contenu (substance) qui s'efface devant la valeur d'échange. Dans le premier cas, c'est la forme de la valeur d'échange qui disparaît; dans le second, c'est sa substance : dans les deux, sa réalisation est toute fugitive.

C'est seulement dans le *capital* que la valeur d'échange est posée comme telle du fait qu'elle se conserve dans la circulation, c'est-à-dire qu'elle n'apparaît jamais sans substance, puisqu'elle se réalise constamment dans d'autres substances, dans une totalité de celles-ci. Non seulement elle n'y perd pas sa forme, mais elle reste encore

identique à elle-même dans chacune des différentes substances. Elle reste donc toujours argent et marchandise. A tout moment, dans la circulation, elle est chacun de ces deux éléments fugitifs en passant de l'un à l'autre. Elle ne peut le faire qu'en étant elle-même un procès d'échanges en constant renouvellement. A cet égard aussi, sa circulation se distingue de celle des valeurs d'échange simples.

En fait, la circulation simple n'est pas posée en tant que telle, elle n'est circulation que du point de vue de l'observateur ou bien *en soi*. On n'y voit pas circuler toujours une même valeur d'échange dont la substance est une marchandise déterminée — argent ou marchandise —, ce sont toujours d'autres valeurs d'échange, d'autres marchandises, qui apparaissent en face de l'argent. La circulation, la rotation, ne consiste qu'en la simple répétition ou permutation des marchandises et de l'argent; le véritable point de départ n'en est pas en même temps le point de retour. C'est pourquoi on a appelé *circulation monétaire* la circulation simple, puisque l'argent y représente le seul élément durable.

Say (108) écrit : « *Les valeurs capitales se perpétuent* » (Fr.). Sismondi (109) : « *Capital, valeur permanente* » (multipliante aussi, mais nous étudierons plus tard cet aspect du capital) « *et impérissable, cette valeur se détache de la marchandise qui l'a créée; telle une qualité métaphysique et insubstantielle, elle reste toujours en possession du même cultivateur* » (on peut dire indifféremment : *propriétaire*) « *pour lequel elle revêt des formes diverses* ».

La perdurabilité à laquelle *tend* l'argent en se dressant négativement contre la circulation et en s'en retirant, le capital l'*acquiert* du fait qu'il se conserve en se sacrifiant à la circulation. A titre de valeur d'échange, il présuppose la circulation en même temps qu'il est posé préalablement à elle et qu'il s'y conserve. Ainsi donc, le capital n'est pas seulement, à tout instant, idéalement chacun des deux éléments, comme dans la circulation simple; mais il prend tour à tour la forme de l'un et de l'autre. Il ne passe pas simplement de l'un à l'autre, comme dans la circulation simple; mais dans chacun d'eux il est le rapport de l'un à l'autre, la connexion avec son opposé, autrement dit, il le renferme idéalement en lui.

Le capital est tour à tour marchandise et argent, mais

1° *il est lui-même la métamorphose de chacune de ces deux formes;* 2° il devient marchandise; non pas telle ou telle marchandise, mais *une totalité de marchandises.* Il n'est pas indifférent vis-à-vis de la substance, mais vis-à-vis de la forme déterminée; en ce sens, il apparaît comme une perpétuelle métamorphose de la substance, s'il est posé nécessairement comme contenu particulier de la valeur d'échange, cette particularité n'est qu'une totalité de la particularité : il n'est donc pas indifférent à la particularité en tant que telle, mais à la particularité isolée ou éparpillée. Sa faculté d'identification et de généralisation, il l'acquiert en étant valeur d'échange et par conséquent argent. Il continue donc d'avoir la forme monétaire, mais, en fait, il s'échange comme marchandise contre de l'argent. Mais lorsqu'il est posé maintenant comme argent, c'est-à-dire sous la forme contradictoire de la valeur d'échange en général, il ne perd pas son universalité après l'avoir revêtue fugitivement, comme dans la circulation simple; c'est la forme particulière qu'il perd après l'avoir revêtue fugitivement; autrement dit, s'il doit s'échanger de nouveau contre la marchandise, cette marchandise exprime, dans sa particularité même, la généralité de la valeur d'échange, c'est pourquoi elle changera constamment de forme.

Nous parlons ici de capital, bien qu'il soit à peine développé, puisqu'une seule propriété le distingue de la valeur d'échange immédiate et de l'argent, à savoir qu'il est une *valeur d'échange qui se conserve et se perpétue dans et par la circulation.* Mais il a une autre propriété tout aussi importante, à savoir qu'il *présuppose* la valeur d'échange. De ce fait, il cesse d'être une simple valeur d'échange, pure détermination idéale — ou imaginaire — de la marchandise avant son entrée dans la circulation, où son passage est éphémère; il cesse aussi d'être valeur d'échange sous la seule forme stable existant au sein de la circulation — la monnaie.

Il existe à présent sous la forme de l'argent, représentant la valeur d'échange objectivée, et il possède, en outre, la propriété de se conserver.

Ce qui distingue la première propriété de la seconde, c'est 1° que le capital existe sous forme d'objet; 2° s'il provenait déjà de la circulation, et la présupposait, il part maintenant de lui-même pour faire face à la circulation en tant que présupposition (110).

Ces deux propriétés résultent de la circulation simple :

Le côté simplement négatif : Les marchandises jetées dans la circulation ont rempli leur but ; elles ont été échangées mutuellement ; chacune devient l'objet d'un besoin et elle est consommée. La circulation s'achève ainsi. Seul l'argent subsiste comme simple résidu. Mais en tant que tel, il a cessé d'être monnaie et en perd les caractéristiques : il se réduit à sa matière, qui subsiste comme cendre inorganique de tout le procès.

Le côté positivement négatif : l'argent n'est pas nié comme valeur d'échange objectivée existant pour soi, et disparaissant dans la circulation ; l'autonomie contradictoire et la généralité abstraite dans laquelle il s'est fixé sont niées (111). Mais : 3° la valeur d'échange est à la fois présupposition et résultat de la circulation ; elle sort donc de la circulation comme elle y est entrée. Si elle en sort de manière purement formelle, elle redevient simplement de l'argent ; si elle en sort en tant que marchandise, comme dans la circulation simple, elle devient simple objet du besoin et elle est consommée, perdant sa forme même.

Mais, pour qu'elle en sorte réellement, elle doit être certes l'objet d'un besoin et être consommée à ce titre, mais, cette fois, par le *travail*, en se reproduisant sous une forme nouvelle.

Autrement dit : à l'origine, la valeur d'échange renfermait une quantité objectivée de travail ou de temps de travail ; sous cette forme d'objet, elle passait par la circulation jusqu'à sa transformation en argent, solide et palpable. La valeur d'échange était le point de départ de la circulation : elle lui était extérieure et la présupposait ; la circulation elle-même posait pour elle le travail dont elle s'emparait pour l'entraîner dans son mouvement ; elle doit à présent se poser elle-même. Cependant, elle n'est plus maintenant un simple équivalent, ni un simple objet renfermant du travail ; c'est une valeur d'échange objectivée et autonome, qui s'offre au travail et en devient la matière, à seule fin de se renouveler et de recommencer *par elle-même* la circulation.

Il ne s'agit plus, dès lors, d'échanger de simples équivalents, ni de conserver une valeur identiques, comme cela se produit dans la circulation, mais d'*accroître* la valeur. En tant que telle, la valeur d'échange ne se pose qu'en se valorisant, c'est-à-dire en augmentant de valeur.

L'*argent* (replié sur lui-même à l'issue de la circulation) *perd sa rigidité en devenant capital : de chose tangible, il est devenu procès.* Par ailleurs, le travail a modifié son rapport avec son objet : il se replie, lui aussi, sur lui-même. Mais ce repli signifie que le travail matérialisé dans la valeur d'échange pose le travail vivant comme moyen de sa reproduction, alors qu'à l'origine, la valeur d'échange n'apparaissait que comme un produit du travail.

2° La valeur d'échange issue de la circulation présuppose celle-ci, se conserve et se multiplie en elle, grâce au travail

I. 1° *Notion générale du capital.* — 2° *Forme particulière du capital* : capital circulant, capital fixe (capital sous forme de moyens de subsistance, de matière première et d'instrument de travail). 3° *Le capital sous forme monétaire.*

II. 1° *Quantité de capital. Accumulation.* — 2° *Le capital, mesure de lui-même. Profit. Intérêt. Valeur du capital :* c'est-à-dire le capital distinct de lui-même sous forme d'intérêt et de profit. 3° *La circulation des capitaux : a*) Echange entre capitaux; échange du capital avec les revenus; le capital et les *prix.* b) *Concurrence entre les capitaux.* c) *Concentration des capitaux.*

III. *Le capital sous forme du crédit.*

IV. *Le capital sous forme de capital par actions.*

V. *Le capital sous forme du marché monétaire.*

VI. *Le capital, source de la richesse. Le capitaliste.*

Après le capital, il faudrait analyser la propriété foncière; ensuite, le travail salarié. Ces trois éléments étant supposés, on peut étudier le *mouvement des prix,* car la circulation est à présent déterminée dans tout son contenu. En outre, on peut analyser les trois classes correspondant à la production sous ses trois formes fondamentales et présupposant la circulation. Puis, l'*Etat* (Etat et société bourgeoise; les impôts, ou l'existence de classes improductives; la dette publique; la population; l'Etat dans ses rapports avec l'extérieur : les colonies. Le commerce extérieur. Le cours du change. L'argent, sous forme de monnaie internationale.

Enfin, le marché mondial. La société bourgeoise domine l'Etat. Les crises. Dissolution du mode de production et de la forme de société fondés sur la valeur

d'échange. Le travail individuel posé réellement sous une forme sociale, et vice versa.

Produit et capital. Valeur et capital. Proudhon.

Rien n'est plus faux que la façon dont les économistes, ainsi que les socialistes, considèrent la *société* et son rapport avec les conditions économiques. Par exemple, Proudhon (112) affirme dans sa polémique avec Bastiat : « *La différence pour la société entre capital et produit n'existe pas. Cette différence est toute subjective aux individus* » (Fr.). Il appelle donc subjectif ce qui justement est social; la société est, pour lui, une abstraction subjective. La différence entre produit et capital, c'est que le produit, sous forme de capital, exprime une relation déterminée et caractéristique d'une forme historique de société. Considérer ainsi les choses du point de vue de la société, cela signifie tout simplement négliger les *différences* qui, précisément, expriment le *rapport social* (rapport de la société bourgeoise). La société ne se compose pas d'individus; elle exprime la somme des rapports et des conditions dans lesquels se trouvent ces individus les uns vis-à-vis des autres.

C'est comme si l'on disait : du point de vue de la société, les esclaves et les *citoyens* n'existent pas : ce sont tous des hommes. C'est ainsi que se présenteraient les choses en dehors de la société. *Esclave* et *citoyen* représentent des déterminations sociales, des rapports entre les hommes. L'individu A n'est pas esclave en tant qu'homme; il est esclave dans et de par la société. Monsieur Proudhon dit à propos du capital et du produit que, du point de vue de la société, il n'existe aucune différence entre les capitalistes et les ouvriers, alors que cette différence n'existe que du point de vue de la société.

Dans son ouvrage polémique dirigé contre Bastiat, « La Gratuité du Crédit », Proudhon ramène l'échange capital-travail à un simple échange de marchandises, de valeurs d'échange, bref à des éléments de la circulation simple, c'est dire qu'il fait abstraction de toute différence spécifique dont tout dépend en fin de compte. Il affirme : « *Tout produit devient à un moment donné capital parce que tout ce qui est consommé à un moment donné se consomme reproductivement.* » (Fr.) C'est absolument faux, mais peu importe. « *Qu'est-ce qui fait que la notion du produit se transforme tout à coup en celle de capital? C'est* l'idée de valeur. *Cela veut dire que le*

produit, pour devenir capital, doit avoir passé par une évaluation authentique, avoir été acheté ou vendu, son prix débattu et fixé par une sorte de convention légale. Par exemple, le cuir, sortant de la boucherie, est le produit du boucher. Ce cuir est-il acheté par le tanneur? Aussitôt celui-ci le porte ou en porte la valeur à son fonds d'exploitation. Par le travail du tanneur, ce capital redevient produit, etc. » (Fr.) Chaque capital est ici « *une valeur faite* », (Fr.). L'argent est la« *valeur la plus parfaite* » (Fr.), la *valeur faite* (Fr.) à la plus haute puissance. Cela veut donc dire : 1° qu'un produit devient capital en devenant valeur. Ou bien que le capital n'est qu'une valeur pure et simple. Il n'y a pas de différence entre eux. C'est pourquoi, il affirme tantôt que c'est une marchandise (le côté naturel de celle-ci s'exprime comme produit), et tantôt de la valeur, ou plutôt prix, puisqu'elle implique l'acte de l'achat et de la vente. 2° Etant donné que l'argent est la forme la plus parfaite de la valeur se manifestant dans la circulation simple, il est donc aussi l'authentique *valeur faite.* (Fr.)

Capital et travail. Valeur d'échange et valeur d'usage pour la valeur d'échange. — Argent et sa valeur d'usage (travail) dans le rapport du capital. La multiplication de la valeur par elle-même : son seul mouvement. — Bavardage selon lequel nul capitaliste n'emploie son capital s'il n'en tire profit. — Le capital, c'est en substance du travail objectivé. Son antagonisme avec le travail vivant et productif (qui conserve et accroît la valeur). — Travail productif et travail sous forme de service. — Travail productif et improductif. A. Smith, etc. — Le voleur défini par Lauderdale et le travail productif.

Le passage de la valeur d'échange simple et de sa circulation au capital, on peut l'exprimer également de toute autre manière. Dans la circulation, la valeur d'échange apparaît sous une double forme : tantôt comme marchandise et tantôt comme argent. Elle se manifeste sous l'une ou sous l'autre forme. Cela s'applique à toute marchandise particulière.

L'ensemble de la circulation considérée en soi suppose que la même valeur d'échange, la valeur d'échange comme sujet, se manifeste tantôt comme marchandise, tantôt comme argent; c'est justement le mouvement sous cette double forme où chacune se conserve dans son contraire, la marchandise dans l'argent, et l'argent dans la mar-

chandise. C'est ce qu'on trouve déjà dans la circulation simple, mais ce n'est pas l'une de ses présuppositions. La valeur d'échange représentant l'unité entre la marchandise et l'argent, c'est le *capital*, et cela constitue la circulation du capital. (Celle-ci a la forme d'une spirale et d'une courbe qui s'élargit, ce n'est pas simplement un cercle) (113).

Analysons d'abord les déterminations les plus simples contenues dans le rapport du capital au travail, afin de découvrir leur connexion interne aussi bien que leur liaison avec ce qui précède.

La condition préalable, c'est qu'il y ait le capital d'un côté, et le travail de l'autre, les deux étant des figures autonomes et étrangères l'une à l'autre. Le travail qui fait face au capital, c'est le travail d'autrui, et le capital qui se dresse en face du travail, c'est du capital *étranger*. Les extrêmes qui se font face sont *spécifiquement* différents. La première forme de la valeur d'échange faisait que le travail ne créait pas le produit comme une valeur d'usage directe, moyen de subsistance immédiat pour le travailleur. Telle était la condition générale de la création d'une valeur échangeable et de l'échange en général. Sinon, le travailleur aurait tout simplement créé un produit — une valeur d'usage immédiate pour lui — et non une valeur d'échange. Cependant cette valeur échangeable devait se matérialiser en un produit qui, en tant que tel, possédait une utilité pour d'autres et était l'objet de leurs besoins. La valeur d'usage que l'ouvrier offre au capital — et il ne peut en offrir d'autre — n'est pas matérialisée en un produit : elle ne peut exister en dehors de l'ouvrier, autrement dit, elle n'est pas réelle, car elle n'existe que comme possibilité, étant une faculté de l'ouvrier. Elle devient seulement réelle lorsque, sollicitée par le capital, elle est mise en mouvement par lui, car l'activité qui n'a pas d'objet n'est rien ou n'est tout au plus qu'une activité mentale; or, ici il n'est pas question de celle-ci. Sitôt qu'elle reçoit son impulsion du capital, cette valeur d'usage est l'activité productive déterminée de l'ouvrier; c'est sa force vitale tournée vers un but précis et s'exprimant donc sous une forme déterminée.

Dans le rapport du capital au travail, la valeur d'échange et la valeur d'usage sont reliées entre elles : d'un côté, le capital fait face au travail en tant que

valeur d'échange *, et de l'autre, le travail fait face au capital en tant que valeur d'usage. Dans la circulation simple, chaque marchandise peut apparaître, tour à tour, sous telle ou telle forme. Mais, dans tous les cas, la marchandise en tant que telle sort de la circulation afin de satisfaire un besoin, hors du domaine économique. Pour autant que la marchandise est fixée — argent — comme valeur d'échange, elle tend à la même absence de forme, mais cette fois, au sein du domaine économique.

(*) Ne faut-il pas concevoir la *valeur* comme l'unité de la valeur d'usage et de la valeur d'échange? En soi et pour soi, la valeur en tant que telle n'est-elle pas le général par rapport à la valeur d'usage et à la valeur d'échange qui en seraient des formes *particulières?* Quelles en sont les conséquences sur le plan économique? La circulation simple et l'échange pur impliquent également la valeur d'usage. Mais, lorsque l'échange ne s'effectue de part et d'autre que pour l'utilité de la marchandise, la valeur d'usage — c'est-à-dire le contenu et la particularité naturelle de la marchandise — n'a pas d'existence proprement économique : sa forme déterminée en est la valeur d'échange. Le contenu extérieur à cette forme est indifférent : ce contenu ne représente aucun rapport social. Mais, ce contenu ne se rattache-t-il pas à tout un système de besoins et de production? La valeur d'usage n'intervient-elle pas dans la forme pour la déterminer économiquement, par exemple dans le rapport entre le capital et le travail? dans les différentes formes du travail, telles l'agriculture, l'industrie, et même la rente foncière? Les saisons n'ont-elles pas une influence sur le prix des matières premières, etc.? Si la valeur d'échange *seule* joue un tel rôle dans l'économie, comment se fait-il alors que des éléments liés uniquement à la valeur d'usage puissent plus tard y jouer un rôle, comme par exemple la matière première dans le capital, etc. Ne croit-on pas voir, chez Ricardo, la constitution physique de la terre tomber subitement des nues? (114). Ce rapport est contenu dans le mot *marchandise* (l'allemand *Güter* pourrait servir d'équivalent à *denrée,* en opposition à la marchandise). Le prix qui s'y attache semble n'être qu'une simple opération formelle, ce qui n'empêche aucunement la valeur d'échange d'être l'élément déterminant. Mais, il est évident que les choses ne cessent d'avoir une utilité simplement parce que l'échange domine. Encore que l'utilisation en reçoive une certaine orientation. Il convient naturellement d'analyser tout cela à propos de la valeur, et il ne faut imiter ni Ricardo qui en fait abstraction, ni le fade Say qui fait l'important en utilisant à tout propos le mot « d'utilité » (114*a*). Il importe surtout de montrer dans toute l'analyse dans quelle mesure la valeur d'usage, en tant que substance présupposée reste en dehors de l'économie et de ses catégories et dans quelle mesure elle y entre. *Cf.* la *Misère* à propos des fadaises de Proudhon (115). Il est certain, en tout cas, que dans l'échange (la circulation) nous avons la marchandise, valeur d'usage et prix; en dehors du prix il y a donc aussi l'objet du besoin; d'ailleurs, cela va de soi. Ces deux éléments entrent en relation mutuelle, mais la valeur d'usage particulière apparaît comme limite naturelle de la marchandise, et donc aussi de l'argent, c'est-à-dire de la valeur d'échange qui a une existence à part dans l'argent, existence formelle. L'argent lui-même est une marchandise : il a donc une valeur d'usage pour substance. (Marx.)

Quoi qu'il en soit, les marchandises n'ont d'intérêt que dans le rapport de la valeur d'échange (circulation simple), pour autant qu'elles ont une valeur d'échange. Par ailleurs, leur valeur d'échange n'a qu'un intérêt fugitif car elle n'abolit pas la valeur d'usage, mais l'unilatéralité qui n'est qu'un rapport avec l'individu déterminé utilisant directement la valeur d'usage. Bref, elle pose et médiatise la valeur d'usage pour autrui. Mais, pour autant que la valeur d'échange est fixée dans l'argent, la valeur d'usage n'est plus pour elle qu'un chaos abstrait.

C'est précisément en se séparant de sa substance que la valeur d'échange devient elle-même et tend à sortir de la sphère d'échange simple, dont le mouvement suprême est la circulation simple et l'ultime développement l'argent. Mais, au sein de cette sphère même, la différence n'est en fait que superficielle et de pure forme. L'argent lui-même, dans sa fixité la plus complète, reste toujours une marchandise et ne se distingue des autres que parce qu'il exprime *plus parfaitement* la valeur d'échange; mais, en tant que numéraire, il perd sa fonction immédiate de *valeur d'échange* et devient *simple* valeur d'usage, entre autres pour fixer le prix des marchandises. Ses fonctions se recouvrent encore directement, tout en étant déjà divisées. Quand chacune est autonome vis-à-vis de l'autre, *positive*, comme la marchandise devenant un objet de la consommation, elle cesse d'être un élément du procès économique; lorsqu'elle devient négative, comme dans l'argent, on tombe dans l'incohérence folle qui est, certes, un facteur de la production et détermine la vie pratique des peuples.

Nous avons déjà vu qu'il n'est pas possible d'affirmer que la valeur d'échange se réalise dans la circulation simple. En effet, la valeur d'usage ne lui fait pas encore face en étant déterminée par elle. La valeur d'usage n'est pas reliée à la valeur d'échange, elle ne devient valeur d'échange que parce qu'on impose à toute la communauté des valeurs d'usage un étalon qui leur est extérieur, le temps de travail. Leur unité se divise encore directement, et leur différence coïncide encore avec l'unité. Tout cela fait que la valeur d'usage ne se manifeste qu'au travers de la valeur d'échange, et que la valeur d'échange passe par la valeur d'usage. Dans la circulation monétaire, nous n'avions que les différentes formes de la valeur d'échange (prix de la marchandise —

argent) ou les différentes valeurs d'usage (marchandise — M) pour lesquelles l'argent — la valeur d'échange — n'était qu'une médiation fugitive. Il n'y existait pas de véritable connexion entre la valeur d'échange et la valeur d'usage. La marchandise proprement dite — sa particularité — était donc un contenu indifférent, purement fortuit et représenté en général, ce contenu étant extérieur au rapport formel et économique; ou bien ce rapport économique n'était que superficiel et de pure forme et se situait en dehors du domaine de la véritable substance, sans qu'il existât le moindre rapport entre eux. Si l'on veut donc conserver cette forme dans l'argent, celui-ci se transforme en sous-main en un produit naturel, en métal dans lequel s'efface même la dernière trace d'un lien avec l'individu ou d'un rapport entre individus. Même la forme monétaire disparaît en lui et, avec elle, le dernier indice de sa fonction sociale.

La valeur d'échange qui se tient devant la valeur d'usage proprement dite, comme l'autre face du rapport, prend la forme monétaire, mais cet argent qui lui fait alors face n'est plus simplement de la monnaie : c'est du *capital*. La valeur d'usage ou marchandise, faisant face à l'argent, a une forme et un contenu totalement indifférents : elle n'est qu'une substance quelconque en général. Elle diffère donc de celle qui fait face au capital, car 1° elle est une valeur d'usage pour le capital, c'est-à-dire un objet dont l'échange avec le capital ne fait pas perdre à celui-ci sa valeur, comme c'était le cas lorsque l'argent s'échangeait contre une marchandise déterminée. La seule utilité qu'un objet puisse avoir pour le capital, c'est de le conserver ou de l'accroître.

En analysant l'argent, nous avons vu que la valeur devenue autonome — ou la forme générale de la richesse — ne peut avoir qu'un mouvement quantitatif, il tend uniquement à s'accroître. Par nature, il est la quintessence de toutes les valeurs d'usage; mais, en tant que quantité déterminée d'argent (ici capital), ses limites quantitatives sont en conflit avec sa qualité. De par sa nature même, il tend donc à dépasser constamment ses propres limitations.

Etant richesse sous forme de jouissance, la valeur autonome déterminait, à l'époque impériale romaine par exemple, un gaspillage illimité : on cherchait à inclure la jouissance elle-même dans cette démesure imaginaire, en consommant par exemple des salades de perles, etc.

Pour la valeur qui tient sa valeur d'elle-même, l'accroissement coïncide donc, pour cette simple raison déjà, avec sa conservation; mais elle ne se conserve qu'en tendant constamment à dépasser sa limite quantitative qui est en contradiction avec sa forme et sa généralité immanente. L'enrichissement devient ainsi but en soi. L'activité du capital ne saurait avoir d'autre but que l'enrichissement, c'est-à-dire son agrandissement et son accroissement.

Une somme déterminée d'argent (pour son propriétaire, l'argent n'existe jamais que sous une quantité déterminée) peut être parfaitement suffisante pour obtenir un produit de consommation; mais elle ne suffit jamais comme représentant général de la richesse. Il convient d'analyser ce point dans le chapitre de l'argent.

En tant que somme quantitativement déterminée et donc limitée, il n'est qu'un représentant limité de la richesse générale, ou représentant d'une richesse limitée : son montant correspond à sa valeur d'échange et se mesure exactement d'après elle. L'argent n'a donc nullement la faculté qu'il devrait avoir de par sa définition, à savoir d'acheter toutes les marchandises, toutes les jouissances, la totalité des substances de la richesse : il n'est pas un « *précis de toutes les choses* » (Fr.), etc. En tant que richesse, forme générale de la richesse, valeur en soi, il a donc constamment tendance à dépasser ses limites quantitatives : processus illimité. Telle est exclusivement sa force vitale. Il ne se conserve qu'en se distinguant de la valeur d'usage, en étant valeur d'échange proprement dite et en se *multipliant constamment.*

Il devient diablement difficile à messieurs les économistes de passer en théorie de la conservation de la valeur dans le capital à sa multiplication, surtout lorsqu'ils donnent la définition fondamentale — et non fortuite — du capital. *Cf.* par exemple *Storch* qui introduit ce caractère fondamental du capital au moyen de la locution adverbiale « en effet » (116). Cependant, les économistes soulignent qu'il s'agit d'un trait fondamental dans le rapport du capital. Mais ils le font ou bien sous une forme brutale, en disant par exemple que le capital c'est ce qui rapporte du profit, et en faisant de l'augmentation du capital la forme économique particulière du profit; ou bien ils l'introduisent subrepticement, comme nous le verrons ultérieurement en passant en revue les définitions que les économistes donnent au

capital. Ainsi, ils nous racontent (117) que personne n'utiliserait son capital s'il n'en tirait profit, ce qui est une niaiserie, car c'est dire ou bien que les braves capitalistes resteraient des capitalistes même s'ils n'utiliseraient pas leur capital, ou bien, dans un langage que l'on savoure entre confrères, que par définition le capital est utilisé seulement en vue du profit. Fort bien! Mais encore faudrait-il le démontrer!

En tant que somme d'argent, l'argent est mesuré d'après sa quantité. Mais, le fait de le mesurer ainsi est en contradiction avec sa définition, à savoir qu'il tend nécessairement à l'infini. Tout ce qu'on dit ici de l'argent vaut à plus forte raison du capital, où l'argent trouve son ultime développement et son plein achèvement. La seule valeur d'usage qui puisse faire face au capital et le servir, c'est ce qui l'augmente, le multiplie et donc le conserve.

2° Par définition, le capital est argent, mais cet argent n'existe pas sous la forme simple de l'or et de l'argent, ni sous celle de la monnaie en opposition à la circulation, mais dans toutes les substances : marchandises.

Ainsi donc, le capital ne s'oppose pas à la valeur d'usage; au contraire, en dehors de la monnaie, il n'existe que dans les valeurs d'usage. Ses substances sont donc maintenant périssables et n'auraient pas de valeur d'échange, si elles n'avaient pas de valeur d'usage; mais, en tant que valeurs d'usage, elles perdent leur valeur et se dissolvent par la simple action naturelle, si on ne les utilise pas réellement.

A cet égard, le contraire du capital n'est donc pas la marchandise particulière, car elle ne s'oppose pas à lui puisque la substance du capital consiste précisément en la valeur d'usage; certes, il n'est pas telle ou telle marchandise, mais toute marchandise. Cette substance commune à toutes les marchandises n'est pas leur substance matérielle de caractère physique, mais leur substance commune de *marchandise,* c'est-à-dire de *valeur d'échange :* c'est qu'elles sont toutes du *travail objectivé* *.

Le seul travail qui se distingue dès lors du travail objectivé, c'est le travail *non objectivé* c'est-à-dire celui

(*) Si l'on veut dès lors chercher ce qui s'oppose à lui, ce ne peut être que cette substance économique (sociale) des valeurs d'usage, c'est-à-dire la détermination économique du contenu, à

qui est en train de s'objectiver, le *travail* sous sa forme *subjective*. On peut également opposer le *travail objectivé*, c'est-à-dire celui qui est *présent dans l'espace* en tant que *travail passé*, au travail *présent dans le temps*. Pour être présent dans le temps et vivant, il ne peut être qu'un *sujet vivant*, en existant comme faculté et possibilité, donc un *travailleur*. La seule *valeur d'usage* qui puisse constituer une opposition au capital, c'est donc le *travail* (et plus *précisément le travail créateur de valeur*, c'est-à-dire *productif*). Cette remarque, faite par anticipation, mérite d'être amplement développée, le moment venu.

Le travail consistant en un simple service destiné à satisfaire des besoins immédiats n'a rien à voir avec le capital, car le capital ne le met pas en œuvre. Lorsqu'un capitaliste fait couper du bois pour rôtir un mouton, non seulement le coupeur de bois, mais le capitaliste, a un rapport de simple échangiste.

Le coupeur de bois lui livre ses services — valeur d'usage — qui n'augmentent pas le capital, au contraire étant donné que celui-ci se consomme, puisque le capitaliste lui fournit en échange une autre marchandise, sous forme d'argent. Voilà ce qu'il en est des prestations de services que le travailleur échange directement contre l'argent d'autres personnes, et que celles-ci consomment.

Cette consommation du revenu fait toujours partie de la circulation simple, et non du capital.

Ces prestations de service n'entrent pas dans la catégorie du travail productif (à moins que l'un des contractants se tienne face à l'autre comme capitaliste). De la putain au pape, il y a toute une gamme de cette racaille. Même le sous-prolétariat honnête et « travailleur » en fait partie; par exemple les vastes bandes de voyous toujours prêts à offrir leurs services dans les villes portuaires, etc. Celui qui représente l'argent ne réclame le service que pour sa valeur d'usage qui disparaît directement pour lui, tandis que le voyou réclame l'argent. Etant donné que celui qui fournit l'argent recherche la marchandise, et celui qui fournit la marchandise l'ar-

---

la différence de la forme (celle-ci étant *valeur* parce qu'elle est une quantité déterminée de *travail*). Mais en ce qui concerne leurs différences naturelles, aucune d'elles n'interdit au capital de prendre place en elles, d'en faire son propre corps, car aucune d'elles n'exclut la détermination de la valeur d'échange et de la marchandise (Marx).

gent, ils représentent tout bonnement les deux côtés de la circulation simple. En tout cas, il est évident que le voyou qui n'en veut qu'à l'argent tout court, c'est-à-dire à la forme générale de la richesse, cherche à s'enrichir aux dépens de son ami improvisé, ce qui froisse d'autant plus celui-ci — dur calculateur — que le service, dont il a précisément besoin, ne saurait être attribué qu'à sa faiblesse humaine, car il ne le réclame nullement en qualité de capitaliste.

Pour l'*essentiel* et du point de vue de l'économie politique, la définition que donne A. Smith du travail *productif* et *improductif* est juste (118). Ce que lui opposent les autres économistes, c'est ou bien du radotage (particulièrement ennuyeux chez Storch et Senior (119), par exemple); ainsi chaque action a toujours, d'une façon ou d'une autre, quelque effet, bref ils confondent le produit au sens naturel et au sens économique : notre voyou est, lui aussi, un travailleur productif, parce qu'il produit indirectement des manuels de droit pénal (il est aussi juste de prétendre que le juge est un travailleur productif parce qu'il protège *contre* le vol)! Ou bien les économistes modernes sont devenus de tels sycophantes du bourgeois qu'ils essayent de lui faire accroire que c'est une activité productrice que de faire la chasse aux poux sur sa tête, ou de lui frotter la queue, parce que cela lui rafraîchit les idées et le dispose mieux pour le travail de bureau du lendemain.

Il est donc parfaitement exact — et en même temps symptomatique — que les économistes conséquents affirment que les travailleurs des branches de luxe, par exemple, sont productifs, bien que les drôles qui en consomment les produits puissent être traités carrément de gaspilleurs improductifs. Ces travailleurs sont effectivement productifs « dans la mesure où ils augmentent le capital de leur patron, improductifs pour ce qui est du produit de leur travail » (Angl.). En fait, ce travailleur ne s'intéresse pas plus à la merde qu'il est obligé de produire que son employeur capitaliste, lequel se fout éperdument de ce qu'il fabrique.

Mais voici, plus exactement, quelle est la véritable définition du travailleur productif : un homme qui n'a pas besoin de plus, et ne réclame pas davantage, qu'il n'en faut pour le mettre en état de procurer à son capitaliste le plus grand profit possible. (Tout cela ne tient

pas debout. C'est une digression, mais il faudra revenir en détail sur ce qui est productif et non productif.)

Les deux différents procès dans l'échange du capital et du travail. La valeur d'usage qui s'échange contre le capital entre ici dans la définition économique, etc.

Le *travail*, c'est la *valeur d'usage* faisant face au capital qui est sa valeur d'échange. Le capital s'échange, ou sous cette forme, il ne peut être qu'en relation avec du *non capital*, avec la négation du capital par rapport à quoi seul il s'affirme comme capital : le seul véritable non capital, c'est le *travail*.

Si nous considérons l'échange entre capital et travail, nous constatons qu'il se décompose en deux procès qui ne sont pas simplement formels, mais qualitativement différents, voire opposés :

1° L'ouvrier échange sa marchandise, le travail, valeur d'usage qui a un *prix* comme toutes les autres marchandises, contre une somme déterminée de valeurs d'échange, somme déterminée d'argent que le capital lui cède.

2° Le capitaliste reçoit en échange le travail, activité de valorisation, travail productif; autrement dit, il reçoit en échange la force productive qui conserve et multiplie le capital en devenant une force productive et reproductive, force du capital lui-même.

La coupure entre ces deux procès est évidente, puisqu'ils s'effectuent à des moments différents et ne coïncident aucunement. Le premier procès peut être achevé, et le plus souvent il l'est, avant que le second ne commence. Le second acte s'achève lorsque le produit est fini, mais le paiement du salaire ne peut attendre jusque-là (nous verrons que cela est un moment fondamental du rapport).

Dans l'*échange et la circulation simple*, ce double procès n'existe pas. Lorsque la marchandise **a** est échangée contre la marchandise **b**, et celle-ci ensuite contre la marchandise **c** destinée à la consommation (qui est le but primitif de l'échange de **a**), l'usage de la marchandise **c** — sa consommation — est extérieur à la circulation; il n'affecte en rien la forme du rapport et se situe au-delà de la circulation : c'est un intérêt tout à fait substantiel n'exprimant qu'un rapport naturel de l'individu A vis-à-vis de tel objet de ses besoins. La question de savoir ce qu'il va faire de la marchandise **c** n'est pas du ressort de l'économie.

Dans le rapport du capital, au contraire, *la valeur d'usage de la marchandise échangée contre de l'argent constitue un rapport économique particulier, et son utilisation bien déterminée représente le but ultime de ces deux procès. Ce qui distingue formellement l'échange entre capital et travail de l'échange simple, c'est que le premier contient deux procès différents.*

La différence entre le contenu de l'échange capital et travail et celui de l'échange simple (circulation) ne repose pas sur un rapport ni une comparaison extérieurs : c'est le second acte du procès qui distingue surtout le premier du second. En effet, dans le rapport du capital, le premier acte se distingue du second qui est un procès particulier de l'appropriation du travail par le capital : c'est lui qui constitue la différence entre l'échange du capital et du travail et l'échange où l'argent sert de médiateur entre les marchandises. *Dans l'échange du capital et du travail, le premier acte correspond tout à fait à l'échange tel qu'il se pratique dans la circulation ordinaire ; le second acte est un procès qualitativement distinct de l'échange, et c'est abusivement qu'on le qualifie de tel.* Il s'oppose directement à l'échange : c'est une catégorie fondamentalement différente.

Capital et propriété foncière moderne. — Wakefield. Le CAPITAL :

I. — *Formules générales :* 1° *a*) Devenir du capital à partir de l'argent; *b*) capital et travail (par l'intermédiaire du travail *étranger*); *c*) les éléments du capital analysés dans leur rapport au travail (produit, matière première, instrument de travail). 2° *Division du capital : a*) capital circulant, capital fixe, rotation du capital. 3° *Eléments particuliers du capital :* capital et profit; capital et intérêt. Le capital en tant que valeur, distinct de la forme qu'il revêt en tant que profit et intérêt.

II. *Formes particulières :* 1° Accumulation des capitaux; 2° concurrence entre les capitaux; 3° concentration des capitaux (différence à la fois quantitative et qualitative du capital, comme *mesure* de sa grandeur et *de son action* *.

(*) Passage barré : *b*) Le capital en tant que crédit; *c*) Le capital par actions; *d*) Le marché monétaire; 2. Le capital qui détermine les prix.

III. *Détails :* 1° Le capital sous forme de crédit; 2° le capital sous forme de capital par actions; 3° le capital sous forme de marché monétaire. Dans le marché monétaire, le capital devient une totalité : il y *détermine les prix,* il y *offre le travail,* il y *règle la production,* bref il y est *source de production;* mais le capital ne s'y produit pas seulement lui-même (matériellement, par l'industrie, etc. en fixant les prix, en développant les forces productives), mais encore les valeurs, car il lui faut poser une forme de richesse ou une valeur spécifiquement distincte du capital : la *rente foncière.* C'est la seule valeur que le capital crée à partir de lui-même : elle diffère de sa propre production. Tant par sa nature que par l'histoire, le capital *crée* la propriété et la rente foncières modernes : son action dissout donc parallèlement les anciennes formes de la propriété foncière. La nouvelle forme surgit à la place de l'ancienne par suite de l'action du capital. En ce sens, le capital est père de l'agriculture moderne. Les rapports économiques de la propriété foncière moderne représentent un procès : rente foncière - capital - travail salarié (on peut l'inverser aussi : travail salarié - capital - rente foncière; mais, toujours, c'est le capital qui est l'intermédiaire actif). Nous avons ainsi la structure interne de la société moderne, le capital étant posé dans la totalité de ses rapports.

Mais on peut se demander maintenant comment s'effectue le passage de la propriété foncière au travail salarié? La transition du travail salarié au capital va de soi, ce dernier revenant simplement à sa source active. Historiquement, le passage ne prête à aucune contestation. On le trouve déjà dans le fait que la propriété foncière est le produit du capital. L'action du capital sur les formes antiques de la propriété foncière a suscité partout le développement de la rente en argent (la même chose se produit, quoique sous une forme différente, là où se développe le paysan moderne); ensuite, l'agriculture exploitée par le capital se transforme en agronomie moderne, les colons, les serfs, les paysans corvéables, les métayers, et les tenanciers étant devenus des journaliers salariés; bref, le *travail salarié* dans sa totalité se développe grâce à l'action du capital sur la propriété foncière; enfin, lorsque cette dernière a pris une forme élaborée, le propriétaire foncier lui-même poursuit cette action. Il procède alors lui-même au *nettoyage,* selon le mot de Steuart, c'est-à-dire qu'il débarrasse la campagne

des bouches inutiles, arrache les enfants de la terre au sein maternel, où ils ont grandi, transformant ainsi l'agriculture qui, de par sa nature, apparaît comme source des subsistances immédiates en source de subsistances médiatisées et dépendantes des rapports sociaux. (Cette interdépendance doit se dégager d'abord dans toute sa pureté avant qu'on ne puisse penser à une véritable communauté sociale : toutes les conditions doivent découler de la société et ne plus être déterminées par la nature.)

C'est alors seulement que devient possible l'application de la science et le plein développement des forces productives. Il ne peut donc subsister de doute : dans sa forme, *classique, le travail salarié* imprègne la société dans toute sa largeur et, comme fondement de l'activité sociale, se substitue à la terre à partir du moment où est créée la propriété foncière moderne, c'est-à-dire où la propriété foncière est produite en tant que valeur par le capital. C'est pourquoi la propriété foncière se ramène elle aussi au travail salarié. En un sens, c'est tout bonnement le transfert du travail salarié des villes à la campagne; autrement dit, la diffusion du travail salarié sur toute la surface de la société.

S'il est riche, l'ancien propriétaire terrien n'a pas besoin du capitalisme pour devenir propriétaire foncier moderne. Il lui suffit de transformer ses ouvriers en salariés, et de produire en vue du profit et non du revenu. Le fermier et le propriétaire foncier modernes sont alors englobés dans sa personne. Mais il ne s'agit pas pour autant d'une indifférence formelle, en ce sens qu'il perçoit simplement son revenu sous une autre forme ou qu'il paye ses ouvriers en argent : tout cela implique un *bouleversement complet du mode de production* (agricole) ainsi qu'un certain développement de l'industrie, du commerce et de la science, bref des forces productives.

De même, la production fondée sur le capital et le salariat ne se distingue pas seulement de par la forme des autres modes de production : elle présuppose une révolution totale et le développement de la production matérielle. Sous forme de capital marchand, le capital peut certes se développer entièrement (sauf pour ce qui est de la quantité) sans modifier la propriété foncière, — mais ce n'est pas le cas du capital industriel. Le développement de la manufacture suppose déjà que les anciens rapports économiques de la propriété foncière commen-

cent à se désagréger. Au demeurant, l'industrie moderne doit avoir atteint un certain degré de développement pour qu'une nouvelle forme remplace, dans sa totalité et dans sa largeur, les petites unités de production éparpillées et dissoutes. Ce processus est alors d'autant plus rapide qu'une agriculture moderne et les formes de propriété et rapports économiques correspondants se sont développés. C'est pourquoi l'Angleterre est le pays modèle de tous les autres pays continentaux.

De même, la première forme de l'industrie — la grande manufacture — implique déjà la dissolution de la propriété foncière, mais cette dernière est déterminée par un certain développement, même peu élaboré (moyen-âgeux) du capital dans les villes, et par l'action de la manufacture qui s'épanouit à partir du commerce avec l'extérieur (la Hollande agit de la sorte sur l'Angleterre au XVI^e siècle et dans la première moitié du XVII^e). Dans ces pays, le processus était déjà engagé, l'agriculture était sacrifiée à l'élevage du bétail et l'on se procurait le blé de pays arriérés, tels que la Pologne, au moyen d'importations (encore la Hollande).

Il est évident que les forces productives et les rapports de production nouveaux ne sont pas surgis du *néant*, ni du sein de l'Idée se posant elle-même : ils se sont développés sur la base d'une production déjà existante et en opposition à des rapports de propriétés traditionnels solidement enracinés. Dans la société bourgeoise achevée, chaque rapport économique en suppose un autre sous sa forme bourgeoise et économique, l'un conditionnant l'autre, comme c'est le cas de tout système organique. Ce système organique lui-même, dans son ensemble, a ses présuppositions propres, et son développement total implique qu'il se subordonne tous les éléments constitutifs de la société ou qu'il crée à partir de lui-même les organes qui font encore défaut. C'est ainsi qu'il devient historiquement une totalité. Le devenir vers cette totalité constitue un élément de son processus, de son développement.

Par ailleurs, à partir du moment où, au sein de la société, les rapports de production modernes, c'est-à-dire le capital, se sont développés en une totalité, et que cette société s'est emparée de tout le terrain, en s'étendant par exemple jusqu'aux colonies, on constate que son représentant, c'est-à-dire le capitaliste, cesse de considérer son capital comme tel en dehors du travail

salarié; il sait, en outre, que l'une des présuppositions du capital n'est pas la propriété foncière en général, mais moderne; or, cette propriété foncière, en tant que rente capitalisée, doit être d'un prix élevé afin d'exclure toute utilisation immédiate du sol par les producteurs. C'est la théorie de la colonisation de *Wakefield*, suivie dans la pratique par le gouvernement anglais en Australie. La propriété foncière subit ici un renchérissement artificiel dans le but évident de transformer les travailleurs en salariés, de faire fonctionner le capital en tant que tel et de rendre *productive* la nouvelle colonie en y développant la richesse, au lieu de l'utiliser, comme en Amérique, à la fourniture occasionnelle de travailleurs salariés. La théorie de Wakefield est d'une importance primordiale, car elle permet de bien comprendre la propriété foncière moderne.

En créant la rente foncière, le capital se remet donc à produire du travail salarié, qui est sa base productive générale. Le capital est issu de la circulation et implique le travail salarié : c'est alors qu'il se développe en une totalité, et pose la propriété foncière à la fois comme sa condition et son antagonisme. Mais, il se révèle que, ce faisant, il crée uniquement le travail salarié comme sa base générale. Il faut donc le considérer à part.

Au reste, la propriété foncière moderne se manifeste de la manière la plus frappante dans le procès de l'accaparement des terres par les grands propriétaires et dans celui de la transformation du cultivateur en ouvrier salarié (120). Il y a donc un double passage au travail salarié. Tel en est le côté positif. Il devient négatif, lorsque, ayant posé la propriété foncière, le capital a atteint son double but : 1° l'agriculture industrielle, c'est-à-dire le développement des forces productives de la terre; 2° le travail salarié, c'est-à-dire la domination générale du capital sur la campagne. C'est pourquoi, il considère l'existence de la propriété foncière moderne comme un développement indispensable, quoique purement transitoire, de l'action du capital sur les anciens rapports de propriété foncière en dissolution. Car, sitôt ce but atteint, elle n'est plus qu'une entrave au profit, alors qu'elle n'est pas une nécessité pour la production. Il cherche donc à dissoudre la propriété foncière, sous sa forme privée en demandant son transfert à l'Etat. Tel est le côté négatif.

Toute la société tend à se transformer en capitalistes

et en salariés. Lorsque le capital — et avec lui, le salariat — en est arrivé à ce point, il cherche d'une part à éliminer le propriétaire foncier, jugé superfétatoire, au même titre que le bourgeois, en vue de simplifier les rapports sociaux et d'alléger le fardeau des impôts, etc.; d'autre part, pour échapper au travail salarié et devenir producteur indépendant — pour l'usage immédiat —, il réclame le morcellement de la grande propriété foncière.

La propriété foncière est donc niée de deux côtés à la fois par le capital qui ne vise qu'un changement de forme, afin de parvenir à une domination sans partage. (C'est la revendication de la rente foncière convertie en rente générale de l'Etat (impôt) : la société bourgeoise reproduit, bien que d'une autre manière, le système moyenâgeux, tout en le niant). Sa négation par le salariat n'est qu'une opposition voilée au capital, et donc aussi au système salarié. Mais, considérons cette négation comme une revendication autonome vis-à-vis du capital. La transition sera double : 1° positive, on dépassera la propriété foncière moderne ou on passera, grâce à la propriété foncière moderne, du capital au système du salariat pour tous; 2° *négative,* la propriété foncière est niée par le capital, c'est la négation de la valeur autonome produite par le capital; autrement dit, la négation du capital par lui-même. Or, sa négation, c'est le *travail salarié.* Ensuite, négation de la propriété foncière et — par son intermédiaire — négation du capital de la part du salariat, c'est dire que le travail salarié s'efforce de se rendre indépendant.

Le *marché* qui, au commencement de l'économie, apparaît comme une notion abstraite, prend des formes achevées. Il y a d'abord le *marché monétaire,* qui embrasse les changes et en général les prêts, c'est-à-dire le commerce de l'argent et le marché des *métaux précieux.* En tant que *marché monétaire de prêt,* il comprend ainsi d'une part les banques d'escompte dont les opérations s'étendent au *marché de l'emprunt,* courtiers de change, etc. et le marché de tous les *effets portant des intérêts :* fonds d'Etat et *marché des valeurs.*

Le marché des valeurs se divise en groupes importants : d'abord les effets des instituts monétaires; valeurs bancaires, valeurs du capital bancaire. Les valeurs des moyens de communication (les *actions des chemins de fer* en sont les plus importantes); actions des canaux, de

la navigation à vapeur, des télégraphes et des autobus; actions des entreprises industrielles générales (les actions des mines en sont les principales). Puis, en ce qui concerne l'énergie (actions du gaz, de l'eau) et mille autres sous la rubrique « divers ». Pour la *conservation des marchandises* (valeur des entrepôts, etc.). *Divers* jusqu'à l'infini : entreprises par actions dans l'industrie et le commerce. Enfin, pour garantir le tout, les *actions des assurances* de toutes sortes.

L'ensemble du marché se subdivise en *marché intérieur et marché extérieur,* le marché intérieur se décomposant en marché pour les actions intérieures, fonds national, etc., et le marché des fonds étrangers, des valeurs étrangères, etc. Tout cela entre dans l'analyse du marché mondial, qui n'est pas seulement la connexion entre le marché intérieur et tous les autres qui seraient les marchés extérieurs, mais encore le marché intérieur de tous les pays.

Le marché monétaire se concentre en un point, tandis que tous les autres marchés se subdivisent conformément à la division du travail dans le pays : cependant ces derniers peuvent se concentrer dans la capitale, surtout si c'est un port d'exportation.

En dehors du marché monétaire, il y a des marchés aussi divers et nombreux que les produits et les branches de production. Les principaux se forment dans les centres orientés vers l'exportation ou l'importation, drainant une production déterminée ou reliant d'autres centres exportateurs. En dépit de leurs différences, on peut les grouper selon les éléments fondamentaux qui constituent le capital : marché des produits et marché des matières premières. L'instrument de production ne représente pas à proprement parler de marché particulier; on le trouve essentiellement aux côtés des matières premières, vendues en tant qu'instrument de production, et plus particulièrement aux côtés des métaux du fait que ceux-ci ne peuvent être utilisés directement, et aux côtés de produits tels que le charbon, l'huile, les substances chimiques et autres auxiliaires de la production qui sont destinées à disparaître. De même, les couleurs, le bois, les drogues, etc. Ensuite :

I. — *Les produits.*

1° Le *marché des céréales* avec toutes ses subdivisions, par exemple le marché des semences : riz, tapioca,

pommes de terre, etc. Très important du point de vue économique, car c'est un marché aussi bien pour la production que pour la consommation directe. 2° Le *marché des produits coloniaux :* café, thé, cacao, sucre, épices (poivre, tabac, piments, cannelle, cassier, clous de girofle, macis, muscade etc.). 3° Les *fruits :* amandes, groseilles, figues, prunes, mirabelles, raisins, oranges, citrons, etc.; mélasses (pour la production, etc.). 4° Les provisions : beurre, fromages, jambon, lard, porc, bœuf (fumé), poissons, etc. 5° Les spiritueux : vins, rhums, bières, etc.

B. *Produits bruts.* 1° *Les matières premières de l'industrie mécanique.* Lin, chanvre, coton, soie, laine, peaux, cuir, gutta-percha, etc. 2° *Les matières premières de l'industrie chimique :* potasse, salpêtre, térébenthine, nitrate de soude, etc.

C. *Les matières premières servant aussi d'instruments de production :* les *métaux* (cuivre, fer, étain, zinc, plomb, acier, etc.); le *bois,* bois d'œuvre, bois de campêche, bois de construction navale, etc.

D. *Les moyens de production accessoires et matières premières :* produits pharmaceutiques et colorants (cochenille, indigo, etc., goudron, talc, huiles, charbons, etc.). Chacun de ces produits doit naturellement trouver un débouché sur le marché; on ne trouve cependant de grands marchés, distincts du commerce de détail, que pour les grands produits de consommation (seuls ont une importance économique, le marché des céréales, du thé, du sucre, du café — et dans une certaine mesure le marché du vin et des spiritueux en général —, ou les marchés constitués par les matières premières pour l'industrie : marché de la laine, de la soie, du bois, des métaux, etc.) (120*a*). Nous verrons par la suite où il convient de placer la catégorie abstraite du marché.

Echange entre le capital et le travail. Salaire aux pièces. — Valeur de la force de travail. — La participation du salarié à la richesse générale est uniquement déterminée de manière quantitative. — L'équivalent de l'ouvrier : l'argent. Il fait donc face au capital à titre d'égal. — Mais le but de son échange est la satisfaction de ses besoins. Pour lui, l'argent est simple moyen de circulation. — *Epargne, abstinence comme moyen d'enrichissement du travailleur. — Absence de valeur de l'ouvrier et dévalorisation de sa force de travail : conditions du capital.*

Il y a simple échange entre l'ouvrier et le capitaliste. Chacun obtient un équivalent : pour le premier, c'est l'argent, pour le second, c'est une marchandise (dont le *prix* correspond exactement à la somme d'argent qui est payée pour elle).

Ce que le capitaliste obtient dans ce simple échange, c'est une valeur d'usage; la faculté de disposer du travail d'autrui. L'ouvrier apparaît donc comme un vendeur lorsqu'il échange ses services, mais il est *évident* que la forme et la destination du rapport ne l'intéresse pas plus que l'emploi que l'acheteur fera de sa marchandise. L'ouvrier se comporte exactement comme le vendeur d'une quelconque valeur d'usage. Pourtant ce que l'ouvrier vend, c'est la disposition de son travail qui est bien déterminé et implique une certaine habileté, etc.

Ce que le capitaliste fait de ce travail est tout à fait indifférent, bien qu'il ne puisse l'utiliser qu'en fonction de sa nature spécifique, et qu'il n'en dispose que pour un objet et un temps *déterminés* (tant et tant d'heures). Le système du travail payé aux pièces introduit cependant l'apparence d'une certaine participation de l'ouvrier au produit. Mais, ce n'est qu'une autre manière de mesurer le temps (au lieu de dire : tu travailles pendant 12 heures, on dit : tu auras tant par pièce; mais cela revient à mesurer le temps que tu mets à produire ce nombre de pièces). Mais cela ne concerne pas le rapport général du salariat.

L'échange serait tout aussi achevé, si le capitaliste se contentait de la simple faculté de disposition, sans faire travailler réellement l'ouvrier; par exemple, s'il voulait tenir son travail en réserve ou retirer à ses concurrents la faculté d'en disposer (certains directeurs de spectacles engagent ainsi des chanteuses pour toute une sai-

son, non pour les produire sur scène, mais pour les empêcher de travailler sur une scène concurrente).

Avec l'argent perçu, l'ouvrier obtient une valeur d'échange, une certaine quantité de la forme générale de richesse. Cette somme d'importance variable lui permet de participer plus ou moins à la richesse générale. La façon dont est calculée la quantité d'argent qu'il touche dépend si peu du rapport général qu'on ne saurait l'analyser dans ce cadre. En général, la valeur d'échange de la marchandise n'est pas déterminée par l'usage qu'en fait l'acheteur, mais par la quantité de travail matérialisé en elle, c'est-à-dire, ici, par la quantité de travail qu'il faut pour produire l'ouvrier. En effet, la valeur d'usage qu'il offre existe uniquement comme faculté et capacité de son organisme : elle n'a pas d'existence en dehors de lui. C'est donc en lui qu'est matérialisé le travail nécessaire à la conservation et au développement de la substance qui renferme sa capacité particulière de travail, c'est-à-dire de lui-même. Ce travail matérialisé dans l'ouvrier mesure en général la quantité de valeur — somme d'argent — qu'il touchera dans l'échange. Nous n'avons pas à analyser davantage ici la manière dont on mesure le salaire : pour toutes les autres marchandises, on tient compte du temps de travail nécessaire à leur production (dans notre cas, pour produire l'ouvrier en tant que tel).

Si, dans la circulation, j'échange une marchandise contre de l'argent, et j'achète avec celui-ci la marchandise qui doit satisfaire mon besoin, l'acte est terminé. C'est vrai aussi de l'ouvrier, sauf qu'il a la possibilité de recommencer aussitôt le cycle, car son organisme est la source d'où jaillit sans cesse sa valeur d'usage après chaque utilisation : elle est donc toujours là, prête à recommencer l'échange avec le capitaliste.

Comme n'importe quel autre sujet entrant dans la circulation, l'ouvrier possède une valeur d'usage qu'il échange contre de l'argent, forme générale de la richesse; mais, il convertit son argent uniquement en marchandises consommées immédiatement pour satisfaire ses différents besoins.

Après avoir échangé cette valeur d'usage contre la forme universelle de la richesse, il jouit lui aussi de la richesse universelle dans les limites de son équivalent, — comme dans tout échange, les limites quantitatives se transforment en limites qualitatives. Néanmoins, l'ou-

vrier n'est pas lié à des objets particuliers, ni à un mode spécifique de satisfaction de ses besoins. Il n'est pas exclu qualitativement — mais quantitativement — de la sphère des jouissances. C'est ce qui le distingue de l'esclave, du serf, etc. La consommation agit certes à son tour sur la production. Mais, dans l'échange, elle ne touche pas plus l'ouvrier que les autres vendeurs de marchandises, puisqu'elle se passe en dehors du rapport économique, ce qui est normal au niveau de la circulation simple, où il se trouve ici engagé.

On peut cependant, dès maintenant, faire la remarque suivante : étant relative, la limite quantitative — et non qualitative — de ce que les ouvriers touchent, en tant que consommateurs, dans la sphère des jouissances leur confère un tout autre poids dans la production que n'en avaient les travailleurs de l'antiquité, du moyen âge ou de l'Asie d'hier et d'aujourd'hui.

Dans l'analyse ultérieure du capital, il faudra examiner de plus près le rapport entre la consommation et la production. Mais, comme nous l'avons dit, cela ne fait pas partie de la question étudiée ici.

Dans l'échange, l'ouvrier touche l'équivalent en argent, sous forme de richesse générale : il est — du moins *en apparence* — l'égal du capitaliste, comme c'est le cas de tous les échangistes. En fait, cette égalité est déjà rompue, puisque cet échange, apparemment si simple, implique au préalable, le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste, c'est-à-dire une valeur d'usage spécifiquement différente de la valeur d'échange et opposée à la valeur en tant que telle. C'est dire qu'ils se tiennent par avance dans un rapport économique tout différent, extérieur à celui de l'échange, qui, par définition, est indifférent à la nature particulière de la valeur d'usage des marchandises échangées. Néanmoins, cette apparence existe comme illusion du côté de l'ouvrier et, dans une certaine mesure aussi, de l'autre côté : elle modifie considérablement l'attitude des travailleurs modernes par rapport à celle des travailleurs de tous les autres modes de la production sociale.

En réalité pourtant, l'essentiel c'est que l'échange ait pour but la satisfaction des besoins de l'ouvrier. Ce n'est pas la valeur d'échange en tant que telle qui détermine l'échange, mais la satisfaction de ses besoins. Il obtient certes de l'argent, mais celui-ci est du simple numéraire, c'est-à-dire un intermédiaire purement évanescent.

Ce qu'il recherche dans cet échange, ce n'est donc pas la valeur d'échange, ni la richesse, mais les moyens de subsistance et les denrées indispensables à la conservation de son organisme et à la satisfaction de ses besoins physiques, sociaux, etc. C'est un certain équivalent en denrées alimentaires, travail objectivé, mesuré d'après les coûts de production de son travail. Ce qu'il cède, c'est la disposition de son travail.

Au demeurant, il est vrai que le numéraire devient argent, même à partir de la circulation simple : ce numéraire obtenu dans l'échange, l'ouvrier peut le transformer en argent, si, au lieu de l'utiliser comme moyen d'échange éphémère, il l'accumule, c'est-à-dire le retire de la circulation et le garde en réserve, sous la forme générale de la richesse. En ce sens, on pourrait donc affirmer que dans l'échange de l'ouvrier avec le capital, son objet — et donc aussi le produit qu'il obtient par l'échange — n'est pas une valeur d'usage — moyen de subsistance —, mais la richesse — valeur d'échange proprement dite.

On sait que la seule manière de *saisir* la richesse comme valeur, c'est de retirer le *produit de la circulation simple* où s'échangent les équivalents. L'ouvrier ne peut donc faire de son *produit* une valeur d'échange que s'il sacrifie la satisfaction substantielle de ses besoins à la *forme* de la richesse; c'est-à-dire, s'il pratique l'abstinence, fait des économies et rogne sur sa consommation en retirant plus de *denrées* de la circulation qu'il ne lui en donne. C'est le seul moyen de s'enrichir sur la base de la circulation.

L'abstinence pourrait prendre une forme encore plus active, mais ne reposerait plus sur la circulation simple, s'il sacrifiait davantage son temps de repos, et donc sa vie en dehors du travail, en opérant le plus possible comme ouvrier, c'est-à-dire en renouvelant plus souvent l'acte de l'échange ou en donnant plus de tension à son travail par un *zèle* accru. C'est pourquoi, le capitaliste demande dans la société actuelle que l'ouvrier — et non le capitaliste — fasse du zèle, et se mette à *épargner* en pratiquant l'*abstinence*. La société actuelle formule donc cette revendication paradoxale : doit pratiquer l'abstinence celui qui ne s'enrichit pas pour autant, celui pour qui l'objet de l'échange est la denrée alimentaire.

L'illusion selon laquelle le capitaliste est devenu capitaliste en s'abstenant est une idée et une exigence qui

peuvent à la rigueur avoir un sens à l'aube des temps modernes, lorsque le capital se développe à partir des rapports féodaux : tous les économistes tant soit peu conséquents l'admettent volontiers, de nos jours (121). L'ouvrier doit faire des économies, et l'on fait grand bruit autour des caisses d'épargne, etc. (Les économistes reconnaissent eux-mêmes, au sujet de ces dernières, que leur véritable but n'est pas d'enrichir, mais d'étaler et de répartir plus rationnellement les dépenses pour éviter, lorsque survient l'âge, la maladie, la crise, etc., que ces ouvriers soient à la charge des maisons de pauvres, de l'Etat, ou réduits à la mendicité; en un mot, qu'ils soient à la charge de la classe ouvrière et non des capitalistes, c'est-à-dire qu'ils végètent avec leurs propres moyens et qu'ils économisent pour les capitalistes, ces derniers bénéficiant ainsi d'une diminution des coûts de production des ouvriers.)

Notons encore : ce que l'ouvrier peut individuellement réaliser, ou réalise, pour dépasser sa condition, à la différence de son *espèce*, ne peut que constituer une exception et non une règle, parce que ce n'est pas caractéristique de son état. Nul économiste ne peut nier que si les ouvriers, en *règle* générale, suivaient ces mots d'ordre, ils devraient utiliser des moyens qui iraient à l'encontre du but proposé. En effet, ils causeraient tout d'abord un préjudice — énorme — à la consommation générale, et donc ainsi à la production et à la masse de leurs échanges avec le capital, c'est-à-dire à eux-mêmes; ils seraient dégradés au niveau des Irlandais, c'est-à-dire de salariés pour lesquels le minimum des besoins et des moyens de subsistance a été réduit au niveau de la bête, cependant qu'il représente le seul objet et le seul but de leur échange avec le capital. En se fixant pour but la richesse et non les valeurs d'usage, ils en viendraient donc à manquer et de cette richesse et de ces valeurs d'usage.

En règle générale, si l'ouvrier fait le maximum de zèle et de travail en même temps qu'il restreint sa consommation au minimum, c'est-à-dire s'il s'abstient le plus possible et ne cherche qu'à faire de l'argent, il touchera un minimum de salaire pour un maximum de travail. Il déprimerait, par ses propres efforts, le *niveau* général du coût de production de son propre travail, et donc le prix qu'il en obtient en général. C'est par exception seulement qu'un ouvrier pourra, à force de volonté, de tra-

vail, d'endurance, d'avarice, etc. transformer sa valeur en argent : il sera une exception eu égard à sa classe et aux conditions de vie générales de celle-ci.

Dans l'industrie moderne, et surtout dans les branches les plus importantes et les plus développées de la production, le zèle ne dépend guère de la volonté des ouvriers. Cependant, si tous les ouvriers, ou la plupart d'entre eux, faisaient le maximum de zèle, ils n'augmenteraient pas la valeur de leur propre marchandise, mais sa quantité, c'est-à-dire le rendement qu'on exige d'eux en tant que valeur d'usage. S'ils économisaient tous, les salaires ne tarderaient pas à être ramenés au niveau adéquat, par une réduction générale, car les capitalistes s'apercevraient que les salaires sont en général trop élevés, que les ouvriers touchent plus que l'équivalent pour leur marchandise et disposent de plus de travail qu'ils n'en fournissent. On sait que les ouvriers sont engagés dans l'échange simple avec le capitaliste; or, par définition, on ne peut mettre plus dans la circulation qu'on n'en retire, de même qu'on ne peut en retirer plus qu'on n'y a mis. Tel ouvrier ne dépasse, par son zèle, le niveau de vie ouvrier que si tel autre, plus paresseux, se situe au-dessous de lui : il ne peut économiser que si et parce qu'un autre gaspille. Le maximum qu'il obtiendra, en moyenne, avec ses économies, c'est de mieux supporter les oscillations des prix — hauts et bas de la circulation — c'est-à-dire un équilibre plus adéquat de ses jouissances, mais ce n'est pas la richesse.

A proprement parler, c'est une revendication favorable aux capitalistes : les ouvriers doivent mettre suffisamment de côté pendant les périodes de bonnes affaires pour subsister, tant bien que mal lorsqu'elles sont mauvaises, pour tenir lorsque les *heures de travail diminuent* et les salaires baissent, etc. (S'ils avaient économisé, ils baisseraient plus encore.) Au fond, cela revient à leur demander de rester toujours au minimum des jouissances de la vie et d'aider les capitalistes à surmonter les crises, etc. Ce serait se comporter comme de simples machines de travail et payer de sa poche *les frais d'entretien et de réparation* (122) (Angl.). Dès lors, ils seraient ravalés au niveau animal, et il leur serait impossible d'espérer même acquérir, par leurs efforts, la richesse sous sa forme universelle de monnaie, d'argent amassé. Tout au contraire, la participation de l'ouvrier à des jouissances plus élevées, voire d'ordre intellectuel, l'agi-

tation pour ses intérêts propres, la presse et les conférences, l'éducation de ses enfants, le développement de ses goûts, etc., bref la seule participation possible à la civilisation, — par quoi il se distingue de l'esclave —, tout cela n'est possible économiquement que s'il accroît la sphère de ses jouissances quand les affaires prospèrent, c'est-à-dire lorsqu'on lui dit d'économiser.

Au reste, s'il économise de manière ascétique, il crée des primes pour le sous-prolétariat et pour les voyous, qui augmenteraient proportionnellement à la demande. S'il place ses économies dans ces tirelires que sont les Caisses d'Epargne officiellement créées pour lui, il touchera un minimum d'intérêt afin que les capitalistes puissent en tirer le maximum de bénéfice ou que l'Etat s'en gave, augmentant ainsi la puissance de ses ennemis en même temps que sa propre dépendance à leur égard. S'il veut conserver et faire fructifier ses économies en les déposant à la banque, il risque de les perdre en temps de crise alors qu'en période de prospérité il aura renoncé à jouir de la vie pour accroître la domination du capital : quoi qu'il fasse, il économisera non pas pour lui, mais *pour* le capital.

Mais, tout cela n'est, au fond, qu'une hypocrisie des bourgeois « philanthropes » qui nourrissent l'ouvrier de « pieux désirs » (122*a*). Chaque capitaliste demande certes à ses ouvriers d'économiser, mais il ne s'adresse alors qu'aux *siens*, parce que ce sont eux qui lui font face. Pour rien au monde, il ne s'adressera au reste de la *classe des ouvriers*, car ce sont des consommateurs pour lui. En dépit de ces « pieuses » paroles, il s'efforcera donc par tous les moyens possibles de les stimuler à la consommation, en parant ses marchandises de charmes nouveaux, en cherchant à convaincre les travailleurs qu'ils ont des besoins nouveaux, etc. Cet aspect du rapport entre le capital et le travail est un élément fondamental de civilisation : c'est à la fois la justification historique et la source de la puissance actuelle du capital.

L'analyse du rapport entre la production et la consommation a sa place dans le chapitre *du capital et du profit*, etc., ou encore *de l'accumulation et de la concurrence des capitaux*.

Mais toutes ces considérations sont purement exotériques : nous les examinons uniquement pour montrer que les phrases de l'hypocrite philanthropie bourgeoise

sont contradictoires dans les termes, et confirment justement ce qu'elles veulent réfuter, à savoir que l'échange de l'ouvrier avec le capital fait partie de la circulation simple, autrement dit l'ouvrier n'y reçoit pas une richesse, mais seulement des moyens de subsistance, utilisés pour sa consommation immédiate. On voit que leur formule est en contradiction avec le rapport réel.

Récemment, on a lancé avec beaucoup de fatuité le mot d'ordre d'une certaine participation des ouvriers au profit : nous en parlerons dans la section du *salaire*. Les *primes particulières* n'atteignent leur but que comme exception à la règle; elles ne servent en fait qu'à acheter tel ou tel contremaître, etc. dans l'intérêt du patron *contre* l'intérêt de sa classe, ou elles s'appliquent à des commis, etc., bref, à des individus qui ne sont plus de *simples ouvriers* et ne participent donc pas au rapport général. C'est, enfin, un procédé spécial pour escroquer les ouvriers en *retenant* une *partie de leur salaire* sous la forme précaire d'un profit lié à la marche des affaires (123).

La simple réflexion montre que les économies de l'ouvrier sont un pur produit de la circulation, c'est-à-dire de l'argent mis de côté pour être réalisé tôt ou tard en utilités, richesse de contenu substantiel.

Si c'était du capital, l'argent amassé devrait acheter du travail et l'employer comme valeur d'usage. Ce serait supposer que le travail n'est pas du capital, et que le travail est devenu son contraire : du non travail.

En fait, pour qu'il puisse se transformer en capital, le travail doit faire face au capital en tant que non capital; bref, l'antagonisme aboli à un point doit se reproduire à un autre.

Enfin, le travail ne ferait plus face au capital comme travail et non capital, mais comme capital dès lors que, dans l'échange, l'objet et le *produit* de l'ouvrier ne sont pas des valeurs d'usage, des moyens de subsistance pour satisfaire un besoin immédiat, bref un simple retrait de ce qui a été introduit dans la circulation, toutes choses qui se détruisent au cours de la consommation. Or nous savons que le produit de la consommation ne peut être autre chose.

Mais, le capital ne peut se faire face à lui-même; il doit avoir devant lui du travail, puisque le capital est, par définition, du non travail, et un rapport antagonique; sinon, la notion et le rapport du capital seraient détruits.

Nous ne cherchons pas du tout à nier qu'il existe des cas où des propriétaires travaillent eux-mêmes et échangent entre eux; mais, c'est justement, parce qu'ils existent que le développement capitaliste les détruit partout. Le capital doit nécessairement poser le travail comme non capital et comme valeur d'usage pure.

L'esclave avait une *valeur d'échange,* tandis que l'ouvrier libre *n'a pas de valeur :* seule la *disposition* de son travail a une valeur, s'il trouve à l'échanger. Ce n'est pas lui, mais le capitaliste, qui représente la valeur d'échange dans cette confrontation. Cette *absence de valeur* et cette *dévalorisation* sont la présupposition du capital et la condition du travail *libre* en général.

Linguet (124) considère cela comme un recul; or il oublie que c'est ainsi que le travailleur est posé formellement comme une personne qui existe pour soi, *en dehors de son* travail et aliène sa vie comme moyen de sa propre vie. Tant que le travailleur est lui-même une *valeur d'échange,* il ne peut exister de *capital industriel,* c'est-à-dire développé. Or, en face de celui-ci, le travailleur doit apparaître comme *pure valeur d'usage,* offerte sous forme de marchandise par son possesseur lui-même contre la *valeur d'échange* (monnaie) qui, dans les mains de l'ouvrier, n'est qu'un moyen d'échange général et disparaît de la sorte. Bien!

L'ouvrier entre donc uniquement dans le rapport de la circulation simple; en échange de sa valeur d'usage, il ne touche que du *numéraire,* c'est-à-dire des moyens de subsistance sous forme médiate. Comme nous l'avons vu, cette médiation est essentielle et caractéristique dans ce rapport. La possibilité même de transformer le numéraire en argent — d'épargner — montre que l'opération relève de la circulation simple : l'ouvrier peut économiser une somme plus ou moins grande, mais il ne peut faire davantage. S'il réalise ses économies, c'est pour augmenter momentanément la sphère de ses jouissances.

Mais, l'important pour le rapport du capital, c'est qu'au cours de l'échange, l'ouvrier ait l'illusion de toucher l'argent sous forme de richesse générale : c'est ce qui le pousse à travailler et le rend industrieux. C'est pourquoi, ce n'est pas seulement de manière formelle qu'il existe une marge pour sa volonté de réaliser *...

(*) Il manque la page suivante du manuscrit.

Par rapport à l'ouvrier, le capital n'exerce qu'une violence objective. Sa personne n'a aucune valeur. — Différence avec les prestations de service. — But de l'ouvrier dans l'échange avec le capital. — Consommation. L'échange doit se renouveler sans cesse : le travail en tant que capital du travailleur. (*La capacité de travail en tant que* capital!). — *Le salaire non productif.*

... * procès de ce sujet. Ainsi, par exemple, la substance de l'œil, c'est le capital de la vue, etc. Ces belles formules littéraires qui, au moyen d'analogies, rangent tout dans tout, peuvent sembler spirituelles quand on les entend pour la première fois, et ce d'autant plus qu'elles identifient ce qu'il y a de plus disparate. Lorsqu'elles sont répétées, et non sans fatuité, comme si elles avaient une portée scientifique, elles sont tout bonnement sottes. Elles sont faites pour ces beaux esprits qui voient tout en rose, parlent en l'air et enrobent toutes les sciences de leur guimauve. Si, pour l'ouvrier apte à l'ouvrage, le travail est toujours une source nouvelle de l'échange — non pas de l'échange en général mais de l'échange avec le capital —, cela provient de ce qu'il vend à titre temporaire la disposition de sa force de travail alors qu'il peut sans cesse recommencer l'échange après avoir ingurgité une quantité appropriée de substances en vue de reproduire ses forces vitales. Au lieu d'enregistrer ce fait, les économistes s'émerveillent et attribuent au capital le grand mérite de faire vivre l'ouvrier, c'est-à-dire de le mettre en état de renouveler chaque jour le procès productif après son sommeil et son repas.

Ces sycophantes, toujours prêts à peindre l'économie bourgeoise en rose, auraient dû bien plutôt remarquer qu'après avoir échangé tant et tant de fois son travail, l'ouvrier ne possède jamais que son travail vivant et immédiat. En fait, le renouvellement de l'échange n'est qu'apparent. *Ce que l'ouvrier échange contre le capital, c'est toute sa capacité de travail qu'il dépense, mettons, en 20 ans.* Au lieu de la lui payer en une fois, le capital la lui paie par petites doses, au fur et à mesure qu'il en dispose, mettons hebdomadairement. Ce fait ne modi-

---

(*) C'est la continuation du texte après la page perdue, à la fin du Cahier II, dont le contenu nous est indiqué par le sous-titre. On lit au-dessus de la page 8 de ce Cahier III : 29-30 novembre, décembre. « Le chapitre du capital. » (*Suite* du Cahier II.)

fie en rien la nature du rapport et justifie encore moins la conclusion selon laquelle le travail est le *capital de l'ouvrier*... parce que l'ouvrier doit dormir 10 à 12 heures avant de pouvoir reprendre son travail et renouveler son échange avec le capital (125).

On prend pour du capital ce qui est une limite et une interruption du travail de l'ouvrier, le fait que sa force de travail n'est pas un *perpetuum mobile*. Si les ouvriers anglais ont dû lutter pour ramener la *journée de travail à dix heures*, c'est parce que les capitalistes n'avaient qu'une chose en vue : que les ouvriers prodiguent *leurs forces à hautes doses avec le moins d'interruptions possibles*.

Nous en venons maintenant au second procès qui, après l'échange, constitue le rapport entre le travail et le capital. Mais nous remarquerons d'abord que les économistes ont une version particulière de la phrase que nous venons d'énoncer : ils disent que *le salaire n'est pas productif*. Naturellement, être productif signifie pour eux produire de la richesse. Etant donné que seul le salaire est le produit de l'échange entre l'ouvrier et le capital, ils trouvent que, dans cet échange, l'ouvrier ne produit *aucune richesse :* d'abord, il n'en produit pas pour le capitaliste, puisque le paiement est la seule opération effectuée ici par le capital et que le fait de verser de l'argent pour acheter des valeurs d'usage est une cession — et non une production — de richesses (c'est pourquoi il s'efforcera d'ailleurs d'en verser le moins possible) ; ensuite, le salaire ne produit pas non plus de richesses pour l'ouvrier, car il lui procure seulement des moyens de subsistance pour satisfaire tant bien que mal ses besoins individuels, mais *jamais* la forme générale de la richesse, ni la richesse tout court. Comment le pourrait-il d'ailleurs, étant donné que le contenu de la marchandise qu'il vend ne dépasse en rien les lois générales de la circulation : avec la valeur introduite dans la circulation, il obtient, grâce à la monnaie, un équivalent pour une autre valeur d'usage qu'il consomme. De toute évidence, une telle opération ne peut créer la richesse, car, à la fin du procès, l'échangiste se retrouve au même point qu'au départ.

Comme nous l'avons vu, cela n'exclut aucunement, bien au contraire, que le cercle de ses valeurs d'usage puisse s'accroître ou diminuer. Dans l'échange, le capitaliste ne représente pas le capital, mais l'*argent;* s'il ne

faisait que renouveler sans cesse ce seul acte, l'ouvrier lui aurait bientôt mangé tout son argent et l'aurait dépensé en une série d'utilités, à faire réparer ses pantalons, ses chaussures, bref en services reçus. En tout cas, le renouvellement de cette opération serait strictement mesuré par l'état de la bourse du capitaliste. Cela ne l'enrichirait pas plus que les autres dépenses en argent pour acquérir des valeurs d'usage pour sa chère personne qui, comme on le sait, ne lui rapporte rien, mais lui coûte seulement.

L'échange entre le capital et le travail fait partie de la circulation simple, il n'enrichit pas l'ouvrier. — Cet échange implique la dissociation entre le travail et la propriété. — Le travail a pour objet la pauvreté absolue, et pour sujet la possibilité générale de la richesse. — Le travail fait face au capital sans avoir de propriétés particulières.

1° Dans le rapport du travail et du capital, et notamment dans le premier acte de leur échange, l'ouvrier achète la valeur d'échange, et le capitaliste la valeur d'usage; mais le travail ne fait pas face au capital comme *une* valeur d'usage, mais comme *la* valeur d'usage en général. Il peut dès lors paraître étrange que le capitaliste obtienne la richesse, et l'ouvrier une simple valeur d'usage qui se détruit dans la consommation. (Nous examinerons ce qu'il en est du capitaliste, lorsque nous analyserons le second procès.)

En fait, il y a là un mouvement dialectique qui va exactement dans le sens contraire de celui qu'on pouvait attendre. Si l'on examine les choses de plus près, on voit que l'ouvrier qui échange sa marchandise parcourt la forme M - A - A - M. Si, dans la circulation de la marchandise, on part de la valeur d'usage comme du principe de l'échange, on aboutit forcément de nouveau à la marchandise, et l'argent ne s'y trouve que sous la forme de numéraire et n'est qu'un intermédiaire fugitif dans l'échange, tandis que la marchandise, après avoir décrit son circuit, est consommée pour satisfaire directement un besoin. Au demeurant, le capital représente A - M - M - A, c'est-à-dire le mouvement inverse.

La dissociation entre la propriété et le travail représente une loi nécessaire de l'échange entre le capital et le travail. En tant que *non capital*, le travail a les caractéristiques suivantes :

a) *Il n'est pas du travail objectivé.* Il a donc tout d'abord un rapport négatif. Il n'est pas non plus matière première, ni instrument de travail, ni produit brut : le travail est séparé de tous les moyens et matières du travail et privé de tout objet extérieur. Le travail vivant est donc *abstrait* des éléments de sa propre réalité (il est par conséquent non valeur) ; ce dépouillement complet, cette privation de toute objectivité font que le travail existe comme pure subjectivité. Le travail est la *pauvreté absolue,* non seulement parce qu'il n'a pas de richesse matérielle, mais parce qu'il en est exclu. En d'autres termes, le *travail n'a pas de valeur,* il est simple valeur d'usage objective; sans un médiateur, cette objectivité reste attachée à une personne : elle coïncide directement avec la personne du travailleur. Etant purement immédiate, cette objectivité est aussi non objectivité immédiate. Autrement dit, l'individu n'a aucune objectivité en dehors de son existence immédiate.

b) *Il n'est pas du travail objectivé et n'a pas de valeur, ce qui engendre un rapport positif.* Certes, le travail a d'abord un rapport négatif à lui-même : il est le travail non objectivé, c'est-à-dire sans objet; il a donc une existence purement subjective. Mais, si le travail n'a pas d'objet, c'est une activité; s'il n'a pas une *valeur,* c'est la *source vivante* de la valeur. La richesse générale est une réalité objectivée dans le capital, mais elle existe comme *possibilité générale* pour le travail, et elle se forge dans l'activité.

Il n'est nullement contradictoire que le travail ait d'une part *pour objet la pauvreté absolue,* et d'autre part pour sujet et activité la *possibilité générale* de la richesse. En fait, cette contradiction dans les termes découle de la nature même du salariat. Si, de manière antagonique, le capital implique le travail, celui-ci implique tout autant le capital de manière antagonique.

Il reste un dernier point à mettre en évidence : lorsqu'il fait face au capital, le travail est la valeur d'usage en opposition au capital posé comme argent, mais ce n'est pas tel ou tel travail déterminé, c'est le *travail en général,* le travail abstrait : sa *particularité* lui est indifférente, car il doit pouvoir servir à n'importe quelle *destination.* Le travail doit être certes adapté à la nature spécifique de chaque capital déterminé. Le capital en tant que tel est indifférent à toute particularité de son contenu : non seulement il représente la totalité de ses élé-

ments, mais il fait encore abstraction de leurs particularités. Le travail qui lui fait face doit donc posséder subjectivement la même totalité et la même abstraction.

Dans le travail corporatif et artisanal par exemple, où le capital a encore une forme bornée et se trouve encore complètement noyé dans une substance déterminée, bref où il n'est pas encore *à proprement parler capital,* le travail apparaît lui aussi dans sa particularité et n'est encore une totalité ni une abstraction comme dans son rapport avec le capital. Certes, dans chacun de ces cas, le travail se présente sous sa forme particulière, mais le capital est en mesure de faire face à tout travail *déterminé :* tous les travaux se tiennent virtuellement devant lui, c'est pur hasard que ce soit celui-ci plutôt que celui-là.

Au demeurant, le travailleur est, pour sa part, totalement indifférent à la particularité de son travail. Il ne lui porte aucune attention et ne s'y intéresse que dans la mesure où celui-ci est *travail* en général, et valeur d'usage pour le capital. Ce qui le caractérise donc du point de vue économique, c'est qu'il est le porteur du travail c'est-à-dire d'une *valeur d'usage* pour le capital. Il est le *travailleur* en opposition au capitaliste. Tout cela n'existe pas encore chez les artisans et les compagnons des corporations, qui se distinguent précisément par la spécialisation économique de leur métier et le rapport avec *tel maître déterminé.* C'est pourquoi le capitaliste et l'ouvrier se situent chacun à une extrémité opposée du rapport de production, et ce d'autant plus nettement que le travail perd tout caractère de spécificité et d'art.

Le travail devient donc de plus en plus abstrait et indifférent, et l'activité de l'ouvrier de plus en plus mécanique et donc indifférente à sa propre forme. L'*activité* est purement *formelle* ou, ce qui revient au même, purement *substantielle,* indifférente à sa forme, activité en général.

On voit ici encore que les catégories du capital ou du travail ainsi que les éléments particuliers du rapport de production ne se vérifient qu'avec le développement du *mode matériel* bien déterminé *de la production* et à un stade donné du développement des *forces productives* industrielles.

Il faudra développer davantage ce point; nous le ferons plus tard; à ce niveau, il est déjà développé par les

conditions économiques, alors qu'au sein de la valeur d'échange, de la circulation et de la monnaie, c'est encore une notion abstraite qui fait appel à notre réflexion subjective.

Le capital absorbe le procès de travail (*capital et capitaliste*).

2° Nous en venons maintenant au deuxième acte du procès. L'échange entre le capital — ou le capitaliste — et l'ouvrier est maintenant terminé (mais on sait que c'est un procès d'*échange* d'un genre un peu particulier).

Nous passons maintenant au rapport du capital à sa valeur d'usage : le travail. Cela ne veut pas dire que le travail s'oppose au capital comme une valeur d'usage : il est la valeur d'usage du capital.

Bien qu'il ne soit pas une valeur pour les valeurs objectivées, le travail est leur forme non objectivée, leur être subjectif. Le travail est la possibilité des valeurs : lorsqu'il est en activité, il est valorisation. En face du capital, il est une forme purement abstraite, simple possibilité de l'activité de valorisation, car c'est une capacité et une faculté existant seulement dans l'organisme du travailleur. Cependant, mis en mouvement au contact du capital, le travail devient une activité productive, créatrice de valeur, — ce qu'il ne pourrait être de par lui-même, étant privé de tout objet.

En soi, son activité ne peut donc avoir d'autre destination que de reproduire le capital, de conserver et d'augmenter une valeur *réelle* et *efficace*, et non une valeur imaginaire tel l'argent.

Au travers de l'échange avec l'ouvrier, le capital s'approprie le travail lui-même, qui devient l'un de ses éléments constituants, et le travail se met à donner vie à des objets morts qui se contentent d'être, sans plus.

Le capital est argent (valeur d'échange pour elle-même), mais il n'est plus l'argent incarné dans une substance particulière, et donc exclu de toutes les autres substances formant les valeurs d'échange, et situé à côté d'elles : il est dans toutes les substances, dans les valeurs d'échange sous toutes les formes, car il est le mode d'existence du travail matérialisé, doué d'une finalité.

Etant argent sous toutes les formes particulières du travail matérialisé, le capital entre en contact avec le travail vivant, non objectivé : il devient procès et activité de ce travail. Il implique donc en premier lieu une

différence qualitative entre la substance dont il est fait, et la forme sous laquelle il se présente *également* comme travail. C'est à la fois le procès de cette différenciation et de l'abolition de celle-ci, le capital devenant ainsi procès.

Le travail est le levain jeté dans le procès productif qui entre ainsi en fermentation. D'une part, la matière composant le capital doit être travaillée, c'est-à-dire consommée par le travail; d'autre part, la pure subjectivité du travail — simple forme — doit être abolie et objectivée dans cette même matière. Le contenu du capital entre en liaison avec le travail.

Dans ce rapport, c'est le travail qui imprime une forme à l'existence passive des substances particulières du capital. Le rapport actif est celui du travail à son objet, à sa matière. (C'est ce qu'il faut développer dans le chapitre I^er^ sur la production en général, avant de traiter de la valeur d'échange dans le second.)

Entre le travail et la matière du capital, c'est-à-dire le travail objectivé, il ne peut y avoir que deux rapports : celui de la *matière première,* c'est-à-dire de la substance inerte, vis-à-vis du travail qui imprime une forme et un but à ce simple matériau; et celui de l'*instrument de travail,* moyen déjà matérialisé que l'activité subjective glisse entre la matière première et elle-même, en s'en servant comme d'un guide (126).

A ce point, les économistes introduisent à tort la notion de *produit* puisqu'on ne peut encore le distinguer ici de la matière première ni de l'instrument de travail. En effet, c'est le *résultat,* et non la *présupposition,* du procès qui se déroule entre le contenu passif du capital et l'activité fournie par le travail. En tant que *présupposition,* le produit ne se distingue ni de la matière première ni de l'instrument de travail, puisque ceux-ci contiennent déjà du *travail objectivé* et sont donc des *produits* pour autant qu'ils sont des substances de la valeur. On le sait, la substance de la valeur, ce n'est pas la substance naturelle et particulière, c'est le travail objectivé. Celui-ci apparaît, en face du *travail vivant,* sous la forme de matières premières et des instruments de travail. Si l'on considère uniquement l'acte de production, il peut sembler que l'instrument de travail et les matières premières se trouvent dans la nature et qu'il suffit de leur donner une forme *appropriée* pour qu'ils servent d'objet et de moyen au travail, ce qui n'exigerait donc aucun procès

de travail. C'est ainsi qu'en face d'eux, le *produit* peut sembler qualitativement différent. Il n'est pas seulement le résultat du travail opérant grâce à l'instrument sur la matière, mais c'est la *première objectivation du travail* à côté d'eux.

Or, les parties constitutives du capital que sont les matières premières et les instruments de travail représentent eux aussi du travail objectivé, c'est-à-dire un *produit*. Mais la question n'est pas épuisée pour autant. Ainsi, dans la production où il n'y a ni valeur d'échange ni capital, le produit du travail peut devenir directement moyen et objet du travail nouveau. C'est le cas dans l'agriculture qui produit uniquement des valeurs d'usage. Dans les états les plus primitifs, l'arc du chasseur et le filet du pêcheur ont déjà cessé d'être de simples produits et sont devenus *matière première* ou *instrument de production :* telle est, en fait, la première forme spécifique où le produit apparaît comme moyen de la reproduction. Mais le rapport est encore plus complexe lorsque la *matière première* et l'*instrument de travail* sont les éléments constitutifs du capital.

Cependant, les économistes considèrent encore le produit sous un angle différent, à savoir comme le troisième élément constitutif du capital. C'est le produit qui sort du procès de production et de la circulation pour être directement consommé par l'individu. C'est ce que Cherbuliez (127) appelle l'*approvisionnement* (Fr.). Ce sont les produits avancés à l'ouvrier pour qu'il puisse subsister pendant la production et attendre jusqu'à ce qu'il ait créé un nouveau produit. Si le capitaliste détient ce pouvoir, c'est que tous les éléments du capital deviennent *monnaie* et sont susceptibles de se transformer à partir de cette forme générale de la richesse en la substance de la richesse, en produit de consommation. L'*approvisionnement* des économistes n'intéresse donc que les ouvriers : c'est l'argent exprimé en objets de consommation, en valeurs d'usage, que l'ouvrier reçoit du capitaliste au moment de l'échange. Il fait partie du premier acte. Dans la mesure où il est lié au second, nous en parlerons plus tard.

Le procès de production ne subit que la coupure primitive, provenant de la différence établie entre le travail vivant et le travail objectivé (la matière première et l'instrument de travail). Faut-il s'étonner de ce que les économistes les mélangent puisqu'ils confondent les

deux éléments constitutifs du rapport entre le capital et le travail et sont incapables de saisir leur différence spécifique?

En conséquence : la matière première se consomme en étant modifiée et façonnée par le travail; l'instrument de travail se consomme en étant utilisé et usé dans ce même procès. Enfin, le travail est lui aussi consommé en étant employé et mis en mouvement : l'ouvrier dépense un certain quantum de force musculaire, etc., ce qui l'épuise. Mais son activité n'est pas seulement consommée, elle se fige et se matérialise dans un objet; en modifiant l'objet elle modifie sa propre figure : son activité devient existence. La fin du procès, c'est le *produit;* la matière première s'y manifeste en liaison avec le travail; l'instrument, de simple possibilité se traduit dans la réalité en devenant un véritable guide pour le travail : en agissant mécaniquement ou chimiquement sur la matière, il est consommé jusque dans sa forme inerte.

Dans le *produit,* les trois éléments du procès — la matière, l'instrument et le travail — coïncident en un résultat neutre. Tous les éléments consommés au cours du procès de production s'y trouvent reproduits. C'est la raison pour laquelle tout le procès se présente comme une *consommation productive;* autrement dit, une consommation qui ne finit ni par le *néant,* ni par une simple subjectivation de l'objet, mais par la création d'un *objet* nouveau. Ce n'est pas une simple consommation de la substance, c'est sa propre consommation : dans l'abolition de la substance, on a donc l'abolition de l'abolition, c'est-à-dire une *affirmation* de la substance. L'activité qui *imprime* la forme, consomme l'objet et se consomme elle-même. Si elle consomme la forme donnée de l'objet, c'est pour lui donner une forme nouvelle d'objet : seule s'y consomme la forme subjective de l'activité. Elle consomme l'objectivité de l'objet — son indifférence à l'égard de la forme — ainsi que la subjectivité du travail : elle donne une forme à l'un et matérialise l'autre. Dans le *produit,* le résultat du procès de production est *valeur d'usage.*

Il résulte de ce qui précède : 1° l'argent, c'est-à-dire l'achat de la faculté de disposer du travailleur, est simplement le moyen d'amorcer le procès de production : il n'est pas l'un de ses éléments. En s'appropriant ainsi le travail et en l'incorporant dans le capital, il se pro-

duit une fermentation : c'est le *procès de production*, totalité dans laquelle le travail vivant se rapporte à lui-même, à sa forme objectivée qui, en tant que telle, est simple *objet* du travail.

2°Tant qu'elle restait dans la circulation simple, la substance de la marchandise et de la monnaie n'avait aucune importance pour la détermination de la forme. La substance de la marchandise devient importante, lorsqu'elle entre dans la consommation (besoin), mais elle se trouve alors en dehors du rapport économique. Dans la mesure où la monnaie revêt une forme autonome, elle se rapporte négativement à la circulation; elle s'identifie à ce rapport négatif. Si elle se repliait sur elle-même, pour se figer, elle s'éteindrait et ne serait plus qu'une matière morte; bref, elle cesserait d'être monnaie. La marchandise et la monnaie expriment toutes deux la valeur d'échange, l'une sous forme particulière, l'autre sous forme générale. Mais, cette dernière différence est purement idéale, puisque dans l'échange l'une s'échange contre l'autre; au demeurant, la monnaie est en elle-même une marchandise particulière, et la marchandise — en tant que prix — est de l'argent universel. La différence est donc purement formelle, car chacune n'existe que dans et par l'autre.

A présent, toutefois, dans le procès de production, le capital se divise lui-même, selon sa forme et sa substance; mais il est les deux ainsi que leur relation. Mais :

3° ce n'est qu'une relation unilatérale, car elle n'est pas encore posée, ou mieux, elle n'est qu'une fonction de l'un des deux éléments — *matériel* —, celui qui se divise en matière (instrument et matière première) et se distingue de la forme (travail); le capital est le rapport entre les deux : en tant que procès réel, il est lui-même un rapport substantiel, c'est-à-dire la liaison des éléments matériels qui forment le contenu et la forme du capital. Mais, sous l'angle où il s'oppose au travail, le capital n'est que passivité et matière, c'est-à-dire une forme où s'éteint le capital qui est un rapport social existant pour lui-même. En effet, seul son contenu, c'est-à-dire le travail objectivé en général, entre dans le procès.

Il importe peu pour le travail vivant que ce soit du travail objectivé : l'action du premier sur le second représente le procès de production. Le capital entre dans ce procès comme objet plutôt que comme travail objec-

tivé pour être façonné par le travail. En effet, le coton qui sera filé, le fil qui sera tissé, le tissu qui sera imprimé et teint ne sont pour le travail que du coton, du fil et du tissu. Comme simples produits du travail ou travail objectivé, ils ne créent aucun procès, ce sont de simples matières pourvues de telles ou telles propriétés naturelles. Il importe peu au travail vivant de savoir comment ces propriétés leur sont venues : ce sont pour lui des matières à travailler. C'est ce que l'on constate, si l'on part des éléments matériels qui composent le capital et présupposent le travail.

En réalité, étant devenu grâce à l'échange l'un de ces éléments matériels, il n'existe qu'une différence de substance entre le travail et les autres éléments du capital : il a la forme de l'activité, et ils ont celle du repos. Le procès est donc le rapport substantiel d'un élément agissant sur les autres : il n'est pas le rapport entre les deux. Le capital apparaît ainsi comme *objet passif* où tout rapport de forme a disparu; c'est un *simple procès de production*, et le capital en tant que tel n'y entre pas distinct de sa substance.

Il ne se manifeste même pas sous une substance qui lui serait spécifique — travail objectivé par exemple —, puisque telle est la substance de la valeur d'échange. En effet, sa substance purement naturelle est dépourvue de tout rapport à la valeur d'échange, travail objectivé, et au travail-valeur d'usage du capital, autrement dit à tous les rapports du capital; en ce sens, le procès du capital n'est qu'un simple procès de production : le capital perd son caractère spécifique, comme la monnaie dans la forme de la valeur. Le capital existant pour soi — c'est-à-dire le capitaliste — n'entre même pas dans ce procès : ce n'est pas le capitaliste qui est consommé par le travail comme matière première et instrument. Ce n'est pas non plus le capitaliste — mais le travail — qui y consomme. En ce sens encore, le procès de production du capital n'est pas spécifique : c'est un procès de production en général.

A la *différence du travail*, le capital ne s'y manifeste que sous la forme substantielle de la *matière première* et de l'*instrument de travail*. Ce caractère général du procès n'est pas seulement une abstraction arbitraire, mais une abstraction en mouvement, et c'est cet aspect qui frappe les économistes et leur fait dire que le capital est l'élément indispensable de tout procès de production.

Mais ils ne tiennent pas compte du comportement propre au capital dans ce procès.

Il convient de mettre en évidence ici un élément qui ne découle pas seulement de l'observation, mais du rapport économique lui-même. Dans le premier procès — l'échange entre le capital et le travail —, le travail en tant que tel, existant *pour soi*, est nécessairement incarné par l'*ouvrier*. Il en va de même ici, dans le second procès. Le capital se présente, lui, comme une valeur existant pour elle-même, pour ainsi dire *égocentrique* (ce qui, dans l'argent, est simple tendance). Mais, le capital existant pour lui-même, n'est-il pas le *capitaliste?* Divers socialistes affirment cependant qu'ils ont besoin du capital, mais non des capitalistes (128). C'est supposer que le capital n'est qu'une simple chose et non un rapport de production qui, réfléchi en lui, est le capitaliste.

Certes, je peux séparer le capital de tel ou tel capitaliste et le faire passer en d'autres mains. Mais, privé de son capital, il perd sa qualité de capitaliste. On peut donc distinguer le capital de tel capitaliste, mais on ne peut le distinguer *du* capitaliste qui, en tant que tel, fait face à *l'*ouvrier. De même, tel ouvrier peut cesser lui aussi d'être le travail pour soi; par exemple s'il hérite ou vole de l'argent. Il cesse alors d'être *ouvrier,* car en tant que tel, il est uniquement du travail existant pour soi. (C'est ce qu'il faudra analyser plus en détail ultérieurement.)

Le procès de production *en tant que contenu du capital. — Travail productif et improductif : le travail productif crée du capital. — Vis-à-vis du travail, l'ouvrier se comporte comme à l'égard d'une valeur d'échange, et le capitaliste comme à l'égard d'une valeur d'usage, etc. — L'ouvrier se vend au travail qui est force productive de richesse (c'est en tant que telle que le capital se l'approprie.) — Conversion du travail en capital, etc. Sismondi, Cherbuliez, Say, Ricardo, Proudhon, etc.*

Il ne peut sortir du procès que ce qui y est entré au début, comme présupposition et condition. Mais, en toute occurence, tout ce qui y est entré devra en sortir. Ainsi donc, c'est parce qu'on n'aperçoit pas les fils ténus qui l'enserrent que tout rapport de forme semble avoir disparu à la fin du procès de production, amorcé dans les conditions du capital. Mais, considérons les choses de plus près.

Voici un premier résultat :

a) En incorporant en lui le travail, le capital devient procès de production; mais c'est d'abord un procès de production *matériel :* c'est un procès de production en général, car il n'y a pas de différence entre le procès de production du capital et le procès de production matériel en général. Sa forme déterminée a entièrement disparu. En échangeant une partie de sa substance matérielle contre le travail, l'existence matérielle du capital se dédouble en objets et en travail : le rapport entre les deux constitue le procès de production, ou plus exactement le *procès de travail.* Nous retrouvons ainsi le *procès de travail* qui, en raison de son abstraction et de sa substantialité pure, est commun à toutes les formes de production. C'est donc ce procès de travail, *antérieur à la valeur* et lui ayant servi de *point de départ,* qui est maintenant *repris par le capital :* il se déroule désormais en son sein et représente son contenu.

(On verra plus loin que cette *disparition de toute forme déterminée* au sein du procès de production n'est qu'une simple illusion.)

Le procès du capital se manifeste à première vue sous la forme d'un simple procès de production sans détermination *économique* particulière, procès de production en général. Mais, si l'on considère isolément chaque élément de ce simple procès de production (qui, en tant que tel, n'implique nullement le capital, mais est propre à tous les modes de production), on peut dire que le capital est le produit, l'instrument de travail ou la matière du travail, sous l'angle de la valeur. Si l'on ne considère qu'une seule de ses faces, celle qui, en tant que matière ou simple moyen, se dresse en face du travail, on peut dire que le capital n'est pas productif * parce qu'on ne

---

(*) Depuis qu'Adam Smith a établi la différence entre le travail *productif* et celui qui ne l'est *pas,* la controverse sur ce point n'a pas cessé. Cette différence doit découler de l'analyse des différents aspects du capital. N'est *productif* que le travail créateur de *capital.* N'est-il pas aberrant, dit monsieur Senior (129) par exemple (ou dit quelque chose d'approchant), qu'un fabricant de pianos puisse être un travailleur productif, alors que le pianiste ne l'est pas, car sans le pianiste, le piano n'aurait pas de sens? N'empêche que c'est ainsi. Le fabricant de pianos reproduit du capital, alors que le pianiste échange simplement son travail contre du revenu. Mais le pianiste ne produit-il pas de la musique et ne satisfait-il pas notre sens musical, bref ne produit-il pas d'une certaine manière? Effectivement, son travail produit quelque chose; mais il n'est pas pour autant *productif* du point de

voit alors en lui qu'une matière, qu'un objet passif en face du travail.

Mais, en réalité, il ne se manifeste pas sous l'une de ses faces seulement, soit en se différenciant de l'une d'elle, soit en n'étant qu'un simple résultat (produit) : il est tout simplement procès de production; autrement dit, il apparaît comme le *contenu* en mouvement du capital.

b) Considérons maintenant le côté formel, à l'issue du procès de production.

La seule *valeur d'usage* du travail importe au *capital*, ou mieux, c'est la valeur d'usage du capital lui-même, c'est-à-dire l'activité au travers de laquelle il se *valorise*. Si le capital se reproduit et s'accroît, c'est que la valeur d'échange autonome (l'argent) s'est mise en mouvement, et est devenue *procès de valorisation*. Le travail n'est donc pas une valeur d'usage, ni une *force productive* de richesse, moyen ou activité de l'enrichissement pour l'ouvrier. Il apporte cette valeur d'usage dans le procès d'échange avec le capital qui, à ce moment, lui fait face uniquement en tant qu'argent. L'ouvrier n'a à faire au capital qu'à partir du moment où le travail est consommé dans un procès indépendant et postérieur à l'échange.

Si le travail est *valeur d'usage* pour le capital, il est

---

vue *économique;* il n'est pas plus productif que le travail du fou qui délire.

Le travail n'est productif que s'il produit son contraire. D'autres économistes transforment indirectement le travailleur improductif en ouvrier productif. Par exemple, le pianiste donne une stimulation à la production, soit en imprimant plus d'énergie et d'entrain à l'individu, soit, dans un sens plus vulgaire, en éveillant un besoin nouveau, dont la satisfaction exige un zèle accru dans la production matérielle immédiate. On reconnaît implicitement par là que seul le travail créateur de capital est productif, et donc que tout autre travail, si utile ou si nuisible soit-il, n'est pas productif pour la capitalisation, autrement dit, est improductif. Certains économistes encore affirment que la distinction entre travail productif et improductif ne devrait pas être faite en fonction de la production, mais de la consommation. Or c'est précisément le contraire qu'il faut faire. Le producteur de tabac est productif, bien que la consommation de tabac soit improductive. La production est productive, qu'elle satisfasse une consommation improductive ou productive, à condition seulement qu'elle crée ou recrée du capital. Malthus dit : « Est productif le travailleur qui augmente la richesse de son maître » (130). C'est juste, mais en un sens précis. En effet, sa formule est trop abstraite, puisque, telle quelle, elle s'applique également à l'esclave. En ce qui concerne l'ouvrier, la richesse de son patron est une forme de richesse directement liée au travail : le capital. Est donc productif le travailleur qui augmente directement le capital (Marx).

simple valeur d'échange, valeur tangible pour l'ouvrier. C'est ainsi qu'il apparaît dans le procès d'échange avec le capital, où le travail s'aliène contre l'argent. La valeur d'usage d'un objet n'intéresse pas le vendeur, mais l'acheteur. Par exemple, le salpêtre peut servir de poudre, mais cette propriété ne détermine pas son prix; celui-ci est fixé en fonction du coût de production, de la quantité de travail matérialisé dans le produit.

Quand une valeur d'usage pourvue d'un prix entre dans la circulation, sa valeur ne résulte pas de la circulation, bien qu'elle s'y réalise : le prix est *fixé d'avance*, mais il se réalise seulement lorsqu'il s'échange contre l'argent. Il en va de même du travail vendu par l'ouvrier au capital sous forme de *valeur d'usage :* elle représente, pour l'ouvrier, la *valeur d'échange* qu'il veut réaliser, mais elle est *déterminée* comme condition préalable avant le procès de l'échange. Comme la valeur de toutes les marchandises, elle est déterminée par le jeu de l'offre et de la demande ou, en général — et c'est le seul point qui nous intéresse ici — par les coûts de production, la quantité de travail objectivé, nécessaire à la production de la capacité de travail de l'ouvrier, et qu'il reçoit donc en échange à titre d'équivalent.

Le prix du travail qui se réalise dans le procès d'échange avec le capitaliste, est donc *fixé d'avance*, prédéterminé et, comme n'importe quel autre prix fixé idéalement, il ne subit plus qu'une modification de forme au moment où il est réalisé. Pour l'ouvrier, le travail n'est valeur d'usage que dans la mesure où il EST *valeur d'échange*, et non dans la mesure où il produit des valeurs d'échange. Pour le capital, il a une valeur d'échange dans la mesure où il a une valeur d'usage Pour l'ouvrier, sa valeur d'usage ne se distingue donc pas de la valeur d'échange, contrairement à ce qui se passe pour le capital. L'ouvrier échange donc son travail comme simple valeur d'échange déterminée par un procès antérieur : il échange son travail pour du *travail objectivé* car son travail antérieur a déjà matérialisé une certaine quantité de valeurs; autrement dit, son équivalent est mesuré et donné d'avance.

Le capital reçoit en échange le travail vivant, qui est la force productive générale de la richesse, l'activité créatrice d'une surabondance de richesses. De toute évidence, l'ouvrier ne peut *s'enrichir* à partir d'un tel échange : comme Esaü cédait son droit d'aînesse contre

un plat de lentilles, l'ouvrier cède sa *force créatrice* contre une grandeur déjà existante pour avoir la faculté de travailler. Bien plus, comme nous le verrons, il s'appauvrit en mettant la force créatrice de son travail à la disposition de la puissance du capital, *force étrangère* qui s'oppose à lui. Il *s'aliène* au travail, force productive de la richesse, que le capital s'approprie de la sorte.

Ainsi donc, la séparation entre le travail et la propriété du produit, entre le travail et la richesse est déjà impliquée dans l'acte de l'échange. Ce *résultat* apparemment paradoxal se trouve en fait posé déjà dans les prémisses. Les économistes ont exprimé tout cela de manière plus ou moins empirique. En face de l'ouvrier, la productivité de son travail devient une *puissance étrangère*, tout comme sa *capacité* de travail devient travail en général, mouvement, travail effectif. En revanche, le capital se valorise lui-même en s'appropriant le *travail d'autrui*. Le résultat de l'échange entre le travail et le capital, c'est que la valorisation est maintenant possible, puisque le rapport ne se réalise que dans le procès de production où le capital consomme effectivement le travail d'autrui.

Le travail s'échange sous forme de valeur *prédéterminée* contre un équivalent en argent, et celui-ci s'échange à son tour contre un équivalent en *marchandises* destinées à la consommation. Dans ce procès d'échange, le travail n'est pas productif, il ne le devient qu'ultérieurement pour le capital. Il ne peut pas extraire de la circulation plus qu'il n'y a mis : une quantité de marchandises déterminée à l'avance. Or celle-ci n'est pas plus son produit que sa valeur. Les ouvriers, dit Sismondi (131), échangent leur travail contre du blé et le *consomment*, « *Cependant que le capital est devenu leur maître* ». « *En échangeant leur travail, les ouvriers le transforment en capital.* » (*Ibid.*) En cédant son travail au capitaliste, l'ouvrier obtient un droit sur le *prix du travail*, et non sur le *produit de ce travail*, ni sur la valeur *qu'il lui a ajoutée* (*Cherbuliez*) (132). « *Vendre son travail, c'est renoncer à tous les fruits du travail.* » (*Ibid.*)

Tous les progrès de la civilisation, c'est-à-dire toute augmentation des *forces productives sociales* ou, *si l'on veut*, des *forces productives du travail lui-même*, n'enrichissent pas l'ouvrier, mais le capitaliste, et ce au même titre que les résultats de la science, des découvertes,

de la division et de la combinaison du travail, de l'amélioration des moyens de communication, de l'action du marché mondial ou de l'emploi des machines. Tout cela augmente uniquement la force productive du capital, et puisque le capital se trouve en opposition avec l'ouvrier, tout cela ne fait qu'accroître sa *domination matérielle* sur le travail.

La *conversion du travail* (activité vivante et efficiente) *en capital* résulte directement de l'échange entre le capital et le travail qui confère au capitaliste le droit de propriété sur le produit du travail (le commandement sur le travail). Mais *cette conversion se réalise seulement dans le procès de production.*

Il est donc absurde de se demander si le capital est productif ou ne l'est pas. Le travail lui-même *n'est productif que* s'il est recueilli au sein du capital qui constitue la base de la production dont le capitaliste est le commandant. La productivité du travail devient force productive du capital, tout comme la valeur d'échange générale des marchandises se cristallise dans l'argent. Le travail *n'est pas productif* s'il existe pour le travailleur lui-même en opposition au capital, s'il a une *existence immédiate* extérieure au capital. Il n'est pas *productif* comme activité directe du travailleur parce qu'il n'aboutit alors qu'à la circulation simple où les transformations ont un caractère purement formel.

Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple *transposition de la force productive* du travail; mais ils oublient que le capital est précisément cette *transposition,* et que le travail salarié implique le capital de sorte qu'il est, lui aussi, *transsubstantiation,* c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier.

Laisser subsister le salariat et abolir le capital, c'est donc une revendication qui renferme sa propre négation.

Au demeurant, il existe des économistes qui affirment, tels Ricardo et Sismondi (133), que *seul le travail* — et non le capital — est productif. Mais pour soutenir ce point de vue, ils négligent de considérer le capital dans sa *spécificité* propre, comme un *rapport de production* réfléchi en lui-même, et ne voient que sa substance matérielle, matière première, etc. En fait, le capital ne devient pas capital à cause de ses éléments objectifs. Par ailleurs, il s'avisent toutefois que le capital est aussi, en un sens, valeur c'est-à-dire *immatériel* et indifférent à

sa propre composition matérielle. Say (134) dit ainsi : « *Le capital est toujours d'une essence immatérielle, puisque ce n'est pas la matière qui fait le capital, mais la valeur de cette matière, valeur qui n'a rien de corporel* » (Fr.). Ou *Sismondi :* « *Le capital est une idée commerciale* » (Fr.).

Mais, il ne leur vient pas à l'esprit que le capital est aussi une notion économique différente de celle de la valeur; sinon il n'y aurait pas lieu de parler de capital *en dehors de la valeur :* si tous les capitaux sont des valeurs, celles-ci ne sont pas toutes du capital. Et voilà qu'ils s'en retournent au contenu matériel du capital, et c'est ainsi que Ricardo (135) dit par exemple que le capital est du *travail accumulé, employé dans la production du travail nouveau,* autrement dit, *simple instrument de travail* ou *matériel du travail.* A cet égard, Say (136) va jusqu'à parler de *service productif du capital* (Fr.), et celui-ci donne droit à une rémunération comme si l'instrument de travail pouvait prétendre à la reconnaissance de l'ouvrier : en fait, c'est l'instrument qui est posé *productivement* par l'ouvrier. Si l'on donne à l'instrument de travail une telle autonomie, c'est-à-dire une telle fonction *sociale,* c'est pour en déduire des revendications favorables au capital. Lorsque Proudhon affirme que : « *le capital vaut, le travail produit* » (Fr.) (137), cela ne signifie rien d'autre que le capital est la valeur. Etant donné qu'il ne dit rien de plus du capital sinon qu'il est la valeur, que la valeur c'est la valeur (le sujet du jugement est simplement ici un autre nom pour le prédicat) (138), et que le travail produit ou est une activité productive, cela signifie que le travail, c'est le travail et qu'il ne fait que « *produire* ». Il est évident que ces tautologies ne contiennent pas un *fonds* de sagesse : elles ne peuvent exprimer des conditions où la valeur et le travail entrent en relation, se rapportent l'une à l'autre tout en se distinguant et ne se trouvent pas pour autant côte à côte dans une indifférence réciproque.

Pourtant, leurs yeux devraient se dessiller du simple fait déjà que *le travail* est sujet en face du capital, c'est-à-dire que l'ouvrier n'est rien d'autre que du travail alors que *le travail* n'est pas que *l'ouvrier.*

Même si l'on fait abstraction du capital, on voit que l'ouvrier a vis-à-vis de sa propre activité un rapport qui

n'a rien de « naturel », mais est spécifiquement *économique*.

Le capital que nous analysons ici indépendamment de la valeur et de l'argent, c'est le *capital en général*, c'est-à-dire ce qui distingue essentiellement la valeur-capital de la valeur proprement dite ou de l'argent. La valeur, l'argent, la circulation, les prix ainsi que le travail, etc. en sont les présuppositions.

Nous n'analysons donc pas ici une *forme particulière* du capital, ni la diversité des *capitaux particuliers*, ni leurs différences respectives. Nous observons sa genèse. Ce mouvement dialectique n'est que l'expression idéale du devenir réel du capital. Nous pourrons considérer les rapports ultérieurs comme des développements issus de ce germe. Mais, auparavant, afin d'éviter toute confusion, il nous faut arrêter la forme déterminée à un certain point de son développement pour en faire l'analyse.

> Procès de valorisation. — (*Coûts de production*). — (*La* plus-value *ne peut s'expliquer par l'*échange. Ramsay. Ricardo). *Le capitaliste ne peut vivre de son salaire, etc.* (Faux frais de production). *Par définition, le capital s'oppose à la simple conservation, la non multiplication de la valeur.*

Jusqu'ici nous avons analysé le capital en fonction de sa substance comme un *simple procès de production*. Mais, si on le considère en fonction de la forme, c'est un *procès d'auto-valorisation* qui comprend à la fois la conservation et la multiplication de la valeur antérieure.

La valeur apparaît comme sujet et le travail comme activité utile. On présuppose ainsi, du point de vue de la substance, que, dans le procès de production, l'instrument de travail a été effectivement utilisé comme le moyen d'un but, et que la matière première a reçu, en tant que produit, une valeur d'usage supérieure, soit par un métabolisme chimique, soit par des modifications mécaniques.

Mais, c'est ne considérer que la valeur d'usage et se limiter au procès de production simple.

Il ne s'agit pas de créer tout bonnement ici une valeur d'usage plus grande (ce qui, au demeurant, est tout à fait relatif; en effet, lorsqu'on transforme du blé en eau-de-vie, on juge que la valeur d'usage est supérieure, parce qu'on la rapporte à la circulation); il ne s'agit

pas non plus de créer une valeur d'usage plus grande pour l'individu, le producteur. Tout cela ne détermine pas le rapport lui-même et apparaît aléatoire. Ce dont il s'agit, c'est de créer une valeur d'usage plus grande *pour autrui*, autrement dit c'est produire une *valeur d'échange* plus grande.

Dans la circulation simple, le procès s'achevait pour telle ou telle marchandise lorsque sa valeur d'usage aboutissait au consommateur. Elle sortait alors de la circulation, perdait sa valeur d'échange et toute forme économique déterminée. Le capital, lui, consomme son matériel grâce au travail, et le travail grâce à son matériel : il consomme sa *valeur d'usage*, uniquement *pour lui-même*, en tant que capital.

Cette consommation de la valeur d'usage fait ici partie de la circulation, c'est le *commencement de la circulation* ou sa fin, comme on voudra. La consommation de la valeur d'usage entre donc maintenant dans le processus économique, parce que la valeur d'usage y est déterminée par la valeur d'échange. A aucun moment du procès de production, le capital ne cesse d'être du capital ou la valeur d'être de la valeur, et, en tant que telle, *valeur d'échange*.

Rien n'est plus niais que d'affirmer, à l'instar de M. Proudhon, que, de produit, le capital devient valeur grâce au procès de l'échange, c'est-à-dire en retournant dans la circulation simple. Nous serions alors revenu de nouveau au point de départ, et même à l'échange sous sa forme la plus simple — le troc — où la valeur d'échange naît du produit, comme nous l'avons vu.

Si le capital entre de nouveau dans la circulation sous forme de marchandise, après avoir consommé sa valeur d'usage dans la production, c'est qu'il était supposé se conserver comme valeur d'échange. A la fin du procès de production, c'est une simple marchandise, valeur d'échange; le produit devient marchandise, et, comme telle, valeur d'échange; elle reçoit un prix et, comme tel, est réalisé dans l'argent, bref dans la circulation; le hasard décidera, pour elle également, si sa valeur d'échange trouvera à se réaliser en argent. Sa valeur d'échange — posée idéalement d'abord — est devenue bien plus problématique qu'auparavant. Qui plus est, le capital entre maintenant dans la circulation avec une valeur d'échange réellement plus grande; or, cela ne provient pas de la circulation où s'effectue un simple

échange entre équivalents. S'il en sort avec une valeur d'échange plus grande, c'est qu'il y est entré ainsi.

Du point de vue de la forme, le capital ne se compose ni d'instruments, ni de travail, mais de *valeurs* ou plus exactement de *prix*. Le fait d'être des valeurs n'empêche pas que les éléments constitutifs du capital soient faits de substances différentes au cours du procès de production; cela ne les modifie en rien. Si, de la forme dynamique — du procès —, ces éléments se figent de nouveau à la fin sous la forme matérielle du produit, ce n'est là qu'un simple changement de substance qui n'altère en rien la forme-valeur. Certes, on a détruit d'une certaine manière les substances, mais on ne les a pas réduites à rien puisqu'elles ont une autre forme. Auparavant, elles apparaissaient comme des conditions élémentaires et indifférentes du produit. Maintenant, ce sont des produits.

De toute nécessité la valeur du produit doit être égale à la somme des valeurs qui étaient matérialisées dans les éléments objectifs et déterminés du procès : matières premières, instruments (auxquels appartiennent également les matières instrumentales) et le travail lui-même. La matière première est entièrement consommée tout comme le travail; l'instrument l'est en partie seulement, et continue donc de posséder une portion de valeur puisqu'il conserve la forme d'existence qu'il avait avant le procès. Cette dernière partie n'entre donc pas en ligne de compte puisqu'elle n'a subi aucune modification. Les modes d'existence sous lesquels se manifeste la valeur ne sont qu'illusoires : alors qu'ils changent, la valeur reste leur élément constant.

Sous l'angle de la valeur, le produit n'est pas un *produit :* il est identique à lui-même, valeur invariable, sous des modes d'existence changeants, indifférents et échangeables contre de l'argent. La valeur du produit équivaut à celle de la matière première plus celle de la partie de l'instrument, détruite ou transmise au produit c'est-à-dire abolie dans sa forme originelle, plus la valeur du travail. C'est dire que le prix du produit est égal à ses coûts de production; autrement dit, c'est la somme des prix des marchandises consommées dans le procès de production. Cela revient à dire que la valeur n'est affectée en rien par le contenu matériel du procès de production : en ce qui la concerne, celui-ci est resté identique à lui-même et a simplement revêtu d'autres modes

d'existence objectifs en se matérialisant en une substance et en une forme différentes. (La forme de la substance n'a donc rien à voir avec la *forme* économique, la valeur proprement dite.)

Si, au départ, le capital était de 100 thalers, il est, avant comme après, égal à 100 thalers, bien que ces 100 thalers représentent dans le prix de production 50 thalers de coton, 40 thalers de salaire + 10 thalers de machines à filer, le filé de coton coûtant 100 thalers. Cette reproduction des 100 thalers c'est tout simplement la valeur restée égale à elle-même, bien qu'elle soit passée par le procès de production matériel. De toute nécessité, celui-ci doit donc se poursuivre jusqu'à l'achèvement du produit, car sinon le coton perd sa valeur, l'instrument a servi inutilement et le travail a été payé pour rien.

La première condition pour que la valeur reste identique à elle-même, c'est que le procès de production soit un procès d'ensemble réel, c'est-à-dire aboutisse à un produit. Le procès de production est total, c'est-à-dire qu'il aboutit au produit, car c'est à cette seule condition que la valeur se conserve et reste identique à elle-même; c'est en fait ce qui est *impliqué* dès le début et se retrouve ici encore : le capital devient la véritable valeur d'usage, — c'est un véritable procès de production.

Pour le capital, le procès de production n'est tel que si sa valeur se conserve dans ce procès, et donc dans le produit. La formule selon laquelle le prix nécessaire est égal à la somme des prix que coûte la production est donc purement analytique. C'est la présupposition même de la production du capital.

D'une part, le capital c'est 100 thalers, simple valeur, et d'autre part c'est, dans ce procès, la somme déterminée par les prix de production, valeur de toutes ses parties composantes. Le prix du capital ou sa valeur exprimée en argent est égal au prix de son produit. C'est dire que la valeur du capital à l'issue du procès de production est identique à celle qu'il avait au début. Mais voilà, pendant le procès, il change, et il n'est ni aussi simple qu'il l'était au début, ni qu'il le sera à la fin, en tant que résultat. Il se décompose en parties quantitatives d'abord parfaitement indifférentes : valeur du travail (salaire), valeur de l'instrument et valeur de la matière première. Il n'existe pas encore de rapport permettant à la valeur simple de se décomposer numériquement dans

le prix de production en une série de valeurs qui se ramènent de nouveau à une simple *somme* dans le produit. Quoi qu'il en soit, cette somme est égale à l'unité primitive. Si l'on considère la valeur, il n'y a pas, en dehors de la division quantitative, de différence quelconque dans le rapport entre les diverses quantités de valeur. 100 représentaient le capital primitif : 100 thalers représentent aujourd'hui le produit, mais ils sont maintenant la somme de 50 + 40 + 10 thalers. Certes, j'aurais pu, auparavant aussi, considérer 100 thalers comme la somme de 50 + 40 + 10, mais pourquoi pas comme la somme de 60 + 30 + 10 thalers, etc. Or si cette somme est formée d'un nombre bien déterminé d'unités, c'est que chacun des différents éléments matériels en lesquels le capital se décompose au cours du procès de production, représente une portion bien déterminée de sa valeur.

On verra plus tard que ces nombres, en lesquels l'unité primitive se décompose ont eux-mêmes entre eux des rapports déterminés, mais nous n'avons pas à considérer cela ici. Le mouvement posé par les valeurs dans le procès de production est purement formel et se ramène à cet acte simple : la valeur existe d'abord comme unité, ou plutôt comme un nombre déterminé d'unités qui sont considérées comme un tout, une somme. Ainsi, le capital est de 100 thalers; ensuite, cette unité se décompose *au cours du procès de production* en 50, 40 et 10 thalers; si cette division est essentielle lorsqu'on utilise la matière première, les instruments et le travail en quantités déterminées, elle est absolument sans importance en ce qui concerne les 100 thalers; dans le produit, les 100 thalers réapparaissent à la fin comme une somme.

Du point de vue de la valeur, il n'y a eu qu'un seul procès : il y a d'abord un tout, une unité; puis, une division de cette unité en des montants déterminés; et enfin, une somme. Les 100 thalers, qui apparaissent en tant que somme à la fin, sont exactement la même somme que celle qui existait comme unité au début. La somme obtenue par addition ne peut provenir que de la division effectuée au cours du procès de production; elle n'existe pas en tant que telle dans le produit. Dire que le prix du produit est égal au prix des coûts de production, ou que la valeur du capital équivaut à celle du produit signifie tout simplement que la valeur du capital

s'est conservée dans le procès de production et qu'elle apparaît maintenant comme une somme.

Avec cette simple identification du capital avec lui-même ou reproduction de sa valeur au travers du procès de production, nous n'aurions guère avancé depuis le début. La présupposition est à présent résultat, et sous une forme inchangée. Mais il est clair que les économistes n'ont pas cela en vue, lorsqu'ils parlent de la détermination des prix par les coûts de production. On ne pourrait sinon créer une valeur plus grande que celle qui existait au début. On ne pourrait donc parler à aucun moment de valeur d'échange plus grande, bien qu'on ait une valeur d'usage supérieure. Or, il ne s'agit pas ici de la *valeur* d'usage du capital, ni de celle d'une marchandise.

Si l'on dit que le coût de production ou le prix nécessaire d'une marchandise est de 110, on a le calcul suivant : capital primitif ou de départ : 100 (c'est-à-dire : matières premières = 50; travail = 40; instrument = 10) + 5 % d'intérêt + 5 % de profit. Les coûts de production sont donc de 110, et non de 100 : les coûts de production sont donc plus grands que les coûts de la production.

Rien ne sert de se réfugier derrière la valeur d'usage pour expliquer la valeur d'échange, comme certains économistes se plaisent à le faire. La valeur d'échange ne dépend pas du plus ou moins grand volume des valeurs d'usage. Les marchandises tombent bien souvent au-dessous de leurs prix de production, bien que leur valeur d'usage soit indubitablement supérieure à celle qu'elles avaient *avant* leur production. Il est tout aussi vain de se réfugier derrière la circulation : je produis pour 100, mais je vends pour 110. Ramsay dit avec raison à ce sujet : « Le profit ne provient pas de l'échange. S'il n'avait existé avant la transaction, il n'aurait pu exister après elle » (Angl.).

On ne peut expliquer l'augmentation de la valeur à partir de la circulation simple (l'échange), puisque celle-ci n'exprime la valeur que sous forme d'équivalent. Il est clair que l'expérience montre que, si chacun vendait 10 % plus cher, ce serait comme si l'on vendait au coût de production : la plus-value serait purement nominale, factice, conventionnelle, illusoire. En effet, comme la monnaie est elle-même une marchandise, un produit, elle se vendrait également 10 % plus cher, c'est dire

que le vendeur qui toucherait 110 thalers n'obtiendrait en fait qu'une valeur de 100.

(Cf. *Ricardo* sur le marché extérieur qu'il conçoit sous forme de simple circulation, et il dit en conséquence que le commerce extérieur ne peut accroître les valeurs d'échange d'un pays. Les raisons qu'il invoque sont absolument les mêmes que celles qui « prouvent » que l'échange en tant que tel, la circulation simple et donc le commerce en général, ne peuvent à aucun moment accroître ni engendrer les valeurs d'échange.)

Autrement, la formule selon laquelle le prix est égal aux coûts de production signifierait que le prix d'une marchandise est toujours supérieur à ses coûts de production.

Abstraction faite de la simple division et de l'addition finale, un élément formel vient s'ajouter à la valeur dans le procès de production; grâce à lui, on obtient les *coûts de production;* c'est dire que les éléments du procès de production apparaissent sous l'angle de la *valeur,* et non du contenu, puisque le mode d'existence qu'ils avaient *avant* le procès de production a été consommé.

Au demeurant, il est clair que si le procès de production reproduisait simplement la valeur du capital, c'est qu'il ne s'y effectuerait aucune modification économique, seule y changerait la substance; mais une conservation pure et simple de la valeur est en contradiction avec la nature du capital. Alors que l'argent ne se conserve qu'en devenant autonome, la valeur pourrait ici rester dans la circulation en prenant successivement la forme de différentes marchandises : mais cela ne rapporterait rien. Le procès n'aurait aucun but, puisqu'à la fin il ferait apparaître la même somme d'argent bien qu'elle ait couru le risque d'être mutilée, voire détruite au cours du procès de production où l'argent dépouille sa forme impérissable. Bien!

Le procès de production est maintenant achevé. Admettons que le produit est de nouveau réalisé en argent et a repris sa forme primitive de 100 thalers. Mais le capitaliste doit, lui aussi, boire et manger : il ne peut vivre des modifications de forme de l'argent. Une partie des 100 thalers doit donc être échangée non pas comme capital, mais comme numéraire, contre des marchandises, des valeurs d'usage, pour être consommée sous cette forme. Les 100 thalers ne sont plus alors que 90, et comme le capital est toujours finalement reproduit tel

qu'au début de la production, sous la forme de l'argent — quantité d'argent —, les 100 thalers disparaîtraient à la fin, et il n'y aurait plus de capital.

En fait, le capitaliste est payé pour le *travail* qui consiste à jeter les 100 thalers dans le procès de production au lieu de les manger? Mais avec quoi est-il payé? Son propre travail n'est-il pas tout à fait inutile, puisque le capital embrasse le travail salarié, si bien que les ouvriers peuvent vivre en reproduisant simplement leurs coûts de production, contrairement au capitaliste? Il faudrait donc ranger celui-ci parmi les *faux frais de production*. Mais, quel que soit par ailleurs son mérite, la reproduction pourrait s'effectuer sans lui, puisque, dans le procès de production, les ouvriers transmettent simplement la valeur, si bien qu'ils n'ont pas besoin de tout le rapport capitaliste pour recommencer sans cesse à produire. En outre, il n'y a pas de fonds servant à payer ses mérites du fait que le prix de la marchandise équivaut à ses coûts de production. Si l'on admettait que son travail à côté et en dehors de celui de l'ouvrier, est en quelque sorte celui d'un *super-intendant* (139*a*), il toucherait, lui aussi, un certain salaire, et tomberait du même coup dans la catégorie des travailleurs : il ne se comporterait plus en capitaliste. Qui plus est, il ne s'enrichirait jamais, car il ne toucherait qu'une valeur d'échange qu'il dépenserait nécessairement dans la circulation.

Mais, étant distinct du travail, le capital pour soi — le capitaliste — doit pouvoir vivre et exister comme *non-travailleur*. Au demeurant, il est clair que si, de par ses caractéristiques économiques normales, le capital ne pouvait que conserver sa valeur, il *ne serait pas* en mesure de s'y tenir en réalité. Or, *les risques de la production doivent être compensés*. Le capital doit pouvoir se conserver au travers des oscillations de prix. En outre, l'incessante dévalorisation du capital due à l'augmentation constante des forces productives doit être compensée.

Les économistes expriment cela d'une manière bien plate en disant qu'on préférerait manger son argent plutôt que de le jeter dans la production et de l'utiliser comme capital, si on n'en tirait pas quelque profit ou bénéfice. Bref, le capital doit se valoriser et se multiplier pour être un véritable facteur de production (140) et un *rapport spécifique de production;* sinon ce serait supposer des conditions où les coûts de production n'ont

pas la forme de capital et où celui-ci n'est pas la condition de production.

Il est facile de concevoir que le travail augmente la valeur d'usage; ce qui est difficile, c'est qu'il crée des valeurs d'échange plus grandes que celles qui étaient posées à l'origine.

Admettons que la valeur d'échange payée à l'ouvrier par le capital soit l'équivalent exact de la valeur créée par le travail au cours du procès de production. Dans ce cas, il n'y aurait aucune augmentation de la valeur d'échange du produit. Ce que l'ouvrier a ajouté dans le procès de production à la valeur primitive des matières premières et de l'instrument de travail lui serait remboursé. Pour autant que la valeur du produit est un surplus dépassant la valeur des matières premières et de l'instrument, elle reviendrait à l'ouvrier : le capitaliste lui paierait simplement cette valeur sous forme de salaire, et l'ouvrier la lui rendrait dans le produit.

Le capital entre dans les coûts de production à titre de capital. Le capital porteur d'intérêt. Proudhon.

L'intérêt versé pour un capital emprunté prouve de manière tangible qu'il ne faut pas entendre par *coûts de production* la somme des valeurs entrant dans la production, en dépit de ce qu'affirment certains économistes. Pour le capitaliste industriel, il entre directement dans ses dépenses et dans ses coûts de production *effectifs*. L'intérêt implique donc que le capital sorte de la production sous forme de plus-value, car il est lui-même *l'une des formes* de cette plus-value. Si l'intérêt entre dans les *coûts de production* immédiats du point de vue de l'emprunteur, le capital, en tant que tel, entre dans les frais de production : il n'est donc pas simplement la somme des parties qui le composent.

Dans l'intérêt, le capital se manifeste de nouveau sous forme de *marchandise*, mais cette marchandise est spécifiquement différente de toutes les autres : le capital en tant que tel — et non en tant que simple somme de valeurs — entre dans la circulation et devient marchandise. Ici, la marchandise a un caractère *économique* bien *spécifique :* elle n'est pas indifférente, comme dans la circulation simple, elle n'est pas non plus en rapport avec le travail qui est sa valeur d'usage, comme dans le capital industriel, capital tel qu'il sort de la production et de la circulation.

La marchandise-capital, ou le capital-marchandise, ne s'échange pas dans la circulation contre un équivalent : *il acquiert une existence pour soi* en entrant dans la circulation; il conserve donc son rapport originel avec son propriétaire, même s'il passe en d'autres mains : on le *prête* seulement. Pour son propriétaire, sa valeur d'usage en tant que telle correspond à sa *valorisation*, à l'argent en tant que tel, et non en tant que moyen de circulation. Telle est *sa valeur d'usage à titre de capital.*

On sait que M. Proudhon (141) voudrait que le capital ne soit ni prêté ni ne porte intérêt, mais soit vendu à titre de marchandise contre son équivalent, comme n'importe quelle autre marchandise; cela signifie que la valeur ne doit en aucun cas devenir capital, mais rester simple valeur d'échange; bref, le *capital ne doit jamais exister en tant que capital.* Cette revendication liée à celle du travail salarié, maintenu en tant que base universelle de la production, montre qu'il confond allégrement les notions économiques les plus simples. On comprend qu'il ait fait piètre figure dans sa polémique avec Bastiat, dont nous parlerons plus tard. Le bavardage sur le meilleur marché et les considérations juridiques ne vise qu'à imposer les normes de la circulation simple aux rapports de propriété et de droit correspondant à la valeur d'échange développée. Inconsciemment, Bastiat a donc mis en évidence les éléments de la circulation simple qui tendent au capital.

Le capital en tant que marchandise, c'est l'*argent-capital* ou le *capital-argent.*

Le troisième point qu'il faut analyser dans la genèse du capital, c'est l'*accumulation primitive* par rapport au travail; autrement dit, comment le travail est privé de son objet au cours de l'accumulation.

Le *premier moment*, c'est la valeur issue de la circulation et condition de celle-ci. C'est la *notion simple* du capital, l'argent tel qu'il évolue directement vers le capital.

Le *second moment* part du capital en tant que présupposition de la production et résultat de celle-ci.

Le *troisième moment* (222), c'est le capital devenu *unité déterminée reliant la circulation à la production.* (Le rapport du capital et du travail, du capitaliste et de l'ouvrier, devient le résultat du procès de production.)

Il faut donc distinguer l'accumulation des capitaux fondée sur les capitaux eux-mêmes, lorsque le rapport

du capital *existe* déjà, ce qui suppose ses rapports avec le travail, les prix (le capital fixe et le capital circulant, l'intérêt et le profit).

Pour devenir capital, une certaine accumulation est nécessaire : on la trouve sitôt que le travail objectivé et le travail vivant sont devenus des éléments indépendants et antagoniques. Cette accumulation nécessaire au devenir du capital est directement incluse dans celui-ci, en tant que présupposition et élément constitutif : il faut la distinguer fondamentalement de l'accumulation du capital devenu capital, lorsque les *capitaux* existent déjà nécessairement.

Nous avons vu jusqu'ici que le capital présuppose : 1° le procès de production en général, propre à tous les états de la société, c'est-à-dire sans caractère historique : *humain, s'il vous plaît;* 2° la *circulation* qui, dans chacun de ses éléments, mais plus encore dans sa totalité, est un produit *historique* déterminé; 3° le *capital* en tant qu'unité *déterminée* de la production et de la civilisation. On verra, au cours de son développement, comment le procès de production lui-même se modifie historiquement sitôt qu'il n'est plus qu'un élément du capital; comment ses présuppositions historiques peuvent se déduire de la simple analyse des différences spécifiques du capital.

Tout le reste n'est que vain bavardage. C'est seulement en conclusion et comme résultat de tout le développement qu'il sera possible de décider quels sont les éléments qu'il faut recueillir dans la 1re Section *sur la production en général,* et dans le 1er chapitre de la 2e Section, sur la *valeur d'échange en général.* Ainsi, nous avons vu que la différence entre la valeur d'usage et la valeur d'échange fait désormais partie de l'économie, et qu'il ne faut pas laisser la valeur d'usage s'éteindre comme simple présupposition comme le fait Ricardo. Le chapitre de la production s'achève, objectivement, avec son résultat, le produit; le chapitre de la circulation commence avec la *marchandise,* qui est à la fois *valeur d'usage* et *valeur d'échange* (bref, *valeur* différente d'elle-même); la circulation est l'unité des deux, mais seulement de manière formelle car la marchandise tombe en dehors de l'économie lorsqu'elle devient objet immédiat de consommation, tandis que la valeur d'échange devient autonome dans l'argent.

Plus-value. Temps de surtravail. — Bastiat à propos du salaire. — Valeur du travail. Comment est-elle fixée? — L'auto-valorisation, c'est l'auto-conservation du capital. Le capitaliste ne doit pas vivre que de son travail, etc. Conditions de l'auto-valorisation du capital, surtravail, etc. - Dans quelle mesure le capital est productif (du fait qu'il crée du surtravail, etc.); sa fonction est purement historique et transitoire. — Les Noirs libres en Jamaïque. - - La richesse devenue autonome exige du travail d'esclaves ou du travail salarié (dans les deux cas, c'est du travail forcé).

La plus-value dont dispose le capital à la fin du procès de production doit commencer par se réaliser dans la circulation en un prix supérieur du produit; comme tous les prix qui s'y réalisent, il est déterminé et fixé avant d'y entrer. Exprimé en termes de valeur d'échange, cela veut dire que le travail matérialisé dans le produit dépasse celui qui existait dans les éléments composant le capital au départ. Notons que ce produit ou travail matérialisé est, au repos, une grandeur de travail volumétrique, alors qu'en mouvement, il se mesure en fonction du temps. La plus-value ne peut exister que si le travail matérialisé dans le salaire est moindre que le travail vivant acheté par le capitaliste.

Le temps de travail matérialisé dans le capital est, comme nous l'avons vu, une somme qui se décompose en les trois éléments suivants : *a*) temps de travail matérialisé dans les matières premières; *b*) temps de travail matérialisé dans les instruments; *c*) temps de travail matérialisé dans le prix du travail. Cependant, les parties *a*) et *b*) restent constantes au sein du capital; même si leur forme est modifiée dans le procès, leur valeur reste inchangée.

Le capital échange uniquement *c*) contre un élément qualitativement différent : une quantité donnée de travail matérialisé s'échange contre une masse de travail vivant. Si le temps de travail vivant ne reproduisait que le temps de travail matérialisé dans son prix, il n'y aurait qu'une opération formelle, et — en ce qui concerne la valeur — il y aurait simple permutation entre le travail vivant et une valeur équivalente : comme pour la matière première et l'instrument, il n'y aurait qu'une modification de la substance, la valeur restant constante. Si le capitaliste payait à l'ouvrier le prix équivalant à

une journée de travail — et la journée d'un ouvrier n'ajoute jamais qu'une journée de travail à la matière première et à l'instrument —, le capitaliste aurait effectué un simple échange : valeur d'échange sous une forme contre valeur d'échange sous une autre. Il n'aurait pas agi en tant que capitaliste. Par ailleurs, l'ouvrier se serait limité au procès d'échange simple : il aurait effectivement reçu en paiement le produit de son travail, et le capitaliste lui aurait complaisamment avancé le prix du produit avant qu'il ne soit réalisé. Le capitaliste lui aurait fait crédit, gratuitement, *pour le roi de Prusse : voilà tout* (Fr.).

L'échange entre le capital et le travail dont le résultat est le salaire, s'il est absolument un simple échange en ce qui concerne l'ouvrier, est nécessairement un non échange en ce qui concerne le capitaliste, celui-ci devant recevoir plus de valeurs qu'il n'en donne. Pour ce qui est du capital, l'échange n'est qu'*apparent*, autrement dit il a une forme économique autre, sinon le capital serait impossible et le travail ne pourrait lui faire face. Il y aurait simple échange de valeurs égales, sous des modes d'existence différents.

Pour justifier le capital et en faire l'apologie, les économistes font appel à l'échange simple : ils l'expliquent par un procès qui le rendrait impossible. Ils font la démonstration, en l'esquivant. Tu me paies mon travail, tu l'échanges contre son propre produit et tu me déduis la valeur des matières premières et des instruments que tu m'as fournis. C'est ce qu'on appelle être associés : chacun apporte des éléments différents dans le procès de production et échange en fonction de leur valeur. Ainsi, le produit est transformé en argent, et celui-ci est réparti de sorte que le capitaliste touche le prix de ses matières premières et de ses machines, et l'ouvrier celui du travail qu'il leur a ajouté. Le capitaliste est utile parce qu'il possède la matière première et les machines sous une forme susceptible d'être consommée (de circuler), l'ouvrier parce que son travail se valorise. Cependant, comme nous l'avons vu, le capitaliste risque, dans ces conditions, d'avoir mangé bientôt son capital sous la forme monétaire, tandis que l'ouvrier risque d'entrer en possession du tout.

Ce que l'ouvrier échange contre le capital, c'est son travail même (lors de l'échange, c'est la faculté d'en disposer) : il l'*aliène*. Le prix qu'il obtient, c'est la valeur

de cette aliénation. Or, il échange l'activité créatrice de valeurs contre une valeur prédéterminée, sans qu'il soit tenu compte du résultat de son activité *.

Mais comment cette valeur est-elle déterminée? Par le travail matérialisé que contient cette marchandise. Celle-ci existe dans son organisme. Pour l'entretenir au jour le jour, il doit consommer une certaine quantité de denrées alimentaires, afin de remplacer le sang usé, etc.

Nous n'avons pas à analyser ici comment la classe ouvrière répare ses forces et les entretient pour se conserver en tant que classe. Nous considérons ici l'*ouvrier* en tant que tel, c'est-à-dire le sujet pérenne, présupposé par le capital et lui faisant face. Ce sujet se distingue de l'individu périssable de l'espèce ouvrière.

L'ouvrier obtient un simple équivalent. Ce n'est qu'après avoir formellement achevé l'échange, qu'il doit en exécuter les termes dans le procès de production. Ainsi donc, demain, lorsque l'échange sera achevé, sa force de travail subsistera comme avant : il a obtenu exactement un équivalent, puisque le prix reçu le met en possession de la même valeur d'échange qu'auparavant. La quantité de travail objectivé contenue dans son organisme lui est donc payée par le capital. L'individu la consomme, et comme il n'existe pas sous forme de chose, mais de capacité d'un être vivant, il peut recommencer un nouvel échange, ne serait-ce qu'en vertu du caractère *spécifique* de sa marchandise, ou de la nature spécifique du procès vital.

(*) Monsieur Bastiat fait montre d'une sagesse peu commune en prétendant que le *salaire* est une catégorie inessentielle et purement formelle, une sorte d'association qui, *en tant que telle,* n'a rien à voir avec le rapport économique existant entre le travail et le capital. Il dit : si les ouvriers étaient assez riches pour se permettre d'attendre jusqu'à ce que leur produit soit achevé et vendu, ils pourraient conclure avec le capitaliste un contrat aussi avantageux que celui que passent entre eux les capitalistes : ce n'est pas le salariat qui les en empêche! Le mal n'est donc pas dans la forme salariée, mais dans les conditions indépendantes de lui. Mais, il ne vient pas à l'esprit de Bastiat que ces conditions sont *celles-là mêmes du salariat.* Si les ouvriers étaient en même temps capitalistes, ils ne se comporteraient pas en fait vis-à-vis du capital non travailleur comme des ouvriers actifs, mais comme des capitalistes-travailleurs, forme non salariée. C'est pourquoi Bastiat trouve que le salaire est, au fond, *identique* au *profit* et à l'*intérêt.* C'est ce qu'il appelle l'*harmonie des rapports économiques.* Les rapports sont économiques *en apparence* seulement, mais, en fait, ils se ramènent à l'échange simple. Les formes *essentielles* n'ont donc pas de *contenu,* autrement dit ce ne sont pas de véritables formes. (Marx.)

Nous ne nous occupons pas encore ici du travail *spécialisé*, mais seulement du travail simple. Nous ne traiterons donc pas du supplément de travail qu'il faut matérialiser dans l'être immédiat de l'ouvrier, en sus du temps de travail strictement nécessaire à le faire vivre, c'est-à-dire des valeurs supplémentaires, consommées, pour produire telle ou telle *capacité de travail* particulière, ou *habileté* spéciale, dont la valeur se mesure aux coûts de production permettant de créer une telle spécialisation du travail.

S'il fallait une journée de travail pour maintenir un ouvrier en vie pendant une journée de travail, le capital n'existerait pas, parce que la journée de travail s'échangerait contre son propre produit : le capital ne pourrait donc pas se valoriser ni même se conserver. En effet, l'auto-conservation du capital est aussi son auto-valorisation.

Si le capital devait, lui aussi, travailler pour vivre, il ne se conserverait pas du fait qu'il est capital, mais du fait qu'il travaille. La propriété des matières premières et des instruments de travail serait purement *nominale* : du point de vue économique, ils appartiendraient autant à l'ouvrier qu'au capitaliste, puisqu'ils ne produiraient de la *valeur* que si ce dernier travaille. Il ne se comporterait donc pas à leur égard comme à l'égard du capital : ils ne seraient que de simples subsistances et des moyens de travail, comme ils le sont pour l'ouvrier au cours du procès de production.

En revanche, s'il ne faut qu'une demi-journée par exemple pour maintenir un ouvrier en vie pendant toute la journée de travail, on obtient directement la plus-value, puisque le capitaliste paie seulement le prix d'une demi-journée, mais obtient toute une journée de travail matérialisée dans le produit : il ne donne donc *rien* en échange pour cette seconde moitié de la journée de travail. Ce qui fait de lui un capitaliste, ce n'est donc pas l'échange, mais un procès où il obtient sans échange du *temps de travail matérialisé*, c'est-à-dire de la valeur.

Cette demi-journée de travail ne coûte rien au capitaliste : il obtient donc une valeur pour laquelle il n'a donné aucun équivalent. Il ne peut bénéficier d'un accroissement de valeur que s'il obtient, — ou mieux fait *produire* — une valeur dépassant l'équivalent.

La plus-value, c'est d'abord la valeur en sus de l'équivalent. Par définition, l'équivalent c'est la valeur identi-

que à elle-même. Jamais plus-value ne peut jaillir de l'équivalent : elle ne peut donc avoir sa source dans la circulation, mais dans le procès de production du capital lui-même.

Toutefois, la chose se présente autrement encore : si l'ouvrier n'a besoin que d'une demi-journée de travail pour vivre un jour entier, il lui suffit de travailler une demi-journée pour mener sa vie d'ouvrier, la seconde moitié de la journée de travail, c'est du *travail forcé, du surtravail.*

Ce qui est de la plus-value pour le capital, est pour l'ouvrier du surtravail au-delà de ses besoins immédiats nécessaires à le faire vivre en tant qu'ouvrier. Le grand rôle historique du capital est de *produire ce surtravail,* temps superflu du point de vue de la simple valeur d'usage, de la simple subsistance.

Le capital a accompli sa fonction historique lorsque d'une part, les besoins sont assez développés pour que le surtravail en sus de ce qui est nécessaire soit devenu lui-même un besoin général et découle des besoins de l'individu lui-même; et d'autre part, que le zèle au travail imposé par la sévère discipline du capital aux générations successives soit devenu le bien commun de l'humanité nouvelle; enfin, que les forces productives du travail dont le capital accélère le progrès à coups de fouet, dans sa frénésie d'enrichissement sans limite et dans les conditions qu'il pouvait seul réaliser, soient développées au point que la richesse générale exige : 1° que la société tout entière se fixe un temps de travail moindre; 2° que l'humanité travailleuse ait instauré un procès scientifique en vue de sa reproduction sans cesse croissante, dans une plénitude toujours plus grande. Autrement dit : l'homme ne fera plus les travaux que les machines, etc. peuvent faire à sa place.

Le capital et le travail ont un rapport semblable à celui de l'argent et de la marchandise : l'un est la forme générale de la richesse, l'autre est uniquement la substance destinée à la consommation immédiate. Dans sa course éperdue à la forme générale de la richesse, le capital pousse le travail au delà des limites de ses besoins naturels et crée de la sorte les éléments matériels pour le développement d'une individualité riche, aussi universelle dans sa production que dans sa consommation, et dont le travail n'apparaît plus comme travail, mais comme plein développement de l'activité : sous sa forme

immédiate, la nécessité naturelle y a disparu, parce qu'à la place du besoin naturel a surgi le besoin produit historiquement. C'est pourquoi le *capital est productif,* autrement dit *un rapport essentiel au développement des forces productives sociales.* Mais, il cesse de l'être à partir du moment où le développement de ces forces productives trouve une barrière dans le capital lui-même.

Dans le « Times » (142), un planteur des Indes occidentales exhale un cri de rage tout à fait charmant. Avec la plus grande indignation morale, cet avocat — qui plaide le retour à l'esclavage des Noirs — explique comment les *quashees* (les Noirs libres de la Jamaïque) ne produisent que le strict nécessaire à leur propre consommation; à côté de cette « valeur d'usage », ils considèrent que le véritable luxe c'est la paresse, *la vie facile et oisive;* ils se fichent de la canne à sucre et du capital fixe investi dans les plantations; ils prennent un malin plaisir et rient sous cape lorsque les planteurs font faillite, et vont jusqu'à exploiter le christianisme qu'on leur a enseigné pour donner plus de couleur à leur esprit de malice et à leur indolence.

Ils ont cessé d'être des esclaves pour devenir non pas des salariés, mais des *paysans se suffisant à eux-mêmes* et travaillant pour leur maigre consommation individuelle. Le capital en tant que tel n'existe pas en face d'eux, parce que la richesse autonome suppose le travail forcé *immédiat* (esclavage), ou le travail forcé sous forme *médiate* (salariée). S'il y a travail forcé immédiat, c'est le *rapport de domination,* et non le capital, qui s'approprie la richesse : celle-ci n'y a de valeur que si elle est jouissance, et non richesse en soi, ce qui explique que l'industrie universelle ne puisse s'épanouir sur la base de domination immédiate.

Nous reviendrons plus tard sur le rapport entre l'esclavage et le travail salarié.

Plus-value.
Ricardo. Les physiocrates. A. Smith. Ricardo.

Il est effectivement très difficile de saisir la genèse de la valeur. On le constate 1° chez les économistes anglais modernes qui reprochent à Ricardo de ne pas avoir compris le *surproduit,* la plus-value (cf. *Malthus* (143) à propos de la *valeur,* qui cherche au moins à procéder de manière scientifique). Et pourtant, Ricardo (144) est le

seul économiste à avoir compris cette notion, comme le prouve sa polémique contre Adam Smith qui confond la détermination de la valeur par le salaire et celle par le temps de travail matérialisé dans la marchandise. Les économistes modernes tombent dans la facilité et se complaisent dans les platitudes.

Certes, Ricardo lui-même fait parfois des confusions. Il voit sans doute que la formation de la plus-value représente la condition préalable du capital, mais il estime ici de manière erronée que les valeurs ne peuvent s'accroître que si l'on investit *plus de temps de travail objectivé* dans un même produit; en d'autres termes, que la production devient toujours plus *difficile* (145). Il en vient ainsi à opposer absolument la *valeur* à la *richesse* (146). C'est ce qui explique sa conception unilatérale de la rente foncière (147), sa fausse théorie du commerce international, et que, pour lui, la richesse, c'est de produire la valeur d'usage et non la valeur d'échange. Le seul moyen d'augmenter les valeurs proprement dites serait donc, outre la *difficulté croissante de production* (théorie de la rente), *l'accroissement de la population* (accroissement naturel des ouvriers par l'augmentation du capital). Encore ne trouve-t-on nulle part chez lui une claire synthèse de ce rapport. L'erreur fondamentale, c'est qu'il ne recherche à aucun moment d'où provient vraiment la différence entre la détermination de la valeur par le salaire et celle par le temps de travail matérialisé. C'est pourquoi l'argent et l'échange (la circulation) ne sont à ses yeux que des éléments purement formels quoiqu'il affirme par ailleurs que l'économie a pour *seul* objet la valeur d'échange; ainsi le profit, etc. n'est pour lui qu'une *simple* quote-part du produit et il aurait pu exister aussi bien dans le système esclavagiste.

2° Chez les *physiocrates*, on voit apparaître de manière plus tangible la difficulté de comprendre le capital, l'auto-valorisation de la valeur, c'est-à-dire la création de la plus-value du capital dans le procès de production. En fait, cette question devait surgir chez les pères de l'économie politique moderne, tout comme à la fin de l'économie classique, représentée par Ricardo, s'est posée celle de la création de plus-value conçue par ce dernier sous forme de rente. Au fond, il s'agissait de savoir quelle est la nature du capital et du travail salarié, question fondamentale au seuil de l'économie de la société moderne.

Les théoriciens du système monétaire en étaient arrivés à l'autonomie de la valeur lorsqu'elle sort de la circulation simple : l'*argent*. C'est pourquoi ils firent de cette forme abstraite de la richesse le but exclusif des nations qui abordaient précisément la période où l'*enrichissement en tant que tel* devenait le but de la société.

Vint ensuite le *système mercantiliste;* il coïncide avec l'époque où se développe le capital industriel, et donc le travail salarié dans les manufactures; il entre par conséquent en conflit avec la richesse non industrielle et la propriété foncière féodale aux dépens desquelles il se développe. Les mercantiles pressentent le capital sous l'argent; il garde cependant pour eux une forme monétaire : la circulation du *capital marchand* et le *capital transformé en monnaie*. Le produit, c'est-à-dire le capital marchand qui se transforme en argent dans la circulation, et donc aussi le capital industriel, a, pour eux, la plus grande valeur, comme moyen, et non pas comme richesse elle-même au sein du procès productif. C'est l'époque de la manufacture, c'est-à-dire au fond du travail industriel. Mais, il leur semblait que l'agriculture s'opposait à lui parce qu'elle produisait essentiellement des valeurs d'usage : l'apprêt des matières premières par les ouvriers des manufactures avait, à leurs yeux, plus de valeur parce qu'il s'adaptait clairement à la circulation, au *commerce,* et promettait de faire plus d'argent sous forme marchande. (A cette époque, la conception de la richesse propre à des peuples non agriculteurs, tels que la Hollande, s'opposait donc à celle des peuples cultivateurs et féodaux : l'agriculture n'avait pas la forme industrielle, mais féodale, et représentait la source de la richesse du féodalisme, et non de la bourgeoisie).

Une forme — industrielle — du travail salarié et une forme — industrielle — du capital étaient donc déjà reconnues comme sources de la richesse, mais uniquement dans la mesure où elles créaient de l'argent. La valeur d'échange n'était donc pas encore saisie sous la forme du capital.

Passons maintenant aux *physiocrates*. Ils distinguent le capital de l'argent et conçoivent le premier sous sa forme générale de valeur d'échange autonome, susceptible de se conserver et de s'accroître dans la production. Ainsi donc, ils considèrent le rapport pour lui-même; il n'est plus, à leurs yeux, un moment de la circulation simple; il est, au contraire, une présupposition de celle-

ci et, en en sortant, il se rétablit constamment comme tel. Les physiocrates sont donc les pères de l'économie moderne. Ils comprennent également que la création de plus-value par le travail salarié représente l'auto-valorisation, c'est-à-dire la réalisation du capital.

Mais comment une plus-value est-elle produite par l'intermédiaire du travail grâce au capital, c'est-à-dire aux valeurs déjà existantes? Dans leur réponse, ils négligent complètement la forme et ne considèrent que le simple procès de production : seul peut être productif le travail qui opère dans un champ où, de manière tangible, la force naturelle de l'instrument de travail permet au travailleur de produire plus de valeurs qu'il n'en consomme. La plus-value n'a donc pas sa source dans le travail proprement dit, mais dans la force naturelle utilisée et conduite par le travail : l'agriculture. Le *travail agricole* est donc seul *productif :* ils sont assez avancés pour ne considérer comme *productif que le travail créateur de plus-value;* mais la plus-value doit s'exprimer dans un produit matériel; cela rejoint la conception grossière propre à Adam Smith. Les acteurs ne sont pas des travailleurs productifs, parce qu'ils créent un spectacle, mais parce qu'ils *augmentent la richesse de leur patron* (147*a*). Si tel est *le critère,* il est absolument indifférent de savoir quel est le genre du travail, c'est-à-dire sous quelle forme le travail se matérialise. Sous l'angle de vue ultérieur, ce ne sera plus indifférent.

Quoi qu'il en soit, à l'issue de la production, en sous-main, cette plus-value se transforme en une quantité de valeurs d'usage plus grande qu'il n'en a été consommé au cours de la production. Seule la semence naturelle produit — sous une forme aussi tangible — une telle augmentation des valeurs d'usage, un tel excédent du produit par rapport à ce qu'il faut pour recommencer le cycle de production, si bien qu'une partie peut en être consommée improductivement. Il suffit de rendre à la terre une partie seulement de la récolte sous forme de semence. Grâce à d'autres produits naturels — l'air, l'eau, la terre, la lumière et les substances ajoutées sous forme d'engrais, etc. —, les semences créent alors des quantités supérieures de céréales par exemple. Bref, il suffit au travail humain de diriger le métabolisme chimique (dans l'agriculture) au moyen de quelques machines ou de surveiller la reproduction vitale (élevage) pour obtenir un surproduit, c'est-à-dire pour transformer ces

substances naturelles d'une forme dénuée de valeur d'usage en une forme riche de valeur. La forme véritable de la richesse générale est donc l'excédent des produits de la terre (céréales, bétail, matières premières).

Au point de vue économique, seule la *rente* est la forme de la richesse. C'est ainsi que les premiers prophètes du capital ne concevaient comme représentants de la richesse *bourgeoise* que les non capitalistes, les *propriétaires fonciers féodaux*. En conséquence, ils mirent tous les impôts à la charge de la rente, ce qui est tout à l'avantage du capital bourgeois. Le féodalisme n'a été magnifié sur le plan des principes par les bourgeois — et certains en ont été dupes, tels le vieux Mirabeau — que pour être ruiné sur le plan des intérêts pratiques.

Toutes les autres valeurs représentaient seulement de la matière première + du travail; le travail lui-même représente les céréales ou d'autres produits de la terre que le travail consomme. L'ouvrier de la fabrique, etc. ajoute donc à son produit exactement autant de matières premières qu'il en consomme : son travail, comme celui de son patron, n'ajoute rien à la richesse. La richesse est ce qui excède les marchandises consommées au cours de la production. Les ouvriers des fabriques créent simplement des formes plus agréables et plus utiles pour la consommation.

A l'époque, l'industrie n'utilisait guère les forces de la nature; c'est avec la division du travail, etc. que se développera la force naturelle du travail. Elle était développée au temps d'A. Smith. C'est pourquoi ce dernier considère le travail en général comme la source des valeurs, et aussi de la richesse; mais, à proprement parler, le travail ne crée la plus-value que dans la mesure où le surproduit semble être un don naturel — grâce à la division du travail, — force naturelle sociale chez A. Smith, et force de la terre chez les physiocrates. Ainsi s'explique l'importance que donne A. Smith à la division du travail.

Par ailleurs, A. Smith conçoit, certes, le travail comme créateur de valeurs, mais pour lui le travail est une valeur d'usage, une productivité existant pour elle-même, une force naturelle de l'*homme* en général (c'est ce qui le distingue des physiocrates); cependant, il ne conçoit pas le travail sous la forme tout à fait *spécifique* du salariat et en opposition au capital. En conséquence, il ne voit pas que, dès le début, le capital contient en lui

l'élément antagonique qu'est le travail salarié : il voit le capital tel qu'il sort de la circulation, sous forme monétaire. Il se crée donc à partir de la circulation, grâce à l'*épargne*. A l'origine, le capital ne se valorise donc pas lui-même, puisque dans sa définition, il n'implique pas l'appropriation du travail d'autrui. Il ne le fera que *plus tard*, lorsqu'il sera présupposé en tant que *capital — mauvais cercle* (Fr.) — en tant que *commandement sur le travail d'autrui*.

En bonne logique, chez A. Smith, le travail devrait toucher son propre produit pour salaire. Mais si celui-ci est égal au produit, il n'y a plus de travail salarié, ni de capital. A. Smith est donc obligé d'opérer avec rudesse, lorsqu'il introduit le profit et la rente en tant qu'éléments constitutifs des frais de production, c'est-à-dire lorsqu'il fait sortir la plus-value du procès de production du capital : le capitaliste ne veut pas céder gratuitement l'usage de son capital, de même que le propriétaire foncier ne veut pas donner pour rien ses terres à la production. Ils réclament quelque chose en retour. Mais, de la sorte, leurs revendications ne sont pas expliquées comme des faits historiques.

A proprement parler, *seul* le salaire a une justification *économique*, parce qu'il est de toute nécessité un élément constitutif des frais de production. Le profit et la rente sont tout simplement des *prélèvements* effectués sur le salaire; ils ont été arbitrairement imposés au cours du processus historique du capital et de la rente foncière, puis *légalisés*, mais ils ne sont pas justifiés économiquement. Or, comme il oppose par la suite le travail aux matières premières et aux moyens de production ayant une forme autonome dans la propriété foncière et le capital, il le caractérise fondamentalement comme travail salarié. Il en résulte certes des contradictions. C'est ce qui explique, entre autres, ses incertitudes dans la détermination de la valeur, le fait qu'il place sur le même pied le profit et la rente foncière, et ses conceptions erronées quant à l'influence du salaire sur les prix, etc.

Passons maintenant à *Ricardo*. Il conçoit, lui aussi, le travail salarié et le capital comme naturels, et non comme une forme historique déterminée de la société. Ils créent donc de la valeur d'usage et celle-ci représente la richesse, c'est dire que leur forme est *indifférente* et n'est pas saisie dans son rapport *déterminé* avec la forme de la richesse en tant que telle, valeur d'échange et sim-

ple médiation formelle de son existence matérielle. C'est ainsi qu'il n'a pas compris le caractère spécifique de la richesse bourgeoise qui apparaît comme la forme appropriée, et donc *économique* aussi, de la richesse en général; pourtant, bien qu'il soit parti de la *valeur d'échange*, les *formes économiques bien déterminées de l'échange* ne jouent aucun rôle dans son système : il parle seulement de la répartition du produit général du travail et de la terre entre les trois classes, comme si, dans la richesse fondée sur la *valeur d'échange*, on n'avait jamais affaire qu'à la *valeur d'usage*. Chez Ricardo, la valeur d'échange est uniquement une forme de cérémonie qui disparaît, tout comme l'argent dans sa fonction de moyen de circulation dans l'échange. Pour mettre en évidence les véritables lois de l'économie, il aime d'ailleurs à se référer à ce rapport — formel — de la monnaie. D'où aussi la faiblesse de sa théorie monétaire.

Il est indispensable de suivre exactement le développement de la notion de capital, point central de l'économie politique moderne et reflet abstrait du capital réel, base de toute la société bourgeoise. A partir des conditions préalables, il doit donc être possible de discerner toutes les contradictions de la production bourgeoise ainsi que ses limites (qu'elle tend elle-même à dépasser).

Il importe de remarquer que la richesse en tant que telle, c'est-à-dire bourgeoise, trouve son expression la plus dynamique dans la valeur d'échange où elle apparaît comme *médiation* entre les extrêmes de la valeur d'échange et la valeur d'usage. Ce moyen terme se présente toujours comme le rapport *économique* achevé, parce qu'il est la synthèse de tous les contraires, et apparaît toujours en fin de compte comme la puissance supérieure et unique eu égard aux extrêmes. En effet, le mouvement ou le rapport qui, à l'origine, sert de médiation aux deux extrêmes devient nécessairement, de par sa dialectique même, sa propre médiation. Il apparaît, dès lors, comme seul sujet autonome et les deux extrêmes en deviennent de simples éléments, après avoir perdu leur autonomie et leur prépondérance.

Ainsi, dans la sphère religieuse le Christ, de médiateur qu'il était entre Dieu et les hommes — simple moyen de circulation — est devenu leur unité, l'Homme-Dieu, et, en tant que tel, il prend plus d'importance que Dieu; les saints l'emportent à leur tour sur le Christ, et les curés enfin sur les saints.

L'expression économique totale, encore qu'elle soit unilatérale, vis-à-vis des extrêmes, est toujours la valeur d'échange, opérant comme intermédiaire : ainsi par exemple, l'argent dans la circulation simple, et le capital, lien entre la production et la circulation. Dans le rapport du capital lui-même, l'une de ses formes occupera à son tour la position de la valeur d'usage en face de celle de la valeur d'échange. C'est ainsi que le capital industriel fait figure de producteur vis-à-vis du commerçant qui représente la circulation. Le premier est l'élément substantiel, le second l'élément formel, c'est-à-dire la richesse en tant que telle. Le capital mercantile est lui-même le médiateur entre la production (capital industriel) et la circulation (ensemble des consommateurs) ou entre la valeur d'échange et la valeur d'usage. Mais, chaque élément a deux faces : la production apparaît comme monnaie; la circulation apparaît comme valeur d'usage (ensemble des consommateurs), ou la première apparaît comme valeur d'usage (produit) et la seconde comme valeur d'échange (argent).

Il en va de même dans le commerce : le grossiste est l'intermédiaire entre le fabricant et le détaillant, entre le fabricant et le paysan ou entre les divers fabricants, — il devient leur centre supérieur. A son tour, le courtier joue ce rôle vis-à-vis du grossiste. Le banquier sert d'intermédiaire entre les industriels et les commerçants, les sociétés par actions à leur tour jouent ce rôle vis-à-vis de la production; au sommet, le financier s'interpose entre l'Etat et la société bourgeoise. La *richesse en tant que telle* revêt un caractère d'autant plus distinct et représentatif qu'on s'éloigne davantage de la production directe et qu'à son tour elle se trouve médiatisée entre des éléments qui, considérés en eux-mêmes, apparaissent pourtant comme des rapports économiques. De moyen, l'argent devient but, et partout les formes supérieures de médiation apparaissent sous forme de capital, au-dessus de la forme-travail du capital, simple source de la plus-value. C'est ainsi que le courtier, le banquier, etc. représentent le capital pour les fabricants et les fermiers qui représentent, eux, le travail (valeur d'usage). A cet égard, le financier est la forme la plus aberrante (147*b*).

Le capital est l'unité immédiate du produit et de l'argent, ou mieux, de la production et de la circulation. Mais, en tant que tel, il est lui-même un élément *immédiat :* son développement consiste donc à se poser, puis à

s'abolir comme unité, si bien que celle-ci devient un simple rapport déterminé et apparaît comme un élément *simple* du capital.

La démarche intellectuelle de Ricardo est tout bonnement la suivante : les produits s'échangent — capital contre capital — en fonction de la quantité de travail matérialisée en eux. Une journée de travail s'échangera toujours contre une journée de travail. Telle est la prémisse. On peut donc laisser tout à fait de côté l'échange proprement dit. *En soi,* le produit — le capital sous la forme du produit — est de la valeur d'échange, à laquelle l'échange n'ajoute que la forme, tout à fait formelle chez lui. La seule question qui se pose, c'est de savoir en combien de *quote-parts* se divisera le produit. Qu'on les considère comme *quote-parts* de la valeur d'échange ou de son contenu, la richesse matérielle, n'y change rien.

Qui plus est, étant donné que l'échange est simple circulation — argent dans sa fonction de moyen de circulation — il vaut mieux en faire totalement abstraction pour ne considérer que la richesse matérielle qui se répartit entre les différents agents, soit au sein du procès de production, soit dans le produit de celui-ci. Dans l'*échange,* toute valeur, etc. est purement *nominale,* mais, dans la quote-part, elle est réelle. S'il ne crée pas une variété *matérielle* plus grande, l'échange reste purement *nominal.* Etant donné qu'il faut toujours échanger une journée de travail entière contre une journée de travail, la somme des *valeurs* reste *la même.* L'augmentation de la population n'agit pas sur la forme, mais sur le contenu de la richesse. La production a donc de plus en plus de difficultés pour accroître les valeurs. C'est ce qui advient lorsque les forces naturelles ne fournissent plus les mêmes quantités de travail humain, c'est-à-dire que la fertilité des éléments naturels diminue, dans l'agriculture. La rente fera donc baisser le profit. Il s'agit, en conséquence, d'une fausse prémisse, à savoir qu'on travaille toujours une *journée entière* dans tous les états de la société, etc.

Plus-value et force productive. Leur rapport en cas d'augmentation. — Résultat. — La force productive du travail est celle du capital. — Dans la mesure où le travail nécessaire a déjà diminué, la valorisation du capital est plus difficile.

Comme nous l'avons vu, il suffit à l'ouvrier de travailler, mettons, une demi-journée pour vivre une journée entière et pour recommencer à produire, le lendemain. Seule une demi-journée est matérialisée dans sa force de travail (dans son *organisme*, c'est-à-dire en lui, tel un instrument de travail *vivant*). Or, la journée vivante entière de l'ouvrier va être le résultat palpable de cette demi-journée de travail matérialisée dans l'ouvrier.

Ainsi donc, le capitaliste crée la plus-value de son capital en s'appropriant toute la journée de travail vivant en échange de la demi-journée de travail matérialisé dans l'ouvrier, et en consommant les éléments dont se compose son capital. Dans notre cas, il s'appropriera une demi-journée de travail de plus-value.

Admettons que les forces productives du travail viennent à doubler, c'est-à-dire qu'un même travail fournisse dans le même temps le double de *valeurs d'usage*. (Nous appellerons ici valeur d'usage ce que l'ouvrier consomme pour subsister comme ouvrier; autrement dit, la quantité de moyens de subsistance contre laquelle il échange, grâce à l'argent, le travail matérialisé dans sa force de travail vivante.) Il suffirait dès lors à l'ouvrier de travailler $^1/_4$ de jour pour vivre toute la journée, et au capitaliste de donner en échange à l'ouvrier $^1/_4$ de journée de travail objectivé pour élever, dans le procès de production, sa plus-value de $^1/_2$ à $^3/_4$. Au lieu de gagner $^1/_2$ journée de travail objectivé, il en gagne donc les $^3/_4$ à présent. La valeur du capital lors de sa sortie du procès de production, aurait augmenté de $^3/_4$ au lieu de $^2/_4$. Il suffirait au capitaliste de faire travailler seulement $^3/_4$ de journée de travail pour ajouter au capital la même plus-value qu'auparavant : $^1/_2$ ou $^2/_4$ de travail objectivé.

Mais, comme il représente la forme générale de la richesse — l'argent —, le capital a la tendance effrénée et illimitée de dépasser ses propres bornes. Chaque limitation est, et doit être, pour lui une barrière, sinon il

cesserait d'être du capital c'est-à-dire de l'argent qui se crée lui-même. Si telle limite déterminée lui apparaissait non pas comme une barrière extérieure, mais comme une limitation tolérable et inhérente à lui-même, il se dégraderait, passant de la valeur d'échange à la valeur d'usage, et de la forme générale de la richesse à un mode déterminé de substance. Si le capital crée une plus-value de quantité déterminée, c'est simplement parce qu'il ne peut en une seule fois en produire une quantité illimitée. Mais il est le mouvement de sa constante augmentation. La limite quantitative de la plus-value lui apparaît uniquement comme une barrière naturelle à surmonter, une nécessité qu'il cherche toujours à dépasser *. Nous faisons abstraction ici de notions telles que la concurrence et les prix.

Par conséquent, le capitaliste ne fera pas seulement travailler l'ouvrier $^3/_4$ de jour, bien qu'il lui procure la même *plus-value* qu'auparavant : il le fera travailler toute la journée. L'augmentation de la productivité qui permet à l'ouvrier de vivre une journée entière avec le $^1/_4$ de son jour de travail s'exprime uniquement en ce qu'il doit travailler désormais $^3/_4$ de journée pour le capital, au lieu des $^2/_4$ précédents. La force productive accrue sert donc à prolonger le temps de travail pour la valorisation du capital (pour la valeur d'échange) dans la mesure exacte où elle raccourcit le temps nécessaire au remplacement du travail matérialisé en lui (pour la valeur d'usage, les subsistances). En ce qui concerne l'ouvrier, il doit désormais effectuer un surtravail de $^3/_4$ de journée pour vivre un jour, alors qu'il n'en faisait que $^2/_4$ auparavant.

En doublant sa productivité, son temps de surtravail augmente de $^1/_4$ de journée. Il faut noter cependant que la force productive double, mais que le surtravail de l'ouvrier ne double pas, *il n'augmente que de $^1/_4$ de journée*. La plus-value augmente dans cette proportion. Ce

---

(*) Les limitations que le capital surmonte lui apparaissent donc fortuites. C'est ce qu'on voit même dans les analyses les plus superficielles. Lorsque le capital, parti de 100, atteint 1 000, le point de départ de l'augmentation sera désormais 1 000 : son décuplement — qu'il soit à 1 000 — ne compte pour rien. Le profit et l'intérêt redeviennent eux-mêmes du capital. *Ce qui est apparu comme de la plus-value vaut maintenant comme simple base de départ, la plus-value ayant été tout bonnement absorbée par le capital lui-même.* (Marx.)

qui est essentiel, c'est que le surtravail (point de vue de l'ouvrier) et la plus-value (point de vue du capital) n'augmentent pas dans le même rapport numérique que la force productive. D'où cela provient-il? Le doublement de la force productive réduit le travail nécessaire (pour l'ouvrier) de $^1/_4$ de journée et augmente d'autant la production de plus-value : ce rapport était à l'origine de 1 à 2.

Si, auparavant, l'ouvrier avait dû travailler $^2/_3$ de journée pour vivre un jour, la plus-value eût été de $^1/_3$, tout comme le surtravail. Le doublement de la force productive du travail aurait réduit de moitié les $^2/_3$ de la journée de travail nécessaire à l'ouvrier, soit : $\frac{2}{3 \times 2}$, ou $^1/_3$ de journée : le capitaliste empoche la valeur de ce $^1/_3$ de journée. Mais le surtravail total serait de $^2/_3$ de journée. Le doublement de la force productive du travail qui, dans le premier cas, donnait $^1/_4$ de journée de plus-value ou de surtravail, en donne dans le second $^1/_3$. Le multiplicateur de la force productive — c'est-à-dire le chiffre qui multiplie la force productive — diffère de celui du surtravail et de la plus-value. Il s'obtient en divisant le précédent rapport entre la partie de la journée de travail matérialisée dans le prix du travail et la journée de travail matérialisée tout entière *, soit $^1/_2$ divisé par 2 (qui correspond au doublement de la productivité) ce qui donne $^1/_4$.

Si le rapport antérieur était de $^2/_3$, le doublement correspond à la division de $^2/_3$ par 2, ce qui donne $^2/_6$ ou $^1/_3$. Le nombre qui multiplie la force productive divise donc le rapport antérieur; au lieu de multiplier son numérateur, il multiplie son dénominateur. Cela provient de ce que la multiplication de la force productive ne correspond pas à la multiplication de la plus-value, puisque, pour obtenir celle-ci, il faut diviser le rapport antérieur par le multiplicateur de la force productive. Si le rapport antérieur est de $^8/_9$; autrement dit, si l'ouvrier a

---

(*) Une journée de travail apparaît toujours comme limite de la journée de travail. Toutefois, messieurs les fabricants ont prolongé la journée jusque dans la nuit, d'où le *bill de dix-heures. Cf.* les rapports de fabrique de Léonhard Horner (148). La journée de travail elle-même ne se limite pas au jour naturel : elle peut être prolongée fort tard dans la nuit. Cela entre dans le chapitre du salaire. (Marx.)

besoin de $^{8}/_{9}$ de la journée de travail pour vivre, et que le capital ne gagne que $^{1}/_{9}$ dans son échange avec le travail vivant, le surtravail est égal à $^{1}/_{9}$. Si la productivité double, l'ouvrier pourra vivre avec la moitié de $^{8}/_{9}$ de la journée de travail, soit $^{8}/_{18}$ ou $^{4}/_{9}$ (que l'on divise le numérateur ou que l'on multiplie le dénominateur, cela revient au même). Le capitaliste qui fait travailler toute la journée aurait une plus-value totale de $^{4}/_{9}$ du jour entier de travail; si l'on en déduit l'ancienne plus-value de $^{1}/_{9}$, il aura gagné $^{3}/_{9}$ ou $^{1}/_{3}$, soit l'augmentation due au doublement de la force productive. Ce résultat provient de ce que la plus-value est toujours égale au rapport de la journée tout entière à la partie nécessaire pour faire vivre l'ouvrier.

La plus-value se calcule toujours d'après une fraction, c'est-à-dire la portion déterminée de la journée qui représente le prix du travail. Si elle est de $^{1}/_{2}$, l'accroissement de la force productive sera égal à la diminution du travail nécessaire : $^{1}/_{4}$. Si elle est de $^{1}/_{3}$, le travail nécessaire ne sera plus que de $^{1}/_{6}$. Dans le premier cas, la plus-value totale sera de $^{3}/_{4}$; dans le second, de $^{5}/_{6}$. La plus-value relative — c'est-à-dire le rapport entre la plus-value précédente et la plus-value nouvelle — sera dans le premier cas de $^{1}/_{4}$, et dans le second de $^{2}/_{6}$ ou $^{1}/_{3}$. Ainsi donc, *la valeur du capital n'augmente pas dans le même rapport que la force productive*. En effet, lorsque celle-ci augmente, la valeur du capital s'accroît en proportion moindre, puisque le multiplicateur de la force productive divise la fraction de la journée de travail revenant à l'ouvrier.

Pour savoir de combien la force productive du travail augmente la valeur du capital, il faut calculer le rapport antérieur entre la portion de travail matérialisé revenant à l'ouvrier et son travail vivant. Cette portion s'exprime toujours par une fraction de la journée de travail : $^{1}/_{3}$, $^{2}/_{3}$, etc.

L'augmentation de la force productive, c'est-à-dire sa multiplication par un chiffre donné se calcule, soit en divisant le numérateur, soit en multipliant le dénominateur de cette fraction par ce chiffre. L'augmentation plus ou moins grande de la valeur dépend donc à la fois du nombre qui exprime l'accroissement de la force productive, et du rapport antérieur que représente la fraction de la journée de travail revenant au salaire. Si ce rapport est de $^{1}/_{3}$, le doublement de la force productive

de la journée de travail le réduira à $^1/_6$; s'il est de $^2/_3$, il sera de $^2/_6$. Le travail matérialisé contenu dans le salaire est toujours égal à une partie seulement de la journée entière et s'exprime en arithmétique par une fraction : c'est toujours un rapport numérique, jamais un simple nombre.

Si la force productive double — se multiplie par 2 —, il suffirait à l'ouvrier de travailler la moitié du temps précédent pour avoir le même salaire. En réalité, le rapport antérieur, c'est-à-dire le temps qu'il lui fallait avant l'augmentation de la force productive, déterminera le temps désormais nécessaire : le multiplicateur de la force productive divisera l'ancienne fraction. C'est pourquoi la valeur, ou le surtravail, n'augmente pas dans le même rapport numérique que la force productive. Si le rapport antérieur est de $^1/_2$ et si la force productive double, le temps de travail *nécessaire* (à l'ouvrier) sera remené à $^1/_4$: la plus-value ne montera que du $^1/_4$ restant. Si la force productive quadruple, le rapport antérieur passera à $^1/_8$, et la valeur augmentera seulement de $^1/_8$. La valeur ne peut jamais être égale à la journée de travail tout entière, parce qu'une partie doit être échangée contre le travail matérialisé dans l'ouvrier.

La plus-value est le rapport du travail vivant au travail matérialisé dans l'ouvrier; on ne peut donc supprimer l'*un* des éléments du rapport. Or, du simple fait de ce rapport, dont les facteurs peuvent varier, on obtient un certain rapport entre l'augmentation des forces productives et l'augmentation de la valeur. Ainsi, nous voyons, d'une part, que la plus-value relative est exactement égale au surtravail relatif : si la journée de travail est de $^1/_2$ et si la force productive double, la partie revenant à l'ouvrier — le *travail nécessaire* — n'est plus que de $^1/_4$, et la nouvelle valeur additionnelle est, elle aussi, exactement de $^1/_4$; mais la valeur totale est désormais de $^3/_4$. Alors que la plus-value a augmenté de $^1/_4$, c'est-à-dire dans le rapport 1 à 4, la plus-value totale est égale à $^3/_4$, soit de 3 à 4.

Admettons maintenant que la journée de travail *nécessaire* était auparavant de $^1/_4$ et que la force productive double, le travail nécessaire n'est plus maintenant que de $^1/_8$, et le surtravail ou plus-value additionnelle de $^1/_8$. En revanche, la plus-value globale est de 7 à 8. Dans le premier cas, elle était auparavant de $^1/_2$, elle s'élève maintenant à $^3/_4$; dans le second cas, elle était auparavant des

$^3/_4$, et maintenant de 7 à 8 ($^7/_8$). Dans le premier cas, elle est passée de $^1/_2$ ou $^2/_4$ à $^3/_4$; dans le second, de $^3/_4$ ou $^6/_8$ à $^7/_8$; dans le premier cas, elle a augmenté de $^1/_4$; dans le second de $^1/_8$, soit deux fois plus dans le premier cas : mais, dans le premier cas, la plus-value totale n'est que de $^3/_4$ ou $^6/_8$, tandis que, dans le second, elle est de $^7/_8$, soit $^1/_8$ de plus *.

Si nous admettons que le *travail nécessaire* est de $^1/_{16}$, la plus-value totale sera de $^{15}/_{16}$, alors que, précédemment elle était de $^7/_8$ ou $^{14}/_{16}$, soit $^1/_{16}$ de moins.

Si maintenant la force productive double encore, le travail nécessaire sera de $^1/_{32}$, alors qu'il était précédemment de $^2/_{32}$ ou $^1/_{16}$: le temps en excédent aura augmenté de $^1/_{32}$, de même que la plus-value. La plus-value totale était précédemment de $^{15}/_{16}$ ou $^{30}/_{32}$, elle est maintenant de $^{31}/_{32}$.

Le rapport est bien différent de celui où le travail *nécessaire* était de $^1/_4$ ou $^8/_{32}$. La plus-value totale n'est maintenant que de $^{31}/_{32}$ contre $^{30}/_{32}$ ** auparavant : elle n'a donc augmenté que de $^1/_{32}$. Lorsque la production double dans le premier cas, la plus-value augmente de $^1/_8$ ou $^4/_{32}$, et dans le second cas de $^1/_{32}$ seulement, autrement dit de $^3/_{32}$ de moins que dans le premier cas.

Si le *travail nécessaire* était déjà réduit à 1/1 000 de la journée de travail, la plus-value totale serait de 999/1 000. Si la force productive augmentait encore de mille fois, le travail nécessaire tomberait à 1/1 000 000, et la plus-value totale s'élèverait à 999 999/1 000 000, alors qu'avant cette augmentation de la force productive, elle était de 999/1 000 ou 999 000/1 000 000. Elle aurait donc augmenté seulement de 999/1 000 000, soit 1/1 001 (ou encore : $\frac{1}{1\,001 + 1/999}$)***. Autrement

---

(*) Passage barré : Si nous admettons que la force productive augmente de mille fois, et que le *travail nécessaire* antérieur était de 1/4, il sera maintenant de 1/4 000 : la *plus-value* aura augmenté exactement de 1/4 000 de journée de travail. La plus-value totale qui était auparavant de 3/4 ou 3 000/4 000, est [maintenant] de 3 999/4 000, et le travail nécessaire de 1/4 000 seulement. Auparavant, il y avait 1/4 pour le travail nécessaire, et 3/4 pour la plus-value totale.

(**) Dans le manuscrit : 20/32... 11/32.

(***) Dans le manuscrit : 999/1 000 000, soit 1/11 (ou encore : $\frac{1}{11 + 1/999}$)

dit, la plus-value totale a tout juste augmenté de 1/1 0001, bien que la force productive ait augmenté de mille fois. Avec une productivité accrue de mille fois, la plus-value totale n'augmente même pas de 1/1 0001, alors que, dans le cas précédent, la plus-value augmentait de $^1/_{32}$ lorsque la productivité doublait. Si le travail nécessaire passe de 1/1 000 à 1/1 000 000, il baisse exactement de 999/1 000 000 (puisque 1/1 000 = 1 000/1 000 000), c'est-à-dire du montant de la plus-value.

En résumé nous trouvons :

1° L'augmentation de la force productive du travail vivant accroît la *valeur* du capital (ou diminue d'autant la valeur de l'ouvrier), non parce qu'elle augmente la quantité de produits ou de valeurs d'usage créés par un même travail (la force productive du travail est pourtant sa force naturelle), mais, bien plutôt, parce qu'elle diminue le travail *nécessaire :* dans le même rapport où celui-ci diminue, le *surtravail* ou, ce qui revient au même, la plus-value, augmente. En effet, la plus-value que le capital obtient dans le procès de production est simplement formée du surtravail excédant le travail *nécessaire.* Ce n'est que si le travail *nécessaire* diminue par rapport au surtravail, et en proportion de cette diminution seulement, que la force productive accrue peut augmenter le surtravail — c'est-à-dire l'excédent du travail matérialisé dans le capital sous la forme du produit sur le travail matérialisé dans la valeur d'échange de la journée de travail.

La plus-value correspond exactement au surtravail : leur augmentation se mesure exactement à la diminution du travail *nécessaire.*

2° Le chiffre qui multiplie la force productive (posée comme unité ou multiplicande) ne sert pas de multiplicateur pour obtenir l'augmentation de la plus-value du capital. En effet, celle-ci augmente en fonction de l'excédent réalisé dans la journée de travail sur la partie qui, auparavant, représentait le travail nécessaire, et qu'on divise par le multiplicateur de la force productive. Par conséquent, si le *travail nécessaire* est égal à $^1/_4$ de la journée fournie par le travail vivant et que la force productive double, la valeur du capital ne double pas : elle augmente de $^1/_8$, ce qu'on obtient en divisant par 2 la fraction précédente de la journée de travail représentant le travail nécessaire, soit $^1/_4$ ou $^2/_8$.

Pour que la valeur double, il faut la multiplier par $^4/_2$ ou $^{16}/_8$. Si, dans l'exemple ci-dessus, la force productive augmentait de $^{16}/_8$, le profit n'augmenterait que de $^1/_8$. Son augmentation serait de 1 à 16 par rapport à celle de la force productive. *C'est çal* (Angl.). Si la fraction était de 1/1 000 et si la force productive augmentait de mille fois, la valeur du capital n'augmenterait pas de mille fois, mais d'un peu moins de 1/1 000; elle augmente de :

$$\frac{1}{1\,000} - \frac{1}{1\,000\,000}, \text{ or } \frac{1\,000}{1\,000\,000} - \frac{1}{1\,000\,000} = \frac{900}{1\,000\,000}$$

Ainsi donc, la *somme absolue* qui représente l'augmentation de la valeur du capital à la suite d'un accroissement déterminé de la force productive, dépend de la *fraction actuelle* de la journée de travail, de la partie aliquote de la journée de travail qui représente le travail *nécessaire*, et exprime le rapport antérieur du travail nécessaire à la journée de travail vivant.

Ainsi donc une augmentation bien déterminée de la force productive peut augmenter diversement la valeur du capital dans des *pays différents*. Une même augmentation générale de la force productive peut augmenter diversement la valeur du capital dans les différentes branches de l'industrie : selon le rapport — variable dans les diverses branches — entre le *travail nécessaire* et la journée de travail vivant. Naturellement, ce rapport serait le même pour toutes les branches dans un système de libre concurrence, si le travail simple était partout le même, et donc aussi le *travail nécessaire* (s'il représentait la même quantité de travail objectivé).

3° Plus est grande la plus-value du capital *avant l'augmentation de la force productive*, et plus est grande la quantité de surtravail ou de plus-value du capital. Ou bien : si la partie de la journée de travail constituant l'équivalent de l'ouvrier, le travail nécessaire, est déjà faible, l'accroissement de la plus-value que le capital obtient en augmentant les forces productives sera minime. Plus le capital est donc développé et a déjà créé de surtravail, et plus fertile doit être la force productive pour se valoriser; ne serait-ce que dans une faible mesure, c'est-à-dire pour ajouter une plus-value minime. En fait, sa barrière est toujours le rapport entre la fraction qui exprime le *travail nécessaire* et la journée tout entière. Il doit se mouvoir entre ces limi-

tes. Plus la fraction revenant au travail nécessaire est déjà réduite, plus le surtravail est grand : l'augmentation de la force productive peut diminuer d'autant moins le travail nécessaire que le dénominateur de la fraction est déjà démesurément grand.

L'auto-valorisation du capital est d'autant plus difficile qu'elle a déjà atteint de grandes proportions. Ainsi, l'augmentation des forces productives deviendrait indifférente au capital, comme la valorisation, parce que ses proportions seraient devenues minimes, et il cesserait donc d'être capital? Si le travail nécessaire était de 1/1 000 et si la force productive triplait, il ne tomberait qu'à 1/3 000 et le surtravail n'aurait augmenté que de 2/3 000. Mais cela ne se produit pas, parce que le salaire ou la part du travail dans le produit augmente, mais parce que, considéré par rapport au produit du travail ou à la journée de travail vivant, il est déjà tombé à ce niveau dérisoire *.

Pour ce rapport, tout cela n'est vrai, dans cette abstraction, qu'au niveau où nous en sommes. D'autres éléments viendront s'y ajouter et le modifieront considérablement. *Tout cela appartient en général à la théorie du profit.*

Tout d'abord, quelques généralités : le développement de la force productive du travail — qui est avant tout création de surtravail — est la condition nécessaire de l'accroissement de la valeur ou de la valorisation du capital. Comme le capital a une tendance illimitée à l'enrichissement, il éveille à la vie les forces productives du travail et s'efforce de les accroître à l'infini. Au demeurant, toute augmentation de la force productive — en dehors du fait qu'elle accroît les valeurs d'usage ductive du capital. Du point de vue actuel, la force productive du travail ne peut être que celle du capital **.

(*) On voit ici que le travail matérialisé dans l'ouvrier est une fraction de *sa propre journée de travail vivant* ; c'est le travail objectivé donné par le capitaliste en salaire à l'ouvrier par rapport à la journée entière de travail. (Marx.)

(**) Passage barré : Ricardo (149) pense que l'augmentation de la force productive n'accroît pas plus les valeurs que la *valeur du capital*, si celui-ci ne fait travailler l'ouvrier que 3/4 de journée au cas où la force productive a doublé si bien que le travail nécessaire, égal auparavant à 1/2, est tombé à 1/4, et le surtravail disponible est monté en conséquence de 2/4 à 3/4. La valeur

A propos de l'augmentation de la valeur du capital.

La question est maintenant suffisamment claire pour que nous puissions anticiper quelque peu sur la suite. En soi et pour soi, l'augmentation de la force productive n'affecte pas les prix *.

Prenons l'exemple de boisseaux de blé. Supposons qu'une demi-journée de travail se matérialise en 1 boisseau et représente le prix de l'ouvrier dont le travail additionel produit 2 boisseaux de blé équivalant à une journée de travail et valant 26 sh. Le boisseau vaudra donc 13 sh.

Si la force productive double maintenant, le boisseau de blé ne correspondra plus qu'à $^1/_4$ de jour de travail, soit 6 sh. $^1/_2$. Le prix de cette fraction du produit aura diminué en fonction de la force productive, mais le prix de l'ensemble reste le même. Le surplus est maintenant de $^3/_4$ de journée. Chaque quart de journée sera égal à 1 boisseau de blé, soit 6 sh. $^1/_2$. Le produit total de 4 boisseaux vaudra 26 sh. : comme auparavant. La valeur du capital s'élève de 13 à 19 $^1/_2$ sh.; la valeur du travail baisse de 13 à 6 $^1/_2$. La production matérielle sera passée de 2 boisseaux à 4.

Supposons cependant que l'augmentation des forces productives s'étende aussi à la production de l'or : si 13 sh. étaient auparavant le produit d'une demi-journée de travail et si une demi-journée représentait le *travail nécessaire,* ils équivaudront maintenant à $^1/_4$ de journée. Le produit sera donc de 52 sh., ou 52 — 13 = 39 (profit). Le boisseau vaudra maintenant 13 sh., — le même prix qu'auparavant. Mais le produit total sera de 52 sh. contre 26 sh. précédemment. Ces 52 sh. achèteront maintenant 4 boisseaux, tandis que les 26 sh. précédents n'en achetaient que 2.

Bien! Admettons maintenant que le capital ait déjà élevé le surtravail, au point que toute la journée du travail vivant soit consommée dans le procès de produc-

---

resterait la même, puisqu'il y avait auparavant un excédent de 2/4 de la journée de travail matérialisé dans le capital par rapport à la partie revenant à l'ouvrier. On a le même surplus de travail objectivé. Mais, comme nous l'avons vu, il est dans la nature du capital qu'il consomme tout le surtravail disponible, car le capital est, par définition même, production de surtravail.

(*) Passage barré : parce que nous prenons toujours une fraction du produit comme unité.

tion. (Nous supposons ici que la journée de travail est la quantité naturelle du temps de travail dont dispose l'ouvrier; il offre toujours la disposition de sa force de travail pour un *temps déterminé* de travail.) La force productive accrue ne pourra pas, dans ce cas, augmenter le temps de travail, ni par conséquent le temps de travail objectivé. Une journée de travail est matérialisée dans le produit, et peu importe que *le temps de travail nécessaire soit de 6 ou de 3 heures et représente* $^1/_2$ *ou* $^1/_4$ de la journée de travail. La plus-value du capital, c'est-à-dire sa valeur, a augmenté par rapport à l'ouvrier. En effet si le temps de travail précédemment matérialisé était de $^2/_4$, il est maintenant de $^3/_4$. Mais sa valeur ne s'est pas élevée à la suite d'une augmentation de la *quantité absolue,* mais *relative,* du travail; ce n'est donc pas la quantité totale du travail qui a augmenté : on continue de travailler, avant comme après, une journée. Il n'y a donc pas une augmentation absolue du temps de surtravail, mais une *diminution de la quantité de travail nécessaire,* ce qui fait augmenter le surtravail relatif.

En fait, l'ouvrier travaillait auparavant la journée entière, mais ne faisait que $^1/_2$ journée de surtravail; il ne cesse aujourd'hui de travailler toute la journée, mais il en effectue les $^3/_4$ comme surtravail. A cet égard (et si l'on suppose que la valeur de l'or et de l'argent est demeurée constante), le prix ou la valeur d'échange du capital n'a donc pas augmenté à la suite du doublement de la force productive. Il affecte *le taux du profit,* et non le prix du produit, ni la valeur du capital qui, dans le produit, est redevenu marchandise. Mais, en fait, les valeurs absolues augmentent, elles aussi, de cette façon, parce qu'il y a augmentation de la fraction de richesse créée sous forme de capital, de valeur se valorisant elle-même. (*Accumulation des capitaux.*)

Reprenons notre exemple précédent. Mettons que le capital soit de 100 thalers, et se décompose comme suit dans le procès de production : 50 thalers de coton, 40 de salaires et 10 d'instruments. Admettons, pour simplifier les calculs, que tous les instruments de travail soient consommés au cours de la production (cela est sans importance à ce niveau), si bien que leur valeur réapparaît entièrement dans le produit. Supposons en outre, qu'en échange des 40 thalers représentant les 4 h. de travail matérialisé dans la force de travail vivante, le capital reçoive 8 h.

Avec les instruments et la matière première, le produit total serait de 100 thalers, si l'ouvrier ne faisait que 4 h. et si la matière première et les instruments lui appartenaient. Aux 60 thalers, il en ajouterait 40 qu'il pourrait consommer. En effet, il remplace d'abord les 60 thalers, c'est-à-dire la matière première et les instruments nécessaires à la production, et leur ajoute une plus-value de 40 thalers pour reproduire sa propre force vivante de travail ou temps de travail matérialisé en lui. Il pourrait sans cesse recommencer à travailler, étant donné qu'il reproduit aussi bien la matière première et l'instrument que sa force de travail au cours de la production; il aurait reproduit sa force de travail en ajoutant constamment à la valeur des autres éléments ses 4 h. de travail objectivé.

Mais actuellement il n'obtient ses 40 thalers de salaire qu'en travaillant 8 h., en ajoutant une plus-value de 80 thalers à la matière première et aux instruments de travail qui lui font face en tant que capital; alors que la première plus-value de 40 thalers qu'il leur ajoutait correspondait exactement à la valeur de son travail, si bien que la plus-value était parfaitement égale au surtravail ou au temps en excédent *. La valeur du capital passe donc de 100 à 140 **.

S'il était simple valeur d'échange, le capital serait absolument plus grand : 140 thalers au lieu de 100; mais, en fait, on aurait simplement une valeur nouvelle, c'est-

---

(*) Pour le point que nous traitons ici, il n'est absolument pas nécessaire que la matière première et les instruments augmentent en même temps que le surtravail ou le temps extra. En ce qui concerne la manière dont le surtravail augmente la matière première, cf. *Babbage* (149*a*), à propos de la confection du fil d'or (Marx).

(**) Admettons, en outre, que les matières premières doublent et que l'instrument de travail augmente de moitié (pour faciliter les calculs). Les dépenses du capital s'élèveraient alors à 100 thalers de coton, 20 d'instrument et pour le travail, avant comme après, 40, soit un total de 160 thalers. Si le surtravail de 4 h. ajoute 40 à 100 thalers, les 160 thalers seront augmentés de 64 : le produit global sera de 224 thalers. En outre, on suppose que le taux de profit reste le même à volume égal de capital; nous laissons de côté, pour l'instant, le fait que la matière du travail et l'instrument sont réalisés par le surtravail : capitalisation de surtravail. Comme nous l'avons vu, plus est grand le temps de surtravail déjà existant, c'est-à-dire le volume du capital en tant que tel, plus il nous faut supposer qu'une *augmentation absolue du temps de travail* est impossible, et que l'augmentation relative décline en proportion géométrique avec l'accroissement des forces productives (Marx).

à-dire qu'on aurait produit 40 thalers de plus qu'il n'en faut pour remplacer les 60 thalers avancés pour la matière première et l'instrument ainsi que pour les 40 thalers du travail. Pour 40 thalers de temps de travail objectivé en plus, les valeurs en circulation auraient augmenté de 80 thalers.

Reprenons les mêmes données : 100 thalers de capital, dont 50 pour le coton, 40 pour le travail et 10 pour les instruments de production; comme dans le cas précédent, le temps de travail extra serait de 4 h. et le temps de travail total de 8 h. En conséquence, le produit sera celui de 8 h. de travail, soit 140 thalers. Admettons maintenant que la force productive du travail double : en 2 h. de travail l'ouvrier peut valoriser une matière première et des instruments suffisants au maintien de sa capacité de travail. Si 40 thalers représentaient auparavant 4 h. de travail objectivé, 20 thalers représentent maintenant 2 h. Mais ces 20 thalers expriment désormais la même valeur d'usage que les 40 précédents.

La valeur d'échange de la force de travail a diminué de moitié, quoique la moitié du temps de travail antérieur produise la même valeur d'usage; en effet, la valeur d'échange ne se mesure pas à la valeur d'usage, mais uniquement au temps de travail qu'elle contient. Pourtant le capitaliste continue de faire travailler l'ouvrier 8 h., et son produit continue de représenter ces 8 h., soit 80 thalers de temps de travail, alors que la valeur des matières premières et des instruments est restée la même, soit 60 thalers : en tout donc 140 thalers, comme auparavant.

(Pour vivre, il aurait suffi à l'ouvrier d'ajouter aux 60 thalers de matières premières et d'instruments une valeur de 20 thalers; il lui aurait donc suffi de créer une valeur de 80 thalers. La valeur globale de son produit aurait baissé à la suite du doublement de la production, passant de 100 à 80, soit une diminution de 20 thalers ou de 1/5 de 100, c'est-à-dire 20 %.)

Mais le temps extra ou plus-value du capital est maintenant de 6 h. au lieu de 4 h., de 60 thalers au lieu de 40, soit une augmentation de 2 h. ou 20 thalers.

Les comptes du capitaliste s'établissent maintenant comme suit : matière première 50, travail 20, instruments 10; soit : avances 80 et profit 60. Le produit continue de se vendre à 140 thalers, mais le profit passe de 40 à 60 thalers. En un sens, il continue de jeter dans

la circulation la même valeur d'échange qu'auparavant : 140 thalers, mais la plus-value de son capital s'est accrue de 20 thalers. Seule une fraction des 140 thalers a donc changé : la part de bénéfice.

En fait, l'ouvrier a travaillé 2 h. de plus — gratuitement — pour le capitaliste : 6 h. au lieu de 4; c'est exactement comme si, dans les conditions antérieures, il avait travaillé 10 h. au lieu de 8 et augmenté son *temps de travail absolu.*

Mais, en fait, une valeur additionnelle a été créée, car 20 thalers de plus deviennent valeur *autonome,* travail matérialisé, libéré de l'obligation de servir à l'échange de la force de travail.

Il y a deux éventualités : ou bien les 20 thalers mettront plus de travail en mouvement : ils deviendront *capital* et créeront davantage de valeurs d'échange; une quantité plus grande de travail objectivé constituera le point de départ du procès de production nouveau; ou bien le capitaliste échangera les 20 thalers à titre d'argent contre des marchandises qui ne sont pas destinées à produire du capital industriel; toutes les marchandises, sauf le travail et l'argent, s'échangeront donc contre ces 20 thalers supplémentaires, contre ces 2 h. de travail matérialisé supplémentaires. Leur *valeur d'échange* a donc augmenté en fonction de la *somme libérée.*

En fait, 140 thalers sont 140 thalers, comme le remarque le très « pertinent » éditeur français des physiocrates en réponse à *Boisguillebert* (150). Mais, il est faux de dire que ces 140 thalers représentent simplement davantage de valeurs d'usage : ils représentent une portion plus grande de *valeur d'échange autonome, d'argent,* de *capital latent,* donc de *richesse* posée comme richesse. Les économistes le reconnaissent eux-mêmes, lorsque plus tard l'accumulation des capitaux ne concentre pas seulement la masse des valeurs d'usage, mais encore celle des *valeurs d'échange.* Même d'après Ricardo (151), l'accumulation des capitaux résulte tout autant du surtravail relatif — mais comment pourrait-il en être autrement? — que du surtravail absolu. Au demeurant, c'est Ricardo (152) qui explique le mieux comment ces 20 thalers excédentaires, créés uniquement par l'augmentation de la force productive, peuvent devenir de nouveau capital.

Si nous laissons de côté ici la consommation du capi-

taliste, nous voyons que des 140 thalers précédents, 100 demeuraient du capital et 40 le devenaient; à present, 60 le deviennent, autrement dit le capital s'accroît d'une valeur d'échange nouvelle de 20 thalers. Les valeurs d'échange — *richesse en tant que telle* — ont donc augmenté, bien que la somme globale n'ait pas varié, d'un cas à l'autre. Pourquoi cette richesse a-t-elle augmenté? Parce que la fraction en hausse dans la somme globale n'est pas simple moyen de circulation, mais argent; n'est pas simple équivalent, mais *valeur d'échange pour soi.*

Ou bien on accumule ces 20 thalers libérés sous forme d'argent, c'est-à-dire qu'on les ajoute aux valeurs d'échange existantes sous la forme abstraite et générale de la valeur d'échange; ou bien ils circulent, et alors les prix des marchandises qu'ils servent à acheter montent; ils représentent plus d'argent et comme les prix de production de l'or n'ont pas baissé (ils auraient plutôt augmenté par rapport aux marchandises créées par le capital plus productif), ils représentent aussi davantage de travail matérialisé (on aboutit ainsi au résultat suivant : l'excédent surgi d'abord du côté du capital productif passe maintenant aux mains de ceux qui produisent les marchandises plus chères).

Or donc, les 20 thalers sont directement utilisés comme capital pour la circulation du capital primitif. C'est ainsi que se crée un nouveau capital de 20 thalers, somme de richesse se conservant et se valorisant. Dès lors, le capital a augmenté d'une valeur d'échange de 20 thalers. (En réalité, la circulation ne joue aucun rôle ici, puisque nous avons à faire au capital; la circulation relie simplement le capital à sa forme-argent; le premier capital peut réaliser l'argent, c'est-à-dire s'échanger contre plus de marchandises qu'il n'en consommait auparavant; mais entre les mains du producteur de ces marchandises cet argent devient capital. Il deviendra donc capital directement chez le premier ou, par un détour, chez un autre. Mais ce sera toujours du capital.)

Nous considérons ici le *capital en tant que tel, disons le capital de la société entière.* La diversité des capitaux, etc. ne joue aucun rôle ici.

Ces 20 thalers peuvent donc revêtir une double forme : devenir argent, et ils existent alors tels que le capital existait à son point de départ, sous la forme abstraite et autonome de la valeur d'échange ou de la richesse

en général; ou bien devenir de nouveau capital — travail matérialisé — pour commander du travail vivant *.

La masse additionnelle du capital peut augmenter la force productive en fonction non seulement arithmétique, mais géométrique; or elle fera croître, dans une faible mesure seulement, le profit qui est à l'origine le multiplicateur de la force productive. L'effet de l'accroissement du capital sur l'augmentation des forces productives est donc infiniment supérieur à celui de la force productive sur l'augmentation du capital et du profit.

Bref, les 20 thalers peuvent devenir de la richesse générale sous forme de l'argent (d'une chose aussi abstraite que possible), ou du travail vivant *nouveau*. Des 140 thalers, le capitaliste en consomme, mettons, 20 sous forme de valeurs d'usage, l'argent opérant comme moyen de circulation. Autrefois, il lui fallait donc une valeur d'échange plus grande — 120 thalers contre 100 — pour recommencer le cycle de l'autovalorisation du capital. Après que les forces productives aient doublé, il dispose de 140 thalers et n'a plus à restreindre sa consommation. Au lieu de disparaître comme valeur d'usage, une partie plus grande des valeurs d'échange se fixe en tant que valeur d'échange (soit directement, soit en passant par la production).

Produire un capital plus grand, c'est créer davantage de valeurs d'échange : bien que l'accroissement de la productivité n'ait pas augmenté la valeur d'échange simple sous sa forme *immédiate*, elle a augmenté le *capital* sous sa forme potentielle. D'une manière absolue, ce capital de 140 thalers représente davantage de travail objectivé que le capital antérieur de 120 thalers. Il met donc davantage de travail vivant en mouvement — du moins relativement —, et donc finalement aussi une valeur d'échange simple plus grande. Le capital de 120 thalers à 40 % créait un produit ou valeur d'échange simple de 60 thalers; le capital de 140 thalers une valeur d'échange simple de 64 thalers. Nous supposons ici que l'augmentation de la valeur d'échange du capital a la forme immédiate de la valeur d'échange simple. Il importe au plus haut point de le souligner.

(*) Dans l'exemple mentionné, la force productive a doublé — augmenté de 100 % —, la valeur du capital ne s'est accrue que de 20 % (Marx).

Il ne suffit pas de dire — comme Ricardo — que la valeur d'échange n'augmente pas sous la forme abstraite de la richesse, mais seulement sous celle de produits, car il n'a en vue que le procès de production matériel. Mais, si le surtravail relatif augmente — ce qui provoque une augmentation de la quantité absolue du capital — il se produit nécessairement dans la circulation un accroissement de la *valeur d'échange relative existant comme valeur d'échange*, de l'argent proprement dit, et donc, par l'intermédiaire du procès de production, de la *valeur d'échange absolue*.

(On sait que la plus-value, c'est le produit dans son rapport avec le capital ou la valeur telle qu'elle existe avant le procès de production; considérée pour elle-même, comme existence autonome, c'est tout simplement une *valeur d'échange quantitativement déterminée*.)

En d'autres termes, une partie de cette quantité de valeur d'échange — ou d'argent, car c'est sous cette simple forme qu'apparaît le produit du procès de valorisation — est devenue libre : elle n'est un équivalent ni pour des valeurs d'échange existantes, ni pour du temps de travail existant. En effet, si elle s'échange contre eux, elle ne leur donne pas un simple équivalent, mais davantage : elle libère donc à leur profit une partie de la valeur d'échange.

A l'état stable, cette valeur d'échange libérée, dont la société s'est enrichie, ne peut être que de l'argent : seule la forme abstraite de la richesse aura alors augmenté. En mouvement, elle se réalise dans du travail vivant, *nouveau* (soit en mettant en mouvement du travail précédemment en sommeil, soit en créant de nouveaux ouvriers grâce à la progression de la population); ou bien elle élargit la sphère de circulation des valeurs d'échange, ce qui s'effectue grâce à la production : la valeur d'échange libérée suscite de *nouvelles* branches de production, c'est-à-dire crée un nouvel objet d'échange, le travail matérialisé se transformant en valeur d'usage nouvelle; ou, enfin, on obtient le même résultat en transférant le travail objectivé dans un pays nouveau, grâce à un élargissement du commerce et à l'extension de la circulation. De toutes façons, il faut créer quelque chose de nouveau.

Ricardo cherche à résoudre cette question (de manière fort imprécise), en y introduisant un élément nouveau. Or, il fallait dire tout simplement qu'à partir d'une

somme de valeurs d'échange simples on peut transformer maintenant une partie moindre en valeurs d'échange simples (équivalent), et une partie plus grande en argent (forme originelle et ancienne à partir de laquelle le capital surgit de nouveau, où l'argent n'a pas sa fonction de monnaie ni de numéraire, etc.).

Bref, la partie créée sous forme de valeur d'échange, valeur pour soi, *richesse proprement dite*, augmente. Au contraire, Ricardo aboutit à la conclusion fausse que le capital augmente uniquement sous forme de richesse *matérielle et substantielle*, de valeur d'usage. Il croit en effet que la *rente* est la seule source de la richesse en tant que telle; or, elle ne résulte pas de l'*accroissement* — mais de la diminution — des forces productives. La genèse de la richesse reste donc un *mystère complet* pour lui, et il s'embrouille sur ce point dans les pires contradictions.

Voyons les choses telles qu'il les présente (153) : un capital de 1 000 l. st. met en mouvement 50 ouvriers — ou 50 jours de travail. Si la force productive double, il peut mettre le double en mouvement : 100 jours de travail. Or, ceux-ci n'existent pas dans la prémisse, et il les introduit arbitrairement. Comme il ne comprend pas que la valeur d'échange augmente lorsque la productivité s'élève, il introduit *davantage de journées de travail réelles*. Au demeurant, il n'expose nulle part que l'*accroissement de la population* est un facteur de l'*augmentation des valeurs d'échange;* nulle part, il ne s'exprime clairement à ce propos.

Ayant supposé un capital de 1 000 l. st. et 50 ouvriers, il *en tire* cette conséquence correcte (*cf.* notre volume II) : un capital de 500 l. st. et 25 ouvriers peuvent produire la même valeur d'usage qu'auparavant; les autres 500 l. st. et 25 ouvriers créeront une nouvelle branche d'industrie et produiront, eux aussi, une valeur d'échange de 500 l. st. Le profit reste le même, puisqu'il ne provient pas de l'échange des 500 contre les 500, mais des proportions dans lesquelles le profit et le salaire se répartissent à l'origine. En effet, l'échange, — et notamment celui des équivalents — ne peut augmenter la valeur, pas plus que le *commerce extérieur*, à propos duquel Ricardo (154) développe cette idée. Pour lui, l'échange d'équivalents signifie tout simplement que la *valeur* existant entre les mains de A avant son échange avec B continue d'exister entre ses mains après l'échange avec

B : la valeur totale, ou la richesse, reste la même. Mais la valeur d'usage, ou la *matière de la richesse*, a doublé. Il n'y a absolument aucune raison pour que la *richesse en tant que telle*, la *valeur d'échange proprement dite*, augmente si les *forces productives croissent*.

Si celles-ci doublent une nouvelle fois dans les deux branches d'industrie *, le capital a, comme le capital b, peuvent de nouveau se diviser en deux parties de 250 et 12 $^1/_2$ jours de travail. On aura maintenant 4 capitaux d'une valeur d'échange de 1 000 l. st.; ils consomment, avant comme après, 50 journées de travail vivant **, mais ils produisent une valeur d'usage quatre fois plus grande, par suite de l'augmentation des forces productives.

Mais Ricardo est un économiste trop classique pour dire des niaiseries telles que ceux qui veulent l'améliorer. En effet, ceux-ci attribuent la valeur due à l'accroissement des forces productives au fait que l'un des échangistes vend plus cher dans la circulation. Au lieu que le capital de 500 s'échange contre 500 lorsqu'il est devenu marchandise ou simple valeur d'échange, il s'échange contre 550 (soit 10 % de plus) : manifestement l'autre échangiste n'obtient alors que 450 au lieu de 500, si bien que la somme globale est, avant comme après, de 1 000. Lorsque cela se produit fréquemment dans le commerce, le profit de l'un s'explique par la perte de l'autre; or ce qui importe, c'est *le* profit *du* capital, sans lequel il n'y aurait profit ni d'un côté ni de l'autre. A partir d'un capital de 1 000 l. st. et 50 ouvriers, le procès de Ricardo peut se poursuivre sans autres limites que celles de l'*augmentation des forces productives*. Or, celle-ci est, à ses yeux, purement matérielle, et se situe en dehors du *rapport économique*. *Cf.* les passages suivants : « *le capital c'est la partie de la richesse d'un pays employée en vue d'une production future : il peut augmenter de la même manière que la richesse* » (Angl.). Pour lui, la richesse, c'est la surabondance de valeurs d'usage; du point de vue de

---

(*) En haut de cette page, Marx a écrit en marge : On ne doit pas désigner l'*argent* pour soi comme valeur d'usage, ni comme valeur d'échange, mais comme *valeur*.

(**) *Au fond, il est faux de dire* que le travail vivant consomme le capital; le capital (travail matérialisé) consomme le travail vivant dans le procès de production (Marx).

l'échange simple, un même travail objectivé peut s'exprimer dans une quantité illimitée de valeurs d'usage, bien que la *valeur reste la même* puisqu'elle contient la même quantité de travail objective, l'équivalent de celui-ci se mesurant d'après sa propre quantité et non d'après la masse des valeurs d'usage qui la compose.

« *Qu'il soit obtenu par des améliorations du travail ou des machines, ou par un plus large emploi du revenu en vue de la production, le* capital additionnel *produit aussi efficacement la richesse future. En effet, la richesse* » (valeur d'usage) « *dépend toujours de la* quantité *des marchandises produites* » (et aussi quelque peu de leur variété, semble-t-il) « *sans considération pour la facilité avec laquelle les instruments employés dans la production peuvent avoir été produits* » (c'est-à-dire le temps de travail objectivé en eux). « *Une quantité déterminée d'habits et de denrées feront subsister et travailler autant d'hommes; mais ils auront une valeur double* » (*valeur d'échange*) « *si 200 ouvriers ont été employés à les produire* » (155) (Angl.). Si, grâce à une force productive accrue, 100 ouvriers produisent autant de valeurs d'usage que les précédents 200, « *on en congédiera la moitié afin que les 100 restants produisent autant que les 200 auparavant. La moitié du capital peut donc être retirée de cette branche d'industrie; autant de capital que de travail sera libéré. Comme la moitié du capital rend désormais le même service que le capital entier auparavant, on peut le diviser en deux capitaux* » (156) (Angl.). (*Ibid.* à propos du commerce national sur lequel nous devrons revenir.)

Ricardo ne parle pas ici de la journée de travail, ni de ce que le capitaliste échange une demi-journée de travail matérialisé contre toute la journée de travail vivant de l'ouvrier, c'est-à-dire paye à l'ouvrier une moitié de la journée de travail. Il parle de journées de travail simultanées, c'est-à-dire d'ouvriers différents; cela ne change rien à la substance, mais à la forme. Chacune de ces journées de travail fournira désormais beaucoup plus de temps de travail extra. Si, auparavant, le capitaliste était limité par la journée de travail, il dispose maintenant de 50 journées de travail, etc.

Comme nous l'avons dit, l'augmentation des capitaux par la productivité ne provoque, sous cette forme, aucun accroissement des valeurs d'échange; selon Ricardo, la population pourrait ainsi baisser de 10 000 000 à 10 000

sans que la valeur d'échange ou la quantité des valeurs d'usage diminue (*cf.* la fin de son livre) (157).

Nous sommes bien les derniers à nier qu'il existe des contradictions dans le *capital*. Nous nous proposons bien plutôt de les mettre en lumière. Mais, pour sa part, Ricardo, *ne le fait pas*, puisqu'il soutient que la valeur d'échange ne joue aucun rôle dans la production de la richesse. En effet, ce sont les contradictions qui poussent cette forme de richesse à développer les forces productives, dans une société fondée sur la valeur d'échange et sur la richesse résultant de cette valeur. A ses yeux, une progression de la valeur n'est pas nécessaire dans cette société pour soutenir le développement de la richesse. Bref, la valeur, comme forme de la richesse, n'affecte en aucune manière la richesse et son développement. C'est considérer la valeur d'échange comme purement formelle.

Mais voilà qu'il lui vient à l'esprit 1° que le capitaliste s'intéresse avant tout à la valeur; 2° que l'histoire montre que le progrès des forces productives (et le commerce international, auquel il aurait *dû* penser) vont de pair avec l'accroissement de la richesse *en tant que telle*, c'est-à-dire de la somme des valeurs. Comment cela s'explique-t-il? Les capitaux s'accumulent plus rapidement que la population, si bien qu'on assiste à une augmentation des salaires et donc de la population, puis — par réaction — du prix des céréales, ce qui aggrave en fin de compte les conditions de la production et le développement des *valeurs d'échange*. On aboutit par un détour à ces dernières. Laissons de côté la rente, puisque nous ne parlons pas ici des difficultés accrues de la production mais, au contraire, de la croissance des forces productives.

L'accumulation des capitaux fait hausser les salaires (à condition que la population n'augmente pas simultanément); l'ouvrier se marie, la production est stimulée, ses enfants vivent mieux, ils ne meurent pas prématurément. Bref, la population augmente, ce qui crée la concurrence entre les ouvriers et les oblige à vendre de nouveau leur force de travail à sa *valeur*, sinon au-dessous. Le capital accumulé qui, dans l'intervalle, a augmenté moins vite, dispose à présent du surplus qu'il dépensait auparavant en salaires c'est-à-dire en numéraire pour acheter la valeur d'usage du travail; il existe désormais sous forme d'argent pour valoriser le travail

vivant au bénéfice du capital. Comme celui-ci dispose de quantités plus grandes de journées de travail, sa *valeur d'échange* va augmenter. (Même ce point n'est pas correctement analysé par Ricardo qui le confond avec la théorie de la rente : la croissance de la population soustrait au capital le surplus qui allait auparavant au salaire, et l'attribue à la rente.)

On ne saisit pas bien l'augmentation de la population dans la théorie ricardienne, car il n'expose nulle part le rapport *immanent* qui existe entre le travail matérialisé dans le capital et la journée du travail vivant (dans ce cas, cela revient au même d'appeler une journée de travail 50 × 12 h. ou travail de 12 h. × 50 ouvriers). A plus forte raison n'a-t-il pas vu que ce *rapport est celui d'une fraction de la journée du travail vivant,* le rapport entre l'équivalent pour le travail objectivé payé à l'ouvrier et la journée de travail vivant (le tout représente la journée elle-même); car, le rapport immanent, c'est le rapport variable (la journée étant une grandeur constante) entre la *fraction constituée par les heures de travail nécessaires* et les *heures de travail extra.*

Etant donné que ce rapport n'était pas encore historiquement développé, il n'a pu l'étudier (pour ce qui nous concerne, il n'entrait pas jusqu'ici dans notre sujet, puisque nous avons étudié le *capital en tant que tel,* et nous avons introduit le développement des forces productives comme un élément extérieur). Il n'a donc pu voir que le développement des forces productives présupposait à la fois l'augmentation du capital et celle des journées de travail simultanées, ce qui a lieu — remarquons-le — au sein des limites propres du capital. Ainsi, un jour de travail — même s'il est de 50 × 12 h. soit 600 h. — représente une barrière au développement de sa force productive.

Le salaire n'implique pas seulement l'ouvrier, mais encore sa reproduction : si tel exemplaire de la classe ouvrière meurt, tel autre le remplace. Si les 50 ouvriers meurent, il en faut 50 nouveaux afin de les remplacer. A titre de force de travail vivante, les 50 ouvriers ne représentent pas seulement les frais de leur propre production, mais encore les frais payés à leurs parents en sus de leur salaire individuel, pour se remplacer en 50 individus nouveaux : la population progresse donc même si les salaires n'augmentent pas. Mais comment se fait-il qu'elle n'avance pas suffisamment vite? et

pourquoi faut-il lui donner une stimulation particulière? C'est parce que le capital ne se contente pas d'obtenir simplement davantage de « richesses » au sens de Ricardo, mais qu'il veut commander toujours plus de *valeurs*, plus de travail matérialisé.

Mais, selon lui, il ne peut en commander davantage que si le salaire tombe, c'est-à-dire si un même capital échange plus de journées de travail vivant contre le travail objectivé. Il suppose donc qu'une augmentation de la population fait baisser les salaires. Et pour amener cette augmentation de la population, il présuppose que la demande de journées de travail augmente, autrement dit que le capital peut acheter plus de *travail objectivé* (dans la force de travail), sa *valeur* ayant augmenté. Mais n'est-il pas parti au début de l'hypothèse absolument contraire? C'est ce qui explique pourquoi il a fait tout ce détour.

Si 1 000 l. st. ont pu acheter 500 journées de travail et si la force productive s'accroît, le capital pourra ou bien continuer à utiliser les 500 dans la même branche d'industrie, ou bien il se divisera, et en occupera 250 dans l'une, et 250 dans l'autre; le capital se divisera, lui aussi, en deux capitaux de 500 l. st. Mais, il lui sera impossible de commander plus de 500 journées de travail, puisque d'après Ricardo il aurait fallu pour cela qu'il accroisse non seulement les valeurs d'usage, mais encore sa *valeur d'échange*, le *temps de travail matérialisé* qu'il commande. Il ne peut y avoir une demande accrue de travail si l'on part de ses prémisses : si elle se vérifie néanmoins c'est que la *valeur d'échange* du capital a augmenté. Cf. *Malthus sur la valeur*. Il *sent* les contradictions, mais il s'embourbe lorsqu'il veut les exposer.

> *Le travail ne* reproduit *pas la valeur de la matière première et des instruments. Il en* conserve *la valeur, du simple fait que, dans le procès de travail, l'ouvrier se comporte vis-à-vis d'eux comme à l'égard de ses conditions objectives. Cette force qui vivifie et conserve ne coûte* rien *au capital; elle apparaît plutôt comme la force de celui-ci, etc.*

Nous avons parlé jusqu'ici de deux éléments du capital, de deux fractions de la journée du travail vivant : le salaire et le profit, ou le travail nécessaire et le sur-

travail. Qu'en est-il des autres parties du capital : la matière première et l'instrument du travail? Le procès de production simple exige que l'instrument aide le travail à élaborer et à façonner la matière. En lui imprimant une forme, il lui donne une valeur d'usage qui, dans l'échange, devient valeur d'échange dans la mesure exacte où elle contient du travail objectivé. Mais puisque l'instrument et la matière composent le capital, le travail doit-il remplacer leurs valeurs?

(Ici encore de nombreux économistes s'élèvent contre Ricardo qui n'admet que le profit et le salaire comme éléments constitutifs du capital, et laisse de côté la machine et le matériel.)

Reprenons l'exemple ci-dessus : un capital de 100 se décompose en 50 pour le coton, 40 pour le salaire et 10 pour l'instrument. Or, si le salaire de 40 thalers équivaut à 4 h. de travail objectivé et si le capital fait travailler l'ouvrier 8 h., celui-ci devra reproduire 40 thalers pour le salaire et 40 thalers de surtravail (profit), 10 thalers pour l'instrument et 50 pour le coton, soit 140.

Or, il semble dans notre exemple qu'il ne reproduise que 80 thalers, soit les 40 thalers de produit d'une demi-journée de travail, et 40 de l'autre moitié en excédent. Mais, 60 thalers représentent la valeur des deux autres composants du capital. Etant donné que le produit réel de l'ouvrier est de 80 thalers, il n'en peut reproduire que 80, et non 140. Certains prétendent dès lors que l'ouvrier aurait bien plutôt diminué la valeur des 60 thalers représentant l'instrument et la matière, puisque des 80 thalers, 40 ont servi à remplacer son salaire et que les autres 40 de surtravail représentent 20 thalers de moins que 60! Au lieu de faire un profit de 40, le capitaliste aurait alors perdu 20 thalers sur la somme primitive de son capital composée des instruments et de la matière du travail. Comment l'ouvrier pourrait-il créer 60 thalers de valeur en plus des 80 puisqu'une moitié de sa journée de travail ne produit à l'aide de l'instrument et la matière que 40 thalers comme l'indique son salaire, et que l'autre moitié ne peut produire qu'une même valeur? D'autant qu'il ne dispose que d'une journée et qu'il ne peut faire deux jours de travail en un seul.

Admettons que les 50 thalers de matière soient x livres de fil de coton, et les 10 thalers d'instrument une broche. En ce qui concerne la *valeur d'usage*, il est clair que l'ouvrier ne pourrait fabriquer de tissu, c'est-à-dire

une valeur d'usage plus grande, si le coton n'avait déjà la forme du fil, et le bois et le fer celle de la broche. Dans le procès de production, les 50 et les 10 thalers ne sont, pour lui, *rien d'autre que du fil et une broche*, ce ne sont pas des *valeurs d'échange*. Son travail leur *donne* une valeur d'usage supérieure, et leur *ajoute* une quantité de travail objectivé de 80 thalers, soit 40 thalers dans lesquels il reproduit son salaire, et 40 de travail extra. La valeur d'usage — tissu — contient une journée de travail de plus, dont une moitié seulement remplace la partie du capital contre laquelle l'ouvrier a échangé la disposition de sa force de travail.

Le travail matérialisé, contenu dans le fil et la broche, et représentant une portion de valeur du produit, n'a pas été produite actuellement par l'ouvrier : c'est pour lui une matière à laquelle il donne une autre forme et incorpore du travail nouveau. La seule condition qu'on lui pose, c'est qu'il ne les gâche pas : or, il ne l'a pas fait, puisque son produit a une valeur d'usage, et qu'elle est plus grande qu'au départ.

Le produit contient désormais deux séries de travail matérialisé : la journée de travail qu'il vient de faire, et celle qui est indépendante de lui et se trouvait déjà dans le fil et la broche avant qu'il ne les travaille.

Le travail antérieurement objectivé est la présupposition de *son* travail actuel : il permet à l'ouvrier d'avoir du travail ; et il ne lui coûte pas de travail. Si aucun travail n'était déjà matérialisé et supposé comme partie intégrante du capital, *valeur*, le produit vaudrait 80 thalers s'il avait exigé une journée de travail, et 40 s'il n'en avait exigé qu'une moitié. Il équivaudrait à une seule journée de travail matérialisée.

Si l'instrument et la matière ne coûtent rien à l'ouvrier dans la production, cela ne change rien au fait qu'ils contiennent du temps de travail matérialisé. Son travail consiste simplement à les conserver et à changer leur forme. Si, dans la même journée, l'ouvrier avait été obligé de créer, outre le tissu, le fil et la broche, le procès eût été en fait impossible. Certes ils ne lui ont demandé aucun travail, ni comme valeur d'usage sous leur forme antérieure, ni comme valeurs d'échange puisqu'ils *étaient là :* ce qui n'empêche que si on leur ajoute une journée de travail, le produit ait une valeur supérieure à une journée.

Le travail ne réalise le produit que s'il n'a pas à

créer l'excédent antérieur, mais le trouve *au préalable* comme matière et présupposition.

On ne peut dire qu'il reproduit ces valeurs en ce sens seulement qu'elles se gâcheraient et deviendraient inutiles *sans* le travail; car, sans eux, le travail serait tout aussi inutile. L'ouvrier ne reproduit pas ces valeurs parce qu'il leur donne une valeur d'échange plus grande, ni parce qu'il met en mouvement leur valeur d'échange. S'il les reproduit, c'est uniquement en les soumettant au simple procès de la production, en les *travaillant*. Mais, elles ne lui coûtent nul travail *en plus* de celui qu'il lui faut pour la production et la valorisation plus grande. Elles sont une condition que le capital pose à son travail. Il ne les reproduit qu'en leur ajoutant une valeur plus grande, soit une journée de travail. Pour le reste, il les laisse telles quelles. Si leur ancienne valeur continue de subsister, c'est parce qu'il leur a ajouté une valeur nouvelle, et non parce que l'ancienne valeur est reproduite ou créée. Ils restent le produit d'un travail antérieur, somme de travail matérialisé antérieurement. L'instrument et la matière première ne sont qu'un élément du produit qui contient la valeur nouvelle aussi bien que la valeur ancienne.

Dans ce produit, l'ouvrier actuel ne crée que la journée de travail additionnelle : la conservation de l'ancienne valeur ne lui coûte absolument rien en dehors de ce qu'exige l'adjonction de travail nouveau. Ce n'est pour lui qu'une matière, qui subsiste malgré ses changements de forme, et *indépendamment* de son travail. Ce n'est pas son affaire, mais celle du capital, que cette matière subsiste; pour l'ouvrier elle ne reçoit qu'une forme différente et contient déjà du temps de travail. La matière est *indépendante* de son travail et subsiste *après* qu'il l'ait travaillée, comme elle existait déjà auparavant. Cette prétendue reproduction ne lui coûte aucun temps de travail; elle est la condition de son temps de travail : elle ne fait que poser les substances existantes comme matière de son travail. C'est par l'*acte* du travail lui-même, et non en lui ajoutant un temps de travail particulier, qu'il remplace l'ancien temps de travail. Il le remplace tout simplement en ajoutant du travail *nouveau*, grâce auquel l'ancien se conserve et forme un élément du produit nouveau. L'ouvrier ne remplace donc pas, avec sa journée de travail, la valeur de la matière première et de l'instrument.

Le capitaliste obtient cette conservation de l'ancienne valeur tout aussi gratuitement que le surtravail. Il ne l'obtient pas gratuitement parce qu'elle ne coûte rien à l'ouvrier, mais parce que la matière et l'instrument sont entre ses mains les *conditions préalables* du travail; en effet, l'ouvrier ne pourrait pas *travailler,* s'il ne faisait du travail existant entre les mains du capitaliste sous forme objectivée, la matière de son travail; autrement dit, s'il ne conservait le travail matérialisé dans ces objets. Le capitaliste ne paie donc rien à l'ouvrier pour retrouver dans le tissu la valeur du fil et de la broche, c'est-à-dire pour leur conservation. Ils se conservent du simple fait qu'on leur ajoute du travail nouveau, une valeur supérieure. Le rapport primitif entre le travail et le capital fait que le service rendu par le travail vivant dans son action sur le travail objectivé ne coûte rien au capital ni même à l'ouvrier : la matière à travailler et l'instrument font face à ce dernier en tant que capital et en tant que conditions *indépendantes* de lui.

La conservation de l'ancienne valeur est inséparable de l'adjonction d'une valeur nouvelle : elle s'obtient directement; elle en est le résultat naturel. Mais au fond, tout cela provient du rapport entre le *capital* et le *travail* qui est en soi profit de l'un, et salaire de l'autre.

Le capitaliste peut se figurer (et cela ne dérange pas ses comptes) que s'il possède un capital de 100 thalers (soit 50 thalers de coton, 40 de moyens de subsistance et 10 d'instruments), et s'il compte un profit de 10 % sur ses frais de production, l'ouvrier devra lui remplacer 50 thalers de coton, 40 de moyens de subsistance, 10 d'instruments, plus 10 % sur chacun d'eux. Il se figurera ainsi que le travail produit 55 thalers de matières premières, 44 de moyens de subsistance et 11 d'instruments, soit en tout 110.

Du point de vue économique, tout cela est fort curieux *. C'est cependant ce que les économistes ont trouvé à opposer comme une nouveauté à Ricardo.

Supposons que la journée de travail de l'ouvrier soit de 10 h. et qu'il produise 40 thalers en 8 h. comme équivalent de son salaire, il lui faudra alors $^4/_5$ de journée

---

(*) Passage barré : que les 40 thalers qui permettent à l'ouvrier de subsister un jour et qu'il touche donc dans l'échange représentent le produit d'une demi-journée de travail, si bien que la journée totale ne peut donner que 40 + 40 = 80 au fabricant.

pour remplacer son salaire et il fournira $^1/_5$ de surtravail au capital, soit 10 thalers. Le capital obtient donc en échange des 40 thalers de salaire, c'est-à-dire des 8 h. de travail matérialisé, 10 h. de travail vivant; cet excédent constitue son profit. Le travail matérialisé total que l'ouvrier a produit — quels que soient le coût de l'instrument et des matières premières — est de 50 thalers, et il ne peut en ajouter davantage, car sa journée ne peut matérialiser plus de travail.

Si, en ajoutant à la matière première et à l'instrument 50 thalers — soit 10 h. de travail, dont 8 h. en remplacement de son salaire —, il a du même coup conservé la matière première et l'instrument, c'est que ceux-ci se conservent au contact du travail vivant qui les utilise comme instrument et matière. Cette conservation ne lui coûte aucun travail et, d'ailleurs, il ne dispose pas d'une seule heure à cet effet.

Le capitaliste ne le paie pas non plus pour cela. La force naturelle vivifiante du travail ne conserve pas seulement sous telle ou telle forme la matière et l'instrument, elle conserve aussi le travail qu'ils matérialisent, leur valeur d'échange. C'est une force appartenant au capital, et non au travail, comme toute autre force de la nature ou de la société qui n'est pas le produit d'un travail antérieur et qui n'a pas besoin d'être reproduite (par exemple l'acquis historique des générations d'ouvriers). Elle n'est donc pas payée. On ne paie pas davantage l'ouvrier parce qu'il sait penser, etc.

Nous avons vu que la *valeur* devient autonome *en opposition* à la circulation, autrement dit la marchandise perd le caractère purement formel et éphémère qu'elle a dans l'échange avec une autre valeur d'usage, avant de disparaître comme objet de la consommation. Cette valeur autonome, c'est l'*argent en tant que tel*, qui est retiré de la circulation et s'affirme négativement vis-à-vis d'elle : c'est la condition préalable du capital. Au demeurant, le produit du capital est de nouveau valeur pour autant qu'il ne se reproduit pas simplement, c'est-à-dire de manière purement formelle. En effet, des trois fractions de sa valeur, il n'en est qu'une qui soit véritablement consommée, c'est-à-dire reproduite, celle qui remplace le salaire : le profit n'est pas reproduit, c'est une adjonction de valeur, plus-value.

Or, quoi qu'il soit valeur, ce dernier produit du capital n'entre pas comme équivalent dans la circulation;

en outre, il n'est pas encore redevenu du capital : il est donc valeur autonome dans un rapport négatif à la circulation, argent (dans sa troisième forme adéquate). Au début, l'argent apparaissait en tant que condition préalable et cause première du capital, le voilà maintenant produit par celui-ci. A l'origine, il provenait de la circulation simple; maintenant, il résulte du procès de production capitaliste. Dans le premier cas, l'argent *devient* du capital; dans le second, il apparaît comme une condition posée par le capital lui-même; c'est dire qu'il est produit *en soi* comme du capital et qu'il a déjà un rapport idéal avec lui. L'*argent* n'évolue pas ici vers le capital, puisqu'il implique déjà qu'il peut se transformer en capital.

> *Temps de surtravail absolu et relatif. — Ce n'est pas la* quantité *de travail vivant, mais sa* qualité *qui conserve le temps de travail déjà objectivé dans la matière, etc. — Le changement de la forme et de la substance dans le procès de production immédiat. — Le simple procès de production implique la conservation des niveaux antérieurs de la production par les niveaux suivants, etc. — Conservation de l'ancienne valeur d'usage par le travail nouveau, etc. — Le procès de production et le procès de valorisation. La* quantité *de travail matérialisé est conservée, parce que la* qualité *de sa valeur d'usage pour un travail nouveau se conserve au contact du travail vivant. — Dans le procès de production réel, il n'y a plus de séparation entre le travail et les conditions matérielles de son existence. Mais, alors, le travail est déjà absorbé par le capital. Il représente la force de conservation du capital lui-même, la perpétuation de la valeur.*

L'accroissement des valeurs est donc le résultat de l'auto-valorisation du capital. Peu importe que celle-ci résulte du *surtravail absolu,* autrement dit d'une augmentation pure et simple de la quantité de temps de travail ou d'une augmentation du *surtravail relatif* (157*a*), provenant d'une diminution de la partie aliquote de la journée consacrée par le travail nécessaire à la conservation de la force de travail, au *travail nécessaire* tout court.

Le temps de travail vivant ne reproduit que la partie

de temps de travail matérialisé (du capital) qui sert d'équivalent à la disposition de la force vivante du travail : l'ouvrier doit donc remplacer l'équivalent du temps de travail objectivé dans sa force de travail, c'est-à-dire reproduire les frais de production de la force de travail vivante, bref assurer sa subsistance en tant qu'ouvrier. Ce que le travail produit en plus n'est pas reproduction, mais création nouvelle, et plus précisément création de valeur nouvelle, car un temps de travail additionnel se matérialise en une valeur d'usage. Si, du même coup, le temps de travail déjà objectivé dans la matière première et l'instrument se conserve, ce n'est pas une question de *quantité de travail;* cela provient de la *qualité* inhérente au travail en tant que tel. Notons que c'est une qualité générale; elle n'est pas liée à une qualification particulière du travail. Elle existe parce que le *travail en tant que tel, est du travail.* On ne le paie pas spécialement pour cela, car le capital achète *cette qualité* dans l'échange avec l'ouvrier.

L'équivalent pour cette qualité (la valeur d'usage spécifique du travail) se mesure donc tout simplement à la *quantité* du temps de travail nécessaire à sa production. En utilisant l'instrument et en façonnant la matière première, l'ouvrier commence par ajouter à la valeur de ceux-ci une quantité de forme nouvelle équivalant au temps de travail de son salaire : ce qu'il ajoute en plus, c'est du surtravail, de la plus-value. Mais, ce qui est conservé dans l'instrument et la matière, ce n'est pas leur forme, mais leur substance; or — du point de vue économique — leur substance, c'est du temps de travail objectivé. Tel est le résultat de l'action du travail sur l'instrument et la matière première posés comme moyen et objet du travail, et ainsi comme objectivation du travail vivant, éléments du travail. Le temps de travail matérialisé cesse d'exister sous une forme objective unilatérale. Tout comme un objet dans un processus chimique, etc., il se dissout sous l'action du travail vivant, en devenant son mode matériel d'existence — moyen et objet.

Dans le temps de travail matérialisé, le travail n'existe plus que comme forme extérieure et morte de la substance naturelle (il est extérieur à cette substance, telle la forme de la table par rapport au bois, ou la forme du compresseur par rapport au fer).

Comme le travail est une forme extérieure à la subs-

tance, il se développe peu à peu une indifférence de la substance vis-à-vis de la forme qu'on lui avait imprimée. Le travail matérialisé ne conserve pas sa forme par une loi vivante, immanente de la reproduction, tel l'arbre qui reçoit sa forme d'arbre (le bois se conserve en tant qu'arbre sous une forme bien déterminée, parce qu'il est une forme du bois; en revanche, pour le bois, la forme de la table est fortuite : ce n'est pas une forme inhérente à sa substance).

Le travail matérialisé est, ou bien une forme extérieure à la matière, ou bien il ne subsiste lui-même que comme matière. La dissolution à laquelle est soumise cette matière affecte donc également le temps de travail. Mais lorsque cette matière est reprise comme condition du travail vivant, elle est animée de nouveau. Le travail objectivé cesse d'être mort dans la matière en tant que forme extérieure et indifférente, lorsqu'il redevient un élément du travail vivant; lorsque le travail vivant se rapporte à lui-même dans la matière *objectivée* précédemment; lorsque le travail vivant s'objective en utilisant les moyens et la matière du travail, ses conditions *objectives*.

En se réalisant dans la matière, le travail vivant en modifie la forme : cette transformation est déterminée par la finalité du travail et l'activité efficace de celui-ci; il ne s'agit pas de l'impression d'une forme extérieure à la matière, simple apparence fugitive de son existence, comme dans les objets inertes. La matière du travail se conserve sous une forme déterminée en étant transformée et soumise à la finalité du travail. Le travail est un feu vivant qui façonne la matière. Il est ce qu'il y a de périssable et de temporel en elle, c'est le façonnage de l'objet par le temps vivant.

Dans le procès de production simple — abstraction faite du procès de valorisation —, le travail tire parti de la forme périssable des choses pour créer des utilités. En faisant du fil avec du coton, du tissu avec du fil, et un habit avec du tissu imprimé ou teint, 1° il conserve la matière du coton dans toutes ces formes. [Dans le procès chimique, ou le métabolisme réglé par le travail, des équivalents (naturels) s'échangent les uns contre les autres]; 2° à chaque stade du procès, la matière acquiert une forme plus utile et mieux appropriée à la consommation, jusqu'à ce qu'enfin elle obtienne la forme où elle est l'objet direct de la consommation et où l'abolition

de sa forme devient jouissance humaine. *Sa transformation, c'est donc son utilisation.*

La matière du coton se conserve au travers de tout le procès : elle quitte telle forme de la valeur d'usage pour accéder *à un niveau plus élevé jusqu'à ce que l'objet existe directement en tant qu'objet de la consommation.*

Lorsque le coton est changé en fil, il se trouve en rapport avec un mode ultérieur du travail. Si ce travail ne s'effectue pas, non seulement la forme qu'on lui a ajoutée est inutile, autrement dit le travail précédent n'est pas confirmé par du travail nouveau, mais la matière elle-même est gâchée, puisque, dans la forme du fil, elle n'a d'utilité que si elle est retravaillée : sa valeur d'usage n'existe qu'en fonction de l'utilité que lui donne un travail ultérieur. Elle n'est utile que si la forme du fil est abolie pour celle du tissu : le coton est susceptible ainsi d'une infinité d'usages au cours de son existence de coton. Sans le travail ultérieur, la valeur d'usage du coton et du fil serait gâchée, en même temps que la matière et la forme. Elle serait détruite, au lieu d'être produite.

La matière ainsi que la forme conservent une valeur d'usage, grâce au travail ultérieur, jusqu'à ce qu'enfin elles aient reçu la façon qui permet la consommation. Le procès de production simple implique donc la conservation du stade de production précédent par le stade suivant : une valeur d'usage supérieure conserve l'ancienne valeur d'usage, mais cette dernière ne change que pour autant qu'on augmente sa valeur d'usage. Le travail conserve la valeur d'usage du produit non achevé en l'utilisant comme matière d'un travail subséquent. Il la conserve, c'est-à-dire la protège contre l'inutilité et le dépérissement, en la retravaillant conformément à sa finalité, bref en lui appliquant un travail vivant nouveau. *L'ancienne valeur d'usage ne se conserve point,* parce que le procès de travail se déroule en dehors de celui de son accroissement et de son achèvement par du travail nouveau ; elle se conserve parce que du travail nouveau augmente la valeur d'usage. Ainsi, le travail conserve la valeur d'usage déjà acquise par le coton et le fil, lorsque le tissage transforme le fil en tissu, c'est-à-dire traite (à l'aide d'une espèce particulière de travail vivant) la matière première du tissage (le fil n'a de valeur d'usage qu'en étant tissé). Il conserve le pro-

duit du travail, en en faisant la matière première d'un travail nouveau; mais il ne lui fournit pas de travail nouveau : grâce à un autre travail, il conserve — de surcroît — la valeur d'usage de la matière première. *Grâce au tissage, il conserve l'utilité du coton composant le fil.* (Tout cela fait partie du chapitre I[er] : « La production en général. »)

Le tissage conserve l'utilité. Le travail sous forme de produit, ou la valeur d'usage de ce produit du travail, se conserve du fait que la matière première subit un travail nouveau et devient l'objet du travail vivant utile : c'est l'affaire du simple procès de production. Le travail a la propriété de conserver la valeur d'usage existante en l'augmentant, et il l'augmente en lui appliquant un travail nouveau, déterminé par une finalité, en faisant une fois de plus d'une existence indifférente l'objet matériel et le corps de son travail.

Il en va de même pour l'instrument. Une broche ne se conserve comme valeur d'usage qu'en servant à filer. S'il n'y avait pas de filage, la forme déterminée, imprimée au fer et au bois de la broche, se corromprait en même temps que le travail précédent et la matière. C'est seulement en servant de moyen au travail vivant et en devenant un élément matériel de son existence que la valeur d'usage et la forme du fer et du bois se conservent. Certes, l'instrument de travail est fait pour s'user, mais il doit l'être dans le procès de production. La productivité accrue qu'il donne au travail permet de créer plus de valeurs d'usage, et remplace ainsi la valeur d'usage consommée lors de l'emploi de l'instrument.

C'est ce que l'on voit le mieux dans l'agriculture, où l'instrument se manifeste à l'origine comme une denrée et une valeur d'usage, et non comme une valeur d'échange. La houe procure deux fois plus de blé au paysan, et il lui faut moins de temps pour produire la houe que le blé supplémentaire qui résulte de cet instrument. Il aura même assez de réserves pour en fabriquer une nouvelle.

Dans le procès de valorisation, les éléments constitutifs de la valeur du capital, dont l'un existe sous forme de la matière première, et l'autre sous celle de l'instrument, se dressent en face de l'ouvrier, c'est-à-dire du travail vivant (car l'ouvrier n'est tel que dans ce procès). Mais, dans ce procès, ils ne représentent pas des valeurs, mais de simples éléments de production, de simples

valeurs d'usage pour le travail : ce sont les conditions ou éléments matériels de son activité. Le travail utilise l'instrument, donne à la matière première une forme plus élevée de valeur d'usage et, par conséquent, les conserve. Les valeurs d'usage ainsi conservées par le travail sont toutefois des valeurs d'échange pour autant qu'elles sont des éléments constitutifs du capital; en tant que valeurs d'échange, elles sont déterminées par leur coût de production, par la quantité de travail matérialisé en elles. (Pour la valeur d'usage, il s'agit simplement de la *qualité* du travail déjà matérialisé.)

La quantité de travail matérialisé subsiste du fait que sa *qualité de valeur d'usage pour le travail ultérieur* est conservée au contact du travail vivant. La valeur d'usage du coton, puis celle du fil, se conservent parce qu'ils sont tissés et qu'ils existent comme éléments matériels (à côté de la broche) dans le tissage. *La quantité de temps de travail contenue dans le coton et le fil se conserve ainsi. Ce qui apparaît dans le simple procès de production comme conservation de la qualité du travail passé — et de ce fait* aussi de la matière où il est renfermé — apparaît dans le procès de valorisation comme conservation de la quantité de travail objectivé.

Pour le capital, cette conservation de la quantité de travail matérialisé s'opère *au travers du* procès de production; *pour le travail vivant,* c'est tout simplement une valeur d'usage qui est là pour être travaillée et à laquelle le travail vivant *ajoute une quantité nouvelle de travail.* Mais ce n'est pas par cette *adjonction quantitative* qu'il conserve la quantité de travail déjà matérialisée, mais par sa qualité de *travail vivant* ou parce qu'il se comporte en tant que travail vis-à-vis de valeurs d'usage contenant du travail passé. Or, le travail vivant n'est pas payé pour la qualité qu'il possède — on achète uniquement le travail vivant —, mais pour la *quantité* de travail contenue en lui. On ne paie que le prix de sa valeur d'usage, comme pour toutes les autres marchandises. La qualité spécifique qu'il possède du fait qu'il ajoute une quantité nouvelle de travail à l'ancienne, et conserve ainsi le travail matérialisé dans sa qualité de travail matérialisé, ne lui est pas payée : d'ailleurs, elle ne coûte rien à l'ouvrier, puisque c'est une propriété naturelle de sa force de travail.

Dans le procès de production, la séparation entre le travail et ses éléments matériels — instrument et matière

— est *abolie. Or, l'existence du capital et du travail salarié repose sur cette séparation. Le capital ne paie rien pour que soit abolie cette séparation dans le procès réel de la production,* — sans laquelle le travail ne pourrait s'effectuer.

(Cette union ne se réalise pas au moment de l'échange avec l'ouvrier; c'est l'œuvre du *travail au cours du procès de production.* Mais alors, en tant que *travail actuel,* il se trouve déjà incorporé au capital, dont il est devenu un élément constitutif. Cette capacité du travail *entretient et conserve donc la force* du capital. L'ouvrier ajoute simplement du travail nouveau. Sous forme de capital, le travail possède en tant que valeur une existence éternelle, absolument indépendante de celle de sa matière. C'est ainsi que les choses se présentent au capital et à l'ouvrier.)

Si le capital devait payer cette capacité, il cesserait d'être du capital. Mais, elle coïncide absolument avec le rôle matériel que le travail joue, de par sa nature même, dans le procès de production, en tant que valeur d'usage. Or, en tant que telle, le travail appartient au capitaliste; seule sa valeur d'échange appartient à l'ouvrier. Sa qualité vivante, qu'il a dans le procès de production, de conserver le temps de travail matérialisé en faisant de celui-ci le mode d'existence matériel du travail vivant, cette qualité n'est pas l'affaire de l'ouvrier.

Dans le procès de production, le travail vivant fait de l'instrument et de la matière le corps de son âme et les éveille d'entre les morts; ce mode d'appropriation est en opposition flagrante avec le fait que le travail est privé de ses objets, ou qu'il n'existe que dans l'organisme immédiat de l'ouvrier, tandis que l'instrument et la matière du travail existent pour eux-mêmes dans le capital. (Il faudra revenir sur ce point.)

Le procès de valorisation du capital correspond à un simple procès de production et s'effectue grâce à lui, du fait que le travail vivant a un contact naturel avec les éléments matériels de son existence. Or, si le travail entre dans un rapport qui n'est pas le sien, mais celui du capital, c'est qu'il est déjà un élément de ce dernier. *Le capitaliste obtient gratuitement le surtravail ainsi que la conservation de la valeur des matières premières et des instruments. En ajoutant une valeur nouvelle à l'ancienne, le travail conserve et éternise le capital. La* conservation *de la valeur dans le produit ne coûte rien*

au capital. — En s'appropriant le travail présent, le capitaliste détient déjà une assignation sur le travail futur.

On sait que, dans le procès d'échange entre l'ouvrier et le capitaliste, ce dernier paie à l'ouvrier un équivalent pour les frais de production contenus dans sa force de travail; autrement dit, il lui donne le moyen de conserver sa capacité de travail, mais il s'approprie son travail vivant.

Dans cet échange, le capitaliste obtient gratuitement deux choses : 1° le surtravail qui augmente la valeur de son capital; 2° la qualité que possède le travail vivant de conserver les éléments constitutifs du capital et, de ce fait, la valeur déjà existante du capital.

Mais, cette conservation ne provient pas de ce que le travail vivant augmente la *quantité de travail matérialisé* et crée de la valeur, mais simplement de ce qu'il est du travail *vivant :* au contact immédiat avec la matière et l'instrument du travail, il leur ajoute une quantité de travail nouveau dans le procès de production; bref, cette propriété découle de sa qualité de travail vivant. Mais il l'exerce, lorsqu'il est devenu un élément du simple procès de production : en dehors de son prix, elle ne coûte pas plus au capitaliste que les éléments du procès de production, le fil et la broche par exemple.

Aux époques de *stagnation des affaires* par exemple, les usines sont arrêtées, les machines se rouillent et le coton n'est pas seulement une charge inutile, mais se met à pourrir sitôt qu'il cesse d'être au contact du travail vivant. Le capitaliste ne fait travailler que pour créer de la plus-value — pour produire des valeurs non encore existantes —; mais on voit, sitôt qu'il cesse de faire travailler, que son capital existant se dévalorise.

Ainsi donc, le travail vivant n'ajoute pas seulement une valeur nouvelle, mais il *conserve et éternise le capital en ajoutant dans le procès réel une valeur nouvelle à l'ancienne* (Angl.).

On voit clairement qu'il est niais de reprocher à Ricardo de ne considérer comme nécessaires que deux éléments constitutifs des frais de production — le profit et le salaire —, et de laisser de côté la partie du capital contenue dans les matières premières et les machines. Les valeurs qui sont contenues dans le capital et sont conservées, passent telles quelles dans les frais de production; elles se ramènent entièrement à du travail objectivé : travail nécessaire et surtravail, salaire et pro-

fit. La simple matière naturelle n'a aucune valeur, si *nul* travail humain n'est matérialisé en elle (c'est-à-dire si elle est pure matière, existant en dehors du travail de l'homme; en effet, la valeur est du travail objectivé). Elle n'a pas plus de valeur que les éléments de la nature.

La conservation du capital existant par le travail fructificateur ne coûte rien au capital, et n'entre donc pas dans les frais de production, bien que les valeurs existantes se conservent dans le produit et qu'il faille donner un équivalent pour elles dans l'échange. Mais, la *conservation de ces valeurs* dans le produit ne coûte rien au capital, et il ne peut donc la compter dans ses frais de production. Ces valeurs ne sont pas non plus remplacées par le travail, puisqu'elles ne sont pas consommées, sauf dans la mesure où le travail modifie leur forme indifférente et extérieure, autrement dit consomme et abolit *ce qu'il y a de périssable en elles*. Seul le salaire est réellement consommé, comme nous l'avons dit.

Revenons une fois de plus à notre exemple. Soit un capital de 100 thalers se décomposant en 50 thalers de matière brute, 40 de travail et 10 d'instruments de production. Admettons que l'ouvrier ait besoin de 4 h. pour les 40 thalers nécessaires à le faire subsister, ou pour créer la partie de la production nécessaire à sa conservation; et enfin que sa journée de travail soit de 8 h., si bien que le capitaliste obtient gratuitement un excédent de 4 h. Sa plus-value est donc de 4 h. de travail objectivé, 40 thalers. Son produit vaudra donc 140 thalers, se décomposant comme suit : 50 + 10 (valeurs conservées et non reproduites; ces valeurs restent *constantes, inchangées*) + 40 thalers (salaire, *valeur reproduite* parce que consommée sous forme du salaire) + 40 thalers de plus-value (*travail additionnel nouveau*).

Le capitaliste a dû vivre avant et pendant la production : 20 thalers qu'il devait posséder en plus de son capital de 100 thalers et pour lesquels il doit exister des équivalents dans la circulation. (Peu nous importe ici d'où ils proviennent.)

Le capital suppose que la circulation est une grandeur constante : ces équivalents sont de nouveau disponibles. Il consomme donc 20 thalers de son profit, qui entrent dans la circulation simple. Les 100 thalers y entrent aussi, mais ils sont échangés contre les conditions de la production nouvelle : 50 thalers de matières premières,

40 de moyens de subsistance pour l'ouvrier, 10 d'instruments.

Il reste donc 20 thalers de plus-value nouvellement créée. C'est de l'*argent*, valeur autonome en opposition à la circulation. Ces 20 thalers ne peuvent entrer comme simple équivalent dans la circulation pour s'échanger contre des objets de consommation, puisque la circulation est supposée constante.

L'existence autonome et illusoire de l'argent est abolie : il n'existe plus que pour se valoriser, c'est-à-dire pour devenir du capital. Pour le devenir, il devra s'échanger de nouveau contre les éléments du procès de production : moyens de subsistance pour l'ouvrier, matières premières et instruments, qui se ramènent tous à du travail objectivé et ne peuvent être créés que par le travail vivant.

Pour autant qu'il est déjà *en soi* du capital, l'argent n'est donc qu'une simple *assignation sur du travail futur* (et nouveau); matériellement, ce n'est que de l'*argent*.

Pour autant qu'elle existe pour elle-même, la plus-value — l'excédent de *travail matérialisé* — est de l'*argent*. Mais cet argent est *en soi* déjà du capital et, en tant que tel, *assignation sur du travail nouveau*. A ce niveau, le capital n'entre plus seulement en rapport avec le travail existant, mais encore avec le travail futur.

Il ne coïncide pas simplement avec les éléments du procès de production, car c'est aussi de l'argent; mais il n'est plus l'argent sous la forme abstraite de la richesse générale, mais sous forme d'assignation sur la possibilité réelle de la richesse universelle : la *force de travail*, ou plus précisément la *force de travail en devenir*. Pour représenter une telle assignation, son existence matérielle d'argent est indifférente et peut être remplacée par n'importe quel autre titre ou papier.

A l'instar du créancier de l'État, chaque capitaliste possède, dans sa valeur nouvellement acquise, une assignation sur du travail futur : en s'appropriant le travail présent, il s'approprie en même temps le travail futur. (Cet aspect du capital mérite une attention particulière. En effet, sa valeur peut subsister indépendamment de sa substance. C'est tout le fondement du système du crédit.)

Son accumulation monétaire porte donc sur des titres de propriété du travail; ce n'est nullement l'accumula-

tion matérielle des conditions objectives du travail. Il implique donc le travail futur sous forme *salariée* et de valeur d'usage pour le capital. Il n'y a pas d'*équivalent* pour la valeur nouvellement créée : la possibilité pour elle, c'est le travail nouveau.

Dans cet exemple, grâce à un surplus absolu du temps de travail — 8 h. au lieu de 4 —, on obtient une valeur nouvelle de 20 thalers, c'est-à-dire de l'argent déjà en relation avec sa forme de capital (*impliquant déjà la possibilité* d'être du capital, contrairement à ce qui se passait au début, lorsqu'il devenait capital à partir du moment où il cessait d'être de l'argent). Elle s'ajoute aux anciennes valeurs du monde de la richesse.

Si la force productive double encore, l'ouvrier fournira 2 h. de *travail nécessaire* au lieu de 4, et le capitaliste continuera donc à le faire travailler 8 h., si bien qu'on obtiendra les comptes suivants : 50 thalers de matière première, 20 de salaire, 10 d'instruments, 60 de plus-value (6 h. au lieu des 4 précédentes). La plus-value relative augmentera donc de 2 h., soit 20 thalers. *Total :* 140 thalers (existant dans le produit).

Ce total sera le même qu'auparavant, mais il comprendra 60 de plus-value, dont 40 — comme précédemment — pour l'augmentation absolue du temps extra, et 20 pour l'augmentation relative. Or, la valeur d'échange simple est, avant comme après, de 140 thalers. Y a-t-il simple augmentation des valeurs d'usage, ou création de valeur nouvelle?

Auparavant, le capital devait recommencer son cycle avec 100 pour s'accroître de 40 %. Qu'advient-il des 20 thalers de plus-value? Le capital mangeait auparavant 20 thalers, et il lui en restait 20. S'il en mange aujourd'hui 20, il lui en restera 40. Qui plus est, auparavant, le capital entrant dans la production était de 100, il est aujourd'hui de 80. La valeur gagnée ici est perdue là. Le premier capital retourne dans le procès de production, et crée de nouveau une plus-value de 20 (déduction faite de la consommation du capitaliste). A la fin de cette seconde rotation, il existe une valeur nouvelle pour laquelle il n'y a pas d'équivalent : 20 thalers (en plus des premiers 40).

Passons maintenant au second capital. 50 de matières premières, 20 de salaire (soit 2 h.), 10 d'instruments. Mais les 2 h. produisent la valeur de 8 h., c'est-à-dire 80 thalers (dont 20 pour les frais de production). Il

reste donc 60 thalers, puisque 20 reproduisent le salaire (et disparaissent ainsi) : 60 + 60 = 120. A la fin de cette seconde rotation, il y a 20 thalers pour la consommation, et il reste 20 de plus-value nouvelle. Ajoutés à ceux de la première opération : 60 thalers. A la troisième rotation, on obtient 60 du premier capital, et 80 du second; à la quatrième rotation, 80 du premier et 100 du second. La valeur d'échange du premier capital aura diminué en tant que capital productif de la somme qu'il aura gagnée en tant que *valeur* *.

Admettons que l'on puisse utiliser tout le surplus des deux capitaux; autrement dit, qu'ils trouvent à échanger ce surplus contre du travail vivant. Nous obtenons alors les comptes suivants (abstraction faite de la consommation du capitaliste) : le *premier* capital de 140 produit 40 % soit 56; le second de 140 (80 de capital, et 60 de plus-value) produit 60 %, soit 84 thalers.

Dans le premier cas, le produit global est de 140 + 56 = 196; dans le second, 140 + 84 = 224. La valeur d'échange du second est donc supérieure de 28. Le premier capital dispose de 40 thalers pour acheter du temps de travail nouveau. La valeur de l'heure de travail étant supposée de 10 thalers. Le capitaliste achète donc avec 40 thalers 4 heures nouvelles qui produisent 80 (dont 40 pour remplacer le salaire, soit en tout 8 h.). On obtient à la fin 140 + 80 [soit reproduction du capital : 100; plus-value : 40, soit reproduction de 140; ou, dans le premier, 100 thalers se reproduisent en 140; les seconds 40 puisqu'ils ne servent qu'à acheter du travail nouveau, et ne remplacent pas *simplement* de la valeur (hypothèse irréalisable au demeurant) produisent 80 thalers.

140 + 80 = 220. Pour le premier capital de 140, les

(*) Passage barré : La valeur d'usage produite est restée la même dans les deux cas. Le second capital commande autant de travail que le premier, et il utilise autant de matières premières et d'instruments. Dans le premier cas, il y a une valeur de 20 thalers pour lesquels il n'existe aucun équivalent; dans le second, de 40. Admettons maintenant que les deux capitaux soient en mesure de commander assez de travail nouveau (soit qu'ils produisent les matières premières et les instruments, soit pour travailler ceux-ci) pour recommencer une production avec leur plus-value tout entière. On obtiendra pour le premier capital : 100 (capital antérieur + 20 de plus-value, soit 120 : *ces 120 produisent 40 — comme auparavant* + 20 = 60, soit en tout : 160; pour le second : 80 (capital antérieur) + 40, soit 120, ces 120 produisent 40 — comme auparavant — + 40, soit 140 (80 de capital, et 60 de plus-value) produit 60 %, soit 84 thalers.

80 produisent 40, autrement dit les 80 thalers se reproduisent en 120; mais les 60 restants se reproduisent en 120 (étant donné qu'ils sont dépensés *uniquement* à l'achat de *travail*, et ne remplacent pas simplement de la valeur, mais se reproduisent eux-mêmes en créant de la plus-value). Bref : 120 + 120 = 240 (soit 20 thalers de plus que dans le premier capital, soit 2 h. de temps extra). On obtient donc une valeur d'échange plus grande, parce qu'il y a plus de travail objectivé : 2 h. de surtravail en plus.

Il faut noter en outre : 140 thalers à 40 % donnent 56; capital et intérêt donnent ensemble : 140 + 56 = 196; mais nous avons obtenu 224, si bien que l'intérêt de 140 ne serait pas de 56, mais de 84, ce qui correspondrait à 60 % de 140 (140 : 84 = 100 : x; x = 8 400/140 = 60). Il en va de même dans le second cas, 140 à 60 % = 84; capital et intérêt donnent 140 + 84 = 224; mais nous obtenons 240, ce qui, pour les 140, donnerait un intérêt non pas de 84, mais de 100 (140 + 100 = 240), c'est-à-dire de 71 $^3/_7$ %* (140 : 100 = 100 : x; x étant égal à $\frac{10\,000}{140}$, soit 71 $^3/_7$ %*. D'où cela provient-il?

(Dans le premier cas, on a 60 % au lieu de 40; dans le second, 71 $^3/_7$ %* au lieu de 60 %.) Dans le premier cas, on a 60 % au lieu de 40, soit 20 % de plus. Dans le second cas, 71 $^3/_7$* au lieu de 60, soit 10 $^1/_7$ de plus.

Comment se fait-il d'abord que les deux cas soient différents, et ensuite d'où provient la différence dans chaque cas?

Dans le premier cas, le capital primitif est de 100, soit 60 de matières et d'instruments et 40 de travail : $^3/_5$ de matériel et $^2/_5$ de travail. Les premiers $^3/_5$ ne donnent aucun intérêt; les derniers $^2/_5$ donnent 100 %. Mais si on les rapporte à l'ensemble du capital, on obtient seulement 40 % d'augmentation ($^2/_5$ de 100 = 40). 100 % sur 40 thalers de travail donnent 40 % sur l'ensemble, soit une augmentation égale aux $^2/_5$. Si, du capital additionnel de 40, seuls $^2/_5$ s'accroissaient de 100 %, cela donnerait une augmentation de 16 thalers, soit au total 40 + 16 = 56. En les ajoutant aux 140, on obtient 196, ce qui est effectivement 40 % sur 156,

(*) Dans le manuscrit : 70 1/7 %.

le capital et l'intérêt étant additionnés. 40 augmentés de 100 % — doublés — donnent 80; Si $^2/_5$ de 40 augmentait de 100 % on aurait 16. De ces 80 thalers, 40 remplacent le capital, et l'on obtient un profit de 40.

Voici donc les comptes : 100 c + 40 i (intérêt) + 40 c + 40 i = 220; soit un capital de 140 avec un intérêt de 80; mais, nous aurions calculé :
100 c + 40 i + 40 c + 16 i = 196; soit un capital de 140 avec un intérêt de 56.

On a calculé trop d'intérêt, sur 40 de capital, 24; mais ces 24, ce sont les $^3/_5$ de 40 ($3 \times 8 = 24$); c'est-à-dire qu'à côté du capital, $^2/_5$ seulement du capital ont augmenté de 100 %; le capital tout entier n'a donc augmenté que de $^2/_5$, soit 16 thalers*. Le calcul de l'intérêt est donc de 24 trop élevé pour 40 (de 100 % pour les $^3/_5$ du capital); 24 sur 24, c'est 100 % sur 3×8 ($^3/_5$ de 40). Mais, sur la somme totale de 140 il y a 60 % au lieu de 40; c'est dire que, sur 40, on a calculé 24 de trop ($^3/_5$), or, 24 sur 40 c'est 60 %. Sur le capital de 40, on a donc calculé 60 % de trop (60 = $^3/_5$ de 100). Mais, sur 140, on a calculé 24 de trop (c'est ce qui correspond à la différence entre 220 et 196), autrement dit $^1/_5$ sur 100, et $^1/_{12}$** de trop sur 100 : $^1/_5$ de 100 = 20 %, $^1/_{12}$** de 100 = 8 $^4/_{12}$, soit en tout 28 $^1/_3$ de trop. Ainsi donc, sur l'ensemble, on n'a pas 60 % de trop, comme pour les 40 de capital, mais seulement 28 $^1/_3$ de trop, soit 31 $^2/_3$ %*** de différence, si l'on a calculé 24 de trop sur les 40 du capital de 140. Il en va de même dans l'autre exemple.

Dans les premiers 80 qui produisent 120, 50 + 10 étaient simplement remplacés; mais 20 reproduisaient le triple : 60 (dont 20 reproduits, et 40 de surplus).

Si 20 h. de travail produisent 60, soit une valeur triple, 60 en produiront 180.

(*) Dans le manuscrit : 16 %.

(**) Dans le manuscrit : 11/12.

(***) Dans le manuscrit : 32 1/3 %.

Confusion entre profit et plus-value. Faux calcul de Carey. — Non content de ne pas payer à l'ouvrier la conservation de l'ancienne valeur, le capitaliste demande une rémunération pour l'autorisation qu'il lui accorde de la conserver. — Plus-value et profit, etc. — Différence entre la consommation de l'instrument et celle du salaire. Le premier se consomme dans le procès de production, le second à l'extérieur — Hausse de la plus-value et baisse du taux de profit. (*Bastiat.*)

Il vaut mieux ne pas s'attarder davantage à ces calculs hautement ennuyeux. Tel est le truc : si, dans notre premier exemple, $^3/_5$ du capital (soit 60 pour 100) représentent les matières premières et les instruments, $^2/_5$ (40) le salaire, et 40 % le profit du capital, on obtient à la fin un capital de 140 (ces 40 % de profit proviennent de ce que le capitaliste fait travailler 12 h. avec les 6 h. de travail nécessaire). Si les 40 thalers gagnés étaient de nouveau engagés dans les mêmes conditions comme capital — et au point où nous en sommes, ces conditions n'ont pas encore changé - -, il faudrait en répartir les $^3/_5$, soit 24 thalers, pour les matières premières et les instruments, et les $^2/_5$ restants pour le travail. En doublant, le salaire de 16 donnera 32, dont 16 pour la reproduction et 16 de surtravail. Le tout donne donc à la fin de la production 40 + 16 = 56, ou 40 %. Le capital total de 140 aurait donc produit 196 dans les mêmes conditions. Mais, on ne doit pas admettre, comme le font la plupart des économistes, que les 40 thalers sont uniquement dépensés en salaire, à l'achat de travail, si bien qu'ils fournissent 80 thalers à la fin du cycle de production.

On dit : un capital de 100 donne tantôt 10 % tantôt 5 %. Or il est absolument faux d'en conclure, tels Carey (158) et consorts, que, dans le premier cas, le capital contribue pour 10 % à la production et le travail donc pour $^9/_{10}$; et que, dans le second, le capital ne contribue plus que pour $^1/_{20}$, et le travail donc pour $^{19}/_{20}$, bref, que la part du travail augmente quand diminue le taux du profit.

Il faut bien reconnaître que le capital n'a aucune conscience de la nature de son procès de valorisation : c'est seulement en période de *crises*, qu'il aurait d'ailleurs vraiment intérêt à en avoir conscience.

Ainsi donc, du point de vue du capital, le profit de 10 % sur un capital de 100 se présente comme si les éléments constitutifs de la valeur du capital — matière, instrument et salaire — s'accroissaient tous indifféremment de 10 %, comme si le capital était une somme de 100 thalers, une valeur dont chaque unité augmenterait de 10 %.

En fait, on peut se demander : 1° quel est le rapport des différentes parties constitutives du capital entre elles? 2° quel est le montant du surtravail acheté avec le salaire — avec les heures de travail matérialisées dans le salaire? Si je connais la somme totale du capital et le rapport entre les parties composantes (en fait, il faudrait savoir aussi quelle est la portion des instruments de production usés dans le procès, c'est-à-dire la portion qui y entre vraiment) et enfin le profit, je peux savoir quel est le surtravail produit.

Si le capital se compose de $^3/_5$ de matériel (dont nous supposerons, par commodité, que la totalité est consommée productivement), soit 60 thalers, de 40 de salaire et 10 de profit, le travail acheté avec les 40 thalers de travail matérialisé aura créé 50 thalers de travail matérialisé dans le procès de production : il aura produit un temps extra ou une plus-value de 10 thalers, soit 25 % ou $^1/_4$ du temps de travail nécessaire. Si l'ouvrier effectue donc une journée de 12 h., il aura fait 3 h. de surtravail, et le travail nécessaire pour le faire subsister sera de 9 h.

Or, la plus-value créée dans la production n'est certes que de 10 thalers, mais il faudra les rapporter à 40, et non à 100 pour avoir son taux réel. Les 60 thalers n'ont produit absolument aucune valeur; tout provient de la journée de travail. C'est pourquoi, l'ouvrier a augmenté de 25 % — et non de 10 % — le capital échangé contre sa force de travail.

Le taux de plus-value du capital n'exprime en aucune manière le taux de l'augmentation du travail matérialisé par le travail vivant, car cette augmentation représente simplement l'excédent que l'ouvrier ajoute à son salaire, autrement dit elle est égale au temps qu'il a travaillé au-delà de ce qu'il faut pour reproduire son salaire.

Si, dans l'exemple ci-dessous, l'ouvrier n'était pas le salarié du capitaliste, et si les valeurs d'usage contenues dans les 100 thalers ne se comportaient pas comme du capital mais simplement comme des conditions maté-

rielles de son travail, il aurait, avant de recommencer le procès de production, les 40 thalers de moyens de subsistance qu'il dépense pendant la journée de travail, et 60 thalers d'instrument et de matière. Mais il ne travaillerait que $^3/_4$ de journée, soit 9 h.; à la fin de la journée, son produit ne s'élèverait pas à 110 thalers, mais à 100 qu'il pourrait échanger de nouveau dans les mêmes proportions pour recommencer le processus. Or, il aurait fait 3 h. de moins; autrement dit, il se serait épargné 25 % de travail extra, soit 25 % de plus-value dans l'échange entre ses 40 thalers de moyens de subsistance (salaire) et son temps de travail. S'il travaillait 3 h. de plus parce qu'il dispose de la matière et de l'instrument, il ne lui viendrait pas à l'idée de dire qu'il a produit un profit nouveau de 10 %, mais de 25 % parce qu'il pourrait acheter un quart de moyens de subsistance en plus (pour 50 thalers au lieu de 40) : seuls les moyens de subsistance auraient une valeur pour lui, parce qu'il ne s'intéresse qu'à la valeur d'usage. En réalité, le profit nouveau provient de l'échange des 9 h. de travail matérialisé dans les 40 thalers contre les 12 h. de travail vivant, c'est-à-dire du travail qui crée une plus-value de 25 % sur la partie nécessaire.

L'illusion qui consiste à rapporter uniformément l'augmentation de 10 % à l'ensemble du capital (10 % sur 60 = 6, et sur 40 = 4) est basée sur le *calcul des intérêts composés* du fameux Dr Price (159) qui incita le divin Pitt à faire cette bêtise des fonds en diminution.

Etant donné que le profit est identique au temps de travail extra — absolu et relatif —, il existe une limite à l'accumulation du capital : la *journée de travail*, le temps d'activité de la force de travail au cours des 24 h., le niveau du développement des forces productives, et la population qui exprime le nombre des journées de travail simultanées. En revanche, si l'on conçoit le profit sous forme d'intérêt, on introduit un élément grâce auquel le capital peut augmenter d'un simple geste de la main, car ses limites seraient dès lors purement quantitatives. Rien n'empêche alors le capital de s'incorporer chaque matin l'intérêt de ses intérêts, en progression géométrique infinie. Les économistes ont fini par constater que l'augmentation des intérêts de Price ne pouvait se réaliser dans la pratique; mais il n'ont jamais compris pourquoi ce système ne tenait pas debout.

Des 110 thalers qui résultent de la production, 60

représentent la matière et l'instrument, et leur valeur est restée absolument la même. L'ouvrier ne leur a rien ôté, ni rien ajouté. La conservation du travail matérialisé à titre gratuit au bénéfice du capital est due au fait que *le travail de l'ouvrier est du travail vivant.* Voici comment le capitaliste conçoit la chose : l'ouvrier devrait lui payer l'autorisation d'entrer en contact avec le travail matérialisé, les conditions matérielles du travail. Sur les 50 thalers restants, 40 représentent non pas la simple conservation, mais la *reproduction réelle,* puisque le capital les a aliénés sous la forme du salaire, et que l'ouvrier les a consommés; 10 d'entre eux représentent l'excédent de cette reproduction, soit $^1/_4$ de surtravail (3 h.) Si, comme on le prétend faussement, l'ouvrier partageait le produit avec le capitaliste, il devrait toucher les $^9/_{10}$ de la valeur ajoutée, et non les 40 thalers (perçus d'avance et reproduits, c'est-à-dire remboursés intégralement au capitaliste après lui avoir conservé gratuitement la valeur existante) qui représentent seulement les $^8/_{10}$; il devrait en toucher 45, ce qui laisserait 5 au capital. Le capitaliste n'aurait donc que 65 thalers à la fin, comme produit du procès de production amorcé avec 100 thalers. Mais, l'ouvrier ne recevra rien du tout des 40 thalers, ni des 10 de plus-value. Si l'on prétend que les 40 thalers reproduits sont destinés à servir de nouveau de salaire, c'est-à-dire à un nouvel achat de travail, on ne peut répondre qu'une chose : le travail matérialisé de 9 h. (40 thalers) achète un travail vivant de 12 h. (50 thalers) et réalise donc une plus-value de 25 % sur le produit réel (reproduit en partie comme fonds pour le salaire, et en partie comme plus-value nouvelle) du procès de valorisation.

Le capital originel était de :

Moyens de travail :	Instruments :	Salaire :
50	10	40

Il produit un profit de 10 thalers (25 % de temps extra). Soit un *total* de : 110 thalers.

Admettons qu'il soit maintenant de :

60	20	20

Le produit est de 110 thalers (y compris un profit de 10 thalers).

L'économiste vulgaire, et le capitaliste plus vulgaire encore, diront que les 10 % ont été produits uniformément par toutes les parties du capital. En fait, les 80

thalers de capital sont conservés; il n'y a donc eu pour eux aucun changement de valeur. Seuls les 20 thalers ont été échangés contre 30, si bien que le surtravail a augmenté de 50 %, au lieu des 25 % précédents.

Prenons le troisième cas :

Moyens de travail :	Instruments :	Salaire :
70	20	10

Produit : 110 (y compris le profit de 10).

La valeur constante est donc de 90. Le produit additionnel est de 20, et la plus-value, ou travail extra, de 100 %. Dans chacun des trois cas, le profit de tout le capital est de 10 thalers; mais dans le premier cas, la valeur nouvellement créée est de 25 % du travail matérialisé, dépensé à l'achat du travail vivant; dans le second de 50 %, et dans le troisième de 100 %.

* Que le diable emporte ces sacrés faux calculs (160). Mais, c'est *sans importance* (Angl.). *Commençons de nouveau* (Fr.).

Dans le premier cas, nous avions :

Valeur constante :	Salaire :	Plusvalue :	Total :
60	40	10	110

Nous supposons toujours que la journée de travail est de 12 h. (Nous pourrions aussi admettre que la journée de travail augmente, par exemple qu'elle était auparavant de x heures, et qu'elle est maintenant de x + b heures, la force productive restant constante, et les deux facteurs étant variables.)

	Heures	Thalers	
Si l'ouvrier produit en	12	50	
— il produira en	1	$4\,^1/_6$	
— il produira en	$9\,^3/_5$	40	en 12 heures
— il produira en	$2\,^2/_5$	10	50 thalers

(*) Passage barré : Dans le premier cas, l'ouvrier donne toute une journée de travail de 12 h. pour 3/4 de journée de travail objectivé (9 h.) et effectue donc un travail extra de 3 h. Dans le deuxième cas. son temps de travail nécessaire est de 20 thalers; son surtravail de 10 thalers.

Le travail nécessaire de l'ouvrier est donc de 9 $^{3}/_{5}$ h. (40 thalers) ; le surtravail est donc de 2 $^{2}/_{5}$ h. (valeur de 10 thalers). 2 $^{2}/_{5}$ h. représentent la 5^{e} partie de la journée de travail. Le surtravail de l'ouvrier s'élève à $^{1}/_{5}$ de jour, soit la valeur de 10 thalers. Exprimons en pourcentage ces 2 $^{2}/_{5}$ h. que le capital a gagnées en échangeant les 9 $^{3}/_{5}$ h. de travail matérialisé contre la journée de travail vivant : 2 $^{2}/_{5}$: 9 $^{3}/_{5}$ = $^{12}/_{5}$: $^{48}/_{5}$, c'est-à-dire 12 : 48, soit 1 : 4. En conséquence : $^{1}/_{4}$ du capital, ou 25 %. De même, 10 thalers : 40 thalers = 1 : 4, soit 25 %.

Résumons maintenant tout cela :

N° 1	Capital primitif :	Valeur constante :	Valeur reproduite pour le salaire :
	100 thalers	60 thalers	40 thalers

Plus-value de la production :	Somme totale :	Temps et valeur en surplus :	% sur le travail matérialisé échangé :
10 thalers	110 thalers	2 $^{2}/_{5}$ heures ou 10 thalers	25 %

On pourrait dire que la valeur de l'*instrument de travail* doit non seulement être remplacée mais reproduite, étant donné que l'instrument est usé et consommé dans la production : à étudier en liaison avec le *capital fixe*. En fait, la valeur de l'instrument passe dans celle de la matière : elle ne modifie que la forme du travail matérialisé. Dans l'exemple ci-dessus, la valeur de la matière première était de 50, celle de l'instrument 10, si 5 d'instrument ont été usés, la valeur de la matière sera de 55, celle de l'instrument étant de 5. S'il est

entièrement usé, la valeur de la matière sera de 60. Tel est l'élément du procès de production simple. L'instrument n'est pas consommé *en dehors du procès de production,* comme le salaire.

Voici le second exemple :

Capital primitif :	Valeur constante :	Valeur reproduite pour le salaire :	Plus-value de la production :	Somme totale :
100	80	20	10	110 thalers

Si l'ouvrier produit 30 thalers en 12 h., il produira 2 $^2/_4$ thalers en 1 h., et 20 thalers en 8 h.; 4 h. = 10 thalers qui représentent 50 % de 20 thalers (comme 4 h. sur 8 h.). La plus-value est donc de 4 h., $^1/_3$ de journée, soit 10 thalers de plus-value.

N° 2

Capital primitif :	Valeur constante :	Valeur reproduite pour le salaire :
100	80	20 ou 8 heures

Plus-value de la production :	Somme totale :	Temps et valeur en surplus :	% sur le capital :
10 thalers	110	4 heures 10 thalers	50 %

Dans les deux cas, le profit est de 10 % sur un capital global de 100; mais, dans le premier cas, la plus-value obtenue par le capital dans le procès de production est

de 25 %, dans le second, de 50 %. En soi, les conditions préalables de n° 2 pourraient être celles de n° 1. Mais, si on les compare, le n° 2 est aberrant : la matière et l'instrument augmentent de 60 à 80 thalers, alors que la productivité du travail horaire tombe de 4 1/6 thalers à 2 3/4 en même temps que la plus-value augmente de 100 %. (Or, pour que notre hypothèse soit juste, nous devons supposer que le surplus de dépense pour le salaire exprime plus de journées de travail dans le premier cas que dans le second.)

En soi, il serait indifférent que le salaire nécessaire, c'est-à-dire la valeur du travail exprimée en thalers, ait baissé. Il importe peu que la valeur d'une heure de travail s'exprime en 2 ou 4 thalers; dans le premier comme dans le second cas, le produit de 12 h. s'échange (dans la circulation) contre 12 h. de travail et, dans les deux cas, le surtravail apparaît comme plus-value.

L'ineptie de la présupposition ressort du fait que 1° nous ayions pris 12 h. comme minimum du temps de travail, et que nous ne puissions donc y introduire plus ou moins de journées de travail; 2° plus nous augmentons d'un côté le capital, et plus de l'autre côté nous devons faire baisser non seulement le travail *nécessaire*, mais encore sa *valeur*, alors que la valeur est la même. Dans le second cas, le prix devrait plutôt hausser. Le fait que l'ouvrier puisse vivre avec moins de travail, c'est-à-dire qu'il produise davantage en un même temps, devrait se manifester dans le nombre des heures de travail nécessaires, et non dans la diminution des thalers payés pour l'heure de travail nécessaire.

Ainsi, lorsque dans notre premier exemple, l'ouvrier touche 4 1/6 thalers, mais que la valeur d'usage de cette valeur qui doit rester *constante* en tant que *valeur* (non en tant que prix) quadruple donc, il ne faut plus comme dans le premier cas 9 3/5 h., mais 4 h. seulement pour produire la force de travail vivante, ce qui devrait trouver une expression dans le surplus de valeur. Mais, comme nous l'avons supposé, nous avons rendu variable la « valeur constante », afin que les 10 % soient constants, bien qu'ils expriment des rapports différents de travail additionnel.

Dans le premier cas, la valeur constante est plus petite que dans le second, et le produit global du travail plus grand. En effet, si l'un des éléments de 100 est plus petit, l'autre doit être plus grand; et, comme en même temps,

la durée du temps de travail absolu est identique, et qu'en outre le produit global du travail diminue alors que la « valeur constante » augmente d'autant, nous obtenons, pour un même temps de travail, un produit (absolu) moindre à mesure qu'on utilise davantage de capital.

Cela serait parfaitement juste, si, en dépensant plus de « valeur constante » dans une somme donnée de 100, on pouvait dépenser un temps de travail moindre, c'est-à-dire si l'on pouvait ajouter *relativement* moins de valeur au capital avancé. Mais alors, pour que le profit du capital subsiste, il faut que le *temps de travail* ne varie pas comme ici — ou, si elle varie, la *valeur de l'heure de travail* ne doit pas, comme ici, devenir plus petite; or, il ne peut en être autrement quand la « valeur constante » et la *plus-value* s'accroissent, le *nombre* des heures de travail devrait diminuer. Or, c'est ce que nous avons supposé d'emblée dans notre exemple. Nous admettions, dans le premier cas, que 12 h. de travail produisaient 50 thalers, et dans le second 30. Dans le premier cas, l'ouvrier travaillait 9 $^3/_5$ h., et dans le second 6 h. seulement, bien qu'il eût produit moins en une heure, or *c'est absurde* (Fr.).

Mais n'y a-t-il pas quelque chose de juste dans ces chiffres, à condition de les interpréter autrement? La valeur additionnelle *absolue* ne diminue-t-elle pas, bien que la valeur additionnelle *relative* augmente, lorsqu'on introduit plus de matières premières et d'instruments dans les éléments constitutifs du capital?

Admettons qu'on utilise moins de travail vivant pour un travail donné; si l'excédent produit par le travail vivant sur le salaire augmente, autrement dit si son taux augmente par rapport au capital effectivement consommé, la valeur additionnelle ne diminue pas nécessairement, comme cela se produit pour un capital qui emploie plus de travail vivant et moins de matières et d'instruments (le point essentiel, c'est la transformation de la valeur constante, c'est-à-dire invariable, dans le procès de production).

Mais, n'emploie-t-on pas relativement plus de travail vivant? L'augmentation des instruments de travail correspond d'abord à l'accroissement des forces productives, étant donné que la plus-value n'a aucun rapport — contrairement à ce qui se passait dans les modes de production antérieurs — avec la valeur d'usage, la force

productive; mais une simple augmentation des forces productives crée une plus-value qui n'est pas dans le même rapport numérique. L'augmentation des forces productives qui doit s'exprimer en une dépense de valeurs plus grandes pour l'instrument — celui-ci occupant une place plus grande dans les avances du capital — provoque inévitablement une augmentation des matières premières devant être transformées, et donc aussi en fin de compte du produit.

(Cependant, la force productive accrue affecte aussi bien la quantité que la qualité; pour une qualité donnée, elle augmentera la quantité; pour une quantité donnée, elle augmentera la qualité; mais elle peut affecter les deux à la fois.)

Bien que, par rapport au surtravail, il faille maintenant moins de travail (nécessaire) et qu'il faille donc moins de travail vivant par rapport au capital proprement dit, n'est-il pas possible que la plus-value augmente, bien qu'elle diminue par rapport à l'ensemble du capital, autrement dit que le taux de profit diminue?

Prenons par exemple un capital de 100. Au début, nous avons 30 de matières premières et 30 d'instruments (soit 60 de valeur constante), 40 de salaire (4 jours de travail) et 10 de profit (soit 25 % de valeur nouvelle en sus du travail matérialisé dans le salaire, ou 10 % par rapport à l'ensemble du capital). Admettons maintenant que la matière ainsi que l'instrument s'élèvent à 40, et que la productivité double, si bien qu'il ne faut plus que deux journées de travail, soit 20. Supposons ensuite que le taux de profit (profit sur l'ensemble du capital) soit inférieur à 10, le taux de plus-value, c'est-à-dire le rapport de celle-ci au travail ne peut-il dépasser 25 %, c'est-à-dire, dans notre exemple, dépasser le $^1/_4$ de 20?

Effectivement, il le peut : le tiers de 20, c'est 6 $^2/_3$, soit moins que 10, mais tout de même 31 $^1/_3$ % du travail employé contre les 25 % précédents. Dans ce cas, nous n'aurions que 106 $^2/_3$ à la fin contre les 110 précédents. Néanmoins, avec la même somme (100), le surtravail ou le profit, par rapport au travail employé, serait supérieur au surtravail ou profit précédent. Mais étant donné qu'on a utilisé une quantité absolue moindre de travail (50 %) et que le profit par rapport au travail employé dépasse seulement de 8 $^1/_3$ % celui du premier cas, le résultat absolu est nécessairement plus petit, et

donc aussi le profit sur le capital total. En effet, $20 \times 33\ 1/3$ donne un nombre plus petit que 40×25.

Tout cet exemple est improbable, et ne saurait être généralisé pour l'ensemble de l'économie. En effet, nous supposons ici à la fois une augmentation des instruments et de la matière travaillée et une diminution du nombre non seulement relatif, mais absolu, des ouvriers. (Naturellement lorsque deux facteurs sont égaux à un troisième, l un doit diminuer, lorsque l autre augmente.)

Mais, l'augmentation de la valeur de l'instrument et de la matière qui entrent dans le capital, en même temps qu'une diminution relative du travail, supposent d'emblée une division du travail, et donc une augmentation du nombre absolu des ouvriers (non pas une augmentation en proportion du volume du capital employé).

Prenons l'exemple des machines employées couramment par ceux qui veulent reproduire des lithographies. La *valeur* de la machine nouvellement inventée est supérieure à celle de la machine qui nécessitait auparavant quatre ouvriers, mais la nouvelle n'en exige plus que deux (ici, comme pour beaucoup de machines qui ont le caractère d'instrument, il n'est pas question de division du travail plus grande; ce qui disparaît, c'est plutôt la division qualitative).

Admettons en outre que les instruments valaient seulement 30 au début, mais que le travail nécessaire (au capitaliste pour faire du profit) ait été de 4 journées de travail.

(Il existe des machines pour le chauffage à air chaud, par exemple, pour lesquelles il n'est plus besoin de travail, sauf au point d'ouverture de la tuyauterie; à tous les autres points, on n'a besoin d'aucun ouvrier pour transporter la chaleur. C'est ce qui se produit en général [*cf.* Babbage] (161) pour l'énergie, alors qu'il fallait autrefois transporter matériellement la force, ce qui nécessitait un certain nombre d'ouvriers se déplaçant d'un lieu à un autre, il suffit aujourd'hui d'une conduite pour transporter l'énergie d'un lieu à un autre à la place des ouvriers.)

Si cette machine lithographique est utilisée pour gagner de l'argent, comme capital et non comme valeur d'usage, la matière augmente nécessairement puisqu'en un même temps on peut tirer davantage de lithographies dont on tire le profit. Admettons que ce lithographe utilise 40 thalers d'instruments, 40 de matière et deux jour-

nées de travail (20 qui lui rapportent 6 $^{2}/_{3}$ thalers soit 6 $^{2}/_{3}$ sur tout le temps de travail matérialisé : son capital de 100. Il ne lui rapportera que 6 $^{2}/_{3}$ %, mais il gagnera 33 $^{1}/_{3}$ % sur le travail utilisé).

Dans l'autre exemple, le capitaliste gagnait 10 % sur son capital de 100, et 25 % sur le travail employé. La valeur obtenue grâce au travail utilisé peut être moindre et les profits supérieurs pour l'ensemble du capital, si toutes les autres parties constitutives du capital sont relativement plus petites.

Cependant, *avec les 6 $^{2}/_{3}$ % sur l'ensemble du capital et 33 $^{1}/_{3}$ % sur le travail utilisé, l'affaire peut devenir plus profitable encore que celle du capital qui tire 25 % du travail et 10 % de l'ensemble.*

Admettons par exemple que le blé, etc. augmente au point que les moyens de subsistance — la valeur des ouvriers — haussent de 25 %. Les quatre journées de travail coûteraient maintenant 50 au lieu de 40, tandis que les instruments et les matières premières resteraient les mêmes : 60. Il devrait donc avancer un capital de 110. Son profit sur les 50 thalers des quatre journées de travail serait de 25 %, c'est-à-dire de 12 $^{1}/_{2}$ thalers, ou 11 $^{4}/_{11}$ % du capital total.

L'autre lithographe : machines 40; matière 40; mais les deux journées de travail lui coûteront 25, soit 25 % de plus que les 20 précédents. Il devrait donc avancer 105; sa plus-value sur le travail serait de 33 $^{1}/_{3}$, c'est-à-dire $^{1}/_{3}$, soit 8 $^{1}/_{3}$ thalers. Il gagnerait donc 8 $^{1}/_{3}$ sur 105, soit 8 $^{1}/_{8}$ %.

Admettons que, dans un cycle de dix ans, il y ait cinq bonnes saisons et cinq mauvaises correspondant aux moyennes mentionnées ci-dessus. Dans les cinq premières années, le premier lithographe toucherait un intérêt de 50 thalers; dans les cinq suivantes 45 $^{5}/_{6}$ soit en tout 95 $^{5}/_{6}$, soit *une moyenne* annuelle de 9 $^{7}/_{12}$ thalers. L'autre capitaliste aurait gagné pendant les cinq premières années 33 $^{1}/_{3}$; dans les cinq années suivantes 65 $^{5}/_{8}$, soit en tout 98 $^{23}/_{24}$ thalers. Moyenne annuelle : 9 $^{107}/_{120}$. Etant donné que le n° 2 a employé plus de matière au même prix, il vendra moins cher. On pourrait objecter qu'étant donné qu'il a usé davantage de machines, il vendra plus cher, d'autant que la proportion plus grande des machines accroît la part de l'usure du matériel. En fait, il est faux que les machines s'usent dans les mêmes proportions, c'est-à-dire qu'il faille les

remplacer en proportion de la matière première travaillée. Mais tout cela n'a rien à voir ici. Admettons que le rapport entre la valeur de la machine et celle de la matière soit constant dans les deux cas.

L'exemple n'acquiert sa véritable importance que si l'on suppose d'une part un capital plus petit qui utilise plus de travail et moins de matière et de machines, mais a un taux de profit plus élevé sur le capital total; et d'autre part, un capital plus grand qui utilise à la fois plus de machines et de matière, mais relativement moins — et absolument autant — de journées de travail : il a un taux de profit moindre, parce qu'il gagne moins sur le travail, plus productif, et qu'il utilise la division du travail, etc. Il faut supposer en outre que la valeur d'usage de la machine (contrairement à l'exemple ci-dessus) est beaucoup plus grande que sa valeur, c'est-à-dire que sa dévalorisation au cours de la production n'est pas dans le même rapport que l'augmentation de ce qu'elle produit.

Ainsi donc, comme ci-dessus, c'est une machine à imprimer (à main dans le premier cas, et automatique dans le second).

Le capital I de 100 utilise 30 de matériel, 30 de machine, quatre journées de travail, soit 40 de salaire; son taux de profit sur l'ensemble est de 10 %, soit un taux de plus-value de 25 % sur le travail vivant ($^1/_4$ de travail extra).

Le capital II de 200 utilise 100 de matériel, 60 de machine, quatre journées de travail soit 40 thalers, son profit sur les quatre jours est de 13 $^1/_3$ thalers, soit 1 jour $^1/_3$ contre 1 jour dans le cas précédent. Total : 213 $^1/_3$, c'est-à-dire 6 $^2/_3$ %, contre 10 % pour le précédent. Cependant, dans ce second cas, la plus-value sur le travail utilisé est de 13 $^1/_3$ contre 10 seulement dans le premier. Dans le 1er, 4 jours donnent 1 jour de surplus; dans le 2^e, 1 jour $^1/_3$. Mais, son taux de profit sur l'ensemble du capital est inférieur d'un tiers, ou 33 $^1/_3$ % par rapport au premier. La masse totale du profit est cependant d'un tiers plus grand.

Admettons maintenant que les 30 et 100 de matière soient des placards, que l'instrument se consomme dans le même temps, en 10 ans, soit $^1/_{10}$ annuellement : le premier aura donc $^1/_{10}$ de 30 à remplacer, soit 3; le second $^1/_{10}$ de 60, soit 6. Il n'entre pas plus d'instrument dans la production annuelle (chacun des 4 jours de travail

peut être compté pour un trimestre), comme nous l'avons fait dans l'exemple ci-dessus *.

Le *capital I* vend 30 placards coûtant 30 de matière + 3 d'instrument + 50 (temps de travail matérialisé (temps de production) **, soit 83.

Le *capital II* vend 100 placards coûtant 100 de matière + 6 d'instrument + 53 $^1/_3$ (temps de travail matérialisé) (temps de production), soit 159 $^1/_3$.

Le *capital I* vend 30 placards pour 83 thalers, soit 1 placard à $^{83}/_{30}$ thalers, ou 2 thalers 23 sous d'argent.

Le *capital II* vend 100 placards pour 159 thalers 10 sous d'argent, et 1 placard pour :

$$159 \text{ thalers } \frac{10}{100} \text{ sous d'argent,}$$

soit 1 thaler 17 sous d'argent et 8 pfennigs ***.

Il est donc clair que le capital I l'a dans le cul, puisqu'il vend infiniment plus cher. Bien que, dans le premier cas, le profit soit de 10 % sur le capital total, et, dans le second, de 6 $^2/_3$ % ****. Toutefois, le premier gagne 25 % sur le temps de travail, et le second 33 $^1/_3$ %. Dans le capital I, le rapport entre le travail nécessaire et le capital global employé est plus élevé, et c'est pourquoi le surtravail, bien qu'il soit relativement moindre, donne un taux de profit supérieur pour le capital total moindre : 4 jours de travail rapportés à 60 sont plus grands que

---

(*) Passage barré :

Le *capital I* vend donc 200 placards coûtant 30 de matière + 3 d'instrument + 50 de parties constitutives de la production (temps de travail matérialisé) (parmi lesquelles un profit de 3), soit 83.

Le *capital II* vend 200 placards coûtant 100 (matière) + 6 (instrument) + 53 1/3 (temps de travail matérialisé), soit 159 1/3.

Le *capital I* vend donc 1 placard pour $\frac{83,}{100}$ thaler, soit 2 sous d'argent et 9 pfennigs.

Le *capital II* vend donc 1 placard pour $\frac{159}{100}$ thaler + $\frac{10}{100}$ sous d'argent, soit 39 sous d'argent et 10 pfennigs.

L'exemple est donc mal choisi et les prix sont faux. Disons *donc matière 90; machine 60; 5 jours de travail à 50.* Ou bien, il faut relativement plus d'ouvriers ou plus de matière (c'est-à-dire une productivité plus grande).

Dans n° 1, il faut 1 jour de travail pour 15 de matière, etc.

(**) (Temps de production) est écrit sans parenthèses au-dessus de (temps de travail matérialisé).

(***) Dans le manuscrit : 9 sous d'argent et 10 pfennigs.

(****) Dans le manuscrit : 3 1/3 %.

4 rapportés à 160; dans le premier, 1 journée de travail sur un capital de 15; dans le second, sur 40. Mais, dans le capital II, le travail est plus productif (ce qui découle, d'une part de l'effectif *supérieur* des machines et donc aussi du plus grand volume qu'elles occupent dans les valeurs du capital; d'autre part de la matière première plus grande à travailler par le temps en surplus, et donc davantage de matière utilisée en un même temps par le travail). Il crée davantage de travail extra (temps extra relatif, déterminé par le développement des forces productives). Dans le premier cas, le temps extra est de $^1/_4$, dans le second de $^1/_3$.

Il se crée donc à la fois plus de valeurs d'usage, et plus de valeurs d'échange, bien que ces dernières n'augmentent pas en proportion des premières, car comme nous l'avons vu, la valeur d'échange ne croît pas en fonction numérique régulière de la productivité du travail. Le prix de la partie (placard) du capital II est faible par rapport au prix de la production totale, parce que le nombre des unités produites est très grand.

La démonstration eût été encore plus frappante, si nous avions supposé que, dans le capital II, la somme totale des journées de travail fût relativement inférieure, mais absolument *supérieure* à celle du capital I. Le profit du capital qui travaille avec davantage de machines, est donc plus petit que celui du capital, moins grand, qui utilise relativement ou absolument plus de travail vivant. En effet, *le profit plus élevé sur le travail vivant* est plus faible si on le rapporte à l'ensemble du capital puisque le travail vivant mis en mouvement est minime. Il est donc inférieur à celui du capital dont le profit sur le *travail vivant est moindre,* mais où ce dernier représente une fraction plus grande du capital total plus petit, la productivité accrue du travail fait que, dans le capital II, le rapport est tel qu'il y a plus de matière travaillée et qu'une partie plus grande de la valeur est dépensée en instruments.

Et voilà le tour de passe-passe dans lequel s'est embrouillé le malheureux Bastiat, à qui monsieur Proudhon ne savait que répondre : étant donné que le taux de profit est moindre pour un capital plus grand et plus productif, c'est que la part de l'ouvrier a augmenté (alors qu'*au contraire,* c'est le surtravail qui a augmenté).

Il semble que Ricardo n'ait pas non plus compris ce point, car sinon il n'aurait pas expliqué la baisse pério-

dique du produit par une simple augmentation du prix des céréales (et donc de la rente) et une hausse consécutive des salaires. Mais, au fond, nul n'a jamais étudié vraiment la plus-value — pour autant qu'elle sert de fondement au profit et se distingue de ce qu'on appelle communément le profit. Dans le cas que nous citons, le malheureux Bastiat aurait dit : étant donné que, dans le premier exemple, le profit est de 10 % (c'est-à-dire $^1/_{10}$), et, dans le second, 6 $^2/_3$ % seulement, c'est-à-dire de $^1/_{16}$ (laissons tomber les centièmes), l'ouvrier aura obtenu dans le premier cas $^9/_{10}$, et dans le second $^{15}/_{16}$. Dans aucun de ces cas, ses calculs ne sont justes.

Considérons maintenant le rapport entre la valeur additionnelle, et le capital sous sa forme de *valeur globale indifférente*, c'est-à-dire tel qu'il apparaît avant le procès de production, et tel qu'il apparaîtra à l'issue de celui-ci. Le résultat que nous aurons à analyser sera, soit le *profit*, c'est-à-dire une détermination nouvelle de la valeur additionnelle, soit l'*accumulation*. Ce qui nous préoccupe ici, c'est d'abord la nature de la plus-value, équivalent du temps de travail — relatif ou absolu — effectué en sus du travail nécessaire.

Dans la consommation productive de l'élément de valeur représenté par l'instrument, on ne peut distinguer l'instrument de production de la matière travaillée, surtout lorsqu'on s'efforce d'expliquer la création de la plus-value et l'auto-valorisation. C'est ce qui découle du simple fait que cette consommation fait partie du procès de production simple. Pour que ce procès puisse recommencer de par ses propres moyens, il faut qu'on retrouve, dans la valeur d'échange, ou dans la valeur d'usage du produit, la valeur de l'instrument consommé (soit de la *simple valeur d'usage;* soit de la valeur d'échange, si la production a déjà développé la division du travail, ou si l'excédent est échangé). L'instrument perd sa valeur d'usage dans la mesure où il contribue à augmenter la valeur d'échange de la matière première et sert de moyen de travail. Il faut certes développer ce point, puisqu'il est essentiel de bien connaître la différence entre la valeur nouvellement produite, et la valeur constante dont une partie est simplement conservée et l'autre reproduite (*reproduite* pour le capital; et *produite* du point de vue de la production réelle du travail).

Augmentation des journées de travail simultanées. (Accumulation du capital). *Machines. — La hausse de la partie constante du capital par rapport à la partie variable avancée en salaire est égale à l'accroissement de la productivité du travail. — Rapport dans lequel le capital doit augmenter, lorsque s'accroit la productivité, pour qu'il puisse continuer à employer le même nombre d'ouvriers.*

Il est temps maintenant (Angl.) *d'en finir avec la question regardant la valeur résultant de l'accroissement des forces productives* (Fr.). Nous l'avons déjà vu : il en résulte une *plus-value* (non pas simplement une valeur d'usage plus grande), comme lorsque le surtravail augmente de façon absolue.

Supposons que l'on se heurte à une limite donnée : mettons, par exemple, que l'ouvrier ait besoin d'une demi-journée de travail pour produire les moyens de subsister *toute* une journée; bref, qu'on ait atteint une limite naturelle au surtravail que l'ouvrier peut fournir avec une certaine quantité de travail.

Etant donné qu'il est impossible de prolonger la journée de travail, la seule possibilité d'une augmentation du temps de travail absolu, c'est l'utilisation simultanée d'un plus grand nombre d'ouvriers, multiplication simultanée de la journée de travail réelle (dans l'hypothèse, l'ouvrier peut travailler seulement 12 h., et si l'on veut obtenir un surtravail à partir de 24 h., il faudra y mettre deux ouvriers).

Dans ce cas, le capitaliste devra acheter 6 h. de travail de plus dans l'échange avec l'ouvrier; autrement dit, il devra céder une plus grande partie de son capital avant de commencer le procès d'auto-valorisation. Abstraction faite de l'existence de travailleurs *disponibles;* autrement dit, d'un accroissement de la population ouvrière, il devra dépenser plus de matières premières. Ainsi donc, la possibilité ultérieure du procès de valorisation dépend d'une accumulation préalable du capital (du point de vue de son mode d'existence matériel).

En revanche, si la force productive augmente, et donc le temps de surtravail relatif, la dépense pour le salaire diminue et l'augmentation du matériel est produite par le procès de valorisation lui-même. Notons qu'à ce niveau, le capital est assez développé pour produire lui-même

les moyens de subsistance, les matières premières, etc. Mais cette question se relie plutôt à celle de l'*accumulation des capitaux.*

Mais, revenons à la question. La productivité accrue augmente la *plus-value,* bien qu'elle puisse ne pas augmenter la somme absolue des valeurs d'échange. Elle augmente les valeurs, en créant une valeur nouvelle, une valeur qui ne doit pas s'échanger contre un équivalent, bien qu'elle s'affirme, *comme valeur,* en plus d'argent. La question est la suivante : augmente-t-elle aussi, en fin de compte, la somme des valeurs d'échange? On le reconnaît au fond, puisque Ricardo lui-même admet qu'avec l'accumulation des capitaux, il y a augmentation de l'argent économisé, et donc des valeurs d'échange. En effet, l'augmentation des économies signifie augmentation des valeurs autonomes, — de l'argent. Mais la démonstration de Ricardo contredit sa propre affirmation.

Reprenons notre vieil exemple : capital de 100 thalers, valeur constante de 60, le salaire de 40 produit 80, soit un total de 140 *. Cette plus-value de 40 thalers est du temps de travail absolu.

Admettons maintenant que la force productive double : l'ouvrier peut produire maintenant en 4 h. toute une journée de travail vivant, alors qu'auparavant 40

(*) Une fois de plus, on voit que la plus-value sur l'ensemble du capital est égale à la moitié de la valeur additionnelle, le travail nécessaire représentant l'autre moitié de celle-ci. Cette plus-value correspond toujours au temps extra, c'est-à-dire au produit total de l'ouvrier, moins la partie constituant son salaire. Elle dépend 1° du rapport entre la partie constante et la partie productive du capital; 2° du rapport entre le temps de travail nécessaire et le temps extra. Dans l'exemple ci-dessus, le rapport de ce temps extra au temps nécessaire est de 100 % et représente 40 % des 100 que représente l'ensemble du capital. Enfin 3° elle ne dépend donc pas simplement du rapport mentionné au point 2°, mais aussi de la grandeur absolue du temps de travail nécessaire. Si la partie constante de ce capital de 100 était de 80, la partie échangée contre le travail nécessaire serait de 20; si celui-ci produisait 100 % de travail extra, le profit du capital serait de 20 %. Mais si le capital était de 200 et s'il avait le même rapport entre la partie constante et variable (3/5 à 2/5), la somme serait de 280, ce qui fait 40 %. Dans ce cas, la quantité absolue du profit serait montée de 40 à 80, mais son taux resterait de 40 %. Admettons que sur 200, l'élément constant soit de 120 et la quantité de travail nécessaire de 80 et que cette dernière augmente de 10 %, soit de 8 thalers, la somme totale serait de 208; le profit serait donc de 4 %; si le travail nécessaire n'augmentait que de 5, la somme totale serait de 205, et le profit de 2 1/2 %. (Marx).

de salaire demandaient 8 h. de travail nécessaire : le surtravail augmenterait d'un tiers (il fallait auparavant $^2/_3$ de jour pour produire un jour entier, et maintenant $^1/_3$). Les $^2/_3$ du produit d'une journée seraient de la plus-value, et si l'heure de travail nécessaire valait 5 thalers ($5 \times 8 = 20$), il n'en faut plus maintenant que la moitié : $5 \times 4 = 20$. Le capital ferait donc un surprofit de 20, puisque le profit ajouté serait de 60 au lieu de 40. A la fin, on aurait 140, dont 60 de valeur constante, 20 de salaire et 60 de profit. Avec 80 thalers, le capitaliste peut donc recommencer.

Admettons qu'au même niveau que l'ancienne production, le capitaliste A utilise son capital de 140 pour une nouvelle production. D'après le rapport primitif, il lui faut $^3/_5$ de partie constante du capital, soit $3 \times {}^{140}/_5 = 3 \times 28 = 84$; il reste donc 56 pour le travail nécessaire. Il utilisait auparavant 40 pour le travail, maintenant 56, soit $^2/_5$ de plus. Son capital est à la fin de : $84 + 56 + 56$, soit 196.

Au niveau de la production accrue, le capitaliste B utilise, lui aussi, 140 thalers à une nouvelle production. Si pour un capital de 80, il lui faut 60 pour la valeur constante, et 20 seulement pour le travail, il lui faudra, pour un capital de 60, 45 pour la partie constante et 15 pour le travail; la première somme sera de $60 + 20 + 20$ soit 100, et la seconde de $45 + 15 + 15$, soit 75. Il aura donc un produit global de 175, alors que le précédent était de 196.

L'accroissement de la productivité du travail ne signifie rien d'autre : un même capital crée une même valeur avec moins de travail, ou bien un travail moindre produit un même produit avec un capital (matériel) plus grand. Un travail nécessaire moindre produit un surtravail plus important. Le travail nécessaire est plus petit par rapport au capital, ce qui revient à dire que, pour son procès de valorisation, le capital est relativement plus grand que le travail nécessairement mis en mouvement : un même capital met en mouvement *plus de surtravail,* et donc *moins de travail nécessaire* *.

(*) Si l'on suppose, dans notre exemple, que les capitaux restent les mêmes, c'est-à-dire qu'ils recommencent tous deux avec 140 thalers, il faut que, chez le plus productif, une partie plus grande revienne au capital (à sa partie constante), et que, chez le moins productif, une partie plus grande revienne au travail.

C'est pourquoi on dit que les machines *économisent du travail.* Dans ses « Recherches, etc. », p. 137, Lauderdale remarque pertinemment que la véritable caractéristique n'est pas cette économie du travail, mais qu'à l'aide des machines le travail humain soit capable de choses qu'il ne pourrait accomplir sans elles. Mais, c'est se référer à la valeur d'usage des machines.

Ce qui est essentiel, c'est l'économie de travail nécessaire et la création de surtravail. La productivité accrue du travail s'exprime dans le fait que le capital doit acheter moins de travail nécessaire pour produire une même valeur d'échange et des quantités plus grandes de valeur d'usage, ou qu'un travail nécessaire moindre crée la même valeur d'échange et une masse plus grande de valeurs d'usage, en utilisant davantage de matière. Si la *valeur globale* du capital reste la même, la croissance des forces productives implique donc que sa partie constante (matières premières et machines) augmente par rapport à la partie variable (c'est-à-dire celle qui s'échange contre le travail vivant et constitue le fonds du salaire). Autrement dit, une quantité moindre de travail met en mouvement une quantité supérieure de capital. Si la *valeur globale du capital* entrant dans le procès de production augmente, le fonds du travail (partie variable du capital) doit diminuer *relativement,*

C'est pourquoi le premier capital de 140 met en mouvement 56 de travail nécessaire, ce qui implique une partie constante de 84. Le deuxième met en mouvement un travail de 20 + 15, soit 35 de salaire et un capital constant de 60 + 45, soit 105 (comme nous le savons, la valeur n'augmente pas en proportion des forces productives).

Dans le premier cas, comme nous l'avons déjà vu, la valeur additionnelle absolue est plus grande que dans le second, parce que la masse de travail utilisée est plus élevée par rapport au capital constant; alors que, dans le second, elle est plus petite parce que le travail est plus productif.

Mais la différence entre la valeur additionnelle de 40 dans le premier cas, et de 60 dans le second, exclut pour le premier la possibilité de recommencer un nouveau cycle productif avec un capital égal au cycle précédent, car des deux côtés il faut qu'une partie de la valeur additionnelle entre comme équivalent dans la circulation pour que le capitaliste vive de son capital.

Si les deux capitalistes consomment 20 thalers, le premier recommencera le cycle avec un capital de 120, et le second aussi. Cf. plus haut (162).

Il faudra revenir sur tout cela.

Dans le chapitre de l'*accumulation et du profit,* il faudra analyser ce qui distingue la valeur additionnelle. créée par une force productive plus grande, de celle créée par une augmentation de la quantité absolue de travail. (Marx).

c'est-à-dire en comparaison des proportions antérieures du travail nécessaire au surtravail.

Reprenons notre exemple précédent, en admettant que le capital agricole de 100 thalers reste au niveau ancien de la production : 40 de semences, engrais, etc.; 20 d'instruments de travail, et 40 de salaire représentant 4 journées de travail nécessaires. Nous obtenons la somme de 140 thalers.

Admettons que la fertilité double, soit parce que l'instrument se perfectionne, soit parce que les engrais sont meilleurs, etc. Le produit sera alors de 140 thalers (en supposant que l'instrument soit entièrement consommé). Le prix du travail nécessaire tombera de moitié, ou il ne faudra plus que 4 demi-journées de travail nécessaire pour produire le travail matérialisé de 8 jours, soit 2 jours de travail pour en produire 8 : $^1/_4$ de la journée (3 h.) est donc consacré au travail nécessaire. Au lieu de 40 thalers, le fermier n'en paie plus que 20 pour le travail.

A la fin du procès, les parties constitutives du capital se sont modifiées; les 40 thalers dépensés au début pour les semences, etc. donnent une valeur d'usage double; la valeur de l'instrument reste à 20, mais celle du travail passe à 20 (2 journées entières de travail). Le rapport du capital constant à la partie variable était de 60 : 40 ou 3 : 2, il est maintenant de 80 : 20 ou 4 : 1. Par rapport à l'ensemble du capital, le travail était de $^2/_5$, il est maintenant de $^1/_5$.

Si le fermier voulait continuer la production sur la base de l'ancien rapport, de combien son capital doit-il augmenter? Ou — afin d'éviter la *méchante prémisse* selon laquelle il continue de travailler avec un capital constant de 60, un fonds de travail de 40 après que la force productive ait doublé, ce qui introduit des rapports erronés * —, nous supposerons donc qu'en dépit d'une force productive double, le capital conserve les mêmes instruments en utilisant une autre quantité de travail

(*) Bien que ce soit juste pour le fermier lorsqu'une bonne année, par exemple, fait doubler la fertilité; ou pour tout industriel si la force productive double non pas dans sa branche, mais dans celles qui le fournissent : par exemple lorsque la laine brute, ainsi que les céréales (donc le salaire), et enfin les machines coûtent 50 % de moins, il continuerait donc, avant comme après, à dépenser 40 thalers de laine brute, 20 de machines et 40 de travail, mais en disposant d'une quantité double. (Marx.)

nécessaire, sans dépenser davantage pour la matière première (semences) * : or, dès lors que la force productive a doublé, il lui suffira aujourd'hui de 20 thalers contre 40 pour le travail **.

Sur les 100 thalers du capital, 20 cesseront d'être directement dans la production, Le capitaliste continuera d'utiliser 40 de matière, 20 de machines, soit 60, mais il n'utilisera plus que 20 thalers de travail (2 journées de travail). Sur un capital de 80, il utilisera donc les $^3/_4$ (60 thalers) pour la partie constante, et $^1/_4$ seulement pour le travail. S'il utilisait les 20 autres thalers dans le même rapport, on aurait $^3/_4$ pour le capital constant, $^1/_4$ pour le travail, c'est-à-dire 15 pour le premier et 5 pour le second.

Comme on a supposé qu'une journée de travail valait 10 thalers, 5 représenteraient seulement 6 h., soit $^1/_2$ journée. Avec la valeur additionnelle de 20, obtenue

---

(*) Il faudrait développer aussi l'exemple selon lequel la force productive ne double qu'en ce qui concerne le coton, mais reste la même pour les machines. (Marx.)

(**) Admettons qu'il fallait auparavant 4 jours à 10 thalers l'un pour procurer au capitaliste le surplus de 4 jours entiers. Ce surplus, il l'obtient en faisant transformer 40 thalers en filés. Il lui suffira maintenant de 2 jours entiers pour créer la valeur de 8 jours de travail. La valeur des filés s'exprimait auparavant en un surtravail de 4 jours, à présent de 6. Ou encore chaque ouvrier devait effectuer 6 heures de travail nécessaire auparavant, contre 3 *maintenant*. Le temps de travail nécessaire était de $12 \times 4 = 48$ h., soit 4 jours. Dans chacun de ces jours, le temps extra était de 1/2 jour, ou 6 h. Il est maintenant de $12 \times 2 = 24$ h. ou 2 jours; 3 h. par jour. Pour créer la plus-value, chacun des ouvriers devait travailler $6 \times 2 = 12$ h. soit une journée; à présent, il lui suffit de travailler 3×2, soit 1/2 journée. Que 4 ouvriers travaillent 1/2 journée, ou 2 ouvriers 1 journée entière, cela revient au même. Le capitaliste pourrait renvoyer 2 ouvriers. Il le devra même, puisqu'à partir d'une certaine quantité de coton, il ne peut tirer qu'une quantité déterminée de filés, c'est dire qu'il ne peut plus faire travailler 4 journées, mais 4 demi-journées seulement. Mais, si l'ouvrier doit travailler 12 h. pour obtenir 3 h. (soit son salaire *nécessaire*), il n'obtiendra qu'une valeur d'échange de 1 h. 1/2 s'il travaille 6 h. Mais s'il peut vivre 12 h. avec 3 h. de travail nécessaire, il ne peut vivre que 6 h. avec 1 h. 1/2. Si tous les ouvriers continuaient de travailler, ils ne pourraient donc vivre qu'une demi-journée, autrement dit ils ne pourraient pas vivre de ce capital en tant qu'*ouvriers;* 2 le pourraient seulement. Le capitaliste pourrait payer les 4, en recourant à l'ancien fonds, mais alors il paierait 2 ouvriers de trop et donnerait en cadeau aux ouvriers une partie de la force productive, puisqu'il ne devrait employer que 4 demi-journées de travail; de telles « possibilités » ne se réalisent pas dans la pratique, et il ne peut en être question ici, puisque nous avons à faire au rapport du capital en tant que tel. (Marx).

grâce à la productivité, le capital ne pourrait acheter qu'une demi-journée de travail pour se valoriser dans le même rapport. *Elle devrait augmenter du triple* (60, auxquels il faudrait ajouter les 20, soit 80) *pour que les deux ouvriers renvoyés* — ou les 2 journées de travail précédemment employées — *puissent continuer de travailler*. D'après le nouveau rapport, le capital emploie $^3/_4$ de capital constant et $^1/_4$ de fonds de travail.

Sur les 20 de capital additionnel, il en utilisera donc les $^3/_4$, soit 15, comme capital constant, et 5 ou $^1/_4$ comme travail, soit une demi-journée de travail.

Avec 4×20 de capital additionnel, il utilisera donc $4 \times 15 = 60$ de partie constante, et 4×5 de salaire, soit $^4/_2$ ou 2 journées de travail.

En conséquence, si la force productive du travail double, un capital de 60 thalers de matières premières et de machines n'utilise plus que 20 thalers de travail (2 journées) pour se valoriser, alors qu'il lui fallait auparavant un capital de 100. Il faudrait donc que le capital total monte de 100 à 160 (autrement dit, les 80 dont nous parlions plus haut devraient doubler) pour maintenir en activité tout le travail libéré. Or, lorsque la productivité double, on n'obtient qu'un capital nouveau de 20 thalers, égal à la moitié de la valeur du temps de travail utilisé auparavant.

Si, avant le doublement de la force productive, le capital était de 100 et utilisait 4 jours de travail (autrement dit si les $^2/_5$, ou 40 thalers, représentaient le fonds du travail), il lui faudrait passer à 160, c'est-à-dire augmenter de 60 % pour continuer d'utiliser les 4 journées de travail ancien, puisque le fonds du travail est tombé à $^1/_5$ de 100, soit à 20 thalers, ou 2 jours de travail (au $^1/_4$ des 80 thalers du capital amorçant un nouveau procès de valorisation). Mais l'accroissement de la productivité ne lui a procuré que 20 thalers de fonds pour le travail, si bien qu'il ne pourra employer qu'une demi-journée nouvelle, s'il continue de travailler avec la totalité de l'ancien capital. Avec 100, il utilisait auparavant $^{16}/_4$, soit 4 journées de travail; or, cela ne lui permet d'utiliser aujourd'hui que $^8/_4$, soit 2 jours de travail.

Si la force productive doublait, le capital n'aurait pas besoin de doubler, lui aussi, pour mettre en mouvement le même travail nécessaire, soit 4 journées : au lieu de passer à 200, il lui suffirait de passer à 160, c'est-à-dire

de doubler toutes ses parties sauf celle qui est retirée au fonds du travail : $(100 - 20) = 80 \times 2 = 160$.

En revanche, avant l'accroissement de la force productive, le premier capital avançait 100, dont 60 de capital constant et 40 de salaire (4 jours de travail) pour utiliser 2 jours de plus : il lui suffisait de monter à 150, soit $^3/_5$ de capital constant (30) et $^2/_5$ de fonds du travail (20). Si l'on suppose que, dans les deux cas, la journée de travail double, le second devra s'élever à 200, et le premier à 160 seulement.

La partie retirée du fonds de travail à la suite de l'augmentation de la productivité devra se décomposer en capital constant et variable selon les proportions des différentes parties résultant de la productivité nouvelle. *L'ancien rapport est dépassé,* car le fonds du travail a baissé vis-à-vis du capital constant. Si le capital de 100 utilisait $^2/_5$ pour le fonds du travail (40), il ne lui en faudra plus que $^1/_5$ (20) lorsque la productivité aura doublé; $^1/_5$ du capital sera libéré (20); les 80 restant en activité n'utilisent plus que le $^1/_4$ pour le travail. De même, les 20 autres n'utiliseraient que 5 thalers, soit $^1/_2$ journée de travail. Le capital de 100 n'utilise donc plus maintenant que 2 $^1/_2$ jours, et il lui faudrait monter à 160 pour en utiliser de nouveau 4.

Si le capital primitif était de 1 000 et se divisait de la même façon : $^3/_5$ de capital constant, $^2/_5$ de fonds de travail, on aurait 600 + 400 (400 représentant 40 journées de travail, la journée valant 10 thalers). Supposons maintenant que la force productive du travail double, de sorte que le même produit n'exige plus que 20 journées de travail (soit 200 thalers), le capital devant amorcer une production nouvelle serait de 800, c'est-à-dire 600 + 200 : 200 thalers auraient été libérés.

Utilisés dans le même rapport, ces 200 donneraient : $^3/_4$ de capital constant, soit 150 thalers; fonds de travail : 50. Si on utilisait donc intégralement les 1 000 thalers, on aurait 750 de capital constant + 250 de fonds de travail. Mais, les 250 du fonds de travail ne représenteraient plus que 25 jours de travail (il faut inévitablement utiliser le fonds nouveau selon les proportions nouvelles, c'est-à-dire $^1/_4$ de temps de travail; pour utiliser intégralement l'ancien temps de travail, il faudrait donc le *quadrupler*).

Le capital libéré de 200 utilisait auparavant un fonds de travail de 50 correspondant à 5 jours de travail, soit

$^1/_4$ du temps libéré. (Si on utilise comme capital la partie libérée du fonds de travail, elle pourra employer seulement le $^1/_4$ comme fonds de travail dans la proportion exacte entre la partie servant de fonds de travail et la somme totale du capital.)

Ainsi donc, pour utiliser 20 jours de travail (4 × 5 jours de travail), il faudrait que ce fonds quadruple passant de 50 à 4 × 50 = 200; la partie libérée devrait donc passer de 200 à 600 pour que le nouveau capital additionel s'élève à 800 thalers. Le capital total serait donc de 1 600, dont 1 200 (capital constant) et 400 (fonds de travail). Si le capital de 1 000 contenait donc un fonds de travail de 400 (40 jours de travail) et si 200 lui suffisaient après le doublement de la productivité (soit la moitié de ce qu'il lui fallait précédemment), le capital devrait augmenter de 600 pour utiliser l'intégralité du *travail nécessaire* d'autrefois (pour obtenir le même temps extra.

Il devrait utiliser un fonds de travail double (2 × 200 = 400); mais étant donné que le rapport entre le fonds du travail et le capital est maintenant de $^1/_4$, le capital total doit être de 4 × 400 = 1 600 *.

On peut exprimer la même chose de la manière suivante : il correspond au double du *nouveau capital* qui, à la suite de la productivité accrue, remplace l'ancien dans la production : 800 × 2 (si la productivité avait augmenté de 4, 5 fois, il faudrait multiplier le *nouveau*

(*) Pour utiliser tout le temps de travail précédent, le capital total devrait être égal à *l'ancien fonds de travail multiplié par le dénominateur de la fraction* qui exprime maintenant le rapport entre le fonds du travail et le nouveau capital total. Si le doublement de la force productive le réduit au 1/4, il faut le multiplier par 4; s'il le réduit à 1/3, par 3. Si la force productive double, le travail nécessaire — et donc le fonds du travail — est ramené à la moitié de sa valeur antérieure, soit au quart du capital total nouveau de 800, ou au 1/5 de l'ancien capital total de 1 000. *Ou bien, le nouveau capital total sera égal à l'ancien capital dont on soustraiera la partie libérée et dont on multipliera le reste par 2 :* (1 000 — 200) = 800 × 2 = 1 600. Ce nouveau capital exprime la somme totale du capital, constant et variable, nécessaire pour utiliser la moitié de l'ancien temps de travail (1/3, 1/4, 1/x selon que la productivité a augmenté de 3, 4, x fois); il faut donc encore la multiplier par 2 pour utiliser entièrement la main-d'œuvre, ou par 3, 4, x, selon l'augmentation de la force productive. Il faut toujours rappeler le rapport (*technologique*) qui existait précédemment entre les diverses parties du capital; cela permet de déterminer le rapport dans lequel s'expriment l'accroissement de la productivité et la diminution du *travail nécessaire*. (Marx).

capital par 4, 5). Si la force productive double, le *travail nécessaire* (fonds de travail) diminue de moitié. Si, par exemple, l'ancien capital de 1 000 contenait 400 de fonds du travail, soit $^2/_5$ du capital total, on aura maintenant $^1/_5$ ou 200. La proportion de cette diminution est donnée par la partie libérée du fonds de travail, soit $^1/_5$ de l'ancien capital ou 200. Or, $^1/_5$ de l'ancien représente $^1/_4$ de l'actuel capital. Le capital nouveau est égal à l'ancien + $^3/_5$ de celui-ci. Nous développerons davantage ces fadaises, plus tard.

Si l'on suppose que les rapports antérieurs entre les parties du capital sont les mêmes, ainsi que l'augmentation de la force productive, il importe peu que le capital soit grand ou petit pour les taux généraux. Ce n'est plus du tout la même chose lorsque les rapports restent les mêmes, tandis que le capital *s'accroît* (puisqu'il y a alors accumulation). Mais, ceci dit, voyons comment une force productive accrue modifie les rapports entre les parties constitutives du capital. Si la productivité double, l'effet est le même sur un capital de 100 ou de 1000 si, dans les deux cas, la partie constante était de $^3/_5$, et le fonds du travail de $^2/_5$. [C'est par commodité que nous utilisons ici le terme de *fonds du travail;* nous n'avons pas encore développé cet aspect du capital. Jusqu'à présent, nous avions deux parties : l'une s'échangeait contre des marchandises (matières premières et machines), l'autre contre la force de travail.]

Le *capital nouveau* — c'est-à-dire la partie de l'ancien capital qui remplit maintenant sa *fonction* — est égal à l'ancien moins la partie libérée du fonds de travail; cette partie libérée est égale à la fraction exprimant le travail nécessaire (ou, ce qui revient au même, le fonds de travail) divisée par le multiplicateur de la force productive.

Admettons que le capital ancien soit de 1 000 et la fraction exprimant le travail nécessaire ou fonds de travail de $^2/_5$. Si la force productive double, le capital nouveau sera de 800; le fonds de travail de l'ancien capital était de $^2/_5$, soit 400, qu'on divise par 2 — le multiplicateur de la force productive —, ce qui donne une partie libérée de $^2/_{10}$ ou $^1/_5$ = 200 thalers. Si l'on enlève ces 200 de 1 000, on obtient 800 de capital nouveau.

Nous avons vu que, dans ces conditions, un capital de 100 thalers doit s'élever à 160 — et un capital de 1 000

à 1 600 — pour maintenir en activité un même temps de travail (de 4 ou 40 jours) : ils doivent donc augmenter de 60 %, c'est-à-dire de $^3/_5$ par rapport à l'ancien capital pour être en mesure d'employer de nouveau le $^1/_5$ de fonds du travail libéré (dans le premier cas, 20 thalers, et dans le second 200).

Les proportions au sein du capital total peuvent refléter des conditions très diverses. — Le capital (de même que la propriété) repose sur la productivité du travail.

Nota bene : Nous avons vu précédemment qu'au sein du capital total, des proportions identiques pouvaient exprimer des conditions fort diverses de production de la plus-value, c'est-à-dire du surtravail, relatif ou absolu. Admettons que le rapport entre la partie constante du capital et la valeur variable (qui s'échange contre le travail) soit de $^1/_2$ au sein du capital total (c'est-à-dire d'un capital de 100, 50 étant constants, et 50 variables). Il suffira que la partie échangée contre le travail augmente de 50 % pour donner un pourcentage de 25 % sur le capital, soit 50 + 50 (+ 25) = 125. Mais, 75 + 25 (+ 25) = 125 dans l'exemple précédent. La partie échangée contre le travail vivant doit y augmenter de 100 % pour donner 25 % par rapport à l'ensemble du capital.

Nous voyons ici que, si les conditions sont les mêmes, le pourcentage par rapport au capital total reste identique, quel que soit le volume du capital; autrement dit, si le rapport entre le fonds du travail et le capital total reste le même, soit $^1/_4$ ci-dessus. Ainsi, 100 donne 125, 80 donne 100, 1 000 donne 1 250, 800 donne 1 000, 1 600 donne 2 000, etc. : toujours 25 %. Lorsque nous considérons des capitaux dont les fractions ont des proportions différentes, la plus-value réelle sera très différente dans les diverses branches, même si l'augmentation des forces productives a le même taux au sein du capital total.

Ainsi, l'exemple est juste, si on compare la force productive dans les mêmes rapports avec un capital *avant* l'augmentation de la force productive. Admettons qu'un capital de 100 utilise 50 de valeur constante et 50 de fonds du travail. Si le fonds augmente de 50 %, c'est-à-dire de $^1/_2$, le produit global sera de 125. Le fonds du travail de 50 thalers emploie mettons 10 jours de travail, c'est-à-dire 5 thalers par jour. Comme la valeur nou-

velle est de $^1/_2$, le travail extra doit être de 5 jours de travail; c'est dire que l'ouvrier qui devait travailler 10 jours pour en vivre 15, doit travailler 15 jours pour en vivre 15 : son surtravail de 5 jours représente la plus-value du capital *.

Dans les conditions antérieures de la force productive, il devait travailler 10 jours pour vivre 15, ou 12 h. pour vivre 18; ou 1 h. pour vivre 1 h. $^1/_2$, ou 8 h. pour vivre 12 h., c'est-à-dire $^2/_3$ de jour pour vivre $^3/_3$. Mais il doit travailler $^3/_3$ pour vivre $^2/_3$, c'est dire qu'il travaille $^1/_3$ en trop. Le doublement de la force productive fait passer le rapport du travail extra de 1 : 1 $^1/_4$ (soit de 50 %) à 1 : 2 (soit à 100 %) **.

Etant donné que le surtravail ou le temps extra est la condition préalable du capital, il est essentiel qu'il y ait un surplus en sus du temps de travail nécessaire à la conservation et à la perpétuation de l'individu; autrement dit, il faut qu'il suffise à l'individu de travailler mettons 6 h. pour vivre une journée entière, ou 1 jour pour vivre 2 jours, etc. Avec le développement des forces productives, le temps de travail nécessaire diminue, tandis que le temps extra augmente. Autrement dit, un individu peut travailler pour deux, etc.

(*) Exprimé en heures : si la journée de travail est de 12 h. le surtravail sera de 6 h. par jour. Il travaille donc 60 h., ou 5 jours en sus au cours des 10 jours, ou 120 h. Mais si la productivité doublait, le rapport des 100 serait de 75 à 25, c'est dire que ce capital n'aurait plus besoin que de 5 ouvriers pour produire la même valeur de 125. Si donc 5 jours équivalent à 10, en doublant, on paiera 5 jours, mais 10 jours produiront. Il suffirait à l'ouvrier de travailler 5 jours pour en vivre 10 (avant l'augmentation de la force productive, il devait travailler 10 pour vivre 15), il pouvait donc vivre 5 jours s'il en travaillait 7 1/2). Mais, il doit travailler 10 jours pour le capitaliste pour vivre 10 jours : celui-ci profite donc de 5 jours, 1 jour sur deux; il devait travailler auparavant 1/2 pour vivre 1 entier (soit 6 h. pour vivre 12 h.); il lui suffit maintenant de travailler 1/4 pour vivre 1 jour entier, soit 3 h. S'il travaillait 12 h., il pouvait vivre auparavant 24 h. Mais il doit travailler maintenant 12 h. pour vivre 12 h. Il suffisait qu'il travaille 1/2 pour vivre 1, mais il doit travailler 2 × 1/2, soit 1 pour vivre 1 jour. (Marx).

(**) Par rapport au temps de travail antérieur : il lui fallait 8 h pour vivre 12, soit 2/3 de temps nécessaire pour toute la journée. Il lui faut maintenant 1/2 seulement, soit 6 pour vivre 12. C'est pourquoi le capital n'utilise plus que 5 ouvriers au lieu de 10. Si, auparavant, les 10 ouvriers (coûtant 50) produisaient 75, les 5 ouvriers actuels (coûtant 25) produisent 50 : les premiers donc 50 %, les seconds 100 %. Les ouvriers continuent de travailler 12 h.; mais, dans le premier cas, le capital achetait 10 jours de travail, contre 5 aujourd'hui. En effet, la force pro-

« La richesse c'est le temps disponible et rien de plus... *S'il fallait tout le travail d'un pays pour entretenir la population,* il n'y aurait aucun surtravail, *en conséquence rien ne permettrait d'accumuler du capital... Une nation est vraiment riche s'il n'existe* pas d'intérêt, *ou si au lieu de 12 h. on travaille 6. ... Quoi que fasse le capitaliste, il ne peut recevoir que le* surtravail *de l'ouvrier, car celui-ci doit vivre* » (Angl.) (163).

Ravenstone (164) définit la propriété comme étant à « *l'origine de la productivité du travail. Si l'individu ne pouvait produire que pour lui-même, chacun serait un travailleur; il ne pourrait y avoir de propriété. Si le travail d'un seul pouvait faire subsister 5 individus, il y aurait 4 individus inutiles pour un seul producteur; la propriété croit avec le progrès du mode de production... L'accroissement de la propriété, cette plus grande capacité d'entretenir des oisifs et des industries improductives, c'est le capital... Les machines elles-mêmes peuvent rarement servir efficacement à abréger les travaux de l'individu :* on perdrait plus de temps à les construire qu'on en gagnerait à les utiliser. Elles ne sont réellement utiles que lorsqu'elles sont introduites sur une grande échelle et lorsqu'une seule machine peut assurer le travail de mille ouvriers. *C'est donc, dans les pays les plus peuplés, où il y a le plus d'oisifs que les machines existent en plus grand nombre. Elles ne sont pas appelées à agir du fait de la rareté des hommes, mais du fait de la facilité avec laquelle on peut les rassembler... Moins d'un* $^1/_4$ *de la production anglaise pourvoit à la consom-*

---

ductive a doublé si bien que les 5 jours produisent 5 jours extra, alors que, dans le premier cas, 10 jours ne donnaient que 5 jours extra; maintenant que la force productive a doublé, passant de 50 % à 100 %, 5 jours de travail font 5 dans le premier cas, 120 h., soit 10 jours, et produisent 180; dans le second, 60 h. produisent 60. Dans le premier cas, le temps extra est de 1/3 sur la journée entière (50 % sur le travail nécessaire); soit 4 h. sur 12 h. de la journée, le travail nécessaire : 8; dans le second cas, le temps extra est de 1/2 sur la journée entière (de 100 % sur le temps nécessaire, soit 6 sur 12 h. le temps nécessaire : 6. C'est pourquoi, dans le premier cas, 10 jours donnent 5 jours extra, dans le second, les 5 donnent 5. Le temps de surtravail relatif a donc doublé; par rapport au premier, il n'a augmenté que de 1/2 contre 1/3, soit de 1/6, c'est-à-dire 16 4/6 %.

constant		variable	
100	60	+ 40	(rapport primitif)
100	75	+ 25	(+ 25) = 125 (25 %)
160	120	+ 40	(+ 40) = 200 (25 %). (Marx.)

mation de tous. Sous le règne de Guillaume le Conquérant par exemple, ceux qui contribuaient directement à la production étaient bien plus nombreux que les oisifs » (Angl.).

Si le capital produit du surtravail, il n'en est pas moins vrai que le surtravail est la présupposition du capital. Tout le développement de la richesse consiste à créer du temps disponible. Le rapport entre le *travail nécessaire* et *superflu* (tel est ce rapport du point de vue du travail nécessaire) se modifie aux divers stades du développement des forces productives. Aux stades productifs de l'échange, les individus n'échangent que le *temps de travail excédentaire;* celui-ci constitue la mesure de leur échange qui, en conséquence, n'affecte que les produits superflus. Dans la production fondée sur le capital, l'existence du temps de travail *nécessaire* est conditionnée par la création de temps de travail *excédentaire.*

Aux stades inférieurs de la production, rares sont les besoins humains créés, et donc à satisfaire. Le temps de travail nécessaire n'est donc pas limité, parce que le travail est productif, mais parce qu'on n'a guère de besoins. En outre, à tous les stades de la production, il existe une certaine communauté de travail, un certain caractère *social* de celui-ci, etc. C'est seulement plus tard que se développe la force productive sociale, etc. (Il faudra revenir sur ce point.)

Augmentation du temps de surtravail. Augmentation des journées de travail simultanées (population). *La population peut augmenter dans la mesure où diminue le* temps de travail nécessaire, *ou encore dans la mesure où le temps nécessaire à la production de la force vivante du travail devient relativement plus petit. — Capital excédentaire et population surnuméraire. — Création de temps libre pour la société.*

Le *travail extra* est la partie de la journée de travail en sus de celle que nous appelons le temps de travail *nécessaire;* il correspond en outre à l'augmentation des journées de travail *simultanées,* c'est-à-dire de la *population ouvrière* (soit dit en passant, puisque ce point entre dans le chapitre du salaire, il peut provenir aussi d'une prolongation brutale de la journée de travail au-delà de ses limites naturelles ou de l'incorporation des

femmes et des enfants dans la population laborieuse).

Le rapport originel du temps extra au temps nécessaire se modifie à la suite du développement des forces productives : le travail nécessaire se réduit à une partie aliquote toujours moindre. La même chose vaut relativement aussi pour la population. Une population ouvrière de 6 millions par exemple peut être considérée comme une seule journée de travail de 6 millions × 12 h. soit 72 millions d'heures : les mêmes lois lui sont applicables.

Comme nous l'avons vu, la loi du capital, c'est de créer du surtravail, du temps disponible. Il ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du *travail nécessaire*, c'est-à-dire en procédant à l'échange avec l'ouvrier. Sa tendance est donc de créer le plus possible de travail, en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. (C'est ce qui confirme notre théorie de la surpopulation et du capital en surplus.)

De même, le capital tend à rendre (relativement) le travail humain superflu tout en le développant à l'infini. La valeur est simplement du travail matérialisé, et la plus-value (valorisation du capital) ce qui excède la partie du travail matérialisé, nécessaire à la reproduction de la force de travail. Mais le travail est et reste la présupposition, le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent : mais il doit, en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail.

En ce qui concerne la journée de travail, le processus est bien simple : 1° la prolonger jusqu'aux limites de sa possibilité naturelle; 2° abréger toujours plus la partie nécessaire de celle-ci (ce qui revient à accroître démesurément les forces productives). Mais, si l'on considère la journée de travail dans l'espace — et le temps lui-même sous cet angle — c'est la *juxtaposition d'un grand nombre de journées de travail.*

Plus nombreuses sont les journées de travail avec lesquelles le capital procède d'un coup à l'échange de *travail vivant* contre du *travail matérialisé*, plus grande

est à chaque fois sa valorisation *. *A un niveau donné des forces* productives (et si ce niveau est *changeant*, cela ne fait rien à la chose), le capital ne peut surmonter la limite *naturelle* constituée par la journée de travail vivant qu'en plaçant *simultanément* une journée de travail *à côté* de l'autre, bref en accroissant dans l'espace le nombre *des journées de travail simultanées*. Ainsi, je ne peux pousser le surtravail de A au-delà de 3 h., mais si j'additionne les journées de B, C, D, etc. j'obtiendrai 12 h., etc. Au lieu d'un surtravail de 3 h., j'aurai obtenu un surtravail de 12. C'est pourquoi le capital sollicite l'augmentation de la population : le procès réel de diminution du travail nécessaire permet de mettre en mouvement du travail nécessaire nouveau (et donc du surtravail).

En d'autres termes, *on produit les ouvriers à meilleur compte*, on produit davantage d'ouvriers en un même temps, à mesure que le *temps de travail nécessaire* ou le temps consacré à la *production de force vivante du travail* devient relativement moindre. Toutes ces formules sont identiques. (Au demeurant, l'accroissement de la population augmente la force productive du travail, ne serait-ce qu'en permettant une division et une coopération plus grandes du travail. L'accroissement de la population est une *force naturelle* du travail : elle ne se paie pas. A ce niveau, nous appelons *force naturelle* la *force sociale*. Toutes les *forces naturelles du travail en société* sont des produits historiques.)

Par ailleurs, comme autrefois pour la journée de travail, le capital tend aujourd'hui à ramener au minimum les nombreuses journées de travail nécessaires, posées simultanément (que l'on peut réduire à *une seule*, si l'on n'a en vue que la valeur) ; autrement dit, il s'efforce de les remplacer autant que possible par du travail qui n'est *pas nécessaire*. Alors qu'auparavant il diminuait les heures de travail nécessaires pour une journée de travail, il diminue maintenant le temps nécessaire pour l'ensemble du temps de travail. (S'il faut 6 jours pour produire 12 h. de travail excédentaire, le capital fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il n'en faille plus que 4. On peut aussi considérer les 6 jours de travail comme

---

(*) Passage barré : Le capital tend donc à augmenter la population ouvrière.

une seule journée de 72 h. S'il parvient à réduire le temps nécessaire de 24 h., il aura supprimé 2 jours de travail — c'est-à-dire 2 ouvriers. Mais, le nouvel excédent de capital ne peut être mis en valeur que s'il continue son échange avec du travail vivant. Ainsi, le capital s'efforcera d'augmenter la *population ouvrière* en même temps qu'il diminue constamment la partie *nécessaire* du travail de celle-ci (et en met une partie en réserve).

Au reste, l'augmentation de la population est l'un des moyens principaux de diminuer la partie nécessaire. *Au fond, tout cela n'est qu'une application de son rapport avec la journée de travail.* Nous y trouvons déjà toutes les contradictions que les théoriciens modernes de la population ont relevées, mais n'ont pas comprises. En même temps et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas *.

(*) Bien qu'il n'y ait pas à en traiter ici, on peut déjà mentionner qu'à la création de surtravail d'un côté correspond une création de non travail de l'autre, — oisiveté relative (ou, dans le meilleur des cas, *travail non productif*). Cela est évident tout d'abord pour le capital, puis pour les classes avec lesquelles il partage le produit, et donc pour les pauvres vivant du surproduit, laquais et sycophantes, bref pour tout le train de ses suivants, pour la partie de la classe des *domestiques* qui ne vit pas du capital mais du revenu. La différence entre la classe des *domestiques* et celle des *ouvriers* est fondamentale. Eu égard à l'ensemble de la société, la création de *temps disponible* correspond aussi à la création de temps pour la production des sciences et des arts, etc.

L'individu qui crée du superflu parce qu'il a satisfait ses besoins élémentaires, ne correspond pas au mécanisme du développement social. L'histoire montre bien plutôt qu'un individu (ou une classe d'individus) est forcé de travailler au-delà de son strict besoin vital, parce que le *surtravail* se manifeste de l'autre côté, comme non travail et surabondance de richesses.

La richesse ne se développe qu'au milieu de ces contradictions : virtuellement, son développement crée la possibilité d'abolir ces contradictions (165). L'histoire révèle qu'un individu ne peut apaiser *sa propre* faim qu'en produisant de quoi satisfaire cette faim et un excédent pour satisfaire un *autre* individu. Cela apparaît brutalement dans l'esclavage. Il faut attendre le salariat pour qu'il en résulte une *industrie*, travail *industriel*. Ainsi donc, Malthus (166) est parfaitement conséquent lorsqu'il revendique, comme corollaire au surtravail et au capital excédentaire, l'existence d'une classe d'oisifs et de mangeurs de plus-value, consommant sans produire, d'où la nécessité du gaspillage, du luxe, des prodigalités, etc. (Marx).

Si le rapport entre les journées de travail nécessaires et l'ensemble des journées de travail matérialisé est de 9 : 12 (soit un surtravail de $^1/_4$), le capital s'efforcera par tous les moyens de le réduire à 6 : 9 (soit un surtravail de $^1/_3$). Il faudra développer tout cela plus en détail, ultérieurement; mais, les définitions principales ont leur place ici, dans le chapitre du capital en général.

Passage du procès de production du capital au procès de circulation. — Dévalorisation du capital à la suite de l'accroissement des forces productives. Concurrence. Capital : *unité et contradiction entre le procès de production et le procès de valorisation. Le capital en tant que frein de la production. — Surproduction. Demande des ouvriers. Limites de la production capitaliste.*

Nous avons vu qu'au travers de son procès de valorisation, le capital 1° a conservé sa valeur grâce à l'échange (avec le travail vivant); 2° a augmenté, créé une plus-value. Le résultat de cette unité du procès de production et de valorisation, c'est le produit, le capital lui-même, tel qu'il est issu du procès dont il était la prémisse : ce produit est valeur; la *valeur* apparaît comme produit du procès; c'est une *valeur plus grande* parce qu'elle matérialise plus de travail qu'au départ.

En tant que valeur, c'est de l'argent, mais *en soi* uniquement, puisqu'elle n'est pas *posée* de la sorte : elle se manifeste d'abord comme une marchandise d'un certain prix (idéal); bref, elle n'existe qu'idéalement en tant que somme d'argent déterminée : il faudra attendre l'échange pour qu'elle *se réalise* en monnaie. C'est dire qu'elle devra entrer de nouveau dans le procès de circulation simple pour devenir *argent*. Nous en arrivons ainsi au *troisième aspect du procès* du capital en tant que tel.

3° Si on le considère de plus près, le *procès de valorisation* du capital — et l'argent ne devient capital qu'au travers de lui — est en même temps son *procès de dévalorisation*, sa démonétisation. Cela se vérifie en un double sens. Tout d'abord, si le capital n'augmente pas en quantité absolue le temps de travail, mais diminue de manière relative le temps de travail nécessaire à la suite de l'accroissement des forces productives, il diminue ses propres frais de production, sa valeur d'échange, par rapport à la somme de marchandises avancée. Une partie

du capital existant se dévalorise donc sans cesse parce que les coûts de production auxquels on peut le reproduire, sont moindres. Ce n'est pas que le travail matérialisé en lui diminue; c'est le travail vivant, nécessaire à la production d'un produit déterminé qui diminue.

Cette constante dévalorisation du capital *existant* n'entre pas dans le présent chapitre, puisqu'elle implique que le capital soit tout à fait développé. Il nous suffira donc de la noter au passage, et de signaler que les éléments ultérieurs sont contenus dans la notion générale du capital. Nous l'étudierons dans la théorie de la concentration et de la concurrence des capitaux.

La *dévalorisation*, dont nous parlons ici, est la suivante : le capital est passé de la forme-argent à celle de la marchandise, d'un produit qui a un certain prix et doit être *réalisé*. En tant qu'argent, il existe comme *valeur*. Il existe à présent comme produit, et idéalement comme prix, mais non plus comme *valeur en tant que telle*. Pour *se valoriser* — c'est-à-dire pour conserver et accroître sa valeur —, il lui faudra passer de la forme-argent à celle de valeurs d'usage (matières premières — instrument — travail) ; mais, ce faisant, il perd sa *forme*-valeur; il doit donc rentrer dans la circulation pour créer de nouveau la forme de la richesse générale.

Le capitaliste n'entre plus seulement dans le procès de circulation en tant qu'échangiste, mais en tant que *producteur*, vis-à-vis de tous les autres échangistes-*consommateurs*. Ils échangent leur argent contre sa marchandise en vue de la consommer, tandis qu'il échange son produit pour obtenir leur argent.

Supposons que ce procès échoue — et cette possibilité existe pour chaque cas particulier du simple fait de la coupure existant entre les divers procès —, le capitaliste aura transformé son argent en un produit dénué de valeur : non seulement il n'aura gagné aucune valeur nouvelle, mais il aura perdu sa valeur primitive. Que cela se produise on non, la dévalorisation reste un élément du procès de valorisation ne serait-ce que, parce que, dans sa forme immédiate, le produit du procès n'est pas *valeur* puisqu'il doit d'abord entrer dans la circulation pour se réaliser en tant que telle. Si le procès de production crée donc le capital sous forme de valeur et de valeur nouvelle, il le crée aussi et d'abord sous forme de *non-valeur, puisque l'échange doit par la suite le valoriser.*

Les trois procès, dont le capital constitue l'unité sont étrangers les uns aux autres; ils se déroulent en des temps et des lieux différents. Le passage de l'un à l'autre, c'est-à-dire leur unité pour les divers capitalistes particuliers, est fortuit. Ceux-ci existent côte à côte de manière *autonome* en dépit de leur *unité interne*, puisque l'un est la condition de l'autre. En général, l'unité doit se vérifier dans la mesure où toute la production repose sur le capital, c'est-à-dire dans la mesure où celui-ci crée tous les éléments nécessaires à sa structuration et contient les conditions de la réalisation de ceux-ci.

Mais, au point où nous en sommes maintenant, le capital n'apparaît pas encore comme conditionnant la circulation (l'échange), c'est un élément de celle-ci : il cesse alors d'être du capital, au moment où il y pénètre. En tant que *marchandise*, le capital partage à ce point le sort de toutes les autres marchandises. Le hasard décide s'il trouve à s'échanger contre de l'argent, si son *prix* est réalisé ou non.

Dans le procès de production, où le capital était constamment présupposé comme valeur, sa *valorisation* dépendait entièrement de son rapport entre le travail matérialisé et le travail vivant, c'est-à-dire du rapport entre le capital et le salaire. Mais le voilà produit et marchandise, dépendant de la circulation qui est en dehors de ce procès. (En fait, comme nous l'avons vu, il retourne à elle comme à sa prémisse, mais il devra aussi en sortir.) En tant que marchandise, il devra 1° être valeur d'usage et, en tant que tel, objet d'un besoin et d'une consommation; 2° être échangé contre son équivalent, de l'argent. La valeur nouvelle ne pourra se réaliser que dans la vente.

Si, à l'origine, il contenait du travail matérialisé d'un prix de 100 thalers et maintenant d'un prix de 110 (le prix exprimant simplement en argent la mesure du travail matérialisé), la vérification devra en être faite par l'échange de la marchandise produite contre 110 thalers.

Tout d'abord, le produit est dévalorisé parce qu'il doit s'échanger contre de l'argent pour retrouver sa forme-valeur. Dans le procès de production, la valorisation s'identifiait purement et simplement à la production de surtravail (objectivation du travail extra) : elle n'a donc

pas d'autre *limite* que celle qui est présupposée et comprise dans ce procès, celle-ci lui apparaissant uniquement comme une *barrière* à surmonter. Maintenant, ces barrières se trouvent *en dehors* de lui.

A considérer les choses superficiellement, la marchandise est tout d'abord valeur d'échange dans la mesure où elle est aussi *valeur d'usage*, c'est-à-dire objet de consommation (peu importe pour l'instant le genre de cette consommation). Elle cesse d'être valeur d'échange lorsqu'elle cesse d'être valeur d'usage (étant donné qu'elle n'existe pas encore sous la forme-argent, mais sous un mode d'existence déterminé qui coïncide avec sa qualité naturelle).

Sa première *limite*, c'est donc la *consommation* elle-même, le besoin que suscite la marchandise. (Dans les conditions présentes, il faut exclure le besoin qu'on ne peut satisfaire, c'est-à-dire le besoin qu'on peut avoir d'une marchandise sans disposer d'une autre marchandise — ou d'argent — pour l'échanger contre elle.)

En effet, il faut disposer d'un équivalent pour elle; or on a supposé à l'origine que la circulation avait une grandeur constante et un volume déterminé. Mais comme le capital a créé, dans le procès de production, une valeur nouvelle, il apparaît qu'il ne peut y avoir d'équivalent pour elle.

Ainsi donc, lorsque le capital sort du procès de production pour entrer dans la circulation, il semble :

a) trouver, en tant que *production*, une barrière à la grandeur donnée de la *consommation*, ou *capacité de consommation*. En tant que valeur d'usage déterminée, sa quantité est jusqu'à un certain point indifférente; ce n'est qu'à un certain degré qu'on cesse de la réclamer pour la consommation, le besoin auquel elle correspond étant satisfait. En tant que valeur d'usage *qualitative, déterminée et unilatérale* — par exemple le blé —, sa quantité n'est indifférente que jusqu'à un certain degré : on ne la réclame qu'en quantité déterminée, c'est-à-dire dans une certaine *mesure*. Or, cette mesure est donnée d'abord par sa qualité de valeur d'usage, son utilité *spécifique*, ensuite, par le nombre des échangistes qui ont besoin de cet objet de consommation : le nombre des consommateurs se multiplie par le volume de leur besoin pour ce produit *spécifique*.

En soi, la valeur d'usage n'est pas sans limites comme

la valeur proprement dite. On ne peut consommer les produits que dans une limite donnée : ils sont objets d'un besoin. On ne consomme jamais qu'une certaine quantité de blé. En tant que valeur d'usage, le produit a donc en lui-même une limite — qui est celle du besoin ressenti pour lui : or, cette valeur d'usage ne se mesure pas au besoin du producteur, mais aux besoins de l'ensemble des échangistes. Lorsque le besoin d'une certaine valeur d'usage est satisfait, la valeur d'usage disparaît, puisqu'elle se mesure au besoin ressenti pour elle. Mais, sitôt que la marchandise cesse d'être une valeur d'usage, elle cesse d'être un objet de la circulation (sauf si elle est de l'argent).

b) En tant que valeur nouvelle et valeur en général, il existe une limite à la grandeur des *équivalents existants* et d'abord à l'argent, non pas sous forme de moyen de circulation, mais d'argent tout court. La valeur en excédent (de la valeur précédente) exige un équivalent supplémentaire. Telle est la seconde limite.

c) Au début, l'argent représentait la richesse en tant que telle, c'est-à-dire la richesse grâce à l'échange contre le *travail matérialisé d'autrui*. C'est à quoi il s'identifiait, tant qu'il n'avait pas atteint le niveau de l'échange avec le travail *vivant* d'autrui, c'est-à-dire le procès de production. La circulation n'était pas en mesure de se renouveler par elle-même. Néanmoins, la production serait dans l'impasse si elle n'était pas en mesure de faire passer son produit dans le procès de circulation. La production capitaliste, fondée sur le travail salarié, présuppose donc la circulation comme une condition nécessaire et comme un moment de tout le mouvement. Etant une forme de production déterminée, elle présuppose une forme de circulation déterminée, la circulation monétaire. Pour se renouveler, il faut que la totalité du produit se transforme en argent, alors que, dans les stades précédents de la production, l'échange ne portait que sur la production et les produits excédentaires, et donc sur une partie seulement.

Telles sont les contradictions qui sautent aux yeux de l'observateur objectif et impartial. Dans la production capitaliste, les contradictions ne cessent de jaillir et d'être abolies; elles resurgissent toujours pour être de nouveau abolies brutalement. Cette abolition apparaît à certains comme une paisible égalisation. Mais

c'est une autre affaire. Pour l'instant, il nous suffit de les constater.

Toutes les contradictions de la circulation resurgissent sous une forme nouvelle avec le capital. A titre de valeur d'usage, le produit est en opposition avec sa forme de valeur d'échange puisqu'il existe en ayant une certaine qualité; c'est un objet spécifique, ayant des propriétés naturelles; c'est la matière d'un besoin, en opposition à la matière qu'il possède exclusivement comme valeur en étant du *travail matérialisé.*

Mais, cette fois, la contradiction ne résulte pas simplement de la circulation où les *différences sont purement formelles.* En effet, la mesure fournie par la valeur d'usage est fermement déterminée ici par l'ensemble des besoins qu'ont les consommateurs de ce produit, autrement dit par la quantité de la consommation globale. Celle-ci est la mesure de la valeur d'usage, et donc de la *valeur d'échange,* du produit.

Dans la circulation simple, il suffisait de traduire le produit de sa forme de valeur d'usage particulière en celle de la valeur d'échange. De par sa *composition naturelle,* le produit existait sous une forme particulière, ce qui constituait une entrave, au lieu d'avoir la forme-valeur qui lui permet de s'échanger directement contre n'importe quelle autre marchandise. Mais, voilà que sa composition naturelle lui fournit à présent la mesure de son existence. Pour se convertir en la forme générale, il faut que la valeur d'usage n'existe qu'en une quantité déterminée. Cette *quantité ne se mesure pas au travail matérialisé en elle,* mais à *la nature de sa valeur d'usage, à son utilité pour autrui.*

En outre, l'argent existant pour soi devait autrefois se développer jusqu'au niveau où il s'échange contre du travail vivant. Cette contradiction est devenue maintenant aiguë, puisque l'argent en excédent doit trouver à s'échanger contre de la valeur en excédent, pour réaliser la valeur du capital. En tant que valeur, il a donc sa limite dans la production d'autrui et, en tant que valeur d'usage, dans la consommation d'autrui. Ici, sa mesure est la quantité des besoins du produit spécifique et, là, elle est la quantité du *travail matérialisé* se trouvant dans la circulation. L'indifférence de la valeur proprement dite vis-à-vis de la valeur d'usage aboutit néanmoins à une contradiction, tout comme par ailleurs la

substance de la valeur entre en opposition avec la mesure de celle-ci, en tant que travail objectivé *.

Ce qui, dans l'analyse du capital en général nous importe, c'est de faire ressortir que l'*unité de la production et de la valorisation* n'est pas *immédiate*, ce n'est qu'un procès relié à certaines conditions *extérieures* **, comme nous l'avons vu.

La création de plus-value absolue par le capital — d'un surplus de travail matérialisé — a comme condition que la sphère de la circulation s'élargisse constamment. La plus-value créée à un point exige la création de plus-value à un *autre*, pour qu'elle trouve à s'échanger, ne serait-ce qu'au moyen d'une production additionnelle d'or et d'argent — de monnaie —, de sorte que, si la plus-value ne trouve pas immédiatement à se transformer en capital, elle subsiste sous forme monétaire comme possibilité de capital nouveau.

L'une des conditions de la production fondée sur le capital est donc *la production d'une sphère sans cesse grandissante* de la circulation, soit qu'elle s'élargisse directement, soit *qu'on y crée plus de points d'échange.*

Si la circulation apparaissait primitivement comme une grandeur donnée, elle apparaît désormais en mouvement, elle s'élargit à la suite de la production. Elle apparaît, dès lors, elle aussi, comme un élément de la production. Le capital s'efforce constamment de créer davantage de surtravail, si bien qu'il lui faut aussi créer les points d'échange correspondants. Du point de vue de la plus-value *absolue* ou du surtravail, il devra faire appel à plus de travail pour se compléter. C'est au fond la propagation du mode de production fondé sur le capital, ou d'un mode de production qui lui correspond. La tendance à créer le *marché mondial* existe donc immédia-

---

(*) On ne peut passer encore à l'analyse de la demande, de l'offre et des prix qui, pour se développer pleinement, présupposent le capital. Mais ne faudrait-il pas les analyser, en tant que catégories abstraites, dès la circulation simple ou la production en général? (Marx).

(**) Nous avons vu précédemment, lors du procès de valorisation, que le capital suppose le développement préalable du *procès de production simple*. Il en est de même de *l'offre et de la demande* qui supposent l'existence d'un besoin pour le produit dans l'échange simple : le besoin *propre* du producteur (immédiat) en tant que besoin de la demande d'autrui. Lorsqu'elles seront développées, il faudra retrouver en elles leurs présuppositions : tout cela entre donc dans le chapitre 1er. (Marx).

tement dans la notion de capital. Toute limite lui apparaît comme un obstacle à surmonter. Il commencera par soumettre chaque élément de la production à l'échange et par abolir la production de valeurs d'usage immédiate n'entrant pas dans l'échange : il substitue donc la production capitaliste aux modes de production antérieurs qui, sous son angle de vue, ont un caractère naturel. Le *commerce* cesse d'être une fonction permettant d'échanger l'excédent entre les producteurs autonomes : il devient une présupposition et un élément fondamental embrassant toute la production *.

En outre, la production de *plus-value relative*, fondée sur l'accroissement des forces productives, exige la création d'une consommation nouvelle; au sein de la circulation, la sphère de consommation devra donc augmenter autant que la sphère productive.

En conséquence : 1° on élargit quantitativement la consommation existante; 2° on crée des besoins accrus en propageant les besoins à une sphère plus grande; 3° on crée de nouveaux besoins, on découvre et on produit de nouvelles valeurs d'usage.

Mais tout cela suppose que le surtravail obtenu ne reste pas un simple excédent quantitatif, mais que les différences qualitatives du travail (et donc du surtravail) augmentent, se diversifient et se multiplient sans cesse. Ainsi, en raison du doublement de la production, il suffira d'appliquer maintenant un capital de 50, là où il fallait 100 auparavant : le travail nécessaire correspondant s'en trouvera libéré. Ce capital et ce travail libérés inaugureront une branche de production nouvelle et qualitativement différente, en vue de créer et de satisfaire un besoin nouveau. La valeur de l'ancienne industrie est conservée lorsqu'on crée un fonds pour une branche nouvelle où le rapport entre le *capital et le travail* revêt une forme *nouvelle*. Il faudra donc explorer toute la nature pour découvrir des objets de propriétés et d'usages nouveaux pour échanger, à l'échelle de l'univers, les produits de toutes les latitudes et de tous les

(*) Evidemment, toute production orientée vers la valeur d'usage immédiate diminue d'autant le nombre des échangistes et la somme des valeurs échangées dans la circulation et, qui plus est, la production de plus-value. D'où la tendance du capital : 1° à élargir continuellement le cercle de la circulation; 2° à transformer toutes les unités de production conformément au mode capitaliste.

pays, et soumettre les fruits de la nature à des traitements (artificiels) afin de leur donner des valeurs d'usage nouvelles *. On explorera la terre dans tous les sens, tant pour découvrir de nouveaux objets utiles que pour donner des valeurs d'usage nouvelles aux anciens objets; on utilisera ceux-ci en quelque sorte comme matière première; on développera donc au maximum les sciences de la nature. On s'efforcera, en outre, de découvrir, de créer et de satisfaire des besoins découlant de la société elle-même.

La production fondée sur le capital crée ainsi les conditions de développement de toutes les propriétés de l'homme social, d'un individu ayant le maximum de besoins, et donc riche des qualités les plus diverses, bref d'une création sociale aussi universelle et totale que possible, car plus le niveau de culture de l'homme augmente, plus il est à même de jouir.

Il se développe une division du travail accrue et on créera des branches de production nouvelles, et donc aussi un surtravail qualitativement nouveau. La production rejette de son sein les éléments servant à créer de nouvelles valeurs d'usage : un système sans cesse plus vaste embrasse tous les genres de travaux et de production auxquels correspond un système toujours plus riche et varié de besoins.

Ainsi donc, la production fondée sur le capital crée d'une part l'industrie universelle, c'est-à-dire le surtravail en même temps que le travail créateur de valeurs; et, d'autre part, un système d'exploitation générale des propriétés de la nature et de l'homme. Ce système repose sur le principe d'utilité générale : il utilise à son profit la science autant que toutes les qualités physiques et spirituelles. Rien de grand ni de noble ne peut subsister plus longtemps de par ses propres vertus. En dehors de ce cercle de production et d'échange sociaux, le capital commence donc à créer la société bourgeoise et l'appropriation universelle de la nature et établit un réseau englobant tous les membres de la société : *telle est la grande action civilisatrice du capital.*

Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des *développements*

(*) Nous verrons plus loin quel a été le rôle du *luxe* chez les Anciens, et sa différence avec celui de l'époque moderne. (Marx).

purement *locaux* de l'humanité et comme une *idolâtrie de la nature*. En effet, la nature devient un pur objet pour l'homme, une chose utile. On ne la reconnaît plus comme une puissance. L'intelligence théorique des lois naturelles a tous les aspects de la ruse qui cherche à soumettre la nature aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production.

De même, le capital se développe irrésistiblement au-delà des barrières nationales et des préjugés; il ruine la divinisation de la nature en même temps que les coutumes ancestrales : il détruit la satisfaction de soi, cantonnée dans des limites étroites et basée sur un mode de vie et de reproduction traditionnel. Il abat tout cela, et il est lui-même en révolution constante, brisant toutes les entraves au développement des forces productives, à l'élargissement des besoins, à la diversité de la production, à l'exploitation et à l'échange de toutes les forces naturelles et spirituelles (167).

Le capital ressent toute limite comme une entrave, et la surmonte idéalement, mais il ne l'a pas pour autant surmontée en réalité : comme chacune de ces limites est en opposition avec la démesure inhérente au capital, sa production se meut dans des contradictions constamment surmontées, mais tout aussi constamment recréées. Il y a plus. L'universalité à laquelle il tend inlassablement trouve des limites dans sa propre nature qui, à un certain niveau de son évolution, révèlent qu'il est lui-même l'entrave la plus grande à cette tendance, et le poussent donc à sa propre abolition.

Les économistes qui, tel Ricardo, considèrent que la production s'identifie directement à l'auto-valorisation du capital, ne se préoccupent donc pas des limitations de la consommation ou de la circulation. Car, pour eux, la production crée automatiquement une équivalence dans ces dernières, et l'offre ne pose pas de problème par rapport à la demande; ils s'intéressent donc uniquement au développement des forces productives et à l'accroissement de la population industrielle. Mais, de la sorte, ils ont compris la nature positive du capital avec plus de justesse et de profondeur que des économistes qui, tel Sismondi, mettent seulement en évidence les limitations introduites par la consommation et l'arsenal des moyens pour y remédier, encore que ce der-

nier ait assez bien analysé le caractère borné de la production fondée sur le capital ainsi que sa négative unilatéralité. Les premiers ont bien compris la tendance universelle du capital, et les seconds son étroitesse spécifique.

Mais, au fond, toute la controverse sur la possibilité et la nécessité de la *surproduction* au niveau du capital porte sur ce point : le procès de valorisation du capital dans la production crée-t-il directement une valorisation égale dans la circulation, sa valorisation dans le *procès de production* étant au fond la seule *véritable?* Ricardo se doute, bien sûr, que la *valeur d'échange* n'est valeur que dans l'échange où elle s'affirme comme telle, mais il considère comme fortuites les limites auxquelles la production se heurte de ce fait : elles sont donc toujours surmontées. Il estime même que le dénouement de ces entraves fait partie de la nature même du capital : c'est pourquoi ses explications sont souvent absurdes.

Pour sa part, Sismondi ne souligne pas seulement l'existence de ces entraves, mais il montre que le capital les produit lui-même, suscitant ainsi des contradictions dont il flaire qu'elles doivent provoquer sa ruine. Il voudrait donc qu'on impose de l'extérieur des freins au capital, grâce aux bonnes mœurs, aux lois, etc.; or, ils ne tiennent pas devant le capital, justement parce qu'ils sont artificiels et extérieurs. Au demeurant, Ricardo et toute son école n'ont jamais compris les véritables *crises modernes,* au cours desquelles cette contradiction du capital se déchaîne en une tempête qui, à chaque fois, menace plus dangereusement les fondements de la société et de la production capitalistes. Les tentatives faites par les économistes eux-mêmes pour nier l'existence de la *surproduction générale* à un moment donné sont puériles. Certains économistes, tel MacCulloch (168), pour sauver la *production fondée* sur le capital, font abstraction de toutes les propriétés spécifiques et déterminations fondamentales du capital pour ne plus voir qu'une production simplement orientée vers la *valeur d'usage immédiate.* Ils négligent tous les rapports essentiels. En fait, pour laver le capital de toutes ses contradictions, ils écartent celles-ci et les nient. Ou bien, tel *Mill* (169), plus pénétrant (plagié par le fade Say), ils déclarent que l'*offre* et la *demande* sont identiques, et doivent donc se recouvrir. L'offre est la demande, celle-ci se mesure à la quantité de celle-là. Une grande confusion règne ici :

1° Il n'y a identité de l'offre (qui devient la demande, et se mesure à sa propre demande) que pour autant que la *valeur d'échange* est égale à une quantité déterminée de travail matérialisé. Dans cette mesure, elle est égale à sa propre demande, — en ce qui concerne la valeur. Mais, en tant que telle, elle doit se réaliser dans l'échange contre l'argent; or, étant donné qu'elle s'échange contre l'argent, elle dépend 2° de sa *valeur d'usage*, et en tant que telle, de la masse des besoins existants. Mais, en tant que valeur d'usage, elle n'est pas déterminée par le travail matérialisé qu'elle contient : sa mesure se trouve en dehors de la valeur d'échange.

Ou bien, ils disent encore que l'*offre c'est la demande pour un produit déterminé d'une certaine valeur* (qui s'exprime dans la quantité demandée du produit). Si le produit offert est invendable, cela prouve qu'on en offre une quantité trop grande, ou qu'on produit une quantité trop faible de la marchandise demandée par l'autre échangiste. Il n'y a donc pas de surproduction générale, mais surproduction d'un ou de plusieurs articles, et une sous-production d'autres.

Mais on oublie tout simplement que le capital productif n'exige pas une valeur d'usage déterminée, mais la *valeur* pour soi, c'est-à-dire l'argent (non pas en tant que moyen de circulation, mais en tant que forme de richesse universelle ou forme réalisée du capital); sous cette dernière forme, il peut éventuellement retourner à son état dormant primitif. Mais, dire qu'on ne produit *pas assez d'argent* équivaut à dire ce qu'on se refuse par ailleurs à reconnaître : la production ne coïncide pas avec la valorisation; autrement dit, elle est *surproduction*, ou ce qui revient au même : la production ne peut se convertir ni en argent ni en valeurs. Bref, la production ne peut pas se réaliser ni se confirmer dans la circulation. C'est de là que provient *l'illusion* des réformateurs du système monétaire (dont Proudhon) : en raison du coût élevé de l'argent, on manque de *moyens de circulation*, il faudrait donc en créer par des moyens artificiels. (*Cf.* aussi l'école de *Birmingham*, *Gemini* par exemple) (169*a*).

Ou bien, on prétend que, *du point de vue social, la production et la consommation*, c'est la même chose. Il ne peut donc y avoir ni excédent ni déséquilibre. Le point de vue social n'est ici qu'une abstraction puisqu'il *méconnaît* précisément les structures et les rapports

déterminés de la société, et par conséquent les contradictions qui en découlent. Storch a ainsi remarqué très justement, en opposition à Say, qu'une grande partie de la consommation ne portait pas sur des utilités immédiates, mais servait dans le procès de production, par exemple les machines, le charbon, l'huile, et les installations fixes. Cette consommation n'est pas du tout identique à celle dont il est question ici.

De même, *Malthus* (170) et *Sismondi* (171) ont fait remarquer très justement que la consommation des ouvriers ne constituait pas une consommation *satisfaisante* pour les capitalistes.

On élimine ainsi purement et simplement l'élément de la valorisation et l'on fait coïncider production et consommation en les ramenant directement à la valeur d'usage, au lieu de présupposer une production basée sur le capital. Voici la même idée exprimée par les *socialistes :* étant donné que le travail et son échange, c'est-à-dire la production et son échange (circulation), constituent la totalité du procès, comment se peut-il que surgisse un déséquilibre, à moins d'une erreur de calcul ou d'une inadvertance? Ils ne considèrent pas ici le travail sous sa forme salariée, ni le capital sous sa forme de capital. Cependant, ils acceptent les résultats de la production capitaliste, tandis qu'ils en refusent les présuppositions et les conditions, autrement dit que le travail nécessaire repose sur le surtravail, et s'effectue en vue de celui-ci.

Enfin certains économistes, tel Ricardo (172), présentent la chose comme suit : étant donné que la production est réglée par les coûts de production, elle se règle d'elle-même. Ainsi, pour éviter qu'une branche d'industrie ne se dévalorise, une certaine quantité de capital s'en détourne pour aller s'investir là où on a besoin d'elle. Mais la nécessité d'une telle compensation n'implique-t-elle pas déjà l'inégalité et le déséquilibre, et donc la contradiction entre le capital tel qu'il est directement engagé dans le procès de production, et tel qu'à l'extérieur de celui-ci il apparaît (*relativement*) indépendant dans l'argent. Remarquons qu'en période de crise générale de surproduction la contradiction ne surgit pas entre les différents secteurs du capital productif, mais entre le capital industriel et le capital *de prêt.*

La production n'est *proportionnée* (la formule se trouve déjà chez Ricardo) que si toutes les tendances

du capital sont réparties en de justes proportions; mais, en fait, sa tendance le pousse nécessairement à outrepasser toute proportion, puisqu'il recherche un surtravail démesuré, une productivité illimitée, une consommation immodérée, etc. Dans la *concurrence*, cette tendance inhérente au capital en général apparaît au capital particulier comme une contrainte exercée sur lui par les autres capitaux pour qu'il dépasse toute proportion. Il est constamment harcelé : marche, marche!

Dans son commentaire d'Adam Smith, M. Wakefield (173) est assez fin pour flairer que la libre-concurrence n'a *jamais* été analysée *jusqu'ici* par les économistes, bien qu'ils n'aient que ce mot à la bouche et affirment qu'elle est le fondement de toute la production bourgeoise. Elle n'a été comprise que dans son opposition à la production féodale, comme négation des monopoles, des corporations, des règlements administratifs, etc.; bref, dans son sens négatif. Mais, n'existe-t-elle pas *pour elle-même?* En effet, *étant donné* que zéro est une négation creuse, faire abstraction d'un obstacle, sous la forme des monopoles par exemple, c'est faire tout naturellement resurgir aussitôt des monopoles, etc.

Par définition, la concurrence est la *nature* interne du *capital.* Sa caractéristique essentielle est d'apparaître comme l'action réciproque de tous les capitaux : c'est une tendance interne apparaissant comme imposée de l'extérieur. Le capital n'existe, et ne peut exister, qu'en étant divisé en d'innombrables capitaux : c'est pourquoi il est conditionné par l'action et la réaction des uns sur les autres.

Le capital produit et abolit constamment la *production proportionnée.* La proportion obtenue est sans cesse abolie de nouveau par la création de plus-value et l'augmentation des forces productives. Ceux qui réclament que la production augmente *simultanément* et *partout* dans les *mêmes proportions,* imposent au capital une revendication qui lui est étrangère et ne découle pas de sa nature. Que l'un d'eux dépasse les proportions données, et voilà qu'il pousse tous les autres à abandonner et à outrepasser les proportions qui étaient les leurs jusque-là dans le mode de production. A ce niveau, la circulation relie la consommation et la production; en d'autres termes, le surtravail doit pouvoir s'échanger contre une valeur équivalente, et le travail obtenir une spécification de plus en plus grande.

(Mais il nous faut encore étudier le niveau où intervient le capital circulant; nous avons donc à faire d'un côté à la circulation, et de l'autre au capital; la production est la condition et la base de la circulation.)

Dans la simple notion de capital, se trouvent donc déjà contenues ses tendances civilisatrices, etc., et celles-ci ne sont pas des conséquences extérieures, comme ce fut le cas pour toutes les économies du passé. De même, dans sa nature immédiate, nous trouvons déjà de façon latente les contradictions qui éclateront plus tard.

Jusqu'ici nous avons souligné l'indifférence qui existait entre les divers éléments du procès de valorisation; celle-ci se manifeste, entre autres, dans le fait que, se conditionnant réciproquement et tendant les uns vers les autres, ces éléments peuvent se rejoindre ou non, s'ajuster ou non, se correspondre ou non. Ces divers éléments du procès de valorisation forment nécessairement un tout, mais en même temps chacun d'eux est autonome et indifférent à tous les autres : c'est une source de contradictions.

Ce n'est pas tout. La production et la valorisation — dont par définition le capital représente l'unité — font surgir une contradiction plus profonde que celle produite par les divers éléments autonomes qui forment l'ensemble du procès.

Examinons-la de plus près : d'abord il existe une limite qui n'est pas inhérente à la production en général, *mais à la production fondée sur le capital.* Cette limite est double, ou mieux elle s'exerce en deux directions. Il nous suffira de montrer ici, qu'en opposition à sa tendance générale qui est d'outrepasser toutes les limites, le capital renferme une limitation *spécifique* de la production; telle est la base de la *surproduction* qui est la contradiction fondamentale du capital développé. Nous aurons en même temps la preuve que le capital n'est pas la forme *absolue* du développement des forces productives comme l'affirment les économistes, forme absolue qui coïnciderait avec celle de la richesse et avec le développement des forces productives.

Les stades de production antérieurs au capital apparaissent, du point de vue capitaliste, comme autant d'entraves aux forces productives. Il est vrai que le capital représente une condition du développement des forces productives aussi longtemps qu'elles ont besoin d'un

élément extérieur, qui d'une part leur donne une impulsion, et d'autre part les tienne en laisse. Leur disciplinement est superflu et leur devient intolérable à un niveau donné de leur développement; il en a été de même pour la discipline corporative, etc. Ces entraves immanentes doivent correspondre à la nature même du capital ainsi qu'à ses déterminations essentielles. Ces *limites* nécessaires sont les suivantes :

1° le *travail nécessaire*, qui représente la limite de la valeur d'échange pour la force de travail vivant, ou du salaire de la population industrielle;

2° la *plus-value*, qui représente la limite du temps de surtravail; et, en ce qui concerne le temps de surtravail relatif, la limite du développement des forces productives;

3° ce qui est la même chose : la *transformation en argent* de la valeur d'échange en général représente la limite de la production; l'échange fondé sur la valeur ou la valeur fondée sur l'échange sont une entrave à la production;

4° ce qui revient à dire que la *production de valeurs d'usage est limitée* de par la valeur d'échange; autrement dit, la richesse véritable doit revêtir une forme *déterminée* qui est différente d'elle, une forme qui ne s'identifie absolument pas avec elle, pour pouvoir devenir l'objet de la production.

Dans la circulation simple, l'argent, moyen de circulation, était une nécessité fugitive et relative; il n'apparaissait donc pas comme un obstacle ni comme une limitation.

Le *capital tend en général* à ne pas tenir compte : 1° du travail nécessaire qui est la limite de la valeur d'échange de la force de travail vivante; 2° de la plus-value qui représente la limite du surtravail et du développement des forces productives; 3° de l'argent qui est un frein pour la production; 4° des limitations de la production de valeurs d'usage dues à la valeur d'échange.

La surproduction *rappelle* brusquement au capital que tous ces éléments sont nécessaires à sa production, car c'est cet oubli qui a provoqué une dévalorisation générale du capital. Celui-ci est donc obligé de recommencer sa tentative, mais à partir d'un stade toujours plus élevé du développement des forces productives, et avec la perspective d'un effondrement toujours plus grand du

capital. Il est donc clair que plus le capital est développé, plus il apparaît lui-même comme une entrave à la production, et donc aussi à la consommation, abstraction faite de toutes les contradictions qui le font apparaître comme entrave fâcheuse de la distribution et de la circulation. (Tout le *système du crédit* ainsi que les excès du commerce et la surspéculation qui en découlent, proviennent de la nécessité d'élargir et de surmonter les barrières de la circulation et de l'échange. Ce phénomène est plus frappant et plus classique dans la vie des peuples que dans celle des individus. C'est ainsi que les Anglais sont obligés de lancer des *emprunts* auprès des nations étrangères pour se faire une clientèle. Au fond, le capitaliste anglais fait un double échange avec le capital productif anglais : 1° en tant qu'Anglais; 2° en tant que Yankee, ou membre de toute autre nation où il a placé son argent.)

On trouve, chez un certain nombre d'auteurs, différentes allusions aux entraves posées par le capital à la production. Par exemple, Hodgskin (174) : « *A l'heure actuelle, toute accumulation de capital provient de la somme de profits soustraite à l'ouvrier; elle détruit tout ce que le travail peut apporter de confort à la vie de l'ouvrier... Le profit est une limitation de la production* » (Angl.).

Le commerce extérieur est un moyen d'élargir la sphère de l'échange et permet au capitaliste de consommer plus de surtravail : « *Longtemps encore, le monde ne pourra nous enlever autant que nous pouvons lui prendre. Les profits réalisés par nos marchands dans le commerce extérieur sont payés par ceux qui consomment les biens importés. Le commerce extérieur est du troc pur et simple; en tant que tel, il s'effectue pour la commodité et la jouissance du capitaliste. Mais il ne peut consommer les marchandises au-delà d'un certain point. En échange de cotonnades, il obtient vins et soieries venant de pays étrangers.* Ils représentent le surtravail effectué par nos propres concitoyens *tout comme les vêtements et les cotonnades : ainsi s'accroit au-delà de toute limite la puissance destructive du capitaliste. C'est ainsi que la nature est déjouée* » (Angl.) (175).

Sur le rapport entre l'engorgement du marché et les limitations du travail nécessaire : « *Le sens exact de la pression croissante exercée sur les ouvriers c'est : leur donner moins qu'ils n'en laissent à leurs patrons;*

si l'on prétend qu'on augmente ainsi la surabondance tout en diminuant la consommation, *tout ce que je peux dire, c'est qu'alors* surabondance est synonyme de *grands profits* » (Angl.) (176).

Hodgskin (177) exprime ensuite parfaitement l'un des aspects de la contradiction : « *L'habitude de mettre un point final au travail au moment précis où il commence à créer un profit pour le capitaliste en plus des moyens de subsistance de l'ouvrier, est contraire à la loi qui régit actuellement la production* » (Angl.). « *Plus le capital accumule, plus la* somme totale du profit extorqué grandit : *c'est ainsi que se dresse un* obstacle artificiel entre la production et la population » (Angl.).

Au sujet des contradictions entre le capital, instrument de production pur et simple, et instrument créant de la valeur, Malthus (178) écrit : « Le profit se mesure toujours en valeur, et jamais en quantité... La richesse d'une nation repose en partie sur la quantité de produits que son travail lui procure, et en partie sur une adaptation de cette quantité aux besoins et aux capacités de la population, *adaptation calculée de telle sorte qu'elle lui donne une valeur. Il ne fait aucun doute que la richesse ne se détermine ni par l'un, ni par l'autre de ces facteurs, pris à part. Mais le point de rencontre le plus étroit de la richesse et de la valeur, se situe* là où la richesse est indispensable pour produire la valeur. *On peut dire que la valeur affectée aux marchandises, c'est-à-dire le travail que les gens sont disposés à sacrifier en vue de subsister est, à l'heure actuelle, presque la* seule et unique cause *de l'existence de la richesse. ... Ce que les ouvriers employés à une tâche dans la production exigent comme biens de consommation ne peut jamais* en soi *motiver l'accumulation et l'emploi du capital...* la puissance productive ne peut assurer à elle seule la création d'un degré proportionnel de richesse, pas plus que l'augmentation de la population. *Il faut pour cela une* distribution spécifique des produits *et une adaptation de ces produits aux besoins des gens qui doivent les consommer, de telle sorte qu'ils augmentent sans cesse* la valeur d'échange de la masse tout entière; *c'est dire que la puissance productive ne devient réellement efficace que par la demande libérée de toute contrainte vis-à-vis de ce que l'on produit* » (Angl.).

C'est ce que l'on obtient en créant sans cesse de nou-

velles branches d'industrie grâce auxquelles les anciennes gagnent de nouveaux *marchés*, etc. En fait, la production crée elle-même une demande, en employant davantage d'ouvriers dans la même branche d'activité et en créant de nouvelles industries : de nouveaux capitalistes y emploient de nouveaux ouvriers et ouvrent en même temps de nouveaux marchés pour les anciens; mais « *la demande émanant du travailleur productif lui-même ne peut jamais suffire à toute la demande, parce qu'elle ne recouvre pas entièrement le champ de ce qu'il produit. Si c'était le cas, il n'y aurait plus aucun bénéfice ni, donc, de raison pour le faire travailler. L'existence même d'un profit réalisé sur une marchandise quelconque implique* une demande autre que celle émanant du travailleur qui l'a produite. » ... « *Les travailleurs, de même que les capitalistes, peuvent exister en surnombre par rapport aux moyens de les utiliser avec profit* » (Angl.).

A propos du point 3, que nous devons continuer d'exposer, il faut noter que l'accumulation préalable, grâce à laquelle le capital apparaît en face du travail et le commande, n'est rien d'autre que du *surtravail*, même sous la forme du surproduit, et une *assignation sur le travail d'autrui co-existant dans les autres branches* (Angl.).

Il va de soi que nous n'avons pas l'intention d'analyser ici en détail la nature de la surproduction; nous dégageons simplement la tendance à la surproduction qui existe dans le rapport immédiat du capital. Nous pouvons donc laisser de côté ici tout ce qui a trait aux autres classes possédantes et consommatrices, etc., qui ne produisent pas, mais vivent de leurs revenus, c'est-à-dire procèdent à un échange avec le capital et constituent autant de centres d'échange pour lui. Nous n'en parlerons que là où elles ont une importance véritable, c'est-à-dire dans la genèse du capital (ou mieux dans l'*accumulation*).

Dans la production fondée sur l'esclavage ainsi que dans la production patriarcale où l'industrie est intimement liée à l'agriculture, si bien que l'immense majorité de la population pourvoit directement à la plupart de ses besoins, la sphère de la circulation et de l'échange est extrêmement étroite : l'esclave n'a aucun accès à l'*échange*. Dans la production fondée sur le capital, la consommation dépend en tous points de l'échange; car le travail n'y est jamais une valeur d'usage *immédiate* pour le travailleur. Elle repose entièrement sur le travail

créateur de valeurs d'échange, et valeur d'échange lui-même.

Bien (Angl.). D'accord! (Fr.).

Le travailleur salarié, contrairement à l'esclave, est un centre autonome de la circulation, un échangiste, un individu qui subsiste grâce à l'échange. 1° En échangeant la force de travail vivante contre la partie du capital fixée comme salaire, la *valeur* de cette fraction du capital est déterminée avant même que le capital ne sorte de nouveau du procès de production pour pénétrer dans la circulation; en d'autres termes, on peut considérer que cet acte relève de la circulation. 2° A l'exception, bien sûr, de ses ouvriers à lui, le capital ne considère pas la masse des ouvriers comme des travailleurs, mais comme des consommateurs, des possesseurs de valeurs d'échange — leur salaire —, des détenteurs d'argent qu'ils échangent contre ses marchandises. Ce sont, pour lui, autant de centres de la circulation, points de départ du procès d'échange et de la réalisation de la valeur du capital. Ils constituent relativement une très grande partie des consommateurs (*bien qu'elle ne soit pas tout à fait aussi grande qu'on se plaît à l'imaginer en général,* si l'on considère uniquement les ouvriers proprement dits de l'industrie). Plus la population industrielle et la masse d'argent dont elle dispose sont fortes, plus la sphère d'échange sera grande pour le capital. Or, nous avons vu que le capital s'efforce d'accroître au maximum la masse de la population industrielle.

En fait, nous n'avons pas encore à analyser ici le rapport d'un capitaliste vis-à-vis des ouvriers des *autres* capitalistes. Ce rapport nous révèle les illusions de tout capitaliste, mais ne change absolument rien au rapport général entre le capital et le travail. Chacun des capitalistes sait que ses ouvriers ne lui font pas face comme consommateurs dans la production, et s'efforce de restreindre autant que possible leur consommation, c'est-à-dire leur capacité d'échange, leur salaire. Cela ne l'empêche pas, bien sûr, de souhaiter que les ouvriers des *autres* capitalistes fassent la plus grande consommation possible de *ses* marchandises. Quoi qu'il en soit, le *rapport général — fondamental — entre le capital et le travail* est celui de *chacun* des capitalistes avec *ses* ouvriers.

Mais l'illusion propre à chacun des capitalistes privés,

en opposition à tous les autres, à savoir qu'*en dehors de ses propres* ouvriers, toute la classe ouvrière n'est faite que de consommateurs et d'échangistes, de dispensateurs d'argent, et non d'ouvriers, provient de ce que le capitaliste oublie ce qu'énonce Malthus : « *L'existence même d'un profit réalisé sur une marchandise quelconque implique* une demande autre que celle émanant du travailleur qui l'a produite » et par conséquent « *la demande émanant du travailleur productif lui-même* ne peut jamais suffire à toute la demande » (Angl.). Etant donné qu'une branche de production en active une autre et gagne ainsi des consommateurs parmi les ouvriers du capital *étranger*, chaque capitaliste croit à tort que la classe ouvrière, créée par la production elle-même, suffit à tout. Cette demande créée par la production elle-même incite à négliger la juste *proportion* de ce qu'il faut produire par rapport aux ouvriers : elle tend à dépasser largement leur demande, tandis que, par ailleurs, la demande des classes non ouvrières disparaît ou se réduit fortement, — c'est ainsi que se prépare l'effondrement.

Au demeurant, le capital considère la *demande émanant des ouvriers* — c'est-à-dire le paiement du salaire sur lequel repose cette demande — comme une perte, et non comme un profit. Ce qui prévaut donc, *c'est le rapport immanent du capital et du travail. En outre, il y a la concurrence entre les capitaux :* étant donné leur autonomie et leur indifférence les uns à l'égard des autres, le capital *ne* se comporte *pas* vis-à-vis des ouvriers de tout le reste du capital social *comme s'ils étaient des ouvriers :* c'est pourquoi il dépasse toute proportion.

Ce qui distingue le rapport capitaliste de tout autre régime de domination, c'est que le travailleur fait face au capital comme consommateur et acquéreur de valeur, en tant que *possesseur d'argent* et centre de la circulation simple. Or, en devenant l'un de ces innombrables centres, l'ouvrier cesse d'apparaître en tant que tel *.

(*) Ce qui s'applique à la demande des ouvriers vaut également pour la demande créée par la production elle-même en ce qui concerne les matières premières, les produits semi-fabriqués, les machines, les moyens de communication ainsi que les matières auxiliaires utilisées dans la production, tels les colorants, le charbon, le talc, le savon. Cette demande qui acquiert et paie les valeurs d'échange est adéquate et suffisante aussi longtemps que les producteurs procèdent à des échanges entre eux. Mais on constate qu'elle n'est plus adéquate lorsque le produit définitif trouve une limite dans la consommation immédiate et finale.

Tout d'abord : le capital contraint l'ouvrier à travailler au-delà du travail nécessaire. C'est la seule manière pour lui de se valoriser et de produire une plus-value. Mais, par ailleurs, il n'utilise le travail nécessaire que *dans la mesure* où il créera du surtravail et où celui-ci *pourra se réaliser sous forme de plus-value*. Il pose donc le surtravail comme condition au travail nécessaire : la plus-value est la limite du travail matérialisé et de la valeur en général.

Le capital ne pose donc le travail nécessaire que s'il peut créer une plus-value, car sur la base de la production capitaliste il n'y a pas de travail nécessaire indépendamment de la plus-value. Cette limitation — que les Anglais appellent une *barrière artificielle* — au travail et à la création de valeurs découle donc directement du fait que le capital crée du surtravail et de la plus-value.

De par sa nature même, le capital pose donc des *entraves* au travail et à la création de valeurs, ce qui est en contradiction avec sa tendance à les accroître sans limites. Le capital est ainsi une contradiction vivante : il impose aux forces productives une limite *spécifique*, tout en les poussant à dépasser toute limite *.

Le capital pose donc le *surtravail* et son *échange* contre du *surtravail* comme condition du travail nécessaire, en faisant de la *force de travail* un centre de l'échange, si bien qu'il resserre, en ce sens déjà, la sphère de l'échange et la conditionne; mais, en outre, il est essentiel pour lui de ramener la consommation de l'ou-

---

Cette *illusion* qui incite à la surproduction dérive de la nature même du capital : elle en résulte directement, comme nous le verrons en traitant de la concurrence, lorsque de nombreux capitaux se font face en étant parfaitement indifférents les uns aux autres. Quand un capitaliste vend ou achète à un autre capitaliste, ils nouent entre eux de simples rapports d'échange et ne se comportent pas mutuellement en capitalistes. C'est en dehors de tout cela que se situe la proportion juste (imaginaire) dans laquelle ils doivent échanger pour pouvoir valoriser le capital en tant que tel. (Marx).

(*) Etant donné que la valeur constitue la base du capital et n'existe donc qu'au travers de l'échange contre une autre valeur, le capital ne peut procéder qu'en un mouvement constant d'autorépulsion. Il est donc absurde de concevoir la possibilité d'un *capital universel* n'ayant pas en face de lui d'autres capitaux avec lesquels il procède à des échanges : or, au point où nous en sommes, il a seulement en face de lui le travail salarié, ou lui-même. La répulsion qu'exercent les capitaux les uns sur les autres se constate déjà dans le fait qu'ils sont obligés de réaliser leur valeur d'échange. (Marx).

vrier à la partie nécessaire à la reproduction de sa force de travail. Il cherche à faire de la valeur exprimant le *travail nécessaire* la limite de valorisation de la force de travail, et donc de la *capacité d'échange* de l'ouvrier, en même temps qu'il cherche à réduire à un minimum le rapport entre ce travail nécessaire et le surtravail. Ce sont de nouvelles limites à la sphère de l'échange, bien qu'elles s'identifient, elles aussi avec la tendance du capital à considérer toute limite à son auto-valorisation comme une entrave. Ainsi donc, *accroître à l'infini sa valeur* — créer des valeurs illimitées — *c'est, ni plus ni moins, poser des restrictions à la sphère de l'échange*, c'est-à-dire à la possibilité de la valorisation et de la réalisation des valeurs créées dans le procès de production.

La même chose se produit pour la *force productive*. De toute nécessité, le capital s'efforce d'une part de l'accroître à l'extrême, afin d'augmenter le *temps* de *surtravail* relatif; d'autre part, de diminuer à cet effet le *temps de travail nécessaire*, c'est-à-dire la faculté d'échange de l'ouvrier.

Ce n'est pas tout. Comme nous l'avons vu, la *plus-value* relative augmente dans une proportion bien moindre que la force productive, et, en outre, cette proportion est toujours plus faible à mesure que les forces productives existantes s'accroissent à partir d'un niveau déjà élevé.

Cependant, la masse des produits augmente dans la même proportion que la force productive; si ce n'était pas le cas, un capital et du travail nouveaux seraient libérés et n'entreraient pas dans la circulation. Mais, à mesure qu'augmente la masse des produits, augmente aussi la difficulté de valoriser le temps de travail contenu en eux, parce que les efforts exigés de la consommation augmentent.

Il nous suffit de dire ici que le *procès de valorisation* du capital est en même temps son *procès de dévalorisation*. Nous ne considérons pas ici comment le capital restreint et mutile *la force productive principale — l'homme* — au moment même où il s'efforce d'*accroître à l'infini les forces productives*. Bref, nous laisserons de côté la tendance du capital à limiter les forces productives.

Le capital pose donc le *temps de travail nécessaire* comme limite pour la valeur d'échange de la force de

travail vivante, en même temps qu'il pose le *temps de surtravail* comme limite pour le temps de travail; mais, en outre, il pose la *plus-value* comme limite pour le temps de surtravail. Dans le même temps, il s'efforce de dépasser toutes ces entraves en traitant la *force de travail* comme un simple échangiste, comme un possesseur d'argent, pour ne laisser subsister qu'une seule entrave, celle du temps de surtravail qui produit la plus-value. (En d'autres termes, il pose l'échange des valeurs additionnelles comme limite à l'échange du travail nécessaire.)

Mais, en même temps, la limite inéluctable pour la création de valeurs, ce sont les *valeurs existant* déjà dans la circulation ou — ce qui revient au même — le rapport entre les valeurs existantes dans la production et les valeurs déjà posées dans la circulation; or, simultanément, sa productivité est sa seule limite dans la production des valeurs.

C'est pourquoi, il pousse continuellement à sa propre dévalorisation, en même temps qu'il freine l'essor des forces productives et du travail matérialisé dans les valeurs.

> *Surproduction. — Proudhon : comment l'ouvrier peut-il payer le profit dans le prix de la marchandise qu'il achète et toucher simplement le prix nécessaire de son travail? — Prix de la marchandise et temps de travail. Surplus, etc.* (Prix *et valeur, etc.*). *— Le capitaliste ne vend pas trop cher; ce qui ne l'empêche pas de vendre au-dessus du prix que lui coûte l'objet. — Prix (fractionnel). Bastiat. Baisse du prix de la fraction. — Le prix peut descendre au-dessous de la valeur sans préjudice pour le capitaliste. Le nombre et l'unité (étalon) sont essentiels pour multiplier les prix.*

Il est stupide de prétendre qu'il ne peut y avoir de surproduction; autrement dit, que le procès de production est immédiatement identique au procès de valorisation du capital. Comme nous y avons fait allusion plus haut, James Mill a donné à cette stupidité une formulation pour le moins sophistique, c'est-à-dire spirituelle : l'offre est égale à sa demande et elles se recouvrent donc; cela revient à dire que la valeur est déterminée par le temps de travail et que l'*échange n'y ajoute absolument*

rien. Il oublie seulement que l'échange doit absolument avoir lieu et qu'il dépend (en dernière instance) de la *valeur d'usage*.

Mill dit en outre : si l'offre et la demande ne se recouvrent pas, c'est qu'on a créé trop de produits (offerts), et pas assez de produits (demandés). Il a en vue la valeur d'usage et non la valeur d'échange, quand il parle de trop ou de pas assez. Le fin mot, c'est qu'il y a trop de produits pour l'« usage » qu'on en fait. Autrement dit, la surproduction provient de la valeur d'usage, et donc de l'échange lui-même.

Say (179) traduit cette idée en ridicule : les produits ne s'échangent que contre des produits; tout au plus a-t-on fabriqué trop d'une espèce de produits, et pas assez d'une autre. Il oublie 1° que les valeurs s'échangent contre des valeurs, et qu'un produit s'échange contre un autre uniquement dans la mesure où il est valeur, c'est-à-dire où il est ou devient argent; 2° qu'il s'échange contre du travail. Ce brave homme se place au niveau de l'*échange simple*, où effectivement il ne peut y avoir surproduction parce qu'on a affaire à la valeur d'usage, et non à la valeur d'échange. Il y a surproduction par rapport à la valorisation, *et à rien d'autre*.

Proudhon entend fort bien les cloches sonner, mais il ne sait jamais où elles sonnent. Il fait découler la surproduction de ce « que l'ouvrier n'est pas en mesure de racheter son produit » (180). Il entend par là que l'intérêt et le profit sont une charge supplémentaire, ou que le prix du produit est surchargé par rapport à sa valeur réelle. Cela prouve d'abord qu'il n'a pas compris comment se détermine la valeur qui, en général, n'implique pas de *surcharge*. Dans la pratique du commerce, le capitaliste A peut fort bien rouler le capitaliste B : ce que l'un empoche de plus, l'autre l'a en moins. Mais si on additionne les sommes échangées, on obtient l'équivalent de la somme du travail matérialisé : le capitaliste A en aura empoché une portion supérieure au capitaliste B.

Des profits réalisés par le capital, ou par la classe entière des capitalistes, il faut déduire 1° la partie constante du capital; 2° le salaire, ou le temps de travail matérialisé, nécessaire à la reproduction de la force de travail vivante. Ils ne peuvent donc se partager que la valeur additionnelle. Qu'elles soient justes ou injustes, les proportions dans lesquelles se répartit cette valeur

additionnelle n'affectent en rien l'échange, et le rapport de cet échange entre le capital et le travail.

On a dit que le *temps de travail nécessaire* (c'est-à-dire le salaire) qui ne comprend donc pas le profit, mais qui vient bien plutôt en déduction de celui-ci, est lui-même déterminé par les *prix* des produits, lesquels renferment déjà le profit. Car, ajoute-t-on, d'où proviendrait sans cela le profit que réalise le capitaliste dans son échange avec l'ouvrier qu'il n'emploie pas lui-même?

Par exemple : l'ouvrier du fileur échange son salaire contre tant de boisseaux de blé. Le profit du fermier, c'est-à-dire du capital, est déjà contenu dans le prix de chaque boisseau. C'est ainsi que le *prix* des moyens de subsistance *achetés* par le temps de travail nécessaire *renferme* déjà le temps de surtravail. D'abord, il est clair que le salaire payé à l'ouvrier par le fileur doit être assez élevé pour acheter le boisseau de blé nécessaire, quel que soit le profit contenu dans le *prix* du boisseau de blé et réalisé par le fermier. Mais, par ailleurs, il faut que le salaire payé par le fermier à ses ouvriers soit lui aussi assez élevé pour qu'ils puissent se procurer la quantité nécessaire de vêtements, quel que soit le profit contenu dans le prix de ces vêtements et réalisé par les fileurs et les tisseurs *.

(*) Passage barré : Si le taux de profit général est de 10 %, le fileur doit payer à ses ouvriers 10 % en sus du salaire nécessaire, de même que le fermier. Etant donné que nous ne nous préoccupons ici que du rapport général, ou moyen, nous laisserons de côté le détail. Le fileur ne gagne pas 10 % sur son capital, mais sur la partie aliquote que représente la fraction de son capital transformée en marchandises et — achetée par l'ouvrier. De même le fermier en ce qui concerne les ouvriers du capitaliste. Chacun perd dans ces 10 % ce qu'il paie en sus du salaire nécessaire. Aucune différence ne peut provenir de ce que les produits de l'un — du fermier par exemple — entrent dans la *consommation nécessaire*, et ceux de l'autre non. Nous n'avons pas à considérer cela ici. Admettons que le fermier et le fabricant de vêtements utilisent un capital de 100 thalers, et que, dans les deux cas, le rapport entre capital constant et variable soit le même, et donc aussi la valeur en surplus.

Mettons qu'il y ait 60 de matières premières, 20 de machines, 20 de travail, 20 de surtravail, soit 120 thalers; 60 mètres ou 60 boisseaux équivalent à 120 thalers; 1 mètre ou 1 boisseau sont donc égaux à $\frac{120}{60}$, soit 2 thalers. La plus-value est de 100 % par rapport au travail, et par rapport au capital avancé de 20 % ou 1/5 seulement, puisque le salaire ne représente que le 1/5 du capital avancé. Or, $\frac{100}{5} = 20$. Dans les deux cas, l'ouvrier

Le tour de passe-passe est possible : 1° si on confond *prix* et *valeur;* 2° si on introduit des éléments qui n'ont aucun rapport avec la détermination de la valeur proprement dite.

Admettons que le capitaliste A produise lui-même tous les moyens de subsistance dont l'ouvrier a besoin, ou qui pour lui représentent la somme des valeurs d'usage dans lesquelles se matérialise son travail nécessaire. Admettons, en outre, que l'argent serve uniquement ici de moyen de circulation. L'ouvrier devrait donc racheter au capitaliste une aliquote du produit — celle qui représente son travail nécessaire — avec l'argent qu'il en a reçu.

Bien sûr, le *prix* d'une partie aliquote du produit du capital A est le même pour l'ouvrier que pour tout autre échangiste. A partir du moment où il achète, sa qualité spécifique d'ouvrier disparaît : son argent ne porte aucune trace du rapport ou de l'opération qui lui a permis de l'acquérir. Il fait face au capitaliste en tant que A (argent), et celui-ci lui fait face en tant que M (marchandise) : il réalise le *prix* de M, prix déterminé à l'avance pour l'ouvrier aussi bien que pour tout autre repré-

---

touche 10 mètres ou 10 boisseaux comme salaire nécessaire. Le prix de chaque mètre ou boisseau contient 20 % de profit. Si l'ouvrier achète 10 mètres ou 10 boisseaux, il paiera donc en trop — selon Proudhon — 10 × 20 %. 20 % sur 2 thalers ou 60 sous d'argent, cela donne 12 sous d'argent (5 × 12 = 60). En résumé, sur les 10, 60 sous d'argent = 2 thalers. Mais l'ouvrier ne touche que le salaire nécessaire : 10 mètres ou 10 boisseaux, puisque nous supposons les machines comme partie constante. Si l'ouvrier avait possédé un capital de 100 et s'il se contentait de son travail *nécessaire*, celui-ci aurait pu le mettre en état de recommencer à travailler avec le produit : il lui aurait suffi de produire 10 mètres ou boisseaux, mais en plus les matièr...

Il y aurait 1 boisseau ou mètre, soit 6 sous d'argent en trop sur 10, ou 60 sous, ou 2 thalers.

20 % de 2 thalers, ou 60 sous d'argent, cela représente à l'unité $\frac{60}{5} = 12$. Le profit sur 1 mètre ou 1 boisseau est de 12 sous d'argent. Mais l'ouvrier touche 20 thalers, soit 10 boisseaux ou 10 mètres. D'une part, il paie en trop 10 × 12 = 120 sous d'argent, soit 4 thalers (4 × 30 = 120); d'autre part, il touche en trop 4 thalers (12 sous d'argent par mètre : 10 × 12), c'est-à-dire 20 au lieu de 16, soit 1/5 ou 20 % de 20 en trop. Au demeurant, il obtient seulement 10 mètres ou 10 boisseaux comme salaire nécessaire. Si le prix était déterminé par le travail nécessaire, il obtiendrait pour 1 mètre 60 — 12 = 48 sous d'argent, soit 1 thaler et 18 sous d'argent; ou pour 10 mètres 48 × 10 = 480 sous d'argent c'est-à-dire 16 thalers ou $\frac{480}{30} = 16$.

sentant de A, c'est-à-dire pour tout acheteur. Bien! Mais, dans le prix de la partie aliquote de la marchandise vendue, est compris le profit qui représente la plus-value perçue par le capitaliste. Son temps de travail nécessaire représente donc 20 thalers, soit une partie aliquote déterminée du produit, mais le capitaliste lui vendra sa marchandise 22 thalers, si le profit est de 10 %. Telle est la conception de Proudhon (181), et il en conclut que l'ouvrier ne peut racheter son produit, c'est-à-dire la partie aliquote du produit matérialisant le *travail nécessaire*. (Nous reviendrons bientôt sur l'autre conclusion qu'il en tire, à savoir que le capital ne peut donc procéder d'une manière adéquate aux échanges, *d'où* surproduction.)

Afin de rendre les choses plus claires, admettons que les 20 thalers de l'ouvrier soient l'expression monétaire de 4 boisseaux de blé. Si le capitaliste les vendait 22 thalers, l'ouvrier ne pourrait racheter les 4 boisseaux : il ne pourrait en racheter que les $3\ ^{7}/_{11}$. En d'autres termes, on se figure que la transaction monétaire fausse le rapport. En effet, les 20 thalers sont le prix du travail nécessaire, payé par le capitaliste à l'ouvrier, et ils valent 4 boisseaux de blé; mais, lorsque l'ouvrier voudra échanger ses 20 thalers contre les 4 boisseaux, il n'en obtiendra que $3\ ^{7}/_{11}$. Ainsi donc, l'ouvrier ne touche pas le salaire *nécessaire* et il ne peut vivre : M. Proudhon a trop prouvé! *.

Mais les prémisses sont manifestement fausses. Si 5 thalers expriment la *valeur* d'un boisseau, c'est-à-dire le temps de travail matérialisé en lui, et si 4 boisseaux représentent le travail nécessaire de l'ouvrier, le capitaliste les vendra 20 thalers, et non pas 22 comme le pense Proudhon. Voilà comment les choses se présentent : le produit global (temps de travail nécessaire et de surtravail inclus) est de 110 thalers, soit 22 boisseaux.

(*) Nous n'analyserons pas ici comment, dans la pratique, le capital cherche sans cesse à voler le *travail nécessaire* et, comme dans le système du troc, à vendre au-dessus du *prix* qui est fixé naturellement à un certain niveau dans chaque état social déterminé. Nous devons toujours supposer ici que l'on paie un salaire juste du point de vue *économique*, c'est-à-dire déterminé par les lois générales de l'économie. On doit découvrir les sources des contradictions dans les conditions générales, et non dans les filouteries de tel ou tel capitaliste. Nous étudierons, à propos du salaire, comment les choses se présentent et se développent dans la réalité. (Marx).

Il se décompose en 16 boisseaux ou 80 thalers de capital avancé en semences, machines, etc.; en 4 boisseaux ou 20 thalers de travail nécessaire, et en 2 boisseaux ou 10 thalers de surtravail. Le capitaliste vend chaque boisseau pour 5 thalers, soit leur valeur exacte, et il gagne tout de même 10 % par boisseau ou $^5/_{10}$ de thalers, soit $^1/_2$ thaler ou 15 sous d'argent.

Comment cela se fait-il? C'est qu'il vend 22 $\times$ 5 au lieu de 20 $\times$ 5. Nous pouvons considérer qu'il n'a besoin d'aucun capital supplémentaire pour produire ces 2 autres boisseaux puisqu'ils représentent purement et simplement du surtravail, — labourage plus soigné, arrachage de mauvaises herbes, transport d'engrais minéraux qui ne lui coûtent rien. La valeur contenue dans ces 2 boisseaux supplémentaires ne *lui* a *rien* coûté : c'est un surplus par rapport à ses dépenses. Sur les 22 boisseaux, il en vendra 20 au prix coûtant, soit 100 thalers; les autres qui ne lui ont rien coûté, mais dont la valeur équivaut au travail matérialisé en eux, il les vendra 10 thalers. C'est comme s'il vendait chacun des 100 boisseaux 15 sous plus cher qu'il ne lui a coûté (15 sous, c'est-à-dire 10 % sur 5 thalers, soit $^5/_{10}$). Bien que le capitaliste gagne 2 thalers sur les 4 boisseaux qu'il vend à l'ouvrier, celui-ci reçoit le boisseau à sa valeur exacte. Le capitaliste ne gagne que 2 thalers sur ces 4 boisseaux, mais il vendra aussi les 18 autres à ce prix. S'il n'en vendait que 16, il ne gagnerait rien du tout, car il aurait vendu en tout : 5 $\times$ 20 = 100, c'est-à-dire le capital avancé.

Dans les manufactures, il arrive qu'on n'ait pas à augmenter les avances de capital pour vendre davantage de produits et obtenir une plus-value. Ou plus exactement, il n'est pas nécessaire d'accroître les dépenses en matières premières et en machines. Admettons qu'un produit obtienne un *meilleur fini* grâce à du travail fait à la main (en supposant alors que les matières premières et les machines demeurent constantes). La valeur d'usage du produit ne s'élèvera donc pas quantitativement, mais qualitativement, à cause de ce travail manuel supplémentaire. Sa valeur d'échange — le travail matérialisé en lui — augmentera uniquement en proportion de ce travail. Le capitaliste vend donc 10 % plus cher, et l'ouvrier touche une partie aliquote du produit exprimée en monnaie et représentant le travail nécessaire, payé à l'ou-

vrier. Celui-ci pourrait même acheter cette partie aliquote, en admettant que le produit soit divisible. Le profit du capitaliste ne proviendrait pas de ce qu'il surcharge cette partie aliquote, mais du fait que, dans l'ensemble, il vend une partie aliquote qu'il ne paie pas et qui représente le *temps de surtravail.* Or, le produit est toujours divisible sous sa forme-valeur, même s'il ne l'est pas sous sa forme naturelle.

Le profit provient toujours de ce que la valeur globale contient une partie aliquote qui n'est pas payée ou, ce qui revient au même, que dans chaque partie aliquote du produit global se trouve une portion de surtravail. C'est ce que nous a montré l'exemple ci-dessus. Si le capitaliste vend 22 boisseaux dont 2 représentent le surtravail, c'est comme s'il vendait chacun des 100 boisseaux $^1/_{10}$ plus cher, soit avec une plus-value de 10 %. Si l'on produit 1 horloge alors que le rapport entre le travail, le capital et la plus-value reste le même, on peut augmenter de $^1/_{10}$ la qualité de la montre et sa valeur en lui ajoutant $^1/_{10}$ de temps de travail en plus sans que le capitaliste débourse un sou.

Il y a un troisième cas, fréquent dans les manufactures (mais non dans l'industrie extractive) : on utilise davantage de matières premières (la valeur des instruments reste constante; mais cela ne changerait rien si on admettait qu'elle varie), dans lesquelles se matérialisera le temps de surtravail. (A proprement parler, il ne faudrait pas encore en traiter ici, étant donné qu'on peut — et doit — supposer à la fois que le capital produit la matière première, le coton par exemple, et que la production additionnelle doit se résoudre à un point quelconque en *simple* surtravail, ce qui implique l'*essentiel :* qu'il y ait *simultanément* du surtravail à tous les points de la circulation.)

Mettons qu'il transforme 25 livres de coton valant 50 thalers et qui nécessitent l'emploi de machines pour 30 thalers (nous admettrons que ces machines sont entièrement consommées dans le procès de production) et 20 thalers de salaire : il obtiendra 25 livres de filés qu'il vendra 110 thalers. Il vendra donc la livre 4 $^2/_5$ ou 4 thalers 12 sous d'argent. On peut admettre que, si l'ouvrier travaillait pour son compte, il vendrait lui aussi la livre à ce prix; mais à supposer qu'il effectue uniquement du travail nécessaire, il ne ferait aucun profit,

ce qui aurait pour résultat une quantité moindre de filés *.

Comme nous le savons, la valeur d'une livre de filés dépend uniquement de la quantité du temps de travail qui y est objectivée. Supposons que la valeur d'une livre de filés soit de 5 thalers, et que les $^4/_5$, soit 4 thalers, représentent le coton, les instruments, etc., le travail réalisé dans le coton au travers de l'instrument sera alors

---

(*) Passage barré : Si le capitaliste transformait 25 livres de coton (valant 2 thalers la livre), en filés valant 4 thalers 12 sous la livre, soit au total 110 thalers, l'ouvrier n'en filerait dans ces conditions que 22 1/2 livres (10 % en moins. $\frac{25}{10}$ ou 5/2 de moins, c'est-à-dire 2 1/2 de moins) à 4 thalers 12 sous la livre pour obtenir son produit nécessaire (valeur d'échange) de 20 thalers. On aurait alors les comptes suivants :

45 thalers (pour 22 1/2 livres de coton), 30 thalers (instruments), 20 thalers (salaire) = 95 thalers.

Si la livre de filés vaut 4 2/5, le profit du capitaliste sera de 10 thalers, soit 2 3/11 de livre de filés sur 25 livres de coton, ou $\frac{1}{10}$ sur les 50 thalers que lui a coûté le coton.

L'ouvrier n'aurait filé que 22 8/11 de livres de coton et les vendrait à 4 2/5 thalers. Le capitaliste aura donc filé 2 3/11 livres de plus. Au prix de 4 2/5 thalers, l'ouvrier ne paierait à lui-même que son travail nécessaire, soit 20 thalers; à savoir :

22 $\frac{8}{11}$ de coton à 2 thalers la livre =

Coton : 44 $\frac{16}{11}$ thalers.

Instruments de travail : 30 thalers.
Travail : 20 thalers.

(L'ouvrier reçoit 4 $\frac{6}{11}$ livres de filés soit 20 thalers à 4 $\frac{2}{5}$ la livre.) 45 $\frac{5}{11}$ + 30 + 20 = 95 $\frac{5}{11}$; donc 22 $\frac{8}{11}$ livres de filés coûtent 94 $\frac{16}{11}$ 1 livre de filés sera de 4 $\frac{2}{5}$ thalers (soit : 22 $\frac{8}{11}$ valant 94 $\frac{6}{11}$, ce qui fait : $\frac{250}{11}$ valant $\frac{1040}{11}$; 250 valant 1040; $\frac{1}{11}$ valant $\frac{1040}{250 \times 11}$ = 250 livres valant 1040 thalers; 1 livre pour $\frac{1040}{250}$ = 4 $\frac{40}{250}$ = 4 $\frac{4}{25}$ = 4 $\frac{6}{5}$ thalers.)

Le capitaliste doit payer en plus 2 $\frac{3}{11}$ livres de coton = 4 $\frac{6}{11}$ thalers.

de 1 thaler. S'il faut à l'ouvrier, mettons, un mois à 20 thalers pour vivre, il devra produire 20 livres de filés (étant donné qu'il gagne 1 thaler par livre filée et qu'il gagne en tout 20 thalers). S'il possédait lui-même le coton, les instruments, etc. et travaillait à son compte, c'est-à-dire s'il était son propre patron, il devrait vendre 20 livres de filés, étant donné qu'il ne gagne que $^1/_5$ par livre, soit 1 thaler, et que $1 \times 20 = 20$.

Si le capitaliste le fait travailler, le filage de ces 20 livres de coton ne représenterait que du travail nécessaire. En effet, selon notre hypothèse, le coton et les machines représentent 80 thalers sur les 20 livres de filés ou $20 \times 5 = 100$ thalers, et la valeur nouvellement reproduite est uniquement du *travail nécessaire*. Sur ces 20 livres de filés, on aurait donc 4 livres, soit 20 thalers, de travail nécessaire et 16 livres de capital constant (16×5), soit 80 thalers. Dans chacune des livres en sus des 20, il y a $^1/_5$ de surtravail, soit la plus-value. S'il obtient 1 livre de filés en plus, il gagnera 1 thaler; 10 livres de plus, lui donneront 10 thalers. Sur 10 livres ou 50 thalers, le capitaliste toucherait en compensation de ses dépenses 40 thalers et 10 thalers de surtravail; ou 10 livres de filés pour payer les 40 (d'instruments et de matières premières) et 2 livres de filés — ou leur valeur — qui ne lui coûteraient rien. Faisons les comptes du capitaliste, et voyons ce qu'il a avancé en thalers :

	Salaire	Plus-value
$80 + 40 = 120$ (matière, instrument, etc.)	20	10
120	20	$10 = 150$

Il aura produit en tout 30 livres de filés ($30 \times 5 = 150$); la livre coûte 5 thalers, soit exactement sa *valeur* déterminée uniquement par le travail matérialisé contenu dans les filés. Sur les 30 livres, 24 représentent le capital constant, 4 livres le salaire, et 2 la *plus-value*. Si l'on rapporte cette plus-value, comme le fait le capitaliste, à l'ensemble de ses dépenses, soit 140 thalers (ou 28 livres de filés), on obtient $^1/_{14}$ ou $7\ ^1/_7$ % (alors que dans cet exemple, la plus-value est de 50 % par rapport au travail).

Admettons que la productivité du travail augmente de sorte que l'ouvrier puisse, avec le même travail, filer 40 livres. Dans notre hypothèse, ils les vendrait à leur valeur réelle, soit 5 thalers la livre, dont 4 représentent

le travail objectivé en coton, etc., et 1 thaler le travail additionnel. Il vendrait donc :

thalers :

40 livres (la livre à 5) = 40 × 5 = 200

De ces 40 livres, il faut déduire :

20 livres de travail nécessaire = 100

Il n'aurait pas gagné un sou sur les premières 20 livres; des autres 100, il faut déduire $^4/_5 = 4 \times 20 = 80$ Pour le matériel. Il reste donc : 20 thalers.

Pour une avance de 200 thalers, le capitaliste aurait gagné 20, soit 10 % sur l'ensemble, mais en réalité, il les a gagnés sur les seconds cent thalers ou les secondes 20 livres pour lesquelles il n'a pas payé le travail additionnel. Admettons maintenant qu'il puisse produire le double, mettons

Livres :	Thalers :
80	400
dont il faut déduire :	
20 pour le travail nécessaire, etc. =	100
restent :	300
dont il faut déduire $^4/_5$ pour la matière et l'instrument :	240
restent :	60

Soit un profit de 60 thalers sur : 400, soit 6 sur 40 = 15 %.

En réalité, dans l'exemple ci-dessus, les avances du capitaliste ne s'élèvent qu'à 180 sur lesquels il gagne 20, soit 11 $^1/_9$ %.

Bien qu'il ne soit pas dans un rapport frappant avec le taux de plus-value — et donc aussi du surtravail —, le profit est d'autant plus grand que la partie des dépenses pour le travail nécessaire est petite. Ainsi, pour que le capitaliste gagne 10 %, il doit filer 40 livres de filés, alors qu'il suffit à l'ouvrier d'en filer 20 pour avoir son travail nécessaire. Le surtravail est égal au travail nécessaire, la plus-value est de 100 %. C'est notre vieille loi que nous retrouvons. Mais ce n'est pas ce qui nous préoccupe ici.

Nous avons vu dans l'exemple ci-dessus que la *valeur réelle* de la livre de filés est de 5 thalers. Si l'ouvrier, au lieu du capitaliste, dirigeait ses propres affaires en qualité d'*ouvrier*, s'il avait les moyens de faire lui-même ses avances pour valoriser la matière première, etc., et

vivre en tant qu'ouvrier, il vendrait la livre au même prix. Mais il ne produirait que 20 livres dont il utiliserait les $^4/_5$ du prix de vente pour conserver les matières premières, etc. et $^1/_5$ pour vivre. Il pourrait tirer son salaire des 100 thalers. Le profit du capitaliste ne provient donc pas de ce qu'il vend trop cher — il vend à sa valeur *exacte* —, mais de ce qu'il vend au-dessus de *ses frais de production* (ce n'est pas que ce surplus ne coûte rien, puisque ce $^1/_5$ coûte du surtravail à l'ouvrier). S'il vendait à un prix moindre, il vendrait *au-dessous* de la valeur : l'acheteur aurait alors gratuitement l'excédent de $^1/_5$ sur les dépenses, contenu dans chaque livre de filés. Le capitaliste fait le calcul suivant :

Valeur de 1 livre = 5 thalers
de 40 livres = 200 thalers

dont il faut déduire : 180 thalers d'avances.
Restent : 20.

Il ne tient pas compte de ce qu'il gagne les 20 sur les seconds 100 thalers; il calcule que, sur ses dépenses totales de 180, il gagne ... 20, ce qui lui donne un profit de 11 $^1/_9$ au lieu de 20. En outre, il calcule que, pour faire ce profit, il doit vendre 40 livres. Or, 40 livres à 5 thalers ne lui donnent pas $^1/_5$ ou 20 %, mais 20 thalers qui, rapportés à 40 livres donnent $^1/_2$ thaler par livre. Sur le prix de vente de la livre, il gagne $^1/_2$ thaler, soit 1 thaler sur un prix de vente de 10. Le prix est déterminé par l'unité aliquote (1 livre) multipliée par le nombre d'unités vendues. Ici, 1 livre à 5 thalers $\times$ 40.

Si cette détermination du prix est parfaitement juste pour la bourse du capitaliste, elle peut susciter des erreurs théoriques en éveillant l'impression que chaque livre est surchargée par rapport à sa valeur *réelle,* si bien qu'on ne voit plus quelle est l'origine de la plus-value.

Le prix se détermine en multipliant la valeur de l'unité (étalon) de la valeur d'usage (livre, mètre, quintal, etc.) par le nombre d'unités produites.

C'est un point essentiel dans la théorie des prix, car cela permet de voir au premier coup d'œil qu'à la suite de l'augmentation des forces productives, la baisse du prix de l'unité et l'accroissement du nombre de celles-ci ainsi que la hausse du profit s'opèrent en fonction du travail; autrement dit, que le travail nécessaire baisse

proportionnellement au surtravail, et non pas l'inverse, comme le pense M. Bastiat, etc.

Admettons que la productivité du travail augmente si bien que l'ouvrier file dans le même temps le double de livres. Nous supposerons, en outre, qu'une livre de filés lui rende exactement le même service — quel que soit son coût — c'est-à-dire qu'il lui suffit de filés, de vêtements, pour vivre. Dès lors, il n'y aurait plus $^1/_5$, mais $^1/_{10}$ seulement, de valeur ajoutée dans les 20 livres de filés, puisque les 20 livres de coton sont transformées en moitié moins de temps. On n'ajouterait plus 20, mais 10 thalers aux 80 de matières premières, etc. Les 20 livres de filés coûteraient 90 thalers, soit 1 livre $^{90}/_{20}$, ou 4 $^{10}/_{20}$ *. Mais, le temps de travail restant inchangé, le travail ne transforme plus maintenant 40, mais 80 livres. La livre ** valant 4 $^{10}/_{20}$, les 80 livres de filés vaudraient 360 thalers. Pour le capitaliste, les comptes sont les suivants :

Recette totale : 360 thalers, ...	360
dont il faut déduire pour le travail nécessaire : —	90
dont il faut déduire pour les avances, etc. .... : —	270
	216
	54

Le profit du capitaliste serait donc de 54 au lieu de 20. Sa dépense totale : 306, ce qui donne 15 %, bien qu'il gagne moins par livre.

Le profit du capitaliste par unité (étalon) de la valeur d'usage — livre, mètre, boisseau, etc. — diminue autant que le travail vivant par rapport à la matière première

---

(*) Dans le manuscrit : 4 9/20.

(**) Dans le manuscrit : La livre valant 4 9/20 thalers, les 80 livres de filés vaudraient 356 thalers. Pour le capitaliste, les comptes seraient les suivants :

Recette totale :		
356 thalers	356	
dont il faut déduire pour le travail nécessaire : —	90	
	266	
dont il faut déduire pour les avances, etc.	— 239	17/89
		26 72/89

Le profit du capitaliste serait donc de 26 72/89 au lieu de 20. Mettons 27 (soit 17/89 de trop). Sa dépense totale de 330, soit un profit de 12 %, bien qu'il gagne moins par livre.

et l'instrument; bref, il faut de moins en moins de travail additionnel nouveau pour façonner une unité, un mètre de tissu par exemple. En outre, le nombre des unités dans lequel s'incorpore le temps de surtravail, c'est-à-dire le temps de travail non payé, augmente à la suite de la productivité accrue du travail, et donc du temps de surtravail plus grand.

Le prix peut donc tomber *au-dessous* de la valeur, et le capitaliste continuer d'avoir un profit; il lui suffira pour cela de vendre plus d'unités que n'en représente le prix du travail nécessaire. Si le rapport entre le travail et la matière première, etc., est de $^1/_5$, il pourra vendre par exemple $^1/_{10}$ en sus de la valeur constante étant donné que le surtravail ne lui *coûte rien*. Il fera alors cadeau de $^1/_{10}$ du surtravail au consommateur et n'en valorisera que $^1/_{10}$ pour lui-même.

Ce point gagne toute son importance dans la concurrence. Il a échappé à Ricardo. La détermination de la valeur conditionne certes la fixation des prix, mais d'autres éléments s'y ajoutent. Alors qu'à l'origine, le prix exprimait simplement la valeur en argent, il se développe nécessairement en grandeur spécifique. Si 5 thalers représentent la valeur d'une livre de filés; autrement dit, s'il y a autant de temps de travail dans les 5 thalers que dans la livre de filés, on ne change rien à la détermination de la valeur lorsqu'on chiffre à 4 ou 4 millions le nombre des livres de filés.

Mais cet élément du nombre des livres devient absolument décisif dans la *détermination du prix,* parce qu'il exprime le rapport entre le surtravail et le travail nécessaire. Le peuple a illustré ce point dans la controverse sur la *journée de dix heures.*

> Accumulation spécifique *du capital. (Transformation du surtravail — revenu — en capital). — Proudhon. Détermination de la valeur et du prix. Chez les Anciens (esclaves), il n'y avait pas surproduction, mais surconsommation.*

De ce que nous venons de développer, il résulte en outre qu'en se contentant d'effectuer uniquement du travail *nécessaire,* l'ouvrier ne filerait que 20 livres de coton et ne valoriserait que pour 80 thalers de matières premières et de machines. En effet, outre la matière première, des machines, etc. nécessaires à la *reproduction* et à la conservation de l'ouvrier, le capitaliste doit *néces-*

sairement avancer la matière première (et les machines, quoique dans une proportion un peu différente) pour objectiver le surtravail. (Dans l'agriculture, la pêche, bref dans les industries extractives, ce n'est même pas nécessaire comme dans les exploitations importantes, c'est-à-dire *industrielles;* il apparaît qu'il faut plus de dépenses pour les instruments que pour la matière première si l'on veut obtenir du surtravail.) Ces dépenses additionnelles pour le matériel servant au surtravail — c'est-à-dire aux éléments matériels de sa réalisation — sont en fait les agents de l'*accumulation* spécifique, dite primitive du capital. Mais, il serait inepte de croire que l'amoncellement de provisions (ainsi que nous l'appellerons provisoirement) est particulière au capital.

Les conditions matérielles du travail doivent toujours exister, soit que la nature les fournisse, soit qu'elles soient produites historiquement. Que signifient ces *avances spécifiques* du capital sinon qu'il utilise le surtravail déjà matérialisé, le surproduit existant, afin d'obtenir du nouveau surtravail vivant, au lieu de le placer — de le dépenser — dans les pyramides, etc. comme les rois d'Egypte ou les nobles curés d'Etrurie.

Fixer des prix, ajoute un élément supplémentaire (que nous retrouvons aussi dans le profit), à savoir la *tromperie,* l'*escroquerie mutuelle.* Dans l'échange, l'un peut gagner ce que l'autre perd; mais ce ne peut être qu'une redistribution de la plus-value au sein de la classe du capital. C'est une affaire de proportions : elle donne lieu à des spéculations individuelles (qu'il faut d'ailleurs distinguer des effets de l'offre et de la demande), mais elle n'a rien à voir avec la détermination de la valeur proprement dite.

Elle n'a rien à voir non plus avec la découverte de M. Proudhon, à savoir que l'ouvrier n'est pas en mesure de racheter son produit. Cette affirmation (de Proudhon) s'explique, elle, par le fait qu'il n'a rien compris à la détermination de la valeur et du prix. Elle ne peut donc fonder sa conclusion, à savoir que la surproduction est due à une telle abstraction. Dans le régime esclavagiste, les maîtres n'éprouvent absolument aucune gêne du fait que les travailleurs ne les concurrencent pas dans la consommation.

La *production de luxe* est déterminée chez les Anciens par le régime esclavagiste; elle est le résultat nécessaire de celui-ci. On n'y trouve pas de *surproduction,* mais une

surconsommation, ou mieux une *folle consommation :* elle est poussée à l'extrême et confine à la bizarrerie et à la monstruosité au moment de la décadence de l'ancien Etat, dont elle est en quelque sorte la manifestation la plus frappante.

Lorsqu'il sort du procès de production sous la forme de *produit*, le capital doit à nouveau se convertir en monnaie. L'argent qui apparaissait auparavant comme une marchandise réalisée, apparaît à présent comme du *capital réalisé*, ou le capital réalisé sous forme de *monnaie*. C'est l'une des formes de l'*argent* (et du capital).

Il résulte de toute notre analyse précédente que la masse de l'argent existant sous forme de moyen de circulation n'a rien à voir avec la difficulté que le capital rencontre dans sa réalisation, c'est-à-dire dans sa *valorisation*.

Le taux général du profit. — Si le capitaliste vend à son coût de production, il y a transfert du surplus à d'autres capitalistes. L'ouvrier n'y gagne pratiquement rien.

Reprenons notre précédent exemple. Si le capitaliste vend à sa *valeur réelle* de 5 thalers chacune des 40 livres de filés qu'il produit, il gagnera $^1/_2$ sur les 5 thalers de son prix de vente, soit 10 %, ou $^1/_2$ sur 4 thalers $^1/_2$, c'est-à-dire 11 $^1/_9$ % sur ses avances. Mais supposons qu'il ne vende qu'avec 10 % et ne fasse que $^9/_{20}$ de profit sur les 4 $^1/_2$ thalers (ces $^9/_{20}$ représentent une différence de $^1/_{20}$ par rapport à $^1/_2$ thaler sur 4 $^1/_2$, ou plus exactement 1 $^1/_9$ %). Il vend donc la livre de filés à 4 $^1/_2$ thalers + $^9/_{20}$, soit 4 $^{19}/_{20}$ thalers, et les 40 livres pour 198 thalers.

Plusieurs cas sont possibles. Admettons que le capitaliste échange ses 40 livres de filés avec un producteur d'argent qui est propriétaire de sa mine, et que celui-ci ne lui donne que 198 thalers; l'argent contient donc 2 thalers de travail matérialisé de moins que les 40 livres de filés.

Admettons que les avances soient les mêmes chez le capitaliste B. Si celui-ci ne faisait lui aussi qu'un profit de 10 au lieu de 11 $^1/_9$, il ne recevrait que 39 $^3/_5$ livres de filés en échange de ses 200 thalers. Cependant il est impossible que les deux capitalistes vendent à la fois

1 1/9 % moins cher. Autrement dit, il est impossible que l'un offre les 40 livres pour 198 thalers, tandis que l'autre offre ses 200 thalers pour 39 3/5 livres.

Dans notre hypothèse, le capitaliste B aurait payé 1 1/9 % moins cher les 40 livres de filés; autrement dit, en plus du profit — qu'il ne fait pas dans l'échange mais qui y est simplement confirmé, soit 11 1/9 % —, il gagne 1 1/9 % que l'autre capitaliste perd, soit au total 12 2/9 %. Il gagne 11 1/9 % sur ses ouvriers, sur le travail mis en mouvement par son propre capital; les 1 1/9 % en plus sont du surtravail extorqué aux ouvriers du capitaliste A.

Le *taux général du profit* peut donc baisser dans telle ou telle branche d'industrie, parce que la concurrence force, par exemple, le capitaliste à vendre au-dessous de la valeur, c'est-à-dire à valoriser une partie de surtravail pour les acheteurs, et non pas pour lui. Mais, en général, il ne baisse pas pour cette raison, mais parce que le rapport du surtravail au travail nécessaire baisse *relativement;* comme nous l'avons vu, cela n'est possible que si ce rapport est déjà très développé, ou, en d'autres termes, si le travail vivant mis en mouvement par le capital est très faible. Si la partie du capital qui s'échange contre le travail vivant est très petite par rapport à celle qui s'échange contre les machines et la matière première, le taux général du profit baisse, bien que le surtravail absolu monte.

Nous en arrivons ainsi à un autre point. Un *taux général du profit* implique que le taux du profit est plus grand dans une branche, et plus petit dans une autre, c'est-à-dire qu'une partie de la plus-value — surtravail — est transférée d'un capitaliste à l'autre. Si, dans 5 branches d'industrie par exemple, le taux du profit est de

a **b** **c** **d** **e**

15 %, 12 %, 10 %, 8 %, 5 %, le taux moyen sera de 10 %; mais, pour qu'il existe dans la réalité, il faut que les capitalistes A et B cèdent 7 % à D et E, ou plus précisément 2 à D et 5 à E, tandis que les choses restent en l'état pour C.

Un même capital de 100 ne produit pas un taux de profit identique, étant donné que les proportions du surtravail sont essentiellement variables, selon la productivité du travail, le rapport entre les matières premières, les machines et le salaire, et le volume dans lequel ils doivent être produits. Admettons que la branche e —

celle des boulangers par exemple — soit nécessaire, il faudra que lui soient payés les 10 % moyens. Mais cela ne peut se produire que si a et b lui cèdent une portion de leur surtravail. La classe des capitalistes répartit en quelque sorte l'ensemble de la plus-value d'une manière uniforme selon le *volume* du capital, plutôt qu'elle ne touche effectivement les plus-values créées dans les diverses branches d'industrie.

La plus-value la plus élevée, provenant du surtravail réel au sein d'une branche productive, est abaissée au niveau moyen par la concurrence, tandis que la plus-value moindre réalisée dans telle branche qui bénéficie d'un rapport favorable de l'offre et de la demande, est élevée par le transfert de capitaux tirés de la précédente plus favorisée. De par elle-même, la concurrence ne peut abaisser ce niveau, mais elle tend constamment à créer un tel niveau. La suite est donc à traiter dans le chapitre sur la concurrence. Cela se réalise au moyen des prix dans les diverses branches d'industrie : les uns tombent *au-dessous* de leur valeur, les autres *s'élèvent* au-dessus. Cela crée l'illusion qu'une même somme de capital produit le *même surtravail ou plus-value* dans des branches inégales.

Dans notre exemple, le capitaliste A est obligé, par la concurrence, de vendre avec un profit de 10 % au lieu de 11 $^1/_9$, c'est-à-dire de vendre $^1/_{20}$ moins cher la livre de filés. Dans notre hypothèse, l'ouvrier touche, avant comme après, 20 thalers en monnaie à titre de salaire nécessaire; mais on peut remarquer qu'ils représentent 4 $^4/_{99}$ au lieu de 4 livres de filés. Si on rapporte son salaire aux filés, il touche donc $^4/_{20}$ thalers, soit $^1/_5$ de thaler ou 6 sous, ou encore 1 %, de plus que son salaire nécessaire. Si l'ouvrier travaille dans une branche dont le produit n'entre à aucun titre dans sa consommation, il ne gagnera pas un sou dans l'opération : au lieu qu'une partie de son surtravail soit directement appropriée par le capitaliste A, elle passe par l'intermédiaire de celui-ci, entre les mains du capitaliste B. L'ouvrier n'y gagne quelque chose que s'il consomme le produit dont le capitaliste A cède gratuitement une partie. Il gagnera ainsi exactement $^1/_{50}$ de thaler dans l'opération (1 % sur 2 thalers), si sa consommation de filés représente $^1/_{10}$ de ce qu'il dépense, soit $^1/_{10}$ de l'ensemble de son salaire de 20 thalers, ou 7 $^1/_5$ pfennigs. C'est donc pour 7 $^1/_5$ pfennigs qu'il participera à son propre surtravail de

20 thalers. C'est à de telles proportions que se réduit le surplus de salaire que l'ouvrier touche lorsque le prix baisse au-dessous de la valeur nécessaire dans la branche d'industrie où il est occupé.

Dans le *meilleur des cas* — irréalisable —, le maximum qu'il gagnerait serait de 6 sous, ou 1 %, si l'ouvrier vivait uniquement de filés. Autrement dit, dans le meilleur des cas, son surplus de salaire reste déterminé par le rapport entre le temps de travail nécessaire et le temps de surtravail. Dans les industries de luxe proprement dites, qui n'admettent pas de consommation ouvrière, ce surplus est égal à zéro.

Admettons que les capitalistes A, B, C, échangent entre eux, et que le produit global soit à chaque fois de 200 thalers. Admettons, en outre, que A produise des filés, B du blé, et C de l'argent, et que les rapports entre surtravail et travail nécessaire ainsi qu'entre les avances et le profit soient les mêmes. A vendra ses 40 livres de filés pour 198, au lieu de 200 thalers, et perd 1 $^1/_9$ % de profit; de même, B vend ses 40 boisseaux de blé à 198, au lieu de 200; mais C échange tout son travail matérialisé dans les 200 thalers. Si A et B échangeaient tout leur produit entre eux, aucun n'y perdrait : A recevrait les 40 boisseaux de blé, et B les 40 livres de filés, mais chacun d'eux ne toucherait qu'une valeur de 198 thalers. En revanche, pour 198 thalers, C recevrait les 40 livres de filés ou les 40 boisseaux de blé, et, dans les deux cas, il paierait 2 thalers de moins (ou bien il touche $^2/_5$ livre de filés ou $^2/_5$ boisseaux de blé en plus).

Mais, admettons que A vende ses 40 livres pour 200 thalers au producteur d'argent C, mais que ce dernier soit obligé de payer 202 au céréalier B qui touche donc 2 thalers en sus de la valeur. Les choses sont en règle entre A et C, puisque tous deux échangent à leur valeur. Mais puisque, pour B, le prix est monté au-dessus de sa valeur, les 40 livres de filés exprimées en blé et les 200 thalers d'argent ont baissé de 1 $^1/_9$ %, autrement dit ni l'un ni l'autre ne pourra acheter avec 200 thalers les 40 boisseaux de blé : ils ne recevront que 39 $^3/_5$ boisseaux coûtant 200 thalers (le boisseau coûtera donc 5 $^1/_{20}$ thalers, au lieu de 5).

Admettons que l'ouvrier consomme $^1/_2$ boisseau de blé, représentant $^5/_{10}$ de son salaire, et $^1/_{10}$ de filés. Sur les $^1/_{10}$ de filés, il gagne $^1/_{10}$ % de son salaire total; mais il perd $^5/_{10}$ % sur le blé : au lieu de gagner, il perdra donc

en tout $^4/_{10}$ %. Bien que le capitaliste lui ait payé son salaire nécessaire, celui-ci tombe au-dessous du salaire nécessaire à cause de la surcharge du céréalier B. Si cet état de choses devait durer, il faudrait que son *salaire* nécessaire *augmente*.

Si la baisse des filés du capitaliste A compense l'augmentation du prix du *blé* ou d'autres valeurs d'usage qui représentent la majeure partie de la consommation de l'ouvrier, l'ouvrier du capitaliste A pourra néanmoins subir une perte, parce qu'il consomme une quantité plus grande du produit renchéri et moindre du produit meilleur marché. Si le producteur de filés A vendait 1 $^1/_9$ % au-dessus de la valeur et le céréalier B 1 $^1/_9$ % au-dessous, l'ouvrier pourrait gagner 6 sous dans le meilleur des cas, c'est-à-dire s'il consommait uniquement du blé; en revanche, s'il ne consommait que la moitié de son salaire en blé, il ne gagnerait que 3 sous ou $^1/_2$ % de ses 20 thalers de salaire.

Trois cas sont donc possibles : le gain ou la perte est égal à 0; le salaire nécessaire peut diminuer de valeur, bref tomber au-dessous du minimum indispensable; il peut gagner un surplus de salaire, mais il reste limité à une participation extrêmement modeste à son propre surtravail.

Comme nous l'avons vu plus haut, si le rapport entre le travail nécessaire et les autres conditions de production est de $^1/_{10}$ (soit 20 sur 200 de dépenses totales) ou de 10 % de la valeur totale (4 livres de filés sur les 40; ou sur les 200 thalers, 180 de matières premières et de machines, et 20 de travail) et si le rapport du surtravail au travail nécessaire est de 100 % (soit une même quantité), le capitaliste fait un profit de 11 $^1/_9$ % sur ses avances.

Si le capitaliste ne faisait qu'un profit de 10 %, donnant 1 $^1/_9$ %, ou 2 thalers, en cadeau au consommateur (transfert de plus-value), l'ouvrier en profiterait lui aussi en tant que consommateur : dans le meilleur des cas — irréalisable —, c'est-à-dire s'il ne vivait que du produit de son patron, il recevrait ce qui suit :

	$1\ ^1/_9\ \%$ (= 2 thalers). Perte pour le capitaliste :	$1\ \% = 6$ sous sur 20 thalers (= $^1/_5$ de thaler sur 20). Profiit sur le salaire pour l'ouvrier :
Admettons que le capitaliste vende la livre de filés pour 4 thalers $^{15}/_{20}$ ($4\ ^3/_4$) au lieu de 5. L'ouvrier gagnera $^5/_{20}$ par livre. Sur 4 livres, $^{20}/_{20}$, soit 1 thaler : or, 1 sur 20 = 5 %		1 thaler.
Le capitaliste vendrait les 40 livres à $4\ ^{15}/_{20}$, soit $^{95}/_{20} \times 40 =$ 190 thalers; ses avances étant de 180, son profit serait de 10, soit $5\ ^5/_9\ \% =$	$5\ ^5/_9\ \% =$ 10 thalers	$= 5\ \%$ (1 thaler sur 20).
il gagnerait en moins $5\ ^5/_9$. Si le capitaliste vendait à $4\ ^{12}/_{20}$, l'ouvrier gagnerait $^8/_{20}$ thaler par livre, $^{32}/_{20}$ pour les 4 livres, soit $1\ ^{12}/_{20}$, ou $1\ ^3/_5$ thaler sur son salaire total, soit $8\ ^{48}/_{119}\ \%$, = mais le capitaliste perdrait 16 thalers et n'obtiendrait plus que 184, ou 4 thalers de profit pour 180 = $^1/_{45}$ de 180 = $2\ ^2/_9\ \%$; il perdrait $8\ ^8/_9$. Admettons, enfin, que le capitaliste vende la livre de filés pour 4 $^1/_2$ thalers, et les 40 à 180, son profit serait = 0;	$8\ ^8/_9\ \%$ (= 16)	$8\ ^{48}/_{119}\ \%$ (1 thaler 18 sous.)
	profit = 0 (perte = $11\ ^1/_9\ \%$)	
Le consommateur recevrait en cadeau le temps de surtravail de son ouvrier : le gain de l'ouvrier serait de $^1/_2$ thaler par livre, soit $^4/_2$ thalers, ou 2 thalers; or, 2 thalers sur 20 = 10 %.		10 % (2 thalers) (même pas $^1/_2$ livre de filés.)

En revanche, si le capitaliste avait augmenté le salaire de 10 % — de 20 à 22 thalers — à la suite par exemple d'une demande de travail supérieure à l'offre, et s'il vendait toujours la livre de filés à sa valeur, soit 5 thalers, son profit ne baisserait que de 2 thalers, de 200 à 198, soit 1 % : son profit serait toujours de 10 %.

Il s'ensuit que si tel capitaliste, pour faire plaisir à M. Proudhon, vendait ses marchandises à leur coût de production sans faire de profit, il se produirait tout simplement un *transfert* de plus-value, ou de temps de sur-

travail, du capitaliste A à B, C, D, etc. En ce qui concerne l'ouvrier, son profit — c'est-à-dire sa participation à son propre surtravail — se limiterait dans le meilleur des cas, à la partie du salaire qu'il consomme dans la marchandise dépréciée : s'il lui consacrait tout son salaire, ce gain ne pourrait dépasser le rapport du travail nécessaire au produit total (dans notre exemple ci-dessus 20 : 200 = $^1/_{10}$; or, $^1/_{10}$ sur 20 = 2 thalers).

Le cas des autres ouvriers est semblable. Ils profitent de la marchandise dépréciée dans la mesure où : 1° leur consommation porte sur cette marchandise; 2° leur salaire, déterminé par le travail nécessaire, est d'un montant plus ou moins élevé. Si la marchandise dépréciée était par exemple le blé — aliment de base — le producteur de cette denrée, le fermier, ne tarderait pas à s'apercevoir que le salaire de l'ouvrier a cessé d'être le salaire nécessaire; il est au-dessus de son niveau, il faut donc le baisser; les ouvriers auraient donc finalement augmenté uniquement la plus-value des capitaux **a**, **b**, **c**, etc. et le surtravail dans ces branches.

Admettons 5 capitalistes A, B, C, D, et E, ce dernier produisant une marchandise consommée uniquement par les ouvriers. E réaliserait donc uniquement son profit en échangeant sa marchandise contre du salaire; mais, comme celui de tous les autres capitalistes, son profit ne proviendrait pas de l'échange de sa marchandise contre l'argent des ouvriers, mais de l'échange de son capital contre du travail vivant. Admettons que, dans les 5 branches, le rapport du travail nécessaire soit le même : $^1/_5$, et que le surtravail y soit de $^1/_5$ également, si bien que le capital constant = $^3/_5$. Le capitaliste E échange son produit contre $^1/_5$ de chacun des autres capitaux et verse les derniers $^1/_5$ en salaire. Il ne gagnerait rien sur ses salaires comme nous l'avons vu; ou plutôt son profit ne proviendrait pas de ce qu'il donne $^1/_5$ de son capital en monnaie aux ouvriers qui lui rachètent la même valeur en produits, car il ne tire pas son profit de l'échange avec eux, en tant que consommateurs ou centres de la circulation.

A ce titre, toute la transaction se limite au fait qu'il leur donne son produit sous forme d'argent et qu'ils le lui rendent dans une partie aliquote exactement semblable du produit. Avec les ouvriers de A, B, C, D, il n'est pas dans le rapport capitaliste-ouvrier, mais dans le rapport M - A, de vendeur à acheteur. D'après notre hypo-

thèse, les ouvriers de A, B, C, D ne consomment aucun produit de leurs propres capitalistes; D échange $^1/_5$ du produit avec A, B, C et E, soit les $^4/_5$ de son produit, mais cet échange est, par un détour, le salaire que A B, C et D paient à leurs ouvriers. Chacun d'eux verse à ses ouvriers une somme correspondant à $^1/_5$ de leur produit, et les ouvriers achètent les marchandises de E pour les $^4/_5$ de la valeur de son produit, ou capital. Cet échange avec E n'est donc qu'une forme indirecte de l'avance d'une partie du capital à titre de travail nécessaire; c'est une *déduction* de leur capital. Ils ne peuvent donc rien y gagner.

Le profit dérive de la valorisation des autres $^4/_5$ de leur capital, et cette valorisation consiste précisément dans le fait que, grâce à l'échange, chacun obtient en retour, sous une autre forme, le travail matérialisé dans son produit. Etant donné qu'il existe entre eux une division du travail, chacun obtient en remplacement les $^3/_5$ en capital constant (matières premières et moyens de travail). C'est de la valorisation réciproque des derniers $^1/_5$ que découle le profit, — valorisation du surtravail et réalisation de la plus-value. Il n'est pas indispensable que D échange les $^4/_5$ avec les autres. A titre de capitalistes, ils sont, en effet, de grands consommateurs et ne vivent pas de l'air du temps, bien qu'ils ne vivent pas de leur travail et n'aient rien d'autre à échanger ou à consommer que le travail d'autrui. C'est dire que, pour leur consommation, ils échangent les $^1/_5$ représentant le temps de surtravail produit par le capital.

Supposons que chacun consomme un $^1/_5$ de cet $^1/_5$, soit $^1/_{25}$, sous la forme de son propre produit. Il reste alors encore $^4/_{25}$; or il faut, au travers de l'échange, soit les valoriser, soit les convertir en valeur d'usage pour leur propre consommation. Ainsi A échange $^2/_{25}$ contre B, $^1/_{25}$ contre C, $^1/_{25}$ contre E, la même chose se passe pour B, C, E *.

(*) Passage barré : Admettons que **A** tisse et file du coton, que **B** plante du coton, que **C** produise des machines, et **D** du fer. Dans notre hypothèse, **E** produit uniquement les denrées nécessaires aux ouvriers; **D** produit tous les combustibles utilisés par les capitalistes **A. B, C, D, E. C** produit tous les vêtements, **B** tous...

Dans notre hypothèse, chaque capital prévoit 1/5 pour les moyens de subsistance des ouvriers, 2/5 pour les matières premières, 1/5 pour les machines, 1/5 pour le surtravail, quant à la partie dont dispose le capitaliste...

L'hypothèse que nous avons formulée, à savoir que le capitaliste **E** réalise tout son profit grâce à l'échange contre le salaire, est la plus favorable et exprime de la seule façon juste la manière dont le capital réalise, *dans l'échange* et au travers de la consommation de l'ouvrier, la plus-value créée dans la *production*.

Mais, alors, les capitaux **A, B, C, D** ne peuvent réaliser leur valeur qu'en procédant à des échanges entre eux. Le capitaliste **E** ne consomme absolument rien de sa propre marchandise, étant donné qu'il en verse $^1/_5$ à ses ouvriers et échange le reste par fractions de $^1/_5$ avec les autres capitalistes, **A, B, C** et **D**. Ceux-ci ne font aucun profit dans l'échange de cette fraction de $^1/_5$ qui leur sert à payer leurs ouvriers.

Nous avons supposé les rapports suivants : $^2/_5$ de matières premières, $^1/_5$ de machines, $^1/_5$ de moyens de subsistances pour les ouvriers, $^1/_5$ de surproduit, dont une partie fait vivre Messieurs les capitalistes et dont le reste sert à réaliser la plus-value. Le produit total de chacun est de 100; **E** produit les moyens de subsistance des ouvriers; 2 capitalistes, **A** et **B**, produisent les matières premières pour tous les autres; 1 capitaliste, **C**, produit les machines, et *D* le surproduit. Nous aurons donc les comptes suivants (le fabricant de machines, etc. doit produire chaque partie de la marchandise pour lui-même) :

	Salaire	Matière première	Machine	Surproduit		
A *Fabricant de matières premières :*	20	40	20	20	= 100	(2 $^1/_2$)
B *Idem :*	20	40	20	20	= 100	(2 $^1/_2$)
C *Fabricant de machines :*	20	40	20	20	= 100	(2 $^1/_2$)
E *Denrées pour les ouvriers :*	20	40	20	20	= 100	(2 $^1/_2$) *
D *Producteur du surproduit :*	20	40	20	20	= 100	
	(10	20	10	10	= 50) *.	

(*) Les chiffres que nous avons mis entre parenthèses correspondent à une seconde éventualité, *cf.* la suite du texte. Il est évident que si l'on veut obtenir un total de 102 1/2, le surproduit doit être de 22 1/2; mais nous avons renoncé à ajouter une seconde colonne de (2 1/2) à celle du surproduit. (*N. du Tr.*).

E échange donc tout son produit (100) contre les 20 de salaire de ses propres ouvriers et de tous les autres capitalistes : il reçoit en échange 40 pour les matières premières, 20 pour les machines et 20 pour les moyens de subsistance de ses ouvriers, tandis qu'il lui reste 20 pour acheter le surproduit, dont il vit. Il en va de même pour les autres. Leur plus-value constitue $^1/_5$, ou 20, qu'ils échangent contre le surproduit. S'ils consommaient tous le surproduit, leur situation serait la même à la fin qu'au début, et la plus-value de leur capital n'augmenterait pas. Mais supposons qu'ils ne consomment que 10, ou $^1/_{10}$, c'est-à-dire la moitié de la plus-value. Comme tous les autres, le producteur du surproduit D consommerait 10 en moins : en tout, il ne vendrait donc que la moitié de sa marchandise, soit 50. Il ne pourrait recommencer sa production dans les mêmes conditions.

Admettons qu'il produise seulement 50 d'articles de consommation et 50 d'argent. Chacun des capitalistes A, B, C, D, E accumulerait 10 d'argent, qui représenteraient la plus-value non consommée. Ces thalers ou 50 en tout, ne pourraient être valorisés que si l'on disposait de travail nouveau. Pour produire plus de matières premières, A et B ont besoin de 4 thalers de travail additionnel vivant, et comme ils n'ont pas de nouvelles machines pour le mettre en œuvre, il leur faudra davantage de main-d'œuvre, mettons pour 6 thalers. Sur les 400 thalers de matières premières, machines, moyens de subsistance nécessaires, il faudra ajouter 50 thalers de denrées pour les capitalistes. Mais, à présent, chaque capitaliste dispose d'un surproduit de 10, dont 4 en matières premières, 2 en moyens de subsistance nécessaires; sur tout cela, il gagne 2 thalers (comme précédemment il gagnait 100 avec 80). D a gagné 10 sur 40, et pourra donc augmenter sa production en proportion, soit de 5. L'année suivante, il produira 7 $^1/_2$, soit 57 $^1/_2$.

On pourra, selon le cas, développer cet exemple ultérieurement. De toute façon, sa place n'est pas ici. Quoi qu'il en soit, il est clair que la valorisation se réalise ici par l'échange entre les capitalistes eux-mêmes. Bien que le capitaliste E ne produise que pour la consommation des ouvriers, il échange, sous forme de salaire, $^1/_5$ de son capital avec chacun des autres capitalistes. De même, A, B, C, D échangent avec E, non pas directement, mais indirectement puisque chacun d'eux lui demande $^1/_5$ pour les moyens de subsistance de ses ouvriers. La valo-

risation consiste en ce que chacun échange son propre produit contre une partie aliquote du produit des 4 autres, si bien qu'une partie du surproduit va à la consommation du capitaliste, tandis qu'une autre est convertie en capital additionnel en vue de mettre en mouvement du travail nouveau. La valorisation, c'est la *possibilité réelle* d'une valorisation plus grande — production accrue de valeurs nouvelles.

On voit clairement ici que **E** et **D** (le premier pour les moyens de subsistance des ouvriers, et le second pour les marchandises consommées par les capitalistes) auraient trop produit, l'un par rapport à ce qui revient aux ouvriers, et l'autre par rapport à ce qui revient aux capitalistes; en d'autres termes, ils auraient produit trop par rapport à l'augmentation nécessaire du capital, augmentation dont la limite minimale est déterminée par l'intérêt.

La *surproduction générale* ne provient pas de ce que les ouvriers ou les capitalistes consomment relativement *trop peu* de marchandises, mais de ce que leur production est trop forte : *elle n'est pas trop forte pour la consommation,* mais pour le *juste rapport entre consommation et valorisation.* La production est *trop forte pour la valorisation.*

Limites de la production capitaliste. — Rapport entre le surtravail et le travail nécessaire. Proportion du surplus consommé par le capital au surplus converti en capital. — Dévalorisation au cours des crises.

En d'autres termes, à un stade donné du développement des forces productives (dont dépend le rapport entre le travail nécessaire et le surtravail), le produit se divise selon un rapport fixe en une partie correspondant aux matières premières, machines, travail nécessaire, surtravail; le surproduit lui-même se divise en une partie affectée à la consommation, et une autre reconvertie en capital. Cette division de la substance du capital se manifeste comme suit : dans l'échange entre les capitaux, certaines proportions se déterminent de manière fixe, bien qu'elles soient en modification constante au cours de la production.

Nous aurons par exemple les rapports suivants : $^2/_5$ de matières premières, $^1/_5$ de machines, $^1/_5$ de salaire, de surproduit dont la moitié est destinée à la consom-

mation, et l'autre à la production nouvelle. Cette subdivision au sein du capital apparaîtra dans l'échange — distribution entre les 5 capitaux. De toute évidence, on obtient ainsi la somme des échanges possibles en même temps que les proportions dans lesquelles chacun de ces capitaux doit échanger et produire.

Admettons que le rapport entre le travail nécessaire et la partie constante du capital soit de $^1/_5$: $^3/_5$, comme dans l'exemple ci-dessus. Nous avons vu que le capital qui travaille à la fois pour la consommation des capitalistes et celle des ouvriers ne peut pas être plus grand que les $^1/_5 + {}^1/_{10}$ soit 1 $^3/_{10}$ des 5 capitaux, dont chacun représente 1. On obtient en outre, le rapport dans lequel chaque capital doit échanger avec l'autre, qui représente ainsi un élément de lui-même, et enfin, le rapport dans lequel chacun doit échanger en général. Si le rapport — que nous considérons comme fixe — est, par exemple, de $^2/_5$ pour les matières premières, les capitalistes producteurs de matières premières ne pourront jamais trouver à échanger $^3/_5$. (Par exemple les semences dans l'agriculture.) L'échange donne, en apparence, un caractère indifférent à ces éléments mutuellement déterminés : ils y existent indépendamment les uns des autres, mais leur nécessité interne *apparaît* au moment des crises qui met brutalement fin à leur apparente indifférence mutuelle.

Une révolution dans les forces productives *modifie* aussi bien les proportions que les rapports eux-mêmes : sur la base du capital, et donc aussi de la valorisation au travers de l'échange, ils reposent *toujours sur le rapport entre le travail nécessaire et le surtravail*, ou si l'on veut entre les différents éléments du travail matérialisé et le travail vivant.

Comme nous l'avons montré ci-dessus, il est possible que le capital et la main-d'œuvre, libérés à la suite de l'augmentation des forces productives, doivent rester en friche, parce qu'ils ne sont pas créés en proportion des besoins de la production sur la base des forces productives nouvellement développées. Si la production se poursuit sans qu'on en tienne compte, il est inévitable qu'on aura finalement dans l'échange un moins d'un côté et un plus de l'autre, une grandeur négative.

La limite, c'est toujours que l'échange — et donc la production — continue de s'effectuer selon le rapport fixe entre le surtravail et le travail nécessaire, ce qui équivaut à une même valorisation du capital.

Le second rapport, c'est la proportion entre la partie du surproduit consommée par le capital et celle qui est reconvertie en capital. Il se trouve qu'elle est déterminée par le rapport précédent. 1° *Le montant de ces deux parties dépend du rapport primitif;* 2° si la création de la plus-value du capital repose sur la création de surtravail, l'accroissement du capital en tant que tel dépend de la conversion d'une partie de ce surproduit en capital additionnel (l'accumulation, c'est son accroissement constant : sans elle, le capital cesserait de constituer la base de la production, puisqu'il stagnerait et ne serait plus un élément de progrès indispensable, ne serait-ce qu'en raison de la progression normale de la population). Si la plus-value était purement et simplement consommée, le capital *ne* se serait *pas* valorisé ni produit en tant que capital, en tant que valeur créatrice de valeur.

Nous avons vu que, si 40 livres de filés valant 200 thalers, parce qu'ils contiennent ce montant de travail objectivé, s'échangeaient contre 198 thalers, le fabricant de filés ne perdrait pas seulement 1 $^1/_9$ % de son profit : son produit serait dévalorisé et vendu *au-dessous* de sa valeur réelle, bien que son *prix* de vente lui laisse tout de même un profit de 10 %. Par ailleurs, le producteur d'argent empocherait 2 thalers de capital libéré. Néanmoins, il y a eu une dévalorisation si l'on considère la somme globale. En effet, la somme est de 398 thalers, au lieu de 400, puisque dans les mains du producteur d'argent les 200 thalers de filés n'en valent pas plus de 198. Pour lui, c'est comme si la force productive de son capital avait augmenté : avant comme après, un même travail s'est matérialisé en 200 thalers, mais 2 thalers sont passés pour lui du compte des dépenses nécessaires à celui de la plus-value; bref, le travail nécessaire lui a coûté 2 thalers de moins.

Il n'y aurait pas de dévalorisation de la somme globale, si le producteur d'argent pouvait revendre 200 thalers les 40 livres de filés qu'il a achetés pour 198 thalers. Il toucherait alors 202 thalers, en admettant qu'il vende les 40 livres de filés à un fabricant de soie en échange de la valeur de 200 thalers de soie. Les 40 livres de filés seraient ainsi vendues à leur valeur réelle, sinon par leur producteur, du moins par leur acheteur.

Le total des comptes s'établirait comme suit : 3 produits sont échangés; chacun d'eux contient un travail matérialisé d'une valeur de 200 thalers, soit un *total*

de valeur des capitaux égal à 600. A est le fabricant de filés, B le producteur d'argent, et C le fabricant de soie. A touche 198, B 202 (soit 2 d'excédent par rapport au premier échange) et 200 en soie, C 200. *Somme totale :* 600. Dans ce cas, la valeur totale des capitaux est restée la même, il y a eu un simple déplacement, en ce sens que B a encaissé en plus la partie de la valeur que A a eue en moins.

Si A, le fabricant de filés, ne pouvait vendre qu'à concurrence de 180 (ce que lui a coûté le filé) et ne pouvait trouver acquéreur pour la valeur des autres 20 thalers, le travail matérialisé en ces 20 thalers aurait perdu toute valeur. C'est comme s'il cédait les 200 pour 180 thalers. Si A a été contraint à cette opération en raison de la surproduction de filés, B lui-même ne pourra pas recevoir plus de 180 thalers pour les 40 livres de filés, le résultat sera donc pour B qu'il a libéré 20 thalers de son capital. Il a entre les mains une plus-value relative de 20 thalers, mais en valeur absolue — quantité échangeable de temps de travail matérialisé — 40 livres de filés pour 180 thalers et 20 thalers de capital libéré. Pour lui, ce serait comme si les coûts de production du filé avaient baissé; autrement dit, à la suite d'un accroissement de la force productive du travail, il y aurait 20 thalers de temps de travail en moins dans les 40 livres de filés ou, si la journée de travail coûtait 4 thalers, il faudrait 5 jours de moins pour transformer le coton en 40 livres de filés. Bref, il aurait échangé une quantité moindre de travail matérialisé dans l'argent contre une quantité supérieure dans le filé. La somme totale des valeurs serait de 380 au lieu de 400 thalers. Il y a donc *dévalorisation globale* de 20 thalers, ou destruction d'un capital de 20 thalers.

On assiste donc à une *dévalorisation générale,* bien que la *dépréciation* — due au fait que le fabricant de filés vende ses 40 livres pour 180 au lieu de 200 — se manifeste de l'autre côté sous forme de valeur accrue de l'argent; autrement dit, la dépréciation du filé s'effectue par rapport à l'argent. En fait, une dépréciation générale des prix implique toujours une augmentation de valeur de la monnaie, c'est-à-dire de la marchandise servant à mesurer toutes les autres.

En période de crise — dépréciation générale des prix — il se produit, en proportions variables, une *dévalorisation générale* en même temps qu'une *destruction de*

capital. Tout comme la *dépréciation,* la dévalorisation peut être non seulement relative, mais *générale* et absolue.

A la différence du prix, la valeur n'exprime pas seulement le rapport d'une marchandise avec toutes les autres, mais encore le rapport entre le prix de la marchandise et le travail matérialisé en elle, ou entre une quantité de travail matérialisé de même qualité et d'autres de ces quantités. Dès lors que ces quantités ne sont pas égales, la *dévalorisation* n'est pas compensée par une augmentation de valeur de l'autre côté, puisque cet autre côté exprime du travail matérialisé de quantité fixe et non modifiable.

Au cours des crises, cette dévalorisation frappe même la force de travail vivante. Comme nous y avons fait allusion plus haut, la destruction de la valeur et du capital lors des crises correspond à un accroissement général des forces productives. Cependant cela n'est pas dû à une augmentation réelle de la force productive du travail (nous n'avons pas à étudier ici dans quelle mesure celle-ci résulte des crises), mais à l'effet de celle-ci, la diminution de valeur des matières premières, des machines et de la force de travail. Ainsi le fabricant de coton perd du capital au travers de ses produits (filés par exemple), mais par ailleurs il achète à un prix moindre une même valeur de coton, travail, etc. C'est exactement comme si pour lui la *valeur réelle* du travail, du coton, etc. avait diminué, c'est-à-dire comme si on les avait produits meilleur marché à la suite d'un accroissement de la force productive du travail.

De la même façon, une soudaine augmentation générale des forces productives dévalorise relativement toutes les *valeurs existantes,* qui ont été produites à un stade inférieur des forces productives du travail, et détruit du capital ainsi que la force de travail existante. La crise provoque en outre une diminution réelle de la production et du travail vivant, et ce, afin de rétablir le rapport approprié entre le travail nécessaire et le surtravail, base de toute la production capitaliste en fin de compte.

Il est donc parfaitement faux d'affirmer comme lord Overstone (182), authentique usurier et homme d'argent, que les crises ne signifient rien d'autre que des *profits énormes pour les uns et des pertes terribles pour les autres* (Angl.).

A l'issue du procès de production, le capital redevient argent.

L'échange ne modifie en rien les conditions inhérentes à la valorisation. Il ne fait que les projeter à l'extérieur, en leur donnant une forme autonome et en présentant l'unité comme une simple nécessité interne (c'est pourquoi celle-ci se manifeste brutalement dans les périodes de crise). Ainsi donc, c'est la nature même du capital qui suscite ces deux mouvements : dévalorisation du capital dans le procès de production; abolition et rétablissement des conditions permettant la valorisation du capital.

La dynamique réelle pourra seulement être étudiée, lorsque nous passerons à l'analyse des capitaux *réels*, c'est-à-dire à la concurrence, etc., bref lors de l'analyse des conditions réelles. Mais nous n'avons pas à le voir ici. Au demeurant, la production du capital en tant que tel cesserait d'exister s'il n'y avait pas d'échange, car il n'y a pas de *valorisation* sans échange. Si l'échange était supprimé, il suffirait de mesurer les *valeurs d'usage*, et c'est tout ce qui compterait.

Au travers du procès de production, 1° le capital s'est valorisé, c'est-à-dire a créé une valeur additionnelle; puis 2° s'est dévalorisé, c'est-à-dire est passé de la forme monétaire en celle d'une marchandise déterminée; enfin 3° se valorise en même temps que sa valeur additionnelle, en remettant le produit dans la circulation et en l'échangeant comme M contre A. Les véritables difficultés de ce troisième procès n'existent que *potentiellement* au niveau où nous en sommes, à savoir l'analyse du capital en général : elles ne peuvent donc être surmontées que *virtuellement*. Le produit se trouve donc reconverti en argent.

Le capital revêt donc de nouveau la forme de l'argent, argent sous la détermination *nouvelle* de *capital réalisé*, et non simple réalisation du prix de la marchandise. En d'autres termes, la marchandise réalisée dans le prix est maintenant du capital réalisé. Nous analyserons ultérieurement cette nouvelle détermination de l'argent, ou plutôt du capital sous forme d'argent. De par sa nature, l'argent mesure d'abord la valeur additionnelle du capital en convertissant le capital en argent; autrement dit, il se retrouve dans sa première fonction d'étalon général

des marchandises pour calculer à présent la plus-value — mesure de valorisation du capital.

En revêtant la forme de l'argent, cette valorisation se mesure à elle-même; elle semble avoir sa mesure en elle-même.

Le capital était à l'origine de 100 thalers, il est à présent de 110 : la mesure de sa valorisation résulte de sa propre forme, comme proportion existant entre le capital primitif et le capital échangé à l'issue du procès de production (revenu à sa forme monétaire). Il ne s'agit pas d'un rapport entre deux éléments de qualité différente — travail matérialisé et travail vivant —, ou entre le travail nécessaire et le surtravail produit. En revêtant la forme monétaire, le capital est posé dans la première fonction de l'argent, comme étalon de la valeur. Mais, ici, cette valeur est sa propre valeur, ou l'étalon d'elle-même, une négation (183). Nous reviendrons ultérieurement sur ce point (lors de l'analyse du profit).

La seconde forme de l'argent est celle de moyen de circulation : à ce titre, la forme monétaire du capital n'est qu'un moment fugitif lors de son échange. Mais, contrairement à ce qui se passe lorsque l'argent proprement dit sert de moyen de circulation, cet échange ne porte pas sur des marchandises destinées à la consommation — valeurs d'usage —, mais sur des valeurs d'usage bien déterminées, d'une part les matières premières et les machines, et d'autre part la force de travail vivante, grâce auxquelles le capital peut recommencer un nouveau cycle. Sous cette forme, il est capital circulant (nous y reviendrons plus tard).

Après avoir revêtu la forme du moyen de circulation, le capital est *posé* comme capital proprement dit, et prêt à commencer le procès de production : c'est ce point que nous devons approfondir à présent.

Dans sa première fonction — étalon —, la *valeur additionnelle* est certes mesurée, mais la différence est purement formelle : au lieu de surtravail, c'est de l'argent, surtravail matérialisé dans une marchandise déterminée. Cette valeur additionnelle subit, à son tour, un changement de nature *qualitative,* — tout comme la grandeur de mesure elle-même, ainsi que nous le verrons plus tard. Au reste, en tant que moyen de circulation, la disparition de la forme monétaire n'est que *formelle.* Elle ne devient *essentielle* qu'après avoir accompli non seulement la première rotation, mais la seconde. Le seul résul-

tat, c'est que nous voilà de nouveau au début du *procès de valorisation.* Nous reprenons donc notre développement à *ce point.*

La troisième forme de l'argent est celle de la valeur autonome en opposition à la circulation. Le capital a cette forme, non pas lorsqu'il est marchandise sortant du procès de production pour être échangé contre de l'argent, mais lorsqu'il est marchandise sous forme de valeur se rapportant à elle-même et qu'il pénètre dans la circulation. (*Capital et intérêt*). Cette troisième forme implique l'existence du capital sous ses formes antérieures, elle constitue aussi le passage du *capital* aux *capitaux particuliers,* réels; en effet, sous cette dernière forme, le capital se divise, de par sa nature même, en deux capitaux autonomes. Dans cette dualité réside aussi sa multiplicité. *Telle est la marche de son développement* (Fr.).

Une simple remarque, avant de continuer. Le *capital en général* est, certes, contrairement aux capitaux particuliers, 1° *une simple abstraction;* mais ce n'est pas une abstraction arbitraire; elle représente la *differentia specifica* du capital en opposition à toutes les autres formes de la richesse ou modes de développement de la production (sociale). Ses caractéristiques générales se retrouvent dans chaque capital; elles font de chaque somme de valeurs un capital. Les différences au sein de cette abstraction sont autant de particularités abstraites caractérisant toute espèce de capital, soit positivement, soit négativement (par exemple, capital fixe ou capital circulant); 2° le capital en général a une existence *réelle,* différente de tous les capitaux particuliers et réels.

L'économie ordinaire le reconnaît, même si elle n'y a rien *compris.* Elle en fait un élément important de sa théorie des compensations, etc. Ainsi, le capital a une *forme générale* bien qu'il appartienne à des capitalistes particuliers : sous cette *forme élémentaire,* le capital s'accumule dans les banques ou est distribué par elles et, selon l'expression de Ricardo (184), se répartit de façon admirable en proportion des besoins de la production. Sous forme de prêt, c'est un levier entre les différents pays. L'une des lois du capital en général, c'est que, pour se valoriser, il doit se poser sous une forme double, — ce qui lui permet une double valorisation. Ainsi, le capital de la nation qui représente par excellence le capital vis-à-vis des autres, est prêté à une tierce nation pour se valoriser. Ce dédoublement, ce rap-

port à soi-même comme à un tiers, devient bougrement réel dans ce cas.

Si le général est une *differentia specifica pensée*, il est aussi par ailleurs une forme réelle *particulière* à côté de la forme du particulier et de l'individuel (185).

Nous reviendrons plus tard sur ce point qui, quoique d'un caractère plus logique qu'économique, a néanmoins une grande importance dans le progrès de notre recherche (186) (Fr.). Il en va de même en algèbre. Ainsi, **a**, **b**, **c**, **d** sont des nombres en général; mais, par la suite, ce sont des nombres entiers en opposition à **a**/**b**, **b**/**c**, *c*/**b**, *c*/**a**, **b**/**a**, etc. qui les supposent alors en tant qu'éléments généraux.

> *Le surtravail, ou plus-value, devient capital additionnel. Toutes les conditions apparaissent maintenant comme des résultats du travail (salarié). Le procès de réalisation du travail est en même temps son procès de déréalisation.*

La valeur additionnelle est donc posée de nouveau comme capital; en tant que travail matérialisé, elle entre dans le procès d'échange avec le travail vivant. Elle se divise donc en une partie constante (les conditions objectives du travail, matières premières et machines) et en une partie destinée à la condition subjective du travail, autrement dit aux moyens de subsistance nécessaires, à la force vivante du travail.

Lorsque le capital apparaît pour la seconde fois sous cette forme, certains points qui, la première fois, étaient parfaitement obscurs, deviennent clairs, ainsi l'argent passant de sa forme de valeur en celle de capital. La solution est donnée par le procès de valorisation et de production. La première fois, les *présuppositions* du capital étaient issues de la circulation; les conditions de la genèse du capital apparaissaient comme extérieures à ce dernier, voire étrangères à sa nature, si bien qu'on ne pouvait les expliquer à partir du capital lui-même. Mais, à présent, elles ne lui sont plus *extérieures*, puisqu'elles constituent des éléments de son mouvement; qui plus est, il les présuppose désormais lui-même comme ses propres éléments, abstraction faite de leur genèse historique.

Au sein du procès de production, la plus-value créée sous la pression du capital apparaissait comme *surtravail*, et même comme travail vivant (qui ne peut rien

créer à partir de lui-même, puisqu'il doit trouver devant lui les conditions matérielles de sa réalisation).

Ce *surtravail* apparaît maintenant matérialisé dans le *surproduit,* et celui-ci se divise en deux parties afin d'être à même de se valoriser en tant que capital : les *conditions de travail objectives* (matières premières et instruments); la *condition subjective* (moyens de subsistance du travail vivant à mettre en œuvre). Il va de soi que la présupposition générale est la valeur sous la forme universelle du travail matérialisé, et notamment du travail matérialisé sortant de la circulation.

En outre, le surproduit dans sa totalité, objectivation de tout le surtravail, devient maintenant du *capital additionnel* (par rapport au capital primitif, c'est-à-dire antérieur à la dernière rotation); autrement dit, il devient une valeur d'échange autonome en face de sa *valeur d'usage spécifique :* la force de travail vivante.

Tous les éléments de la production sont maintenant réunis en face de la force de travail vivante comme des *forces extérieures et étrangères* qui l'utilisent et la consomment dans des conditions *indépendantes* d'elle; mais on constate, en même temps, qu'ils sont *le produit et le résultat du travail vivant* (222).

1° *La plus-value,* ou *surproduit,* n'est rien d'autre qu'une somme déterminée du travail vivant matérialisé, somme de surtravail. Cette *valeur* nouvelle qui, en tant que capital autonome, fait face au travail vivant et s'échange contre lui, est le *produit du travail.* Elle n'est rien d'autre que l'*excédent* — sous forme matérialisée, et donc de *valeur — de l'ensemble du travail par rapport au travail nécessaire.*

2° Les figures particulières que cette valeur doit revêtir pour se valoriser de nouveau, c'est-à-dire pour devenir capital, sont d'une part la matière première et l'instrument, et d'autre part des moyens permettant à l'ouvrier de subsister au cours du procès de production. Or, ce ne sont là que des figures *particulières* du surtravail, puisque celui-ci produit la matière première et les machines dans des proportions telles qu'une somme déterminée de travail nécessaire — moyens de subsistance équivalant à sa valeur et servant à le reproduire — puisse se matérialiser de nouveau en elles.

Bref, le surtravail contient la dualité des conditions objectives et subjectives de sa conservation et de sa reproduction perpétuelles. Mais, en outre, il doit permet-

tre à l'ouvrier de reproduire ses conditions matérielles, en posant d'emblée la matière première et l'instrument dans des proportions telles qu'il puisse y réaliser du *surtravail*, en sus de son *travail nécessaire*, en en faisant la matière de valeurs *nouvelles*. Les conditions objectives du *surtravail* correspondent à la fraction de matière première et d'instrument en sus des moyens de reproduction du travail nécessaire, mais, les conditions objectives du travail nécessaire se divisent, elles aussi, en moyens objectifs et subjectifs, en éléments matériels et en éléments subjectifs (moyens de subsistance du travail vivant), si bien qu'elles apparaissent à présent comme le produit, le résultat, la forme objective et l'existence extérieure du surtravail. A l'origine, en revanche, elles apparaissaient étrangères au travail vivant : c'était le fait du capital si l'instrument et les moyens de subsistance existaient dans une proportion permettant au travail vivant de se réaliser à la fois comme *travail nécessaire* et *surtravail*.

3° La valeur autonome et existant pour soi en face de la force de travail vivante (c'est-à-dire le capital) représente l'indifférence de l'objet en soi; elle fait que les conditions objectives du travail sont *étrangères* à la force de travail vivante. Tout cela va si loin que les conditions matérielles de la personne de l'ouvrier existent en dehors et en face de lui; qui plus est, elles sont personnifiées dans le capitaliste, qui a une volonté et un intérêt propres. La propriété, c'est-à-dire les conditions matérielles, est donc entièrement dissociée et séparée de la force de travail vivante. Les moyens de production lui font face en tant que *propriété d'autrui*, réalité d'une autre personne juridique, domaine absolu de sa volonté. C'est ainsi que le travail apparaît comme du travail étranger en face du capitaliste qui personnifie la valeur ou les conditions du travail.

Cette séparation absolue entre la propriété et le travail, entre la force de travail vivante et les conditions de sa réalisation, entre la valeur et l'activité créatrice de valeur fait que le contenu même du travail est étranger à l'ouvrier. Mais à présent, cette séparation apparaît, elle aussi, comme le résultat du travail lui-même : c'est la matérialisation des différents éléments du travail. En effet, au travers du nouveau procès de production qui suit et confirme l'échange entre le capital et le travail vivant, le surtravail, et donc la plus-value, le surproduit, et même

le résultat tout entier du travail (surtravail et travail nécessaire) sont posés sous forme de capital, c'est-à-dire indépendamment de la force vivante, simple valeur d'usage en opposition à la valeur d'échange.

La force de travail vivante s'approprie uniquement les conditions subjectives du travail nécessaire (moyens de subsistance de la force productive du travail) : elle se reproduit donc comme simple force de travail séparée des conditions de sa réalisation. Qui plus est, elle a posé ces conditions en face d'elle comme des *choses,* des *valeurs* s'incarnant en une personne étrangère qui la domine.

Non seulement, l'ouvrier ne sort pas plus riche du procès de production, mais en sort plus pauvre qu'il n'y est entré. En effet, il n'a pas seulement réalisé les conditions pour que le travail nécessaire appartienne au capital; mais la possibilité, subsistant dans l'ouvrier, de créer de la valeur existe maintenant dans la valeur additionnelle, le surproduit, bref dans le capital, qui domine la force de travail vivante; c'est une valeur autonome, douée de force et de volonté en face de sa pauvreté abstraite et privée de toutes les choses, pure subjectivité. Il n'a pas seulement produit la richesse pour autrui et le dénûment pour lui-même, mais encore le rapport de cette richesse à la pauvreté de l'ouvrier : en consommant la force de travail, le capital bénéficie de nouveaux esprits de vie et s'enrichit de nouvelles valeurs.

Tout cela découlait de l'échange dans lequel le capital donnait une quantité de travail matérialisé contre la force de travail vivante de l'ouvrier : mais, à présent, ce travail matérialisé apparaît comme le *propre produit de l'ouvrier* qui a créé les conditions extérieures à son existence, l'autonomie de ces conditions matérielles en opposition à lui-même. Si, l'ouvrier s'est objectivé lui-même, cette objectivation n'est en fait qu'une puissance matérielle, indépendante de lui et le dominant, bien qu'elle soit produite par son activité à lui.

Dans le *capital additionnel,* tous les éléments sont le produit du travail d'autrui, que ce soit le surtravail étranger converti en capital et les moyens de subsistance pour le travail nécessaire, ou que ce soit les matières premières et les instruments en vue de la reproduction, par le travail nécessaire, de la valeur échangée contre les moyens de subsistance d'une part, et en vue de la création d'un nouveau surtravail à partir de la quantité

nécessaire de matières premières et d'instruments d'autre part.

Quand, au début, nous avons analysé le procès de production, il pouvait sembler que le capital avait en propre une certaine valeur tirée de la circulation. A présent, cette apparence s'efface. Les conditions matérielles apparaissent clairement comme le produit du travail aussi bien sous leur forme de valeur d'échange que sous celle de valeur d'usage pour la production. Mais, si le capital apparaît ainsi comme le produit du travail, le produit du travail apparaît tout autant comme capital. Ce n'est plus seulement un simple produit, ni une valeur échangeable, mais du *capital*, travail matérialisé dominant et commandant le travail vivant. Le capital apparaît également comme produit du travail, parce que ce produit est *propriété d'autrui*, mode d'existence autonome en face du travail vivant; parce que le produit du travail, le travail matérialisé, est doté par le travail vivant d'une âme propre si bien qu'il se fixe en face de l'ouvrier comme une *puissance étrangère* (187).

L'ouvrier voit son activité au sein du procès de production sous l'angle suivant : il rejette constamment de lui, telle une réalité étrangère, ce qu'il réalise sous forme de conditions objectives. C'est pourquoi il apparaît comme une pure force de travail privée de toute substance, mais pourvue de besoins en face de cette réalité qu'il ne crée pas pour lui, mais pour un autre. Cette réalité du travail n'existe pas pour lui, mais pour un autre, elle n'est donc pas sa réalité à lui, mais celle d'un autre qui s'oppose à lui. Ce procès de réalisation est donc le procès de déréalisation du travail.

Le travail est objectif, mais il crée l'objectivité comme son non-être à lui, ou comme l'existence de sa non-existence, c'est-à-dire comme l'existence du capital. Le travail retourne à lui-même comme simple possibilité de création de la valeur ou de la valorisation, parce que le monde entier de la richesse réelle, ainsi que les conditions effectives de sa réalisation lui font face sous des modes d'existence autonomes. De simple possibilité qu'elle est au sein du travail vivant, la richesse devient, grâce au procès de production, une réalité extérieure, et même *étrangère* au travail.

Lorsque le surproduit est valorisé en tant que capital additionnel à son retour dans le procès de production et de valorisation, il se divise : 1° en moyens de subsistance

pour l'ouvrier en échange de sa force de travail vivante; nous pouvons qualifier cette partie du *capital*, de *fonds du travail;* ce fonds du travail destiné à la conservation de la force de travail — ou mieux à sa conservation progressive, puisque le capital additionnel croît constamment — apparaît donc maintenant, lui aussi, comme le produit du travail d'autrui, travail étranger au *capital;* 2° dans les autres parties constitutives du capital, conditions matérielles pour reproduire la valeur, c'est-à-dire les moyens de subsistance + une valeur additionnelle.

Par ailleurs, si l'on considère ce capital additionnel, on voit que le capital se divise en une partie constante (partie qui, depuis des temps immémoriaux, doit exister avant le travail : matière première et instrument de travail); et en une partie variable, moyens de subsistance échangeables contre la force de travail vivante. Cette division est purement formelle, puisque les deux parties sont produites par le travail et représentent autant de *présuppositions* pour lui.

La division interne du capital apparaît maintenant comme produite par le travail lui-même, et le surtravail objectivé se décompose en deux parties : les conditions matérielles pour une valorisation nouvelle du travail (1), et le fonds du travail pour que subsiste la possibilité de ce travail vivant (2). Mais, la force de travail ne doit pouvoir s'approprier qu'une partie déterminée de son propre résultat — de l'existence matérielle qu'elle a façonnée — en l'extrayant de la richesse étrangère qui lui fait face; pour l'obtenir, il lui faudra non seulement reproduire sa propre valeur, mais encore valoriser la partie du capital nouveau qui représente les conditions objectives pour la réalisation du surtravail nouveau, pour la production nouvelle ou production de plus-value. Le travail a produit lui-même un nouveau fonds pour l'utilisation de travail nécessaire nouveau ou, ce qui revient au même, un fonds pour le maintien de nouvelles forces de travail vivantes, d'ouvriers. Mais, en même temps, il lui a fallu produire de telle sorte que ce fonds ne soit utilisable que si du surtravail nouveau est appliqué à la partie additionnelle du capital.

Le capital additionnel — plus-value — créé par le travail implique donc, de toute nécessité, la production de surtravail nouveau : le capital additionnel est la possibilité réelle du surtravail nouveau aussi bien que d'un capital additionnel nouveau. On voit comment le monde

matériel de la richesse s'élargit progressivement par l'action même du travail, et s'oppose à lui comme une force étrangère : il acquiert une existence sans cesse plus vaste et plus dense tandis que, par rapport aux valeurs produites ou aux conditions réelles de la valorisation, la subjectivité misérable de la force de travail forme un contraste de plus en plus frappant. Plus le travail s'objective, et plus grand devient le monde des valeurs objectivées qui lui fait face comme propriété étrangère. En produisant du capital additionnel, le travail s'astreint lui-même à créer encore du capital additionnel, etc.

Par rapport au capital antérieur non additionnel, les conditions, en ce qui concerne la force de travail, se sont modifiées de la manière suivante : 1° la partie du capital échangée contre le travail nécessaire et reproduite par le travail vivant ne lui est pas fournie à partir de la circulation : c'est son propre produit; 2° la partie de la valeur représentant, sous forme de matière première et d'instrument, les conditions matérielles pour la valorisation du travail vivant, est conservée par celui-ci dans le procès de production. Etant donné que toute valeur d'usage est faite, de par sa nature, de matières périssables et que la valeur d'échange ne peut exister que dans la valeur d'usage, cette conservation équivaut à la protéger de la ruine; les valeurs que possède le capitaliste cessent ainsi d'être périssables : elles existent donc comme valeur pour soi, *richesse impérissable.*

Ainsi donc, la somme primitive des valeurs ne devient capital qu'au sein du procès de production et grâce à l'activité du travail vivant.

Genèse du capital additionnel I. — Capital additionnel II. — Renversement du droit de l'appropriation. — Résultat fondamental du procès de production et de valorisation : reproduction et production nouvelle du rapport entre le capital et le travail, entre le capitaliste et l'ouvrier.

Voyons maintenant les choses sous l'angle du capital. En ce qui concerne le *capital additionnel,* le capitaliste représente la valeur existant pour elle-même, la troisième fonction de l'argent — la richesse — du simple fait qu'il *s'approprie le travail d'autrui,* puisque chaque élément du capital additionnel — matière première, instrument et moyens de subsistance — se résoud en *travail*

étranger que le capitaliste s'est approprié non *par l'échange* contre des valeurs existantes, mais *sans fournir d'équivalent aucun.* Toutefois, la *condition primitive* de ce *capital additionnel,* c'est l'échange d'une *partie des valeurs appartenant au capitaliste,* ou du *travail matérialisé* qu'il possède, contre la force de travail d'autrui.

Appelons *capital additionnel I,* le capital issu du procès de production primitif. Pour qu'il se constitue, c'est-à-dire pour qu'il y ait *appropriation de travail étranger sous forme matérialisée,* il faut que le capitaliste possède des *valeurs,* dont il échange *formellement* une partie contre la force de travail vivante. Nous disons *formellement,* puisque le travail vivant doit lui remplacer de nouveau les valeurs *échangées,* ou mieux les lui rendre. Mais qu'il en soit selon son désir! En tout cas, la condition de l'existence du *capital additionnel I,* c'est-à-dire de l'appropriation du travail d'autrui, ou des valeurs dans lesquelles il s'est matérialisé, c'est l'échange de valeurs appartenant au capitaliste. Ces valeurs, il les jette dans la circulation, mais elles *ne* proviennent *pas* de son *échange* avec le travail vivant, ni de son comportement de *capital* vis-à-vis du *travail.*

Imaginons un instant que le capital additionnel soit de nouveau jeté dans le procès de production et réalise une fois encore sa plus-value dans l'échange pour amorcer un troisième procès de production, en tant que capital additionnel nouveau. Ce capital additionnel II a d'autres prémisses que le premier. Les conditions préalables au capital additionnel I appartenaient au capitaliste : c'était des valeurs jetées par lui dans la circulation, ou mieux, échangées contre de la force de travail vivante.

Pour le second, la condition préalable est tout simplement l'existence du premier; en d'autres termes, le fait que le capitaliste se soit déjà approprié du travail étranger lui permet de recommencer indéfiniment le procès. Certes, pour produire le capital additionnel II, il faut échanger une partie de la valeur du premier sous forme de moyens de subsistance contre la force de travail vivante. Mais ce que le capitaliste échange ainsi, ce n'est pas les valeurs primitives provenant de ses propres fonds et jetées dans la circulation, mais du travail étranger, approprié sans équivalent aucun. Il les échange désormais contre le travail vivant d'autrui et contre la matière, etc. dans laquelle ce nouveau travail se réalise et crée de la plus-value qui tombe entre ses mains par

simple appropriation, sans nul échange. *La condition de l'appropriation nouvelle du travail d'autrui, c'est tout simplement, à présent, l'appropriation passée de travail d'autrui* ou que du travail étranger sous forme (matérielle) de valeurs soit en sa possession pour lui permettre de s'approprier une nouvelle fois la force de travail *vivante* d'autrui, et, partant, le surtravail, travail sans équivalent. Bref, il doit déjà faire face au travail vivant à titre de capital : telle est la seule condition pour qu'il reste du capital et, qui plus est, du capital croissant, puisqu'il *s'approprie* de plus en plus de travail étranger sans fournir d'équivalent; autrement dit, il accroît sa puissance, son existence de capital, au détriment de la force de travail vivante, en posant continuellement celle-ci dans tout son dénuement subjectif et insubstantiel.

La seule condition de l'appropriation ultérieure du travail actuel ou vivant d'autrui, c'est la propriété du travail passé ou matérialisé d'autrui. Il faut donc que soit déjà créé un capital additionnel I, grâce à l'échange simple entre le travail matérialisé et la force de travail vivante, échange entièrement fondé sur la loi de l'échange entre équivalents mesurés par la quantité ou temps de travail qu'ils contiennent; au point de vue juridique, cet échange ne doit donc impliquer rien d'autre que le droit de propriété de chacun sur ses propres produits, et la libre disposition de ceux-ci.

Mais, il faut surtout que le capital additionnel II soit le fruit du rapport créé par le capital additionnel I, pour que nous assistions à un renversement dialectique des choses et à ce résultat étrange : le droit de propriété du capital, c'est-à-dire le droit sur le produit ou sur le travail d'autrui, le droit de s'approprier sans équivalent le travail d'autrui; pour l'ouvrier, le devoir de se comporter vis-à-vis de son propre travail ou de son propre produit comme vis-à-vis d'une *propriété étrangère*. Le droit de propriété se transforme dialectiquement en droit pour l'un de s'approprier le travail d'autrui, et en devoir pour l'autre de respecter le produit de son propre travail, ou son propre travail, comme des valeurs appartenant à un autre. L'échange entre équivalents qui représentait l'opération primitive et exprimait le droit de propriété juridique s'est modifié au point qu'il ne subsiste plus qu'un simulacre d'échange pour l'une des parties, puisque la fraction de capital échangée contre la force de

travail vivante est 1° du *travail étranger*, approprié sans équivalent, et 2° doit être remplacée par un excédent de travail, bref elle n'est pas cédée à proprement parler, mais changée d'une forme en une autre. Le rapport de l'échange a donc complètement disparu, ou n'est plus qu'un *simple simulacre*. Au demeurant, le droit de propriété apparaissait primitivement fondé sur le propre travail de chaque individu, alors qu'il apparaît désormais comme un droit sur le travail d'autrui, et comme impossibilité pour le travail de s'approprier son propre produit. Désormais, la séparation totale entre le travail et la propriété, et plus encore la richesse, apparaît comme la conséquence de la loi qui les identifiait à l'origine.

Enfin, le procès de production et de valorisation a pour résultat essentiel la reproduction et la production nouvelle du *rapport entre le capital et le travail, entre le capitaliste et l'ouvrier*. Ce rapport social de production est un résultat plus important de ce procès que n'en sont les fruits matériels. En effet, au sein du procès lui-même, l'ouvrier se produit lui-même, en tant que force de travail, en face du capital, de même que le capitaliste se produit, en tant que capital, en face de la force de travail vivante : chacun se reproduit lui-même en reproduisant l'autre, sa négation. Le capitaliste produit le travail pour autrui; le travail crée le produit pour autrui. Le capitaliste produit l'ouvrier, et l'ouvrier le capitaliste, etc. (188).

> Accumulation primitive du capital. (*L'accumulation véritable*). — *Dès qu'historiquement développé, le capital produit lui-même les conditions de son existence* (*non pas comme conditions de sa genèse, mais comme résultats de son existence*). — *Prestations de service personnel* (*en opposition au travail salarié*). — *Renversement de la loi de l'approbation. L'ouvrier est réellement étranger à son produit. Division du travail. Les machines, etc.*

A proprement parler, l'argent ne se convertit en capital qu'à la *fin du premier* procès *de production* dont le résultat est la reproduction et la production nouvelle du capital additionnel I. Celui-ci se pose et se réalise donc comme capital additionnel I, à partir du moment seulement où il a produit le capital additionnel II et où les prémisses encore extérieures au mouvement du capital

réel et correspondant à la transition de l'argent en capital ont cessé d'exister, de sorte que le capital pose lui-même les conditions de sa production, conformément à sa nature immanente.

Ainsi donc, lorsque s'est développée la production fondée sur le capital, on voit disparaître l'une des conditions antérieures au capital, à savoir que, pour poser le capital en tant que tel, le capitaliste introduit dans la circulation des valeurs créées par son propre travail ou de quelque autre façon, puisqu'il ne dispose pas encore de travail salarié actuel ou passé. En fait, c'est une *condition historique préalable* qui, du point de vue *historique*, appartient au passé et entre dans sa *généalogie :* en tout cas, elle a cessé d'appartenir à l'histoire *contemporaine*, où le système social est effectivement dominé par le mode de production capitaliste.

Par exemple, si l'exode des serfs vers les villes est une des conditions historiques préalables du système urbain, il cesse d'être une condition et un élément de sa réalité lorsque les villes sont développées. Cette présupposition *passée*, condition de son développement, se trouve donc abolie lorsque le système des villes existe.

Les conditions et les présuppositions du *devenir* et de la genèse du capital impliquent donc que le capital n'existe pas encore, ou qu'il est seulement en *devenir;* elles disparaissent avec l'existence du capital, lorsque celui-ci part de sa propre réalité et pose lui-même les conditions de sa réalisation. Ainsi on peut supposer que, dans la genèse de l'argent ou de la valeur existant pour soi sous forme de capital, il y a eu une accumulation par le capitaliste, et même qu'il a économisé des produits ou des valeurs créés par son propre travail alors qu'il *n'était pas encore capitaliste.*

On peut donc supposer que l'argent devient capital grâce à des *conditions préalables*, déterminées et extérieures au rapport du capital. Mais, sitôt que le capital existe en tant que tel, il crée ses propres présuppositions; autrement dit, il possède grâce à son procès de production, les conditions réelles pour produire des valeurs nouvelles sans donner d'équivalent en échange.

Les présuppositions qui apparaissaient à l'origine comme les conditions de son devenir — et ne pouvaient donc pas encore découler de l'action du capital en tant que tel — apparaissent maintenant comme résultats de sa propre réalisation : c'est une réalité créée par lui-

même. Ce ne sont *plus les conditions de sa genèse, mais le résultat de son existence présente.* Le capital ne part plus de présuppositions pour se développer, mais il se présuppose lui-même; il part de lui-même et crée les conditions de sa conservation et de sa croissance (189).

Ainsi donc, les conditions qui présidèrent à la formation du capital additionnel I, ou qui correspondirent à la genèse du capital, n'entrent pas dans la sphère du mode de production qui sert de condition au capital. Ce sont des modes historiques antérieurs à son devenir, tout comme le processus au travers duquel la terre est passée de sa forme fluide de mer de feu et de brouillard en sa forme actuelle se situe en deçà de son existence accomplie de terre. Rien n'empêche cependant que tel capitaliste continue de surgir, grâce à la thésaurisation par exemple. Mais le *trésor* ne se transforme en capital qu'au travers de l'exploitation du travail. Les économistes bourgeois qui considèrent le capital comme une forme de production éternelle et *naturelle* (et non historique) cherchent toujours à le justifier en faisant des conditions de son devenir les conditions de sa réalisation actuelle. Ils présentent donc les conditions où le capitaliste (parce qu'il est en train de le devenir) a encore un mode d'appropriation non capitaliste comme les *conditions réelles* de l'appropriation *capitaliste.*

Les tentatives de l'apologie bourgeoise traduisent la mauvaise conscience de ceux qui s'efforcent vainement de mettre en harmonie le mode d'appropriation spécifiquement capitaliste avec les *lois universelles* de la propriété proclamées par la société capitaliste.

Au reste, ce qui nous importe le plus, c'est que notre méthode mette en évidence les points où il faut introduire les faits historiques et où l'économie bourgeoise, au travers du mode purement historique de son procès de production, se rattache aux modes de production antérieurs. Mais, il n'est pas nécessaire d'écrire l'*histoire réelle des rapports de production* pour analyser les lois de l'économie bourgeoise. En fait, la juste conception et la déduction de ces lois en tant que rapports surgis au cours de l'histoire nous amènent sans cesse à établir des comparaisons évoquant le passé de ce système, — comme pour les données des sciences naturelles. Ces évocations, en même temps que la juste conception du présent, nous donnent la clé du passé : cela représente tout un travail que nous espérons pouvoir aborder un

jour (190). En outre, cette juste conception nous fait découvrir le mouvement du devenir et les points qui font pressentir l'abolition de la forme actuelle de production et préfigurent la société future.

Si les phases prébourgeoises apparaissent sous l'angle *purement historique*, c'est-à-dire comme des présuppositions abolies, les conditions actuelles de la production se manifestent dans le mouvement de *leur abolition*, et donc sous la forme de *conditions historiques* d'un mode nouveau de la société.

Considérons à présent les conditions réalisées, la valeur devenue capital, et le travail vivant en tant que valeur d'usage pure, en face d'elle. Le travail vivant n'est plus qu'un simple moyen de valorisation du travail matérialisé auquel il insuffle son âme vivifiante, tout en la perdant lui-même. Le résultat du travail, c'est que la richesse produite est étrangère à l'ouvrier, et que la force de travail vivante subit un dénuement croissant.

Au fond, les choses sont bien simples : le procès de production pose les conditions objectives réelles du travail vivant (matière dans laquelle il se valorise, instrument au moyen duquel il se valorise, et moyens de subsistance grâce auxquels la flamme de la force de travail vivant continue de vaciller et de travailler, en étant alimentée en substances nécessaires à sa vie) comme des modes d'existence autonomes et étrangers, ou comme le mode d'existence d'une *personne étrangère*. C'est ainsi que la force de travail vivante en est isolée et n'a plus qu'une existence subjective, en face des valeurs existant pour soi et tournées sur elles-mêmes, c'est-à-dire constituant la richesse étrangère au travailleur, la richesse du capitaliste. Les conditions objectives du travail sont des valeurs *dissociées et autonomes*, en opposition à la force de travail vivante, qui a une simple existence subjective et une valeur d'*espèce différente* (puisque ce n'est pas une valeur d'échange, mais une pure valeur d'usage pour elle).

Lorsque cette séparation est bien établie, le procès de production ne peut que la reproduire, à une échelle toujours plus grande. Nous avons vu comment il le fait. Les conditions objectives de la force de travail vivante sont présupposées indépendamment d'elle : elles représentent l'objectivité d'un sujet distinct et indépendant de la force de travail. La reproduction et la *valorisation*, c'est-à-dire l'accroissement de ces *conditions objectives*,

signifient donc aussi la reproduction de la richesse étrangère, indifférente et séparée de la force de travail. Ce qui est reproduit, c'est non seulement l'*existence* de ces conditions objectives du travail vivant, mais *leur existence sous forme de valeurs autonomes appartenant à autrui et opposées à la force de travail vivante.* Qui plus est, les conditions objectives du travail acquièrent une existence subjective en face du travail, car le capitaliste surgit du capital.

Par ailleurs, l'existence purement subjective de l'ouvrier en face de ses propres conditions lui donne une forme objective tout à fait indifférente vis-à-vis de celles-ci : c'est uniquement une valeur ayant une utilité (salaire) *à côté* des conditions autonomes de sa valorisation en tant que *valeurs* d'une utilité différente. Au lieu qu'elles se réalisent comme des conditions de sa réalisation à lui dans le procès de production, c'est lui qui en sort, au contraire, comme simple condition de *leur* conservation et de leur valorisation, en tant que valeurs existant pour elles-mêmes, en face de lui. La matière première qu'il façonne est *à autrui,* de même que l'instrument; son travail n'est donc qu'un accessoire de leur substance : il s'objective en quelque chose qui ne lui est pas *propre.*

En outre, le travail vivant apparaît comme *étranger* à la force de travail vivante, dont il est pourtant le travail et la manifestation, car il a été cédé au capital en échange du travail matérialisé, produit par le travail lui-même. La force de travail se comporte vis-à-vis d'elle-même comme à quelque chose d'étranger, et si le capital était disposé à payer l'ouvrier *sans* le faire travailler, celui-ci saisirait l'offre avec plaisir. Son propre travail — comme l'orientation qu'il reçoit — lui est donc étranger, au même titre que la matière première et l'instrument. En conséquence, le produit lui apparaît aussi comme une combinaison étrangère de matière, d'instrument et de travail comme *propriété d'autrui;* la production achevée, le travail s'est appauvri de la force vitale qu'il y a dépensée, et déjà le *turbin* doit reprendre pour la force de travail purement subjective et dépouillée de ses moyens d'existence.

S'il découvre que les produits du travail sont les siens, condamne la dissociation de ses conditions de réalisation et juge qu'on lui impose une situation intolérable, l'ouvrier aura acquis une immense conscience,

qui découle d'ailleurs du mode de production reposant sur le capital. *Le glas du capital sonnera;* ainsi, lorsque les esclaves se rendirent compte qu'ils *ne pouvaient être la propriété de tiers* et qu'ils prirent conscience de leur personne, l'esclavage se mit à végéter artificiellement et cessa de représenter plus longtemps la base de la production.

Mais, considérons le rapport originel, tel qu'il existe avant l'entrée de l'argent dans le procès de l'auto-valorisation. Il faut, de toute nécessité, que soient données ou développées diverses conditions historiques pour que l'argent devienne du capital, et pour que le travail produise du capital et soit du travail salarié.

Nous entendons ici le *travail salarié* au sens économique strict — et nous le distinguerons plus tard des autres formes de travail pour un salaire journalier, etc. Le travail salarié, c'est du travail qui pose et produit le capital, c'est-à-dire du travail vivant qui produit à la fois les conditions objectives de sa réalisation sous forme d'activité, et les éléments objectifs de son existence sous forme de *force* de travail, de forces étrangères, en face de lui, de *valeurs indépendantes de lui et existant pour elles-mêmes.*

Les conditions fondamentales sont exprimées par le rapport originel lui-même : 1° il y a, d'un côté, la force de travail vivante sous une forme purement subjective, séparée des éléments de sa réalité objective, c'est-à-dire aussi bien des *conditions* du travail vivant que des moyens de subsistance pour maintenir en vie la force de travail; bref, nous avons d'un côté la possibilité vivante du travail dans toute son abstraction.

2° Il y a, de l'autre côté, la valeur, ou le travail matérialisé. L'accumulation de valeurs d'usage doit être suffisamment grande pour fournir les conditions objectives nécessaires non seulement à la création des produits ou des valeurs servant à reproduire ou à conserver la force de travail vivante, mais encore à l'absorption du surtravail; bref, il faut qu'existe pour le travail le matériel objectif.

3° Il doit y avoir entre les deux côtés un libre rapport d'échange — circulation monétaire — fondé sur la valeur, et non sur un rapport de domination et de servitude; en d'autres termes, il faut qu'il y ait une médiation entre les deux extrêmes. La production ne fournit donc pas directement les moyens de subsistance aux

producteurs : l'échange en est l'intermédiaire; comme il n'est pas possible de s'emparer directement du travail d'autrui, il faut acheter la force de travail à l'ouvrier dans le procès d'échange.

Enfin, 4° le côté représentant les conditions objectives du travail en tant que valeurs indépendantes et existant pour elles-mêmes, doit avoir la *forme-valeur* et avoir pour but l'auto-valorisation et l'argent, et non pas la jouissance immédiate ni la création de valeurs d'usage.

Tant que les *deux* côtés n'échangent que leur travail sous la forme de *travail matérialisé* — produit —, le rapport capitaliste est exclu. Il est également impossible tant que la *force de travail vivante* est la propriété du travailleur et ne s'échange donc pas. (Au reste, cela n'empêche absolument pas qu'au sein du système de production bourgeois, l'esclavage subsiste en certains points. Mais ce dernier n'est alors possible que parce qu'il n'existe pas aux autres points du système : il apparaît comme une anomalie dans le système bourgeois.)

Les conditions qui développent le rapport à l'origine, ou les présuppositions historiques de son devenir, révèlent au premier coup d'œil une dualité : d'une part, dissolution des formes primitives du travail vivant; d'autre part, dissolution des rapports les plus heureux de celui-ci.

La première condition est l'abolition du système exclavagiste et du servage. La force de travail vivante est propriétaire d'elle-même et dispose dans l'échange de ses propres forces. Des personnes se font face. *Formellement,* leur rapport est libre et égal, comme celui de tout échangiste. Il s'avère que c'est là une *illusion et une mystification;* on le constate, dès que l'on quitte la sphère strictement économique. Ce que le libre ouvrier vend, ce n'est jamais qu'une portion déterminée et particulière de ses forces : l'ensemble de la force de travail domine chacune de ses dépenses particulières. Il vend son activité particulière à un capitaliste particulier, auquel il fait face comme *individu* indépendant, mais il est clair que tel n'est pas son véritable rapport avec le capital proprement dit, c'est-à-dire avec la classe des capitalistes. Néanmoins, en ce qui concerne sa personne particulière et réelle, il voit s'ouvrir devant lui un vaste champ pour le choix et l'arbitraire, bref pour une liberté formelle.

Dans le système esclavagiste, le travailleur appartient

au propriétaire *particulier*, dont il est la machine de travail : l'ensemble de ses forces vitales et de sa force de travail appartient à autrui; il ne se comporte donc pas comme sujet vis-à-vis de l'activité de sa force particulière. Dans le rapport du servage, il est un élément de la propriété foncière, un accessoire de la terre, tout comme la bête de somme. Dans le rapport esclavagiste, le travailleur n'est qu'une machine de travail vivante qui a une valeur — ou mieux : est une valeur — pour l'autre.

La force de travail apparaît à l'ouvrier libre dans sa totalité comme sa propriété, comme un élément que le sujet dépasse et domine : il la conserve en l'aliénant. Nous analyserons tout cela plus en détail dans le travail salarié.

L'échange de travail objectivé contre du travail vivant ne suffit pas à constituer l'un des côtés comme capital et l'autre comme travail salarié, cependant, il engendre toute la classe de ce qu'on appelle les prestateurs de services, allant du cireur de bottes au roi. De même, le journalier que nous rencontrons sporadiquement là où la communauté orientale ou occidentale se dissout en ses divers éléments — à la suite de l'accroissement de la population, de la libération de prisonniers de guerre, d'accidents au cours desquels l'individu s'appauvrit et perd les conditions objectives du *travail suffisant à ses propres besoins*, et du développement de la division du travail.

Si A * échange une valeur ou de l'argent, c'est-à-dire du travail matérialisé, pour obtenir un service de B, autrement dit du travail vivant, cette opération entre :

1° *dans le rapport de la circulation simple.* En fait, ils n'échangent tous deux que des valeurs d'usage : le premier, un moyen de subsistance, le second, du travail, un service que le premier veut consommer, soit directement — prestation de service personnel —, soit que le premier fournisse au second la matière première dans laquelle il crée, grâce à son travail ou à son travail matérialisé, une valeur d'usage déterminée pour la consommation du premier.

Par exemple, un paysan reçoit chez lui un tailleur ambulant, comme cela se faisait autrefois, et lui donne

---

(*) Dans ce qui suit, A est toujours le consommateur.

du tissu pour y tailler des vêtements. Ou bien je donne de l'argent au médecin pour qu'il me rafistole la santé (191). Ce qui, dans ces cas, importe, c'est le service qu'ils se rendent mutuellement. *Do ut facias* est ici exactement sur le même plan que *facio ut des* ou *do ut des*. Celui qui me taille un vêtement dans le tissu que je lui ai fourni me donne une valeur d'usage. Au lieu de le livrer sous la forme d'un objet, il le donne sous la forme d'une activité. Je lui donne une valeur d'usage achevée, il m'en confectionne une autre.

La différence entre le travail passé et matérialisé, et le travail présent et vivant est ici purement formelle; elle exprime uniquement des temps différents du travail, l'un étant au passé, et l'autre au présent. Elle provient uniquement de la division du travail; l'échange médiatise cette différence formelle : B produit-il lui-même les moyens de subsistance dont il doit vivre, ou les obtient-il de A, auquel cas il ne produit pas directement ses moyens de subsistance, car il lui suffit de tailler un vêtement pour les recevoir en échange de la part de A. Dans les deux cas, il ne peut entrer en possession de la valeur d'usage de B qu'en lui fournissant un équivalent qui, en dernier ressort, se résout toujours en son propre travail vivant, mais qui peut revêtir une forme objectivée avant ou après la conclusion de l'échange.

L'habit ne contient pas seulement un certain travail créateur de formes, une certaine forme d'utilité transmise au tissu par le mouvement du travail, mais il contient une certaine quantité de travail : il n'est donc pas seulement valeur d'usage, mais encore *valeur* en général, *valeur* en tant que telle. Mais cette valeur n'existe pas pour A, puisqu'il consomme l'habit et n'en fait pas commerce. Il n'a donc pas échangé du travail *créateur de valeur*, mais une activité utile, productrice de valeur d'usage.

Dans les prestations de service personnel, cette valeur d'usage est consommée sans passer de la forme du mouvement en celle de l'objet. Lorsque le prestateur ne touche point d'argent, mais reçoit lui-même une valeur d'usage imédiate, comme cela se passe fréquemment dans ce rapport simple, on voit disparaître l'apparence même selon laquelle il s'agit de *valeurs*, et non d'utilités pour l'un ou l'autre côté. Mais admettons même que A donne de l'argent en échange du service; cet argent n'est pas converti en capital mais opère comme simple moyen de

circulation pour acquérir un article de consommation, une valeur d'usage déterminée. Cet acte n'est donc pas productif de richesse; c'est, au contraire, un acte de consommation de la richesse. Ce qui importe à A, ce n'est pas du tout l'objectivation d'un temps de travail déterminé dans le tissu — donc la valeur —, mais la satisfaction d'un besoin précis. L'argent de A ne *se valorise pas;* au contraire, il se *dévalorise* en passant de la forme de la valeur d'échange en celle de la valeur d'usage.

Le travail ne s'échange pas ici comme valeur d'usage pour la valeur, mais comme utilité particulière, c'est une valeur pour l'usage. Plus ses échanges sont fréquents, et plus A s'appauvrit. Ce type d'échange *ne l'enrichit pas,* il ne *crée* pas non plus *de valeur :* A *perd* au fur et à mesure les valeurs qu'il détient.

L'argent que A échange ici contre du travail vivant — service en nature ou service matérialisé dans un objet — n'est pas du *capital,* mais du revenu; c'est de l'argent en tant que moyen de circulation, destiné à l'acquisition d'une valeur d'usage : la forme-valeur y est purement éphémère, et l'argent ne sert pas à acheter du travail pour se conserver et se valoriser. L'échange de *l'argent en tant que revenu* et en tant que simple moyen de circulation contre du travail vivant ne peut convertir l'argent en capital, ni par conséquent poser le travail sous forme salariée, au sens économique du terme. Point n'est besoin de plus amples développements pour saisir qu'on ne produit pas de l'argent en le consommant (dépensant).

Dans les sociétés où la majeure partie du surtravail est agricole, et où le propriétaire foncier détient à la fois le surtravail et le surproduit, le revenu du propriétaire foncier constitue le fonds du travail pour le travailleur libre, l'ouvrier de la manufacture (ou de l'artisanat, ici) en opposition aux travailleurs agricoles. Cet échange est une forme de consommation du propriétaire foncier qui répartit directement une portion de son revenu entre ceux qui lui rendent des services personnels, sa *suite.* Dans les sociétés asiatiques, où le monarque apparaît comme le possesseur exclusif du surproduit agricole, on voit surgir des villes entières qui sont autant de camps provisoires grâce à l'échange de son revenu contre des *mains libres,* comme les appellent Steuart (191*a*). Il ne s'agit nullement de travail salarié, bien qu'il *puisse* — mais ce n'est pas inévitable — entrer en

contradiction avec l'esclavage et le servage. On le retrouve dans les formes les plus diverses de l'organisation générale du travail.

Lorsque l'*argent* sert d'intermédiaire dans ce genre d'échange, la fixation du prix est importante (pour A, parce qu'il ne veut pas payer trop cher la *valeur d'usage* du travail, et non pas parce qu'il se préoccupe de la *valeur*). A l'origine, ce prix est surtout conventionnel et traditionnel; peu à peu, il se détermine économiquement d'après l'offre et la demande, et enfin par les coûts de production auxquels sont produits ceux qui vendent leurs services. Tout cela ne change cependant rien à la nature du rapport, puisque la fixation du prix reste un élément purement formel pour l'échange de simples valeurs d'usage. En fait, le prix est fixé par de tout autres rapports que ceux de l'échange, à savoir les lois générales qui déterminent le mode de production en vigueur; il s'établit donc indépendamment de ceux qui procèdent à cet échange particulier. Au sein des communautés antiques, c'est dans l'*armée* que surgit d'abord ce type de rémunération. La solde du simple soldat est ramenée à un minimum, et se détermine purement par les coûts de production auxquels on peut se procurer le soldat. Mais celui-ci échange ses services non pas contre du *capital,* mais contre le revenu de l'Etat (192).

Dans la société bourgeoise, on range dans cette rubrique tous les échanges de services personnels contre du revenu, depuis le travail pour la consommation personnelle, cuisine, couture, jardinage, etc. jusqu'à toutes les classes improductives, serviteurs de l'Etat, médecins, avocats, savants, etc. Y entrent aussi tous les *domestiques et gens de suite, etc.* Du plus bas jusqu'au plus élevé, tous ces travailleurs s'approprient grâce à leurs services — souvent forcés — une portion du surproduit, du *revenu* du capitaliste. Mais personne ne s'avisera de dire que le capitaliste leur fait face en tant que capital, lorsqu'il échange son revenu contre des prestations de service en vue de sa consommation privée; il dépense bien plutôt les fruits de son capital. Au reste, les lois générales de la production déterminent les proportions dans lesquelles le revenu s'échange contre ce genre de travail vivant (193).

Comme nous y avons fait allusion dans le chapitre de l'argent, c'est surtout le prestateur de services qui pose la *valeur* proprement dite, en convertissant une valeur d'usage — un certain type de travail ou de service —

en valeur, argent (194). C'est pourquoi, au moyen âge, la production et l'accumulation ont eu pour point de départ, non pas la noblesse foncière qui consomme, mais le travail vivant. C'est parmi les serfs émancipés que se fait l'accumulation, et qu'on trouve virtuellement les futurs capitalistes.

Le rapport général ne détermine pas si le prestateur de service touche une solde, un salaire journalier, un honoraire, s'il figurera sur la liste civile, ou si son rang est supérieur ou inférieur à celui du payeur : la qualité naturelle et particulière du service en décidera. Lorsque le capital aura instauré sa domination, tous ces états seront plus ou moins *déshonorés*. Les prestations de service personnel perdent alors leur auréole divine, que la tradition leur a conférée au cours des temps. Mais il n'y a pas à en traiter ici.

Le simple échange de *travail matérialisé* contre du travail *vivant* revêt, à ce niveau, deux formes différentes, celles de valeurs d'usage sous forme objectivée ou sous forme subjective. Pour qu'il y ait capital et donc travail salarié, il faut un échange entre le travail matérialisé sous forme de *valeur* existant pour elle-même et le travail vivant qui représente *sa* valeur d'usage, valeur d'usage orientée non pas vers une utilisation déterminée et particulière ni vers la consommation, mais vers la *valeur*.

Il y a échange entre équivalents, lorsque l'argent s'échange contre du travail, ou un service, en vue de la consommation immédiate. De part et d'autre, on échange des *quantités de travail*, mais c'est une pure formalité servant à comparer entre elles des valeurs d'usage particulières de chaque travail. C'est une question de *forme*, et non de *contenu*. Lorsque le capital s'échange contre du travail, la *valeur* ne mesure pas l'échange entre deux valeurs d'usage, elle est le *contenu même de l'échange*.

2° Aux époques de dissolution des conditions *prébourgeoises*, on voit surgir sporadiquement des travailleurs libres, dont on achète les services pour la *production*, et non pour la consommation. Mais, ce phénomène ne se déroule à une grande échelle qu'en vue de la production de valeurs d'usage *immédiates*, et non de *valeurs d'échange*. En outre, si les nobles emploient également des travailleurs libres aux côtés de leurs serfs et revendent une partie de leur produit, si bien que les travailleurs libres leur procurent de la *valeur*, il convient de remarquer que cet échange ne porte que sur l'excédent,

destiné à accroître la *consommation de luxe*. Au fond, ce n'est qu'un achat déguisé de travail étranger en vue de la consommation immédiate, c'est-à-dire de valeurs d'usage. Au demeurant, l'ancien mode de production patriarcal, féodal, etc. — la commune — est en pleine décomposition, et les éléments du travail salarié sont en développement lorsque les travailleurs libres se multiplient dans ces conditions. Mais, comme en Pologne par exemple, ces libres domestiques peuvent surgir et disparaître par la suite, sans que le mode de production s'en trouve modifié.

Pour exprimer sous forme de rapports de propriété ou de lois les conditions où se font face le capital et le travail salarié, il nous suffit d'analyser leur comportement vis-à-vis de l'*appropriation* au sein du *procès de valorisation* (195). Si, par exemple, le surtravail a le caractère de plus-value du capital, cela signifie que l'ouvrier ne s'approprie plus le produit de son propre travail, mais que celui-ci est devenu à son égard une *propriété étrangère*, le *travail d'autrui* apparaissant comme la propriété du capital.

Cette seconde loi de la propriété bourgeoise en laquelle se transforme la première est reconnue et elle est perpétuée par le droit d'héritage, etc.; elle acquiert ainsi une existence indépendante du hasard de la vie éphémère des capitalistes particuliers. La première reconnaît l'identité du travail avec la propriété; la seconde nie cette propriété du travail, et nie que le travail d'autrui appartienne à autrui. En fait, comme nous le verrons lorsque nous l'analyserons en détail, dans le procès de production, le travail est une totalité, une combinaison de travaux, dont les éléments constitutifs sont étrangers les uns aux autres, si bien que le travail total *n'est pas l'œuvre* des différents ouvriers : seul le travail des divers ouvriers est associé, car les ouvriers eux-mêmes n'ont pas d'activité associatrice.

Au sein de cette combinaison, le travail sert une volonté et une intelligence étrangères : ce sont elles qui le dirigent. *L'unité qui anime* le travail existe en dehors de lui. Il est subordonné à l'*unité matérielle qui existe entre les machines;* il est soumis au *capital fixe*. Celui-ci est le *monstre animé* qui matérialise la pensée scientifique et domine pratiquement tout le processus : l'instrument n'appartient plus à tel ou tel travailleur. Au contraire, l'ouvrier n'est plus qu'un point animé, acces-

soire vivant de l'ensemble du système. Le travail associé représente donc une association *en soi*, et ce, à un double point de vue : il n'existe pas de lien entre les individus en collaboration; ils ne prédominent pas, soit sur telle ou telle fonction précise, soit sur l'instrument du travail.

Ainsi donc, l'ouvrier se comporte en étranger, non seulement vis-à-vis de son produit, mais encore vis-à-vis de l'association de son travail : il voit bien que son travail est son activité vitale à lui, mais elle lui est étrangère et lui est imposée et, comme le dit *A. Smith*, le travail lui apparaît comme un *fardeau, un sacrifice*, etc. (196). Le travail ainsi que le produit ne sont plus la *propriété* du travailleur *particulier et isolé*. C'est la négation du travail parcellaire, car le travail est désormais *collectif ou combiné*. Toutefois, ce travail collectif ou associé, tant sous sa forme dynamique que sous la forme arrêtée et figée du produit, est posé directement comme étant différent du travail réel. C'est à la fois l'*objectivité d'autrui* (propriété étrangère), et la *subjectivité étrangère* (du capital).

Le capital est donc la négation aussi bien du travail que du produit sous forme parcellaire, et donc de la propriété du travailleur particulier. Il existe certes sous forme de travail social, combiné en tant que sujet et objet, mais indépendamment de ses éléments réels : il a donc une existence *séparée*. Le capital apparaît comme le sujet et le propriétaire dominant le *travail d'autrui*, son rapport représente donc une contradiction aussi totale que celui du travail salarié.

Formes antérieures à la production capitaliste. (Procès qui précède la formation du rapport capitaliste, ou l'accumulation primitive.)

Le travail libre et son échange contre l'argent afin de reproduire et de valoriser l'argent en servant à ce dernier de valeur d'usage pour lui-même et non pour la jouissance, telle est la présupposition du travail salarié et l'une des conditions historiques du capital. La séparation du travail libre des conditions objectives de sa réalisation, c'est-à-dire des moyens et de la matière du travail, en est une autre.

Il faut donc tout d'abord que le travailleur soit séparé de la terre, de son laboratoire naturel; autrement dit, que soient dissoutes la petite propriété foncière libre ainsi que la propriété foncière collective, fondée sur la

commune orientale (196*a*). En effet, dans ces deux formes, le travailleur se comporte en propriétaire vis-à-vis des conditions objectives de son travail : c'est l'unité naturelle du travail et de ses conditions matérielles. Le travailleur y a une existence objective, indépendante du travail. L'individu se comporte vis-à-vis de lui-même en propriétaire, maître des conditions de sa réalité. Il a le même rapport avec les autres. Si ce *rapport* émane de la commune, les autres sont pour lui des co-propriétaires (autant d'incarnations de la propriété commune) ; s'il émane des diverses familles particulières qui forment la commune, ce sont des propriétaires indépendants à côté de lui (propriétaires privés indépendants). Dans ce cas, la propriété commune qui, autrefois, absorbait tout et les dominait tous est *ager publicus* (domaine public), distinct de l'ensemble des propriétaires fonciers privés.

Dans ces *deux formes*, les individus ne se comportent pas en travailleurs, mais en propriétaires : ils sont membres d'une commune et travaillent comme tels. Le but de leur travail n'est pas de *créer des valeurs*, bien qu'ils puissent fournir un surtravail pour l'échanger contre du surtravail *étranger* (surproduit), c'est le maintien du propriétaire individuel et de sa famille ainsi que de la commune tout entière. L'individu, dans sa nudité en tant que simple travailleur, est un produit *historique*.

Dans la *première forme* de cette propriété foncière, la condition préalable c'est une commune directement issue de la nature : la famille, la famille élargie à la tribu ou élargie par intermariage entre les familles, l'association des tribus. On peut admettre que *l'état pastoral* et le *nomadisme en général* sont les premiers modes d'existence, et que la tribu ne se fixe pas sur un territoire déterminé mais épuise les pâturages qu'elle trouve sur son parcours, les hommes n'étant pas sédentaires par nature sauf dans une ambiance naturelle assez féconde pour les faire vivre sur les arbres, tels les singes.

Ainsi donc, la *communauté tribale*, commune naturelle, n'est pas le *résultat* mais la *condition préalable de l'appropriation* (temporaire) et de l'*utilisation collectives du sol* (197). Enfin, lorsque les hommes se fixent, la commune primitive subira des modifications plus ou moins profondes selon les différentes conditions de milieu

(climat, situation géographique, constitution du sol, etc.) et leurs aptitudes naturelles (race, etc.).

La communauté tribale, issue directement de la nature, ou si l'on veut la horde (communauté de sang, de langue, de mœurs, etc.) est la première condition de l'*appropriation des conditions objectives* d'existence et de l'activité reproductive et objective (cette activité pouvant être celle de pasteurs, chasseurs, cultivateurs, etc.). La terre est le grand laboratoire; l'arsenal qui fournit aussi bien le moyen et la matière du travail que le siège, *base* de la commune. Les individus s'y rapportent naïvement comme à la *propriété de la commune*, commune qui se produit et se reproduit dans le travail vivant. L'individu n'est *propriétaire* ou *possesseur* que parce qu'il est un élément et un membre de cette commune. L'*appropriation* réelle au travers du procès de travail s'effectue dans des *conditions* qui ne sont pas liées au *produit* du travail mais apparaissent comme naturelles ou *divines*. Bien qu'elle repose sur le même rapport fondamental, cette forme peut se réaliser très diversement.

Ainsi, dans la plupart des *formes asiatiques* fondamentales, rien ne s'oppose à ce que l'*unité qui englobe* et domine toutes les petites communautés fasse figure de *propriétaire* suprême ou de *propriétaire unique*, les communautés réelles étant alors de simples possesseurs *héréditaires*. Etant le véritable propriétaire et la véritable condition de la propriété collective, l'*unité* peut elle-même sembler *distincte* et au-dessus de la multitude des communautés particulières; l'individu est alors, en fait, sans propriété.

(Par propriété, nous entendons que l'individu se comporte en propriétaire vis-à-vis des conditions *naturelles* du travail et de la reproduction, celles-ci formant le corps objectif, trouvé tout prêt comme nature inorganique de sa subjectivité.)

Il se peut aussi que la propriété soit concédée à l'individu au travers d'une commune déterminée par l'Unité suprême, incarnée dans le despote, père des innombrables communautés. Le surproduit qui, au demeurant, est déterminé par la loi en fonction de l'appropriation réelle dans le travail, revient alors automatiquement à l'Unité suprême. Au cœur du despotisme oriental, où, juridiquement, la propriété semble absente, on trouve en réalité comme fondement la propriété tribale ou collective, produite essentiellement par une combinaison de la

manufacture et de l'agriculture au sein de la petite communauté qui subvient ainsi à la totalité de ses besoins, et renferme toutes les conditions de la reproduction et de la production de surplus. Une partie de son surtravail revient à la collectivité suprême qui, en fin de compte, a l'aspect d'une *personne*. Ce surtravail prend la forme soit de tribut, etc., soit de travaux collectifs conçus pour exalter l'Unité incarnée en la personne du despote réel ou en l'être tribal imaginaire qu'est le Dieu.

Etant donné qu'elle se réalise effectivement dans le travail, cette sorte de propriété communale peut revêtir des formes diverses : tantôt ce sont de petites communautés végétant chacune à côté des autres et où l'individu et sa famille, travaillent indépendamment sur le lopin qui leur est attribué (une portion déterminée du travail est destinée au *fonds commun de réserve*, sorte d'*assurance*, et au *règlement des frais de la commune proprement dite*, c'est-à-dire à la guerre, au culte religieux, etc.; c'est ici que le *dominium* seigneurial, dans son sens le plus originel, se manifeste d'abord, par exemple dans les communes slaves, roumaines, etc.; nous avons ici le passage à la corvée, etc.); tantôt l'Unité peut aller jusqu'à la communauté dans le travail qui se présente comme un système formel, par exemple au Mexique, au Pérou en particulier, chez les anciens Celtes et certaines tribus des Indes. En outre, la communauté peut apparaître au sein de la tribu sous la forme d'un chef de la famille tribale, représentant de l'unité, ou comme le rapport de mutualité entre les pères de famille. D'où une forme de commune plus ou moins despotique, ou démocratique. Les conditions collectives de l'appropriation réelle dans le travail, telles les *canalisations d'eau* (très importantes pour les peuples d'Asie) (198) et les moyens de communication, apparaissent ainsi comme l'œuvre de l'Unité suprême, du gouvernement despotique situé au-dessus des petites communautés. Les villes proprement dites se forment ici à côté des villages, soit aux points particulièrement favorables au commerce extérieur, soit à l'endroit où le chef de l'Etat et ses satrapes échangent leur revenu (surproduit) contre le travail en le dépensant comme fonds de travail.

La *seconde forme* a, elle aussi, produit localement, historiquement, etc. des variantes considérables. Elle est

le fruit d'une vie et d'un destin historiques plus mouvementés des tribus primitives déjà transformées. Elle suppose, elle aussi, la *commune* comme condition première. Mais, contrairement à la première forme, elle ne la suppose pas comme substance, dont les individus ne seraient que de simples accidents ou des éléments purement naturels.

Comme base, elle ne suppose pas la campagne, mais la ville érigée déjà en siège (centre) des gens de la campagne (propriétaires fonciers). Les champs représentent le territoire de la ville; ce n'est pas un village, simple accessoire de la campagne.

Si grands que soient les obstacles qu'elle puisse opposer à ceux qui veulent la travailler et se l'approprier, la terre en soi n'en oppose aucun à l'individu vivant lorsqu'il s'agit de lui servir de nature inorganique en tant qu'atelier, outil, matière de travail et aliment. Les difficultés que rencontre la commune ne peuvent provenir que d'autres communes qui occupent déjà le sol, ou troublent la commune dans son occupation. La guerre est donc la grande tâche collective, le grand travail commun, exigés soit pour s'emparer des conditions matérielles d'existence, soit pour défendre et perpétuer l'occupation. C'est pourquoi, la commune composée de familles s'organise d'abord militairement, comme corps armé et guerrier : c'est l'une des conditions de son existence en tant que propriétaire. La base de cette organisation militaire, ce sont les habitations concentrées dans la ville. Le régime tribal se développe de lui-même en des formes supérieures ou inférieures d'organisations consanguines, cette différenciation s'accentuant par la fusion avec les tribus asservies, etc.

La propriété commune, sous forme de propriété d'Etat, — *ager publicus* — est séparée de la propriété privée. Ici, la propriété de l'individu n'est pas propriété immédiate de la commune, comme dans la première forme où elle est liée à la commune, l'individu n'étant que possesseur. Il y a des circonstances où la propriété individuelle ne requiert pas un travail collectif pour pouvoir se valoriser (contrairement à ce qui se passe en Orient avec l'irrigation et la régulation des eaux); le lien direct entre la tribu et la nature peut être rompu par le mouvement de l'histoire, les migrations; la tribu peut quitter son lieu d'origine et occuper des terres *étrangères* si bien qu'elle accède à des conditions de travail substantielle-

ment nouvelles et que l'énergie de l'individu se développe. Ainsi donc, plus le caractère collectif apparaît vis-à-vis de l'extérieur comme une unité négative, et davantage sont réalisées les conditions dans lesquelles l'individu devient *propriétaire privé* du sol, d'une parcelle particulière dont la culture lui incombe ainsi qu'à sa famille.

La commune, sous la forme de l'Etat, c'est le rapport réciproque de ces propriétaires privés, libres et égaux, et leur lien contre l'extérieur, en même temps que leur garantie. Ici, la commune repose sur les propriétaires fonciers qui travaillent, paysans parcellaires, dont l'autonomie est à son tour réalisée grâce à leurs rapports mutuels en tant que membres de la commune, l'*ager publicus* assurant les besoins collectifs, la gloire commune, etc. L'appropriation du sol implique encore ici l'appartenance à la commune : en tant que membre de la commune, l'individu est propriétaire privé. La propriété c'est, pour lui, sa terre et aussi son appartenance à la commune, le maintien de lui-même en tant que tel coïncidant entièrement avec celui de la commune, et réciproquement.

Bien qu'elle soit déjà un *produit historique,* non seulement en tant que réalité mais en tant que conscience, donc *résultat de l'évolution,* la commune demeure la condition préalable de la *propriété* du sol, c'est-à-dire d'un rapport de propriété du sujet travailleur avec les conditions naturelles du travail. Mais cette propriété est médiatisée par sa condition de membre de l'Etat, par l'existence de cet Etat, autrement dit par une prémisse considérée comme divine, etc.

La concentration s'opère dans la ville, dont le territoire englobe la campagne. La petite agriculture travaille pour la consommation directe ; la manufacture représente l'activité domestique accessoire des femmes et des filles (filage et tissage) ou l'activité autonome dans quelques branches (*fabri,* etc.). La perpétuation de la commune a pour condition le maintien de l'égalité entre les libres paysans subvenant à leurs propres besoins et dont le travail perpétue la propriété. Ils se comportent en propriétaires vis-à-vis des conditions naturelles du travail, mais encore faut-il que ces conditions soient sans cesse posées réellement par le travail personnel comme conditions et éléments objectifs de la personne de l'individu et de son travail personnel. Cette petite commune guer-

rière tend entre autres, à dépasser ces limitations (Rome, Grèce, Juifs, etc.).

Niebuhr écrit à ce sujet : « *Lorsque les augures eurent assuré Numa que son élection avait obtenu la sanction divine, le premier souci de ce roi pieux ne fut pas le culte religieux, mais le sort des hommes. Il divisa les terres que Romulus avait conquises au cours de la guerre et abandonnées à l'occupation : il créa le culte de Terme. Tous les législateurs anciens, Moïse en premier, fondèrent le succès de leurs prescriptions concernant la vertu, l'équité et les bonnes mœurs sur la propriété foncière, ou tout au moins sur la possession de la terre héréditairement garantie au plus grand nombre possible de citoyens* » (199).

Pour gagner sa vie, l'individu se trouve dans des conditions telles qu'il a pour but non pas l'acquisition de richesses, mais sa subsistance propre, sa reproduction à titre de membre de la communauté, la reproduction de lui-même en tant que propriétaire de son lopin et, en cette qualité, en tant que membre de la commune. La perpétuation de la commune signifie reproduction de tous ses membres en tant que paysans subvenant à leurs propres besoins et dont le temps excédentaire revient à la commune, travail de la guerre, etc. La propriété du travail individuel est médiatisée par la propriété de la condition du travail, le lopin de terre, garanti à son tour par l'existence de la commune qui, de son côté, est garantie par le surtravail qu'effectuent les membres de la commune sous forme de service militaire, etc. Ce n'est pas en coopérant au sein du travail productif de richesses que le membre de la commune se reproduit, mais en coopérant au sein de travaux d'intérêt collectif (imaginaires et réels) en vue de maintenir l'association à l'intérieur et face à l'extérieur. La propriété est quiritaire, romaine, le propriétaire foncier privé n'est tel qu'en sa qualité de Romain, et, en cette qualité, il est propriétaire foncier privé.

La forme de propriété *germanique* est une forme dans laquelle les individus travaillant et subvenant à leurs propres besoins en tant que membres de la commune possèdent les conditions naturelles de leur travail.

Ici, le membre de la commune n'est pas, en tant que tel, co-possesseur de la propriété collective, comme c'est

le cas dans la forme spécifiquement orientale, lorsqu'il n'est de propriété que communale, l'individu n'étant, de son côté, que *possesseur* d'une portion déterminée, héréditaire on non, puisque aucune fraction de propriété n'appartient en propre à un membre particulier. En effet, il ne possède qu'en tant que membre immédiat de la commune, c'est-à-dire en union directe avec elle, et non séparément d'elle. Il n'y existe qu'une propriété *collective* et une *possession privée*. Ce mode de possession liée à la propriété collective peut se manifester historiquement, géographiquement, etc. de manière très diverse, selon que le travail est effectué isolément par le possesseur privé, ou qu'il est déterminé par la commune, ou enfin qu'il est fixé par l'Unité située au-dessus des communautés particulières.

Contrairement à ce qui se passe dans la forme grecque et romaine (bref, antique-classique), la terre n'y est pas occupée par la commune, sol romain. Une partie (*ager publicus*) demeure entre les mains de la commune proprement dite et se distingue de l'autre partie distribuée aux membres de la commune, chaque parcelle de terre étant romaine du fait qu'elle est propriété privée, domaine d'un Romain, portion du laboratoire qui lui revient : il n'est Romain que dans la mesure où il possède ce droit souverain sur une portion de terre romaine.

Dans l'antiquité, on faisait peu de cas de l'artisanat urbain et du commerce; en revanche, on tenait l'agriculture en haute estime; au moyen âge, c'est le contraire (200).

Le droit de *jouir* de la terre communale en vertu de l'occupation revenait à l'origine aux patriciens qui, plus tard, en investirent leurs clients. Mais, les plébéiens pouvaient *assigner la propriété* de l'*ager publicus;* toutes les assignations étaient en faveur des plébéiens, susceptibles d'être indemnisés pour leur part de terre communale. *La propriété foncière proprement dite,* à l'exception du territoire entourant les murs de la ville, était à l'origine entre les mains des seuls plébéiens, et reprise plus tard dans les communes rurales (201).

La plèbe romaine était essentiellement un ensemble de paysans, selon la définition de la propriété quiritaire. La culture du sol était unanimement considérée par les Anciens comme l'*activité normale* de l'homme libre,

comme l'école du soldat. C'est là que se conserve la vieille souche de la nation : elle s'altère dans les villes où viennent s'établir les commerçants et les artisans étrangers, de même que les indigènes vont où les pousse l'appât du gain. Partout où existe l'esclavage, l'affranchi cherche à subvenir à ses besoins grâce à ses affaires qui lui procurent souvent des fortunes : c'est pourquoi, dans l'antiquité, ces métiers étaient presque tous entre leurs mains et, de ce fait, jugés indignes du citoyen. D'où l'opinion qu'il ne fallait pas admettre les artisans à la pleine citoyenneté (en règle générale, ils en étaient exclus chez les Grecs des temps reculés). « Aucun Romain ne devait vivre du commerce ou de l'artisanat » (Gr.). Les Anciens ignoraient la dignité de l'artisanat telle que la connut l'histoire des villes du moyen âge; mais, même ici, l'esprit militaire déclina lorsque les corporations l'emportèrent sur les organisations familiales, et il finit par s'éteindre complètement et, avec lui, la considération extérieure et la liberté des villes (202).

Les tribus des Etats anciens étaient organisées de deux manières : selon le *lignage*, ou selon les *localités*. Les *tribus par lignage* sont plus anciennes que les tribus par localités, mais, presque partout, elles furent supplantées par ces dernières. Leur forme la plus rigide est le système des castes, où chacune est séparée de l'autre, sans réciprocité de mariage et selon une hiérarchie très marquée; chacune d'elle exerce un métier exclusif et immuable. A l'origine, *l'organisation territoriale des tribus* répondait à une division du pays en districts et en villages; c'est ainsi qu'au moment où cette division fut opérée en Attique, sous Clystène, quiconque résidait dans un village était inscrit comme citoyen de ce village et de la tribu du district auquel ce village appartenait. En bonne règle, les descendants continuaient à faire partie de la même tribu et du même dème sans égard pour le lieu de leur domicile; c'est ce qui donna à cette division une apparence généalogique (203).

Les *gentes* romaines n'étaient pas consanguines (en mentionnant des noms gentilices, Cicéron note la filiation d'un homme libre). Les *sacra* propres aux gentes romaines disparurent plus tard (au temps de Cicéron). Ce qui se maintint le plus longtemps ce fut le droit de succéder à ses confrères co-gentiles en cas de décès intestat et sans héritier. Aux temps les plus reculés, les co-gentiles étaient obligés de partager les charges extra-

ordinaires de ceux qui étaient dans le besoin. (Partout, chez les Allemands, à l'origine; le plus longtemps chez les Ditmarsen.) Les gentes étaient des sortes de corporations. Il n'y eut pas dans le monde ancien d'institution plus générale que celle des gentes. C'est ainsi que, chez les Gaëls, les nobles Campbells et leurs vassaux formaient un clan. Comme le patricien représente davantage la commune, il est le *possesseur* de l'*ager publicus*, et il l'exploite par l'intermédiaire de ses clients, etc. (et se l'approprie progessivement) (204).

La commune germanique ne se concentre pas dans la ville qui est le centre de la vie rurale, résidence du travailleur de la terre de même que centre directeur de la guerre; du simple fait de cette concentration, la commune y acquiert, en tant que telle, une existence extérieure et distincte de celle des individus. L'histoire de l'antiquité classique est celle de la cité, mais cette cité a pour base la propriété foncière et l'agriculture. L'histoire asiatique est une sorte d'unité indifférenciée de la ville et de la campagne (les grandes cités proprement dites doivent être considérées comme de simples camps princiers, superfétation de l'organisation économique).

Le moyen âge (période germanique) part de la campagne, centre de l'histoire, et se développe ensuite à travers l'opposition de la cité et de la campagne. L'histoire moderne, c'est celle de l'urbanisation de la campagne et non, comme dans l'antiquité, de la ruralisation de la cité.

Lorsqu'elle coïncide avec la ville, la commune possède en tant que telle une existence économique. La simple existence de la ville en tant que telle est autre chose que la multitude des maisons indépendantes. Le tout n'est pas ici composé de la somme de ses parties. C'est en quelque sorte un organisme autonome. Chez les Germains, les chefs de famille s'établissaient dans les forêts, séparés les uns des autres par des distances considérables (205). Ne serait-ce que d'un point de vue extérieur, la commune n'y existe qu'à l'occasion des réunions périodiques de ses membres, bien qu'*en soi* l'unité de ceux-ci découle de la généalogie, de la langue, d'un passé commun, de l'histoire, etc. La commune n'y apparaît donc pas comme *unité*, mais comme *association*, accord des sujets autonomes que sont les propriétaires fonciers.

La commune n'y existe pas en tant qu'Etat, *système étatique*, comme chez les Anciens, parce qu'elle n'existe pas sous forme de *ville*. En effet, pour que la commune acquière une existence réelle, il faut que les propriétaires fonciers libres tiennent *assemblée* (206), alors qu'à Rome, par exemple, la commune existe en dehors des assemblées, reposant sur la *ville* et les fonctionnaires préposés à son service.

Certes, on trouve aussi chez les Germains l'*ager publicus*, terre communale ou terre du peuple, distinct de la propriété de l'individu. Il s'agit de terrains de chasse, de pâture, d'affouage, etc., c'est une partie du sol qui ne peut être divisée si on veut l'utiliser comme moyen de production sous ces formes déterminées. Mais ici, l'*ager publicus* ne représente pas, comme chez les Romains, l'existence économique de l'Etat séparée de celle des propriétaires privés, si bien que ces derniers ne sont propriétaires que pour autant qu'ils sont *exclus*, privés de l'usage de l'*ager publicus*, tels les plébéiens.

Chez les Germains, l'*ager publicus* apparaît plutôt comme complément de la propriété individuelle et ne fait figure de propriété que s'il est défendu contre les tribus ennemies comme bien collectif de la tribu. La propriété de l'individu particulier n'est pas médiatisée par la commune; c'est l'existence de la commune et de la propriété commune qui est médiatisée par le rapport de mutualité entre les sujets autonomes. Au fond, l'ensemble économique est contenu dans chaque maison particulière qui constitue en elle-même un centre autonome de la production (la manufacture y est une activité accessoire, purement domestique, des femmes, etc.). Dans l'antiquité, la cité, avec sa marche rurale, constitue l'ensemble économique; dans le monde germanique, c'est l'habitation particulière qui n'est elle-même qu'un point dans la terre qui lui appartient : il n'y a pas concentration d'une foule de propriétaires, car c'est la famille qui forme une unité indépendante.

Dans la *forme asiatique* (ou du moins dans sa forme la plus courante), la propriété n'existe pas, il n'y a que la possession de l'individu. La commune est le véritable propriétaire. Il n'est d'autre propriété que celle, *collective*, du sol.

Chez les Anciens (dont les Romains nous fournissent l'exemple le plus classique, dans sa forme la plus pure et la plus achevée), la propriété foncière de l'Etat

s'oppose à la propriété foncière privée, que cette dernière soit médiatisée par la première, ou que la première apparaisse sous cette forme double. C'est pourquoi le propriétaire foncier privé y est en même temps citoyen urbain. Du point de vue économique, la citoyenneté se ramène à une figure simple : le paysan, habitant de la ville.

Dans la *forme germanique*, le paysan n'est pas un citoyen d'Etat, c'est-à-dire habitant de la ville; la base c'est l'habitation familiale, isolée et indépendante, garantie par l'association avec d'autres habitations semblables d'une même tribu; les assemblées convoquées à l'occasion des guerres, du culte et d'arbitrages juridiques, etc. constituent cette garantie mutuelle. La propriété foncière individuelle ne s'oppose pas ici à la propriété foncière de la commune et n'est pas médiatisée par elle, au contraire. La commune n'existe que dans la relation mutuelle des propriétaires fonciers individuels en tant que tels. La propriété communale n'y est que le complément collectif des habitations individuelles de la tribu, ainsi que de la terre appropriée. La commune n'est pas la substance dont l'individu n'est qu'un accident; elle n'est ni cet ensemble qui serait *unité réalisée* tant dans l'idée que dans l'existence de la ville et de ses besoins, en étant distincte des besoins individuels; ni cette *unité réalisée* dans le territoire urbain qui a une existence propre, distincte de l'économie particulière du membre de la commune. Mais c'est à la fois la communauté de langue, de sang, etc., base de l'individu, et l'*assemblée effective* des propriétaires, en vue de fins collectives. Certes, la commune a une existence économique propre dans les terrains communs de chasse, de pâture, etc., mais chaque propriétaire individuel les utilise à ce titre, et non en qualité de représentants de l'Etat, comme à Rome : c'est une propriété vraiment commune des propriétaires individuels, et non pas une propriété de la société de ces propriétaires qui, dans la ville, ont une existence distincte de celle qu'ils ont en tant que propriétaires individuels.

Voici ce qui, à ce propos, représente l'essentiel : dans toutes ces formes où la propriété foncière et l'agriculture constituent la base de l'ordre économique et où la production de valeurs d'usage est donc le but économi-

que, la *reproduction de l'individu* est impliquée dans ses rapports avec la commune, dont il est le fondement.

Dans toutes ces formes, nous trouvons : 1° L'appropriation de la condition naturelle du travail, la terre, qui représente à la fois l'instrument primitif du travail, le laboratoire et le réservoir de matières premières, n'est pas le résultat du travail, mais sa présupposition. C'est en propriétaire que l'individu se comporte en toute simplicité vis-à-vis des conditions objectives du travail; elles sont pour lui la nature inorganique de sa subjectivité qui se réalise en elle; la principale condition objective du travail n'apparaît pas comme *produit* du travail, mais se présente sous la forme de la nature; il y a l'individu vivant d'une part, et la terre, condition objective de sa reproduction, de l'autre.

2° Le travailleur n'apparaît pas dès l'abord dans cette abstraction qu'est le simple travailleur, puisqu'il trouve dans la propriété de la terre un *mode d'existence objectif* qui n'est pas le simple résultat de son activité mais une présupposition, au même titre que sa peau, ses organes sensoriels qu'il reproduit et développe, certes, dans le procès vital, mais qui président à ce procès de reproduction.

Le *comportement* vis-à-vis de la terre, propriété de l'individu qui travaille, est immédiatement médiatisé par l'existence naturelle, plus ou moins transformée historiquement, de l'individu comme *membre de la commune*, par son existence naturelle comme membre de la tribu, etc. Un individu isolé ne pourrait pas plus être propriétaire de la terre qu'il ne pourrait parler. Sans doute, pourrait-il y puiser sa substance, comme l'animal. Le comportement de propriétaire vis-à-vis de la terre suppose toujours l'occupation, paisible ou violente, de la terre par la tribu, commune ayant une forme encore plus ou moins naturelle ou déjà développée historiquement. Ici, l'individu ne se manifeste jamais isolément, tel le simple travailleur libre. Si l'on suppose que les conditions objectives de son travail lui appartiennent, il est lui-même posé subjectivement comme membre d'une commune, médiatrice entre lui et la terre.

Son rapport avec les conditions objectives du travail est médiatisé par son existence de membre de la commune; à son tour, l'existence réelle de la commune est déterminée par la forme spécifique de sa propriété des conditions objectives du travail. Cette propriété médiatisée par son

existence dans la commune peut apparaître sous des formes diverses : comme *propriété collective*, l'individu n'étant que possesseur et la propriété privée de la terre étant absente; comme propriété ayant une double forme, privée et étatique, existant côte à côte, la propriété étatique posant la propriété privée; dans ce cas, seul le citoyen est, et doit, être propriétaire privé, et la propriété qu'il a, en tant que citoyen d'Etat, a une existence distincte.

Enfin, la propriété communale peut apparaître comme simple complément de la propriété individuelle, celle-ci en étant le fondement; ici, la commune n'a pas d'existence propre en dehors de l'*assemblée* de ses membres et de leur association en vue de fins communes.

Ces différents modes de comportement des membres de la commune ou de la tribu vis-à-vis de la terre où elle s'est établie, dépendent soit des dispositions naturelles de la tribu, soit des conditions économiques dans lesquelles elle exerce réellement sa propriété sur le sol, c'est-à-dire s'approprie les fruits de la terre par le travail. Tout cela dépendra à son tour du climat, de la constitution physique du sol, des rapports avec les tribus ennemies ou voisines, ainsi que des transformations opérées par les migrations et les événements historiques, etc.

Pour que la commune subsiste sous sa forme ancienne, il faut que ses membres se reproduisent dans les conditions objectives présupposées. La production elle-même, la progression de la population (qui fait également partie de la production) supprime peu à peu et nécessairement ces conditions, les détruit au lieu de les reproduire, etc., — et c'est ainsi que la commune disparaît en même temps que les rapports de propriété sur lesquels elle reposait. C'est nécessairement la forme asiatique qui se maintient avec la plus grande ténacité et le plus longtemps. Cela tient à ses conditions mêmes : l'individu ne peut se rendre autonome vis-à-vis de la commune; le cycle de la production se suffit à lui-même; l'agriculture est unie à la manufacture (*Handmanufaktur*), etc. Si l'individu modifie son rapport à la commune, il modifie et ruine la commune et ses bases économiques. A son tour, la transformation des bases économiques entraîne, par sa propre dialectique, l'appauvrissement, etc. Il convient de noter l'effet des guerres et des conquêtes qui, à Rome par exemple, représentaient l'une des principa-

les bases économiques de la commune. C'est ainsi que se brisent les rapports fondamentaux de la commune.

Dans toutes ces formes, l'évolution repose sur la *reproduction des anciens rapports* (plus ou moins naturels ou historiques et traditionnels) entre l'individu et sa commune, et sur une existence *objective et déterminée* de l'individu, fondée à la fois sur ses rapports avec les conditions de travail et son comportement vis-à-vis des autres travailleurs et membres de la tribu. Dès l'abord, cette base est donc *limitée;* mais sitôt que ces limitations sont éliminées, nous assistons à la décadence et à la ruine des anciens rapports. C'est le développement de l'esclavage, la concentration de la propriété foncière, l'échange, l'argent, les conquêtes, etc., ainsi que nous l'avons vu chez les Romains. Jusqu'à un certain point, ces éléments peuvent sembler compatibles avec la base donnée, en ayant l'air soit d'élargir innocemment cette base, soit de se développer à partir d'elle comme excroissances abusives. Certaines sphères peuvent connaître des développements considérables. Des individus peuvent avoir une certaine grandeur. Mais il est évident qu'il ne peut y avoir d'épanouissement entier et libre de l'individu ou de la société, car il serait en contradiction avec le niveau primitif de la base sociale (207).

Les Anciens ne se sont jamais préoccupés de rechercher quelle était la forme de propriété foncière, etc. la plus productive ou la plus fertile en richesses. Bien que Caton ait pu s'interroger sur la manière la plus avantageuse de cultiver le sol (208), ou que Brutus ait prêté son argent au taux le plus élevé (209), la richesse n'apparaît pas comme le but de la production. La recherche porte toujours sur le mode de propriété le plus susceptible de former les meilleurs citoyens. La richesse n'apparaît comme fin en soi que chez les rares peuples marchands qui monopolisent le métier des transports et vivent dans les pores du monde antique, tels les Juifs dans la société médiévale. A présent, la richesse est, d'une part, une chose réalisée dans des choses, production matérielle, et l'homme s'y oppose comme sujet; d'autre part, comme valeur, elle n'est que le pouvoir de commander le travail d'autrui dans le but non pas d'exercer une domination, mais d'en tirer des jouissances etc. Si elle est fin en soi, la richesse a une figure matérielle, soit de chose, soit de rapport médiatisé par la chose contingente et extérieure à l'individu. Ainsi,

combien paraît sublime l'antique conception qui fait de l'homme (quelle que soit l'étroitesse de sa base nationale, religieuse et politique) le but de la production, en comparaison de celle du monde moderne où le but de l'homme est la production, et la richesse le but de la production.

Mais, au fait, que sera la richesse une fois dépouillée de sa forme bourgeoise encore limitée? Ce sera l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives, etc. des individus, universalité produite dans l'échange universel. Ce sera la domination pleinement développée de l'homme sur les forces naturelles, sur la nature proprement dite aussi bien que sur sa nature à lui. Ce sera l'épanouissement entier de ses capacités créatrices, sans autre présupposition que le cours historique antérieur qui fait de cette totalité du développement un but en soi; en d'autres termes, développement de toutes les forces humaines en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées d'après un *étalon* préétabli. L'homme ne se reproduira pas comme unilatéralité, mais comme totalité. Il ne cherchera pas à demeurer quelque chose qui a déjà été, mais s'insérera dans le mouvement absolu du devenir. Dans l'économie bourgeoise et l'époque correspondante, au lieu de l'épanouissement entier de l'intériorité humaine, c'est le dépouillement complet; cette objectivation universelle apparaît comme totale, et le renversement de toutes les entraves unilatérales comme sacrifice du but en soi à un but tout à fait extérieur. C'est pourquoi, le juvénile monde antique apparaît comme un monde supérieur (210). Et il l'est effectivement, partout où l'on cherche une figure achevée, une forme et des contours bien définis. Il est satisfaction à une échelle limitée, alors que le monde moderne laisse insatisfait, ou bien, s'il est satisfait, il est *trivial.*

Ce que M. Proudhon appelle la genèse *extra-économique* de la propriété, par quoi il entend précisément la propriété foncière (211), c'est le rapport *prébourgeois* de l'individu aux conditions objectives de travail, et tout d'abord aux conditions objectives *naturelles* du travail. En effet, comme le sujet travaillant est un individu naturel et a une existence naturelle, la première condition objective de son travail est la nature, la terre, son corps inorganique. L'individu n'a pas seulement un corps

organique, mais il a pour sujet cette nature non organique. L'individu ne produit pas cette condition, mais il la trouve au préalable, comme une réalité naturelle antérieure et extérieure. Avant de continuer notre analyse, une remarque : le brave Proudhon non seulement pourrait mais devrait accuser le *capital* et le *travail salarié* — en tant que forme de propriété — d'avoir une origine extra-économique. Car si le travailleur trouve devant lui et séparées de lui les conditions objectives du travail sous forme de *capital,* et si le capitaliste trouve devant lui le *travailleur* privé de toute propriété, travailleur abstrait, c'est que l'échange, tel qu'il s'effectue entre la valeur et le travail vivant, présuppose un *processus historique*. Bien que le capital et le travail salarié reproduisent eux-mêmes ce rapport et le développent dans toute son étendue objective et dans toute sa profondeur, ils supposent — comme nous l'avons vu — un processus historique, celui de la genèse du capital et du travail salarié. En d'autres termes : la *genèse extra-économique* de la propriété ne signifie rien d'autre que la *genèse historique* de l'économie bourgeoise, des formes de production qui s'expriment théoriquement ou idéalement au travers des catégories de l'économie politique. Dire que l'histoire prébourgeoise et chacune de ses phases a son économie et constitue la *base économique* du développement est au fond une simple tautologie, c'est dire que la vie des humains a depuis toujours été basée sur la production, *sociale* d'une manière ou d'une autre, dont nous désignons précisément les rapports comme économiques.

A l'origine, les conditions de la production ne peuvent être *produites* ni être le résultat de la production; or, parmi ces conditions nous trouvons la reproduction des humains dont le nombre augmente par le procès naturel des deux sexes. La reproduction apparaît, d'une part, comme l'appropriation des objets par les sujets, et d'autre part, comme impression de formes et soumission des objets à un but subjectif, c'est-à-dire transformation de ces objets en résultat et en réservoir de l'activité subjective.

Ce n'est pas l'*unité* des hommes vivants et actifs avec les conditions naturelles et inorganiques de leur métabolisme avec la nature qui aurait besoin d'une explication

ou qui serait le résultat d'un processus historique; c'est au contraire la *séparation* entre ces conditions inorganiques de l'existence humaine et de son activité, séparation qui n'est totale que dans le rapport entre le travail salarié et le capital. Cette séparation ne s'opère pas dans le rapport esclavagiste et le servage, une partie de la société y étant traitée comme simple condition *inorganique* et *naturelle* de la reproduction de l'autre.

L'esclave, lui, est dépourvu de tout rapport avec les conditions objectives de son travail; mais, dans la forme esclavagiste comme dans celle du servage, c'est le travail lui-même qui est posé comme *condition inorganique* de la production parmi les autres produits de la nature, à côté du bétail, ou comme appendice de la terre. En d'autres termes : à l'origine, les conditions de production sont les conditions mêmes de la nature, les *conditions naturelles d'existence du producteur,* et de même son corps, quoiqu'il le reproduise et le développe, n'est pas posé à l'origine par lui-même, mais apparaît comme une *condition naturelle;* son existence (corporelle) est une donnée naturelle que l'individu n'a pas posée.

Ces *conditions naturelles d'existence* vis-à-vis desquelles il se comporte comme à l'égard de son corps inorganique, sont elles-mêmes doubles : 1° de nature subjective, et 2° de nature objective. L'individu constate comme une donnée préalable qu'il est membre d'une famille, d'une tribu, d'une commune, etc. qui, en s'opposant et en se mêlant à d'autres, se transforment au cours de l'histoire; en tant que membre ainsi défini, il se comporte vis-à-vis de la nature (mettons ici la terre) comme vis-à-vis d'une existence inorganique de lui-même, condition de sa production et de sa reproduction. En tant que membre naturel de la commune, il participe à la propriété collective et en possède une partie propre; c'est ainsi qu'en qualité de citoyen romain, il a un droit (tout au moins idéal) sur l'*ager publicus* et un droit réel sur un certain nombre d'arpents de terre. Sa *propriété,* c'est-à-dire le rapport aux conditions naturelles préalables de sa production comme siennes, est médiatisée par sa qualité de membre naturel d'une commune.

Il est évident qu'une commune parvenue à un degré d'abstraction tel que ses membres n'ont plus rien en commun hormis peut-être la langue, est le produit de conditions historiques ultérieures. Ainsi, il est clair qu'un individu particulier ne peut considérer sa langue

comme sienne que s'il est membre d'une communauté humaine. Une langue qui serait le produit d'un individu est un non-sens. Il en est de même de la propriété.

Le langage est le produit d'une commune tout autant qu'à un certain point de vue, il est l'existence même de la commune : son mode d'expression verbal.

La production communautaire et la propriété collective, telles qu'elles existent par exemple au Pérou, sont manifestement une forme *secondaire*, introduite et transmise par des tribus conquérantes qui ont connu chez elles la propriété collective et la production communautaire dans la forme ancienne et plus simple, telle qu'on la trouve aux Indes et chez les Slaves. Il semble de même que la forme que nous trouvons par exemple chez les Celtes du Pays de Galles soit une forme *secondaire*, importée par les conquérants chez des tribus soumises qui vivaient à un stade social inférieur. La perfection et l'épanouissement de ces systèmes instaurés par un *centre souverain* en indique l'origine tardive. C'est ainsi que le féodalisme importé en Angleterre eut une forme plus achevée qu'en France où il s'était développé spontanément.

Dans les tribus de pasteurs nomades — et tous les peuples pasteurs sont nomades à l'origine — la terre est, comme les autres conditions naturelles, un élément illimité, par exemple les steppes et les hauts plateaux d'Asie. Elle est tondue, etc., consommée par les troupeaux, dont vivent à leur tour les peuples pasteurs. Ceux-ci se comportent en propriétaires vis-à-vis de la terre, bien qu'ils ne fixent jamais leur propriété. Il en est ainsi du territoire de chasse des tribus indiennes en Amérique : la tribu considère une région déterminée comme son terrain de chasse, soit qu'elle le défende par la force contre d'autres tribus, soit qu'elle cherche à chasser les autres tribus de leur territoire. Dans les tribus de pasteurs nomades, la commune est en fait toujours une société migratrice, caravane, horde; les formes de domination et de subordination se développent en fonction des conditions de vie. En fait, seul le troupeau est *approprié* et *reproduit*, non la terre utilisée en *commun*, temporairement, à chaque étape.

La seule barrière que la commune puisse rencontrer dans son comportement de propriétaire vis-à-vis des conditions naturelles de production, la terre (si nous passons tout de suite aux peuples sédentaires), c'est

une autre commune qui la revendique déjà comme *son* corps inorganique à elle. Pour la défense autant que pour la conquête d'une propriété, la guerre est donc l'un des tout premiers travaux de cette communauté liée encore à la nature.

En fait, il suffit de considérer ici la propriété primitive de la terre, car chez les peuples pasteurs la propriété des produits naturels de la terre — les moutons par exemple — se confond avec la propriété des pâturages parcourus. Dans la propriété de la terre se trouve aussi incluse en général celle de ses produits organiques. (Si l'homme, comme appendice organique de la terre, est conquis en même temps que le sol, il est englobé dans les conditions de production. Ainsi se développent l'esclavage et le servage qui faussent et transforment rapidement les formes primitives de toutes les communes et en deviennent le fondement : la construction simple prend alors un caractère négatif.)

La *propriété* ne signifie donc originellement rien d'autre que le comportement de l'homme vis-à-vis des conditions naturelles de la production comme lui appartenant, comme siennes, données en même temps que *sa propre existence*. L'homme se comporte vis-à-vis d'elles comme vis-à-vis des présuppositions naturelles de l'homme qui sont en quelque sorte le prolongement de son corps. A proprement parler, l'homme n'a pas de rapport vis-à-vis de ses conditions de production, mais il existe doublement : à la fois subjectivement, en tant que lui-même, et objectivement, dans les conditions naturelles non organiques de son existence.

La forme de ces *conditions naturelles de production* est double : 1° son existence de membre de la commune; donc l'existence de cette commune qui est d'abord la *tribu*, puis la *tribu* plus ou moins transformée; 2° le rapport à la *terre*, sa propriété par l'intermédiaire de la commune; c'est la propriété commune du sol en même temps que la *possession individuelle*, ou bien le seul partage des fruits, la terre et son exploitation demeurant communes. Toutefois les habitations, fussent-elles les charriots des Scythes, sont toujours la possession de l'individu. L'une des conditions naturelles de la production est, pour l'individu, son appartenance à une *société naturelle*, tribu, etc. Cette appartenance est déjà une

condition du langage par exemple. C'est à cette seule condition qu'il a une existence productive propre. Son existence subjective en dépend, ainsi que son rapport à la terre, son laboratoire.

La propriété est *mobile* à l'origine, car l'homme s'empare tout d'abord des fruits finis de la terre, parmi lesquels figurent entre autres les animaux, particulièrement ceux que l'on peut domestiquer. Mais, même ce niveau de production — chasse, pêche, élevage des troupeaux, cueillette des fruits, etc. — suppose l'appropriation de la terre, soit à demeure fixe, soit pour la migration ou la pâture des animaux, etc.

La *propriété* signifie donc appartenance à une tribu (ou commune), et c'est avoir en elle une existence subjective-objective. L'individu se relie lui-même à la terre par l'intermédiaire du rapport de sa commune à la terre, comme à son corps inorganique. C'est ainsi qu'il se rapporte donc à la condition primitive extérieure de la production, la terre, qui est à la fois matière première, instrument et fruit, comme à des présuppositions appartenant à son individualité, modes d'existence de celle-ci.

Nous réduisons cette propriété au comportement vis-à-vis des conditions de la production. Mais on demandera : pourquoi pas aux conditions de consommation puisque, à l'origine, la production de l'individu se limite à la reproduction de son corps par l'appropriation de produits finis, préparés pour la consommation par la nature elle-même? Même lorsqu'il suffit de trouver, de *découvrir*, il faut bientôt un effort, du travail — comme dans la chasse, la pêche et la garde du troupeau — et une production, c'est-à-dire développement de certaines aptitudes de la part du sujet. Mais il y a aussi des situations où l'on peut s'emparer des choses toutes prêtes sans l'aide d'instruments, c'est-à-dire de produits du travail eux-mêmes destinés à la production, sans aucun changement de la forme (elle change déjà dans la garde du troupeau). Mais ce sont là des situations transitoires que l'on ne saurait considérer comme normales, fût-ce à l'aube de la société primitive. Au demeurant, les conditions primitives de la production embrassent des matières directement consommables (fruits, animaux, etc.); le fonds de consommation constitue donc un élément inhérent au *fonds primitif de production.*

La condition fondamentale de la propriété basée sur la tribu (qui coïncide à l'origine avec la commune), c'est

l'appartenance à la tribu. C'est ainsi que les tribus conquises et asservies sont *privées de propriété* et se retrouvent parmi les *conditions inorganiques* de la reproduction, celles-ci appartenant à la commune victorieuse. L'esclavage et le servage ne représentent donc qu'un développement ultérieur de la propriété fondée sur la tribu. Ils modifient nécessairement toutes les formes de cette propriété, la forme asiatique en étant la moins affectée. Lorsque la manufacture et l'agriculture forment une unité qui se suffit à elle-même, comme c'est le cas dans la forme asiatique, les conquêtes ne sont pas aussi nécessaires que dans les formes où la *propriété de la terre* et l'*agriculture* dominent exclusivement. Au demeurant, étant donné que, dans cette forme asiatique, l'individu ne devient jamais propriétaire mais seulement possesseur, il est au fond la propriété et l'esclave de celui qui incarne l'Unité de la commune : l'esclavage n'y modifie ni les conditions de travail ni les rapports fondamentaux.

Il est clair désormais que la propriété se réalise à travers la production, si bien que le producteur a son existence incluse dans les conditions objectives *qui lui appartiennent*. Même dans la mesure où, vis-à-vis des conditions de production considérées comme *siennes*, elle est un comportement conscient, elle se réalise dans la production. Pour ce qui concerne l'individu, c'est un comportement posé par la commune, proclamé et garanti par la loi. L'appropriation effective ne se déroule pas d'abord dans un rapport mental, mais dans un rapport réel et actif avec les conditions objectives de la production, celles-ci représentant véritablement les conditions de l'activité subjective.

Dès lors, il est évident que *ces conditions se modifient*. Ce n'est que par la chasse qu'une région devient terrain de chasse des tribus; ce n'est que par l'agriculture que la terre devient le prolongement du corps de l'individu. Lorsque la *ville de Rome* fut construite et la marche avoisinante cultivée par ses citoyens, les conditions de la commune se modifièrent.

Le but de toutes ces communes est la conservation, c'est-à-dire *la reproduction, en tant que propriétaires, des individus qui les composent; autrement dit, le maintien du mode objectif d'existence fondé sur le rapport mutuel entre les membres qui forment la commune. Mais cette reproduction est en même temps et nécessairement*

production nouvelle et destruction de l'ancienne forme.

Ainsi, la simple progression de la population s'oppose déjà à ce que chaque individu possède une étendue donnée de terre. Pour lever cet obstacle, il faudra coloniser, ce qui entraîne des guerres de conquêtes et aussi l'esclavage, etc.; l'*ager publicus*, par exemple, s'étend et on voit surgir les patriciens qui représentent la commune, etc. Ainsi donc, la conservation de l'ancienne commune renferme la destruction des conditions sur lesquelles elle repose : cette conservation se change en son contraire.

Imaginons, par exemple, dans le même espace, un accroissement de productivité par le développement des forces productives, etc. (particulièrement lent dans l'ancienne agriculture traditionnelle); il faut alors créer de nouvelles méthodes ou combinaisons du travail, car la plus grande partie de la journée est consacrée à l'agriculture, etc. : on supprime et modifie encore les anciennes conditions économiques de la commune. L'acte de la reproduction même modifie non seulement les conditions objectives (par exemple : le village devient ville, la nature sauvage est changée en terre de culture), mais encore les producteurs qui manifestent des qualités nouvelles en se développant et en se transformant dans la production, grâce à laquelle ils façonnent des forces et des idées nouvelles ainsi que des modes de communication, des besoins et un langage nouveaux.

Plus le mode de production est archaïque et traditionnel (le mode traditionnel est le plus tenace dans l'agriculture et subsiste le plus longtemps dans la combinaison de l'agriculture et de la manufacture en Orient), et plus le *procès effectif* de l'appropriation reste immuable, si bien que les anciennes formes de propriété, donc aussi la commune, restent invariables. Lorsque les membres de la commune, en qualité de propriétaires privés, ont acquis une existence distincte de celle qu'ils ont en tant que possesseur de la commune et du territoire urbains, on voit bientôt surgir les conditions où l'individu est susceptible de *perdre* sa propriété, c'est-à-dire le double rapport qui fait de lui un citoyen égal, membre de la commune, et un *propriétaire*.

Dans la forme orientale, cette *perte* a le moins de chance de se réaliser sauf s'il intervient des faits tout à fait extérieurs, puisque le membre de la commune n'entretient jamais avec elle un rapport de liberté tel

qu'il risque de perdre son lien objectif et économique avec la commune. L'individu fait corps avec elle. C'est ce qui résulte aussi de l'union de la manufacture et de l'agriculture, de la ville (village) et de la campagne.

Chez les Anciens, la manufacture est considérée comme une déchéance (affaire d'affranchis, de clients, d'étrangers, etc.). Le travail productif est entièrement subordonné à l'agriculture lorsqu'il est travail domestique et travail d'affranchis destiné seulement à l'agriculture et à la guerre, ou bien du travail de manufacture satisfaisant les besoins du culte ou de la commune (construction d'habitations, de routes, de temples). Mais il s'en libère nécessairement grâce au commerce avec les étrangers, aux esclaves et au désir d'échanger le surproduit, etc. — et nous assistons à la désagrégation du mode de production sur lequel repose la commune ainsi que l'*individu objectif*, c'est-à-dire l'individu déterminé qu'est le Romain, le Grec, etc. L'échange a le même effet, tout comme l'endettement, etc.

A l'origine, il y a unité entre une forme particulière de la commune (tribu) et la propriété de la nature qui s'y rattache, autrement dit entre le comportement vis-à-vis des conditions objectives de la production dans leur forme naturelle et l'existence objective de l'individu médiatisée par la commune. Cette unité, exprimée par la forme particulière de la propriété, a sa réalité vivante dans un *mode déterminé de la production*, mode qui est aussi bien le rapport mutuel entre les individus que leur rapport actif et déterminé vis-à-vis de la nature inorganique, mode de travail déterminé (qui est toujours activité familiale, et souvent travail de la commune). La commune elle-même représente la première grande force productive; selon le type déterminé des conditions de production (par exemple élevage du bétail, agriculture), on voit se développer un mode particulier de production et des forces productives particulières, aussi bien objectives que subjectives (facultés des individus).

La commune et la propriété fondée sur elle correspondent, en dernière analyse, à un niveau déterminé du développement des forces productives des sujets actifs, niveau auquel correspondent des rapports déterminés entre les individus et à l'égard de la nature. La reproduction se fait jusqu'à un certain niveau, puis elle finit par se désagréger.

A l'origine, et aussi bien dans la forme asiatique (212)

que slave, antique et germanique, la *propriété* c'est donc le comportement du sujet actif (qui produit et se reproduit) vis-à-vis des conditions de sa production ou de sa reproduction comme siennes. La propriété aura donc des formes différentes suivant les conditions de cette production. Celle-ci a pour but la reproduction du producteur dans et avec ses conditions objectives d'existence. Ce comportement en tant que propriétaire n'est pas le résultat, mais la condition préalable du travail, c'est-à-dire de la production; il implique une forme d'existence déterminée de l'individu, à savoir son appartenance à une tribu ou à une commune (dont il est lui-même, jusqu'à un certain point, la propriété).

Dans l'esclavage, le servage, etc. le travailleur lui-même fait partie des conditions naturelles de production d'un autre individu ou d'une commune (ceci ne s'applique pas à l'esclavage généralisé en Orient, mais seulement aux conditions de l'Europe); la propriété y a cessé d'être le comportement de l'individu travaillant lui-même à l'égard des conditions objectives du travail. Bien qu'ils soient un résultat logique et nécessaire de la propriété fondée sur la commune et le travail dans la commune, l'esclavage et le servage sont toujours des formes secondaires et ne sont jamais des formes originelles. En vérité, il est facile d'imaginer qu'un homme puissant et doué d'une force physique supérieure, après avoir capturé l'animal, se saisisse de l'homme pour l'utiliser à attraper les animaux à son profit; en un mot, que, pour sa reproduction, il utilise l'homme à titre de condition naturelle trouvée toute faite, comme s'il s'agissait d'un quelconque être naturel (son propre travail n'étant plus que l'exercice de la domination).

Alors qu'elle peut se vérifier chez certaines tribus et communes, cette vue est simpliste lorsqu'elle considère l'évolution à partir d'individus *isolés*, l'homme ne s'individualisant qu'au travers du processus historique. Il apparaît à l'origine comme un *membre de l'espèce, un être tribal, un animal de troupeau,* et nullement comme un *animal politique* (Gr.). L'échange est l'un des agents essentiels de cette individualisation. Il rend superflu le troupeau, et le dissout. Dès que les choses ont pris cette tournure, l'individu ne se rapporte plus qu'à lui-même, les moyens pour se poser en individu étant devenus son faire-valoir général.

Ainsi donc cette communauté présuppose l'exis-

tence objective de l'individu comme propriétaire, mettons propriétaire foncier, mais elle le fait dans des conditions qui l'enchaînent à la commune, ou mieux font de lui un anneau de sa chaîne. Dans la société bourgeoise, le travailleur est purement sujet, sans objet; mais la chose qui *lui fait face* est devenue la *véritable communauté :* il cherche à la dévorer, mais c'est elle qui le dévore.

Dans toutes les formes primitives, la commune donne aux sujets une unité objective avec leurs conditions de production, ou bien l'existence objective et déterminée présuppose la commune elle-même parmi les conditions de la production. Ces formes, plus ou moins liées encore à la nature mais résultant déjà du procès historique, correspondent nécessairement à un développement des forces productives qui est limité, et ce, par principe. Le développement des forces productives les dissout, et leur dissolution représente elle-même un progrès des forces productives humaines. Le travail se fait d'abord à partir d'une base déterminée, naturelle pour commencer, puis historique. Mais alors cette base est elle-même supprimée ou tend à disparaître, étant devenue trop étroite pour le progrès du bloc humain.

Pour autant que la propriété foncière antique réapparaît dans la propriété parcellaire moderne, elle relève de l'économie politique (nous y reviendrons (213) dans le chapitre de la propriété foncière; d'ailleurs, tout cela mérite une analyse plus fouillée.)

Ce qui nous importe ici, c'est d'abord que le rapport du travail au capital, ou aux conditions objectives du travail devenues capital, suppose un processus historique qui dissout les différentes formes dans lesquelles ou bien le travailleur est propriétaire, ou bien le propriétaire travaille.

Avant tout, il faut donc : 1° la *dissolution* des liens avec la terre, condition naturelle de la production, que l'homme traite comme son corps non organique, laboratoire de ses forces et domaine de sa volonté. Toutes les formes de cette propriété supposent une commune dont les membres, en dépit de toutes les différences formelles, sont *propriétaires* à titre de membres de la commune. La forme primitive de cette propriété est donc une *propriété collective immédiate* (*forme orientale,* modifiée dans la forme slave, développée jusqu'à sa contradiction

dans la propriété antique et germanique, dont elle demeure cependant la base secrète).

2° La *dissolution des rapports* où l'homme apparaît comme *propriétaire de l'instrument.* Comme la précédente forme de propriété foncière suppose une *commune réelle,* cette propriété de l'instrument au profit du travailleur suppose une forme particulière de développement du travail manufacturier, le *travail artisanal* auquel se rattache le système des corporations et des jurandes, etc. (Le système manufacturier de l'ancien Orient peut trouver place au point 1°.) Le travail y est encore pour moitié artistique et pour moitié fin en soi, etc (le maître-artisan). L'habileté particulière au travail garantit la possession de l'instrument, etc. Puis il y a, pour ainsi dire, héritage du mode de travail ainsi que de l'organisation et de l'instrument du travail. Système médiéval des villes. Le travail y est encore personnel; c'est un développement déterminé d'aptitudes unilatérales se suffisant à elles-mêmes, etc.

3° Dans ces deux cas, on suppose que le travailleur possède les moyens de consommation avant de produire, ce qui lui permet de vivre comme producteur pendant la production jusqu'à ce qu'il ait achevé son travail. Comme propriétaire foncier, il est directement pourvu du fonds de consommation nécessaire. Comme maître-artisan, il en a hérité, l'a gagné en faisant des économies; dans sa jeunesse il est *apprenti;* il ne se présente pas alors comme un véritable travailleur indépendant : il partage les repas avec le maître, patriarcalement. Quand il est (véritable) compagnon, il existe une certaine communauté du fonds de consommation possédé par le maître; même si ce n'est pas la *propriété* du compagnon, c'est du moins sa co-possession, etc., en vertu des lois et des traditions de la corporation, etc. (Il convient d'approfondir encore ce point.)

4° La *dissolution* des rapports dans lesquels le *travailleur lui-même, force vivante du travail,* fait encore directement partie des conditions objectives de la production et est approprié de la sorte, bref, ou il est esclave ou serf. Pour le capital, ce n'est pas le travailleur, mais le travail qui est une condition de production. Si le capital peut opérer avec des machines, ou même l'eau et l'air, *tant mieux* (Fr.). Le capital ne s'approprie pas le travailleur, mais son travail, — non pas directement mais au travers de l'échange.

Telles sont les conditions historiques qui doivent se réaliser pour que le travailleur devienne un travailleur libre, force de travail sans objet et purement subjective, face aux conditions objectives de la production, *propriété qui n'est pas sienne mais celle d'autrui,* valeur pour soi, c'est-à-dire capital. Mais il faut se demander à présent quelles sont les conditions qui doivent se réaliser pour que le travailleur trouve devant lui le *capital.*

La forme du capital, dans laquelle le travail vivant est dans un rapport négatif de non-propriété vis-à-vis de la matière première, de l'instrument et des moyens de subsistance nécessaires durant le travail, *implique* avant tout la *non-propriété de la terre;* autrement dit, c'est la négation des conditions dans lesquelles l'individu travailleur se comporte vis-à-vis de la terre comme vis-à-vis de sa chose à lui, c'est-à-dire travaille et produit tout en étant propriétaire du sol. Dans le cas le plus favorable, il ne se comporte pas seulement comme travailleur vis-à-vis de la terre, mais encore comme propriétaire de la terre vis-à-vis de lui-même, sujet qui travaille. Virtuellement, la propriété foncière inclut la propriété de la matière première, de l'instrument originel, la terre, et des fruits spontanés de celle-ci.

Dans la forme la plus ancienne, cela signifie : se comporter en propriétaire vis-à-vis de la terre, y trouver la matière première, les instruments et les moyens de subsistance produits non par le travail mais par la terre. Lorsque ce rapport se reproduit, les instruments secondaires et les fruits de la terre, créés par le travail, font partie eux aussi de la propriété foncière dans ses formes primitives. C'est d'abord cette situation historique de pleine propriété qui est niée dans le rapport de l'ouvrier vis-à-vis des conditions de travail devenues capital. Dans ce dernier rapport, c'est la situation historique n° 1 qui est niée ou supposée dissoute historiquement.

Il y a ensuite la forme qui se caractérise par la *propriété de l'instrument,* c'est-à-dire celle où le travailleur se comporte en tant que propriétaire vis-à-vis de l'instrument, bref où il travaille en même temps qu'il est propriétaire de l'instrument (celui-ci est donc subordonné au travail individuel, ce qui représente un développement très limité de la force productive du travail). Cette forme, dans laquelle le *travailleur est propriétaire* (ou bien le *propriétaire travaille*), s'est rendue autonome, à côté ou en dehors de la *propriété foncière :* elle n'est plus

annexée à la propriété foncière ni soumise à elle, comme dans le premier cas. Cette seconde forme correspond au travail artisanal et urbain. En tant que propriété de l'artisan, la matière première et les moyens de subsistance sont *médiatisés* par la propriété de l'instrument et par le métier.

Ce second niveau historique existe soit à côté, soit en dehors du premier, déjà considérablement modifié par le fait que *ce second type de propriété ou de propriétaire travaillant s est rendu autonome.* Comme l'instrument est lui-même déjà un produit du travail, c'est-à-dire que l'élément qui constitue la propriété est posé par le travail, la commune ne peut plus apparaître ici dans sa forme primitive et naturelle comme dans le premier cas. La commune qui fonde cette sorte de propriété, est elle-même engendrée et produite, c'est-à-dire secondaire, puisque créée par le travailleur. Lorsque la propriété de l instrument signifie le comportement du travailleur comme propriétaire des conditions de production, il est clair que l instrument n'est plus, dans l'activité réelle, que le *simple moyen* du travail individuel. L'art de s'approprier réellement l instrument et de le manier comme outil de travail, y apparaît comme l'habileté particulière du travailleur, ce qui fait de lui le propriétaire de l'instrument. Bref, ce qui caractérise le système des corporations et des jurandes (fondé sur le travail artisanal qui érige l'individu en propriétaire), c'est qu'il réduit tout au seul rapport avec l instrument de production, la propriété ne portant que sur l'outil. Ce rapport diffère de celui qui fonde la propriété foncière, c'est-à-dire la matière première proprement dite. Le rapport avec ce seul élément des conditions de production fait du sujet qui travaille un propriétaire, un propriétaire travaillant.

De par sa nature, la situation historique n° 2 ne peut exister qu'en opposition, ou si l'on veut, qu'à titre de complément du cas n° 1 ainsi modifié. Elle est également niée dans la première forme du capital.

La troisième *forme possible,* c'est le rapport de propriété vis-à-vis des moyens de subsistance, trouvés dès l'abord comme condition naturelle du sujet travaillant qui ne possède cependant ni la terre, ni l'instrument, ni même le travail. C'est, au fond, la formule de l'esclavage et du servage, tous deux en dissolution et niés dans

le rapport du travailleur aux conditions de production devenues capital.

Les formes primitives de la propriété se réduisent nécessairement au rapport de propriété avec les différents éléments objectifs nécessaires à la production; ils représentent la base économique des différentes formes de commune, et ils sont déterminés à leur tour par telle ou telle forme de commune. Ces formes sont profondément modifiées lorsque le travail lui-même est rangé parmi les *conditions objectives de la production* (servage et esclavage), si bien que le caractère positif de toutes les formes groupées sous le n° 1 se perd et se transforme. Elles contiennent toutes en puissance l'esclavage, et par conséquent leur propre abolition. La forme n° 2, qui est celle d'un mode particulier du travail (la maîtrise dans le travail donnant la propriété des conditions de production), exclut l'esclavage et le servage, mais elle peut connaître un développement négatif avec le système des castes.

La troisième forme de propriété, celle des moyens de subsistance, se ramène le plus souvent à l'esclavage et au servage. Elle ne renferme aucun rapport de l'individu *travaillant* vis-à-vis des moyens de production et, en conséquence, d'existence. Donc, au sein d'une commune primitive, basée sur la propriété foncière, elle ne saurait être que le rapport de tel de ses membres qui a perdu sa propriété foncière et n'est pas encore passé à la propriété du type n° 2, comme la plèbe au temps *du pain et des jeux* (Lat.). Le rapport du seigneur et de sa suite, ou du service personnel en est foncièrement différent. C'est, au fond, le mode d'existence du propriétaire foncier qui a cessé de travailler, mais dont la propriété englobe le travailleur lui-même en tant que serf, etc. parmi les moyens de production. Le *rapport de domination* représente ici le rapport essentiel d'appropriation. Il ne peut pas exister un tel rapport de domination au travers de l'appropriation vis-à-vis des animaux, de la terre, etc., bien que les animaux soient utiles. L'appropriation d'une *volonté* étrangère est la condition de ce rapport de domination. Ce qui n'a pas de volonté, l'animal par exemple, peut certes être utile, mais celui qui se l'approprie n'en devient pas pour autant *maître et seigneur*. Mais nous voyons déjà que le *rapport de domination et de servitude* appartient à la forme de l'appropriation des instruments de production; il constitue le

ferment nécessaire au développement et à la décadence de tous les rapports primitifs de la propriété et de la production, en même temps qu'il en exprime l'étroitesse. Certes le capital — sous une forme médiate — reproduit lui aussi un rapport de domination qui lui sert de ferment de dissolution, en même temps qu'il représente le symbole de son étroitesse.

Niebuhr (214) écrit dans son « Histoire de Rome » : « La faculté de vendre les siens en cas de détresse était un droit général; il existait dans le Nord, comme chez les Grecs et en Asie : le droit du créancier de s'emparer du débiteur insolvable pour en faire son esclave, bref de s'indemniser autant que possible soit par son travail, soit par la vente de sa personne, n'était guère moins répandu. »

Dans un autre passage, Niebuhr explique que les auteurs grecs de l'époque d'Auguste ont eu des difficultés à comprendre le rapport entre les patriciens et les plébéiens et qu'ils ont confondu ce rapport avec celui qui existait entre patrons et clients. En effet, ils « *écrivaient à une époque où les* riches et les pauvres étaient les seules véritables classes de citoyens; *où l'indigent, quelque noble que fût son origine, avait besoin d'un patron; où le millionnaire, fût-il un affranchi, était recherché comme patron. A peine connaissaient-ils encore quelques vestiges de dépendance héréditaire.* »

« *Les artisans se trouvaient dans les deux classes* » — métèques, affranchis et leur descendance — « *et les plébéiens qui abandonnaient l'agriculture, passaient à un statut de droit civil auquel les premiers étaient restreints. On ne les privait pas non plus de l'honneur des* corporations légalement reconnues *qui étaient si considérées qu'on nommait Numa pour leur fondateur. Elles étaient au nombre de neuf : joueurs de flute, orfèvres, charpentiers, teinturiers, corroyeurs, tanneurs, chaudronniers, la neuvième corporation comprenant tous les autres métiers... Certains d'entre eux étaient des faubourgeois autonomes; des isopolites qui ne s'étaient offerts à aucun patron, à condition qu'un tel droit existât; les descendants de clients dont les liens étaient rompus par l'extinction de la famille de leur patron; il est hors de doute qu'ils demeurèrent aussi étrangers aux dissenssions des citoyens primitifs et de la commune que les corporations florentines aux discordes entre les familles de Guelfes et de Gibelins. Quant aux clients, il*

est probable qu'ils étaient tous aux ordres des patriciens. »

Le capital présuppose des processus historiques qui ont placé une masse d'individus d'une nation, etc. dans la situation sinon de travailleurs vraiment libres, du moins de travailleurs virtuellement libres, dont la seule propriété est leur force de travail et la possibilité de l'échanger contre des valeurs existantes; face à ces individus, toutes les conditions objectives de la production sont *propriété étrangère*, ou, pour eux, *non-propriété*, mais elles sont échangeables c'est-à-dire susceptibles d'être appropriées dans une certaine mesure par le travail vivant.

Ces processus historiques de dissolution supposent : la dissolution des conditions de servage qui attachent le travailleur à la terre et à son seigneur, mais lui laissent, en fait, la propriété des moyens de subsistance; tel est le processus de sa séparation d'avec la terre; la dissolution des rapports de propriété foncière qui faisaient de lui un petit propriétaire foncier travaillant (*yeoman*) ou un fermier (*colonus*), un libre paysan *; la dissolution des rapports de jurandes et de corporations où le travailleur a la propriété de son instrument de production, et où le travail lui-même — l'habileté artisanale — est non seulement source de la propriété, mais propriété elle-même; de même, la dissolution des diverses formes de rapports de clientèle, où des *non-propriétaires* forment la suite de leur patron, en consommant avec lui le surproduit et en portant à titre d'équivalent la livrée de leur seigneur; ils participent à ses guerres et lui rendent des services personnels, imaginaires ou réels, etc. Lorsqu'on examine de près tous ces processus, on voit qu'il s'agit de la dissolution de rapports de production où prédomine la valeur d'usage, production d'utilité immédiate; la valeur d'échange et la production de celle-ci requièrent la prédominance d'une autre forme. C'est pourquoi dans tous ces rapports, les prestations et les services en nature prévalent sur les paiements et les prestations en argent. Mais tout cela incidemment. On verra à un examen plus serré que tous les rapports ne

---

(*) Il va de soi qu'à ce niveau, les formes encore plus anciennes de la propriété collective et de la commune réelle sont déjà dissoutes. (Marx).

pouvaient se dissoudre qu'à un certain niveau de développement des forces productives matérielles (et donc aussi intellectuelles).

Voici ce qui, à ce propos, nous intéresse avant tout : le processus de dissolution transforme, certes, une masse d'individus d'une nation en travailleurs salariés virtuellement libres, c'est-à-dire en individus contraints de vendre leur travail parce qu'ils sont privés de propriété, mais il *n*'implique *pas* que les anciennes ressources et conditions de propriété de ces individus aient disparu. Au contraire, seuls leur utilisation et leur mode d'existence peuvent avoir changé en passant comme *fonds libre* dans d'autres mains ou même en demeurant en partie dans les mêmes.

Une chose est claire : le processus qui, *d'une manière ou d'une autre* (Fr.), sépare une masse d'individus de leurs anciens rapports positifs avec les *conditions objectives du travail,* en niant ces rapports et en transformant ainsi ces individus en libres travailleurs, ce processus libère aussi virtuellement ces *conditions objectives du travail* (terre, matières premières, subsistances, instruments de travail, argent, ou tout cela à la fois) *des liens qui les attachaient jusqu'ici* aux individus qui sont désormais libre. Les conditions objectives du travail sont encore là, mais elles existent sous une forme différente, comme *fonds libre,* coupé de toutes les anciennes attaches politiques, etc. En tant que valeurs existant pour elles-mêmes, elles s'opposent maintenant aux individus libérés de toutes attaches et dépourvus de propriété. Le processus qui oppose la masse des travailleurs libres aux *conditions objectives du travail,* oppose également ces conditions — le capital — aux travailleurs libres. Le processus historique a séparé les éléments jusqu'alors réunis. Il ne s'ensuit donc pas que l'un des éléments disparaisse, mais chacun se trouve en face de l'autre dans un rapport négatif, le travailleur (virtuellement) libre d'un côté, le capital virtuel de l'autre. La séparation des conditions objectives d'avec la classe des travailleurs devenus libres a pour conséquence que ces mêmes conditions se rendent autonomes au pôle opposé.

Considérons le rapport entre le capital et le travail

salarié, non pas lorsqu'il prédomine et régit déjà l'ensemble de la production *, mais lorsqu'il naît, historiquement, c'est-à-dire lorsque l'argent commence à se changer en capital, l'échange se déroulant entre le capital virtuel et les travailleurs (virtuellement) libres. Une remarque toute simple s'impose (dont les économistes font grand cas), à savoir que le côté qui apparaît comme capital doit posséder les matières premières, les instruments de travail et les denrées alimentaires afin que le travailleur puisse vivre jusqu'à ce que la production soit achevée. D'où l'impression qu'une accumulation antérieure au travail et extérieure à lui, aurait été effectuée par les capitalistes afin qu'ils soient en mesure de mettre les ouvriers au travail et de les maintenir en activité en tant que force de travail vivante **. Cette action du capital que l'on dit indépendante du travail, on la transpose ensuite du moment historique de sa naissance au présent, et on la transforme en un agent de sa réalité, de son efficacité et de son auto-création. Enfin, on en déduit le droit éternel du capital sur les fruits du travail d'autrui, ou mieux, on déduit son mode d'acquisition des lois simples et « justes » de l'échange d'équivalents.

Si la richesse sous forme d'argent peut s'échanger contre les conditions objectives du travail, c'est uniquement parce que ces dernières ont été séparées du travail,

---

(*) Car, dans ce cas, le capital que l'on a posé comme condition préalable du travail salarié en serait le produit; en tant que condition du travail, il apparaît comme sa propre présupposition en même temps qu'il est la présupposition du travail qui le crée. (Marx.)

(**) Si l'on tient le capital et le travail salarié pour leurs propres présuppositions, bases et conditions de la production, on est amené à croire que le capitaliste possède, d'une part, le fonds des matières premières et des moyens de travail nécessaires pour que l'ouvrier se reproduise et crée les moyens de subsistance nécessaires, c'est-à-dire réalise le *travail nécessaire*, et d'autre part, qu'il possède un fonds de matières premières et de moyens de travail grâce auxquels l'ouvrier effectue son surtravail, c'est-à-dire le profit du capitaliste. Si l'on pousse plus loin l'analyse, on découvre que le travailleur crée constamment pour le capitaliste un double fonds sous forme de capital : une partie satisfait les besoins de sa propre existence, et l'autre les besoins du capital. Comme nous l'avons vu, le capital en surplus — si on le compare à son rapport antédiluvien au travail — comprend l'*appropriation* de tout le *capital réel, actuel*, et chacun de ses éléments est objectivé et approprié uniformément par le capital comme *travail d'autrui* sans qu'il y ait échange ni le moindre équivalent. (Marx.)

d'ailleurs elles ne peuvent s'échanger qu'à partir du moment où la séparation est réalisée. Nous avons vu que l'argent pouvait en partie être accumulé par le simple moyen de l'échange d'équivalents. Cependant, c'est une source si insignifiante qu'on peut la négliger historiquement, étant donné que l'on suppose que cet argent provient de l'échange du travail individuel. C'est plutôt l'argent amassé par l'usure exercée essentiellement aux dépens de la propriété foncière, et la richesse meuble, accumulée grâce aux profits commerciaux, bref la richesse monétaire, qui sont transformés en capital proprement dit, capital industriel. Nous aurons plus loin l'occasion d'examiner de plus près ces deux formes pour autant qu'elles ne sont pas elles-mêmes du capital, mais des formes antérieures de la richesse, présupposition du capital.

Comme nous l'avons vu, le capital implique par définition qu'il provient de l'*argent*, et donc de la richesse monétaire. C'est ce qui ressort aussi de sa genèse. En outre, provenant de la circulation, il apparaît comme un produit de celle-ci. Le capital ne procède donc pas de la propriété foncière (exception faite du fermier, dans la mesure où il fait commerce de ses produits agricoles), ni de la corporation (bien qu'elle offre de multiples possibilités), mais de la richesse marchande et usuraire. Cependant, le marchand et l'usurier ne trouvent devant eux les conditions de l'achat de travail libre que lorsqu'il est arraché par le processus historique à ses conditions objectives d'existence. Et ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment qu'ils trouvent à acheter ces *conditions* elles-mêmes. Ainsi, dans le système des corporations, le simple argent ne peut acheter des métiers à tisser pour mettre d'autres individus au travail, seul l'argent d'origine corporative, l'argent du maître, le peut : une réglementation fixe le nombre de tiers qu'un artisan peut utiliser, etc. Bref, les instruments font encore à ce point corps avec le travail vivant, dont ils représentent le domaine, qu'ils ne circulent pas véritablement. Ce qui met la richesse monétaire en mesure de devenir du capital, c'est qu'elle trouve devant elle des moyens de subsistance et des matériaux, etc. qui jadis avaient été, *d'une manière ou d'une autre* (Fr.), la *propriété* des masses à présent dépouillées de tout bien. Quant à l'autre condition du travail — une certaine habileté, l'instrument comme moyen du travail, etc. — le capital la *trouve*

toute prête dans cette phase préliminaire ou phase première du capital, comme résultat soit des corporations urbaines, soit de l'industrie domestique ou accessoire, liées à l'agriculture. Le processus historique n'est pas le résultat du capital, mais sa présupposition. C'est par ce biais que le capitaliste s'insinue comme intermédiaire (historique) entre le travail et la propriété foncière, ou la propriété en général. L'histoire ignore les fables sentimentales dans lesquelles le capitaliste et le travailleur concluent une association, et on n'en trouve pas trace non plus dans la genèse du capital.

Sporadiquement, la *manufacture* peut se développer localement dans un cadre qui appartient à une tout autre époque, par exemple dans les villes italiennes, *à côté* des corporations. Mais pour devenir la force dominante d'une époque, les conditions doivent se développer non seulement localement mais à une très grande échelle. (Lorsque les corporations se désagrègent, rien n'empêche que certains maîtres de corporation se transforment en capitalistes industriels. Toutefois le cas est rare, et c'est normal. En gros, les corporations disparaissent et, avec elles, le maître et le compagnon, lorsque surgissent le capitaliste et l'ouvrier.)

Si l'on considère de plus près cette période historique, il est évident que l'*époque de la dissolution* des anciens modes de production et des modes de comportement du travailleur vis-à-vis des conditions objectives du travail correspond à celle où la richesse monétaire s'est déjà développée sur une base assez large et continue de croître et de s'étendre rapidement en vertu même des causes qui accélèrent la dissolution des rapports antérieurs. La richesse monétaire est d'ailleurs l'un des agents de cette dissolution, tout comme cette dissolution est la condition de sa transformation en capital.

Mais, la *simple existence de la richesse monétaire* ou même le fait qu'elle ait pu conquérir la suprématie ne suffit pas pour que la *dissolution* de ces modes de production et de comportement aboutisse *au capital;* sinon la Rome antique, Byzance, etc. eussent, avec le travail libre et le capital, clos leur histoire, ou plutôt en eussent commencé une nouvelle. La dissolution des anciens rapports de propriété y fut également liée au développement de la richesse monétaire, du commerce, etc., mais au lieu de conduire à l'industrie, cette

dissolution provoqua la domination de la campagne sur la ville.

On imagine à tort que tout au début, le *capital commence par accumuler* des moyens de subsistance, des instruments de travail et des matières premières, bref, les conditions objectives du travail déjà détachées de la terre et combinées au travail *. De même, ce n'est pas le capital qui crée les conditions objectives du travail. Au contraire, *il se forme à l'origine* par ce simple fait : la valeur qui existe sous forme de *richesse monétaire* a la faculté, en raison du processus historique de la dissolution de l'ancien mode de production, d'*acheter* les conditions objectives du travail d'une part, et d'échanger le travail *vivant* lui-même avec les travailleurs rendus libres contre de l'argent, d'autre part. Tous ces éléments existent au préalable; leur séparation est un processus historique, un processus de dissolution, et c'est lui qui donne à l'argent la faculté de se transformer en *capital*. L'argent lui-même intervient dans ce processus comme un dissolvant extrêmement énergique et contribue à rendre *libres les travailleurs*, à les *rogner* et les priver de biens. Mais il ne le fait pas, certes, en créant pour eux les conditions objectives d'existence. Au contraire, il contribue à accélérer la séparation entre les deux, la privation de propriété des travailleurs.

Ainsi, lorsque les grands propriétaires fonciers anglais licencièrent les gens de leur suite avec qui ils consommaient le surproduit de la terre, et qu'en outre leurs fermiers chassèrent les paysans de leurs chaumières, etc., il s'ensuivit qu'une grande quantité de forces de travail

---

(*) Il est clair, au premier coup d'œil, qu'on aurait un cercle vicieux si, d'une part, les *ouvriers* que le capital doit mettre au travail pour se poser en capital, devaient d'abord être *créés*, appelés à la vie par *son* accumulation, bref devaient attendre son signal pour *apparaître*, tandis que, d'autre part, le capital lui-même, étant incapable d'*accumuler* sans le travail d'autrui, pourrait tout au plus accumuler *son propre travail*. Et, effectivement, il ne pourrait exister que sous forme de *non-capital* et de *non-argent*, puisqu'avant l'existence du capital, le travail ne peut se valoriser lui-même que dans des formes telles que l'artisanat, la petite agriculture, etc., bref, des formes qui, ou bien ne permettent *pas d'accumuler*, ou bien ne le permettent que petitement, puisqu'elles n'admettent qu'un faible surproduit destiné surtout à la consommation. Plus tard, nous examinerons en détail cette conception de l'*accumulation*. (Marx.)

se trouva jetée sur le *marché du travail;* cette masse était devenue libre d'un double point de vue : 1° elle était libérée des anciens rapports de clientèle, de servitude et de dépendance; 2° elle était libérée de tous ses biens et de toute forme d'existence objective et matérielle, *libre de toute propriété;* pour vivre, elle n'avait que le choix entre la vente de sa force de travail ou la mendicité, le vagabondage et la rapine.

L'histoire (215) nous apprend qu elle tenta d'abord de s'engager dans cette dernière voie, mais qu'elle en fut détournée par la menace de la potence, du pilori, du fouet et fut poussée dans le passage étroit qui mène au marché du travail. C'est pourquoi, des gouvernements tels que ceux de Henry VII, VIII, etc. représentent l'une des conditions du processus historique de dissolution et peuvent être considérés comme auteurs des conditions d'existence du capital.

Par ailleurs, les moyens de subsistance, etc., consommés auparavant par les propriétaires fonciers et les gens de leur suite, sont désormais à la disposition de l'argent qui peut les acheter et, par leur intermédiaire, acheter le travail.

Ces moyens de subsistance, l'argent ne les a ni *produits* ni *accumulés :* ils existaient déjà étant consommés et *reproduits* avant qu'ils fussent consommés et reproduits par son entremise. Ce qui avait changé, c'est que ces moyens de subsistance étaient désormais jetés sur le *marché des échanges,* qu'ils avaient perdu leur liaison directe avec la bouche des gens de la suite, etc. et que, de valeurs d'usage, ils étaient devenus valeurs d'échange, tombant ainsi dans le domaine où règne souverainement la richesse monétaire. Il en va de même pour les instruments de travail : la richesse monétaire n'a ni inventé ni fabriqué le métier à tisser et à filer. En revanche, sitôt qu'ils furent arrachés à la terre, les fileurs et les tisserands tombèrent, avec leurs métiers, sous la coupe de la richesse monétaire, etc. *Rien n'est propre au capital, si ce n'est le regroupement des nombreux bras et instruments qu'il trouve devant lui. Il les agglomère sous sa férule.* C'est tout ce qu'il *accumule en réalité.* Il rassemble en certains points les travailleurs autour de leurs instruments. Il faudra approfondir tout cela dans le chapitre de la prétendue accumulation du capital.

La richesse monétaire, l'argent amassé par les marchands, ont, certes, contribué à accélérer la dissolution

des anciens rapports de production et — comme l'a fort bien montré Adam Smith (216) — ont permis notamment au propriétaire foncier d'échanger ses céréales, son bétail, etc. contre des valeurs d'usage importées de l'étranger, au lieu de les dilapider avec les gens de sa suite, considérés comme mesure de sa richesse. L'argent donna, à ses yeux, une importance de plus en plus grande à la valeur d'échange de ses revenus. Il en fut de même pour les fermiers devenus déjà à moitié capitalistes bien que restant voilés. Le développement de la valeur d'échange, stimulé au moyen de l'argent amassé par le corps des marchands, dissout la production orientée essentiellement vers la valeur d'usage immédiate, ainsi que les formes correspondantes de la propriété, rapports du travail à ses conditions objectives, et il pousse ainsi à la création d'un *marché du travail* qu'il faut bien distinguer du marché des esclaves.

On ne saurait cependant concevoir cette action de l'argent sans l'activité préalable des *métiers urbains* qui ne reposent ni sur le capital ni sur le travail salarié, mais sur l'organisation du travail par corporations, etc. Le travail urbain avait lui-même créé des moyens de production pour lesquels les corporations étaient devenues gênantes; de même, l'agriculture, en progrès, surtout depuis que les débouchés de produits agricoles s'étaient accrus dans les villes, se heurtait aux conditions archaïques de la propriété foncière.

D'autres circonstances, telles l'augmentation de la masse des marchandises et de l'argent en circulation, la création de besoins nouveaux, l'élévation de la valeur d'échange des produits locaux, des prix, etc., favorisèrent la dissolution des anciens rapports de production, accélérèrent la séparation du travailleur (ou du non-travailleur apte au travail) d'avec ses conditions objectives de reproduction, ce qui stimula la transformation de l'argent en capital. En conséquence, il est inepte de concevoir qu'à l'*origine*, le capital ait accumulé et produit les *conditions objectives de la production* — moyens de subsistance, matières premières, instruments — et les ait offertes aux travailleurs qui en sont dépourvus. La richesse monétaire contribua bien plutôt à *dépouiller* de ces conditions les forces de travail d'individus en mesure de travailler. Mais ce processus de séparation s'effectua aussi, en partie, sans elle. Lorsque cette séparation eut atteint un certain degré, l'argent

put s'insérer comme intermédiaire entre les conditions objectives d'existence ainsi libérées, et les forces vivantes du travail, maintenant, elles aussi, distinctes et libres : il put acheter les secondes avec les premières.

Avant sa transformation en capital, la genèse de la richesse monétaire appartient à la préhistoire de l'économie bourgeoise. L'usure, le commerce, l'organisation urbaine et le développement parallèle du fisc y jouèrent le rôle principal. La thésaurisation des fermiers, des paysans, etc. y est relativement secondaire. On voit en même temps que se développent l'échange et la valeur d'échange médiatisés partout par le commerce (nous pouvons appeler *commerce* cette médiation, et dire que l'argent acquiert une existence autonome dans le corps des marchands, de même que la circulation l'acquiert dans le commerce). Ce développement entraîne la dissolution des *rapports de propriété du travail d'avec ses conditions objectives* et range le *travail parmi les conditions objectives de la production.* Toutes ces conditions expriment la prédominance de la valeur d'usage et de la production orientée vers l'usage immédiat, ainsi que l'existence immédiate d'une *commune,* condition préalable de la production.

Bien qu'elles paraissent — *cf.* le chapitre précédent sur l'argent — poser la propriété comme simple émanation du *travail* et impliquer comme condition préalable la propriété privée du produit de son propre travail, la production fondée sur la valeur d'échange et la commune correspondante supposent le travail comme condition générale de la richesse et produisent la séparation du travail de ses conditions objectives. Cet échange d'équivalents persiste, mais il ne représente qu'un mince vernis masquant la production fondée sur l'appropriation du travail d'autrui *sans échange,* mais effectuée sous l'*apparence de l'échange.*

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner outre mesure de ce que ce système des valeurs d'échange (où l'échange s'effectue entre équivalents mesurés par le travail) se change en son contraire, ou plutôt dévoile ses fondements secrets : *l'appropriation du travail sans échange,* la séparation complète du travail et de la propriété. En effet, la prédominance de la valeur d'échange et de la production de valeurs d'échange *implique* que la force de travail d'autrui soit une valeur d'échange; autrement dit, que la force vivante du travail soit séparée de ses

conditions objectives, qu'elle se comporte vis-à-vis de celles-ci — sa propre objectivité — comme vis-à-vis d'une propriété étrangère, bref, c'est le rapport du *capital.*

L'âge d'or du travail qui s'émancipe, se situe à l'époque du déclin de la féodalité, alors que les luttes intestines y sont encore vives, comme en Angleterre au XIV^e^ siècle et dans la première moitié du XV^e^ siècle. Pour que le travail se comporte de nouveau vis-à-vis de ses conditions comme vis-à-vis de sa propriété, il faut qu'un autre système remplace celui de l'échange privé qui, nous l'avons vu, suppose l'échange du travail objectivé contre la force de travail, et donc l'appropriation de travail vivant sans équivalent.

Historiquement et concrètement, voici comment l'argent se transforme en capital : un marchand, par exemple, fait travailler pour lui plusieurs fileurs et tisserands qui jusqu'alors pratiquaient à la campagne le filage et le tissage comme simple travail d'appoint : leur travail secondaire devient pour eux le gagne-pain principal. Dès lors, il les a bien en mains et les place sous son autorité comme travailleurs salariés.

Un pas de plus : il les arrache à leur foyer et les regroupe dans une maison de travail. On voit clairement, dans ce simple processus qu'il n'a préparé ni matières, ni instruments, ni moyens de subsistance pour le tisserand et le fileur. Tout ce qu'il fait, c'est de les restreindre progressivement à un seul type de travail afin qu'ils dépendent de la vente, — c'est-à-dire de l'*acheteur* ou du *marchand* —, et ne produisent finalement que *pour* elle et *par* elle. Tout d'abord, le marchand n'a fait qu'acheter leur travail en achetant leur produit; mais sitôt qu'ils limitent leur production à une seule valeur d'échange et doivent donc produire directement des *valeurs d'échange* et échanger tout leur travail contre l'argent pour pouvoir subsister, ils tombent sous sa férule, — et c'en est fini de l'apparence même de la vente des produits. Le marchand achète leur travail et leur enlève d'abord la propriété du produit, puis celle de l'instrument, ou bien il leur en laisse la *propriété apparente* afin de diminuer ses propres coûts de production.

Considérons à présent les formes historiques sous lesquelles le capital est apparu à l'origine sporadiquement

ou localement, *à côté* des anciens modes de production en les faisant partout éclater petit à petit.

En premier lieu, c'est la *manufacture* proprement dite (pas encore la fabrique); elle surgit là où existe une production de masse pour l'exportation, pour le marché extérieur, donc sur la base du *grand commerce maritime et terrestre,* dans les *emporia,* ainsi que dans les villes italiennes, à Constantinople, dans les villes flamandes, hollandaises, dans certaines villes espagnoles, telles que Barcelone, etc. La manufacture ne se saisit pas d'abord de l'*industrie urbaine,* mais de l'*industrie campagnarde accessoire,* filage et tissage, travaux qui exigent le moins d'habileté professionnelle et de formation technique. L'exception est constituée par les *emporia,* où elle trouve la base d'un marché *extérieur* et où la production est tout naturellement orientée vers la valeur d'échange, les manufactures y étant directement reliées à la navigation et même à la construction navale, etc. En général, la manufacture commence à s'installer non pas dans les villes, mais à la campagne, dans les villages où n'existent pas de corporations, etc. Les métiers secondaires de la campagne représentent la large base de la manufacture, alors qu'à la ville les métiers exigent déjà un haut développement de la production pour se pratiquer sur la base du système de fabrique. De même, des branches d'industrie, telles les verreries, les fabriques métallurgiques, les scieries, etc., exigent, dès le début, une plus forte concentration de forces de travail, exploitent plus de ressources naturelles et requièrent une production de masse ainsi qu'une concentration des instruments de travail. Les fabriques de papier, etc. entrent aussi dans cette catégorie.

En second lieu, c'est l'apparition du fermier et la transformation de la population agricole en journaliers libres. C'est à la campagne que commencent les transformations bien qu'elles s'y achèvent en dernier avec toutes leurs conséquences et sous leurs formes les plus pures. C'est pourquoi les Anciens, qui n'ont jamais dépassé l'activité urbaine dans les arts, ne purent parvenir à la grande industrie. Celle-ci implique avant tout que la campagne, dans toute son ampleur, soit entraînée dans la production, non pas de valeurs d'usage, mais de valeurs d'échange. Les verreries, les fabriques de papier, les usines de fer, etc. ne peuvent être exploitées par le système des corporations. Elles exigent une production

de masse, un débouché sur un vaste marché universel, et la *richesse* monétaire entre les mains de l'entrepreneur, lequel ne crée pas les conditions subjectives et objectives qui ne peuvent se trouver réunies dans les anciens rapports de propriété et de production. — La dissolution des rapports de servage et l'essor de la manufacture transforment ensuite progressivement toutes les branches d'activité en exploitations capitalistes. — Au demeurant, les villes contiennent, elles aussi, un élément constitutif du travail salarié proprement dit : les manœuvres et les journaliers qui échappent aux corporations.

Nous avons vu que la transformation de l'argent en capital implique un processus historique qui a pour effet de détacher les conditions objectives du travail et de les rendre autonomes, face au travailleur. Le capital une fois né, son mouvement aura pour effet de s'assujettir toute la production en développant et en achevant partout la séparation entre le travail et la propriété, entre le travail et les conditions objectives du travail. Nous verrons plus loin comment le capital détruit le travail artisanal, la petite propriété du paysan travailleur, etc., et se détruit lui-même dans les formes où il n'apparaît *pas* en opposition au travail, c'est-à-dire dans le *petit capital* et les types intermédiaires ou hybrides que l'on trouve entre les anciens modes de production (ou tels qu'ils se sont renouvelés sur la base du capital) et le mode de production classique du capital (217).

La seule accumulation préalable au développement du capital est celle de la richesse monétaire qui, en soi et pour soi, est parfaitement improductive, puisqu'elle n'a d'autre source que la circulation et n'appartient qu'à elle. Le capital se constitue rapidement un marché intérieur en détruisant à la campagne toutes les industries accessoires, donc en filant et en tissant pour tout le monde, en habillant tout le monde, bref, en donnant la forme de valeurs d'échange aux marchandises produites autrefois comme valeurs d'usage immédiates. Ce procès résulte directement de la séparation du travailleur d'avec la terre et la propriété des conditions de production (même sous la forme du servage).

L'artisanat urbain, quoiqu'il repose essentiellement sur l'échange et sur la création de valeurs d'échange, a pour but principal et immédiat le *maintien de l'artisan et du maître-artisan en tant que tels*, autrement dit la valeur

d'usage et non l'*enrichissement*, ni la *valeur d'échange proprement dite*. En conséquence, la production y est toujours subordonnée à une consommation préexistante, l'offre y suit la demande et ne s'élargit que lentement.

Le procès de valorisation du capital a essentiellement pour but de produire des capitalistes et des travailleurs salariés. C'est ce que l'économie politique en général oublie complètement, car elle ne retient que les choses produites. Dans ce procès, le travail objectivé est posé à la fois comme *non objectivité* du travailleur, comme objectivation d'un sujet opposé au travailleur et comme *propriété* d'une volonté étrangère : le capital est donc aussi, de toute nécessité, *capitaliste*. Il s'ensuit qu'il est faux de prétendre, comme le font certains socialistes, que nous pourrions avoir besoin du capital, et non des capitalistes.

La notion de capital implique que les conditions objectives du travail, bien qu'elles en soient le produit, prennent la forme d'une *personne* opposée au travail, ou bien — ce qui revient au même — apparaissent comme la propriété d'une personne étrangère au travailleur. Le capital implique donc le capitaliste. Mais l'erreur de ces socialistes n'est pas plus grande que celle, par exemple, des philologues qui parlent de *capital* dans l'antiquité, de capitalistes grecs et romains. Cela reviendrait à dire que le travail était *libre* à Rome et en Grèce, ce que ces messieurs ne voudraient tout de même pas soutenir. Si, aujourd'hui, nous appelons à *juste titre* capitalistes les propriétaires des plantations américaines, c'est qu'ils représentent une anomalie dans le marché mondial fondé sur le travail libre.

Si le terme de *capital* était applicable à l'antiquité (mais ce mot n'est pas employé chez les auteurs anciens) *, les hordes qui se déplacent encore avec leurs troupeaux dans les steppes d'Asie centrale seraient les plus grands capitalistes, puisque *capital* provient à l'origine de *bétail*. C'est ainsi que le contrat de métayage, encore fréquent dans le Midi de la France à cause du manque de capitaux, s'appelle précisément *bail de bestes à cheptel* (218). Si l'on voulait faire du mauvais latin,

---

(*) On trouve seulement chez les Grecs le mot arkhais qui correspond à ce que les Romains appellent la *principalis summa rei creditae* (le principal d'une dette). (Marx).

nos capitalistes, ou mieux, les *Capitales Homines* (hommes capitaux) seraient ceux « *qui debent censum de capite* » (219) (qui doivent la capitation).

Pour définir le capital, on se heurte à des difficultés qui n'existent pas lorsqu'on définit l'argent. Le capital est essentiellement le *capitaliste*, mais il est en même temps un élément distinct du capitaliste : la production en général, c'est le capital. Ainsi, nous verrons que le *capital* implique de nombreux éléments qui ne semblent pas devoir entrer dans sa définition. Par exemple : le capital se prête, s'accumule, etc. Dans tous ces cas il semble n'être qu'une chose et coïncider parfaitement avec la matière dont il se compose. Mais tout cela deviendra clair au cours de l'analyse. (A propos, voici quelque chose de drôle : le brave Adam Muller (220) qui comprend de façon mythologique les figures de rhétorique a entendu parler comme tout un chacun de *capital vivant* en opposition au *capital mort*, et le voilà arrangeant tout cela à la manière d'un théosophe. Le roi Athelstan (221) aurait pu lui apprendre à ce sujet : *je rendrai à Dieu le dixième de mes biens, tant en bétail vivant qu'en fruits morts de la terre*) (Lat.).

L'argent garde toujours la même forme sous un même substrat, c'est ce qui explique qu'il est facile de le prendre pour une chose. Mais une même chose, marchandise ou argent, etc., ne peut-elle pas représenter soit du capital, soit du revenu, etc.? Ainsi donc, il paraît clair, même aux économistes, que l'argent n'a rien de tangible, et qu'une même chose peut être rangée tantôt sous la rubrique du capital, tantôt sous une rubrique différente, voire opposée : selon le cas, elle *est* du capital ou *n'en est pas*. C'est donc, de toute évidence, un *rapport, et ce ne peut être qu'un rapport de production.*

Nous avons vu que la nature véritable du capital apparaît seulement à la *fin de la seconde rotation.* Il nous reste à examiner maintenant la *circulation* elle-même, autrement dit le *cycle du capital* (222). A l'origine, la production paraissait extérieure à la circulation, et celle-ci à la production. Le cycle du capital, autrement dit la circulation du capital, englobe ces deux moments. La production y apparaît comme point de départ, et point d'arrivée de la circulation, et vice versa. L'autonomie de la circulation est maintenant réduite à une pure apparence, de même que l'extériorité de la production.

L'échange de travail contre du travail repose sur l'absence de propriété de l'ouvrier.

A ce qui précède, il convient d'ajouter ceci : l'échange d'équivalents semble présupposer la propriété du travail. Il semble ainsi que l'*appropriation par le travail* (c'est-à-dire un véritable processus économique d'appropriation) s'identifie à la *propriété du travail objectivé*. En outre, ce qui apparaît d'abord comme un processus réel est reconnu comme un rapport juridique, c'est-à-dire comme une condition générale de l'appropriation; autrement dit, est reconnu par la loi comme l'expression de la volonté générale.

Cependant, cet échange d'équivalents fondé sur la propriété du travailleur se transforme en son contraire, en raison d'une dialectique nécessaire, et apparaît alors comme séparation absolue du travail et de la propriété, et comme appropriation du travail d'autrui sans échange ni équivalent. La production fondée sur la valeur d'échange et à la surface de laquelle se déroule cet échange libre et égal d'équivalents, est au fond échange de *travail objectivé* — valeur d'échange — contre du travail vivant — valeur d'usage; autrement dit, le travail s'y comporte vis-à-vis de ses conditions objectives, c'est-à-dire de l'objectivité qu'il a créée lui-même, comme vis-à-vis d'une propriété étrangère : c'est l'*aliénation du travail*. D'autre part, la valeur d'échange doit être mesurée d'après le temps de travail; c'est donc le travail vivant — non sa valeur — qui doit être la mesure des valeurs.

C'est une erreur de croire qu'à tous les stades, la production, et donc la société, repose sur l'*échange de simple travail contre du travail*. Dans les diverses formes de production où le travailleur se comporte en propriétaire vis-à-vis de ses conditions de production, la reproduction du travailleur n'est pas du tout posée par le *simple travail*, puisque la propriété n'est pas le résultat mais la présupposition de son travail. C'est ce qui apparaît clairement dans la propriété foncière. Dans le système des corporations, on constate également que le type de propriété qui fonde le travail ne repose pas sur le simple travail ni l'échange du travail, mais sur le lien objectif du travailleur avec la commune et les conditions qu'il trouve au préalable et dont il part comme de sa base propre. Ces conditions sont certes aussi le produit

du travail, l'œuvre de toute l'histoire universelle; c'est le travail de la commune, tout au long de son développement historique qui ne part pas des individus particuliers ni de l'échange de leur travail. Le simple travail n'est donc pas non plus présupposition de la valorisation.

La situation dans laquelle on n'échange que du travail contre du travail, soit sous forme vivante, soit sous forme de produit, suppose que le travail est détaché des liens qui l'unissaient primitivement à ses conditions objectives; autrement dit, d'un côté, il apparaît comme travail pur et simple; de l'autre, son produit accède, en tant que travail objectivé, à une existence parfaitement indépendante, c'est-à-dire devient valeur, en opposition au travail proprement dit. *L'échange de travail contre du travail* (*qui est en apparence la condition de la propriété du travailleur*) *repose sur l'absence de propriété du travailleur.*

Le rapport du capital au travail salarié, dans lequel l'ouvrier, l'activité productive, s'oppose à ses propres conditions et à son propre produit, est un stade transitoire nécessaire. Nous verrons plus loin que cette *forme extrême de l'aliénation* contient déjà *en elle* — bien que sous une forme renversée, la tête en bas — la dissolution de toutes les *conditions limitées de la production* et, en outre, qu'elle produit les conditions illimitées de la production, ainsi que les pleines conditions matérielles du développement entier et universel des forces productives de l'individu.

NOTES

La complexité du système des *Notes* adopté par l'édition originale appelle quelques commentaires.

Tout d'abord, ces *Notes* se rattachent à deux autres rubriques établies par Marx pour faciliter le maniement de son manuscrit, à savoir les « Références à mes propres cahiers de lecture » et le « Projet de Plan » de son œuvre économique de 1859 (que le lecteur trouvera dans notre second volume). Ces deux rubriques (cf. la « Préface ») permettent de rattacher le manuscrit à l'œuvre économique tout entière. Les notes de l'édition originale s'inscrivent également dans ce cadre, puisqu'elles relient entre elles les idées progressivement développées par l'auteur dans cet ouvrage et renvoient au reste de son œuvre.

Nous n'avons pas pu reprendre le système des *Notes* de l'édition originale, car voici comment elles s'y présentent : les notes sont signalées, en fin de volume, par le numéro de la page et de la ligne, ainsi que par le premier et le dernier mot de la phrase annotée du texte, à quoi s'ajoute le renvoi chiffré, lui aussi, des passages auxquels le lecteur est invité à se reporter. On n'y trouve pas l'énoncé de l'idée (or, les notes concernent souvent des passages longs de plusieurs pages) et, en outre, on ne trouve aucune indication de notes dans le corps du texte, le lecteur devant prendre l'initiative de les rechercher lorsqu'il en ressent le besoin. Certes, cette méthode n'est pas sans mérite puisque l'index chiffré des idées permet une vision très fouillée et très complète de l'œuvre. Cependant, telles quelles, ces *Notes* sont d'un maniement difficile.

Nous avons donc pris l'initiative de numéroter les notes et de signaler celles-ci dans le corps du texte par des chiffres courants. Nos notes contiennent essentiellement :

1° Les références aux ouvrages utilisés par Marx dans ce texte. En ce qui concerne les divers passages cités par Marx, nous les reproduisons textuellement dans la mesure où nous avons pu les retrouver dans les cahiers d'extraits et de lecture de Marx et où ils n'étaient pas trop longs, sinon nous en donnons les références bibliographiques.

2° Les références à d'autres œuvres de Marx afin d'expliciter telle ou telle idée auquel il est fait allusion dans le texte. Ici aussi, nous avons préféré reproduire les passages, lorsqu'ils n'étaient pas trop longs et que leur accès était relativement difficile pour le lecteur de langue française.

En outre, nous avons dégagé ce qui, dans les Notes de l'édition originale, correspond à l'*Index des Idées* pour le reproduire à part dans le second volume.

Dans le corps du texte lui-même, en bas de page, nous avons reproduit, à l'instar de l'édition originale, les notes portant sur le manuscrit (n° du cahier, date de rédaction; passage barré, faute d'inattention). Le lecteur y trouvera aussi les quelques notes de l'auteur.

Ce n'est qu'à la fin du second volume que nous pourrons publier la *Bibliographie* utilisée par l'auteur, ainsi que l'*Index des noms.* (N. d. Tr.).

(1) Cf. A. Smith, « An Inquiry into the Nature », etc., ed. Wakefield, London, 1843, vol. I[er], p. 2; et Ricardo, « On the Principles of Political Economy », etc., 3rd. ed., London, 1821, p. 3.

Dans cet ordre d'idées, Engels écrivait à Marx, le 19.11.1869 : « Ils (Carey et Ricardo) sont donc d'accord sur la rente. Leur divergence ne porte que sur le point de savoir comment elle est produite et ce qui la fait naître. Or, la description de Ricardo sur la genèse de la rente (cf. « Capital », L. I[er], à propos de Carey) n'a pas plus de rapports avec l'histoire que les coups de pouce donnés à celle-ci par les économistes et la grande robinsonnade de Carey sur Adam et Eve. Au demeurant, on peut l'excuser, d'une certaine manière, chez les anciens économistes, y compris Ricardo : ils ne veulent rien savoir de l'histoire. Dans toute leur conception, ils n'ont pas plus le sens de l'histoire que les auteurs du siècle des Lumières, chez lesquels les disgressions prétendument historiques ne sont que des *façons de parler* (Fr.), permettant de se représenter de façon rationnelle la naissance de telle ou telle notion : les hommes primitifs y pensent et agissent toujours exactement comme les rationalistes du XVIII[e] siècle. Mais lorsque Carey, pour développer sa théorie historique, nous présente Adam et Eve en colons américains, il ne peut prétendre être pris au sérieux : il n'a plus cette excuse. »

(2) Cf. Rousseau, « Le Contrat Social », livre I[er], chapitre II.

(2*a*) Cf. Hegel, « Grundlinien der Philosophie des Rechts, etc. », p. 262-328. Dans l'Introduction de l'« Idéologie allemande », Marx écrit à ce propos : « La *société bourgeoise* est une forme de rapports sociaux conditionnée par l'évolution des forces productives de tous les stades historiques du passé, mais c'est aussi une forme de rapports sociaux réagissant sur les forces productives. Comme on l'a vu, elle a pour condition préalable et base fondamentale la famille simple et la famille composée, ce qu'on appelle la tribu, que nous avons définies ci-dessus. Aussi est-il évident que cette société bourgeoise est le véritable foyer, la véritable scène de toute l'histoire. On voit à quel point l'historiographie passée était absurde lorsqu'elle négligeait les rapports réels et se limitait à exposer les grands événements historiques et politiques hauts en couleur. La société bourgeoise embrasse l'ensemble des rapports matériels entre les individus au sein d'une phase de développement déterminée des forces productives. Elle embrasse l'ensemble de la vie commerciale et industrielle d'une phase sociale. Elle dépasse donc l'Etat et la nation, bien qu'elle s'affirme à l'extérieur comme nationalité, et à l'intérieur comme Etat. Le terme de société bourgeoise apparut au XVIII[e] siècle, lorsque les rapports de propriété se furent dégagés de la communauté antique ou médiévale. » Cf. également la 1[re] partie de « La question juive ».

(3) Cf. G. Niebuhr, « Roemische Geschichte », Erster Theil, zweyte, voellig umgearbeitete Ausgabe, Berlin, 1827, p. 317-351. Marx utilisera souvent cet ouvrage dans son chapitre sur les Formes antérieures à la production capitaliste. Dès le siècle dernier, l'ouvrage de Niebuhr a été traduit en français.

(4) Cf. Fréd. Bastiat, « Harmonies Economiques », 2e éd., Paris, 1851, p. 16-19, et H. C. Carey, « Principles of Political Economy », etc. First Part, Philadelphia, 1837, p. 7-8. Enfin, à propos de Proudhon, « Misère de la philosophie », chapitre Ier, § 1.

(5) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., ed. by Wakefield, vol. II, p. 1-9; in : « Recherches », etc., trad. G. Garnier, tome II, Paris, 1802, p. 403-14. Le passage de A. Smith est reproduit dans le cahier d'extraits de Marx, cf. MEGA 1/3, p. 477-78.

(6) Cf. J. St. Mill, « Principles of Political Economy », vol. Ier, London, 1848, p. 25-26.

(6*a*) Cf. Hegel, V (« Wissenschaft der Logik ». 2 ter Theil), p. 121, 160-71.

(7) Dans ce passage, Marx fait allusion entre autres à Henri Storch, « Cours d'économie politique », etc., Paris, 1823, et à James Mill, « Eléments d'économie politique », Paris, 1823.

(8) Cf. Benedicti de Spinoza Opera quae supersunt omnia. Ex editionibus, etc. Carolus Hermannus Bender. Vol. II, Lipsiae, 1844, p. 299, Epistola L Hagae Comitis d. 2 Junii 1674.

(9) Cf. Henri Storch, « Considérations sur la nature du revenu national », Paris, 1824, p. 144-59.

(10) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 3.

(10*a*) Cf. Dans l'Introduction de l'« Idéologie allemande », le passage suivant qui développe le même point : « Il est courant de penser que tout ce qui importait jusqu'ici dans l'histoire c'était de *prendre*. Les Barbares *prennent prossession* de l'Empire romain, et cette prise expliquerait le passage du monde antique à la féodalité. Or, ce qui compte dans cette prise de possession par les Barbares c'est de savoir si la nation soumise a développé des forces productives industrielles, comme c'est le cas chez les peuples modernes, ou si les forces productives reposent essentiellement sur leur association et sur la communauté. La prise de possession est, en outre, conditionnée par l'objet dont on s'empare. On ne peut pas s'emparer de la fortune en billets d'un banquier, sans se soumettre aux conditions de production et de circulation du pays conquis. Il en est de même de tout le capital industriel d'un pays moderne. Et, enfin, on a tôt fait d'avoir tout pris, et lorsqu'il n'y a plus rien à prendre, il faut se mettre à produire. Il découle de cette prompte nécessité de produire que la forme de communauté des conquérants doit correspondre au stade de développement des forces productives qu'ils trouvent devant eux. Si, d'emblée, ce n'est pas le cas, la forme sociale doit se transformer selon les forces productives. C'est ce qui explique un fait qui semble avoir été

noté partout après les grandes invasions, à savoir que le valet devint le maître, et les conquérants se mirent à adopter la langue, la culture et les mœurs du pays conquis. Le féodalisme ne fut nullement importé tout fait d'Allemagne. Pour ce qui concerne les conquérants, il trouve son origine dans l'organisation militaire du temps de la conquête; mais cette organisation continua d'évoluer après la conquête, sous l'effet des forces productives trouvées dans les pays conquis : c'est alors seulement que prit naissance le féodalisme. L'échec des tentatives faites pour introduire et imposer d'autres formes, nées par exemple de réminiscences de la Rome antique (Charlemagne par exemple) nous montre jusqu'à quel point les forces productives ont conditionné la forme sociale du féodalisme. »

(11) En parlant d'esclavage en Amérique du Sud, Marx n'a sans doute pas seulement en vue des Etats tels que le Brésil, mais encore le Sud des Etats-Unis. Cf. notre note 78.

(12) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. II, p. 327-330; *id.*, « Recherches », etc., p. 292-298.

(13) Nous ne pouvons pas citer à chaque fois Hegel, dont la pensée sous-tend l'ouvrage de Marx. Nous citerons essentiellement l'édition du Jubilé de Hermann Glockner, Stuttgart, 1927-1929, en précisant le titre du volume cité. Ainsi, Marx se réfère ici à Hegel, VII (« Grundlinien der Philosophie des Rechts », etc.), p. 92; puis une dizaine de lignes plus bas dans le texte, p. 86-87; p. 82-84. Cf. notre note 186. (N. d. Tr.)

(13*a*) Cf. Hegel, VII (« Grundlinien der Philosophie des Rechts », etc.), p. 86-7, et 82-4.

(14) C. Prescott, « History of the Conquest of Peru », vol. I^er^, London, 1850, livre I^er^.

(14*a*) Cf. note 192. A ce propos, Marx écrit dans « Travail salarié et Capital » : « Les rapports sociaux, noués entre les producteurs ainsi que les conditions dans lesquelles ils échangent leurs activités et contribuent à l'ensemble de la production, changent évidemment selon le caractère des moyens de production. Si l'on invente un nouvel engin de guerre, l'arme à feu par exemple, toute l'organisation interne de l'armée s'en trouvera nécessairement changée : les conditions dans lesquelles les individus composent l'armée et peuvent agir dans cette armée en sont transformées. Il en va de même pour les rapports entre les diverses armées. »

(14*b*) Cf James Steuart, « An Inquiry into the Principles, etc. », vol. I^er^, Dublin, 1770, p. 327.

(15) Cf. « La Contribution à la Critique de l'économie politique », le début de la « Préface », écrite environ un an et demi après ce projet de plan. Cf. également, dans le même ouvrage, la conclusion de l'annexe historique du chapitre I^er^, écrit environ un an après ce projet de plan.

(15*a*) Cf. l'ouvrage de Marx « Travail salarié et Capital » : « Les rapports sociaux de la production, dans lesquels les individus sont engagés, changent et se transforment avec l'évolution et le développement des moyens matériels de production, des forces productives. Dans leur totalité, les rap-

ports de production constituent ce qu'on appelle les rapports sociaux, et notamment une société parvenue à un stade d'évolution historique déterminé, une société spécifique et bien déterminée. La société antique, la société féodale, la société bourgeoise représentent de tels ensembles de rapports de production et constituent un stade particulier du développement historique de l'humanité ».

(16) Cf. Hegel, XX (« Vermischte Schriften aus der Berliner Zeit »), p. 452, et Goethe, « Egmont », Fünfter Aufzug, Gefängnis. Gespräch mit Ferdinand.

(17) Cf. « Gratuité du crédit. Discussion entre M. F. Bastiat et M. Proudhon », Paris, 1850, p. 66-74, et 286-87.

(18) Ce troisième chapitre s'appelle « Petite histoire des banques de circulation ». A propos de l'ouvrage de Darimon, cf. Marx à Engels, le 10-1-1857.

(19) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik. 1. Teil », etc.), p. 508-15.

(20) Cf. « La Misère de la philosophie, chapitre Ier, § 2, seconde moitié, à partir de : « Et propter vitam vivendi perdere causas. » Il est possible que par « mon pamphlet contre Proudhon », Marx n'entende pas seulement sa « Misère de la philosophie », mais encore son écrit de 1851 (dont on a perdu la trace) sur l'« Idée générale de la Révolution au XIXe siècle, par P.-J. Prudhon ». Cf., entre autres, la lettre de Marx à Engels du 8-8-1851.

(21) Cf. par ex. Ferdinando Galiani, « Della Moneta » in : « Scrittori Classici Italiani di Economia Politica », Parte Moderna, vol. III, Milano, 1803, p. 152; James Steuart, « An Inquiry », etc., vol. II, p. 106-07; Henri Storch, « Cours d'économie politique », tome Ier, p. 84, 88, et tome II, p. 121; David Urquhart, « Familiar Words », London, 1856, p. 112; William Jacob, « An historical Inquiry », etc., London, 1831, vol. II, p. 326.

(22) Cf., entre autres, Thomas Hodgskin, « Popular Political Economy », etc., London, 1827, p. 180, et Geminiano Montanari, « Della Moneta », etc., p. 40.

(23) Cf. in : « The Economist, Weekly Commercial Times », etc., vol. XV. Saturday, January 24, 1857, n° 700, p. 86, col. 1-2, l'article : « Trade of 1856 — Decrease of Consumption. »

(24) Cf. in « Supplement of The Economist », etc., vol. XV, Saturday, January 24. 1857, n° 700, p. 24, col. 1, l'article : « The Double Standard in France. »

(25) Cf. John Gray, « Lectures on the Nature and Use of Money », etc., Edinburgh, 1848, particulièrement p. 250, ainsi que les passages concernant le système des bons de travail chez Gray dans « Misère de la philosophie ». Cf. aussi William Atkinson, « Principles of Political Economy », etc., London, 1840, p. 171-196. Cf. aussi l'Essai de critique de l'économie politique d'Engels (1844) in : MEGA 1/2, p. 394 (trad. fr. : « Le Mouvement socialiste », août-sept. 1905).

(26) Cf. « The Works of John Locke in Four Volumes ». The seventh edition. Volume the second. London, 1768, p. 92.

(27) Quoique le passage auquel Marx fait allusion ici soit assez long, nous voulons néanmoins le reproduire parce que les textes de Marx sur ce sujet important sont rares (et certains ont été égarés). Le passage en question est tiré des cahiers de lecture de Marx, de l'année 1844-45 :

« Le système du crédit, dont la forme la plus achevée est le *système bancaire,* éveille l'impression que la puissance matérielle d'autrui est brisée, que le rapport d'autoaliénation est aboli et que l'homme renoue des rapports humains avec autrui. Mystifiés par cette apparence, les saint-simoniens considèrent le développement de l'argent, des lettres de change, des billets de banque — les représentants en papier de l'argent —, le crédit et le système bancaire comme une abolition progressive de la séparation de l'homme et des objets, du capital et du travail, de la propriété privée et de l'argent, de l'homme et de l'argent, de l'homme et de l'homme. Leur idéal est donc le système bancaire.

« En réalité, cette suppression de l'aliénation, le retour de l'homme à lui-même, et donc aux autres, n'est qu'*illusion.* C'est une aliénation et une déshumanisation d'autant plus infâmes et plus extrêmes que leur objet n'est plus la marchandise, le métal, le papier, mais la vie morale, sociale, l'intimité et le cœur de l'homme. Sous l'apparence de la confiance en l'homme, elle est la défiance suprême et l'aliénation totale.

« Qu'est-ce qui constitue l'essence du crédit? Nous faisons totalement abstraction ici du contenu du crédit qui est toujours l'argent. Nous ne considérons donc pas le contenu de cette confiance qui signifie qu'un homme juge et reconnaît l'autre en lui avançant des valeurs et — dans le meilleur des cas, s'il ne se fait pas payer le crédit, autrement dit s'il ne pratique pas l'usure — il fait confiance à l'autre en voulant bien ne pas le considérer comme un coquin, mais comme « bon ». Par « bon », le créancier entend ici, comme Shylock, solvable.

« Le crédit peut se concevoir sous deux conditions et rapports différents. Voici les deux rapports : le riche fait crédit au pauvre, qu'il considère comme travailleur et honnête. Ce genre de crédit appartient au secteur romantique et sentimental de l'économie politique, à ses égarements et ses excès; il constitue l'exception, et non la règle. Mais, même si nous supposons cette exception, ce cas romantique, nous voyons que la vie du pauvre, ses talents et son activité sont, aux yeux du plus riche, une *garantie* de remboursement de l'argent prêté; autrement dit, toutes les vertus sociales du pauvre, le contenu de son activité sociale, son existence elle-même, représentent pour le riche le remboursement de son capital, en plus des intérêts courants. Si ce pauvre venait à mourir, cela plongerait le créancier dans l'embarras le plus cruel, car cela signifierait la mort de son capital et de ses intérêts. Qu'y a-t-il de plus abject que d'estimer un homme en argent? Or, c'est cela le crédit. Il va sans dire que le créancier possède contre son débiteur, outre des garanties morales, la garantie de la contrainte *juridique,* sans parler d'autres plus ou moins réelles.

« Lorsque le débiteur lui-même est fortuné, le crédit n'est

plus qu'un *intermédiaire* commode de l'échange, c'est dire que l'argent lui-même est élevé à une forme tout à fait *idéale*. Le *crédit*, c'est le jugement *économique* porté sur la moralité d'un homme. Dans le crédit, au lieu du métal et du papier, c'est l'homme lui-même qui devient l'intermédiaire de l'échange, non pas certes en tant qu'homme, mais en tant qu'existence d'un capital et des intérêts. Dès lors, le moyen de l'échange, en quittant sa forme matérielle, a sans doute fait retour à l'homme et s'est réinstallé en lui, mais c'est uniquement parce que l'homme est devenu extérieur à lui-même et qu'il est devenu pour lui-même une forme matérielle.

« Dans le système du crédit, ce n'est pas l'argent qui s'abolit, c'est l'homme lui-même qui se convertit en argent; autrement dit, l'argent s'incorpore à l'homme. L'individualité et la morale humaine deviennent des articles de commerce et la substance de l'argent. Au lieu de l'argent, du papier, c'est ma propre existence, ma chair et mon sang, ma vertu et ma réputation sociales qui sont la matière et le corps de l'*esprit-argent*. Le crédit taille la valeur vénale non pas dans l'argent, mais dans la chair humaine, dans le cœur humain. C'est ainsi que tous les progrès représentent, au sein de ce système mystificateur, autant de régressions et d'abjections.

« Dans le système du crédit, la nature aliénée de l'homme s'affirme doublement sous l'apparence de la suprême reconnaissance économique de l'homme : 1° l'opposition entre le capitaliste et l'ouvrier, entre le grand et le petit capitaliste s'aggrave, puisque le crédit n'est accordé qu'à celui qui possède déjà et qui est, pour le riche, une nouvelle occasion d'accumulation. Comme le pauvre voit toute son existence affirmée ou niée au gré du riche, et selon le jugement contingent de celui-ci, il pense que toute son existence dépend de cette chance; 2° l'inversion des rapports mutuels, l'hypocrisie et la tromperie sont poussées à leur comble. Quant à celui qui n'a point de crédit, il n'est pas seulement jugé comme pauvre, mais encore, moralement, comme quelqu'un qui ne mérite ni confiance ni estime et il est traité socialement comme un paria, comme quelqu'un de mauvais. Outre la privation, le pauvre subit une humiliation car il doit s'abaisser à *mendier* le crédit du riche; 3° grâce à cette existence tout *idéale* de l'argent, l'homme ne peut plus falsifier d'autre monnaie que lui-même : sa fausse monnaie sera sa propre personne; il devra simuler, mentir, etc. pour se procurer du crédit. Ainsi donc, le crédit devient aussi bien chez le créancier que chez le postulant un objet de trafic, de tromperie et d'abus réciproques. De surcroît, la *méfiance* entre en scène ici avec éclat comme base de la confiance dans l'économie politique : calcul méfiant pour savoir s'il faut, ou non, accorder le crédit; espionnage de la vie privée, etc., du postulant; divulgation des difficultés momentanées en vue d'éliminer un rival et d'ébranler soudainement son crédit. Dans le crédit public, l'Etat occupe la même position qu'un individu. Dans les spéculations sur les titres publics, on voit comment l'Etat est devenu le jouet des affairistes, etc.

« Enfin, le système du crédit trouve son achèvement dans

le système bancaire. La figure du banquier, la domination de l'Etat par les banquiers, la concentration de la fortune entre les mains de quelques-uns, un véritable aéropage économique de la nation, — tel est le digne achèvement du système monétaire. La reconnaissance morale d'un homme et la confiance en l'Etat, etc., ayant reçu la forme du crédit, le mystère qui se cache dans le mensonge de la valeur morale, l'infamie immorale de cette morale tout comme l'hypocrisie et l'égoïsme de cette confiance dans l'Etat, éclatent au grand jour et apparaissent tels qu'ils sont dans la réalité ». (MEGA 1/2, p. 533 sq. : Notes sur le livre de James Mill « Eléments d'économie politique », etc.).

(28) Cf. Thomas Hobbes, « Elementa Philosophica, De Cive ». Caput I (in : Opera philosophica. Amstelodami, 1668, p. 7), et « Leviathan, sive De Materia, Forma, et Potestate Civitatis Ecclesiasticae et Civilis », Caput XVII (ibid., p. 83).

(29) Marx fait allusion ici à un manuscrit non connu et plus ancien, semble-t-il, que son travail de 1851 sur « le système monétaire achevé » (cf. notre note 30). Dans la partie conservée de cet écrit, on peut voir p. 41 la même allusion. Mais il est possible aussi qu'il s'agisse d'une partie manquante du manuscrit de 1845-47 sur « La Critique de la politique et de l'économie » dont certaines parties sont reproduites dans MEGA 1/3, p. 33-172, 437-583 et 592-96. La page 34*b* est peut-être l'une des pages qui manquent dans les Notes de Marx sur Mill.

(30) On trouve pour la première fois ces formulations dans un manuscrit inédit de Marx sur « Le système monétaire achevé ». Ce manuscrit, daté de 1851, n'a pas été conservé intégralement. On y lit p. 41, en conclusion d'un développement mené sur des pages manquantes : « Chaque particulier possède dans l'argent la capacité générale d'échange, grâce à laquelle il détermine, à son gré et pour son compte, sa participation aux produits de la société. Chaque individu possède la *puissance sociale* sous la forme d'un objet dans sa *poche*. Si l'on dépouille cet objet de cette puissance sociale, elle saisit directement les individus. Ainsi, nul développement industriel n'est possible sans l'argent. Tant que la puissance de l'argent n'est pas le *lien des choses et des hommes* (Lat.), les rapports sociaux doivent être organisés politiquement, religieusement, etc. »

(31) L'expression « gage de force sociale » (*Faustpfand der Gesellschaft*) se trouve, en anglais, chez John Bellers, « Essay about the Poor », etc., London, 1699, où on lit p. 13 : « L'argent a deux qualités : c'est un gage, une garantie de ce qu'il prétend être, et c'est la mesure et l'étalon grâce auquel nous mesurons et évaluons toutes les autres choses » (Angl.), et en allemand chez Schmalz, « Encyklopaedie der Cameralwissenschaften », 1797 (§ 50 sq.). Toutefois, comme il ressort de l'*Index aux 7 cahiers*, Marx avait ici en vue l'expression d'Aristote, dans l'« Ethique à Nicomaque », cf. l'édition Bekker, livre V, chapitre VIII, 14.

(32) Cf. Adam Müller, « Die Elemente der Staatskunst », etc., Berlin, 1809, Zweiter Teil, p. 72-207, et Thomas Carlyle, « Chartism », London, 1840, p. 49-88, ainsi que MEGA 3/2,

p. 102 : « J'ai rencontré plusieurs fois Bruno (Bauer). Le romantisme s'avère de plus en plus comme la « prémisse » de la critique critique. En économie, il s'enthousiasme pour les Physiocrates qu'il ne comprend pas, car il croit aux vertus spécifiques de la rente foncière. De surcroît, il a une grande estime pour les rêveries économiques d'Adam Müller, le romantique allemand. » (Marx à Engels, le 18-1-1856.)

(33) Cf. J. F. Bray, « Labour's Wrongs and Labour's Remedy », etc., Leeds, 1839, p. 141.

(34) Cf. le début du chapitre sur l'argent dans les manuscrits philosophiques et économiques de 1844, et MEGA 1/5, p. 210.

(35) L'expression se trouve dans P. Virgilii Maronis Aeneis liber tertius, v. 57 p. ex. in : « P. Virgilii Maronis Opera », etc. edidit, etc. Albertus Forbiger. Lipsiae 1836-39, Pars II, Lipsiae 1837, p. 276.
Dans la « Contribution à la critique, etc. » et le « Capital », livre I[er], Marx développe la même idée et cite Pline : « C'est de l'argent que l'avarice tire son origine...; peu à peu se déchaîne une sorte de rage qui n'est plus de l'avarice, mais la soif de l'or » (« Historia naturalis, livre XXXIII, chapitre III, sect. 14).

(36) Cf. Hegel, IV, (« Wissenschaft der Logik, 1. Teil », etc.), p. 74-77, et 550-96.

(37) Cf. par exemple, A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. I, livre I[er], chapitre IV, p. 85-86, et John Wade, « History of the Middle and Working Classes », etc., London, 1833, p. 3.

(38) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. I[er], p. 100-01. Marx cite un passage significatif dans son cahier d'extraits de lecture des années 1844-45 : « Ce qu'on achète avec de l'argent ou des marchandises est acheté par du travail, aussi bien que ce que nous acquérons à la fatigue de notre corps... Elles (les marchandises) contiennent la valeur d'une certaine quantité de travail que nous échangeons pour ce qui est supposé alors contenir la valeur d'une quantité égale de travail. *Le travail a été le premier prix, la monnaie payée pour l'achat primitif de toutes choses.* Ce n'est point avec de l'or ou de l'argent, c'est avec du travail que toutes les richesses du monde ont été achetées originairement; et leur valeur pour ceux qui les possèdent et qui cherchent à les échanger contre de nouvelles productions, est précisément égale à la quantité de travail qu'elles mettent en état d'acheter ou de commander. » (in : MEGA, 1/3, p. 460.)

(39) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. I[er], p. 102-05; cf. MEGA, 1/3, p. 460-61.

(40) Cf. Steuart, « An Inquiry », etc., vol. I[er], p. 88.

(41) Cf. William Petty, « Political Arithmetick, or a Discourse concerning the Extent and Value of Lands », etc., London, 1699. In : « Several Essays in Political Arithmetick : The Titles of which follow in the Ensuing Pages. » By William Petty, Late Fellow of the Royal Society. London, 1699, p. 178-79, et 195-96.

(42) Cf. « Xenophontis opuscula politica equestria et vena-

tica cum Arriani libello de venatione », ed. Joh. Gottlob Schneider, Lipsiae, 1815. Tomus sextus, caput I, 4 et 5, p. 143.

(43) Cf. Strabonis Rerum Geographicarum libri XVII. Ad optimorum fidem accurate editi. Editio stereotypa. Tomus I, Lipsiae, 1829, liber XI, caput IV, p. 415-16.

(43*a*) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 2.

(44) Cf. « Government School of Mines and Science Applied to the Arts. Lectures on Gold for the instruction of emigrants about to proceed to Australia. Delivered at the Museum of Practical Geology », London 1852. Marx s'est trompé dans l'indication des pages. On n'a pas pu retrouver par la suite d'où était tirée la citation.

(45) Cf. Jacob Grimm, « Geschichte der deutschen Sprache », Erster Band, Leipzig 1848, p. 13-14.
Cf. la même remarque dans la « Contribution à la critique de l'économie politique », chapitre des métaux précieux. On retrouve dans ce chapitre, sous une forme assez fidèle, ces développements sur l'or et l'argent.

(46) Cf. Dureau de la Malle, « Economie politique des Romains », Paris, 1840, 2 tomes. Toutes ces pages ont été rédigées grâce à des extraits de ce livre. Les citations françaises de ce chapitre sont de cet auteur. Nous les reproduisons sous la forme condensée que Marx leur a donnée. Les auteurs dont nous trouvons les noms entre parenthèses au début du chapitre (Letronne, Böckh, Jacob) figurent au chapitre VIII du 1er livre de Dureau. Marx se proposait sans doute de les consulter au moment voulu, pour compléter son propos.

(47) Les citations des auteurs grec et romain sont également tirées de l'ouvrage de Dureau de la Malle. La citation de Pline est extraite de « Historia naturalis », livre III, chapitre XX.

(48) Cf. Germain Garnier, « Histoire de la monnaie depuis les temps de la plus haute antiquité jusqu'au règne de Charlemagne », Paris, 1819, tome Ier, p. 7.

(49) Johann Friedrich Reitemeier, « Geschichte des Bergbaues und Hüttenwesens bey den alten Völkern », Göttingen, 1785, p. 14, 15-16, 32.

(50) Cf. William Jacob, « An historical Inquiry into the production and consumption of the precious metals », London, 1831, vol. Ier, p. 142.

(51) On trouve le même développement dans la « Contribution à la critique de l'économie politique », chapitre sur les métaux précieux. La source de ce dernier passage est, semble-t-il, G. von Gülich, « Die gesamten gewerblichen Zustände in den bedeutendsten Ländern der Erde während der letzten zwölf Jahre », etc., 3. u. letzter Band in : « Geschichtliche Darstellung des Handels, der Gewerbe und des Ackerbaus der bedeudensten handeltreibenden Staaten unserer Zeit. » Fünfter u. letzter Band, Jena 1845, cf. par ex. p. 131.

(52) Cf. l'archéologue J.-A. Letronne, « Considérations générales sur l'évaluation des monnaies grecques et romaines,

et sur la valeur de l'or et de l'argent, avant la découverte de l'Amérique », Paris, 1817, p. 112, ainsi que G. Garnier, « Histoire de la monnaie », etc., tome I^er^, p. 65-66.

(53) Cf. Germain Garnier, « Histoire de la monnaie », etc., tome I^er^, p. 253.

(54) Cf. Nassau William Senior, « Three lectures on the Cost of obtaining Money », etc., London, p. 15, 13-14.

(55) Cf. Germain Garnier, « Histoire de la monnaie », etc., tome I^er^, p. 72, 73, 77, 78.

(56) Cf. les extraits de Marx sur l'argent en tant qu'*intermédiaire*, in MEGA 1/3 p. 528-30 et le début de son commentaire :

« Lorsqu'il identifie l'argent à la valeur métallique et qu'il réduit la valeur aux seuls coûts de production, Mill — comme en général toute l'école ricardienne — commet l'erreur d'énoncer la *loi abstraite* sans l'alternance ou la constante mise en échec de cette loi, par quoi seulement elle existe. S'il y a une loi constante, selon laquelle par ex. les coûts de production déterminent le prix (valeur) en dernier ressort, ou plutôt que l'offre et la demande se couvrent périodiquement par hasard, il en est une autre, tout aussi constante, selon laquelle ces dernières ne se couvrent pas et selon laquelle la valeur et les coûts de production n'ont donc pas de rapport nécessaire. Qui plus est, l'offre et la demande ne se couvrent jamais que passagèrement à la suite d'une oscillation préalable de l'offre et de la demande — d'un déséquilibre entre les coûts de production et la valeur d'échange —; de même, cette oscillation et ce déséquilibre font suite à l'offre et à la demande un instant équilibrées.

« Ce mouvement, dont la loi n'est qu'un moment abstrait, contingent et unilatéral est considéré par les économistes modernes comme accidentel et non essentiel. Pourquoi? Parce que, si les économistes voulaient énoncer abstraitement ce mouvement, ils devraient choisir, parmi les formules pénétrantes et exactes auxquelles ils réduisent l'économie politique, la formule suivante : *en économie politique, la loi est déterminée par son contraire, à savoir l'absence de loi.* La véritable loi de l'économie politique, c'est donc le *hasard* et nous, les hommes de science, nous retenons, dans ce mouvement du hasard, quelques moments pour les fixer arbitrairement sous forme de loi ».

(57) Cf. H. Storch, « Cours d'économie politique », etc., tome I^er^, p. 81, 83-4, 87, 88.

(58) Cf. J.-Ch.-L. Sismonde de Sismondi, « Etudes sur l'économie politique », Bruxelles, 1883, tome II, p. 264-65, 267, 268.

(59) En tête de la page 37 du manuscrit, Marx inscrit le nom de *Wirth*. Le même nom se retrouve sur la première page de son premier cahier. Marx fait sans doute allusion à un passage de Wirth qu'il a reproduit dans son cahier de lectures et extrait de Johann Georg August Wirth, « Geschichte der Deutschen », Stuttgart, 1846. Erster Band, p. 97-99. Voici ce passage :

« A l'aube de l'antiquité, l'argent n'avait pas du tout cours chez les Allemands; même après son introduction, le métal en circulation resta rare, pendant plusieurs siècles, jusqu'aux IV^e^ et V^e^ siècles, chez différentes tribus du moins. C'est tellement vrai qu'il arrivait souvent qu'il était absolument impossible de payer les peines édictées en argent, même partiellement. C'est pourquoi la victime était tenue d'accepter, à la place de l'argent, du bétail, des armes, des céréales ou tout autre article équivalant au montant de la peine. Afin qu'il ne surgisse aucun litige sur la valeur de ces objets, il fut nécessaire que la loi établit elle-même le prix de ceux qui étaient le plus souvent donnés en remplacement de l'argent dans les peines. Le cas est fréquent. Par exemple, dans le Droit ripuaire, il est dit que celui qui doit verser le wehrgeld (amende) fournira un bœuf sain, encorné, l'œil vif pour 1 solidus, un cheval à l'œil vif et sain pour 7, une dague sans étui pour 3, une bonne armure pour 12, un casque à plumes pour 6, de bonnes jambières pour 6, un bouclier avec une lance pour 2, un faucon non encore apprivoisé pour 3, un faucon moyen pour 6, un faucon noble pour 12 florins. » (ce, chez les Alamans, les Burgondes, les Angles et les Saxons, etc.).

(60) Cf. William Jacob, « An historical Inquiry into the production and consumption of the precious metals », vol. I^er^, p. 109, et 351.

(61) Toutes ces précisions relatives à la notion de *prix*, Marx les a extraites de l'ouvrage de J. G. Hubbard, « The Currency and the Country », London, 1843, p. 44-46.

(62) Cf. William Jacob, « An historical Inquiry », etc., vol. II, p. 326.

(62*a*) Cf. Steuart, « An Inquiry », etc., vol. II, p. 389.

(63) Cf. Hegel, par ex. IV (« Wissenschaft der Logik », etc.), p. 165-83.

(64) Cf. Boisguillebert, « Dissertation sur la nature des richesses », etc. (in : « Economistes financiers du XVIII^e^ siècle. Ed. E. Daire », Paris, 1843), p. 395 et 417. Dans son cahier d'extraits, Marx a recopié la citation suivante à ce sujet : « On a fait... une *idole* de ces métaux (or et argent) et, laissant là l'objet et l'intention pour lesquels ils avaient été appelés dans le commerce, savoir pour y servir de gages dans l'échange et à la tradition réciproque des denrées; lorsqu'ils ne purent plus y servir immédiatement à cause de leur multiplication, on les a presque quittés de ce service pour en former des *divinités* auxquelles on a sacrifié et sacrifie tous les jours plus de biens et de besoins précieux et même d'hommes, que jamais l'aveugle antiquité n'en immola à ses fausses divinités qui ont si longtemps formé tout le culte et toute la religion de la plus grande partie des peuples » (p. 395).

Les métaux précieux : « une denrée n'étant absolument d'aucun usage par elle-même; elle n'a été appelée au service des hommes que pour faciliter l'échange et le trafic... la misère des peuples ne vient que de ce qu'on a fait un maître, ou plutôt un tyran, de ce qui était un esclave. » (*L. c.*) Il faut rétablir les choses dans leur état naturel. (*L. c.*)

(65) Cf. James Steuart, « Inquiry », etc., vol. I^er, p. 395-96.

(66) Cf. Dureau de la Malle, « Economie politique des Romains », tome I^er, p. 15 et 67.

(67) Cf. « Weekly Dispatch ». Printed and Published at No. 139 Fleet-Street, London. Sunday, November 8, 1857. No. 2 925, p. 1, col. 2. L'article s'intitule : « The Panic and the People. »

(68) Cf. F.-L.-A. Ferrier, « Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce », Paris, 1805, p. 35.

(69) Cf. Louis Say, « Principales causes de la richesse ou de la misère des peuples et des particuliers », Paris, 1818, p. 31-32.

(70) A. Smith, vol. II, book 2, chapitre II, p. 270-77. Cf. également les extraits de Marx, MEGA, 1/3, p. 464-65.

(71) Cf. Ferrier, *l. c.*, p. 52, et p. 18.

(72) Cf. Edward Solly, « The present Distress in the relation to the theory of Money », London, 1830, p. 5.

(73) Cf. J. M. de Lauderdale, « Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique, et sur les moyens et les causes qui concourent à son accroissement », trad. de l'anglais par E. Lagentie de Lavaïsse, Paris, 1808, p. 140; p. 142, 140, 144.

(74) Cf. l'article de F. Quesnay « Fermiers » in : « Physiocrates », éd. Daire, Paris, 1846, 1^re partie, p. 236-37.

(75) Cf. James Taylor, « A View to the Money System of England, from the Conquest », etc., London, 1828, p. 18, 19.

(76) Cf. Sismondi, « Etudes », etc., tome II, p. 278, et 300.

(77) Cf. Boisguillebert, « Dissertation », etc., p. 399.

(77*a*) Marx avait déjà défini l'argent de la sorte dans ses cahiers de lecture de 1844, en annotant les « Eléments d'économie politique » de James Mill : « Quand Mill définit l'*argent* comme l'*intermédiaire* de l'échange, il le caractérise fort bien et ramasse la formule en une définition. Au début, l'argent ne suppose pas que la propriété s'aliène en lui. En effet, c'est l'*activité médiatrice* ou la *relation* (l'acte humain et social grâce auquel les produits des hommes se complètent) qui s'aliène en lui et devient la propriété d'un objet matériel — l'argent —, hors de l'homme. En extériorisant lui-même son activité médiatrice, l'homme n'est plus actif en tant qu'homme : il s'est perdu et se déshumanise.

« Sa relation vis-à-vis des choses, la liaison humaine avec elles, deviennent l'œuvre d'un être extérieur à l'homme et le dominant. Au travers de cet *intermédiaire étranger* — au lieu que l'homme soit lui-même l'intermédiaire pour l'homme —, l'homme considère sa volonté, son activité et son rapport avec les autres comme autant de puissances indépendantes de lui et des autres hommes. Le voilà tombé au dernier degré de la servitude.

« Il est clair que cet intermédiaire se change désormais en un *véritable Dieu*. En effet, c'est toujours l'intermédiaire qui est la vraie puissance régnant sur la chose avec laquelle il me met en rapport. Son culte va se développer et devenir

une fin en soi. Privés de ce médiateur, les objets perdent leur valeur, car c'est uniquement parce qu'ils le *représentent* qu'ils possèdent une valeur (à l'origine, l'argent n'avait de valeur que parce qu'*il* représentait *ces choses*). Ce renversement du rapport originel est inévitable.

« Ce *médiateur* est, par conséquent, l'essence de la propriété privée qui s'est perdue elle-même et s'est aliénée au cours de son mouvement : il est la propriété privée, devenue extérieure à elle-même, dépouillée d'elle-même, tout comme l'argent est la médiation aliénée entre la production humaine et la production humaine, l'activité aliénée de l'espèce humaine. Tous les attributs propres à l'activité de l'espèce humaine dans la production sont dès lors transférés à ce médiateur. Et, plus la coupure s'approfondit avec ce médiateur qui gagne en puissance, plus l'homme s'appauvrit en tant qu'homme.

« Le Christ *représente* tout d'abord les hommes devant Dieu, puis Dieu pour les hommes, et enfin les hommes pour l'homme.

« Ainsi l'argent représente par définition : 1° la propriété privée pour la propriété privée ; 2° la société pour la propriété privée; 3° la propriété privée pour la société.

« Le Christ est à la fois le Dieu *aliéné* et l'*homme* aliéné : Dieu n'a de valeur que dans la mesure où il est le Christ, et l'homme que dans la mesure où il représente le Christ. Il en est ainsi de l'argent. »

(78) Cf. « La Misère de la philosophie » : « L'esclavage est une catégorie économique comme une autre. Donc, il a, lui aussi, ses deux côtés. Laissons là le mauvais côté et parlons du beau côté de l'esclavage; bien entendu, il n'est question que de l'esclavage direct, de l'esclavage des Noirs dans le Surinam, au Brésil, dans les contrées méridionales de l'Amérique du Nord.

« L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise, au même titre que les machines, le crédit, etc. Sans l'esclavage, vous n'avez pas de coton; sans le coton, vous n'avez pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce mondial, c'est ce commerce qui est la condition de la grande industrie. Ainsi, l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance.

« Sans l'esclavage, l'Amérique du Nord, le pays le plus progressif, se transformerait en pays patriarcal. Effacez l'Amérique du Nord de la carte du monde, et vous aurez l'anarchie, la décadence complète du commerce et de la civilisation modernes. Faites disparaître l'esclavage, et vous aurez effacé l'Amérique de la carte des peuples.

« Aussi l'esclavage, parce qu'il est une catégorie économique, a toujours été dans les institutions des peuples. Les peuples modernes n'ont su que déguiser l'esclavage dans leur propre pays, ils l'ont imposé sans déguisement au Nouveau-Monde. » (MEGA, 1/3, p. 181.)

(79) Cf. Thomas Robert Malthus, « Principles of Political Economy », etc., London, 1836, p. 391. Note de l'éditeur William Otter, bishop of Chichester.

(79*b*) Comme Marx le dira lui-même quelques pages plus loin, le chapitre sur le numéraire a été traité assez sommairement ici, et exige de plus amples développements. Le lecteur trouvera ce chapitre dans la « Contribution à la critique de l'économie politique », sous une forme élaborée.

(80) Cf. H. Storch, « Cours d'économie politique », etc., tome II, p. 113-14; p. 113; p. 114.

(81) Cf. H. Storch, « Cours d'économie politique », etc., tome II, p. 175.

(82) Cf. Edward Misselden, « Free Trade, or the means to make trade florish », etc., London, 1622, p. 19-24.

(83) Cf. Fr. Bernier, « Voyages contenant la description des Etats du Grand Mogol », etc., 1830, tome I^er^, p. 314.

(84) Cf. W. Jacob, « An historical Inquiry », etc., vol. II, p. 271-323.

(85) W. Petty, « Political Arithmetick », etc., p. 178-79; la seconde citation : p. 195-96. Marx a utilisé la même citation dans la « Contribution à la critique de l'économie politique » chapitre sur la thésaurisation.

(86) Cf. Misselden, « Free Trade »; la première citation se trouve p. 7; la seconde p. 12, 13. Cf. également la « Contribution à la critique de l'économie politique », où cette dernière citation est reproduite avec quelques différences minimes.

(87) Cf. les extraits de Marx de l'ouvrage de Boisguillebert :

« Il est bien certain que l'argent n'est pas un bien de lui-même; sa quantité n'apporte rien à la richesse d'un pays en général, pourvu qu'il y en ait assez pour soutenir les prix contractés par les denrées nécessaires à la vie » (p. 210)... « L'argent n'est que le moyen et l'acheminement, au lieu que les denrées utiles à la vie sont la fin et le but... Ainsi un pays peut être riche sans beaucoup d'argent, et celui qui n'a que de l'argent, très misérable, s'il ne le peut échanger que difficilement avec ces mêmes denrées » (p. 210)... « Pour faire beaucoup de revenu dans un pays riche en denrées, il n'est pas nécessaire qu'il y ait beaucoup d'argent, mais seulement beaucoup de consommation, un million faisant plus d'effet de cette sorte que dix millions lorsqu'il n'y a point de consommation, parce que ce million se renouvelle mille fois, et fera pour autant de revenu à chaque pas » (p. 211)... « S'il y a 500 millions de rente de moins en France qu'il n'y en avait il y a trente ans, ce n'est pas qu'il y ait moins d'argent, mais c'est qu'ayant pour beaucoup moins de denrées excrues (produits), vendues et consommées » (p. 213)... « Le corps de la France souffre lorsque l'argent n'est pas dans un mouvement continuel, ce qui ne peut être que tant qu'il est meuble (meuble = revenu; immeuble = capital), et entre les mains du peuple; mais sitôt qu'il devient immeuble... tout est perdu... Quand tout l'argent serait entre les mains du menu peuple, où il est toujours meuble, il faut qu'il retourne aussitôt entre les mains des puissants, qui le refont immeuble en la plus grande partie » (p. 213).

(88) Cf. la citation de Boisguillebert dans le cahier d'extraits de Marx : « La marchandise la plus misérable et la moins apte à nourrir l'homme serait supprimée si l'on rendait impossible ou si l'on interdisait au possesseur d'argent de s'en emparer. Ainsi, il serait bientôt réduit à l'état de la fable » (« Dissertation sur la nature des richesses », etc., p. 396).

(89) Cf. N. W. Senior, « Principes fondamentaux de l'économie politique », etc., Paris, 1836, p. 116, 117. On retrouve cette citation dans « La Contribution à la Critique de l'économie politique », chapitre II, c) Moyen de paiement.

(90) Cf. Samuel Bailey, « Money and its Vicissitudes in Value », etc., London, 1837, p. 3.

(91) Cf. H. Storch, « Cours d'économie politique », etc., tome II, p. 135.

(92) Cf. S. Bailey, « Money and its Vicissitudes », etc., p. 9-11.

(93) Cf. Piercy Ravenstone, « Thoughts on the funding system », etc., London, 1824, p. 20.

(93*a*) Cf. « Novum Testamentum omne, ex versione utraque, hoc est, Des. Erasmi Roterdami et vulgata ». Lipsiae, 1543, p. 409.

(94) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. I^er^, p. 101-02; 131-34. Marx écrit au moment où il rédige ces lignes : « Il est inepte de la part des proudhoniens et des socialistes du même genre d'opposer les idées d'égalité ou présumées telles, correspondant à l'échange d'équivalents, aux inégalités issues de cet échange et y aboutissant. En tant que loi, l'appropriation par le travail apparaît comme un échange d'équivalents : l'échange ne fait que reproduire la même valeur dans une autre matière. Bref, tout ceci est fort bien, mais finira bientôt dans le fracas, et ce, par suite de la loi de l'équivalence » (à Engels, le 2 avril 1858, lettre fort importante pour le présent ouvrage).

(95) Cf. Charles Ganilh, « Des systèmes d'économie politique », etc., Paris, 1809, tome II, p. 64-65.

(96) Cf. J.-B. Say, « Traité d'économie politique, ou simple exposition », etc., Paris, 1817, tome II, p. 480-82.

(97) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik », etc.), p. 132-47.

(98) Cf. « D. Justiniani, sacratissimi principis, Institutiones, Accesserunt ex Digestis tituli de verborum significatione et regulis juris. Editio Stereotypa Herhan », Parisiis, 1815, p. 342.

(98*a*) Dans l'« Idéologie allemande », Marx avait déjà montré comment les hommes — vivants — sont contingents et la propriété matérielle — morte — éternelle : « Qu'y a-t-il de plus « stable et de plus solide » que la mort, qui met un terme contre ma volonté à mon cours et m'immerge dans l'universel, la nature, la communauté et le... sacré? » ... « Sancho donne un exemple frappant de l'héritage. Il ne l'explique pas à partir de la nécessité de l'accumulation et des familles existant avant le droit, mais à partir de la

fiction juridique de la prolongation de la puissance au-delà de la mort. A mesure que la société féodale cède la place à la société bourgeoise, cette fiction juridique est abandonnée de plus en plus par tous les législateurs (voir par exemple le Code Napoléon). Point n'est besoin d'exposer ici que la puissance absolue du père de famille et le majorat — aussi bien le majorat tenu à fief que le majorat ultérieur — reposent sur des conditions matérielles bien déterminées. Le même phénomène se produit chez les peuples anciens, lorsque la communauté se dissout et fait place à la vie privée. La meilleure preuve en est l'histoire du droit de succession romain. Mais Sancho ne pouvait choisir d'exemple plus mauvais pour sa propre thèse que le droit de succession qui montre le mieux la dépendance du droit des conditions de production (le droit romain et germanique). »

(98*b*) Dans l'« Idéologie allemande », Marx écrivait déjà : « Tout ce prologue est un modèle de naïve mystification philosophique. Le « vrai socialiste » part de l'idée que la coupure entre vie et bonheur doit cesser. Pour étayer cette idée, il a recours à la nature et suppose que cette coupure n'y existe pas. Il en conclut que, l'homme étant lui aussi un corps de la nature et possédant les propriétés générales du corps, cette coupure ne devrait pas exister non plus pour lui ».

(99) « Gratuité du crédit. Discussion entre Fr. Bastiat et M. Proudhon », Paris, 1850, p. 285-86; p. 1-20, 32-47, etc.

(100) Cf. par ex. J.-B. Say, « Traité d'économie politique », etc., tome II, p. 428-30 et 478-80. Dans la « Sainte Famille », Marx écrit à ce propos : « Notre Proudhon qui est si critique laisse entendre que Say identifie la « richesse naturelle » aux « possessions naturelles », bien que Say, pour prévenir tout malentendu, déclare de manière expresse dans l'épitome à son *Traité d'économie politique* que, par richesse, il n'entendait ni la propriété ni la possession, mais une « somme de valeurs ». (MEGA 1/3, p. 213.) Dans son cahier de lectures de 1844-45, Marx avait consigné la définition de Say : « *Richesse*, la somme de valeurs, c'est-à-dire la somme des choses évaluables qu'on possède. » (« Traité », etc., p. 478; MEGA, 1/3, p. 448) Marx commente cette définition, une page plus loin (p. 449) : « *Richesse*. Bien que la notion de valeur n'ait pas encore été analysée, on la pose déjà ici comme présupposition. En effet, on définit la richesse comme « somme de valeurs », « somme des choses évaluables qu'on possède ». Comme on détermine la richesse relative par comparaison avec la valeur des choses dont on a besoin, avec la valeur de ceux que l'on peut donner en échange, on fait d'emblée de l'échange l'élément fondamental de la richesse. La richesse consiste en les choses dont on n'a pas besoin, qui ne sont pas indispensables au « besoin personnel ».

Cf., en outre, J.-B. Say, « Cours complet d'économie politique pratique », etc., Paris, 1840, tome I^er^, p. 150.

(101) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik », etc.), p. 198-99.

(101*a*) Cf. A Smith, « An Inquiry », etc., vol. II, p. 225

et 261. Dans son cahier de lecture de 1844, Marx a recopié à ce propos le passage suivant de Smith : « Le capital d'un marchand est toujours du capital circulant... Tout capital fixe provient originairement d'un capital circulant, et a besoin d'être continuellement entretenu aux dépens d'un capital circulant... Aucun capital fixe ne peut donner de revenu que par le moyen d'un capital circulant... Les capitaux, tant fixes que circulants, n'ont pas d'autre but ni d'autre destination que d'entretenir et d'augmenter le fonds de consommation » (Smith, p. 217).

(102) Marx fait manifestement allusion ici à John Gray et J.-P. Proudhon. En ce qui concerne ce dernier, cf. « La Sainte-Famille », chapitre IV, note marginale critique n° 1.

(103) Cf., entre autres, A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. II, p. 335-34.

(104) Cf. Malthus, « Principles », etc., p. 264, et Ricardo, « On the Principles », etc., p. 327.

(105) Cf. J. F. Bray, « Labour's wrongs and labour's remedy », etc., Leeds, 1839, p. 140-41, et Sismondi, « De la richesse commerciale, ou Principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce », tome I^er^, Genève, 1803, p. 19. Cf. aussi « Travail salarié et Capital », et notamment l'article du 7 avril 1849, où Marx complète la définition des économistes, en disant que le capital est un rapport de production social entre les individus. Cf. note 14*a*.

(106) Cf. Charles Ganilh, « Des systèmes d'économie politique », etc., tome II, p. 11-12.

(107) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik », etc.), p. 119-21, 148-50.

(108) Cf. J.-B. Say, « Traité d'économie politique », etc., tome II, p. 185, et le cahier de lecture de 1844-45 in MEGA, 1/3 p. 447 :

« Les valeurs se perpétuent par la reproduction; les produits qui composent un capital, se consomment aussi bien que tout autre; mais leur valeur, en même temps qu'elle est détruite par la consommation, se reproduit dans d'autres matières ou dans la même » (« Traité », etc., p. 185).

(109) Cf. Sismondi, « Nouveaux principes d'économie politique », etc., Paris, 1827, tome I^er^, p. 89.

(110) Cf. Hegel, II (« Phänomenologie des Geistes », etc.), p. 602-620, et dans les manuscrits économiques et philosophiques de 1844, le chapitre de Marx sur la critique de la dialectique de Hegel et de sa philosophie en général.

(111) Cf. Hegel, V (« Wissenschaft der Logik. 2. Teil »), p. 336-52.

(112) Cf. « Gratuité du crédit », etc., p. 250, 177, 178-80, 183, 249.

(113) Cf. Hegel, XVII (« Vorlesungen über die Geschichte der Philosophie », etc.), p. 55-56. Cf. également Sismondi, « Nouveaux principes », etc., Paris, 1819, tome I^er^, livre II, chapitre VI, p. 119.

(114) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 55-75.

(114*a*) Cf. J.-B. Say, « Cours », etc., tome I^er^, p. 80-83 et « Traité », etc., tome I^er^, p. 2-6. En 1844, Marx a recopié les passages suivants de Say sur cette question : « D'où vient aux choses leur valeur? ... elle naît des usages auxquels elles sont propres » p. 2.

« Si les hommes attachent une valeur à une chose, c'est en raison de ses usages. Cette faculté qu'ont certaines choses de pouvoir satisfaire aux divers besoins des hommes... utilité » p. 3.

« Pour mesurer exactement la production, il faudrait avoir une mesure exacte du degré d'utilité de chaque chose. Mais comment mesurer l'utilité? Ce qui paraît nécessaire à une personne, semble fort superflu à une autre », p. 3-4.

« Néanmoins, quelle que soit la variété qui se trouve dans les goûts et dans les besoins, *il se fait* entre eux une estimation générale de l'utilité de chaque objet en particulier, estimation dont on peut se faire une idée, au moyen de la quantité d'autres objets qu'ils consentent à donner en échange de celui-là » p. 4.

« De ce que le prix est la mesure de la valeur des choses, et de ce que la valeur est la mesure de leur utilité, il ne faudrait pas tirer la conséquence absurde qu'en faisant monter leur prix par la violence, on accroît leur utilité. La valeur échangeable ou appréciative n'est une indication de l'utilité donnée, de la production réelle, qu'autant que cette valeur est abandonnée à elle-même, et que l'action des hommes qui font un marché, est entièrement libre » p. 5. (MEGA I, 3, p. 438.)

(115) Cf. le chapitre I^er^ de la « Misère de la philosophie ».

(116) Cf. H. Storch, « Cours », etc., tome I^er^, p. 154. Marx fait allusion au passage suivant : « Si l'on voulait pousser plus loin la subtilité du raisonnement (savoir : que l'industrie humaine n'est productive que lorsqu'elle produit une valeur suffisante pour remplacer les frais de production), on pourrait soutenir que le travail industriel qui se paie lui-même n'est pas encore un travail productif. En effet, pour mériter cette qualification dans le sens le plus strict, il ne suffit pas que le travail industriel produise ce qu'il a coûté; il faut qu'il produise une valeur en sus, qui puisse augmenter la richesse nationale. »

(117) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. I^er^, p. 131-32, et Malthus, « Principles », etc., p. 302.

(118) Cf. A. Smith, *l. c.*, vol. II, p. 355-85.

(119) Cf. H. Storch, « Considérations », etc., p. 38-50, et Senior, « Principes fondamentaux », etc., p. 284-308.

(120) Cf. R. Somers, « Letters from the Highlands; or the Famine of 1847 », London, 1848, Cf. le « Capital » I, chapitre XXVII sur l'« Expropriation de la population campagnarde »; où Marx cite plus longuement cet auteur.

(120*a*) De telles rubriques figurent dans l'« Economist » des années 1850-1860. On y trouve la section des « marchés londoniens » aussi bien que celles des « actions de chemins de fer et des mines ».

(121) Cf. Senior, « Principes fondamentaux », etc., p. 307-08.

(122) Cf. par ex. John Wade, « History of the Middle and Working Classes », etc., p. 294-97.

(122*a*) Cf. dans la « Misère de la philosophie », chapitre II, § Ier sur la méthode, une page avant la fin de ce chapitre, la définition que donne Marx de l'école « philanthrope ».

(123) Cf. Charles Babbage, « Traité sur l'économie des machines et des manufactures ». Trad. de l'anglais sur la troisième édition par éd. Biot, Paris, 1833, p. 329-51.

(124) Cf. Simon-Nicolas-Henri Linguet, « Théorie des lois civiles, ou Principes fondamentaux de la société », Londres, 1767, tome II, p. 462-68.

(125) Cf. P. Gaskell, « Artisans and Machinery », etc., London, 1836, p. 261-62.

(126) Cf. Hegel, XI (« Vorlesungen über die Philosophie der Geschichte », etc.), p. 316; V (« Wissenschaft der Logik. 2. Teil »), p. 225-26, 229-31; VIII (« System der Philosophie », 1. Teil »), p. 420-21.

(127) Cf. A Cherbuliez, « Richesse ou pauvreté », etc., Paris, 1841, p. 16.

(128) Cf. John Gray, « The Social System », etc., p. 30, et J. F. Bray, « Labour's Wrongs », etc., p. 157-76.

(129) Cf. Senior, « Principes fondamentaux », etc., p. 197-206.

(130) Cf. Malthus, « Principles », etc., p. 47. Note. L'auteur de la note est l'éditeur Otter.

(131) Cf. Sismondi, « Nouveaux principes », etc., tome Ier, p. 90, et p. 105.

(132) Cf. A. Cherbuliez, Richesse ou pauvreté », etc., p. 58, et p. 64.

(133) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 320-37, et Sismondi, « Etudes », etc., tome Ier, p. 22, et tome II, p. 273.

(134) Cf. J.-B. Say, « Traité », etc., tome II, p. 429, note. Dans son cahier d'extraits, Marx a recopié : « Un capital est toujours d'une essence immatérielle, puisque ce n'est pas la matière qui fait le capital, mais la *valeur* de cette matière, valeur qui n'a rien de corporel. »

(135) Marx a dû commettre une erreur ici, puisque les expressions en anglais se trouvent chez A. Smith (cf. notre note 103). Mais il vrai que Ricardo a des formules semblables dans « On the Principles », etc., p. 327, que Marx a consignées dans son cahier d'extraits (cf. notre second volume).

(136) Cf. J.-B. Say, « Traité », etc., tome II, p. 425 : « L'action des agents de la production compose les *services productifs*... Ces services ont une valeur qui s'établit... en raison directe de la quantité demandée, et en raison inverse de la quantité offerte... *La valeur de tous les services* productifs qui ont contribué à former un produit, compose les frais de production de ce produit » (MEGA, 1/3, p. 451-52). Cf. également p. 429, in Say.

(137) Cf. MEGA, 1/6, p. 140 : « Le travail produit, le capital vaut » (Marx cite Proudhon, « Système des contradictions économiques », etc., Paris, 1846, tome I[er], p. 61).

(138) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik », etc.), p. 513, et V (*ibid.*, 2[e] vol.) p. 80-81.

(139) Cf. George Ramsay, « An Essay on the Distribution of Wealth », Edinburgh, 1856, p. 184.

(139*a*) Cf. H. C. Carey, « Principles », etc., 1, p. 338.

(140) Marx a analysé en détail les différents aspects du procès de production dans le VI[e] chapitre inédit du « Capital », livre I[er] : « *Erstes Buch. Der Produktionsprozess des Kapitals. Sechstes Kapitel. Resultate des unmittelbaren Produktionsprozess* », in : Archiv Marx-Engels, préparé par V. Adoratski, tome II (VII), Moscou 1933. Il y explique, en outre, que le capital n'est pas production de valeurs marchandes simples (principe de l'équivalence et de la propriété du produit revenant à celui qui l'a créé par son travail), mais qu'il est production de *plus-value :* la marchandise contient désormais plusieurs fractions de valeurs (salaire, profit, valeur constante transférée de la matière première et machines utilisées dans le produit). D'emblée, Marx définit ainsi le capital comme le principe de non-équivalence, de l'inégalité, de la démesure et de la production à une échelle élargie.

Placée à la fin du I[er] livre ou au début du 2[e] (Marx avait prévu un agencement différent du chapitre selon le cas; mais il a opté en fin de compte pour le second), cette définition de la marchandise produite dans les conditions du capital aurait complété la définition de la marchandise simple donnée au début du « Capital », en tenant compte du procès de production et de circulation du capital (car l'échange de la marchandise-capital diffère, lui aussi, considérablement de l'échange de la marchandise simple). Cf. note 157*a*. (N. d. Tr.)

(141) Cf. « Gratuité du crédit », etc., p. 65-74.

(142) Cf. in « The Times », London, Saturday, November 21, 1857, n° 22 844, p. 9, col. 5-6, l'article : « Negroes and the Slave Trade. To the Editor of the Times. By Expertus ».

(143) Il est difficile de déterminer si Marx fait allusion au chapitre « On the Nature, Causes, and Measure of Value » de l'ouvrage de Malthus, « Principles of Political Economy », etc., London, 1836 (p. 50-150), ou au chapitre « On the Definition and Application of Terms by Mr. Ricardo » in « Definitions in Political Economy », etc., London, 1827 (p. 23-36). On se référera utilement aux « Théories de la plus-value », éd. allem., tome II, p. 37-38, et 115, et tome III, plus-value », IV[e] livre du « Capital », in : « Histoire des doctrines économiques », éd. Costes, tome VI, p. 21-108.

(144) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 4-12.

(145) Cf. Ricardo, *ibid.*, p. 60-61.

(146) Cf. Ricardo, *ibid.*, p. 320-37.

(147) Cf. Ricardo, *ibid.*, p. 53-79, 113, 191-213, 169-90, 354-72, 388-402, 483-521, 314, 19, 306 note, 315 note.

(147*a*) Cf. A. Smith, « An Inquiry, etc. », vol. II, p. 356.

(147*b*) Dans la « Question juive », Marx avait écrit à ce sujet : « Le comportement de l'Etat, et notamment de l'« Etat libre », vis-à-vis de la religion n'est au fond que le comportement vis-à-vis de la religion des hommes formant l'Etat. Il s'ensuit que si l'homme se libère politiquement d'une entrave par le moyen de l'Etat, il entre en opposition avec lui-même et il surmonte cette entrave d'une manière purement abstraite, partielle et limitée. En se libérant politiquement, il s'ensuit que l'homme se libère par un détour, au moyen d'un intermédiaire, si efficace soit-il. Il s'ensuit enfin que, s'il se proclame athée par l'intermédiaire de l'Etat, c'est-à-dire lorsqu'il proclame que l'Etat est athée, il continue de rester dans les rêts de la religion parce qu'il ne s'est reconnu et affirmé lui-même que par un détour et en utilisant un intermédiaire. La religion n'est-elle pas elle-même la reconnaissance de l'homme par des voies détournées? par un intermédiaire? L'Etat est l'intermédiaire entre l'homme et la liberté de l'homme. Comme le Christ est l'intermédiaire auquel l'homme transfère toute sa divinité et toutes ses entraves religieuses, l'Etat est l'intermédiaire auquel il transfère toute sa non-divinité et toute sa liberté humaine. » Cf. aussi note 77*a*.

(148) On ne peut déterminer avec certitude quel est exactement le rapport établi par Leonhard Horner sur la violation du bill des dix-heures du 8-6-1847. Il se pourrait que ce soit : « Reports of the Inspectors of Factories to Her Majesty's Principal Secretary of State for the Home Department, for the Half Year Ending 31 st October 1856. Presented to both Houses of Parliament by Command of her Majesty. London, 1857 », cf. p. 34-36 où Horner cite son Rapport de 1851. En ce qui concerne les rapports des inspecteurs de fabrique sur l'application de la loi du 8-6-1847, cf. le « Capital », 1^er^, 4^e^ section.

(149) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 325-26, et 327.

(149*a*) Marx fait sans doute allusion ici au chapitre XVIII, « Des matières brutes » de l'ouvrage de Babbage, « Traité sur l'économie, etc. », et notamment au tableau de la p. 218 ainsi qu'aux explications relatives à ce tableau, p. 218-19.

(150) Cf. « Economistes financiers du XVIII^e^ siècle », etc. Précédés de notices historiques sur chaque auteur et accompagnés de commentaires et de notes explicatives par M. Eugène Daire, Paris, 1843, p. 419, notes 1 et 2.

Voici le passage de Boisguillebert : « Un écu chez un pauvre ou un très menu commerçant fait cent fois plus d'effet, ou plutôt de revenu que chez un riche, par le *renouvellement continuel et journalier* que subit cette modique somme chez l'un; ce qui n'arrive pas à l'égard de l'autre, dans les coffres duquel des quantités bien plus grandes d'argent demeurent des mois et des années entières oisives, et par conséquent *inutiles*, soit par corruption de cœur aveuglé par l'avarice, soit dans l'attente d'un marché plus considérable » (p. 419).

Voici le commentaire de 1844 de Marx : « Boisguillebert affirme plus loin que 1 000 écus entre les mains de mille menues gens procureront dix fois plus de revenu à l'Etat que s'ils étaient entre les mains des grands propriétaires, parce que la circulation serait mille fois plus rapide, et, par suite, la consommation aussi. Comme Daire le fait remarquer, il considère à tort ici que l'activité des échanges et la circulation de l'argent est un fait qui crée de la valeur » (Fr.).

« En ce qui concerne la première affirmation de Boisguillebert, Daire a raison du point de vue strictement économique : un écu n'a pas plus de valeur entre les mains du pauvre que du riche. Cette valeur « ne hausse ni ne baisse, quand elle entre à titre de revenu dans la bourse de l'un ou de l'autre de ces deux citoyens » (Fr.). De même, lorsque Boisguillebert estime que l'écu touché par le pauvre rapporte plus à l'Etat que l'écu touché par le riche, parce qu'il est toujours *revenu* pour le premier et souvent *capital* pour le second » (Fr.). Daire a raison de lui opposer que « l'écu-capital contribue jusqu'à concurrence de ce qu'il vaut à l'entretien du travail productif de la société » (Fr.). Mais c'est l'économiste moderne qui a raison contre l'ancien, parce que ce dernier ne s'est pas élevé à la hauteur où la *valeur* et le *revenu* ont une *existence pour soi,* indépendante des humains. A part cela, il est évident qu'un écu a plus de valeur *pour* le pauvre et pour l'Etat, dans la mesure où l'existence du pauvre fait partie de sa richesse, que pour le riche. Néanmoins, l'économie moderne sait qu'un écu est un écu. » (MEGA 1/3, p. 574-75.)

(151) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 89-90.

(152) Cf. Ricardo, *l. c.,* p. 107-30.

(153) Cf. Ricardo, *l. c.,* p. 29-35.

(154) Cf. Ricardo, *l. c.,* p. 131-49.

(155) Cf. Ricardo, *l. c.,* p. 327-28. Marx a sans doute cité ici de mémoire, car ce passage diffère de celui qu'il donne dans son cahier d'extraits (que nous publierons à la fin de notre second volume) et qui est conforme au texte de Ricardo.

(156) Cette citation n'est pas non plus littérale; c'est un bref résumé du contenu des pages 81-82, 131-49 et 467-68 de l'ouvrage de Ricardo.

(157) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 416-17.

(157*a*) La distinction établie ici par Marx de façon presque allusive a un grand intérêt théorique et pratique, masqué par le fait que son exposé est disséminé dans ses différents travaux. Il est donc utile de relier ces passages entre eux. Dans le 1^er^ livre du « Capital » (5^e^ section, consacrée aux recherches ultérieures sur la *production de plus-value*), Marx expose la différence entre la plus-value *absolue* et *relative*. La première provient d'une extension de la journée de travail, et la seconde provient de l'intensification de l'exploitation du travail par l'application de la technique et des combinaisons sociales. Marx dira, plus loin dans notre texte, que la production de ces deux sortes de plus-value correspond à deux phases historiques du capitalisme :

1° celle de la manufacture (qui n'emploie pas encore de machines et où la plus-value est essentiellement tirée de la prolongation de la journée de travail, bref où la main-d'œuvre prévaut largement sur les machines). 2° celle de la grande industrie (où le capital fixe l'emporte sur la force vivante du travail).

Dans le 6e chapitre inédit du « Capital », Marx expose systématiquement ces deux phases de développement du capital : 1° la phase de *soumission formelle du travail* au capital, où celui-ci reprend, sous son commandement les forces productives dans l'état où il les trouve, celles-ci ne correspondant pas encore au mode de production capitaliste, puisque le facteur essentiel en est le travail vivant immédiat. La domination politique et violente est alors un agent de transformation du procès de production, et apparaît comme un facteur complémentaire. C'est la période de l'allongement illimité de la journée de travail (individuelle et collective : des masses toujours plus grandes de prolétaires sont concentrées dans le procès de production capitaliste).

On peut dire que l'exploitation directe de la main-d'œuvre exprimée par le taux de plus-value, c'est-à-dire le rapport entre profit et salaire, caractérise ce stade, où le capital constant est à peu près inexistant, alors que le taux de profit, rapport entre la plus-value et le capital avancé, caractérisera le second stade où le capital détient un important capital constant. Ces deux taux ont en conséquence un caractère historique.

2° La seconde phase de la *soumission réelle* du travail au capital est celle où le mode de production capitaliste fonctionne en vertu de ses propres lois, ayant imprimé, au procès de production aussi bien qu'à la société, son mode à lui. La violence extérieure disparaît alors, pour faire place au fonctionnement « naturel », économique, à la domination inhérente au mécanisme capitaliste. Tout se présente désormais comme force productive et sociale du capital, et non plus comme force productive du travail. Marx dit : « Cette mystification pourtant inhérente au rapport général du capitalisme, se développe maintenant beaucoup plus que ce ne pouvait être le cas dans la simple soumission formelle du travail au capital ». Il semble ainsi que l'exploitation du travail diminue (puisque la plus-value cesse d'être tirée essentiellement de la prolongation de la journée individuelle ou globale des travailleurs) : en réalité, elle augmente encore puisque l'intensité du travail pour chaque heure, s'accroît. Il semble que les machines aident et allègent le travail des ouvriers, alors qu'elles sont des puissances ennemies qui lui extorquent davantage de plus-value, etc. (N. d. Tr.)

(158) Cf. H. C. Carey, « Principles », etc., p. 15-16, 19, 27-48, 99, 129, 140-42, 211-12, 339.

(159) Cf. Dr Richard Price, « An Appeal to the Public on the Subject of the National Debt », etc., London, 1772, p. 13, note.

160) Dans sa lettre à Engels du 11-1-1858, Marx écrit à ce sujet : « Dans l'élaboration des principes économiques,

je suis considérablement gêné par les erreurs de calcul; en désespoir de cause, je me suis remis à feuilleter un manuel d'algèbre. L'arithmétique m'est toujours restée étrangère. Mais, par le détour de l'algèbre, je m'y retrouve toujours assez vite. »

(161) Cf. Babbage, « Traité sur l'économie », etc., p. 21.

(162) Comme on le voit, Marx reprend et développe très souvent les mêmes exemples au fur et à mesure qu'il avance dans son exposé. Il peut en résulter quelque confusion, si le lecteur n'a plus en mémoire l'exemple employé précédemment, car Marx ne répète pas à chaque fois toutes les données de l'exemple. Parfois même, comme c'est le cas ici, il mentionne le résultat d'un exemple précédent, alors que le lecteur pourrait croire qu'il s'agit d'un résultat nouveau. Cette utilisation d'un exemple devenant sans cesse plus complexe permet évidemment de mieux souligner les constantes et les différences surgies au cours du développement historique et théorique. (N. d. Tr.)

(163) Cf. « The Source and Remedy of the National Difficulties, deduced from Principles of Political Economy, in a Letter to Lord John Russell », London, 1821, p. 23.

(164) Cf. Piercy Ravenstone, « Thoughts », etc., p. 11; p. 13; p. 45; p. 46.

(165) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik. 1. Teil »), p. 681-82 et 685-89.

(166) Cf. Malthus, « Principles », etc., p. 314-30, et surtout 320-27.

(167) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik. 1 Teil »), p. 417.

(168) Cf. John Ramsay MacCulloch, « The Principles of Political Economy », etc. Edinburgh, 1825, p. 166-90.

(169) Cf. James Mill, « Eléments d'économie politique », etc., Paris, 1823, p. 250-60. Dans ses cahiers de lecture de 1844-45, Marx a largement reproduit des extraits de l'ouvrage de J. Mill et les a pourvus de commentaires très précieux (cf. notre note 27), cf. MEGA 1/3, p. 542-49.

(169*a*) Voici la référence exacte de « Gemini » : Attwood T., Wright T. B., Harlow J., « The Currency Question. The Gemini Letters », London, 1844.

(170) Cf. Malthus, « Principles », etc., p. 405, et « Definitions », etc., p. 258-59.

(171) Cf. Sismondi, « Etudes », etc., tome I[er], p. 61 note.

(172) Cf. Ricardo, On the Principles », etc., p. 80-85.

(173) Cf. « Note on Chapters VIII. and IX., Book 1. » in : « An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations by Adam Smith, LLD. With Notes from Ricardo, McCulloch, Chalmers and other eminent political economists. Edited by Edward Gibson Wakefield, Esq. », etc., vol. I, London, 1843, p. 244-46.

(174) Cf. Thomas Hodgskin, « Popular Political Economy », etc., p. 246; p. 245-46.

(175) Cf. « The Source and Remedy », etc., p. 16 et 17.

(176) Cf. « An Inquiry into those principles, respecting the nature of Demand and the necessity of Consumption, lately advocated by Mr. Malthus », etc., London, 1821, p. 59.

(177) Cf. Thomas Hodgskin, « Popular Political Economy », etc., p. 238; 246.

(178) Cf. Malthus, Principles », etc., p. 266; 301; 302; 361-413 (parmi lesquelles notamment les p. 372-82 et 398-413); p. 405 note de l'éditeur Otter; p. 414, note de l'auteur.

(179) Cf. J.-B. Say, « Traité », etc., p. 142-56. Dans son cahier d'extraits, Marx a reproduit le passage en question : « C'est la production qui ouvre des débouchés aux produits » (p. 142, in Say)... « C'est parce que la production des produits manquants a souffert que les produits surabondants ne trouvent point de débit, et que leur valeur s'est altérée... beaucoup de gens ont moins acheté, parce qu'ils ont moins gagné; et ils ont moins gagné, parce qu'ils ont trouvé des difficultés dans l'emploi de leurs moyens de production, ou bien parce que ces moyens leur ont manqué » (*ibid.*, p. 146, 147). Cf. en outre MEGA 1/3, p. 576-79.

(180) Cf. « Gratuité du crédit », etc., p. 207-08.

(181) Cf. « Gratuité du crédit », etc., p. 191-208.

(182) La source n'a pu être retrouvée, Il s'agit sans doute d'une déclaration de lord Overstone devant une commission du Parlement.

(183) Cf. Hegel, IV (« Wissenschaft der Logik. 1. Teil »), p. 421-31.

(184) Cf. Ricardo, « On the Principles », etc., p. 139.

(185) Cf. Hegel, V (« Wissenschaft der Logik. 2. Teil »), p. 35-171.

(186) Cf. une dizaine de pages plus bas dans notre texte, et dans sa lettre du 14-1-1858, Marx écrit à Engels : « Je viens de revoir la *Logique* de Hegel. S'il m'est donné un jour de pouvoir entreprendre de tels travaux, j'aimerais rendre accessible à l'entendement commun, en deux ou trois placards d'imprimerie, le fonds *rationnel* de la méthode que Hegel a à la fois découverte et mystifiée. »

Dans la même lettre, Marx reconnaît que, dans la méthode d'élaboration de son ouvrage, la logique de Hegel lui a rendu grand service.

(187) Cf. dans les « Manuscrits économiques et philosophiques » de 1844, le chapitre sur le « Travail aliéné ».

(188) Cf. Hegel, VI (« Die Wissenschaft der Logik. 1. Teil », etc.), p. 701-21 et le « Travail salarié et Capital » de Marx : « Le capital suppose donc le travail salarié; le travail salarié suppose le capital; ils sont la condition l'un de l'autre; ils se produisent l'un l'autre. »

(189) Cf. Hegel, IV (« Die Wissenschaft der Logik. 1. Teil »), p. 88-124. Hegel rend le devenir autonome et le sépare de la matière. Les catégories qu'il élève ainsi à l'autonomie se dépouillent de leur réalité : l'être pur en lequel se change le devenir retombe de la sorte dans le non-être.

Marx montre que le devenir ne se compose pas d'être et de néant; pour autant qu'il s'agit d'un véritable devenir, il

ne retourne pas au néant parce que « la négation, conçue comme simple manque, serait le néant », mais parce que cette négation est quelque chose, même lorsqu'elle est éprouvée comme un manque. C'est ainsi que le manque de moyens de production de l'ouvrier n'est pas du néant puisque ces moyens de production existent bel et bien chez le capitaliste. Non-être, être, devenir, existence sont d'emblée du non-être de l'être, du devenir, une existence de quelque chose, ils ne sont donc pas du néant. (Nous avons préféré traduire tantôt « Nichts » par *non-être* — au sens de non-être de quelque chose, cf. l'exemple de l'ouvrier — et parfois par *néant* — au sens du non-être absolu, vide total, métaphysique.) Il ne s'agit donc pas de catégories a priori de l'Idée, mais d'aspects et de niveaux d'un processus matériel, abstraits sous la forme de catégories logiques. Saisies après coup, rendues autonomes et retenues de la sorte, elles se figent dans la pensée idéaliste en sujets qu'elles ne sont pas dans la réalité. Le quelque chose qui n'est pas encore existence n'est donc pas du néant : il *devient* avant d'arriver à l'existence, autrement dit ce n'est pas encore quelque chose de déterminé, mais sa condition ou ses conditions; en tout cas, ce n'est nullement du néant. Si le devenir ne conduit pas à l'existence de quelque chose, ce n'est pas du néant pour autant; mais l'existence de la condition qui ne devient pas ce quelque chose et ne devient pas non plus rien du tout : s'il ne passe pas dans le devenir, c'est qu'il est déjà autre chose et qu'il est déterminé comme tel, c'est-à-dire qu'il a une existence, et n'est donc pas du néant. Le devenir ne passe au néant que dans l'imagination. C'est dans cet ordre d'idées que Engels écrivait le 18-8-1881 à Marx : Messieurs les mathématiciens « ne veulent pas poser $\frac{dy}{dx}$ résolument et sans ambages comme égal à $\frac{0}{0}$. Et pourtant il est clair que $\frac{dy}{dx}$ ne peuvent être l'expression d'un procès passé de x et y que si les quantités de x et y ont perdu leur dernière trace en restant simplement l'expression d'un procès de tranformation de ceux-ci sans qu'il en soit resté une quantité quelconque. »

(190) Le 22-11-1858, Marx écrit à Lassalle pour l'informer de son intention d'exécuter trois travaux : 1° une critique des catégories économiques ou un exposé critique du système de l'économie bourgeoise. Cette partie devait être réalisée dans les six livres que nous connaissons; 2° une critique et une histoire de l'économie politique et du socialisme; 3° une courte ébauche historique des rapports ou catégories économiques. C'est à ce dernier travail que se réfère donc la remarque de Marx dans le texte. Engels proposa à Marx d'en faire deux volumes. Dans son ébauche historique, Marx aurait sans doute repris de nombreux passages du matériel qu'il avait accumulé dans le présent texte, et notamment l'« Introduction ».

(191) Cf. MEGA 3/2, p. 274 (33-37), 279 (5-21), 306 (30-36), 308 (21-27), 321 (17-20), 314 (30-38), 317 (7-25), 324 (5-9), 327 (30), 330 (28), ainsi que Ferdinand Lassalle, « Nachge-

lassene Briefe und Schriften », herausgegeben von Gustav Mayer. Dritter Band, p. 111, 116, 119, 121-123.

(191*a*) Cf. J. Steuart, « An Inquiry », etc., vol. I^er^, p. 40.

(192) Dans sa lettre à Engels du 25-9-1857, Marx explicite sa pensée sur ce point : « Mieux que n'importe quoi, l'histoire de l'*armée* illustre la justesse de notre conception au sujet de la connexion entre les forces productives et les rapports sociaux. En général, l'armée est importante pour le développement économique. Ainsi, chez les Anciens, le salaire fut d'abord complètement développé dans l'armée. De même chez les Romains, le *peculium castrense* fut la première forme juridique qui reconnut la propriété meuble de ceux qui n'étaient pas pères de famille. De même, les jurandes dans la corporation des *fabri*. On y trouve, en outre, la première utilisation de la machinerie en grand. La valeur particulière des métaux et leur utilisation monétaire semblent à l'origine — sitôt que l'âge de pierre de Grimm est révolu — reposer, elles aussi, sur une fonction guerrière. Enfin, la division du travail *au sein* d'une même branche a été réalisée tout d'abord dans les armées. On y trouve résumée de manière frappante toute l'histoire de la force de la société bourgeoise. » Cf. aussi note 14*a*.

(193) Dans « La critique moralisante et la morale critisante » de 1847, Marx écrit à ce sujet : « Comme toute autre forme d'Etat, la monarchie ne pèse matériellement sur la classe ouvrière que sous la forme directe des impôts. Les *impôts* sont l'existence même de l'Etat, du point de vue économique. Les impôts, c'est les fonctionnaires et les curés, les soldats et les danseuses, les maîtres d'école et les sbires de la police, les musées grecs et les tours gothiques, les listes civiles et les listes de préséance; c'est la semence et l'embryon collectifs où sommeillent toute ces existences fabuleuses.

« Or, quel est le bourgeois intelligent qui n'a pas dit au peuple affamé que la source de sa misère se trouvait dans les impôts, l'argent du péché des princes?

« Oui, les princes allemands et la misère allemande! En d'autres termes : les impôts dont les princes se repaissent et que le peuple paie avec sa sueur et son sang!

« N'est-ce pas une matière inépuisable pour les déclamations de sauveteurs de l'humanité?

« La monarchie coûte cher, c'est indubitable. Il suffit de considérer le budget des Etats-Unis et de le comparer à ce que nous devons payer pour nos 38 patries. Ce sont les économistes *bourgeois*, tels Ricardo, Senior, etc. qui, en deux mots, répondent à ces tapageuses manifestations d'une démagogie prétentieuse. Ce n'est pas l'affaire des communistes.

« L'existence économique de l'Etat, c'est l'*impôt*.

« L'existence économique de l'ouvrier, c'est le *salaire*. » (MEGA 1/6, p. 315, 316.)

(194) Il semble bien que l'allusion de Marx à « la section de la monnaie » ne se rapporte pas aux chapitres relatifs à la monnaie du présent manuscrit, mais au chapitre encore à élaborer (cf. les plans de Marx).

(195) Cf. Hegel, IV (« Die Wissenschaft der Logik. 1. Teil »), p. 631-39.

(196) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. I^er, p. 104-05, et notamment ce passage du cahier de lecture de Marx (« Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » de A. Smith, tome I^er, éd. de 1802, trad. fr., p. 65) : « Des quantités égales de travail doivent avoir la même valeur en tout temps et en tout lieu pour celui qui travaille. Dans son état normal de santé, de force et d'activité, et d'après un degré moyen d'habileté et de métier qu'il peut posséder, il doit toujours donner la même portion de repos, de liberté et de bonheur. »

(196*a*) Marx place côte à côte la petite propriété foncière et la propriété foncière collective fondée sur la commune orientale parce qu'il est convaincu que ces deux formes sont liées — en quelque sorte parentes — et ont connu un sort semblable avec le développement du capital et du travail salarié. Cf. sa lettre du 14 mars 1868 (datée souvent par erreur du 14-11-1868) où Marx dit : « L'hypothèse que j'ai émise, à savoir que les formes de propriété asiatiques, et notamment indiennes, sont partout à l'origine en Europe, reçoit une nouvelle confirmation ici (bien que Maurer l'ignore). » (N. d. Tr.)

(197) Cf. Aristote, « De Republica », ed. Bekkeri, livre I^er, cap. 8, 6.

(198) A rapprocher de ce passage, les lettres de Marx et d'Engels du 18 mai 1853, du 2 juin 1853, du 6 juin 1853, et du 14 juin 1853.

(199) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 245.

(200) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 418.

(201) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 435-36.

(202) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 614-15 ainsi que les notes 1 224 et 1 225.

(203) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 317-18.

(204) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 326; 330; 331; 333; 335.

(205) Cf. Tacite, « Germania », cap. XVI, ainsi que la lettre de Marx à Engels du 25-3-1868, et notamment le passage suivant : « De même, la phrase : « *Colunt discreti ac diversi* » devrait démontrer que, de tout temps, les Germains ont exploité des fermes isolées, comme les hobereaux de Westphalie. Mais voici la suite de cette phrase : « Vicos locant non in nostrum morem connexis et cohaerentibus aedificiis : suum quisque locum spatio circumdat » (ils n'installent pas les villages selon notre usage, avec des bâtiments formant un ensemble et contigus : chacun entoure son lopin d'un espace libre non cultivé) or, de semblables villages germaniques primitifs existent encore, çà et là, au Danemark. La Scandinavie devrait faire l'objet d'études importantes, aussi bien en ce qui concerne le droit et l'économie, qu'en ce qui concerne la mythologie germanique. Et ce n'est d'ailleurs qu'en partant de là que nous avons pu déchiffrer à nouveau notre passé. Au demeurant, Grimm

lui-même, etc. trouve chez César que les Germains se fixaient toujours par associations de lignages et non individuellement : « gentibus cognationibusque, qui uno coierant. » Mais que dirait le vieil Hegel s'il apprenait qu'en germanique et en norois le « général » ne signifie rien d'autre que la terre commune et que le « distinct » et le « particulier » ne signifient rien d'autre que le bien individuel, séparé de la terre commune? Les catégories logiques sont ici sacrément issues de nos « rapports humains ».

(206) Cf. Tacite, cap. XXVI, et la lettre mentionnée dans la note précédente sur les erreurs de traduction du latin (cf. *les Annexes* (p. 291) de Fr. Engels, « L'origine de la famille », etc. Ed. Soc., Paris, 1954, où l'on trouve une excellente documentation, notamment sur la forme germanique de production.

(207) Cf. Hegel, XII (« Vorlesungen über Aestethik », Erster Bd), p. 254-63, 320-09.

(208) Cf. M. Procius Cato, « De re rustica ».

(209) Cf. M. Tullii Ciceronis Epistolarum ad Atticum V, 21, 10-13; VI, 1, 3-7; VI, 2, 7-10; VI, 3, 5-7.

(210) Cf. Schiller, « Die Götter Griechenlands ».

(211) Dans la « Misère de la philosophie », Marx reproduit le passage de Proudhon auquel il fait allusion ici : « L'origine de la rente, comme de la propriété, est pour ainsi dire extra-économique : elle réside dans des considérations de psychologie et de morale qui ne tiennent que de fort loin à la production des richesses. » (Tome II, p. 265.)

(212) Cf. la lettre de Marx à Engels, 2 juin 1853, et notamment ce passage : « Bernier trouve avec raison que la forme fondamentale de tous les pays d'Orient — il parle de la Turquie, de la Perse et de l'Hindoustan — c'est qu'il n'y existe *aucune propriété privée*. Telle est la véritable clé du ciel oriental. »

(213) Cette analyse repose sur une vaste documentation de l'auteur : plus de 50 titres d'ouvrages peuvent être relevés dans les cahiers de lecture et d'extraits de Marx, au cours des années 1840 à 1858.

(214) Cf. Niebuhr, Erster Teil, p. 600; p. 606-620; p. 620; p. 623.

(215) Cf. F. M. Eden, « The State of Poor », etc., London, 1797, vol. I[er], p. 75-121, ainsi que John Wade, « History », etc., p. 22-54.

(216) Cf. A. Smith, « An Inquiry », etc., vol. III, Book III, chapitre IV, et MEGA, 1/3, p. 482 (1); 483 (41).

(217) Marx se proposait sans doute de développer ce point, indiqué aussi dans son projet de plan (cf. ici, au début du chapitre du capital, « Capital et propriété foncière moderne. — Wakefield »). Mais on ne trouve pas trace d'un tel développement dans le présent manuscrit.

(218) Cf. Glossarium Mediae et Infimae Latinitatis conditum a Carlo Dufresne Domino Du Cange cum supplementis integris Monarchorum Ordinis S. Benedicti D. P. Carpenterii ade-

lungi, aliorum, suisque digessit G. A. Henschel, Parisiis, 1842, Tomus Secundus, p. 139 vide supra : « 2. Capitale, Debitae pecuniae caput. »

(219) Cf. Glossarium Mediae et Infimae Latinitatis », etc. Tomus Secundus, p. 141-42; pour la note : Tomus Secundus, p. 139.

(220) Cf. Adam H. Müller, « Die Elemente der Staatskunst », etc., Erster Teil, Berlin, 1809, p. 226-41.

(221) Cf. « Glossarium », etc. Tomus Secundus, p. 140, où on lit : Capitale Vivens, in Legibus Aethelstani : Reddam de meo proprio decimas Deo, tam in Vivente Capitali, quam in mortuis fructibus terrae.

(222) Le 29-1-1858, Marx écrivait à ce propos à Engels : « Maintenant, je suis arrivé dans mon travail économique à un point où j'aimerais disposer de quelques renseignements pratiques de ta part, étant donné que je ne trouve rien à ce sujet dans les ouvrages théoriques. C'est notamment sur la *circulation du capital*, — ses différences dans les diverses branches d'industrie, son action sur le profit et les prix. Tout ce que tu peux m'envoyer à ce sujet sera le très bienvenu (*sehr willkommen*). »

Par la suite (cf. notre second volume), Marx développera ce qu'il entend par *première et seconde circulation du capital*. Dans la première, de caractère historique, c'est, outre l'évolution de l'argent vers le capital, la production du capital (sa genèse), où il peut sembler que le capital est un agent productif au sens où il crée par son épargne le cycle productif du capital; dans le second, cette « apparence » tombe, c'est la phase de reproduction du capital, phase qui se renouvelle sans cesse à une échelle élargie : on voit alors clairement, dit Marx, que l'ouvrier crée lui-même tous les éléments constitutifs du capital (matières premières, instrument produit, ainsi que son propre salaire). (N. d. Tr.)

TABLE DES MATIÈRES

Préface de l'Institut Marx-Engels-Lénine IV
Note du traducteur 3

FONDEMENTS DE LA CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE
(Ebauche) 1857-1859

INTRODUCTION (cahier M) 5
1° La production. 7
2° Rapport général de la production à la distribution, l'échange et la consommation 15
3° La méthode de l'économie politique 29
4° Production : moyens de production et rapports de production — Rapports de production et rapports de circulation — Formes de l'Etat et de la conscience en fonction des conditions de production et de circulation — Le droit — La famille 39
(Art grec et Société moderne) 40
Note du traducteur 43

CHAPITRE DE L'ARGENT (cahier I) 46
Alfred Darimon, « De la réforme des Banques », Paris, 1856 . . 47
Exportation de l'or et crises. 48
Convertibilité et circulation des billets de banque 64
Valeur et prix. 70

Marchandise et argent : 75
1° Echangeabilité de la marchandise contre l'argent. 82
2° Marchandise-Argent, Argent-Marchandise. 84
3° L'échange devient autonome en opposition aux échangistes. . 84
Aphorismes 85
4° Genèse de l'argent (1) 86
L' « Economist » et la monnaie du travail. 88
Question des bons horaires 89
Valeur d'échange et production privée. 93
La monnaie, rapport social 93
Genèse de l'argent (II) 102
L'argent dans sa fonction d'étalon 104
L'argent, équivalent général. 104
Incidences. 107
Le temps de travail, équivalent général 108
Temps de travail et production communautaire 110

Les substances du rapport monétaire : 111
a) L'or et l'argent par rapport aux autres métaux 112
b) Oscillations de la valeur des divers métaux 119
Circulation monétaire et circulation marchande 125

Définition générale de la circulation :
a) Circulation des prix 127

Le prix. 129
Monnaie de compte 130

b) Moyen de circulation. 133
Masse de l'argent en circulation. 134
Remarque concernant le point a) 136
Echange et production de valeurs d'échange 137
La circulation est un procès sans fin 138
Réalisation du prix et autonomie de l'équivalent général . . . 139
L'équivalent général 140
Séparation de la vente et de l'achat 141
Argent et division du travail 141
Marchandise-Argent-Marchandise, Argent-Marchandise-Argent. . 142

c) L'argent dans sa fonction de représentant matériel de la production (accumulation de l'argent), etc. 145
Confusions dans la définition de l'argent 155
Somme des prix, masse de marchandises et volume des moyens de circulation. 156
Moyen de circulation. 156
Travail salarié et capital. 166
Numéraire et monnaie universelle 167
Les six éléments du système de l'économie bourgeoise 168
Numéraire et monnaie universelle 169
Le représentant universel de la richesse 170
Accumulation de l'argent (thésaurisation). 171
Thésaurisation et accumulation du capital 175
L'argent, moyen de paiement 177
Plan du chapitre de l'argent. 179
Les métaux précieux, supports du rapport monétaire 179
La loi de l'appropriation se change en son contraire. 180

CHAPITRE DU CAPITAL (cahiers II-VII) (*) 181
Le chapitre de l'argent en tant que capital 185

Première Section : le procès de production du capital 196

Différence entre valeur et capital 196
Circulation marchande, circulation monétaire et amoncellement de capital 199
Circulation et production de marchandises 201
Passage de la circulation marchande simple à la production capitaliste 202
1° La circulation et la valeur d'échange issue de la circulation : présuppositions du capital 206
2° La valeur d'échange issue de la circulation présuppose celle-ci, se conserve et se multiplie en elle grâce au travail. 211
Les six éléments du système de l'économie bourgeoise 211
La signification du concept de « société » 212
Echange entre capital et travail, et les possesseurs de marchandises simples 212
Valeur et utilité pour le capital. 213
Les deux procès de l'échange du capital et du travail 222
Les trois aspects du concept de capital 223
Capital et propriété foncière moderne 224
Le marché. 228
Le système salarié capitaliste 231
Renversement de la loi de l'appropriation. 242
Procès de travail capitaliste. 245
Procès de production capitaliste 251
Procès de création de valeur et frais de production 258
Frais de production 266
L'acculumation primitive du capital 267
Le procès de production générale en tant qu'élément du mode de production capitaliste 268
Structure du chapitre de la production et de la circulation de la valeur d'échange ou de la circulation marchande simple. . . 268
La production de plus-value. 269
Les économistes bourgeois modernes : Ricardo, les physiocrates et Adam Smith à propos du procès de valorisation 274
La richesse bourgeoise en tant qu'intermédiaire 280
L'explication ricardienne de la plus-value. 282
La production de plus-value, la valorisation du capital et la productivité du travail 283
Les trois lois régissant la plus value et le profit 287
Accroissement de la force productive et prix 292
Ricardo à propos de l'augmentation de valeur du capital . . . 299
Le procès de travail 305
Surtravail absolu et relatif 311
Profit et plus-value — Différence dans la composition organique du capital 325
Journées de travail simultanées. 354
Passage du procès de production du capital au procès de circulation 358

(*) Cf. note de la page 40 où nous avons expliqué que nous avons introduit jusqu'à la page 180 du texte les titres en partie établis par Marx et repris dans la Table des matières de l'édition allemande. Mais, il se trouve qu'à partir de la page 181 les sous-titres de chapitre sont très longs et l'édition allemande a établi, dans sa Table des matières, un système de titres courts assez éloignés de ceux du texte. N'ayant pas voulu innover, nous avons donc repris le même système à partir de la page 181 (N. d. T.).

Seconde section : le procès de circulation du capital 358

Dévalorisation du capital dans le procès de production 364
La plus-value absolue et la circulation. 365
La plus-value relative et la circulation. 365
Les entraves inhérentes au capital. 366
Surproduction. 367
Les entraves inhérentes à la production du capital 372
Le travail. salarié en tant que centre d'échange pour le capital. . 377
Rapport entre le travail nécessaire et le surtravail dans le développement capitaliste des forces productives du travail. La loi générale de la production capitaliste 379
Surproduction. 381
Valeur et prix. 383
Taux général du profit 395
Taux moyen du salaire 397
Réalisation du taux de profit moyen au travers de l'échange entre la section de production I et II. 400
Limites de la production capitaliste — Crises. 405
Production-marchandise-argent. 410
Le capital en général. 412
Reconversion de la plus-value en capital 413
Capital additionnel I et II 419
Renversement de la loi de l'appropriation. 421
Accumulation primitive du capital. 422
Succession des formes économiques de la société. 435
Renversement de la loi de l'appropriation. 480
Notes 482

ERRATA

P. XI : avant-dernière ligne : *sérier* au lieu de traduire

P. 11 : 5ème ligne : *partent* au lieu de parlent

P. 110 : 21ème ligne : *desquelles* au lieu de desquels

P. 112 : 10ème ligne avant la fin de la page : *Ductilité* au lieu de Malléabilité

P. 114 : 6ème ligne : *réfléchit* au lieu de réflète

P. 185 - 187 - 189 : titre courant : *CAHIER I CHAPITRE SUR LE CAPITAL (CAHIERS II A VII)*, au lieu de CHAPITRE SUR L'ARGENT.

P. 193 : 7ème ligne : *actes* au lieu de biens

P. 213 : 2ème ligne avant la fin de la page : *l'une et l'autre* au lieu de chacune

P. 276 : 12ème ligne : *mercantilistes* au lieu de mercantiles

P. 290 : 10ème ligne : *999* au lieu de *900*
1 000 000 *1 000 000*

P. 327 : 28ème ligne : *fonds d'amortissement* au lieu de fonds en diminution

P. 343 : 11ème ligne avant la fin de la page : *Capital additionnel* au lieu de Capital excédentaire

P. 422 : 10ème ligne avant la fin de la page : *appropriation* au lieu de approbation.

Achevé d'imprimer le 30/8/1969
Imprimerie Sérifloc - 16, Cité Camrobert, Paris
Dépôt légal 3e trimestre 1969 N° 76

Editions Anthropos
Dépôt légal 3e trimestre 1969 N° 75

Marx évoque son travail en ces termes : 1) "c'est le résultat de 15 années de recherches, donc de la meilleure partie de ma vie; 2) j'y expose pour la première fois de manière systématique et scientifique, les rapports fondamentaux de la société. Je dois au Parti de ne pas en gâcher la forme par des tics d'écriture secs et noueux, propres à un foie malade."

On trouve en effet dans les **Fondements** la tentative la plus systématique pour dégager les éléments moteurs de l'évolution historique de la société en général et du capitalisme en particulier. Il ne s'agit nullement ici d'une description de ce mécanisme, mais de l'explication de sa dynamique.

Jamais, dans aucun de ses écrits ultérieurs, Marx n'a approfondi si avant le concept fondamental du capital, avec ses contradictions et son unité que le mouvement historique détruit et recrée sans cesse sous une forme nouvelle. Partant des notions fondamentales de valeur, argent, division du travail, productivité, Marx montre comment elles trouvent une synthèse en devenir incessant dans la forme historique du capital qui les développe jusqu'à leur paroxysme et leur négation.

S'en tenant ainsi aux notions strictement fondamentales et au développement des forces sociales les plus élémentaires, il situe dans son ouvrage la place de toutes les formes dérivées du capital : classes sociales, déstructurées et restructurées sous l'effet du développement de la production capitaliste; crédit sous ses formes les plus contradictoires et les plus diverses; propriété foncière bouleversée par l'industrialisation de l'agriculture; État, commerce extérieur et marché mondial en crise et régénération successives.

Découverts en 1923 par D. Riazanov dans le fonds Marx-Engels, les manuscrits des **Grundrisse** devaient prendre place dans les 15 volumes destinés à regrouper toutes leurs œuvres économiques. Publiés en 1941, ils n'ont été diffusés qu'en 1953. Leur traduction en français permet enfin au lecteur francophone l'accès à cette œuvre de première importance pour la connaissance de la pensée de Marx.

"On peut affirmer sans hésiter, écrit Eric Hobsbawm, que tout débat marxiste sur l'histoire négligeant les **Grundrisse**, c'est à dire tout débat théorique antérieur à 1941 et — hélas — bien d'autres depuis, devraient être repris à la lumière de cet ouvrage."